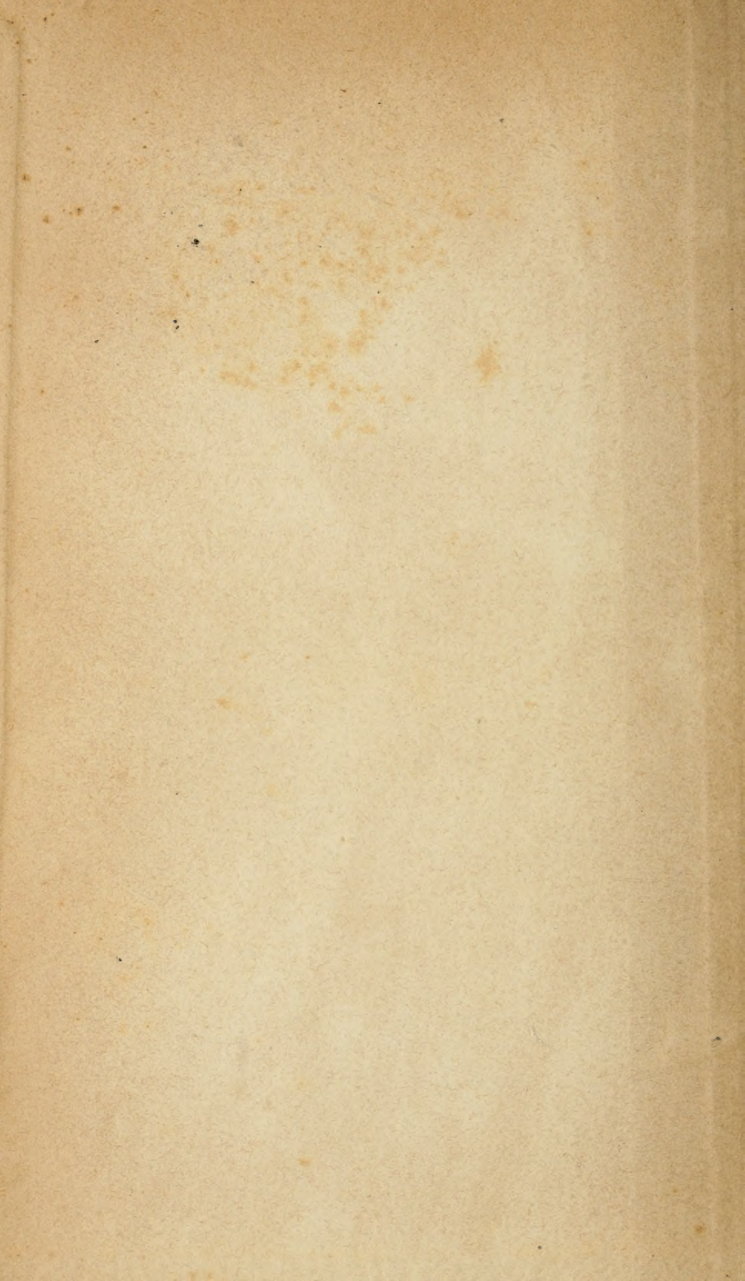
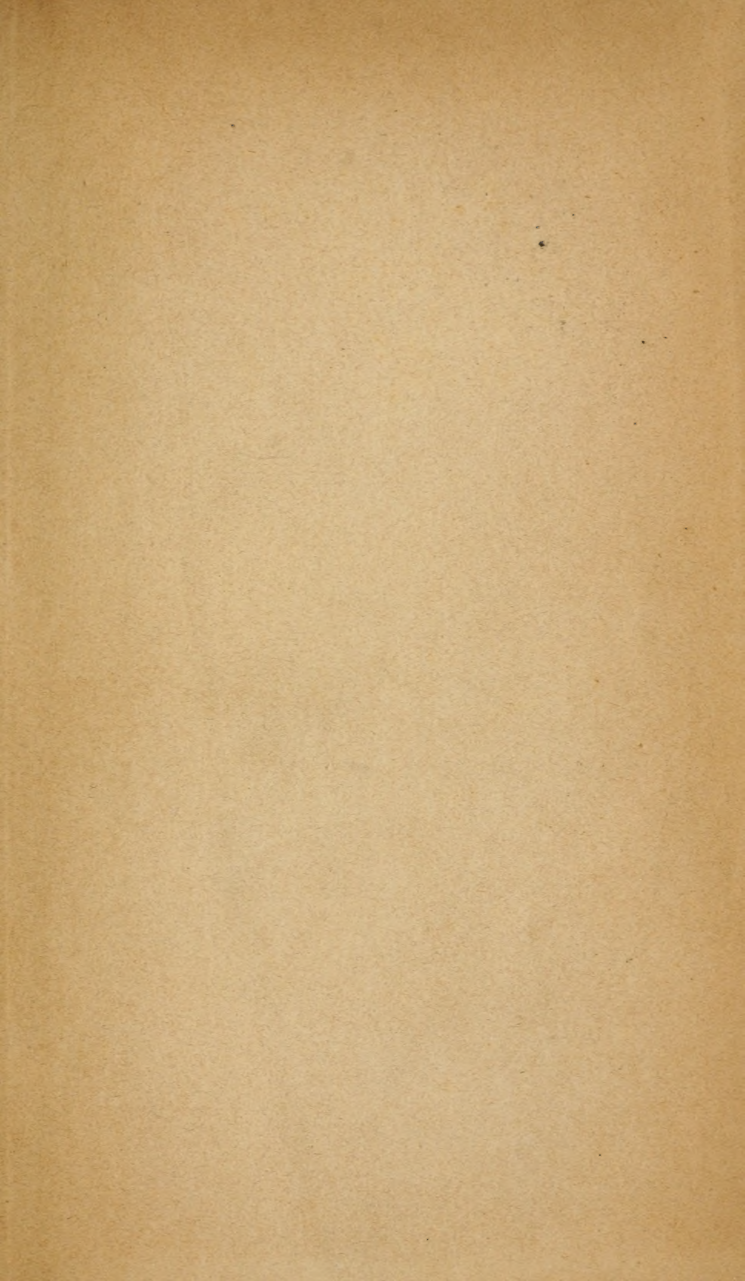
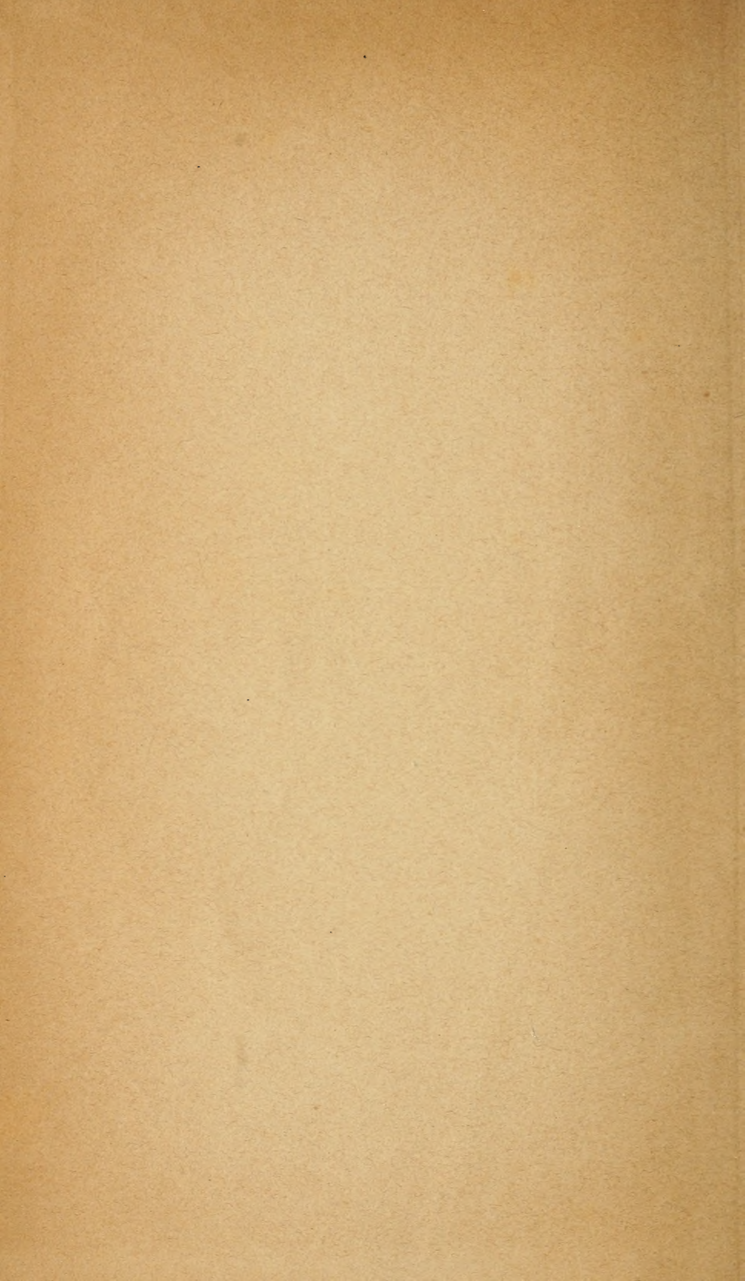








Noël Giron

HISTOIRE
UNIVERSELLE

PUBLIÉE

par une société de professeurs et de savants

SOUS LA DIRECTION

DE M. V. DURUY

HISTOIRE DE L'EMPIRE OTTOMAN

950. — PARIS, IMPRIMERIE GÉNÉRALE A. LAHURE
9, Rue de Fleurus, 9

HISTOIRE

DE

L'EMPIRE OTTOMAN

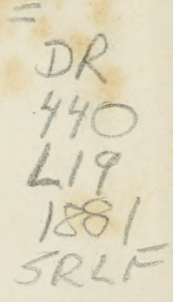
DEPUIS LES ORIGINES JUSQU'AU TRAITÉ DE BERLIN

PAR

LE V^TE A. DE LA JONQUIÈRE

Ancien professeur d'histoire
à l'école militaire impériale de Coumbar-Hané à Constantinople

OUVRAGE CONTENANT 4 CARTES



PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1881

CARTES

CONTENUES

DANS L'HISTOIRE DE L'EMPIRE OTTOMAN :

Il nous a paru plus commode pour le lecteur de réunir les cartes à la fin du volume, en les disposant de manière que le livre étant ouvert à un endroit quelconque, la carte consultée puisse rester déployée tout entière sous ses yeux.

HISTOIRE

DE

L'EMPIRE OTTOMAN

LIVRE PREMIER

L'ISLAMISME ET LES TURCS

CHAPITRE PREMIER

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE DE LA TURQUIE.

L'empire ottoman. Orographie de la Turquie d'Europe. — Versant de l'Archipel. — Versant de l'Adriatique. — Asie-Mineure. — Bassin de l'Euphrate et du Tigre. — Syrie et Arabie. — Divisions administratives. — Provinces privilégiées : Mirditie; Zeïtoun; Kozan; Samos; Mont-Athos; Liban; Crète; Roumélie-Orientale. — Pays tributaires : Égypte; Bulgarie.

L'empire ottoman. Orographie de la Turquie d'Europe.

Le caractère saillant de l'empire ottoman, sous quelque aspect qu'on l'envisage, est son manque absolu d'unité : au point de vue géographique, au point de vue ethnographique, au point de vue politique, on est forcé de reconnaître qu'il n'est qu'un assemblage disparate d'éléments hétérogènes. Il présente une étonnante confusion de races et de nationalités ennemies les unes des autres, de religions et de croyances qui s'excluent mutuellement, de mœurs et de coutumes impossibles à concilier.

Partagé en trois tronçons inégaux, répartis dans les trois parties de l'ancien continent, il manque, surtout en Europe et en Afrique, de frontières naturelles. Basé sur la conquête, il n'a jamais su s'assimiler les peuples vaincus; et le jour où la victoire l'abandonna il était fatalement destiné à déchoir et à se démembrer. Après avoir possédé presque tout le littoral africain de la Méditerranée, après avoir porté ses frontières en Europe jusqu'à la Theiss, la Turquie a successivement perdu la plus grande partie de ses acquisitions. En Afrique, elle ne garde plus qu'un pied à terre, pour ainsi dire : la Barbarie. En Europe, dépouillée du versant de la mer Ionienne, de la presque totalité de la côte européenne de la mer Noire, sans débouché sur la mer Adriatique, elle ne possède plus qu'un port important sur la mer Egée. En Asie, au sud et à l'est, une ligne conventionnelle la sépare de la Perse et de la Russie et laisse son territoire ouvert à toutes les attaques, à toutes les invasions.

Le grand triangle compris entre le Danube et la Save, l'Adriatique, la mer Ionienne, la mer Égée, la mer de Marmara, la mer Noire, présente un vaste réseau de montagnes dont les points culminants sont situés au 42e degré de latitude nord, entre les 21 et 22 degrés de longitude est de Paris : les pics de *Tchar-Dagh*, d'*Egrisu*, de *Dubnitza*, donnent naissance à trois chaînes de montagnes.

La première, le grand Balkhan (*Hémus*), peut être considérée comme leur prolongement du côté de la mer Noire, où elle se termine par une masse imposante qui forme le cap *Emineh*. A son extrémité orientale elle détache les petits Balkhans (*Standchez-Dagh*) qui longent la mer Noire, du nord au sud, jusqu'à l'entrée du Bosphore.

La seconde, qui prend naissance au *Schar-Dagh* (Scardus), court vers le nord-ouest, sépare la Bosnie de la Dalmatie et se confond avec les Alpes Carniques. En se prolongeant vers le sud-est, elle porte successivement les noms de *Pinde*, de *Parnasse*, d'*Hélicon*, de *Cithéron* et s'arrête à l'isthme de Corinthe. Elle forme la ligne de démarcation entre l'Albanie, l'Épire, l'Acarnanie, la Macédoine, la Thessalie, la Béotie et l'Attique.

Du *Pinde* sortent le rameau de l'*Olympe*; le *Goura-Vouna* (Othrys) qui sépare la Thessalie en deux provinces et détache les contreforts du Pélion et de l'Ossa, aujourd'hui le *Plessidi* et le *Kissovo*.

La troisième qui commence à Dubnitza se dirige vers le nord et se réunit vers Orsova à un contrefort des Karpathes. Du pic de Dubnitza part également le Rhodope qui se termine sous le nom de *Tékir-Dagh* à la Marmara, entre Ganos et Rodosto. Le Rhodope donne naissance : 1° au *Pilawdagh* (monts Pangées), célèbres autrefois par leurs mines d'argent; 2° aux *monts Chalcidiens* qui forment, entre Salonique et le golfe de Contessa, la presqu'île de Chalcidique.

La chaîne des Balkhans partage la Turquie d'Europe en deux grandes parties : la région danubienne, et les pays de la péninsule, appelée vulgairement hellénique.

La guerre de 1877-1878 et le traité de Berlin, en la chassant du bassin du Danube, et en donnant à l'Autriche la Bosnie qui formait en quelque sorte une citadelle et le boulevard de l'Empire contre les Autrichiens, ont réduit la Turquie d'Europe au versant de l'Archipel (Thrace, Macédoine et Thessalie), et au versant central de l'Adriatique (l'Albanie).

Versant de l'Archipel.

Thrace. — La Thrace, que les Turcs appellent *Roumély*, bien qu'elle ne soit qu'une partie du grand pachalik de Roumélie, est comprise tout entière dans le bassin de la Maritza ; elle est limitée au nord, par le Balkhan oriental ; à l'ouest, par une vaste chaîne, détachée du Balkhan, le Rhodope (*Despoto-Dagh*, ou mont des Curés), qui se prolonge jusqu'à la mer Egée ; à l'est, par les monts *Strandja*, au sud par le *Tékir-Dagh* dont un des contreforts va former la charpente de la presqu'île de Gallipoli, et dont les ramifications septentrionales, réunies aux rameaux détachés des monts Strandja, forment la presqu'île de Constantinople.

La *Maritza* (Hèbre des anciens), prend sa source dans le Rhodope, reçoit à Andrinople la *Tendja* et l'*Arta*, puis un peu plus bas l'*Erkéné*, franchit le Rhodope par la brèche de Tempegra et verse ses eaux par deux bouches dont l'une va directement dans l'Archipel et l'autre dans le golfe d'Énos.

Le bassin de la Maritza qui renferme la partie la plus riche et la plus peuplée de la Turquie d'Europe, a une importance politique de premier ordre ; couverte au nord, à l'ouest, au sud par de hautes montagnes aux passages rares, difficiles, élevés, pratiqués au milieu d'escarpements couverts de forêts vierges, à l'est par l'Hellespont, la Marmara, le Bosphore et une côte inabordable jusqu'à Bourgas, la Thrace s'appuie de tous côtés sur des limites naturelles faciles à défendre. Elle occupe une position des plus favorables pour le commerce à cause de sa proximité de l'Asie et de la mer Noire et du nombre de ses ports.

La mer Noire verse le trop-plein de ses eaux dans la mer Égée par deux grands canaux réunis par un vaste bassin de 40 lieues de long sur une largeur moyenne de 18.

Bosphore. — Le Bosphore de Thrace ou détroit de Constantinople à 29 000 mètres de long et une largeur qui varie de 600 à 3700 mètres. Son courant venant de la mer Noire est très rapide, sa vitesse est d'environ 5000 mètres à l'heure ; malgré de nombreuses sinuosités, sa direction générale va du nord-est au sud-ouest. Deux phares et deux châteaux, distants de 4500 mètres, s'élèvent sur les deux pointes d'Europe et d'Asie, à l'endroit où la mer Noire pénètre dans le canal : ils ne servent en rien à la défense. Une demi-lieue plus loin se trouvent les deux forts de Karbach et de Poyna, construits en 1770, par le baron de Tott, sur deux caps entre lesquels le canal n'a que 1800 mètres ; ce sont les véritables défenses du Bosphore du côté de la mer Noire. Au point où le détroit s'étrangle jusqu'à n'avoir plus que 700 mètres, les forts de Roumély-Kavak et d'Anatoly-Kavak n'offrent qu'une construction des plus défectueuses, absolument dépourvue

de casemates. Un peu plus bas, deux batteries à fleur d'eau à Buyukdéré et à Thérapia et une semblable sur la côte d'Asie à Unkiar-Skelessi, enfin les châteaux de Roumély-Hissar et d'Anatoly-Hissar complètent le système défensif du canal. Construits par Mahommed II en 1453, présentant le type de la fortification turque du moyen âge, à demi ruinés, mal armés, ils sont si peu en état d'opposer une résistance quelconque que les terre-pleins des batteries basses sont trop étroits pour reçevoir les canons de gros calibre.

Tous ces ouvrages sont dominés par les hauteurs voisines; un corps qui débarquerait à Domuz-Déré, à 8 kilomètres à l'ouest du phare d'Europe pourrait, sans difficulté, s'emparer de ces hauteurs et faire tomber tous les forts.

A l'extrémité méridionale du Bosphore, Constantinople occupe la plus belle position qui soit au monde, au triple point de vue commercial, politique et militaire. Son port, qui s'avance de 9000 mètres dans les terres, peut contenir une soixantaine de vaisseaux de ligne et douze cents navires. C'est le point d'intersection de toutes les caravanes qui viennent des Indes, de la Perse et de l'Asie-Mineure. Le panorama enchanteur qu'on a sous les yeux du côté de la mer est unique. « C'est là que Dieu et l'homme, la nature et l'art, ont placé, ont crée de concert le point de vue le plus merveilleux que le regard humain puisse contempler sur terre[1]. »

La mer de Marmara, la Propontide des anciens, présente une ligne presque droite sur la côte européenne, tandis que la côte asiatique est découpée par les golfes d'*Ismid* (Nicomédie), de *Moudania* (Nicée), la presqu'île de Cyzique.

Dardanelles. — Les Dardanelles (Hellespont), dont la longueur atteint 67 kilomètres et la largeur varie de 1262 à 7590 mètres, ressemblent plutôt à un grand fleuve;

[1] Lamartine, *Voyage en Orient.*

c'est la clef de Constantinople et de la mer Noire. Cependant ce passage si important n'est pas mieux défendu que le Bosphore.

Les caps Sigée et Eléonte ferment le détroit à son entrée en venant de la mer Egée; là sont les forts de Sédil-Bahr-Kalessi, en Europe, et de Koum-Kalessi, en Asie, dont les feux ne peuvent se croiser que s'ils sont armés de grosses pièces de marine. Les châteaux des Dardanelles, Kilid-Bahr (clef des mers), en Europe, Kilid-Sultanieh, en Asie, croisent leurs feux à l'endroit ou les caps Rholas et Dardanos ou des Barbiers ne laissent à la mer qu'une largeur de 1500 mètres. Mais la partie essentielle de la défense est celle de la pointe et de la presqu'île de Nagara, en Asie, ou s'élevait jadis Abydos. Le détroit forme sur ce point un coude presque à angle droit, hérissé d'écueils et de bas-fonds, traversé par un courant d'une excessive violence, et où les vaisseaux obligés de serrer la côte d'Europe ne peuvent passer que un à un. En 1807 des officiers français, notamment le colonel Juchereau de Saint-Denys, avaient proposé d'établir sur cette pointe un fort carré à deux ou trois étages de batteries couvertes. Leurs feux se croisant avec ceux du fort de Maïtos sur la côte opposée auraient produit l'effet le plus désastreux sur les navires ennemis et les auraient mis hors d'état d'aborder victorieusement l'escadre de défense, embossée en arrière du cap Nagara.

Ce projet fut adopté, mais ne reçut aucune exécution, et le passage des Dardanelles est aussi facile à forcer aujourd'hui qu'en 1807. Du reste rien ne protège le détroit contre une attaque venant de la terre; un corps d'armée qui débarquerait dans le golfe de Saros, près de Cardia, prendrait à revers les Dardanelles ; la possession de la côte d'Europe assurerait celle d'Asie, car cette dernière est partout dominée par celle d'Europe. C'est dans la Chersonèse de Thrace, à Gallipoli et à Maïtos, qu'est la véritable défense du détroit.

Macédoine. — La Macédoine s'appuie : au nord-est,

sur le chaîne du Rhodope; au nord, sur le Balkhan central et le Balkhan oriental; à l'orient, sur le Pinde; au sud, sur les rameaux du Pinde qui aboutissent à l'Olympe; à l'est, sur la mer Égée. Montagneux, mais fertile, ce pays est assez peu connu : son système hydrographique et orographique n'est pas encore définitivement fixé. Il renferme les bassins du *Mesto*, du *Strouma*, du *Vardar*, de la *Vistritza*, et de l'*Indjé-Karaşou*.

Le *Mesto* coule parallèlement au Rhodope, resserré entre cette chaîne et le Pilawdagh (monts Pangées).

La *Strouma* (Strymon), enclavée dans son bassin supérieur par les monts Pangées et les monts Karatova qui le séparent du Vardar, se jette dans le golfe d'Orfano ou de Contessa.

Le *Vardar*, dont la source est inconnue, arrose d'abord l'Albanie et se jette dans le golfe de Salonique.

Le *Vistritza* (Eordœus) et l'*Indjé-Karasou* finissent également dans le golfe de Salonique.

Intelligents, actifs, robustes, belliqueux et braves, n'ayant pas été abâtardis par la domination énervante des empereurs byzantins, les Macédoniens sont restés dignes de leurs ancêtres qui ont conquis la Grèce et l'Asie. Les Kupruli et Mehemet-Ali étaient des Macédoniens.

Thessalie. — La Thessalie (Yaniah en turc), un des pays les plus fertiles de l'univers, est contenue tout entière dans la vallée du Selymbria (Penée) qui n'était probablement qu'un vaste lac avant que le fleuve n'eût ouvert une brèche entre l'Ossa et l'Olympe.

Cette vallée est fermée : au nord, par les monts *Krouschevo* (Lyncon et Pœus) qui joignent le Pinde à l'Olympe; à l'ouest, par le Pinde; au sud, par l'Othrys; à l'est; par le Pélion et l'Ossa.

Le Penée descend du Pinde, traverse le défilé de *Mezzovo*, fait un crochet vers le sud, et revenant à l'est, arrose les riches plaines de Larissa, forme entre le Pélion et l'Ossa la fameuse vallée de Tempé, si vantée, à tort, par les poètes, et se jette dans le golfe de Salonique.

Versant de l'Adriatique.

Albanie. — L'Albanie (ancienne Illyrie grecque et Épire), dédale de montagnes, est généralement très fertile et mal cultivée. Le climat rigoureux et humide des montagnes y arrête l'activité de la végétation et retarde la maturité des céréales. Séparée de la Macédoine et de la Thessalie par la chaîne du Pinde, elle contient les bassins peu connus de la *Boyana*, du *Drin*, du *Mati*, du *Scombi*, de l'*Ergent*, du *Voïoussa* et de l'*Arta*.

La *Boyana* prend sa source, sous le nom de *Moracca*, dans les Alpes Bosniques, au mont *Dormitor*, traverse le Monténégro, se jette dans le lac de Scutari, devient navigable à partir de la ville de ce nom et finit dans l'Adriatique près de Dulcigno.

Le *Drin*, qui embrasse dans son bassin les deux cinquièmes de la Haute-Albanie, est formé de la réunion de deux rivières coulant en sens inverse : 1° le *Drin blanc*, qui naît dans les Alpes Bosniaques et se dirige du nord au sud; 2° le *Drin noir*, qu'on croit prendre naissance dans le lac d'Ochrida et qui va du sud au nord.

Réunies au pied occidental du Pinde, les deux rivières décrivent un grand arc de cercle de l'est à l'ouest et se perdent dans le golfe d'Alessio, à deux lieues au sud de l'embouchure de la Boyana.

L'*Arta* (Aréthon), originaire du plateau de *Mezzovo*, sort d'une vallée étroite, profonde, barrée par les rochers, entre le Pinde et le plateau de Janina pour arroser la plaine fertile d'Arta (Ambracie) et se jette dans le golfe du même nom.

Le *Calamas* (Thyamis) prend sa source dans un lac, traverse une belle vallée plantée d'oliviers, de mûriers, de vignes, et se jette dans le canal de Corfou.

Le plateau de Janina, élevé de 400 à 500 mètres audessus de la mer et occupé par un lac fermé de 5 lieues de long sur 1 à 2 de large, est la partie dominante de l'Épire; c'est le nœud de jonction des routes de la Thes-

salie, de l'Albanie et du littoral; position militaire des plus importantes, il assure à celui qui en est maître la possession de l'Albanie; c'est pourquoi la Porte ne consentira jamais, sous peine de signer elle-même la perte de l'Albanie, à céder Janina à la Grèce.

Asie-Mineure.

La Turquie d'Asie contient : l'Asie Mineure, la bassin de l'Euphrate et du Tigre, la Syrie et l'Arabie. Du massif central de l'Arménie, dont le point culminant est l'Ararat, se détachent toutes les montagnes de la Turquie d'Asie. Deux grandes chaînes longent les rivages de la mer Noire et de la mer Méditerranée; la chaîne méridionale, la plus élevée, prend le nom de *Taurus;* la dernière porte celui d'*Anti-Taurus.*

La jonction entre les deux chaînes s'effectue par les monts *Dindymène* qui se ramifient à l'Olympe, point le plus élevé des monts *Toumanidsch* (Tomnus), portion occidentale de l'Anti-Taurus. L'Anti-Taurus va se rejoindre à l'est aux *monts Moschiques*, contrefort méridional du Caucase. Le Taurus se prolonge également dans cette direction, et près du lac de Van se rattache au Caucase par la chaîne médique. A l'ouest il se lie au Liban par le mont *Amamus* (Alma-Dagh).

L'Asie-Mineure (Anatoly) était divisée dans l'antiquité en : Cilicie, Pamphylie et Lycie sur la Méditerranée, Carie, Lydie et Mysie sur l'Archipel, de l'est à l'ouest; Bithynie, Paphlagonie et Pont sur la mer Noire au nord ; Phrygie, Galatie et Cappadoce au centre; Pisidie, Lycaonie et Isaurie dans le terrassement intermédiaire entre le haut plateau du centre et la chaîne taurique du sud.

Du Caucase sortent le *Phase* et le *Kour* qui versent leurs eaux dans la Caspienne après avoir reçu le dernier l'*Araxe* qui prend sa source dans le plateau central au mont *Bingheul.* Les bassins du Phase, du Kour et de l'Araxe appartiennent aujourd'hui à la Russie et lui

donnent toute latitude pour occuper le plateau d'Erzeroum et la chaîne de l'Ararat.

La côte de la mer Noire est sillonnée de nombreux cours d'eau descendus, soit du plateau central, soit du Taurus septentrional.

Ce sont : le *Gumuch-Hané* dont l'embouchure est près de Tiréboli, le *Thermodon*, le *Yékil-Irmak* (Iris) formé de deux bras parallèles et le *Kizil-Irmak* (Halys), le fleuve le plus considérable de l'Anatolie, qui prennent leur source dans le plateau central, et se jettent dans le golfe de Samsoun ; le *Parthénius*, limite orientale de la Bithynie qui débouche dans la mer Noire au sud d'Amasséra, le *Sakaria* (Sangarius) composé de trois affluents qui descendent l'un de la haute plaine d'Angora, l'autre du mont Dindymène, le troisième du mont Olympe.

Dans le golfe de Mondania se déversent les eaux du lac *Ascanius* sur les bords duquel était la ville de Nicée célèbre par le concile de 412 et la victoire remportée en 1097 par les Croisés sur les Seldjoukcides, du *Sou-Sugurlugu* (Macestus) avec ses affluents le *Rhyndacus* et le *Niloufer* (Horisius.)

Le *Granique* sort de l'Ida et se jette dans la Marmara.

Le *Simoïs*, le *Scamandre*, qui arrosent la plaine de Troie et qui confondaient autrefois leur bouches ; le *Caïcus*, dont l'embouchure est située en aval de Pergame ; l'*Hermus*, limite entre la Lydie et la Mysie et entre l'Eolide et l'Ionie, qui descend des monts Dindymène pour tomber dans le golfe de Smyrne ; le *Mendéré* (Méandre,) célèbre par les sinuosités de son cours, qui sépare la Lydie de la Carie et l'Ionie de la Doride, se jettent dans l'Archipel.

Le *Cataractès* et l'*Eurymédon*, illustre par la victoire de Cimon sur les Perses, dans la Pamphylie ; le *Célinus* ; le *Selef*, où se noya Frédéric Barberousse ; le *Lamas* qui séparait la Cilicie *trachea* (montagneuse) de la Cilicie *campestris* ; le *Cydnus* et le *Sihoun* (Sarus) ; le *Djihoun* (Pyramus) qui descend du point de jonction du Taurus avec l'Amamus et dont la vallée n'est habitée que par des

nomades turcomans, écoulent leurs eaux dans la Méditerranée.

Bassins de l'Euphrate et du Tigre.

Le bassin de l'Euphrate se partage en deux parties distinctes : l'Arménie et la Mésopotamie.

L'*Euphrate* descend du mont *Abos*, passe à Erzeroum, centre des routes qui vont du Caucase dans l'Asie-Mineure et dans la Mésopotamie, reçoit dans la plaine de Palou le *Mourad-Tschaï* (Euphrate oriental) qui sort de l'Ararat et coupe la chaîne méridionale du Taurus. Après avoir fait un coude à l'ouest, vers Maratch, il prend près de Bir son cours général au sud-est pour se diriger vers le golfe Persique à travers d'immenses plaines entremêlées de déserts. Devenu navigable à *Feloudjé*, où se trouve le canal de l'Euphrate au Tigre, il se réunit à ce dernier à *Kornak*, prend alors le nom de *Chat-el-Arab* et se jette dans le golfe Persique par deux embouchures dont la plus occidentale est seule accessible aux bâtiments de moyenne grandeur.

Le Tigre (*Didjlet*, la flèche) doit sa naissance à plusieurs sources qui viennent du Taurus et des montagnes avoisinant le lac de Van. Il passe à *Diarbékir* (Amida), arrose Mossoul, situé sur la rive droite en face des ruines de Ninive, devient navigable pour les bateaux plats. Après avoir traversé le Kurdistan, le fleuve arrive à Bagdad, aujourd'hui bien déchu de son ancienne splendeur et va rejoindre l'Euphrate à *Kornak*.

L'Arménie, pays montagneux, est coupée en deux parties par les *monts Niphates*; ce sont la Grande-Arménie et la Petite-Arménie.

La Mésopotamie, ainsi nommée à cause de sa position entre l'Euphrate et le Tigre, se divise en quatre zones qui se prolongent parallèlement, d'un fleuve à l'autre. La première, montueuse, s'étend sur le versant méridional du Taurus jusqu'à *Djézireh* ; la deuxième, légèrement accidentée, part du pied des montagnes pour aboutir au con-

fluent du *Khabour*; elle comprenait dans l'antiquité l'Oschroëne à l'ouest, la Migdonie à l'est; la troisième, déserte et inculte va jusqu'à Bagdad ; la quatrième s'étend jusqu'au confluent des deux fleuves, c'est l'ancienne Chaldée.

La Syrie et l'Arabie.

Le Taurus, après avoir contourné le golfe d'Alexandrette, se rattache, près des sources du Pyramus, aux monts *Amamus* qui séparent la Cilicie de la Syrie et vient se ramifier au Liban sous la trouée faite par l'Oronte qui sépare le mont *Pierus* du mont *Cassius*.

Le Liban se compose du *Liban* proprement dit qui se termine au cap Seyd et de l'*Anti-Liban* qui commence près de Balbeck et court du nord au sud, jusqu'aux confins de l'Arabie, sous la dénomination de *Djebel-Seïr* et *Djebel-Hairas*.

Les deux seuls cours d'eau importants sont l'*Oronte* et le *Jourdain*.

L'*Oronte* prend sa source dans l'Anti-Liban, arrose *Hems* (Émèse), *Hama* (Epiphanie), *Famieh* (Apamée), *Antakié* (Antioche) réduite à 10 000 habitants des 600 000 qu'elle avait au temps des Romains, et se jette dans la mer, au sud des ruines de l'ancienne Séleucie.

Le bassin du *Jourdain* comprend l'anciennne Palestine et la Judée; le fleuve sort de l'Anti-Liban (mont *Hermon*), traverse les lacs Méron et Tabarieh (Tibériade) et se perd après un cours de 160 kilomètres dans le lac *Bahr-el-Louth* (mer Morte) enclavé par des montagnes dénudées qui portent l'empreinte de la désolation et de la mort.

« Au centre de ces montagnes se trouve un bassin aride « fermé de toutes parts par des sommets jaunes et rocail- « leux ; ces sommets ne s'entr'ouvrent qu'au levant pour « laisser voir le gouffre de la mer Noire et les montagnes « lointaines de l'Arabie.

« Au milieu de ce paysage de pierre, dans l'enceinte

« d'un mur, on aperçoit de tristes débris ; des cyprès « épars, des buissons d'aloès et de nopals, quelques ma- « sures arabes pareilles à des sépulcres blanchis recou- « vrent cet amas de ruines : c'est la triste Jérusalem [1]. »

L'Arabie est nominalement sous la dépendance du Sultan, mais il ne possède en réalité que les villes saintes de l'Islamisme, la Mecque et Médine, Sanaa, Taëf, Djedda. Le reste du pays est indépendant.

Divisions administratives.

Jusqu'en 1879 l'empire ottoman était partagé administrativement en vingt-huit vilayets ou gouvernements généraux, répartis de la manière suivante.

En Europe : 1° *Stamboul* (Constantinople) avec un sandjak en Asie (*Ismid*) ; 2° *Edirne* (Andrinople) ; 3° *Touna* (Danube) ; 4° *Bosna* (Bosnie) ; 5° *Ersek* (Herzégovine) ; 6° *Selanik* (Salonique) ; 7° *Yaniah* (Janina) ; 8° *Monastir* ; 9° *Ochkoudra* ou *Scodra* (Scutari d'Albanie) ; 10° Ghirit (Candie).

Dans la Turquie d'Asie : 1° *Koudavend-Kiar* ; 2° *Aïdin* 3° *Angora* ; 4° *Konieh* (Iconium); 5° *Kastamouni* : 6° *Trabizoun* (Trébizonde) ; 7° *Sivas* : 8° *Erzeroum* ; 9° *Diarbekir* ; 10° *Adana* ; 11° *Soura* (Syrie) ; 12 *Haleb* (Alep) ; 13° *Bagdad* : 14° *Basra* (Bassorah) avec le Nedj et l'Hedjaz en Arabie ; 15° *Djezaïr* (îles), *Rhodos* (Rhodes), *Midili* (Metelin), *Sakyz* (Chio) *Kybrys* (Chypre), *Istamkeny* (Cos), avec le district de *Bigha*, sur l'Hellespont.

En Arabie : 1° *Imaret-i-Makkeh* (principauté de la Mecque) ; 2° *Yemen*.

En Afrique : *Tarablouss-i-Gharb* (Tripoli d'Afrique). Les remaniements territoriaux rendus nécessaires par le traité de Berlin ont amené des modifications importantes, qui ne sont pas encore définitivement arrêtées. D'après le

[1] Chateaubriand, *Itinéraire de Paris à Jérusalem*.

budget pour 1880, l'empire ottoman comprendrait trente deux vilayets dont

En Europe : 1° *Stamboul* (Constantinople) avec deux sandjaks en Asie (*Ismid* et *Bigha*) ; 2° *Edirne* (Andrinople) ; 3° *Selanik* (Salonique) ; 4° *Yaniah* (Janina) ; 5° *Monastir ;* 6° *Scodra* (Scutari d'Albanie) ; 7° *Kossovo*, formé en majeure partie de districts enlevés au vilayet de Monastir ; 8° *Cherki-Roumeli* (Roumélie-Orientale) ; 9° *Ghirit* (Candie).

Dans la Turquie d'Asie : 1° *Khoudavend-Kiar ;* 2° *Aidin ;* 3° *Angora ;* 4° *Konieh* (Iconium) ; 5° *Kastamouni ;* 6° *Trabizoun* (Trébizonde) ; 7° *Sivas ;* 8° *Erzeroum ;* 9° *Diarbekir ;* 10° *Mamourat-ul-Aziz*, distrait du vilayet de Diarbekir ; 11° *Van*, distrait du vilayet d'Erzeroum ; 12° *Bitlis*, formé de districts du vilayet d'Erzeroum et du vilayet de Diarbekir ; 13° *Adana ;* 14° *Soura* (Syrie) ; 15° *Haleb* (Alep) ; 16° *Mossoul*, distrait du vilayet de Bagdad ; 17° *Bagdad ;* 18° *Basra* (Bassorah). Le vilayet de Bassorah vient d'être de nouveau réuni à celui de Bagdad, à cause de l'insurrection de l'émir de Muntefik.

En Arabie : 1° l'*Hedjaz*, distrait du vilayet de Bassorah ; 2° *Imaret-i-Makkeh* (principauté de la Mecque) ; 3° *Yemen*.

En Afrique : 1° *Tarablouss-i-Gharb* (Tripoli d'Afrique) ; 2° *Benghazi*, distrait du vilayet de Tripoli de Barbarie.

Provinces privilégiées.

Certains districts, des vilayets même, jouissent d'une organisation spéciale ; ce sont :

Mirditie. — Le Mirdites occupent les montagnes au nord de Scutari d'Albanie, entre le Montenegro et le Scombi. Depuis le quinzième siècle, ils ont toujours gardé une quasi-indépendance ; ils ne sont astreints qu'à un contingent militaire en temps de guerre. Ce contingent, n'est point incorporé ; il reste sous le commandement de ses chefs nationaux et combat sous l'étendard de la croix. Parfois même, les Mirdites se sont affranchis de cette

obligation comme en 1862 où, obéissant à la voix du pape, ils refusèrent de marcher contre la Tsernagora. Ils forment avec les *Clementi*, près des Sources du Jem, avec les *Castrati*, près de Scutari, et les autres tribus catholiques de la Gueguarie, une confédération qui parait compter 250 000 âmes [1].

Le culte est desservi par des moines franciscains, généralement italiens. La dignité princière est héréditaire dans la famille de Bib-Doda, qui se dit descendante de Scanderbeg et fait remonter son origine à la famille provençale des Baux. Le régime féodal, dans toute sa pureté, existe en Mirditie, et l'organisation du pays rappelle celle des clans des Highlands d'Écosse, au moyen âge. La Porte en voulant s'ingérer dans les querelles intestines des chefs mirdites a occasioné un soulèvement général de tous les clans, au commencement de 1877.

Zeïtoun. — Lors de la destruction du royaume de petite Arménie par les khalifes d'Égypte, les vaincus échappés au fer du conquérant se réfugièrent dans les gorges du Taurus. La petite colonie devint bientôt l'asile de tous ceux qui restaient fidèles au culte de la liberté. Le petit État prospéra rapidement et a conservé jusqu'à nos jours des mœurs simples et patriarcales. Son nom lui vient des nombreuses plantations d'oliviers qui couronnaient les localités où s'établirent les débris de la nation arménienne. D'après Langlois, le Zeïtoun proprement dit comptait, en 1856, 15 000 habitants, repartis en trois bourgs; Ghiavour-Dagh et Hanjin en renfermaient de 25 000 à 30 000.

Jusqu'au règne d'Abd'ul-Aziz, le Zeïtoun, gouverné par quatre *ischkhan* héréditaires, se maintint indépendant. A cette époque le gouvernement ottoman entreprit de le soumettre, et, le 7 août 1861, Aziz, pacha de Marasch, marcha contre les tribus arméniennes à la tête de bandes

[1] Poujade évalue le nombre des Mirdites seuls à 147 000. (Voyez *Turcs et Chrétiens*.)

indisciplinées. Le village d'Alabasch fut livré à la dévastation; les moines furent égorgés et des chiens enterrés sur leurs cadavres; les églises pillées, les vases sacrés distribués aux bachi-bozouks. Après cet exploit, Aziz-pacha se dirigea sur Zeïtoun : cent cinquante scheïtkhs et mollahs marchaient en avant de la colonne précédés du muphti. De son côté, le clergé de Zeïtoun sortit processionnellement, avec la croix et l'évangile, et psalmodiant les psaumes de la pénitence. Les irréguliers d'Aziz furent écrasés (14 août) et lui-même fut remplacé par Achir-pacha célèbre par le bombardement de Belgrade. Des troupes nombreuses furent dirigées contre le Zeïtoun et tout le district fut bientôt étroitement bloqué. Mgr Hassoun, patriarche des Arméniens catholiques, sollicita l'intervention de l'ambassadeur de France auprès de la Porte: celle-ci consentit à la formation d'une commission d'enquête composée d'un musulman, de l'évêque arménien-uni, de l'évêque arménien non-uni, et d'un délégué arménien protestant.

Cependant les Zeïtounlis, menacés de la disette et effrayés du déploiement de forces dont ils étaient l'objet, se soumirent et consentirent à recevoir un mudir dont ils payeraient les appointements (9000 piastres) et à verser au trésor une contribution annuelle de 12000 piastres. Achir-pacha, en guise d'adieux aux Zeïntounlis, fit tomber dans un guet-apens les quatre ischkhans et les fit condamner à mort, pour crime de rebellion. Le jugement fut cassé et la Porte donna l'ordre de mettre les prisonniers en liberté, mais le pacha ne lâcha pas sa proie si facilement : un an après, les quatre chefs étaient encore plongés dans les fers, et deux d'entre eux mouraient dans leur cachot, sans pouvoir recevoir les secours de la religion.

Les mudirs appelés à la tête de l'administration du Zeïtoun furent généralement mal choisis et leurs exactions ne cessèrent d'exciter et d'accroître le mécontentement de la population. En 1878, une révolte éclata, causée par l'élévation de l'impôt de 12000 piastres à 500000, et la conduite barbare du mudir, Davoud-Effendi. Un vol avait

été commis dans son conak; soupçonnant un domestique arménien d'en être l'auteur, il le fit mettre à la torture pour lui arracher l'aveu du délit. Exaspéré de ne rien obtenir, il étrangla, lui-même, sa victime. L'indignation publique fut telle que le kaimakam fut traduit devant les tribunaux : ceux de Zeïtoun et de Marasch le reconnurent coupable de meurtre et le condamnèrent à mort; le tribunal d'Alep cassa la sentence et l'acquitta[1]. Les Arméniens exaspérés de ce déni de justice coururent aux armes; l'insurrection fut battue par Kiamil-pacha et Veyssi-pacha; mais pour faire poser les armes à un chef énergique, nommé Babick, dont les guérillas défiaient tous les efforts des troupes turques, la Porte accorda une amnistie et s'engagea à nommer au kaimakam, un adjoint arménien.

Kozan. — Le Kozan, situé au N.-O. du golfe d'Alexandrette, dans l'Anti-Taurus, fait partie administrativement du vilayet d'Adana. Il tire son nom du chef de la tribu kurde des Pharsaks, à qui Selim I donna, en récompense de ses services contre Schâh-Ismaïl, le gouvernement héréditaire de la montagne, moyennant un léger tribut. Les montagnards ne tardèrent pas à secouer complètement le joug de la Porte et Aziz-pacha ne put les ramener qu'à un semblant de soumission. En 1878, ils se sont révoltés et ont coopéré au mouvement de leurs voisins de Zeïtoun. On estime leur nombre à 50 000, tous Kurdes, sauf quelques Turcomans et Arméniens.

Samos. — Un firman du 10 décembre 1832 a érigé, à la suite de l'insurrection de 1830, Samos en une sorte de principauté tributaire; un firman de 1850 a encore augmenté ses privilèges.

L'île est divisée en quatre districts; chaque village est administré par un maire, assisté d'un conseil municipal. Le gouverneur général est le chef du pouvoir exécutif; il gouverne avec l'aide d'un sénat de quatre membres nom-

[1] Davoud-Effendi est actuellement procureur général à Bassorah.

més sur une liste de huit candidats, élus par les districts. Il reçoit une liste civile de 150 000 piastres (30 000 francs).

Le pouvoir législatif appartient à l'assemblée des députés, élus par les villages; elle est présidée par le métropolitain.

La milice se compose de 80 soldats et de 10 gendarmes. La Porte entretient une garnison de 280 hommes avec deux canons, sous les ordres d'un colonel.

La justice comprend un tribunal de première instance de cinq membres, nommés par le gouverneur général, un tribunal d'appel et une cour de cassation.

La marine compte 236 bâtiments marchands, naviguant sous pavillon samien. En 1874, le commerce d'exportation produisait 1 973 000 francs et le budget se soldait par un excédant de recettes, s'élevant à 49 369 francs.

La population se monte à 34 000 habitants, non compris 10 000 Samiotes, répandus sur les côtes de l'Asie-Mineure, et qui sont citoyens de Samos.

Mont Athos. — Le mont Athos, la montagne sainte des Grecs, forme une république théocratique qui occupe toute l'étendue du promontoire situé entre les deux golfes de Contessa et de Monte-Santo[1]. La presqu'île, longue d'environ soixante kilomètres, large de huit à douze, est terminée du côté de la mer par le pic de l'Athos, haut de 2000 mètres; elle se rattache à la terre ferme par un isthme de 2400 mètres de largeur. Cet isthme est célèbre dans l'histoire de l'antiquité par la tentative de percement de Xercès[2]. La montagne disparait sous les murailles crénelées qui abritent les demeures des moines ou *kaloyers*. Deux couvents, celui

[1] Scingiticus sinus et Strymonicus sinus des anciens.

[2] On adopte généralement les exagérations d'Hérodote, et on n'a pas assez d'invectives et d'épithètes malsonnantes à l'égard du roi des Perses. On comprend à la rigueur que l'historien grec des guerres médiques cherchât à ridiculiser un ennemi, mais qu'aujourd'hui on traite de stupide un projet fort rationnel, voilà ce qu'on a peine à concevoir. On devrait, au contraire, le louer sans réserve, car le percement de l'isthme de l'Athos était, pour l'époque, une idée hardie et grandiose.

du Zographos et celui de Chilautari, fondé au douzième siècle par Étienne Nemaïa, tzar de Serbie, sont occupés par des moines serbes et bulgares; un troisième, restauré et doté par Catherine II, appartient en commun aux Russes et aux Grecs; tous les autres sont exclusivement grecs. Les anachorètes, dont les ermitages sont répandus partout, payent une redevance au couvent dont ils relèvent.

L'autonomie de l'Athos remonte au règne de Léon le philosophe, en 911; Mohammed II confirma les privilèges des moines, se contentant d'un léger tribut. Jamais la Porte n'a songé à les faire rentrer sous la loi commune.

Le gouvernement est aux mains d'une assemblée des députés des vingt monastères de la presqu'île. Elle siège à Kariès, capitale de l'État, et résidence du kaimakam qui représente l'autorité impériale. Uniquement chargé de la police, de la surveillance des douanes, de la perception de l'impôt, il ne se permet aucune ingérence dans les affaires des couvents.

La population de l'Athos se compose de 6000 habitants, répartis dans vingt monastères, onze petits couvents, trois cents ermitages et les fermes qui en dépendent. Elle est exclusivement masculine; non seulement une femme ne peut pénétrer dans la presqu'île, mais les animaux femelles en sont rigoureusement exclus. Un fait curieux, signalé par Langlois, c'est que les Turcs de Kariès observent religieusement le règlement qui, dans la montagne sainte, frappe les femmes d'ostracisme.

Liban. — Les massacres de Syrie amenèrent, en 1860, une intervention armée de la France. A la suite de l'occupation française, une commission européenne élabora (1861) un règlement susceptible de revision, après un laps de trois années. La conférence de Constantinople arrêta, en 1864, un statut organique, en dix-huit articles, qui fut promulgué sous forme de firman.

Le Liban est administré par un gouverneur chétien, du grade de muchir, nommé par le Sultan et relevant directement de lui. La France avait demandé qu'il fût en outre

indigène ; l'Angleterre, par jalousie contre la France, s'opposa à cette motion, excita la Porte à la repousser et l'encouragea dans la résistance : le gouvernement français céda et abandonna le principe de l'indépendance administrative du Liban, fondé sur les droits séculaires des populations de la montagne.

Le gouverneur réside, dans le Kesrouan, à Deïr-el-Kamar, dispose de la force armée, nomme à tous les emplois administratifs, pourvoit à tous les offices judicaires, perçoit les impôts, etc.

Le Liban est partagé en sept *mudirats* (arrondissements) administrés pour un sous-gouverneur, choisi par le gouverneur au sein de la religion dominante. Ce sont :

1° *Le Koura*, moins la ville de Kalmom, sur la côte;

2° La partie du *Kesrouan*, comprenant Djebel, Bcherreh, Ravieh et Belad-Batroun;

3° Le *Kesrouan*, proprement dit, jusqu'à Nahr-el-Keib, Belad, Djebeïl, Mneitra, Fetouh ;

4° *Zahlè* et son territoire ;

5° *Le Metten*, Katta et Solima;

6° Le territoire au sud de la route de Damas jusqu'à Djezzin, (*le Chouf*);

7° *Le Djezzin* et le *Teffah*.

Près du gouverneur siège un medjliss central qui répartit l'impôt et contrôle les dépenses. Son autorité est en réalité illusoire, car il n'a que voix consultative et il faut que le gouverneur veuille bien lui soumetre les questions. Il se compose de douze membres, renouvelés par tiers, tous les deux ans. Le Koura délègue un grec orthodoxe ; les deux mudirats de Kesrouan envoient, chacun, un membre (maronite) ; Zahlé nomme un Grec catholique ; le Metten est représenté par un Maronite, un Druse, un Mutuali, un Grec orthodoxe; le Chouf désigne un Druse ; Djezzin, un Maronite, un Druse et un Musulman.

Une milice indigène mixte, formée à raison de 7 hommes par 1000 habitants, est chargée de veiller au maintien de l'ordre et à l'exécution des lois.

L'article 16 du statut de 1864 ordonnait de faire, dans le

plus bref délai, le recensement de la population, par commune et par religion, et enjoignait de procéder à la levée du cadastre de toutes les terres en culture. Rien n'a été fait. La montagne doit comprendre un million d'habitants et même davantage, très probablement.

Crète. — La Crète, dont la population s'élevait dans l'antiquité à deux millions, qui comptait encore 700 000 habitants à l'époque de la domination vénitienne, n'avait plus, en 1847, selon M. Hitter, consul de France, que 160 000 âmes. Aujourd'hui, on estime que l'île renferme 220 000 habitants, dont environ 40 000 musulmans. Les seules données officielles qu'on possède sont celles fournies par le recensement partiel, opéré par les ordres de Vely pacha, gouverneur général de l'île. Ce travail accusait, en 1858, pour les cinq éparchies de la Canée, Kissano, Selino, Sphakia et Apocorona, 56 000 habitants, dont 15 000 musulmans.

Lors de la revolte de 1866, un iradé du 18 septembre 1867 dota la Crète d'une organisation particulière. A la suite d'une nouvelle prise d'armes, une convention, conclue le 13 octobre 1878 entre Ghazi-Mouktar pacha et et les délégués crétois, modifia sensiblement le statut organique de 1867.

Le constitution crétoise ne peut être annulée par la constitution de l'empire ; elle en est indépendante.

L'île, divisée en cinq gouvernements, partagés eux-mêmes en vingt-trois éparchies, est administrée par un gouverneur général, nommé pour une période de cinq ans. Si le vali est musulman, le mouchavir doit être chrétien et *vice versa.* Les mutessarifs sont choisis, par moitié, parmi les fonctionnaires musulmans et chrétiens de l'empire. Les éparchies ont à leur tête des kaimakams, dont la majorité doit appartenir à la religion chrétienne. Les muâvcins sont de la religion opposée à celle du mutessarif ou du kaimakam.

Une assemblée générale, siégeant tous les ans pendant quarante jours, ou, si besoin est, pendant soixante jours,

discute et résout les questions intéressant spécialement l'île. Cette assemblée comprend quatre-vingts membres, dont quarante-neuf chrétiens et trente et un musulmans, ainsi répartis :

La Canée....................	3	musulmans.	1	chrétien.
Kidonia et Alikianou.........	1	—	3	—
Kissano.....................	1	—	3	—
Selino......................	1	—	3	—
Sphakia.....................			4	—
Apocorono...................	1	—	3	—
Ayos Vassili (Stambolkeuy)....	1	—	3	—
Rethymo (ville)..............	3	—	1	—
Rethymo (campagne)..........	1	—	3	—
Amary......................	1	—	3	—
Milopotamo.................	1	—	3	—
Candie,....................	3	—	1	—
Malevisi...................	1	—	3	—
Pella......................	1	—	3	—
Munofaty et Riso............	3	—	1	—
Kenoudjo et Perjotissa........	2	—	2	—
Mezzambello et Lassli........	1	—	3	—
Sitta......................	2	—	2	—
Verapetra..................	2	—	2	—
Nano et partie de Riso........	2	—	2	—

Les conseils administratifs sont ainsi composés :

Conseil du vilayet. — Le gouverneur général, le métropolitain, six membres élus, moitié par les musulmans, moitié par les chrétiens.

Conseils des gouvernements. — Le mutessarif, l'évêque, un membre du tribunal, six membres élus par la population, pris en nombre égal dans chacune des deux religions [1].

Dans les éparchies où la population est tout entière chrétienne, les six membres sont chrétiens.

[1] La loi organique de 1878 a exilé des conseils administratifs tous les fonctionnaires du gouvernement qui en faisaient précédemment partie, sauf le vali, les mutessarifs et les kaimakams qui les président.

Le service administratif s'effectue dans les deux langues turque et grecque; les *mazbatas* et les procès-verbaux des conseils administratifs des tribunaux sont rédigés dans les deux idiomes; toutefois, les discussions de l'assemblée générale ont lieu en grec.

L'organisation judiciaire, telle qu'elle a été votée par l'assemblée générale, le 13 février 1879, comprend vingt-trois tribunaux de paix (ειρινοδοχειον), cinq tribunaux de première instance, une cour d'appel.

Les tribunaux de paix comptent un juge nommé par le gouverneur général, deux adjoints élus par la population et deux secrétaires.

Les tribunaux de première instance sont ainsi constitués : un président nommé par le vali; quatre juges élus par la population; deux secrétaires, un procureur, un juge d'instruction, nommés par le gouvernement général. Chaque gouvernement possède un tribunal de première instance.

La cour d'appel, au chef-lieu du vilayet, est formée du vali, de quatre membres élus par l'assemblée générale, de deux secrétaires, d'un procureur général et d'un juge d'instruction nommés par le gouverneur général.

Les tribunaux de commerce, au nombre de trois, fonctionnent dans les trois villes.

Le pouvoir judiciaire est indépendant du pouvoir exécutif; et, toute ordonnance ministérielle portant atteinte à l'indépendance des tribunaux, aux lois en vigueur, ou à la constitution crétoise, est nulle de plein droit.

Un corps de gendarmerie, fort de 2052 hommes (officiers et soldats), est chargé de veiller à l'ordre et à la sécurité publique. Il se recrute exclusivement parmi les indigènes, à l'exception du colonel.

Les dépenses de l'armée régulière ne sont plus à la charge du budget de l'île; les droits de douane, les droits sur les tabacs et le sel, les revenus et les dépenses des *Esnafs* (fondations pieuses) n'y figurent plus. L'excédant des recettes, déduction faite des dépenses de l'administration locale, est partagé en deux moitiés, dont l'une est verse

au trésor, et l'autre affectée à des travaux d'utilité publique. En cas de déficit, le gouvernement est tenu de donner à l'île une somme pouvant s'élever jusqu'à la moitié des revenus de la douane.

Roumélie orientale.

La Roumélie orientale, cette création hybride de la diplomatie anglaise au congrès de Berlin, renferme une population de plus d'un million d'habitants, dont la grande majorité appartient à la race bulgare. Placée sous l'autorité politique et militaire directe du Sultan, la Roumélie orientale jouit de l'autonomie la plus large. Égalité devant la loi, liberté religieuse, inviolabilité du domicile et de la propriété, liberté d'enseignement, liberté du droit de réunion, telles sont les principales dispositions du statut organique voté par la commission internationale.

La province est administrée par un gouverneur général chrétien, nommé pour cinq ans par le Sultan, avec l'assentiment des puissances signataires du traité de Berlin. Sur la proposition du gouverneur général, le Sultan choisit, dans le délai d'un mois, entre trois candidats, un secrétaire général chrétien, chargé de suppléer le gouverneur et de le remplacer, en cas de besoin. Le délai d'un mois expiré, le gouverneur général procède lui-même à la nomination du secrétaire. Il nomme, sous réserve de la confirmation impériale, les directeurs généraux de l'intérieur, des finances, de l'instruction, des travaux publics; les magistrats de la cour supérieure et les préfets des départements.

Investi du pouvoir exécutif, il est responsable envers le Sultan. En cas de haute trahison, de violation du statut organique, de malversations, il est décrété d'arrestation, soit d'office par la Porte, soit sur la plainte des trois quarts, au moins, des membres de l'assemblée provinciale.

La haute cour, chargée de le juger, se compose d'un président et de cinq membres nommés par la Porte, de cinq

membres élus par l'assemblée. La culpabilité doit être prononcée par sept voix.

Le gouverneur général ne peut, sous peine de déchéance, s'absenter sans l'autorisation de la Porte, si ce n'est pour se rendre dans la capitale.

Il proclame, sous sa responsabilité, l'état de siège :

1° En cas de résistance à l'exécution d'une loi, d'un règlement ou d'une ordonnance ;

2° En cas de troubles ou de mouvement insurrectionnel. Les troupes ottomanes ne peuvent pénétrer dans la province, qu'appelées par le gouverneur général et sous sa responsabilité.

L'emploi d'irréguliers est expressément prohibé, tant pour la défense des frontières que pour le maintien de l'ordre intérieur, et l'entrée du territoire rouméliote est interdite à toute colonie de Circassiens.

Nul indigène ne peut être astreint à entrer dans l'armée ottomane, mais le service militaire est obligatoire dans la milice rouméliote. Le gouverneur général nomme les officiers subalternes ; le Sultan, les officiers supérieurs.

Une gendarmerie indigène, dont les cadres doivent être recrutés parmi des Européens, est placée, ainsi que la milice, sous le commandement d'un général, nommé par le Sultan. Un ancien officier français, M. Vitalis, avait été nommé général en chef des milices rouméliotes ; ce choix était excellent sous tous les rapports, mais Vitalis-pacha avait le tort immense, aux yeux des Bulgares, d'être étranger. Il se heurta à une hostilité générale, systématique et à peine dissimulée : les officiers bulgares prêchaient à leurs soldats, de parole et d'exemple, l'indiscipline et la révolte contre le général. Toute proposition émanée de lui était, pour cette seule raison, repoussée par le conseil des directeurs. Enfin, il ne pouvait compter sur l'appui du gouverneur général, Aleko-Pacha Vogoridès, dont les actes tendent à porter atteinte aux droits du Sultan. Un conflit ne tarda pas à éclater entre le général et les directeurs : il donna sa démission et fut remplacé par le général Strecker-pacha.

Une assemblée provinciale élective est investie, de concert avec le gouverneur général, du droit de légiférer. Elle nomme un comité permanent, pour servir de conseil administratif au gouverneur, et qui émet son avis sur toutes les affaires dépassant l'exécution pure et simple des lois existantes.

Les diverses administrations emploient les trois langues du pays : le bulgare, le turc et le grec.

Le turc est la langue officielle des autorités dans leurs rapports avec la Sublime-Porte.

Les autorités départementales se servent de la langue de la majorité de la population ; et si la minorité égale le tiers des habitants du département, la langue de cette minorité est employée concurremment avec celle de la majorité.

Les autorités centrales usent de la langue en majorité dans le département avec lequel elles correspondent.

Les lois, circulaires, arrêtés, etc., sont publiés dans les trois langues.

Pays tributaires.

Égypte. — L'Égypte, démembrée de l'empire par Mehemet-Ali, est héréditaire dans la famille de ce dernier et dans la ligne masculine directe. Le khédive était arrivé peu à peu à secouer presque complètement le joug de la Porte : un tribut annuel et l'obligation de fournir à la Porte un contingent auxiliaire de 15 000 hommes en temps de guerre, tels étaient les seuls liens qui le rattachaient à la Porte.

Profitant des démêlés d'Ismaïl avec les puissances européennes, le Divan fit un coup d'État en abrogeant le firman de 1873 et en déclarant que l'Égypte n'était plus qu'un simple vilayet ottoman. La France et l'Angleterre s'émurent et firent des représentations à la Porte, résolues à reconnaître l'indépendance absolue de l'Égypte, au cas où le gouvernement turc persisterait dans ses desseins.

La Porte a toujours tendu à ressaisir les pays musul-

mans qui s'étaient soustraits à son obédience. Si elle paraît avoir abandonné complètement l'idée de reconquérir Alger, elle n'a jamais renoncé à recouvrer l'Égypte et Tunis.

Pour l'Égypte, la politique habile et hardie du grand vézir Kaïr-Eddin-pacha a été, en partie, couronnée de succès. Quant à Tunis, placé sous le protectorat de la France et de l'Italie, il est peu probable que la Porte puisse jamais faire valoir ses droits. L'Italie qui convoite Tunis s'opposera à toute tentative des Ottomans ; et, la France, à cause de sa grande colonie africaine, à cause du projet de la mer Saharienne, barrera toujours le chemin aux escadres turques, comme elle l'a fait sous Mahmoud II et sous Abd'ul-Aziz.

La Porte renonça à son projet, mais le firman d'investiture du nouveau khédive, Tevfik, a rendu à la Porte une partie des prérogatives qu'elle avait perdues.

Tous les actes publics seront publiés au nom du Sultan. Le khédive perd le droit de battre monnaie à son coin, le droit de nommer les officiers généraux et la faculté de conclure des emprunts, à moins que ce ne soit pour le règlement de la situation financière actuelle. L'armée égyptienne, sur le pied de paix, ne pourra excéder 18 000 hommes. Toutefois, en temps de guerre, comme les forces de l'Égypte doivent concourir à la défense de l'empire, ce nombre pourra être augmenté autant qu'il sera nécessaire. Tous les traités conclus par le khédive, toutes les conventions passées par son gouvernement devront être communiqués à Stamboul.

L'Égypte continue, comme par le passé, à payer un tribut de dix-huit millions de francs, et ne peut entretenir de marine de guerre.

Bulgarie. — La Bulgarie, créée par le traité de San-Stéfano et modifiée par le traité de Berlin, comprend pour ainsi dire l'ancien vilayet du Danube, moins la Dobroudja donnée à la Roumanie dont la sépare une ligne tirée de l'est de Silistrie au sud de Mangalia sur la mer Noire, et

la majeure partie du liva de Nisch réunie à la Serbie.

Le prince de Bulgarie est élu par la population et confirmé par la Porte, avec l'assentiment des puissances[1] et gouverne avec le concours d'une Chambre des députés. La constitution proclame l'égalité civile et politique sans distinction de croyances religieuses et de confession, la liberté du droit de réunion et d'association, la liberté de l'enseignement, la liberté de la presse.

Les forces militaires de la principauté se montent à 30 000 hommes, bien armés, bien équipés, instruits, exercés et commandés par des officiers et des sous-officiers russes. Les rapports du prince avec la Porte sont restreints en réalité à une vassalité nominale dont le seul signe est un tribut.

En dépit de la tolérance religieuse inscrite dans la constitution, il n'est pas de vexations que les Bulgares ne fassent subir aux musulmans. Sous prétexte de venger les injures passées, ils se livrent à des actes de barbarie froide et systématique qui ne le cèdent en rien aux cruautés reprochées aux Turcs. L'extermination de la minorité musulmane est poursuivie sans relâche et par tous les moyens possibles : les Bulgares de la principauté et ceux de la Roumélie orientale rivalisent là-dessus d'une noble ardeur. Les mahométans de la Bulgarie émigrent en masse vers la Dobroudja où le gouvernement roumain couvre d'une égale protection et d'une impartiale justice musulmans et chrétiens.

Dernièrement, à Kirdjali sur la frontière de la Roumélie orientale et de la Turquie, il s'est passé des scènes hideuses : les miliciens bulgares ont incendié des villages, massacré les hommes et violé les femmes, éventré les enfants, et cela sans provocation, uniquement parce que c'étaient des musulmans[2]. L'Europe qui a pris la défense

[1] L'article 3 du traité de Berlin excluait les membres des dynasties régnantes d'Europe.

[2] Journaux turcs le *Vakit*, le *Terdjumani-Hakikat*. Une enquête a été ordonnée et se poursuit sous les ordres du chef d'état-major de la Roumélie, le colonel de Toustain.

des Bulgares contre les Turcs, lors des massacres de 1875-76, ne doit pas avoir deux poids et deux mesures; elle doit protéger les musulmans contre la tyrannie des Bulgares. Les terribles représailles de Kezanlik, de Kalofer et de Carlovo n'ont-elles pas assouvi leur désir de vengeance?

CHAPITRE II

ETHNOGRAPHIE.

Population. — Groupe turc. — Groupe gréco-latin. — Groupe slave. — Groupe géorgien. — Groupe hindou. — Groupe persan. — Groupe sémite. — Religions. — Communauté grecque. — Communauté bulgare. — Communauté bulgare-unie. — Communauté arménienne. — Communauté arménienne-unie. — Communauté grecque-unie. — Maronites. — Latins. — Protestants. — Israélites.

Population.

Il est assez difficile d'évaluer exactement le chiffre des habitants de l'Empire ottoman, en l'absence plus ou moins complète de statistiques. De plus, les derniers événements de la guerre russo-turque, le démembrement partiel de l'empire, l'émigration des musulmans des provinces cédées et leur rapatriement ajoutent encore à l'inexactitude et à l'obscurité. Quoi qu'il en soit, on peut, sans trop s'écarter de la vérité, dire que la population de l'empire tout entier n'excède guère vingt-cinq millions et demi d'habitants. Dans ce chiffre, nous ne comprenons pas la principauté de Bulgarie, ni l'Égypte, non plus que la Bosnie et l'Herzégo-

vine, officiellement occupées par les Autrichiens, mais virtuellement annexées.

Sur ces vingt-cinq millions et demi, dix environ appartiennent à la race conquérante; le reste se compose d'un pêle-mêle de peuples, d'origine, de race et de langue diverses :

Groupe	Peuple	Nombre	Total
1° Groupe turc......	Ottomans....	9 700 000	25 555 000 hab.
	Turcomans...	300 000	
2° Groupe gréco-latin.	Grecs.......	2 100 000	
	Tzintzares...	900 000	
	Albanais.....	1 300 000	
3° Groupe slave......	Bulgares....	1 500 000	
	Serbes......	150 000	
	Cosaques....	32 000	
4° Groupe géorgien..	Tcherkess....	700 000	
	Lazes.......	5 000	
5° Groupe hindou...	Tchinghaniès.	212 000	
6° Groupe persan....	Arméniens...	2 300 000	
	Kurdes......	1 000 000	
7° Groupe sémite....	Arabes......	4 000 000	
	Druses......	310 000	
	Maronites...	482 000	
	Syriens.....	73 000	
	Chaldéens...	233 000	
	Juifs.......	158 000	

Les cinq premiers groupes font partie de la branche arienne, le sixième de la branche iranienne de la famille indo-européenne, le septième de la branche sémitique des peuples asiatiques.

Groupe turc.

Ottomans. — Originaires de l'Asie centrale, les Turcs, en s'avançant en Occident, ont perdu peu à peu leur type primitif, tel qu'il existe encore chez les Mongols, et ils appartiennent aujourd'hui bien plus à la race caucasique qu'à la race jaune. Cela tient surtout à leurs croisements

perpétuels avec les femmes de la race blanche. Très clairsemés en Europe où leur nombre atteint à peine un million, les Ottomans forment en Asie-Mineure une masse compacte de huit à neuf millions. Loin de croître et de multiplier, ils vont sans cesse diminuant : en 1867, Mustapha-Fazil pacha jetait un cri d'alarme et constatait avec effroi cette progression croissante de la dépopulation [1].

« Les Turcs, dit Lamartine [2], se sont suicidés eux-« mêmes par le long suicide de leur gouvernement. Mais « comme race d'hommes, ils sont, à mon avis, les pre-« miers et les plus dignes parmi les peuples de leur vaste « empire ; leur caractère est le plus noble et le plus grand, « leur courage est intact ; leurs vertus religieuses, civiles « et domestiques sont faites pour inspirer à tout esprit im-« partial l'estime et l'admiration. »

Turcomans. — Les Turcomans, de même sang et de même langue que les Osmanlys, émigrèrent dans les derniers temps du khalifat de Bagdad, des bords de la Caspienne dans les plaines de l'Asie-Mineure. Ils ont toujours conservé leur organisation en *ordous* ou camps, c'est-à-dire en tribus soumises à un régime militaire. Quelques-unes de ces tribus sont devenues sédentaires, mais les autres, connues sous le nom de Yourouks [3], ont continué leur vie errante. Les Turcomans sédentaires habitent surtout le sandjak de Tarsous et se battent journellement contre leurs frères nomades, pour la défense de leurs maisons et de leurs biens. La statistique de Victor Langlois [4], dressée sur les lieux, donne pour les sandjaks de Tarsous et d'Adana 30 000 individus, avec 347 000 bêtes à cornes 3720 chameaux. Les Yourouks qu'on évalue à 300 000 sont dispersés dans les vilayets d'Adana, d'Aidin, de Khoudâvendkiar, d'Alep et de Damas. Ils vivent unique-

[1] Rapport adressé à Sa Hautesse Abd-ul-Aziz khan.
[2] *Voyage en Orient.*
[3] Marcheurs.
[4] *Exploration scientifique de la Cilicie exécutée par ordre du gouvernement français,* 1852-1853.

ment de brigandage : « *Tufeng yok, ekmek yok* » (pas de fusil, pas de pain), voilà leur maxime.

Groupe gréco-latin.

Grecs. — Les Grecs (le nom d'Hellènes ne s'applique qu'aux habitants du royaume de Grèce), peuplent tout le littoral de l'Archipel, de la mer de Marmara, du Bosphore et de la mer Noire, jusqu'à Varna. A quelques lieues des côtes, sauf en Thessalie, ils disparaissent; on ne les retrouve que dans les grandes villes de l'intérieur. Il en est de même en Asie-Mineure et en Syrie. Les îles sont entièrement grecques. Dumont évalue leur nombre à un peu plus de deux millions [1], tandis que les statistiques grecques ne craignent pas de l'enfler jusqu'à quatre millions pour la Turquie d'Europe seule.

Albanais. — Les Albanais diffèrent entièrement des autres peuples de la Turquie ; ils n'ont avec eux aucune ressemblance ethnologique et anthropologique. L'opinion la plus accréditée les fait descendre des Pelasges ; quelques savants ont voulu les rattacher à la branche euskarienne et ont cru voir en eux les congénères des Basques des Pyrénées. Répandus dans le territoire compris entre le royaume hellénique, le Pinde, les monts de la haute Macédoine, le Monténégro et l'Adriatique, ils se partagent en deux branches; les Guègues au Nord, les Toskes au Midi. La grande majorité professe l'islamisme ; le reste est chrétien, et principalment catholique. Leur nombre total est évalué par les uns à 1 000 000, à 1 300 000 par les autres.

Tzintzares. — Les Tzintzares (que les Grecs appellent Coutzo-Valaques ou valaques boiteux), disséminés dans la haute Albanie, la Macédonie, l'Épire, la Thessalie,

[1] A. Dumont, *Le Balkan et l'Adriatique.*

forment une masse compacte le long de l'Aspro-Potamo, sur les deux versants du Pinde, au sud et à l'est du lac de Janina. Ils sont incontestablement de race latine comme les Moldo-Valaques; comme eux, ils s'intitulent Romani et les deux langues n'offrent que des différences très peu sensibles. Les documents historiques les désignent sous le nom de Mavrovlachi (Valaques noirs). On pense communément qu'ils tirent leur origine des colons Daco-Romains qu'Aurélien transféra dans la Mœsie, lors de l'évacuation partielle de la Dacie. Certains auteurs voient en eux les débris des colonies romaines, établies dans le pays, et que les Barbares rejetèrent dans le Pinde.

Le nombre des Tzintzares subit des changements notables, selon qu'on consulte les statistiques grecques ou roumaines. Les Grecs font tous leurs efforts pour parvenir à absorber les Coutzo-Valaques qui, généralement pauvres, manquent d'argent pour soutenir la lutte. Les Grecs essayent par tous les moyens d'entraver la fondation d'écoles et cherchent, *per fas et nefas*, à imposer leur langue à une population qui la rejette obstinément : l'assassinat récent du professeur Apostol Margarit, un des adversaires le plus déterminés de l'hellénisation des Tzintzares, montre à quels expédients les *syllogos* grecs ont recours. Ils rabaissent autant que possible le nombre des Coutzo-Valaques qui n'atteindrait que 144 745, selon eux, tandis que M. Bolinteano le porte à 1 200 000 et M. Obedenare à 900 000.

Les Coutzo-Valaques formèrent un royaume indépendant qui dura de 1187 jusqu'à la conquête turque [1].

Groupe slave.

Avant la dernière guerre, les Slaves étaient la race dominante de la Turquie d'Europe : ils se divisent en deux grandes branches : les Serbes et les Bulgares.

[1] Obedenare, *La Roumanie économique.*

Les Serbes, sont presque tous maintenant soustraits à l'obédience de la Porte.

Les Bulgares, d'origine tartare, adoptèrent le langage, les mœurs et les coutumes des Slaves de Mœsie qu'ils avaient subjugués et se convertirent à l'orthodoxie en 807. Indépendamment de la principauté de Bulgarie, ils forment l'immense majorité de la Roumélie orientale, et s'étendent jusqu'en Albanie et jusqu'à Salonique.

Cosaques. — Au groupe slave appartiennent encore les Cosaques émigrés de Russie, qui comprennent deux agglomérations dans l'Asie Mineure. A la suite de la bataille de Pultava, les débris des Zaporogues, soulevés par Mazzeppa, se réfugièrent en Turquie où le Sultan leur concéda, près de l'embouchure du Kizil-Ermak, les terres qu'ils occupent encore aujourd'hui. Ils appartienent à la secte des *starobratz* (vieux frères) ou *staro-viertzi* (vieux croyants), qui n'ont jamais voulu reconnaître le pouvoir spirituel qu'usurpèrent les tzars, à partir du moment où Pierre le Grand se proclama chef de l'Église moscovite.

La seconde colonie est celle des Cosaques du Don, des environs de Brousse. La persécution religieuse avait causé leur fuite dans le Kouban ; la conquête de la Crimée par les Russes les rejeta à Anapa, d'où le traité d'Andrinople les chassa encore. Mahmoud les établit alors en Asie Mineure, leur garantissant la liberté du culte et le maintien de leurs anciennes institutions. Ils forment une colonie militaire, administrée par un hetman.

Groupe géorgien.

Tcherkess. — Les Tcherkess, ou montagnards du Caucase, émigrèrent en Turquie après la conquête de leur pays par les Russes. En 1864, le chiffre des émigrés atteignait 700 000; mais la misère, les maladies, les excès, la faim en firent périr plus de la moitié. Une spéculation infâme s'était établie sur ces malheureux : la traite des blanches

égala et surpassa bientôt en horreur tout ce qu'on a pu écrire sur le commerce africain des esclaves. Les Turcs ont toujours été très friands d'esclaves circassiennes ou géorgiennes, quoique le Koran défende de réduire des musulmans en servitude; mais la marchandise était rare et le prix élevé. L'arrivée des Tcherkess fut un coup de fortune pour tous les pourvoyeurs de harems : pour forcer les émigrés à vendre leurs filles ou leurs sœurs, on les affama et on ne leur donna un maigre morceau de pain qu'en échange de la précieuse denrée acquise à peu de frais.

Ceux qui avaient survécu furent répartis en Bulgarie, en Albanie et dans la vieille Serbie. Une nouvelle émigration en 1865 et 1866 porta, au dire d'écrivains ottomans, leur nombre à un million. Ces nouvelles hordes furent dirigées sur l'Asie; le gouvernement leur donna des terres, des maisons, des instruments aratoires, des grains, des bestiaux : cet essai intelligent de colonisation fut stérile. Les Tcherkess refusèrent de travailler et, sous prétexte qu'ils étaient des victimes de leur attachement à l'Islam, prétendirent se faire entretenir par la Turquie et vivre dans l'oisiveté. Ils se firent brigands de grand chemin. L'émigration des Abazes, à la suite de l'expédition de Soukhoum-Kalé (1878) amena encore environ 50 000 individus.

Les *Lazes* (anciennement Macrous) habitent les bords de la mer Noire, de Batoum à Trébizonde, entre les vallées du Charkout-Sou et du Tchorouk-Sou. Depuis le traité de Berlin, la majeure partie appartient aux Russes.

Groupe hindou.

Les *Tchinghanies*, d'origine indoue, d'après M. Paul Bataillard, au nombre de 200 000, errent continuellement d'une province à l'autre, sans jamais se fixer nulle part. Les documents officiels les considèrent comme musulmans, bien qu'ils professent en secret un culte particulier.

Groupe persan.

Arméniens. — Les Arméniens qui font remonter leur filiation jusqu'à Haïg, arrière petit-fils de Japhet, sont, d'après Mauri, issus du croisement de Persans avec des populations touraniennes. L'ancien royaume d'Arménie comprenait la vice-royauté actuelle du Caucase, le vilayet d'Erzeroum et une partie des provinces nord-ouest de la Perse. Quatre dynasties se sont succédé sur le trône d'Arménie, après des interrègnes plus ou moins longs. La première, celle des *Haïgazian* (descendants d'Haïg) s'éteignit dans la personne de Vahé, allié de Darius, tué à Arbelles (330 av. J.-C.). Après sa mort, l'Arménie subit la domination macédonienne, à l'exception de quelques districts du sud-ouest qui conservèrent leur indépendance sous des princes nationaux. Le dernier de ces princes, Artavazd fut détrôné en 150 av. J.-C., par le Parthe Vagh-Arschag, fondateur de la dynastie des Arsacides ou *Arschagouni*; soumise par les Romains, tour à tour tributaire des Césars et des Parthes, l'Arménie finit par être annexée par le roi de Perse, après la révolution qui chassa du trône Ardachir, le dernier des Arsacides (433). La destruction de l'empire des Sassanides fit passer l'Arménie sous le joug des Khalifes, jusqu'au jour où le *vostikan* (gouverneur) de la Grande-Arménie, Achod, de la famille Pakradouni, affranchit ses compatriotes (859). Le dernier prince de la dynastie des Bagratides (*Pakradouni*), Kakig II, attiré à Byzance par l'empereur Constantin IX, fut traîtreusement assassiné. L'anarchie désola alors le royaume qui s'effondra bientôt sous les coups de l'invasion mongole (1080). Les débris de la nation, sous la conduite d'un prince Bagratide, Roupen, se jetèrent dans les montagnes de la Cilicie et constituèrent un petit État gouverné par des princes qui portaient le titre d'*ischkhan* (chef). Décorés du titre de baron, en récompense des services qu'ils rendirent aux croisés, ils furent élevés à la dignité royale par Frédéric

Barberousse. En 1341, la dynastie roupénienne directe finit avec Léon V et la couronne passa à Jean de Lusignan, roi de Chypre et de Jérusalem. Le royaume de Petite-Arménie fut détruit en 1375 par les sultans du Caire, à la bataille de Gaban, où Léon VII fut vaincu et fait prisonnier. Le nombre total des Arméniens s'élève environ à 4 millions dont un peu plus de la moitié en Turquie, 1 million en Russie, 450 000 en Perse, 20 000 en Autriche, 20 000 en Roumanie, 5000 en Égypte, 2000 aux Indes. Le reste est dispersé par toute la terre.

Dans la Turquie d'Europe, hors de Constantinople, où ils forment une agglomération compacte, on ne trouve les Arméniens que dans quelques grandes villes : leur nombre ne dépasse pas 50 000. Dans la Turquie d'Asie, il sont environ 2 millions.

Introduit en Arménie, sous le roi Apcar, par Thadée et Barthélemy, le christianisme devint la religion des Arméniens, deux siècles et demi après, à la suite de la conversion du roi Tridate, conversion opérée par saint Grégoire l'illuminateur (300). Les Arméniens se partagent en quatre rites :

1° Les Arméniens grégoriens (*Haï*);

2° Les Arméniens catholiques (*Babagan*);

3° Les Arméniens protestants (*Haï-poghokagan*);

4° Les Arméno-grecs (*Haï-Horom*). Ces derniers ont été convertis de force par les empereurs byzantins. Ils habitent aux environs d'Eguine (Arménie-Mineure) et de Gheivé (province de Nicomédie) : ils relèvent du patriarcat orthodoxe de Constantinople.

Presque tous les Arméniens parlent le turc; la langue arménienne, la pure langue haïcane n'est parlée que dans les écoles et parmi les lettrés. Il existe même des journaux en langue turque, imprimés en caractères haïcans, pour les Arméniens qui ne savent pas leur langue maternelle. Un grand mouvement s'est déclaré, il n'y a pas longtemps, parmi les Arméniens pour le développement et la propagation de l'instruction. Des sociétés se sont formées qui s'efforcent d'arracher leurs compatriotes à l'ignorance. La

société *Ghilighian* (cilicienne) dont les écoles sont à Zeïtoun, Hadjin, Marasch, Alep, Sis, etc.; la société *Tibrotzacer-Arevelian* (société orientale des amis des écoles), pour l'Arménie occidentale, à Mousch, Bitlis, Alashgerd, etc.: la société *Ararat*, pour l'Arménie orientale, avec une école normale à Van et des écoles à Alur, Khorzot, Ghuznesu, Tahdevan, Dersim; la société *Khizan*, pour le district de ce nom, rivalisent d'efforts et luttent de résultats. A Constantinople, deux sociétés ont été fondées par des jeunes filles, pour l'instruction des jeunes Arméniennes; ce sont les sociétés *Askhanever-Hahyouhiatz* (société des Arméniennes se vouant à la nation) et *Tibrotzacer Hahyouhiatz* (société des Arméniennes amies des écoles).

La condition des Arméniens dans la Turquie d'Asie est des plus tristes : entourés de races encore barbares, et à demi sauvages, Kurdes, Tcherkess, Lazes, Kazas, Kizilbachs[1], etc., qui promènent partout leurs déprédations, leurs pillages et leurs meurtres, et qui, pour s'assurer l'impunité, affectent les dehors de l'islamisme, les Arméniens vivent dans des terreurs continuelles, et leur histoire quotidienne n'est qu'un long martyrologe. Chaque fois qu'un Kurde a besoin de quelque chose, il va le prendre à l'Arménien; quand la récolte a lieu, le Kurde arrive avec son fusil et s'empare, sans autre forme de procès, du fruit des sueurs du malheureux raya. Les impôts que ce dernier paye au gouvernement, il les doit acquitter également envers les beys kurdes, et malheur à lui s'il ose refuser! En un mot, la fortune, la vie et l'honneur des Arméniens dépendent du caprice de leurs féroces voisins. La nation arménienne, énervée par plusieurs siècles d'esclavage, ne sait que se plaindre et gémir, et n'ose même pas envisager la possibilité d'une lutte, dans laquelle elle devrait pourtant rencontrer les sympathies du gouvernement central dont les tribus bravent l'autorité.

Souvent les mutessarifs et les kaimakams sont pris parmi les spoliateurs; souvent, par fanatisme, ils ferment les

[1] Adorateurs du feu et du diable.

yeux sur les vexations qu'éprouvent leurs administrés, et quand le patriarche arménien signale à la Porte les actes d'oppression dont ses ouailles sont victimes, la Porte s'en réfère aux renseignements fournis par les accusés.

On aura peut-être de la peine à comprendre que les Arméniens qui, en Russie, fournissent de bons soldats et des officiers distingués aux armées du tzar, fassent preuve en Turquie de si peu d'énergie. La raison en est bien simple : les Arméniens russes descendent, en grande partie, des Arméniens qui, autrefois, préférèrent l'exil à l'esclavage ; recrutés sans cesse par l'émigration de leurs compatriotes[1] qui fuyaient le despotisme des Ottomans ou des Persans, ils sont demeurés la partie la plus vivace, la plus énergique et la plus belliqueuse de la nation. En Turquie, il ne resta que les classes inférieures, trop pauvres pour subvenir aux dépenses du voyage d'émigration, ou trop attachées aux intérêts matériels pour courir le risque de les perdre et trop timides pour affronter les périls et les fatigues sans nombre qui les attendaient. Ne pouvant, sous aucun prétexte, porter des armes, ayant tourné toute l'activité de leur esprit vers le négoce et vers le gain, les Arméniens, dans la Turquie d'Asie, sont restés des ilotes et des parias.

Dans ces derniers temps, ils ont essayé d'intéresser l'Europe à leur cause, et lorsque le congrès de Berlin se réunit, une députation, envoyée par le patriarche, revendiqua les droits de l'Arménie à une meilleure administration. Nous reproduisons ici un mémoire inédit, remis secrètement aux représentants des puissances européennes, mémoire qui résume la situation des Arméniens, leurs griefs et leurs aspirations.

« Les puissances européennes qui ont fait la guerre de Crimée pour défendre la Turquie contre la Russie, ont senti que leurs victoires seraient impuissantes à conjurer le danger et à clore définitivement la question d'Orient.

[1] Après le traité d'Andrinople, 50 000 familles arméniennes, conduites par l'archevêque d'Erzeroum, passèrent en Russie.

Elles se sont occupées du sort des chrétiens. Le Hatti-Humayoun de 1856 est l'expression de leur politique à cet égard, politique de paix et de prévoyance. On ne peut pas dire que ces réformes ne contiennent en germe ce qui doit assurer aux chrétiens la sécurité de leurs biens, de leur vie et de leur honneur, et leur égalité avec les musulmans.

« Depuis cette époque, de nouvelles réformes, conçues dans le même esprit et servant de développement aux premières, ont été promulguées à des dates différentes, et, en dernier lieu, un suprême effort d'égalité et de fusion même a été fait par la proclamation de la constitution ottomane.

« Tous ces efforts n'ont abouti qu'à l'impuissance. Le chrétien a continué à gémir dans son infériorité vis-à-vis du musulman, et l'égalité politique comme l'égalité civile n'ont été qu'un vain mot. Partout où l'autorité est musulmane, le même résultat, constant, invariable, s'est produit, à savoir que les lois ont été impuissantes à protéger le chrétien contre le musulman.

« Poussé dans ses derniers retranchements par les nouvelles institutions et par les garanties dont on a voulu entourer l'œuvre de la justice, l'esprit de l'islamisme a dû prendre des détours illusoires. Si le juge qui prononce la sentence peut être un chrétien, le bras qui l'exécute est, dans tous les cas, celui d'un musulman.

« La Sublime-Porte, on serait mal venu à le contester aujourd'hui, a fait preuve de bonne volonté ; mais elle a promis l'impossible. Abstraction faite de tout ce qui constitue et protège l'égalité politique, une autorité musulmane ne saurait, sans mentir à sa religion, admettre et pratiquer deux choses : la liberté de conscience et la justice distributive, ces deux fonctions essentielles de tout gouvernement.

« La liberté de conscience en Turquie ne signifie que la liberté du chrétien de se faire musulman. Jamais une autorité musulmane ne tolérera et n'a toléré la conversion au christianisme d'un musulman, voire même d'un chré-

tien devenu un moment musulman. On ne peut citer un seul exemple d'une pareille conversion qui ait été tolérée. Le principe de la liberté de conscience n'est applicable qu'aux différentes Églises chrétiennes dans leurs relations entre elles. Il en est de même de la justice distributive. La religion n'exerce aucune influence, si ce n'est par les lois qui en font partie intégrante, dans l'administration de la justice lorsqu'il s'agit des chrétiens entre eux; mais le musulman qui lèse un chrétien, sera toujours privilégié devant la justice, qui n'admet et n'admettra que le témoignage des musulmans.

« Ces deux ordres de faits, dans lesquels éclate l'esprit d'exclusivisme dont toute autorité musulmane est imprégnée, par cela même qu'elle est une autorité essentiellement religieuse, n'ont été cités que pour mieux faire ressortir les effets d'un système que tout fonctionnaire musulman est forcé de suivre, à cause du caractère dont il est revêtu et dont se ressentent ses relations journalières avec ses administrés, fût-il lui-même personnellement le plus éclairé et le mieux intentionné.

« On serait injuste d'accuser les hommes. On se trouve en face d'une impossibilité. L'action puissante de l'Europe s'y est heurtée; le patriotisme et la sagesse des hommes d'État de la Turquie elle-même y ont échoué. On peut le dire hardiment, de nouvelles réformes seraient de nouveaux subterfuges et de nouvelles complications. Elles n'offriraient jamais une solution.

« Si l'esprit d'exclusivisme des autorités musulmanes est un fait patent, incontestable, fatal; s'il est dans la nature des choses; s'il n'est pas susceptible d'amendement; s'il est l'esprit de la religion musulmane elle-même; et si cette religion est le credo politique de tout fonctionnaire musulman, étant donné le caractère théocratique du gouvernement, il en résulte que la question des chrétiens en Turquie, qui, comme il a été dit plus haut, est elle-même le côté irritant de la grande question d'Orient, ne saurait trouver sa solution que *dans un changement des conditions* de la coexistence des chrétiens avec les musulmans.

« Une autorité chrétienne *peut* seule pratiquer l'égalité; seule elle *peut* assurer la justice; seule elle *peut* appliquer la liberté de conscience. Elle *doit* donc remplacer l'autorité musulmane partout où il y a agglomération de chrétiens.

« Dans ce cas se trouvent presque toutes les provinces de la Turquie d'Europe, et, en Asie, l'Arménie et la Cilicie.

« C'est cette solution que viennent à leur tour solliciter les Arméniens de la Turquie.

« Non seulement ils croient avoir un droit égal aux autres populations chrétiennes de la Turquie à la sollicitude des puissances européennes, mais ils croient aussi que la régularisation de leur sort est désormais un des éléments indispensables de la solution de la question d'Orient.

« Ayant perdu leur indépendance depuis cinq siècles, une partie des Arméniens, fuyant devant la persécution des hordes barbares qui envahissaient l'Arménie, s'est disséminée sur toute la surface de la terre. Mais une grande partie est restée attachée au sol natal, où elle a su garder, avec ses autels, le culte des souvenirs nationaux. Plus de deux millions d'Arméniens peuplent les provinces de l'Arménie-Majeure et de la Petite-Arménie. Encore aujourd'hui, ils sont environnés de hordes sauvages, qui ne sont pas turques, mais qui sont musulmanes, et qui, impunément depuis des siècles, pillent, violent et massacrent. Si les Bulgares et les Grecs ont souffert dans la Turquie d'Europe, les Arméniens en Asie ont doublement souffert, à cause de la présence de ces mêmes hordes sauvages et à cause aussi de l'absence de tout gouvernement tant soit peu sérieux et du contrôle de l'Europe. On peut dire que ce qui n'a été qu'un fait périodique en Roumélie, est l'état normal de l'Arménie, et ce peuple, pour lequel le plus grand poète anglais a pu rendre ce témoignage que « de tous les peuples de la terre il est peut-être celui « dont les annales sont le moins souillées de crimes, » voit journellement, en plein dix-neuvième siècle, ses foyers

brisés, son honneur souillé et ses autels profanés. Les nombreux et volumineux rapports dont le Patriarcat arménien a inondé depuis dix ans les bureaux de la Sublime-Porte, et qui ont été traduits et publiés en Europe, en font foi.

« Les Arméniens sont peut-être de tous les chrétiens de l'Orient, ceux qui, depuis la guerre de Crimée et en face des promesses solennelles faites, se sont laissés aller à l'espérance. Ils ont voulu espérer, tant qu'il s'est trouvé en Europe et parmi les Turcs eux-mêmes des hommes qui ont espéré; et, pendant ce temps; ils ont tenu à n'apporter, quant à eux, aucune entrave, aucun embarras au gouvernement. Ils peuvent le dire tout haut, la Sublime-Porte n'a eu à enregistrer à leur charge le moindre acte de sédition; leurs meilleurs enfants l'ont secondée dans toute ses tentatives d'amélioration et de réforme. Ils assistent aujourd'hui à la déroute de toutes leurs espérances. Mais ils ont foi dans leur avenir et ils conservent l'espoir de voir pour eux-mêmes de meilleurs jours sous le régime administratif qu'ils demandent, qui seul peut les sauver et qui seul peut aussi sauver l'Orient de futures et graves complications. La sollicitude de la Russie s'est déjà étendue sur eux. Cette sollicitude ne peut qu'être partagée par les autres puissances européennes.

« Qu'arriverait-il si les Arméniens étaient laissés comme par le passé sous l'administration des fonctionnaires musulmans?

« Leur condition s'aggraverait! A toutes les causes d'oppression viendra se joindre la recrudescence de fanatisme que la guerre actuelle, entreprise à la suite de la conférence de Constantinople et au nom des chrétiens, a propagé dans toutes les classes de la population musulmane. D'un autre côté, les musulmans fanatiques de la Turquie d'Europe s'en vont et s'en iront en Asie. Ils y apporteront leur haine inassouvie.

« Et tandis que les Arméniens se verront, en deçà des nouvelles possessions de la Russie, voués à la persécution et à la ruine, à côté d'eux, sur le territoire russe nouvelle-

ment annexé, ceux qui hier encore partageaient leur sort, commenceront à mener une nouvelle vie, sous l'égide des lois et sous un gouvernement chrétien.

« Les Arméniens de la Turquie ne supporteraient pas cet état de choses.

« Ils sont loin de se livrer aux idées d'ambition politique. Ce qu'ils demandent c'est d'avoir dans l'Arménie turque une *organisation chrétienne autonome*, entourée des mêmes garanties que celle du Liban; c'est d'être administrés à la faveur de ce régime par des fonctionnaires arméniens qui *pourraient* tenir la balance égale entre les musulmans et les chrétiens, et de rester, comme ils l'ont toujours été, les fidèles sujets du Sultan. Ils le demandent au nom de tout ce qu'ils ont souffert, au nom de leurs intérêts les plus vitaux; ils le demandent aussi au nom de la paix de l'Orient et au nom de l'intérêt qu'a l'Europe à une solution définitive de la question d'Orient. »

Les desiderata des Arméniens peuvent donc se résumer dans ces deux mots : sécularisation et décentralisation du pouvoir administratif. Nomination de valis chrétiens, désignés pour une période de cinq ans; gendarmerie mixte, organisée à l'européenne ; tribunaux mixtes et laïques; égalité complète *effective* avec les Osmanlys; allocation d'une partie des revenus du pays aux établissements d'instruction publique et aux travaux d'utilité générale; admission de la langue haïcane comme langue officielle, conjointement avec la langue turque. Tel est le programme dont le patriarche a demandé l'application aux vilayets de Van, de Bitlis, d'Erzeroum et aux autres districts septentrionaux du vilayet de Diarbékir.

Kurdes. — Les Kurdes, que d'aucuns pensent être les anciens Carduques de Xénophon, ne sont pas autochtones de la contrée qu'ils habitent ; ils y vinrent à la suite des armées victorieuses de Cyrus. Guerriers et nomades, ces peuples occupent le pays compris entre la Mésopotamie, le Tigre, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et l'Irak. Leurs déplacements perpétuels, l'habitude qu'ils ont

d'hiverner en Perse rendent tout aussi difficile l'évaluation de leur nombre que la détermination de leur nationalité. Ritter en compte trois millions, dont un million de Kurdes ottomans. Ces derniers sont répandus dans les vilayets de Diarbekir, d'Erzeroum et de Bagdad.

Les Kurdes se partagent en trois classes : les *Touroum*, les nobles; les *Rayas*, les guerriers et les cultivateurs; les *Zazas*, la plèbe. Chaque peuplade est gouvernée par des chefs héréditaires, investis d'une autorité sans bornes. Comme autrefois les chefs des clans du Border et des Higlands, ils prélèvent sur les habitants de la plaine une taxe que nul n'ose refuser d'acquitter.

Les colonnes des journaux arméniens sont journellement remplies des récits de leurs méfaits. Le gouvernement a essayé plusieurs fois de les châtier; il n'est arrivé à aucun bon résultat satisfaisant. Les troupes turques ont affaire à un ennemi insaisissable, et, quand le corps expéditionnaire, décimé par les fatigues et les maladies s'est retiré, les Kurdes reprennent leur indépendance de fait et font payer cher aux paysans cette stérile et inefficace intervention. Ils n'épargnent pas plus, du reste, dans leurs déprédations les osmanlys que les chrétiens.

Groupe sémite.

Druses. — Les Druses, d'après Hammer, seraient les descendants des anciens Mardes, qui habitaient les pays au nord de la Caspienne et que les empereurs grecs transplantèrent, au VIe siècle, dans la Syrie. Il est plus probable qu'ils sont une tribu arabe, qui, ayant refusé de subir la loi religieuse du prophète et persécutée par les nouveaux croyants, se sera réfugiée dans la montagne pour défendre sa liberté et y adorer Dieu à sa guise. Leur centre principal est le *Chouf*, au sud de Damas jusqu'à Djezzin; ils s'étendent : au nord, jusque dans le *Matten* où ils sont mêlés aux Mutualis et aux Maronites; à l'est, dans l'Anti-Liban depuis Rascheïa jusqu'à Balbeck.

Le livre jaune de 1861 évalue leur nombre à 60000.

La religion de ce peuple est encore un mystère, et les Druses affectent généralement le culte de toutes les nations avec qui ils se trouvent en contact direct[1].

« Par ce qu'on a pu réunir de la religion du plus grand « nombre, ces montagnards sont les sectaires de Hakem-« Bamr-Illah, khalife d'Égypte, de la famille des Fatimites. « Les Druses en le divinisant n'ont conservé que le nom de « son apôtre *Doursi*. Cette étymologie prise de leurs li-« vres sacrés, suffit pour détruire celle que M. Pujet de « Saint-Pierre leur donne ; il fait descendre les Druses du « comte de Dreux ! Cette origine est trop absurde pour « être discutée. Le khalife Hakem et son apôtre paraissent « avoir renchéri sur le mépris que les sectaires ont tou-« jours montré pour l'humanité ; ils ont divisé leurs sec-« tateurs en trois classes, les prêtres, les initiés, le peu-« ple... Par la hiérarchie établie dans cette secte, toutes « les pratiques sont impénétrables aux yeux des profanes ; « leurs livres sont gardés avec soin, surtout celui des « prêtres, le livre par excellence ; il paraît impossible de « se le procurer[2]. » Aujourd'hui l'on n'est pas plus avancé qu'à l'époque ou le baron de Tott écrivait ces lignes.

Les *Ansaryèhs* habitent les montagnes Djebel Naissariyehs, depuis Merkek jusqu'à Lattakiéh, et le Djebel-el-Ala, depuis Kars-Kaleçi jusqu'à Kilis. Les Ansaryèhs ou Naïssariyehs « rejettent l'une et l'autre de ces dénominations « pour conserver celle de Druses, sans prétendre à la « gloire des mystères impénétrables. On voit, en effet, le « plus grand nombre adorer le Soleil ; à son lever, ils font « trois génuflexions et semblent vouloir prendre avec la « main les premiers rayons de cet astre, pour se purifier « en s'en frottant le corps... Une autre secte adore, dit-on, « la lune...[3] » Ils rendent aussi un culte particulier à Ali,

[1] Le fameux émir Beschir professait, ainsi que sa famille, le catholicisme.

[2] Baron de Tott, *Mémoires*.

[3] Id., *ibid.*

fils d'Abou-Taleb. « La divinité, après sa dernière mani-
« festation dans la personne d'Ali, a disparu et s'est ca-
« chée dans le Soleil, mais elle n'a pas cessé d'exister
« *sous l'espèce du vin que l'imâm consacre dans la célé-*
« *bration de l'office.* Les âmes des fidèles passent après
« leur mort dans les astres et celles des pécheurs dans des
« corps animés, où elles évoluent jusqu'à ce qu'elles soient
« purifiées et s'élèvent elles aussi dans les astres[1]. »

On les sépare en quatre sectes : les *Chemsi* (adorateurs du Soleil), les *Camari* (adorateurs de la Lune), les *Ketterzi* (chaufourniers)? les *Chemâh* (gauchers)? Les renseignements font absolument défaut sur les deux dernières. On varie fort dans l'estimation du nombre des Ansaryèhs ; les uns le portent à 200 000, tandis que quelques autres le réduisent à 40 000. Autrefois pillards redoutés et brigands de grands chemins, ils se sont faits, depuis l'occupation égyptienne (1832-1840), pâtres et laboureurs.

Mutualis. — Les Mutualis, que l'on suppose venus en Syrie lors de la conquête des Fatimites, occupèrent d'abord la vallée de Balbèck. De là ils se sont répandus dans les districts de Matten et de Djezzin, dans les vallées autour de Sour (Tyr) et de Seïd. C'est là leur centre principal ; le reste de la nation est disseminé dans la plaine de Bakâa. Le livre jaune de 1861 en compte 10 000, dans le Liban seulement ; leur chiffre total paraît s'élever à 30 000.

Ismaïliens. — A côté des Ansaryèhs, à une journée de marche de Lattakiéh, au-dessous de Merkeb, dans le Djebel-el-Cadmous et le Djebel-Irachout, habitent les Ismaïliens, au nombre de 5 ou 600 familles. Ce sont les débris des anciens *Hatschichin* si célèbres dans l'histoire des croisades, sous le nom d'Assassins et que les Mongols exterminèrent. Les Quedamèces, sur le versant oriental du Djebel-el-Cadmous, sont complètement idolâtres. Ils *adorent* la femme.

[1] Baron de Tott, *Mémoires*.

Yezidis. — Les Yezidis, qu'Hammer identifie avec les Kurdes, habitent le Sindjâr, massif montagneux, situé au milieu des déserts de la Mésopotamie, entre Nissebin et Mossoul, certains districts du Kurdistan et de l'Arménie. Professant le sabéisme, mélangé de manichéisme[1], ils se retirèrent dans ces montagnes pour échapper aux persécutions religieuses des Arabes et des Persans. Ils ont gardé leur indépendance jusqu'en 1837, époque où ils ont reconnu l'autorité de la Porte, tout en conservant leur religion, leur lois, leurs mœurs et leurs chefs particuliers. Leur population atteint environ 20 000 âmes.

Arabes. — Les Arabes répandus dans les vilayets de Syrie, de Bagdad, de Basra, forment la population entière de l'Arabie et de la régence de Tripoli. On les classe en Arabes sédentaires et en Arabes nomades ou Bédouins ; c'est chez ces derniers qu'il faut chercher le vrai type arabe, dans toute sa pureté. Ennemis irréconciliables des Ottomans, ils sont continuellement en guerre avec les pachas dont ils bravent l'autorité. Souvent châtiés, jamais soumis, toujours en armes, ils pillent et rançonnent les caravanes et se jouent des garnisons turques. Les *Chemnars*, dans la Mésopotamie, les *Mottefiks* aux environs de Bagdad, les *Hanarès* en Syrie, les *Ehl-el-Djebel* dans le Hauran, les *Wahabites* en Arabie sont leurs principales tribus. On ignore leur nombre : le chiffre de 4 millions est hypothétique et doit se trouver au-dessous de la réalité[2].

Chaldéens. — Les Syriens, les Chaldéens et les Maronites appartiennent à cette race antique et guerrière qui fonda Babylone et Ninive et régna sur toute l'Asie occidentale jusqu'à la conquête de Cyrus. Les Chaldéens retirés dans les montagnes ont gardé leur caractère belliqueux et sauvage ; les Syriens, au contraire, ont vu, sous la domi-

[1] Boré, *Correspondance et Mémoires d'un voyageur en Orient.*
[2] On évalue à 4 000 000 le nombre seul des Bédouins.

nation des Grecs et des Romains, se développer un penchant marqué à la civilisation.

Les tribus chaldéennes des montagnes, bien armées, ne respirant que l'amour de la bataille, ignorant ce qu'est la crainte de la mort, conservent leur indépendance, à l'abri de leurs rochers inaccessibles. Les habitants de la plaine, adonnés à l'agriculture, vivent paisiblement et acquittent régulièrement les impôts. Ceux-ci, les Turcs les traitent de raïas, quant à ceux-là, ils les appellent du même nom que les Kurdes, *Achireti* [1].

Les Chaldéens suivent la doctrine de Nestorius qui enseigna au Ve siècle la dualité de personnes en Jésus-Christ. Leur patriarche, le *Marchoumioun*, réside à Kochannès, dans le Kurdistan.

Syriens. — Les Syriens, appelés aussi Jacobites du nom de Jacob Langale qui les convertit à l'hérésie d'Eutychès (541-578), ont pour chef spirituel le patriarche d'Antioche, résidant au couvent de Zaferan, près de Mârdin.

Maronites. — Les Maronites occupent toute la partie septentrionale du Liban, depuis Tripoli jusqu'au Nahr-el-Kelb, au nord de Beyrouth. Au delà de cette ville jusqu'à Saïda, ils sont mêlés aux Druses, aux Mutualis. Enfin ils forment un groupe compact entre Tripoli et Antioche et s'étendent jusqu'à Damas.

Ce sont les plus anciens habitants du Liban. Dès le huitième siècle, ils formaient une nation qui conserva toujours, au milieu des révolutions sanglantes de la Syrie, son autonomie civile et religieuse. Sous la domination ottomane, la protection des rois de France leur fit maintenir leurs privilèges et leurs franchises. Pour reconnaître les services que les Maronites lui avaient rendus pendant la croisade, où ces montagnards, *armés de foi au dedans et de fer en dehors*, combattaient dans les rangs français, saint Louis leur octroya une charte (1259) par laquelle

[1] D'*Achiret* (tribu).

il s'engageait pour lui et ses successeurs à leur prêter aide et assistance, en toute occasion, comme aux Français eux-mêmes. Sous les Valois et surtout sous les Bourbons les rapports de la cour de France et des Maronites devinrent de plus en plus suivis. Chaque fois que les Maronites avaient une réclamation à adresser à la Porte, c'étaient les bons offices de la France qu'ils imploraient.

En 1842 ce fut à la France qu'ils eurent recours pour demander la restauration de la famille de Châb ; en 1860 ce fut encore elle dont ils invoquèrent l'appui.

« Le peuple maronite forme un peuple à part dans « l'Orient; on dirait une colonie européenne jetée par le « hasard au milieu des tribus du désert. Pendant que « tout périt autour de lui d'impuissance et de vieillesse, « lui seul semble rajeunir et prendre de nouvelles forces ; « à mesure que la Syrie se dépeuplera, il descendra de « ses montagnes, fondera des villes de commerce au bord « de la mer, cultivera les plaines fertiles qui ne sont plus « aujourd'hui qu'aux chacals et aux gazelles, et établira « une domination nouvelle dans cette contrée où les vieil- « les dominations expirent... L'Europe est intéressée à ce « que ce vœu se réalise : c'est une colonie toute faite « qu'elle aurait sur ces beaux rivages. Il y a plus d'avenir « là qu'en Égypte. L'Égypte n'a eu qu'un homme ; le « Liban a un peuple[1]. »

Quand au nombre des Maronites, on se heurte aux mêmes divergences que pour les autres race, de l'empire ottoman. Les uns le fixent à 220 000, tandis que l'archevêque maronite de Saïda affirme 482 000.

[1] Lamartine, *Voyage en Orient.*

Religions.

Au point de vue religieux la population de l'empire se divise en :

Religion	Église / secte	Nation		Population
Musulmans 16 730 000	Sunnites	Ottomans		9 700 000
		Turcomans		300 000
		Albanais		1 000 000
		Kurdes		1 000 000
		Tcherkess		700 000
		Arabes		2 500 000
	Wahabites			1 500 000
	Schiites			30 000
Chrétiens 8 070 000	Église grecque soi-disant orthodoxe 3 167 000	Grecs		2 035 000
		Tzintzares		900 000
		Albanais		50 000
		Serbes		150 000
		Cosaques		32 000
	Église catholique 940 000	Latins	Albanais	250 000
			Bulgares	18 000
			Alépins	2 000
		Maronites		482 000
		Melkites		63 000
		Arméniens-unis		60 000
		Chaldéens-unis		63 000
		Syriens-unis		8 000
		Bulgares-unis		2 000
	Église bulgares			1 400 000
	Église grégorienne (Arméniens)			2 235 000
	Église nestorienne (Chaldéens)			170 000
	Église jacobite (Syriens)			65 000
	Église protestante (Arméniens)			5 000
	Druses, Ansaryèhs, etc.			285 000
	Tchinghaniès			212 000
	Juifs			250 000
	Juifs *maminis*			8 000

Communauté grecque.

L'Église grecque, détachée de celle d'Occident, en 857, par le patriarche Photius et irrévocablement séparée, deux siècles plus tard, par Michel Cerullaire, comprend tous

les Grecs d'origine (sauf les Melkites), les Serbes, les Tzintzares, une faible partie des Albanais et la secte des vieux-croyants. Les principales divergences des deux Églises consistent en ce que l'Église d'Orient rejette l'addition de *filioque* au symbole des Apôtres et nie la suprématie du Pape dans l'Église.

On verra plus loin que Mohammed, après la prise de Constantinople, avait laissé aux vaincus leurs mœurs, leurs coutumes, leurs lois, leur religion, et avait décoré le patriarche Gennadius du titre de chef civil de la communauté ou « nation » orthodoxe de tout l'empire. L'idée de religion est, dans l'esprit des Orientaux, inséparable de celle de nationalité; les termes qui servent à désigner l'une sont employés à chaque instant pour marque l'autre.

L'Eglise grecque, qui s'intitule officiellement Église orthodoxe, comprend quatre patriarchats : Constantinople, Antioche, Alexandrie et Jérusalem. Les patriarches, élus par leurs synodes respectifs, ne reconnaissent à celui de Constantinople qu'uue simple préséance d'honneur; canoniquement ils sont complètement indépendants. Les archevêques de Chypre et du mont Sinaï sont également élus par leurs suffragants et le premier jouit de tous les droits et privilèges des patriarches.

Le patriarche, nommé à vie, peut cependant être déposé soit par la Porte, soit sur la plainte du Saint-Synode et du Conseil national. « Il est inamovible, dit le bérat d'inves-
« titure, sauf les trois cas où il enfreindrait les lois de la
« religion grecque, où il serait convaincu de vexations
« envers les raïas, ou il violerait la fidélité due au sultan.»

Le Saint-Synode est le Sacré-Collège de l'orthodoxie; composé de douze évêques, renouvelable par moitié chaque année, il veille à la conservation du dogme et au maintien de la discipline ecclésiastique.

Le Conseil national est au temporel ce que le Saint-Synode est au spirituel. Il est également composé de douze membres et joue le rôle de cour des comptes et de cour d'appel

L'assemblée générale discute et résout les questions importantes intéressant la communauté en général. Elle est formée des membres du Synode et du Conseil national, des principaux officiers du patriarchat, du prince de Samos, des chargés d'affaires de Roumanie et de Serbie, des membres grecs du Conseil d'État, des représentants des professions libérales, des délégués de la banque et du commerce, des députés des paroisses de Constantinople.

Les tribunaux sont civils ou ecclésiastiques. Les derniers connaissent des cas relatifs aux mariages et aux divorces, des contestations entre laïques et clercs au sujet des fonctions sacerdotales, de toutes les instances relatives aux monastères. Au criminel, ils connaissent de tous les crimes et délits commis par des ecclésiastiques. Quant aux crimes commis par des laïques, ils sont jugés par les tribunaux de l'empire.

Les sentences rendues sont exécutées, si besoin est, *manu militari*.

Dans les provinces, les métropolitains, archevêques et évêques sont les remplaçants du patriarche et concentrent dans leurs mains tous les pouvoirs religieux, civils, judiciaires et administratifs, en ce qui concerne la communauté.

Le clergé orthodoxe, surtout le bas clergé, est loin de mettre en pratique les préceptes de l'Évangile et cela non seulement en Turquie, mais en Serbie, en Russie. Que de fois n'avons-nous pas vu en Bosnie et en Serbie les popes de village sales, crasseux, déguenillés, donner à leurs paroissiens l'exemple de l'ignorance, de la paresse, de l'ivrognerie et d'autres gentillesses encore moins théologales. Mais au moins ils compensent leurs défauts et leurs vices par un ardent patriotisme : chaque fois que les Serbes ont, dans ce siècle, lutté pour la conquête de leur indépendance, les popes n'ont pas marchandé leur vie ; ils ont arrosé de leur sang tous les champs de bataille où la Serbie appelait la liberté. Cet exemple n'a jamais tenté les popes grecs ; leur amour de l'hellénisme est platonique, en quelque sorte ; en 1821, le patriarche n'excommuniait-

il pas les Hellènes? Le fanatisme, voilà ce qui pour eux tient lieu de toutes les vertus. Non ce fanatisme de l'humanité qui met en pratique la maxime du poète ancien : *Homo sum et humani nil a me alienum puto*; non ce fanatisme de la charité qui produit les saint Vincent de Paul ; non ce fanatisme de la foi qui engendre les confesseurs et les martyrs ; non ce fanatisme de l'honneur qui préfère la mort à la moindre défaillance; non ce fanatisme de la patrie à laquelle Brutus immole ses fils; mais ce fanatisme barbare qui fait naître les bourreaux et les tortionnaires; qui se vautre dans le sang des Latins à Constantinople, des protestants à Paris, des catholiques à Droghedo, des chrétiens à Damas, des musulmans à Kezanlik; ce fanatisme bas et stupide qui arme le bras d'un Ravaillac ou d'un Louvel.

L'égalité de traitement que la Porte s'efforce de maintenir entre les différents cultes de ses États indigne et exaspère les Grecs. Ils voudraient que le gouvernement turc, se départant de la tolérance religieuse dont il a toujours fait preuve, se fît persécuteur à leur profit! Si par impossible l'empire de Byzance renaissait, on assisterait bientôt à une persécution religieuse contre les non-orthodoxes, qui dépasserait de bien loin toutes les horreurs des guerres de religion du seizième siècle. Khalil chérif pacha avait raison lorsqu'il écrivait : « Quand le fanatisme de l'orthodoxie grecque se sera allumé, quand il aura bu cette première coupe de sang qui enivre et aveugle, il frappera tout ce qui n'est pas conforme aux dogmes du Saint-Synode [1]. » Il connaissait bien les Grecs.

Aujourd'hui, si la crainte et la peur de sévères représailles ne les retenaient, ils auraient bientôt organisé une nouvelle tuerie de catholiques. En 1833, un bâtiment, portant quinze religieux francs allant de Syrie en Europe, relâchait à Chio. A cette nouvelle, une foule furieuse composée de matelots et de furies, à peine dignes du nom de femmes,

[1] Mémoire sur la question d'Orient, 1867.

envahit le navire. Tout fut massacré ; seul un petit mousse, caché à fond de cale, échappa et dénonça plus tard les meurtriers. Les quinze prêtres subirent le martyre et leurs lâches assassins furent célébrés comme des héros et des saints. La haine contre les catholiques est aussi violente au dix-neuvième siècle qu'au moyen âge ; aujourd'hui comme alors tout le clergé orthodoxe répéterait cette parole d'un patriarche : « les catholiques sont des chiens et leur sang efface tous les péchés. » Skylofrangi (chien de Franc) telle est aujourd'hui la dénomination usitée par les Grecs, quand ils parlent des occidentaux.

Communauté bulgare.

La communauté bulgare ne date que de 1870, époque où fut consommé le schisme de l'Église bulgare et du patriarchat et où elle fut reconnue officiellement par la Porte.

Dès 1857, les Bulgares, las de la tyrannie des évêques grecs, avaient tenté de se soustraire à la juridiction du patriarchat œcuménique. Le 15 janvier 1860, parut un mémorandum par lequel ils réclamaient non seulement le redressement des abus, à la charge du clergé grec, mais l'autonomie de leur Église telle qu'elle existait avant que les intrigues des Fanariotes fissent supprimer le patriarchat bulgare[1]. L'évêque Hilarion, à la tête du petit nombre de prélats bulgares que l'église orthodoxe comptait dans son sein, proclama l'Église nationale bulgare et s'en déclara le chef (1866). Le firman de 1870 ne faisait que rendre aux Bulgares un droit ancien, néanmoins les Grecs mirent tout en œuvre pour en arrêter l'exécution : ce fut en vain. Le 22 février 1872, l'assemblée générale bulgare élut pour exarque Mgr Hilarion et, sur son refus, le Métropolitain de Widdin, Anthimos.

Le patriarchat œcuménique essaya de se consoler en excommuniant en masse la nouvelle communauté, et un

[1] Cette suppression eut lieu en 1767.

concile rejeta les Bulgares du sein de l'Église orthodoxe. (16-28 septembre 1872).

Communauté bulgare-unie.

La communauté bulgare-unie est née également du schisme gréco-bulgare.

Depuis 1767 les Grecs avaient entrepris d'helléniser tout l'Orient « le haut clergé de la Bulgarie, dit M. d'Avril, « fut constamment choisi parmi des Grecs qui restaient peu « de temps dans le pays et n'en apprenaient pas la langue. « La liturgie slavonne fut abolie et les études bulgares « proscrites. » Les évêques grecs poussèrent si loin leur ardeur de prosélytisme qu'ils n'eurent pas honte de commettre de véritables actes de vandalisme : les manuscrits anciens sur l'origine, les traditions et l'histoire de la Bulgarie, que les Turcs avaient respectés, furent inquisitorialement pourchassés; tous ceux qu'on put trouver furent brûlés.

La réaction de l'esprit national contre les tendances helléniques portait les Bulgares à briser l'unité orthodoxe; bien plus la haine contre les Grecs était si vive qu'il aurait fallu peu d'efforts pour les ramener au catholicisme. Pour obtenir son autonomie civile et religieuse, pour voir un terme aux cruautés des Tcherkess qui traitaient la contrée en pays conquis, la nation tout entière eût abjuré le schisme de Photius. L'ambassadeur de France, M. Bourée, avait parfaitement saisi cette question : il entreprit de catholiciser les Bulgares au moyen de missions de prêtres polonais, sous la protection de la France. La réussite de ce plan détruisait pour jamais l'influence russe en Bulgarie. Le 24 janvier 1861, les conversions avaient atteint le chiffre de 14 000, et, le 9 juin, la Porte reconnaissait la communauté bulgare-unie. Grecs et Russes s'unirent aussitôt pour faire avorter l'œuvre de M. Bourée. Les calomnies des Grecs, qui persuadèrent à la Porte que la France visait à l'indépendance de la Bulgarie, portèrent le gouvernement

ottoman à s'opposer de toutes ses forces aux projets de l'ambassadeur français. Les Russes, dupant les Grecs, prirent en main les réclamations des Bulgares, et agirent puissamment pour leur faire obtenir le rétablissement du patriarchat national, pendant que le gouvernement français, mal inspiré, désavouait son représentant. Le nombre des Uniates diminua alors sans cesse pour se réduire à 2000. Les derniers événements ont prouvé combien M. Bourée avait vu juste !

Communauté arménienne.

L'Église grégorienne comprend la presque totalité des Arméniens. Suspects d'eutychéisme, ils suivent une doctrine intermédiaire entre celle de Rome et celle de l'Église grecque. Après la conquête de Constantinople, Mohammed II conféra au patriarche arménien les mêmes prérogatives qu'au patriarche orthodoxe. Le règlement de 1860, sanctionné par le Sultan le 17 mars 1863, subordonna le patriarche à l'assemblée générale de la nation. L'assemblée délègue le règlement des affaires ordinaires à deux conseils nationaux : l'un religieux, fort de quatorze membres ; l'autre civil, avec vingt membres. Jouissant des mêmes prérogatives civiles que le patriarche orthodoxe, le patriarche arménien n'a pas la même dignité ecclésiastique : il n'est en effet que le troisième dans l'Église grégorienne. Au-dessus de lui sont : le patriarche de Sis, de qui relève toute l'Arménie turque et le *catholicos* d'Echmiadzin, en Russie, chef suprême des Arméniens du monde entier.

Le patriarche de Jérusalem marche de pair avec le patriarche de Constantinople; il a sous son obédience la colonie arménienne de terre sainte.

Les docteurs (*vartabeds*), chargés de la prédication et de l'enseignement, font vœu de célibat et de chasteté; au contraire, les prêtres et les diacres doivent être mariés avant leur ordination. En cas de veuvage, il leur est interdit de se remarier.

Les Nestoriens et les Jacobites, malgré la différence des dogmes, sont placés sous la juridiction *civile* du patriarche grégorien. En 1873, le patriarche jacobite, Mgr Bedros obtint de la Porte un bérat d'investiture qui donnait à l'Eglise jacobite une existence propre et particulière ; mais il fut désavoué par la plupart de ses ouailles.

Communauté arménienne-unie.

La communauté arménienne-unie date de janvier 1831. Le patriarche élu par la nation et confirmé par le Sultan étendait son autorité sur les Arméniens ralliés au Saint-Siège, ainsi que sur tous les catholiques des rites orientaux, Maronites, Melkites, Chaldéens, Syriens. L'autorité spirituelle était complètement distincte de l'autorité civile. La première se partageait entre le patriarche de Sis, élu par le Synode et confirmé par le Pape, et l'archevêque-primat de Constantinople, relevant directement de Rome.

La publication de la bulle *Reversurus* et la concentration du pouvoir spirituel et civil dans les mains de Mgr Hassoun amenèrent un schisme dans la communauté arménienne-unie.

En 1870, les Arméniens *conservateurs*, tout en protestant de leur attachement à Rome, déclarèrent répudier Mgr Hassoun et revendiquèrent les droits de la communauté sur les églises, les immeubles et les revenus qui lui appartiennent. De la part des antihassounistes, c'était une question d'argent plus que de croyance religieuse. Le pape excommunia les partisans du schisme, mais les revers de la France leur assurèrent la victoire : le 11 mai 1872, la Porte retira à Mgr Hassoun le bérat d'investiture. Huit jours après, les néo-schismatiques élisaient Mgr Kupelian et la Porte le confirmait le lendemain. Les hassounistes furent dépouillés non seulement de tous les édifices religieux et civils appartenant à la communauté, mais encore de ceux qu'ils avaient fait bâtir à leurs frais et à l'aide des souscriptions des catholiques d'Europe. Bien

plus, le gouvernement essaya de forcer l'opinion publique à considérer comme de bons catholiques les Kupélianistes, excommuniés par le chef de la catholicité! Ordre fut donné aux journaux de Constantinople de ne désigner les schismatiques que sous le nom d'Arméniens catholiques. L'exil de Mgr Hassoun mit le comble à la victoire de ses adversaires : mais leur triomphe fut de courte durée. En avril 1879, le chef des dissidents, Mgr Kupelian, quittait brusquement Constantinople, pour aller abjurer solennellement ses erreurs aux pieds du Pape. Quelques jours après, le bérat d'investiture était rendu à Mgr Hassoun. Libres sous le rapport religieux, les néo-schismatiques ont cessé de former une communauté privilégiée dans l'ordre civil.

Les Chaldéens-unis et les Syriens-unis relèvent au temporel du patriarchat arménien-catholique.

Communauté grecque-unie (Melkites).

Les Grecs-unis ou Melkites habitent la Syrie où ils dominèrent jusqu'à la conquête arabe. La liturgie se fait en arabe. Ralliés au Saint-Siège au commencement du XVIIIe siècle, les Melkites[1] obtinrent en 1847 le droit de former une nation.

Le patriarche a sous sa juridiction 18 évêques, dont un in partibus qui remplit les fonctions de chancelier. Les évêques sont nommés par le peuple sur une liste de candidats dressée par le patriarche. Les évêques élisent le patriarche, sous réserve de la confirmation pontificale.

Maronites.

Les Maronites sont gouvernés par un patriarche qui

[1] Melkite (impérial) était le nom que les hérésiarques donnèrent aux Grecs qui souscrivirent à l'édit de l'empereur Marcien, édit qui ordonnait l'exécution des décrets du concile de Chalcédoine.

porte le titre de patriarche d'Antioche[1], et de qui relèvent huit évêques ou archevêques. Le patriarche est élu par les évêques et confirmé par la cour de Rome; quant aux évêques, ils sont choisis par le patriarche sur une liste de trois candidats élus par le clergé et les notables. Les prêtres maronites, quoique fervents et dévoués catholiques, sont mariés; les curés et le clergé séculier ont seuls ce privilège. Le clergé maronite a toujours donné l'exemple de toutes les vertus, bien différent en cela du clergé orthodoxe. « Si l'on veut avoir sous les yeux ce que l'imagina-
« tion se figure des premiers temps du christianisme nais-
« sant et pur, si on veut voir la simplicité et la ferveur de
« la foi primitive, la pureté des mœurs, le désintéresse-
« ment des ministres de la charité, l'influence sacerdotale
« sans abus, l'autorité sans domination, la pauvreté sans
« mendicité, la dignité sans orgueil, la prière, les veilles,
« la sobriété, la chasteté, le travail des mains, il faut venir
« chez les Maronites. Le philosophe le plus rigide ne
« trouvera pas une réforme à faire dans l'existence publique
« ou privée de ces prêtres qui sont restés les modèles, les
« conseillers et les serviteurs du peuple.[2] »

Latins.

Les Latins sont les catholiques *sujets de la Porte* qui relèvent, au point de vue religieux, directement de Rome.

Les Albanais catholiques dépendent de l'archevêché de Durazzo.

Les Bulgares catholiques sont cantonnés au pied des Balkhans dans le district de Philippopoli; dans cette ville même ils occupent un faubourg séparé[3]. Les Grecs les

[1] Dans tous les rites, il y a un patriarche d'Antioche, ce titre étant le premier après celui de Jérusalem.

[2] Lamartine, *Voyage en Orient*.

[3] Il existe un autre groupe, près de Sistova, dans la principauté de Bulgarie.

exècrent et les appellent Pauliciens (?). On croit que cette épithète (injurieuse dans la pensée de ses auteurs) vient uniquement du nom de l'évêque Paul, qui restaura le catholicisme dans ces villages.

Les Latins *rayassi* ne forment pas une communauté ; toutefois ils sont administrés par un délégué qui, sans avoir le titre et les honneurs de patrik, en remplit les fonctions. Placés sous l'obédience spirituelle des patriarchats latins de Constantinople et de Jérusalem, des vicariats apostoliques de Constantinople, de Sofia, d'Alep et de Smyrne, ils relèvent civilement d'un *vekil*, nommé par la Porte et assisté d'un conseil permanent de quatre membres.

A l'exception de l'Albanie placée sous la protection de l'Autriche, tous les établissements catholiques du Levant sont sous le protectorat français.

Le clergé de Constantinople se compose des desservants indigènes et d'un grand nombre d'ordres religieux : les Franciscains et les Dominicains, les plus anciens dans la ville ; les Jésuites, qui vinrent en 1583 « a la requeste et « instance des Seigneurs Perrots pour l'effet de l'instruc- « tion de leurs enfants ; » les Capucins (1618) ; les Récollets (1742) ; les Lazaristes (1772) ; les Frères de la doctrine chrétienne, les Sœurs de charité (1840). Ces deux derniers ordres ont couvert la Turquie de leurs écoles et de leurs hôpitaux.

Protestants.

Il y a un demi-siècle environ, des missionnaires anglicans et américains réussirent à convertir au protestantisme quelques milliers d'Arméniens. En 1850, sur les pressantes réclamations des cabinets de Saint-James et de la Maison-Blanche, la Porte reconnut les nouveaux convertis comme corps de nation. Le vekil des protestants rayassi est assimilé au vekil des Latins rayassi.

Israélites.

Les Israélites de Turquie se partagent en trois groupes :

1° Les Mamins, au nombre de 6 à 7000, à Salonique, qui pratiquent extérieurement l'islamisme;

2° Les Talmudistes, qui sont l'immense majorité;

3° Les Caraïtes (un millier) qui rejettent le Talmud et les explications rabbiniques et ne reconnaissent que la Bible.

L'établissement des Israélites dans l'empire date de leur expulsion d'Espagne sous Philippe II et Philippe III; aujourd'hui encore, ils parlent un espagnol ancien corrompu.

Le *khakham bachi*, chef de la communauté juive, est assisté de deux conseils. Le premier veille à l'observation de la loi religieuse qui, chez les Juifs comme chez les Turcs, se confond avec la loi civile ; le second s'occupe de l'administration et de la gestion des finances de la communauté, il est également tribunal de paix.

CHAPITRE III

L'ARABIE ET LE KORAN.

Antagonisme de l'Orient et de l'Occident. — L'Arabie avant Mahomet; les précurseurs de Mahomet. — Le Koran et le dogme islamique. — Les grands îmams. Les Ehadiss. — La prédestination. — Condition sociale de la femme. — Influence du Koran.

Antagonisme de l'Orient et de l'Occident.

La grande commotion qui précipita le monde barbare sur le monde civilisé et mit fin à la domination romaine, n'avait pas troublé le repos des Arabes. Le flot de l'invasion hunnique avait passé à côté d'eux sans les emporter dans son remous. Ils avaient assisté, en spectateurs indifférents, à la ruine de l'empire d'Occident et au démembrement de l'empire d'Orient, sans chercher à prendre leur part de la curée. Cantonnées dans la vaste péninsule que baignent la mer Rouge, l'océan Indien et le golfe Persique, errant à travers ses déserts et ses plaines, sans aucun lien social, politique ou religieux, leurs peuplades consumaient leurs forces dans des discussions stériles et sanglantes, dans des luttes de ville à ville, de tribu à tribu, de famille à famille. Elles semblaient condamnées pour jamais à l'immobilité, quand parut un de ces hommes de génie qui surgissent, à de longs intervalles, pour changer la face du monde. Législateur, guerrier et prophète, Mahomet allait, de cet amas confus de coutumes sans nombre, dégager un état social complet; de ces tribus

nomades, sans lien ni cohésion, faire un peuple qui s'élancerait à la conquête de l'univers ; de ce chaos de superstitions grossières et de croyances diverses, tirer une religion nouvelle dont les fidèles devaient, pendant plusieurs siècles, faire trembler l'Occident.

L'Orient et l'Occident forment deux mondes à part : populations, mœurs, habitudes, croyances ; tout les sépare. La rivalité, l'antagonisme et la guerre ont été toujours leur *modus vivendi*. Sans remonter aux temps préhistoriques, sans s'arrêter aux fables de l'âge héroïque, on les voit se manifester principalement par les guerres médiques. Les victoires de Marathon et de Salamine repoussent victorieusement l'invasion des Perses chez lesquels les Grecs portent à leur tour la guerre. Les conquêtes d'Alexandre et la domination romaine furent la contre-partie des tentatives de Darius et de Xercès et assurèrent le triomphe de la civilisation européenne et occidentale sur la barbarie orientale des despotes asiatiques. La mesure maladroite et impolitique qui dicta le partage de l'empire romain en empire d'Occident et en empire d'Orient, ranima les haines assoupies et engendra de nouveaux conflits.

La lutte éclata de suite, pacifique d'abord, se bornant au domaine de la pensée : la question religieuse fut le champ clos où les intelligences se mesurèrent. Le christianisme se sépara en deux Églises rivales : celle d'Orient, façonnée à l'image des sophistes et des rhéteurs, ne tarda pas à subir l'influence dissolvante des mœurs corrompues de la Grèce. De son sein sortirent une foule de sectes dissidentes qui, ramassant des armes démodées dans l'arsenal abandonné des ancienne écoles philosophiques, s'unirent dans une hérésie commune : la négation de la divinité de Jésus-Christ. Ariens, Nestoriens, Manichéens, Eutychéens, en proclamant que le Christ n'était qu'un homme, ravalaient le christianisme au niveau d'une fable, et, par cela même, admettaient qu'un législateur plus habile pourrait concevoir, un jour, une religion plus parfaite. L'islamisme parut, et la lutte reprit son caractère guerrier et sauvage : l'Orient se rua de nouveau sur l'Oc-

cident. Le dévergondage de l'esprit subtil et disputeur des Grecs avait porté ses fruits : l'islamisme trouva un terrain tout préparé. Les arguties théologiques des Grecs avaient tout sapé sans rien édifier, et leur foi était devenue une superstition grossière dans son raffinement ; l'Église d'Orient ne devait pas davantage combattre pour sa croyance, et quand l'islamisme triomphant se substitua aux Césars de Byzance, elle ne sut que s'aplatir devant le vainqueur : les patriarches briguèrent le triste honneur d'être les premiers esclaves des sultans. Dans leur haine insensée contre l'Occident, les Grecs servirent avec ardeur leurs maîtres, et les secondèrent activement quand ils tentèrent la conquête de l'Europe.

L'Arabie avant Mahomet; les précurseurs de Mahomet.

Les géographes anciens avaient divisé l'Arabie en trois parties, du nord au midi ; l'Arabie déserte, l'Arabie Pétrée (Hedjaz) ; l'Arabie Heureuse (Yémen). Actuellement, les Arabes appellent Nedjed les contrées montagneuses, et Tehama les pays qui bordent la mer. Ils divisent la presqu'île en quatorze districts : 1° le désert d'Israël, où se trouve le Sinaï, qui la sépare de l'Afrique ; 2° le grand désert arabe qui la sépare de la Syrie ; 3° le Hedjaz (avant-mur), qui forme le rempart des provinces de Nedjed et de Tehama, où sont les villes saintes ; 4° le Hadjr, sur la mer Rouge ; 5° le Bahrein sur le golfe Persique ; 6° Ariz, entre les deux derniers districts, le pays des Wahabites ; 7° l'Yemen, dont la fertilité est proverbiale. Au sud-est, entre le golfe Persique et l'océan Indien s'étendent les trois districts ; 8° d'Omman, le plus fertile, mais aussi le plus malsain de toute la péninsule ; 9° d'Akkhaf et 10° de Schahar entièrement stériles.

Au sud-ouest, entre la mer Rouge et l'océan Indien, s'étend l'Arabie Heureuse proprement dite, avec Sanaa pour capitale, qui renferme les quatre districts ; 11° de Nedjed, 12° Tehama, 13° Harramont et 14° Yémen.

Les Arabes faisaient remonter leur origine à Ismaël, et leur langue, par ses rapports avec l'hébreu, attestait l'origine commune des deux peuples; cependant il paraît avéré qu'avant l'invasion qui amena les Ismaélites du nord, le midi de l'Arabie avait ses habitants autochthones qui gardèrent longtemps leur personnalité. Après avoir joué un moment un rôle assez important, pendant la durée éphémère du royaume de Palmyre, les Arabes étaient rentrés dans l'obscurité d'où les avaient tirés les talents et le courage d'Odenath et de Zénobie.

Au septième siècle, l'Arabie était dans le plus triste état; partout l'absence de gouvernement, partout l'anarchie la plus complète; la seule loi qui fût en vigueur et qui fût respectée, c'était la loi du plus fort. Vouées à l'idolâtrie, ces peuplades n'avaient de Dieu qu'une idée vague et presque sans consistance, et cette idolâtrie était même descendue jusqu'au plus abject fétichisme. La théogonie arabe comprenait entre autres divinités principales : Assaf, dont le temple s'élevait sur le mont Safa; Naïlé, sur le mont Marwé, près de la Mecque[1]; Déké, adoré par les Bèni-Koléïb, à Doumetob-Djendel; Siwas, par les Bèni-Houdéïl; Nessoul, par les Bèni-Elkilon; Yagouk, par les Bèni-Hamadou; Lât, dont le culte dominait dans le Hedjaz, où les Bèni-Takif lui avaient dressé des autels, à Taff; Ozza, la deesse des Koréïchites; Ghaïri, le dieu des Bèni-Kemane; Hobal, celui des Bèni-Aouf; Kholaçat, adoré par les Bèni-Katham et les Bèni-Badjila, dont le temple, appelé la Caaba de l'Yémen, était à Tebala.

Cependant, grâce aux relations continues des Arabes avec les Israélites, le judaïsme avait fait d'assez nombreux prosélytes dans les parties septentrionales de la presqu'île, et, dans le troisième siècle, le plus illustre des rois de l'Yémen avait, avec ses sujets, embrassé la foi juive.

Le christianisme avait progressé davantage, sans s'é-

[1] Assaf et Naïlé étaient deux pierres tombées du ciel, d'après la tradition, et qu'un Koréïchite fit transporter en face de la Caaba sur l'emplacement du puits Zemzem.

tendre non plus très loin. Dès le second siècle, saint Barthélemy l'avait prêché dans l'Yémen ; en 343, l'empereur Constance II avait envoyé une ambassade aux princes himyarites pour solliciter leur alliance contre la Perse. Dans cette ambassade figuraient un évêque et des moines qui obtinrent la permission de bâtir trois églises, l'une à Zhafar, résidence du souverain, l'autre à Aden, entrepôt du commerce des Indes, la troisième sur le littoral du golfe Persique. Des relations suivies s'établirent entre Constantinople et les chrétiens de l'Yémen ; aussi quand Dhou-Movar, sectateur zélé de la religion de Juda, saccagea Nadjrân, les habitants recoururent à la protection de l'empereur Justin Ier.

A l'instigation du monarque byzantin, le roi d'Abyssinie, Caleb, se chargea de tirer vengeance de l'affront fait à la croix : l'Yémen fut conquis et converti au christianisme (530). Le royaume himyarite, un instant détruit, se reconstitua, grâce à l'appui de la Perse, et sous sa domination le paganisme, le judaïsme et le christianisme jouirent de la même tolérance jusqu'à ce qu'ils vinssent sombrer dans l'islamisme.

L'insuccès du judaïsme et du christianisme attestaient « l'incapacité des races qu'ils essayaient de convertir à des « dogmes et à des mœurs qui n'étaient pas faits pour elles »[1] ; l'idolâtrie restait toujours la religion dominante et la défaite du vice-roi abyssin de l'Yémen, sous les murs de la Mecque, l'année même de la naissance de Mahomet (570), vint encore augmenter son prestige et accroître ses forces. Mais, malgré son triomphe, le paganisme était blessé mortellement : le besoin d'une rénovation morale s'imposait de plus en plus aux esprits lassés, et avides d'un guide et d'un soutien. Déjà à l'époque de Mahomet, quelques tentatives, moins heureuses que la sienne, avaient devancé sa réforme religieuse.

Depuis Ismaël, la croyance à un Dieu unique avait toujours conservé quelques adeptes ; cette minorité pressen-

[1] Barthélemy Saint-Hilaire, *Mahomet*.

tait le besoin d'une religion nouvelle, et, ne la trouvant pas, elle inclinait soit au judaïsme, soit au christianisme.

Ibn-Ishâc rapporte une anecdote qui montre bien quelles étaient les aspirations de ces intelligences d'élite.

Les Koréïchites sacrifiaient à une de leurs idoles; seuls, quatre hommes se tenaient à l'écart : Varaka, neveu de la première femme du prophète ; Othman, son cousin ; Obéïdallah, cousin germain de Mahomet ; et Zéïd, fils d'Amr. Ils échangèrent leurs pensées et d'un commun accord résolurent de parcourir les pays étrangers à la recherche de la vraie religion.

Ces quatre personnages ont sans doute exercé une influence réelle sur Mahomet, avec qui ils entretenaient des relations suivies. Ce qu'il y a de plus remarquable, c'est que trois d'entre eux se firent chrétiens : Varaka, le plus savant des Arabes de son temps (il savait lire et écrire en caractères hébraïques), se convertit le premier et traduisit, en arabe, une partie des évangiles. Obéïdallah fut un des premiers disciples de Mahomet quand le prophète commença sa prédication ; persécuté par les Koréïchites, il s'enfuit en Abyssinie, où il abandonna l'islam pour le christianisme. Mahomet épousa sa veuve, fille du puissant Abou-Soffian. Othman, après avoir visité plusieurs pays, arriva à Constantinople où il reçut le baptême. Quant à Zéïd, tout en vénérant le judaïsme et le christianisme, il n'opta ni pour l'un ni pour l'autre : il s'était fait une religion personnelle : « Allah ! disait-il, si je savais quelle est « la forme d'adoration qui te plaît le mieux, je la pratique- « rais ; mais je ne la connais pas. » Il revenait de Syrie à la Mecque pour entendre Mahomet, quand il fut assassiné sur la frontière du Hedjaz, par une troupe de Bédouins. Poète, à la façon dont le fut plus tard Mahomet, il chanta le Dieu unique, le Dieu de miséricorde qui pardonne au pécheur, qui récompense les bons et punit les méchants ; ses accents ont moins d'énergie et d'éclat que ceux de Mahomet, mais les idées sont les mêmes, quant au fond : c'est l'unité de Dieu ; seulement Zéïd ne parle qu'en son nom et ne se croit pas une mission divine.

Mahomet allait réaliser le rêve, vainement caressé par d'autres, de substituer le monothéisme à l'idolâtrie, de former une nation de ces hordes vagabondes, d'être en un mot leur apôtre, leur législateur et leur chef.

Le Koran et le dogme islamique.

Triomphant des difficultés immenses qui surgissaient sous ses pas, Mahomet assura par une adresse pénétrante, une persévérance patiente et une réflexion divinatrice, le succès de la religion qu'il venait annoncer aux tribus de l'Arabie. Il comprit qu'il ne réussirait pas à réformer toutes leurs croyances, à changer toutes leurs habitudes, à renouveler complètement leur morale et leurs principes consacrés par eux-mêmes ; mais il jugea qu'en rectifiant et en épurant tout, il obtiendrait des résultats conformes à ses vues. Ainsi du foyer du paganisme il fit le centre religieux du monothéisme, et du temple de l'idole, la basilique métropolitaine de la nouvelle doctrine.

Cette religion, conçue d'abord uniquement en vue de l'Arabie, fut un bienfait immense pour elle, ainsi que pour les nations barbares qui l'embrassèrent.

« Nous étions si misérables, disait un député arabe au « roi de Perse, Yesderdjerd, qu'on voyait parmi nous des « hommes se nourrir d'insectes et de serpents, quelques- « uns faire mourir leurs filles pour ne pas partager leurs « aliments avec elles. Plongés dans les ténèbres de la « superstition et de l'idolâtrie, sans loi et sans frein, tou- « jours ennemis des uns et des autres, nous n'étions « occupés qu'à nous piller et à nous détruire mutuelle- « ment...... Mais Dieu a suscité au milieu de nous un « homme, le plus distingué des Arabes par la noblesse de « sa naissance, par ses vertus, par son génie, et l'a choisi « pour être son envoyé et son prophète. Par l'organe de « cet homme, Dieu nous dit : Je suis le Dieu unique, « éternel créateur de l'univers. Ma bonté vous envoie un « guide pour vous diriger ; la voie qu'il vous montre vous

« sauvera des peines que je garde dans une autre vie aux
« impies et aux criminels et vous guidera près de moi, au
« séjour de félicité.

« Nous avons cru à la mission du prophète....., il a
« éclairé nos esprits, il a éteint nos haines et nous a grou
« pés en une société fraternelle, régie par des lois émanées
« de la sagesse divine [1]. »

Tout est contenu dans le Koran : c'est la source de tout droit, le principe de tout devoir, c'est la base et l'assise de la société musulmane. « Le Koran est pour les musul-
« mans à peu près ce que la Bible était pour les Hébreux,
« beaucoup plus que ce que l'Évangile est pour les chré-
« tiens; il embrasse toutes les relations de la vie politique,
« civile et religieuse, et réglemente depuis la conscience
« des individus jusqu'aux détails du ménage [2]. »

Le dogme de l'islamisme est de la plus grande simplicité, il se réduit à l'idée de l'unité de Dieu.

« Ne dites pas qu'il y ait une trinité en Dieu, il est un.
« Loin qu'il ait un fils, il gouverne seul le ciel et la terre.
« Ceux qui soutiennent la trinité de Dieu blasphèment; il
« n'y a qu'un seul Dieu; s'ils ne changent de croyance, un
« supplice douloureux sera le prix de leur impiété. Dieu
« n'a point de fils; il ne partage point l'empire avec un
« autre Dieu. Dieu est un, il est éternel; il n'a point en-
« fanté et n'a point été enfanté. Il n'a point d'égal [3]. »

A l'unité de Dieu, Mahomet ajoute l'immortalité de l'âme et la vie future, où le bien est récompensé et le vice châtié.

« Certainement les pervers descendront, environnés de
« leurs crimes, dans les flammes éternelles. Au contraire,
« les croyants qui auront fait le bien habiteront éternelle-
« ment le paradis. » — « Annonce à ceux qui croient et
« qui font le bien qu'ils habiteront des jardins où coulent
« des fleuves. Lorsqu'ils goûteront des fruits qui y crois-

[1] Tabari.
[2] Lavallée, *Histoire de Turquie.*
[3] Koran.

« sent, ils diront : Voilà les fruits dont nous nous « sommes nourris sur terre. Mais les fruits n'en auront « que l'apparence Là, les croyants trouveront des femmes « purifiées. Ce séjour sera leur demeure éternelle [1]. »

Le paradis de Mahomet est d'une conception toute charnelle et matérialiste ; sans doute les hommes auxquels il s'adressait auraient été incapables de s'élever à une idée abstraite ou de comprendre une félicité toute morale et toute spirituelle.

« Les hôtes du paradis boiront à longs traits, dans la « coupe du bonheur. Couchés sur des lits de soie, ils re- « poseront près de leurs épouses, sous des ombrages dé- « licieux. Ils y trouveront tous les fruits. Tous leurs « désirs seront comblés. » — « Les vrais serviteurs de « Dieu auront une nourriture choisie, des fruits exquis, et « ils seront servis avec honneur. Les jardins des délices « seront leur asile... Près d'eux seront des vierges, aux « regards modestes, aux grands yeux noirs et dont le teint « aura la couleur des œufs de l'autruche [2]. »

Il serait faux, cependant, de croire que Mahomet borne la récompense des élus à ces seules délices sensuelles ; il en est une plus belle et plus grande qu'il proclame la félicité suprême.

« Le plus favorisé de Dieu sera celui qui le verra soir et « matin : c'est une félicité qui surpasse tous les plaisirs « des sens, comme l'océan l'emporte sur une goutte de « rosée [3]. »

Le culte est aussi simple que le dogme ; pas de mystère, pas d'autels, pas de rites, pas même de prêtre.

« Pas de sacerdoce en islam, » dit formellement le Koran. Les pratiques religieuses se réduisent à la prière, à l'aumône, au jeûne et aux ablutions ; encore ces dernières ne sont elles que des soins de propreté auxquels le prophète a jugé utile de donner une consécration religieuse. La cir-

[1] Koran.
[2] *Idem.*
[3] *Idem.*

concision, empruntée aux Juifs; le jeûne du Ramazan, copié sur le carême des chrétiens; l'abstinence des boissons fermentées, surtout du vin, et la prohibition de la viande de porc complètent l'ensemble des pratiques extérieures qu'impose le Koran.

Mais la religion ne consiste pas seulement dans les signes extérieurs. « Faites la prière, donnez l'aumône : le « bien que vous ferez, vous le trouverez auprès de Dieu, « parce qu'il voit vos actions. Il ne suffit pas, pour être « juste, de tourner son visage vers l'orient ou l'occident ; « il faut en outre croire en Dieu, au dernier jour, aux « anges, au Livre, aux prophètes. Il faut, pour l'amour de « Dieu, secourir ses proches, les orphelins, les pauvres « et les voyageurs; racheter les captifs; observer les « prières ; ne pas manquer à sa parole; supporter patiem- « ment l'adversité et les maux de la guerre. Tels sont les « devoirs des vrais croyants[1]. »

« La prière, disait le khalife Omar, nous mène à moi- « tié chemin vers Dieu ; le jeûne nous conduit à la porte « de son palais, et les aumônes nous y font entrer. »

L'aumône est obligatoire, et elle doit consister dans les choses les meilleures que l'on possède. Celle qui s'exerce en secret a beaucoup plus de mérite que celle qui se produit au grand jour.

« Il n'y a ni princes ni mendiants dans l'islamisme, disait le premier khalife, il n'y a que des musulmans. » Ce sentiment démocratique, si l'on peut s'exprimer ainsi, emprunté aux mœurs des nomades de l'Arabie, excluait la noblesse, les castes ; partant point de privilèges, point de distinctions.

Sans vouloir discuter si Joseph de Maistre a eu raison de reprendre l'opinion d'un chroniqueur du moyen âge et de considérer l'islamisme comme une secte chrétienne, il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur les opinions accréditées dans le monde musulman touchant Jésus-Christ : car elles donnent la clef des explosions de fanatisme qui

[1] Koran.

ensanglantent parfois certaines parties de l'empire ottoman.

« Jésus, dit Ahmed Effendi [1], fils de Marie, est né à « Bethléem (*Beyth-ul-lahhn*), qui veut dire maison des « viandes ou marché du bétail. Marie, fille d'*Amram* et « d'Anne, descendait, comme Zacharie et Jean-Baptiste, de « la tribu de Juda (*Yehhoud*) par Salomon. Jésus-Christ, « ce grand prophète, naquit d'une vierge par le souffle « de l'archange Gabriel, le 25 décembre 5584, sous le règne « d'Hérode, et l'an 42 d'Auguste, le premier des Césars. Il « eut sa mission divine à l'âge de 30 ans, après son bap- « tême dans les eaux du Jourdain (Erderin) par saint « Jean-Baptiste. Il appelle les peuples à la pénitence. Dieu « lui donne la vertu d'opérer les plus grands miracles; il « guérit les lépreux, donne la vue aux aveugles, ressuscite « les morts, marche sur les eaux de la mer; sa puissance « va jusqu'à animer un oiseau Khafasch, fait de plâtre et « de terre. Pressé par la faim, lui et ses disciples, il reçoit « du ciel au milieu de ses angoisses et de ses ferventes « prières une table couverte d'une nappe et garnie d'un « poisson rôti, de cinq pains, de sel, de vinaigre, d'olives, « de dattes, de grenades et de toutes sortes d'herbes « fraîches. Ils en mangent tous, et cette manne céleste se « présente dans le même état pendant quarante nuits con- « sécutives... Qualifié du nom saint et glorieux de Rouhh' « Allah (l'esprit de Dieu), il reçoit du ciel le saint livre des « Évangiles... Trahi par Judas, et près de succomber sous « la fureur de ses ennemis, il est enlevé au ciel, et cet « apôtre infidèle, transfiguré en la personne de son maître, « est pris pour le Messie et essuie le supplice de la croix « destiné à cet homme surnaturel, à ce grand saint, à ce « glorieux prophète.. Plusieurs imams croient cependant « à la mort réelle de Jésus-Christ, à sa resurrection, à son « ascension. »

Un fait curieux et digne de remarque, c'est que les docteurs mahométans ont toujours admis le dogme de l'imma-

[1] *Histoire générale de l'Orient.*

culée conception. Vers la fin du monde, l'Antechrist viendra pour séduire les hommes, mais Jésus-Christ descendra à la mosquée de Bèni-Ummiyé, à Damas ; à sa vue, l'Antechrist tombera mort ! Jésus-Christ, vicaire de Mahomet, invitera tous les peuples à la vraie foi ; ils devront opter entre l'islam et la mort. La foi régnera alors dans toute sa pureté, pendant quarante ans ; puis les hommes retomberont dans l'impiété jusqu'à ce que retentisse la trompette de l'ange Issrafil, qui fera périr le genre humain.

Nous n'entreprendrons pas ici de comparer l'Évangile et le Koran[1] ; cependant on peut dire que, sur presque toutes les questions de morale, le mahométisme est d'accord avec le christianisme. Mais son Dieu n'est pas celui de l'Évangile : c'est celui de la Bible, le Jéhovah qui ordonne l'extermination de peuples entiers, depuis le vieillard jusqu'à l'enfant à la mamelle, et leur anéantissement, depuis la ruine de leurs villes jusqu'à la destruction de leurs animaux domestiques. Aussi à côté du pardon des injures, de l'amour des uns pour les autres ; à côté de l'anathème lancé à la colère, à l'orgueil, à l'hypocrisie, Mahomet admet la vengeance, la peine du talion. Il formule la loi de *Lynch : œil pour œil, dent pour dent, sang pour sang.*

Mais ce qui caractérise surtout la religion de l'islam, ce qui creuse un abîme entre les peuples chrétiens et les peuples musulmans, ce qui a maintenu ces derniers dans l'immobilité, c'est la confusion de la loi civile et religieuse; ce sont la prédestination et la fatalité, la polygamie et l'avilissement de la femme.

Mahomet ne s'était pas donné pour un novateur, mais pour un continuateur ; ce n'était pas une nouvelle religion qu'il venait annoncer au monde. Sa mission, mission confiée par Dieu, était d'arracher les hommes à l'erreur et de les ramener à l'observation du vrai culte, dégagé de toutes superstitions. Il n'était qu'un prophète, mais le

[1] Voyez à ce sujet Bayle, *Dictionnaire philosophique*, article *Mahomet.*

dernier et le plus saint de tous. Il clôt en sa personne la prophétie et c'est lui qui proclame le dernier mot de la Divinité. Le Koran est une œuvre inspirée de Dieu, parfaite, immuable, et les règles qu'il prescrit sont autant de barrières infranchissables, qu'on ne peut méconnaître sans tomber dans l'impiété et le sacrilège. Code civil et politique autant que religieux, il force les constitutions, les lois, les coutumes à rester stationnaires. « Toute loi « nouvelle, dit le prophète, est une innovation ; toute in- « novation est un égarement; tout égarement mène au « feu éternel. » — « Ne séparant pas Dieu de César, Ma- « homet ne voulut pas de souveraineté temporelle qui « eût pu abuser de sa force à l'encontre du Livre ; il ne « voulut pas davantage de souveraineté spirituelle qui eût « pu interpréter et développer le Koran. Il renfermait tout, « avait tout prévu ; il contenait le dogme et l'Eglise, la « loi et l'ordonnance ; il était souverain..... [1]. »

Pour prévenir les dissidences religieuses, le réformateur paralysait et étouffait les aspirations vers un avenir meilleur : le Livre répondait à tout ; on n'avait besoin de s'occuper de rien. Mais la nature humaine ne saurait être violentée : elle est double, en ce sens que le sentiment de la morale sociale et le besoin de l'ordre la ramènent vers les intérêts matériels et donnent naissance à la législation.

Du reste le Koran annoncé à Mahomet, par fragments, et dans un espace de vingt-trois ans, est souvent en désaccord avec lui-même ; « c'est presque tout entier une dis- « cussion polémiste, un criticisme électique, plutôt qu'un « dogmatisme hardiment affirmatif [2]. »

Les quatre grands imams. — Les Ehadiss.

Le prophète mort, la souveraineté spirituelle et tempo-

[1] Pierron, *De l'islamisme.*
[2] *Idem.*

relle resta vacante : il n'avait rien décidé à ce sujet. Il fallut bientôt chercher dans le Koran des explications pour les faits et les événements nouveaux qui se révélaient dans la vie publique et politique, ou se produisaient dans le domaine religieux ou civil.

Les imams torturèrent le texte du Koran, pour y trouver des motifs d'application pratique; et vers la fin du deuxième siècle de l'hégire, les travaux des quatre grands imams, Abou-Hanifah, Mâlek, Châfeï et Ahmed, fils de Hanbal, formulèrent nettement et fixèrent le dogme de l'islamisme. Ce furent les fondateurs des quatre rites orthodoxes qui ont survécu à tous les autres dans le mahométisme.

Abou-Hanifah-Nomân-Ibn-Thâbet, surnommé le grand imam, mort à Bagdad en 769 (150 de l'hégire), est le père du rite haniâte, le plus répandu et le plus ordinairement suivi. Né en 699 (80), sous le khalife Abd'ul-Melek, il étudia sous les disciples du prophète qui vivaient encore, et fut à même de parler fréquemment avec Aïsché.

Partisan zélé de la maison d'Ali, il périt empoisonné par ordre du khalife Abd'ullah II, dont il avait censuré la conduite. Les habitants de Mossoul s'étaient révoltés; Abd'ullah assemble les ulémas et les consulte sur la résolution qu'il avait de les faire périr et de confisquer leurs biens : peine à laquelle ils s'étaient soumis par serment en cas de révolte. Tous les ulémas approuvèrent, sauf l'imam Hanifâh, qui s'éleva contre cet engagement, en proclamant que nul homme ne peut disposer à son gré d'une existence qui appartient à Dieu seul.

Ech-Chaféï, né à Ghaza, l'année même de la mort d'Abou-Hanifâh, installa le rite chaféïte en Égypte, où il domine encore. La doctrine de Malek est consignée dans le Mowatta, et le rite malékite fait autorité en Algérie, dans le Maroc et chez tous les musulmans de l'Afrique jusqu'au Soudan. Enfin le rite hanbalite ne compte que peu d'adhérents, dans l'Irak persan.

Au quatrième siècle de l'hégire (xe siècle), les deux docteurs Abou-Mansour-Matouridy et surtout Abou-Hassan-

el-Esch'ary s'efforcèrent de concilier les divergences dogmatiques des quatre grands imams; et, au commencement du septième siècle de l'hégire, Omar-Nefissy, se guidant sur leurs travaux, publia un catéchisme, comprenant tous les articles du dogme. Son abrégé eut différents commentateurs, dont le plus acrédité est Sad'ed-din Teftazany, mort à Boukhara, 1405.

L'immensité des livres canoniques enfantés par les docteurs de l'islam décida Mollah-Khosrew, sous Mahommed II (1470), à en faire un code général. Cependant, comme plusieurs points offraient quelque obscurité, Scheïkh-Ibrahim-Haleby fit, sous Suleyman Ier, un autre code, quintessence des œuvres de tous les imams. C'est le Multeka-ul-ubhhur (confluent des mers), divisé en cinquante-sept livres.

Dans cette œuvre d'institution et de fixation des dogmes islamiques, Abou-Hanifâh occupe le premier rang.

Pour apprécier la mesure de son influence, il faut se rappeler celle de saint Paul et de saint Augustin dans le christianisme.

« Il ne faut pas abandonner le sens propre et littéral de « ce qui est écrit dans le Koran et la Sunnah pour un sens « figuré de l'esprit et de la contemplation. » — « Les doc- « teurs Moudjlehed ne sont pas infaillibles. »

Cependant le Koran ne contient pas seul la doctrine musulmane; à côté de lui, sont des livres presque aussi révérés et qui en sont le commentaire et la glose :

Les Ehadiss-Nebewiyé.

Le Hadiss comprend :

1° Les lois orales du prophète, d'une notoriété publique et universelle, *Mutewatiré.*

2° Les lois orales, de notoriété publique, *Hadiss-meschhouré.*

3° Les lois orales privées, *Khaberwahhid.*

4° Les lois orales, de faible tradition, *Hadiss-mursell.*

Toutes les lois orales s'appellent *Ehadiss-nebwiyé*, les préceptes du prophète, et *Ehadiss-scherifé*, les saints commandements. Elles furent rassemblées par les princi-

paux disciples ; les recueils les plus estimés sont ceux de Boukhary, Sunenn'y-Eby-Davoud, Termidy, Nisayi, Hn-Madjeth'-ul-Cazwiny, et Saleh-Musslim ; on les appelle *Kuttub sitté-y-moeutébéré*, les livres révérés. Celui de Boukhary y tient le premier rang.

Le *Idjhma-y-ummeth* contient les explications des opinions des apôtres, des disciples et surtout des quatre premiers khalifes. Elles sont unanimement acceptées et œcuméniques.

Le *Kiyass* ou *Makoul* contient les décisions canoniques des imams des premiers siècles.

Le Koran et les Hadiss s'appelle *Kat'iyé* parce qu'ils servent de base à la doctrine musulmane, les deux autres s'appellent *idjhtihhadiyé* (livres secondaires), car ils servent de commentaires aux premiers.

Ainsi le dogme refuse l'infaillibilité aux explicateurs des livres sacrés ; cependant, les khalifes, accablés par les affaires temporelles, chargèrent des fonctions religieuses et judiciaires les savants ou lettrés : les *ulémas*.

Devenu tout-puissant sous le sultan Suleyman, ce corps eut tout intérêt à laisser la loi civile confondue avec la loi religieuse ; c'est de là qu'est toujours partie la résistance la plus obstinée aux progrès et aux réformes. C'est encore parmi les ulémas que se recrutent les Ottomans pour qui les réformes des derniers sultans sont lettre morte ; et qui, en voulant arrêter la marche de leur pays vers le progrès, risquent de le précipiter dans l'abîme.

La prédestination.

La prédestination est écrite dans le nom même de la religion de Mahomet, *islam*, abandon à Dieu.

« L'élu comme le réprouvé sont destinés l'un au bonheur et l'autre au malheur éternel, avant même d'être sortis du sein de leurs mères. » — « L'homme ne meurt que par la volonté de Dieu, d'après le livre qui fixe le terme de sa vie [1]. »

[1] Koran.

Ce dogme devait inspirer aux mahométans l'esprit aveugle de la conquête, le mépris de la mort et le fanatisme ; mais en niant le libre arbitre il tuait l'initiative privée et gouvernementale.

« Chaque nation a son temps, dit le Koran ; quand le « terme fixé est arrivé, les hommes ne sauraient ni l'avan- « cer ni le reculer. » En échange de la résignation, quelles calamités ces paroles ne devaient-elles pas engendrer : l'apathie politique, la routine, l'immobilité et la stagnation de l'esprit humain !

Cependant on trouve, soit dans le Koran, soit dans les *Hadiss*, quelques passages où la volonté et la liberté humaines sont affirmées de la façon la plus nette.

« Le bien vient de Dieu, dit le Koran, et le mal de toi. »

« O prophète, disaient les disciples à Mahomet, puisque « Dieu a marqué nos places à l'avenir, nous pouvons « avoir confiance et négliger nos devoirs. » — « Non, « dit-il, parce que les gens heureux font de bonnes œuvres « et les malheureux de mauvaises. »

Omar marchait contre la Syrie, l'an 8 de l'hégire, quand il apprit que la peste exerçait ses ravages dans ce pays : il s'arrêta et, remettant l'expédition à l'année suivante, reprit le chemin de Médine. Cette conduite fut vivement critiquée : on reprocha au khalife de fuir les décrets immuables du destin, et Ebu-Oeubeydé, un de ses plus intimes confidents, lui marquant sa surprise d'un procédé si contraire au principe de la prédestination :

« Vous vous trompez, lui dit Omar ; vous ignorez donc « les paroles de notre saint prophète qui, interrogé sur ce « point, déclara que celui qui est déjà au feu devait se « résigner à Dieu, mais que celui qui était hors du feu ne « devait pas s'y exposer. »

Les anciens imams, interprétant ces versets, déclarèrent à plusieurs reprises que la prédestination ne vise que la vie future et que l'homme a son libre arbitre. Des peines furent même prononcées contre ceux qui nieraient le libre arbitre.

« Si un musulmann nie l'existence du libre arbitre dans « l'homme, en donnant Dieu le créateur lui-même pour « l'auteur de toutes les actions de la créature, à quoi la loi « sacrée le condamnerait-elle ? A renouveler sa profession » de foi et la cérémonie de son mariage, et s'il ne revient « pas de son erreur, s'il y persiste, *il est digne de la « mort*[1]. »

Mais le fatalisme est instinctif chez les peuples orientaux : il convient à leur climat, à leurs mœurs, à leurs habitudes contemplatives. Cependant, à vrai dire, il ne fait point partie intégrante du dogme islamique ; le cercle étroit et restreint où le Koran enferme la société musulmane peut être élargi et même brisé (les nombreux fetwas des muftis en témoignent).

Condition sociale de la femme.

Il est une autre cause qui s'est opposée aux progrès des nations mahométanes, en arrêtant le développement de leurs sociétés : c'est la polygamie ; c'est l'infériorité de la femme, à tous les points de vue.

La polygamie existait avant Mahomet ; il la trouva établie et la conserva, en la réglementant. Tout en proclamant la supériorité de la monogamie, il permet de prendre quatre femmes légitimes et autant d'illégitimes, ou esclaves, qu'on peut en nourrir.

Aucune différence n'existe entre les enfants de l'épouse et ceux de la concubine. Réformer les croyances n'est rien si l'on ne réforme pas en même temps les mœurs ; Mahomet n'améliora la condition de la femme qu'au point de vue des intérêts matériels ; sur tous les autres points, il la condamne, pour jamais, à l'incapacité, à la servitude morale et intellectuelle. Il abolit la coutume barbare d'enterrer vives les filles qui venaient de naître, dont le père ne voulait pas avoir l'embarras ou dont il méprisait le

[1] Fetwa du mufti Hehhdje-Abd-ullah Effendi.

sexe; il défendit les mariages par compensation[1] et les mariages temporaires, limités d'avance à une durée de quelques mois, de quelques jours, ou même de quelques heures.

Jusqu'alors dénuée de tout droit à l'héritage de ses parents, la femme acquit l'hérédité; sa part fut moitié de celle d'un héritier mâle. Considérée avant lui comme partie intégrante de la succession de son mari, la veuve fut assurée, pendant une année entière, aux frais de la succession; et en outre de son *mahr* ou *sodak* (don nuptial) elle reçut un douaire.

Toutes ces améliorations furent de grands bienfaits; mais, au lieu d'aller jusqu'au bout, Mahomet s'arrêta à moitié chemin dans la voie des réformes : la femme, avant lui, était traitée comme un animal; il en fit un instrument de plaisir et la réduisit au rôle de meuble de harem.

« Aux yeux de l'islamisme la femme est l'inférieure de « l'homme, et, par conséquent, doit lui être soumise et « doit être éloignée de toutes les fonctions qui veillent « aux intérêts et aux affaires de la société[2]. »

« Elle ne réussira pas, la nation qui mettra une femme « à la tête de ses affaires, » dit le Koran. « Garde-toi de « prendre conseil des femmes, » s'écrie le khalife Aly.

Le célèbre imam Abou-Hanifâh avait, il est vrai, au deuxième siècle de l'hégire, établi que la femme pouvait licitement devenir Kadi, pour toutes les causes où le témoignage féminin est recevable, c'est-à-dire hors les cas entraînant l'application de peines afflictives et les cas de blessure.

Au temps de la gentilité arabe, au milieu de l'existence nomade et aventureuse de la vie du désert, la femme appartenait au mari autant que le mari à la femme; elle possédait une influence sociale que lui enleva le ré-

[1] C'étaient des unions consenties par deux individus, qui se donnaient réciproquement leur sœur ou leur fille, en échange d'un payement d'objets de valeur égale.

[2] Pierron, *L'islamisme.*

formateur. La femme avait le droit de répudier son mari : l'islamisme l'en priva et la laissa à la discrétion de son maître. La femme peut, il est vrai, proposer le divorce à son mari, moyennant une compensation ; mais le mari conserve le droit d'acceptation ou de refus.

Parfois achetée, renfermée dans le harem, toujours couverte de voiles quand elle sort, sans instruction aucune [1], sans éducation, répudiable au gré du mari, désœuvrée, passant ses journées dans l'inaction ou les occupations les plus frivoles, la femme est devenue un être purement passif qui ne compte pour rien dans la vie de la société. L'antiquité avait considéré la femme comme un être d'une nature inférieure à l'homme; partant de ce principe, elle avait consacré sa dépendance absolue, tout en lui accordant, selon le génie et le tempérament des peuples différents, une place plus ou moins large dans l'organisme public. La société romaine, si fortement constituée, n'avait pas commis la faute d'annihiler la femme : le *pater-familias* a, il est vrai, le droit de vie et de mort sur l'épouse, mais ce n'est pas comme mari, c'est comme chef de la famille; le même droit, il le possède sur ses fils, même revêtus des plus hautes dignités de la république, sur ses esclaves, sur tout ce qui compose la *gens*. La famille est un gouvernement dont le *pater-familias* est l'autocrate : il juge, condamne et exécute sans appel.

Les droits civils de la femme sont sauvegardés vis-à-vis du mari, et si elle est exclue des fonctions politiques, elle ne l'est pas de la vie publique : la religion les accueille, et les prêtresses de Vesta jouissent du plus beau privilège de la toute-puissance, du droit de grâce. Mais son influence est surtout intérieure : c'est elle qui élève les enfants, veille à leur première éducation, leur inculque l'amour de la patrie et de la vertu, les prépare à être des

[1] A Alger, l'initiative privée avait fondé une école pour les jeunes filles musulmanes ; sur les réclamations instantes des chefs arabes les plus influents, le gouvernement français avait consenti, en 1865, à la faire fermer !

hommes et des citoyens; enfin c'est elle qui est la gardienne et la dépositaire des vertus domestiques. *Domi mansit et lanam fecit*, tel est le plus bel éloge que les écrivains romains décernent à ces matrones dont on peut voir le type achevé dans la mère des Gracques.

Le christianisme posa, le premier, comme base de la société l'indépendance de la femme et la plaça sur un pied d'égalité complète avec l'homme. L'invasion barbare qui amena les Germains dans le monde romain et détruisit l'empire d'Occident, consacra le triomphe de l'émancipation de la femme. Chez les Germains comme chez les Gaulois, les femmes jouissaient, en effet, des mêmes droits et prérogatives que les hommes; elles assistaient aux conseils où se débattaient les intérêts de la tribu et prenaient part aux délibérations. La voix des druidesses n'était pas moins écoutée que celle des druides; souvent elle était plus puissante : on les consultait avant chaque expédition guerrière, et, plus d'une fois, les prédications passionnées des Vellédas enthousiastes avaient fait courir aux armes les farouches guerriers d'outre-Rhin.

Sous la double influence du catholicisme et des mœurs des conquérants, l'égalité de la femme et de l'homme devint une loi fondamentale. Mais de la théorie à la mise en pratique il y eut un abîme. A cette époque de barbarie celui-là seul qui avait la lance au poing et la cuirasse au dos, qui pouvait en appeler de son droit à son épée, celui-là seul était respecté. La femme, faible, inhabile aux armes, devait naturellement être soumise aux vexations et à la tyrannie de l'homme, qui ne reconnaissait que la loi du plus fort. La chronique de Garin le Loherain nous montre comment la femme était traitée à l'époque de Charlemagne. Dans une discussion avec sa sœur, le héros se jette sur elle, la saisit aux cheveux, la rosse d'importance et lui casse trois dents d'un coup de son gantelet de fer, non sans recevoir, il est vrai, force horions, pour sa part. Ce furent la féodalité et la chevalerie qui mirent la femme sur un piédestal et frappèrent d'anathème le chevalier félon et discourtois qui osait s'attaquer à elle. « Dieu,

les dames, le roi, » telle fut la devise de tous les batailleurs d'Occident, et troubadours et trouvères firent bientôt passer Dieu à la seconde place. Les poètes ne chantèrent que pour mériter les suffrages de la beauté et ambitionnèrent, comme le plus beau titre de gloire, d'être couronnés de ses mains, dans les cours d'amour; rois, grands seigneurs, chevaliers, n'eurent qu'un but : férir de grands coups d'épée en l'honneur de la dame de leurs pensées; tous plièrent le genou devant la femme. Les Arabes, peuple éminemment guerrier et poète, avide d'émotions, passionné pour l'éloquence, amateur de la forme, épris du beau et du merveilleux, les Arabes laissés à leurs propres inspirations eussent vu se produire chez eux le même mouvement qui s'était déclaré chez les peuples néo-latins. La façon barbare dont la femme était traitée chez eux ne s'inspirait pas d'un principe, elle ne prenait pas sa source dans le mépris qu'ils faisaient d'un être inférieur, mais tenait uniquement à l'état de grossièreté et de barbarie de l'époque.

On n'a qu'à jeter un coup d'œil sur l'Espagne, au temps de la domination arabe, pour se convaincre que le génie de ce peuple était complètement opposé à cet anéantissement de la femme. Est-il besoin de rappeler l'histoire de cette reine de Grenade, accusée d'adultère par le chef des Zegris et condamnée à être brûlée vive? A cette époque, Espagnols et Arabes rivalisaient de chevalerie et de prouesses guerrières et galantes. Les messagers de la reine allèrent par toute l'Espagne, appelant les vrais chevaliers à défendre son innocence. De Castille, de Léon, d'Aragon, accoururent les plus renommés parmi les chevaliers chrétiens, se déclarant les champions de la reine, et réclamant l'honneur de prouver sa vertu, les armes à la main. Le combat eut lieu à Grenade, devant toute la cour, entre l'accusateur et le Castillan, chevalier de la reine. Le Zegris succomba : Dieu avait parlé, et du bûcher la reine remonta sur son trône, aux acclamations des Arabes.

A l'heure actuelle, les mœurs des Bédouins diffèrent sensiblement de celles des Ottomans : les femmes ne sont pas

voilées; elles sont libres, elles prennent part aux affaires, et, dans la bataille, c'est à la plus belle d'entre elles qu'est assigné le poste le plus dangereux.

« On choisit la plus belle parmi les filles des Bédouins; « on la place dans un handag richement orné, que porte « une grande chamelle blanche. Le choix de la fille qui « doit occuper ce poste honorable, mais périlleux, est fort « important, car le succès de la bataille dépend presque « toujours d'elle. Placée en face de l'ennemi, entourée de « l'élite des guerriers, elle doit les exciter au combat; « l'action principale se passe toujours autour d'elle, et « des prodiges de valeur la défendent. Tout serait perdu « si le haflé tombait au pouvoir de l'ennemi : aussi, pour « éviter ce malheur, la moitié de l'armée doit toujours « l'environner. Les guerriers se succèdent sur ce point où « le combat est le plus vif, et chacun vient demander de « l'enthousiasme à ses regards[1]. »

C'est un poète arabe qui s'écriait :

« Boire le vin et voir le visage des femmes, pour le « Turc, c'est pécher deux fois; pour l'Arabe, c'est jouir « deux fois, c'est bénir Dieu de deux manières. »

Quand la domination de l'islam échappa aux Arabes, pour passer à une race dure, positive, à l'esprit jaloux et soupçonneux; quand leur sceptre tomba aux mains d'un peuple qui, avec l'ardeur des nouveaux prosélytes, outrait tous les principes de la religion; quand les Turcs ottomans firent de l'islamisme une religion fermée, si on peut s'exprimer ainsi, l'avilissement irrémédiable de la femme en fut la première conséquence. Cet état d'abjection où elle est dans l'Orient musulman, tient autant au caractère des Ottomans qu'aux prescriptions du Koran.

Influence du Koran.

Les Arabes affirment, avec raison, que le Koran est, sous

[1] Lamartine, *Voyage en Orient.*

le rapport du style, l'œuvre la plus belle qui ait existé.

« La beauté de la forme, de l'avis unanime de tout le « monde, égale la majesté du sujet, et la perfection du « langage n'y a jamais laissé l'expression au-dessous de ce « qu'elle devait rendre. Mahomet s'est défendu de jamais « écrire en vers...., mais la fougue de la pensée, la vivacité « des images, l'énergie des mots, la nouveauté des croyances « suppléaient au reste dans cette prose irrésistible, et les « cœurs étaient entraînés avant même que les esprits ne « fussent convaincus.... Il ne faut pas perdre de vue cette « considération, si on veut comprendre l'influence inouïe « qu'a exercée le Koran. On a cru d'autant plus aisément « qu'il était la parole de Dieu que jamais homme, parmi « les Arabes, n'avait fait entendre de tels accents[1]. »

« Mahomet a banni pour toujours quelques-uns des plus « noirs éléments de la superstition, qui depuis des siècles « couvraient la péninsule. L'idolâtrie a disparu devant le « cri de guerre de l'islam ; la doctrine de l'unité et des « perfections infinies de Dieu, et d'une Providence spéciale « qui s'étend à tout, devint un principe vivant dans le « cœur des sectateurs de Mahomet, aussi bien que dans le « sien propre. Une résignation et une soumission absolue « à la volonté divine furent exigées comme la première « condition de la religion. Les vertus sociales ne manquèrent « pas non plus : un amour de frère fut inspiré dans le « cercle de la foi ; les orphelins furent protégés ; les esclaves « traités avec douceur ; les boissons enivrantes défendues ; « et le mahométisme peut se vanter d'une tempérance « inconnue dans toute autre croyance[2]. Mais ces bienfaits « ont été achetés chèrement. Trois conséquences radicale-

[1] Barthélemy Saint-Hilaire, *Mahomet*.

[2] Les lignes suivantes d'un fetwa du mufti Behhdje Abd'-ullah Effendi montreront quelle pénalité rigoureuse était la sanction de l'interdiction de boire du vin. « Si un musulman venait à boire du vin, à quoi « serait-il condamné? — A un jeûne de soixante-un jours consécutifs, à « trente-neuf coups de bâton et à une réprimande sévère de la part du « magistrat. — Et s'il commettait cette prévarication publiquement, à « quoi la loi le condamnerait-elle ? — A mort. »

« ment mauvaises sont sorties de cette foi, dans tous les « temps et tous les pays : c'est d'abord la polygamie, le « divorce et l'esclavage, maintenus et perpétués, sapant la « moralité publique, empoisonnant la vie domestique et « désorganisant la société. Toute liberté religieuse est « repoussée ou détruite. Le glaive est le châtiment inévi- « table de tout ce qui nie l'islam[1]. »

Mais il serait injuste d'oublier ce que la civilisation doit au Koran et au génie arabe : « C'est lui, qui, à un certain « moment, a tenu le sceptre que le monde ancien laissait « échapper, avant que le monde nouveau ne sût le res- « saisir[2]. »

L'astronomie, la médecine, les mathématiques ont progressé dans les mains des Arabes : Euclide et Archimède, Ptolémée, Hippocrate et Galien ont été laissés bien loin en arrière.

Une architecture merveilleuse, le seul art dans lequel les Arabes aient excellé, est sortie du Koran, comme l'architecture gothique est sortie de l'Évangile. En défendant la représentation de Dieu ou de l'homme sous aucune forme, la religion proscrivait la peinture et la sculpture. C'est ce qui a produit dans l'architecture cette ornementation spéciale où le génie arabe n'a jamais été dépassé. Mais le tort des arabesques est leur manque de vie, et l'élégance de la forme ne peut racheter l'inertie et la froideur auxquelles elles sont vouées.

Continuant l'œuvre intellectuelle des Grecs et des Romains, il conserva précieusement et enrichit le dépôt des lettres, des sciences et des arts.

Au onzième siècle, quand les rudes chevaliers d'Occident se glorifiaient de ne savoir ni lire ni écrire, les musulmans d'Espagne avaient, à Cordoue, une bibliothèque de soixante mille manuscrits Au douzième siècle, soixante-dix bibliothèques étaient fréquentées par le public, quand en France, en Allemagne, en Italie, un livre était une rareté.

[1] W. Mair, *Vie de Mahomet*.
[2] Barthélemy Saint-Hilaire, *Mahomet*.

C'est sur les bords du Guadalquivir et dans les universités de Cordoue, Tolède, Valence, que l'Europe curieuse de s'instruire est venue chercher la lumière.

CHAPITRE IV

MAHOMET. — LES KHALIFATS. — LES TURCS.

Mahomet : la prédication ; l'hégire (622). — Conquête de l'Arabie. Mort de Mahomet (632) : la doctrine du sabre. — Le khalifat parfait ; les Ommiades (661). — Démembrement de l'empire musulman. Les Turcs : les Seldjoukcides. — Les Croisades : perfidies des Grecs. — Invasion des Mongols : destruction du khalifat de Bagdad (1258).

Mahomet : la prédication ; l'hégire (622).

Le quatrième aïeul de Mahomet, Cossayy, fils de Kilab, avait, après une lutte sanglante, conquis, sur les Koréïchites, la Mecque et s'était rendu maître des clefs de la Caaba. De tous les lieux saints consacrés par les superstitions païennes, la Mecque tenait le premier rang : la Caaba avait été construite par Abraham, de ses propres mains, quand il était venu voir son fils Ismaël ; la pierre noire, incrustée dans une des parois du temple, avait été apportée par l'ange Gabriel. « La vénération des Arabes « pour la Caaba et pour le sol même qui l'environnait « était si grande, qu'ils n'avaient pas osé, jusqu'alors, pren- « dre des demeures fixes ni construire des maisons dans le « voisinage de ce sanctuaire. On passait la journée à la « Mecque, c'est-à-dire dans la circonscription du terrain

« particulièrement sacré, mais le soir on s'éloignait avec « respect [1]. »

Cette enceinte, le Haram, embrassait toute la vallée de la Mecque, d'une circonférence de quinze lieues. Toutes les divinités païennes avaient leurs statues dans le Haram, et, au temps de Mahomet, les idoles accumulées autour de la Caaba s'élevaient à près de quatre cents.

Pour assurer à ses successeurs la charge de gardien du Haram, Cossayy y bâtit une ville, malgré les scrupules des Koréïchites. Concentrant dans ses mains le pouvoir civil et religieux, il jouissait d'une prérogative qui lui assurait en quelque sorte la suprématie sur l'Arabie : c'était le droit de désigner les mois sacrés. Pour qu'on pût se rendre en sécurité aux marchés annuels, et qu'on pût accomplir librement le pèlerinage aux lieux saints, la nécessité avait imposé une trêve à la fureur des combats : pendant quatre mois de l'année, les armes devaient rester en repos, et les caravanes et les voyageurs pouvaient circuler librement. Combattre pendant les mois sacrés était réputé un sacrilège. Le calendrier des Arabes, réglé sur la Lune, offrait de grandes différences avec les saisons régulières de l'année. Le soin de rétablir la concordance était si important que le choix du moment pouvait causer les plus grandes calamités ou offrir les plus heureux résultats.

Cossayy tenait dans sa main, jusqu'à un certain point, la paix ou la guerre.

Son fils aîné Abdeddar lui succéda sans opposition, mais à sa mort sa famille perdit une partie des dignités réunies dans son sein. Hâchim, arrière-grand-père, et Abd-el-Mouttaleb, grand-père de Mahomet, se firent remarquer, dans les fonctions de Rifâda et de Sicâya, par une générosité et une magnificence devenues proverbiales. Abdallah, fils d'Abd-el-Mouttaleb et père du prophète, mourut trop jeune pour exercer aucune des hautes charges héréditaires dans sa famille.

L'enfance de Mahomet ne paraît pas avoir été heureuse.

[1] Caussin de Perceval, *Essai sur l'histoire des Arabes*.

Il ne connut jamais son père, mort deux mois avant sa naissance, et perdit sa mère à l'âge de six ans. Recueilli par son grand-père Abd-el-Mouttaleb, il trouva chez le vieillard tous les soins et toute la tendresse d'un père ; mais cette protection lui fit bientôt défaut ; Abd-el-Mouttaleb mourait trois ans plus tard.

La tutelle de Mahomet, alors âgé de neuf ans, fut confiée à son oncle Abou-Taleb, un des personnages les plus influents de la Mecque. Le rejeton d'une famille illustre et puissante passa sa jeunesse dans un état voisin de la misère ; mais à l'école de cette dure marâtre qu'on appelle la pauvreté, il trempa son caractère et puisa les forces nécessaires pour combattre les grands combats.

La régularité de sa vie, la maturité précoce de son caractère, l'élégance et la justesse de ses discours, son inattaquable probité, lui méritèrent le surnom d'*Amin* (l'homme sûr, le juste), et déterminèrent sa réception dans la ligue des Foudhoûl ou *Hilf el Foudhoûl*. Fondée par quelques-unes de plus illustres familles Koréïchites, cette association, espèce de Sainte-Wehme, avait pour objet la protection des faibles et pour mission le soin de leur faire rendre justice. L'association n'avait pas tardé à inspirer partout une terreur salutaire, et les historiens arabes citent plusieurs faits qui montrent que la seule menace des Foudhoûl amenait la réparation du délit.

Le fils d'Abd-Allah avait vingt-cinq ans quand ses hautes qualités attirèrent sur lui les regards de sa cousine Kadidja, riche veuve, qui, bien que plus âgée de quinze ans, lui proposa sa main ; l'offre fut acceptée. Devenu riche, Mahomet ne changea rien à la frugalité de sa vie et ne profita de ses trésors que pour faire le bien.

Des revers de fortune avaient accablé son oncle Abou-Taleb : il se chargea de l'éducation de son fils Ali, à qui il donna plus tard sa fille, Fatimah. Dix ans s'écoulèrent dans cette vie calme et heureuse ; cependant il préparait la révolution qui devait agiter le monde. « Il avait mesuré « les hommes qu'il voyait autour de lui, il ne voyait que « des agglomérations qui n'avaient de commun que le

« nom arabe et dont toute la valeur humaine se résumait « en trois choses : passion de la poésie, passion des com« bats, passion de la noblesse. Il sentait sa supériorité ; « il sentait en soi ce qu'il n'apercevait chez nul autre des « siens, la hauteur de pensées, d'ambition, de puissance, « de persuasion, d'à-propos pour toutes les questions de « la vie particulière de l'homme et de la vie générale « d'une société[1]. »

Un rêve révéla à Mahomet sa mission future : l'ange Gabriel lui apparut, dans son sommeil, lui ordonnant de lire un livre qu'il apportait du ciel. Les premières conversions opérées par le prophète eurent lieu dans son intérieur ou dans le cercle où il vivait : Kadidja, sa femme ; Ali, son cousin (il n'avait alors que onze ans) ; Zeid, fils de Hântha ; Abd-Allah, qui, après sa conversion, prit le nom d'Abou-Bekr. Cette dernière conquête fut de la plus haute importance par le nombre de personnages influents qu'elle entraîna, entre autres, Othman, fils d'Affan, qui devait être le troisième khalife.

Trois ans de prédication secrète, mais constante, avaient gagné à la nouvelle doctrine une cinquantaine d'adhérents ; quand l'*islam* apparut au grand jour, attaquant ouvertement l'idolâtrie, la persécution commença et fut bientôt assez violente pour forcer les fidèles musulmans à chercher un asile en Abyssinie (615).

Les Koréïchites, gardiens de la Caaba, ne pouvaient, sous peine de perdre toute leur puissance et leur influence, supporter l'anathème lancé publiquement à leur culte. Abou-Taleb, quoiqu'il ne partageât pas les idées de son neveu, prit son parti, par point d'honneur, et tous les descendants d'Hâchim et d'Abd-el-Mouttaleb jurèrent de défendre leur parent.

Dans une pièce en vers, Abou-Taleb s'écriait, s'adressant aux Koréïchites : « Vous mentez, j'en jure par le saint « temple, si vous dites que nous laisserons verser le sang « de Mahomet, sans avoir combattu avec la lance et l'épée. »

[1] Pierron, *L'islamisme*.

Mais la mort du chef de la toute-puissante maison de Hâchim priva le prophète de son seul defenseur (620), tandis que celle de Kadidja lui enlevait son ange consolateur. Il n'était plus en sûreté à la Mecque; il se retira à Taïf : là encore il fut accueilli par des moqueries et des insultes et assailli à coups de pierres. La protection de Moutina, fils d'Adi, lui permit de rentrer à la Mecque. Dès ce moment, il mit plus de réserve et de prudence dans ses prédications et s'adressa particulièrement aux étrangers : pendant le pèlerinage de 620 il parvint à faire quelques prosélytes parmi les deux tribus les plus puissantes de Yatrib, les Aûs et les Khazradj. L'année suivante (621) eut lieu le célèbre serment d'Acaba, où douze hommes de la tribu des Aûs et de celle des Khazradjs s'engagèrent solennellement à n'adorer qu'un seul Dieu; à s'abstenir de vols, de fornications, d'adultères; à ne point tuer leurs enfants; enfin à obéir à tout ce que le prophète ordonnerait de juste. Le même serment fut renouvelé en 622, dans le même lieu, par une assemblée plus nombreuse qui jura de défendre le prophète, même par les armes. Yatrib devint dès lors le lieu où affluèrent tous les nouveaux musulmans, et Mahomet, pour échaper aux embûches des Koréïchites, quitta de nouveau la Mecque, avec Abou-Beckr et Ali. Il se retira à Yatrib, qui prit alors le nom de ville du prophète, *Medinet-en-Nabs* (Médine) : de là date l'hégire ou ère musulmane, vers le milieu de 622.

Dès son arrivée à Médine, Mahomet organisa le culte : une mosquée fut bâtie sur le terrain où s'était arrêtée la chamelle du prophète ; les heures de prière furent fixées ; le vendredi devint le jour saint de la semaine ; la Mecque remplaça Jérusalem, comme point vers lequel les fidèles doivent se tourner en priant; le mois du Ramazan fut réservé au jeûne ; enfin la dîme fut instituée.

Conquête de l'Arabie. Mort de Mahomet (632); la doctrine du sabre.

La lutte à main armée, ne tarda pas à s'engager entre les Koréïchites idolâtres de la Mecque et les musulmans, dont le nombre croissait tous les jours à Médine. La première rencontre eut lieu dans l'oasis de Behr, à mi-chemin des deux villes ; ce fut la première victoire de l'islamisme ; les trois cent onze compagnons du prophète dispersèrent un millier de Koréïchites (13 janvier 624).

Nous ne suivrons pas le prophète dans ses expéditions, sans importance si on ne considère que le petit nombre des combattants, de la plus haute gravité si on examine les conséquences qui en résultèrent.

Battu et blessé à Ohod (625), il marche l'année suivante contre les juifs Corayzha, et les force à capituler ; sept cents prisonniers furent égorgés à Médine. Les juifs furent les seuls envers qui Mahomet se départit de sa clémence habituelle. La plupart des actes de cruauté qu'on peut citer dans sa vie, ont été dirigés contre les juifs. Au commencement de l'hégire il les avait traités avec bienveillance et leur avait accordé les mêmes droits qu'aux musulmans, car il fallait compter avec une corporation puissante à Médine.

« L'alliance avait sans doute été sincère quand elle fut « conclue, et Mahomet y avait le plus grand intérêt ; mais « il était impossible qu'elle durât ; les ressemblances « mêmes de l'islam et du judaïsme étaient un motif de « plus pour qu'ils se séparassent violemment [1]. »

Mahomet parlait alors en maître ; des messagers allèrent porter sa doctrine aux souverains étrangers et aux princes arabes. Les juifs de Khaybar durent se soumettre ; mais les princes de l'Yémen, l'empereur Héraclius et le roi de Perse repoussèrent ses propositions avec mépris. Une in-

[1] Barthélemy Saint-Hilaire, *Mahomet*.

vasion de la Palestine (629) amena un désastre ; battus à Mouta par le patrice Théodore, les musulmans perdirent près de trois mille hommes. Mais bientôt une conquête importante compensa largement cet échec : la Mecque se rendit au prophète par suite d'un arrangement conclu entre Abou-Soffyan, chef des Koréïchites, et Abbas, oncle de Mahomet, pour éviter l'effusion du sang et prévenir les conséquences d'un assaut. Les trois cent soixante idoles scellées sur le faîte de la Caaba disparurent à la voix de Mahomet. « La vérité est venne; que le mensonge dispa- « raisse à jamais. » C'est pour prévenir tout retour à l'idolâtrie, que le Koran défendit si expressément la reproduction de la figure des êtres animés. L'idolâtrie avait disparu de la Mecque, dont l'exemple devait être suivi par toutes les tribus arabes (630); mais elle ne céda pas le terrain sans tenter un suprême effort.

La puissante tribu des Havâzim, renforcée des Thakif, se leva tout entière pour défendre ses dieux menacés.

Les confédérés marchèrent sur la Mecque, et mirent un instant en péril la fortune de Mahomet. La bataille se livra dans la vallée d'Honeïm : elle devait décider des destinées de l'Arabie. L'avantage se déclara d'abord pour les Havâzim; les musulmans s'étaient débandés et fuyaient de toutes parts ; seul, le prophète jugea la fuite contraire à sa dignité, et, sans quelques disciples fidèles restés à ses côtés, il se précipitait au milieu de l'ennemi pour y chercher une mort glorieuse. Heureusement la panique cessa ; les musulmans ralliés revinrent à la charge, et la victoire couronna leurs efforts (630). Au bout de dix ans le prophète, « *flambeau pour éclairer le monde et glaive pour frapper l'impiété* », avait soumis toute l'Arabie : le Mahra, l'Oman, le Nadj, l'Hadramant, l'Yémen, avaient embrassé l'islamisme de gré ou de force. Les chrétiens mêmes de Nadjran avaient abjuré. Il se préparait à envahir la Syrie, à la tête de trente mille hommes, quand il mourut (632). Son œuvre était accomplie, et ses successeurs allaient propager rapidement sa doctrine par le sabre.

Dieu lui avait ordonné, avait déclaré le prophète, de

propager sa religion par l'épée, « l'épée qui ouvre le ciel « et l'enfer ». L'idolâtrie avait été condamnée de la manière la plus formelle : « Ne laissez pas subsister en Arabie « deux religions : l'idolâtrie est pire que le meurtre. — « Les mois sacrés expirés, tuez les infidèles partout où vous « les rencontrerez [1]. » La guerre contre les infidèles ne devait jamais cesser : « J'ai mission de combattre les infi- « dèles jusqu'à ce qu'ils disent : Il n'y a de Dieu que Dieu. « Lorsqu'ils ont prononcé ces paroles, ils ont sauvé leur « vie et leurs biens : quant à leur croyance, c'est un compte « qu'ils règleront avec Dieu [2]. » Le monde était divisé en deux grands fractions : les *Musslim* (musulmans) et les *Kâfir* (infidèles). La loi range les peuples en sept classes, dont les mahométans forment les deux premières et les non-musulmans les autres. Ce sont :

1° Les *Sunnys* ou musulmans des quatre rites orthodoxes.

2° Les *Schiites* ou partisans d'Aly, qui embrassent tous les hétérodoxes mahométans.

3° Les *Kitabys* ou peuples ayant reçu, avant Mahomet, des livres divins : savoir le Pentateuque, le Psautier et l'Evangile. Ces livres sont cependant inférieurs au Koran.

Les Kitabys sont les juifs et les chrétiens.

4° Les *Medjeoussys* ou adorateurs du feu.

5° Les *Abede-y-Ewsann-Adjems*, les idolâtres, sauf ceux de l'Arabie.

6° Les *Abede-y-Ewsann-Arebs*, les idolâtres arabes.

7° Les *Muriedds*, les apostats mahométans. Pour ces derniers, comme pour les Arabes païens, il n'y a pas d'autre alternative que la mort ou le Koran.

Le prophète avait partagé la terre en deux parties, *Dar-ul-Islam*, la maison de l'islam, et *Dar-ul-Harb*, la maison de guerre, et dit à ses disciples : « Achevez mon « œuvre, étendez la maison de l'islam par toute la terre ; « Dieu vous donne la maison de guerre [3]. »

[1] Koran.
[2] *Idem.*
[3] *Idem.*

Ces préceptes et ces ordres devaient plaire singulièrement à une nation avide de combats, de pillage et de butin ; le Koran exalta encore cette valeur farouche en promettant le septième ciel à tous ceux qui tomberaient en combattant les infidèles. « Combattez jusqu'à l'extermination; quelques-uns d'entre vous succomberont dans « la lutte : à ceux qui périront le paradis ; à ceux qui sur« vivront, la victoire [1]. »

On peut dire que, dans la pensée du réformateur, cette doctrine du sabre ne s'appliquait qu'à l'Arabie : car on trouve dans le Koran des preuves nombreuses de tolérance qui sont la négation et la condamnation de la violence.

« Certainement ceux qui croient, et ceux qui suivent la « religion juive, les chrétiens et les sabéens, c'est-à-dire « quiconque croit en Dieu et au jugement dernier, et « aura fait le bien. tous en recevront la récompense. Ils « seront exemptés de la crainte et des supplices [2]. »

« Point de contrainte en religion. La voie du salut est « assez distincte du chemin de l'erreur. Celui qui ne croira « pas aux idoles, mais qui croira en Dieu, aura saisi une « colonne inébranlable. Dieu entend et connaît tout [3]. »

« Dis à ceux qui ont reçu les Écritures et aux aveugles : « Embrassez l'islamisme et vous serez éclairés. *S'ils sont re« belles, tu n'es chargé que de la prédication.* Dieu sait « distinguer ses serviteurs [4]. »

« Les chrétiens seront jugés d'après l'Évangile, ceux « qui les jugeront autrement seront prévaricateurs [5]. »

« N'use point de violence pour faire embrasser l'isla« misme aux infidèles [6]. »

« Obéissez à Dieu et à son prophète. Si vous êtes re« belles, son ministère se borne à prêcher la vérité [7]. »

[1] Koran.
[2] Koran, sourate II, verset 59, et sourate V, verset 75.
[3] *Idem.* Sourate II, verset 257.
[4] Sourate III, verset 19.
[5] Sourate IV, verset 51.
[6] Sourate IV, verset 44.
[7] Sourate XIV, verset 12.

« Sans doute cet esprit de modération et de tolérance « n'a pas prévalu dans l'islamisme : mais il est dans le « Koran qui n'est impitoyable que pour les idolâtres. « C'est la barbarie des mœurs et le fanatisme naturel à « ces populations belliqueuses, bien plus que la doctrine « du prophète qui ont poussé les musulmans à l'extermi- « nation et au pillage des infidèles [1]. »

Le khalifat parfait; les Ommiades (661).

Malgré les protestations d'Ali, gendre de Mahomet, les chefs arabes élurent, pour lui succéder, son beau-père Abou-Beckr.

Aussitôt la guerre sainte commença : l'empire grec, affaibli par les factions, défendu par des troupes mercenaires, divisé par des sectes favorables à l'islamisme, en haine de la religion chrétienne, éprouva le premier la force du nouveau peuple. La Chaldée est conquise, la Syrie envahie, et la défaite d'Héraclius livre Damas aux vainqueurs (632-634).

Partout les disciples de Moïse et de Jésus furent sommés en ces termes d'admettre la révélation plus parfaite de Mahomet : « Santé et prospérité à chacun de ceux qui suivent le « droit chemin et croient en Dieu et en son prophète. Nous « vous demandons de proclamer qu'il n'y a qu'un seul Dieu « et que Mahomet est son prophète; quand vous aurez « rendu ce témoignage, votre vie, vos biens et vos enfants « nous seront sacrés. Sinon consentez à payer tribut et « soumettez-vous sans tarder; autrement je ferai marcher « contre vous des hommes qui aiment la mort plus que « vous n'aimez la vie et la viande de porc, et je ne vous « laisserai de repos que je n'aie, avec l'aide de Dieu, « écrasé vos défenseurs et réduit vos enfants en esclavage [2]. »

[1] Barthélemy Saint-Hilaire, *Mahomet*.
[2] Gibbon, *Histoire de la décadence de l'empire romain*.

Partout les hérétiques chrétiens, « dès la première som-
« mation, accueillirent les musulmans en libérateurs,
« s'empressèrent d'embrasser la religion nouvelle et
« d'étouffer leurs discordes dans une commune apos-
« tasie [1]. »

Trois ans après, 637, Omar, deuxième Khalife, prend le titre d'*Émir-al-Moumenin* (commandeur des croyants), s'empare de Jérusalem et conquiert l'Égypte. L'acte qui consacra la soumission de Jérusalem servit de modèle à tous les traités des musulmans avec les peuples qui voulurent conserver leur religion, moyennant un tribut. Les chrétiens durent payer un impôt annuel ; le port des armes, l'usage du cheval leur furent interdits ; il leur fut défendu de quitter leur costume, de mettre des croix sur les églises, de sonner les cloches, de bâtir de nouveaux temples, ils durent se borner à l'entretien et à la réparation des anciens et les musulmans, les passants, les voyageurs eurent le droit d'y entrer à toute heure de jour et de nuit. Défense aux chrétiens de parler ouvertement de leur religion, d'empêcher leurs parents de se faire musulmans. Leur témoignage ne fut pas recevable en justice.

Ces conditions ne furent même pas observées, et les *raias* devinrent le jouet et la proie du vainqueur; sous la domination ottomane on descendit même, pour gagner des adeptes à la doctrine du prophète, à des subterfuges indignes d'un grand peuple. Un fetwa du mufti Behhdje, Abd ullah Effendi, dit en effet : « Si un sujet tributaire et sa
« femme chrétienne enseignent les préceptes infidèles de
« leur culte à leur fils qui aurait embrassé la foi mahomé-
« tane à l'âge de *neuf ans*, le magistrat serait-il en droit de
« leur enlever cet enfant et de le confier à un homme ver-
« tueux capable de l'élever dans les principes de l'isla-
« misme ? *Oui*.

« Si un sujet tributaire embrasse la foi musulmane, ses
« enfants encore mineurs et ceux qui, quoique majeurs,
« seraient dans un état d'imbécillité, et les enfants mineurs

[1] Lavallée, *Histoire de Turquie*.

« de ces derniers seraient-ils également réputés musul-
« mans ? *Oui.*

« Et si parmi ces enfants mineurs, une fille parvenue à
« majorité se déclare chrétienne, et épouse un chrétien, à
« quoi doit-elle être condamnée?

« *A être emprisonnée et vivement sollicitée jusqu'à ce*
« *qu'elle se détermine à professer la foi musulmane.* Et
« si de son mariage, il naît un enfant, cet enfant est-il
« réputé musulman ? *Oui.*

« Si un sujet tributaire embrasse l'islamisme pendant
« son ivresse, son islamisme est-il recevable ? *Oui.*

Le troisième khalife, Othman, conquiert la Perse ; avec le dernier des Sassanides disparaît la religion des mages (641). Ali, le quatrième khalife, commence la conquête de l'Afrique et meurt assassiné au moment où il marchait contre le rebelle Moahviah, le fils d'Abou-Soffyan (661). L'islamisme se divisa alors en deux grandes sectes dont le temps n'a pas éteint la haine : les *Schiites* et les *Sunnites*. Les premiers regardent les trois premiers khalifes comme des usurpateurs et Ali comme le vrai vicaire du prophète ; pour eux, le Koran, au lieu d'avoir été révélé, a été créé et par conséquent est perfectible ; enfin ils n'admettent pas la prédestination. Pour les sunnites, la sainteté a réglé l'ordre de la succession et Ali est inférieur à ses prédécesseurs.

Pendant cette période du *khalifat parfait*, le courage indomptable des musulmans et leur vertu guerrière avaient étendu au loin leur domination ; la Mésopotamie, la Cilicie, la plus grande partie de l'Asie-Mineure s'étaient ajoutées à leur empire, et, dès 654, ils venaient mettre le siège devant Constantinople, dont le prophète leur avait promis la possession.

Moahviah prit le titre de khalife et mettant fin au régime électif, rendit le khalifat héréditaire dans sa famille : il fut la tige de la dynastie des Ommiades. Ceux-ci s'appuyèrent surtout sur les Syriens et prirent Damas pour capitale ; l'élément arabe se trouva relégué au second plan et les musulmans commencèrent à mépriser les principes

trop sévères du Koran et à adopter les mœurs corrompues des vaincus. Mais la conquête poursuit sa marche et la victoire vole avec les musulmans de pays en pays : l'Afrique septentrionale est soumise ; l'empire d'Orient morcelé sur toutes ses frontières ; le Khouaresme, la Boukkharie, le Sind se convertissent à l'islamisme ; enfin l'Europe est envahie. Le dernier roi wisigoth d'Espagne, Roderigue, est battu et tué sur les bords du Guadalète, et la domination arabe s'étend jusqu'aux Pyrénées et aux monts Cantabres où se sont réfugiés les derniers défenseurs de l'indépendance et de la foi chrétienne, Pélasge et ses compagnons.

Maîtres de l'Espagne, les musulmans voulaient pénétrer dans la Gaule pour aller à Rome et de là à Constantinople. L'empire de Byzance pris à revers ne pouvait opposer de résistance.

Le duc d'Aquitaine, Eudes, essaya vainement de disputer le passage; malgré trois victoires successives, il fut écrasé sous le nombre et le torrent dévastateur inonda tout le midi de la Gaule. Là les musulmans se heurtèrent à un peuple qu'ils allaient, pendant tout le moyen âge, rencontrer sur tous les champs de bataille et qui devait leur arracher leurs plus belles conquêtes ; c'étaient les Francs. Seuls de tous les barbares qui avaient envahi l'empire romain, ils avaient embrassé le catholicisme, se proclamant les fils aînés de l'Église, et avaient gardé leur organisation guerrière et leur force conquérante au milieu des ruines de la civilisation gallo-romaine.

Appelé par le duc d'Aquitaine, Karl marcha avec ses Austrasiens contre les envahisseurs. Le sort du monde allait se décider; la victoire des musulmans était l'anéantissement des germes de liberté, de rénovation morale et sociale déposés et fécondés par le christianisme. Le choc eut lieu près de Poitiers : les innombrables cavaliers arabes ne purent faire plier les lourds escadrons du Nord et leurs légers cimeterres se brisèrent contre les pesantes framées des Francs. Découragés par la mort de leur général, épouvantés de la grandeur de leurs pertes, les musulmans profitèrent de la nuit pour décamper et battre préci-

pitamment en retraite. L'invasion asiatique écrasée par le *marteau* des Francs était pour jamais arrêtée. Les vainqueurs ne tardèrent pas à prendre le rôle d'assaillants : la Septimanie et la Provence sont nettoyées des musulmans ; Charlemagne franchit les Pyrénées, passe l'Èbre, refoulant partout les mahométans, et à l'ombre de sa puissante épée, les petites principautés chrétiennes des Pyrénées se consolident et préparent leurs forces pour la grande lutte de la revendication de l'indépendance nationale. C'est un prince français, Henri de Bourgogne, qui arrache aux Maures d'Espagne les pays qui deviendront le royaume de Portugal ; ce sont les auxiliaires français qui décident la victoire de Las Navas de Tolosa qui consacra la décadence des Maures et à la suite de laquelle leur expulsion ne fut plus qu'une question de temps. Ce sont encore des chevaliers français, les fils d'un gentilhomme normand qui chassent les Sarrasins de la Pouille, de la Calabre et de la Sicile ; c'est enfin la France qui est l'âme et le bras des croisades à ce point que l'historien de cette époque a pu, et l'histoire a confirmé ce jugement, lui donner ce titre : *Gesta Dei per Francos.*

Démembrement de l'empire musulman. Les Turcs : les Seldjoukcides.

Cependant les divisions intestines avaient porté leu fruits : en 752, l'unité religieuse et politique de l'Islamisme se rompit. Les Ommiades sont dépouillés du khalifat par les Abassides, descendants de l'oncle du prophète, mais un rejeton de la race déchue, échappé au massacr de sa famille, soulève l'Espagne et fonde à Cordoue un khalifat indépendant.

Avec les Abassides, la domination passe aux peuples du Khorassan et de la Chaldée ; le siège de l'empire est transféré à Bagdad, où il restera cinq cents ans ; le Koran dédaigné et oublié sous les Ommiades est remis en honneur et déclaré divin, immuable ; la ferveur religieuse devenait

plus profonde que jamais; les khalifes deviennent des souverains autocrates qu'on est prêt à adorer; enfin commence la grande ère de la civilisation arabe. Haroun-Al-Raschid, qui avait besoin de l'alliance de Charlemagne contre les musulmans schismatiques d'Espagne, entretint des relations d'amitié avec le César d'Occident. Il lui envoya les clefs du Saint-Sépulcre comme pour témoigner qu'il renonçait à la souveraineté des lieux consacrés par la mort du Christ. Le fils et le second successeur d'Haroun, le khalife El-Mamoun, l'Auguste des Arabes, fait la guerre à l'empereur de Constantinople pour se faire céder des savants et n'accorde la paix qu'en échange des manuscrits qu'il convoite. L'école scientifique de Bagdad est fondée par ses soins (815) et devient le centre des hautes études; c'est là que tout ce que la Grèce avait produit de beau fut traduit en arabe.

Mais avec les Abassides, l'islamisme cesse d'être conquérant, et, en même temps, l'empire se démembre jusqu'à ce que des peuples nouveaux, convertis à sa doctrine, lui rendent son esprit guerrier et envahisseur. Dans le courant du neuvième siècle se fondent les dynasties des Madratites dans la Mauritanie ; des Aglabites, dans la Lybie ; des Samanides, dans la Transoxiane ; des Tahendes et des Soffarides dans le Khorassan. Au milieu du dixième siècle, la Perse, l'Arménie, se déclarent indépendantes ; les descendants d'Ali, après de nombreuses et toujours malheureuses tentatives pour ressaisir le sceptre, conquièrent l'Égypte (968), s'emparent de la Syrie, d'une partie de l'Arabie, et fondent au Caire un troisième khalifat.

Le khalife de Bagdad n'a plus de puissance que dans la Mésopotamie et l'Arabie. C'est à ce moment qu'apparaît sur la scène politique le peuple qui devait recueillir l'héritage des Abassides : les Turcs.

La vaste contrée comprise entre la mer Caspienne, les monts Ourals, les monts Altaï, les monts Khataï et l'Himalaya, dont une partie porte encore aujourd'hui le nom de Turkestan, embrasse tous les pays occupés par les Tartares, la Boukharie, la Mongolie, le Thibet. C'est de ce

pays, *officina gentium*, que sont sorties les hordes barbares qui, aux premiers siècles, ont envahi l'Occident; c'est de là que vinrent les Turcs, les Tartares Mongols, les Khirghiz, les Kalmoucks. Quelques savants pensent que le nom de Turcs a été, à une certaine époque, le nom générique de toutes ces tribus de même origine. Les Ottomans, auxquels on l'applique aujourd'hui, le regardent comme une injure, car il est devenu chez eux synonyme de barbare. D'après la légende, Oghuz, père des Turcs, eut six fils. Il les envoya un jour à la chasse pour interroger le sort sur leur avenir: ils rapportèrent un arc et trois flèches qu'ils avaient trouvés. Les trois aînés reçurent l'arc en partage, et les trois cadets, les flèches; ceux-ci en prirent chacun une, tandis que les premiers, pour mettre fin aux contestations auxquelles la possession de l'arc donnait naissance, le rompirent en trois morceaux. Oghuz appela les aînés *Bosuk*, destructeurs, et les plus jeunes *Utschok*, trois flèches; les premiers commandèrent l'aile droite de son armée et se dirigèrent vers l'Occident; les autres, chefs de l'aile gauche, furent les Turcs orientaux. Chacun des fils d'Oghuz eut quatre fils qui devinrent les chefs des vingt-quatre tribus turques. Les Turcs orientaux (Oighours) se répandirent dans les steppes de la Tartarie où ils sont encore établis. Subjugués par Djengis-Khan, ils prirent, au moyen âge, le nom d'*Usbeeks* en mémoire d'un chef de la famille du conquérant mongol; mais Usbeeks ou Oighous, ils furent toujours les alliés fidèles de leurs frères d'Occident contre les Persans.

Les Turcs occidentaux occupèrent la région du Turkestan, avoisinant la Perse et la mer Caspienne, et se partagèrent en trois tribus: les Oghouzes, les Seldjoukcides et les Gaznévides; ces tribus embrassèrent l'islamisme et jouèrent successivement un rôle important dans l'histoire des États musulmans. Le khalife Motassem, troisième fils d'Haroun-Al-Raschid, acheta dans le Turkestan une grande quantité d'esclaves dont il composa une garde d'élite: ce furent les premiers Turcs introduits dans l'empire musulman. Sous les successeurs dégénérés du khalife, cette milice devint

l'arbitre de qui dépendaient les destinées du trône: de 862 à 870, elle fit et défit successivement quatre khalifes; en 879, un chef turc, Ahmed, fils de Tholon, se rendit indépendant en Egypte et trois de ses descendants régnèrent après lui, jusqu'à la conquête des Fathimites (879-968).

Au dixième siècle, un Khalife imbécile, Rhadi, créa, pour son ministre, la charge d'*Émir-ul-oumera* (prince des princes), charge qui conférait le droit de commander aux troupes, d'administrer les finances, de faire la paix ou la guerre ; en un mot, c'était la souveraineté, moins le nom. A dater de cette époque, les chefs turcs furent de véritables maires du palais, qui gouvernèrent sous le nom des khalifes fainéants. Mais leur tyrannie devint si insupportable que Bagdad se révolta et appela à son secours les Boujides de Perse : les Turcs furent chassés ; la dignité d'Émir-ul-oumera passa à leurs vainqueurs qui la gardèrent pendant un siècle. Les khalifes assistèrent à cette lutte, sans y prendre part, ni essayer de recouvrer leur autorité ; du moment qu'ils se résignaient à l'humiliation de subir un maître, peu leur importait la personnalité du maître.

Dans les premières années du siècle suivant, un mouvement d'émigration poussa les tribus turques du Turkestan hors de leur territoire ; les unes s'emparèrent de la Boukkarie, où régnait la dynastie persane des Sassanides ; les autres conquirent la Perse et la Judée et fondèrent l'empire des Gaznévides qui dura de 960 à 1189. Togrul-Beg, petit-fils de Seldjouk, émir du Turkestan, commençait la fortune des Seldjoukcides qui allaient dominer l'Orient : il bat les Gaznévides, les rejette dans l'Inde et soumet la Perse ; les Boujides sont défaits après une lutte de quatre années, et Bagdad ouvre ses portes au vainqueur. Le Khalife, enlevé à la tutelle des Boujides, donne à son nouveau maître le titre de *sultan*. En vain Besariri, le chef des Boujides, appelle-t-il à son aide le khalife Fathimite d'Égypte ; il est battu et tué, et Togrul-Beg règne sous le nom du khalife auquel il ne laisse que de vains honneurs et l'autorité pontificale.

Récemment convertis à l'islamisme, les sultans Seld-

joukcides ont l'ardeur des néophites et ne rêvent que conquêtes.

A Togrul-Beg succède son neveu Alp-Arslan (le lion robuste) qui soumet la Cappadoce, l'Arménie, la Géorgie, pénètre en Phrygie, bat et fait prisonnier l'empereur de Byzance, Romain Diogène. Sous Meleck-Shah, son successeur, l'empire des Seldjoukcides atteint son apogée (1072-1092). Maître du Khorassan, de l'Irak persan, des possessions des khalifes, de la plus grande partie de l'Asie Mineure, de la Syrie et de la Palestine enlevées aux Fathimites, protecteur éclairé des lettres et des arts, le sultan voit son alliance recherchée par tous ses voisins. Mais à sa mort, ses trois fils se disputent son héritage, et le partage de l'empire amène la désorganisation et la décadence. Il se forme les sultanies de Perse, d'Alep ou de Syrie, d'Asie-Mineure, outre une foule de principautés où les émirs et les atabeks s'insurgent contre l'autorité des princes Seldjoukcides.

La sultanie de Syrie se scinde en deux autres : celle d'Alep, celle de Damas ; dans l'Asie-Mineure, David et Kilidje Arslan, neveux de Melek-Schah, et dont le père avait péri (1085) en essayant de se tailler une principauté indépendante, fondent à Iconium le siège de la sultanie de Roum ou d'Iconium ; enfin les Fathimites s'emparent de nouveau de la Palestine.

Les Croisades : Perfidies des Grecs.

C'est à ce moment que la lutte entre l'Orient et l'Occident recommence : mais cette fois l'islamisme est forcé de se tenir sur la défensive, et c'est au cri de « *Dieu le veut!* » que les croisades précipitent les guerriers chrétiens sur les fidèles du prophète.

Les chrétiens de Syrie n'avaient pas considéré la donation d'Haroun au grand empereur des Francs comme une vaine formule de politesse; ils s'habituèrent à voir dans les rois francs leurs protecteurs naturels ; c'est à eux qu'ils

adressèrent leurs plaintes ; c'est leurs secours qu'ils invoquèrent pour relever leurs églises et protéger les pèlerinages. Quand la Syrie tomba au pouvoir des khalifes du Caire, la donation d'Haroun et les traités conclus avec Charlemagne furent anéantis et l'oppression dépassa toute mesure ; mais les plaintes des chrétiens ne furent entendues de l'Europe que vers le dixième siècle.

A cette époque, la papauté, jusqu'alors asservie aux empereurs, reprenait son indépendance et jetait les fondements de sa domination universelle ; la foi religieuse poussait les fidèles à accomplir le pèlerinage de Terre-Sainte, pour le rachat de leurs péchés.

Ces pèlerinages ne se bornèrent pas à des actes isolés, bientôt des troupes entières partirent pour la Palestine : en 1064, les pèlerins étaient au nombre de sept mille, sous la direction de Sigefroy, archevêque de Mayence, et plusieurs chevaliers de France et d'Allemagne les escortaient avec leurs hommes d'armes, pour les protéger. C'est qu'en effet ce voyage n'était pas sans danger : Bulgares féroces et barbares; Grecs dégénérés, voleurs et rapaces ; Sarrasins avides et fanatiques, rançonnaient et maltraitaient, à l'envi, les pèlerins. Des combats sanglants eurent lieu, où les chrétiens furent écrasés par le nombre ; les caravanes étaient arrêtées et dépouillées à chaque instant et bien peu de leurs membres retournaient en Europe.

Ces malheureux allaient de chaumière en chaumière, de château en château, de ville en ville, colportant le récit de leurs misères et de leurs souffrances. Leur aspect inspirait la pitié, leurs paroles allumaient la colère et bientôt les esprits passant de l'exaspération au désir de la vengeance, un formidable cri appela aux armes toutes les nations occidentales.

Déjà en 1002 le pape Sylvestre II invitait tous les princes chrétiens à lever l'étendard contre les Sarrasins ; quand les Turcs parurent sous les murs de Constantinople, Grégoire VII appela les chrétiens à la guerre sainte (1075) et écrivit aux rois d'Europe : « Les chrétiens d'outre-mer « ont envoyé vers moi pour implorer mon secours, afin que

« la religion de l'Évangile ne soit pas, à Dieu ne plaise !
« complètement anéantie dans leur pays. Ma douleur est
« telle que je suis allé jusqu'à désirer la mort, car j'aime-
« rais mieux mourir que de les abandonner ; aussi j'ad-
« jure tous les chrétiens de défendre la foi du Christ et de
« sacrifier leur vie pour leurs frères. L'inspiration divine
« a porté les Français et les Italiens à suivre mes conseils.
« Déjà plus de cinquante mille sont prêts à prendre les
« armes à condition que je marcherai à leur tête dans
« cette expédition. »

Mais le grand pontife ne devait pas avoir la gloire et l'honneur de commencer et de conduire les croisades. Quand l'idée de la guerre sainte fut entrée dans tous les esprits, quand tout le monde fut convaincu que c'était un devoir d'aller combattre en Orient, il suffit de la voix d'un simple ermite pour déchaîner l'ouragan de fer sur l'Asie.

Les croisades, guerres religieuses pour les masses, furent, pour les princes et les hauts barons, des guerres non moins politiques ; ils comprenaient que pour mettre l'Occident à l'abri des invasions musulmanes, il fallait conquérir une partie de l'Orient. Urbain II s'écriait dans le concile de Clermont, en s'adressant aux chevaliers français :

« Nation d'au delà des monts, aimée et chérie de Dieu,
« comme l'attestent vos hauts faits, nation distinguée
« entre toutes les nations par votre foi et l'honneur dont
« vous environnez l'Église, que vos âmes tressaillent au
« souvenir de vos ancêtres ! Les Sarrasins ont jadis envahi
« votre terre et la loi de Mahomet eût été la loi de l'Eu-
« rope sans la valeur de vos pères. Souvenez-vous de leurs
« dangers et de leur gloire ; ils ont sauvé l'Occident de l'es-
« clavage, vous aussi vous sauverez l'Europe et l'Asie. »

Ces guerres « eurent tous les résultats politiques qu'on
« pouvait humainement en attendre. Elles portèrent un
« coup si décisif à l'invasion mahométane, qu'il fallut
« ensuite à celle-ci trois siècles et demi de combats pour
« revenir sous les murs de Byzance, d'où les premiers
« croisés l'avaient chassée, et, lorsque cette ville fut prise,
« la civilisation chrétienne, grâce à ces trois siècles et

« demi de combats, était si fortement assise, si invincible-
« ment consolidée, que l'islamisme ne put aller plus loin
« et qu'il est resté isolé dans le coin de terre européenne
« qu'il avait conquis [1]. »

Les États chrétiens fondés en Palestine par les croisés victorieux, le royaume de Jérusalem, la principauté d'Antioche, les comtés d'Edesse, de Tripoli, etc., n'eurent qu'une durée éphémère ; entre toutes les causes qui amenèrent leur ruine, il faut mettre en première ligne les perfidies et les trahisons du peuple qui était pourtant le plus intéressé à leur conservation : j'ai cité les Grecs du Bas-Empire.

Alexis Comnène n'avait cessé d'implorer le secours des guerriers de l'Occident ; aux considérations politiques et religieuses, il avait, dans sa lettre au comte de Flandre joint d'autres arguments qu'il croyait plus capables d'influencer la détermination des chevaliers latins. « Ces con-
« trées sont remplies de richesses ; des ruisseaux d'or y
« coulent ; il vous sera permis d'y puiser. Les femmes
« grecques, les plus belles de l'univers, peuvent devenir
« un digne prix de vos exploits. »

Les nations latines ne connaissaient pas jusqu'à quel point les Grecs poussaient la dissimulation, le mensonge et la perfidie : elles l'apprirent à leurs dépens. L'armée du centre composée des Français et des Normands d'Italie ne s'ouvrit un passage dans l'Épire et la Macédoine que par la force des armes ; mais quand Alexis vit cette redoutable chevalerie, campée sous les murs de sa capitale, il s'empressa de faire parade d'amitié et de reconnaissance : les chefs furent comblés de présents et se laissèrent tromper par les fallacieuses protestations du traître monarque. En vain Bohémond, fils du conquérant de Naples, essaya de les éclairer sur la valeur morale et politique des Grecs, en vain proposa-t-il à Godefroy de Bouillon de se saisir de Constantinople et de s'y établir solidement ; le pieux Lorrain ne comprit pas la pensée politique de cet acte dont

[1] Lavallée, *Histoire de Turquie.*

on ne saurait calculer les conséquences, il refusa, disant qu'il ne s'était armé que pour délivrer le tombeau du Christ. Trompés, éblouis ou séduits par les serments, les flatteries et les largesses d'Alexis Comnène, les chefs croisés consentirent à lui prêter hommage et s'engagèrent à lui remettre les villes qui avaient appartenu à l'Empire. Mais au lieu de fournir aux croisés les secours promis, les Grecs égarèrent leurs alliés, dans les déserts et les défilés des montagnes où les Turcs prévenus les attendaient. Les croisés triomphèrent de tout : le sultan de Roum, Kilidje Arslan fut vaincu à Nicée ; les sultans d'Alep et de Damas écrasés à Antioche, la ville capitula, enfin Jérusalem et la Palestine tombèrent en leur pouvoir. Profitant de l'ébranlement causé par l'invasion chrétienne, Emad-deddin-Zengui, atabek de l'Irak persan, s'empara de Mossoul et de Damas (1122) ; attaqué par les chrétiens, il les battit et emporta Édesse d'assaut. Une seconde croisade conduite par Louis VII, roi de France, et Conrad, empereur d'Allemagne, échoua grâce aux infamies des Grecs. Le sens moral était tellement perverti chez cette nation dégradée qu'un histori en grec glorifie ces trahisons. « Il n'y « eut méchanceté que l'empereur ne fit ou n'ordonnât « de faire aux croisés pour servir d'exemple à ceux qui « viendraient après. »

L'anéantissement de l'armée croisée permit à Nourreddin, fils de Zengui, de réunir sous son sceptre toutes les principautés musulmanes de la Syrie, sans être inquiété, et de conquérir l'Égypte, où les khalifes Fathimites n'exerçaient plus qu'une ombre de suzeraineté, sous la tutelle de leurs vézirs (1164-1169).

A la mort du khalife, Sala-Eddin, gouverneur de l'Égypte, ne lui donna pas de successeur et administra le pays au nom du khalife de Bagdad et du sultan de Syrie (1171). Nourreddin commençait à voir d'un œil jaloux la puissance de son lieutenant quand sa mort prévint la lutte qui allait immanquablement éclater : aussitôt Sala-Eddin prend le titre de sultan d'Égypte et fonde la dynastie des Ayoubites. Les fils de Nourreddin et les princes chrétiens

sont battus et la Syrie tombe au pouvoir du sultan d'Égypte; la bataille de Tibériade amène la ruine du royaume de Jérusalem et la prise de la ville sainte (3 juillet 1187): les chrétiens ne possèdent plus que Tripoli, Tyr et Antioche.

Ces désastres amènent la troisième croisade, sous les ordres de Philippe-Auguste et de Richard Cœur-de-Lion; mais les croisés trouvent encore les embûches des Grecs sur leur chemin : une armée allemande, commandée par l'empereur Frédéric Barberousse, périt en Asie-Mineure victime de leur perfidie.

Auparavant les Latins établis à Constantinople avaient été massacrés par une populace avinée, conduite par des prêtres; les femmes, les enfants avaient été victimes de la rage de ces misérables, et les malheureux échappés au carnage, au nombre de quatre mille, vendus comme esclaves aux Turcs (1182).

Le siège de Ptolémaïs arrêta les croisés et après des combats sans nombre où des deux partis on rivalisa de bravoure et de chevalerie, un traité intervint, qui laissa aux chrétiens toutes les villes du littoral, et un chemin libre pour aller en pèlerinage à Jérusalem (1192). L'année suivante, Sala-Eddin mourait et son empire était partagé entre ses fils et son frère Malek-Adhel-Seïpheddin, si célèbre dans nos romans de chevalerie.

Invasion des Mongols : destruction du khalifat de Bagdad (1258).

L'empire de Mahomet se mourait de plus en plus. La sultanie d'Iconium n'existait plus que de nom; elle était partagée en une foule de petites principautés indépendantes et rivales les unes des autres. Les Khouarismiens avaient renouvelé dans le Turkestan, le Khorassan et l'Irak persan, la domination des Gaznévides. Malek-Adhel, vainqueur de ses neveux, réunit sous son sceptre tous les États de Sala-Eddin, mais il ne put empêcher ses fils de

partager de nouveau l'empire. Malek-Khamel lui succéda dans la sultanie du Caire et repoussa la cinquième croisade, commandée par des barons français et allemands (1221). Sous son successeur, Malek-Sahel, les Khouarismiens vaincus et refoulés par les Mongols, envahirent la Syrie, s'emparèrent de Jérusalem et massacrèrent tous les habitants, sans distinction de religion (1244). A l'aspect des féroces envahisseurs, musulmans et chrétiens s'unirent dans une pensée commune de défense ; le sultan de Damas et les princes chrétiens marchèrent ensemble contre les Khouarismiens ; mais ceux-ci, soutenus par le sultan du Caire, remportèrent une victoire complète. Les deux alliés ne tardèrent pas à se brouiller : les Khouarismiens furent détruits dans deux batailles et la Syrie fut de nouveau inféodée à la sultanie du Caire.

La croisade de saint Louis, en Égypte, ne retarda que de quelques années la chute des colonies chrétiennes de la Palestine, mais elle amena en Égypte une révolution dont les conséquences se sont fait sentir jusqu'au dix-neuvième siècle. Le sultan Nedj-Eddin s'était formé un corps de cavalerie d'élite, avec des esclaves achetés tout jeunes en Géorgie et en Circassie.

Les *mamelucks*, comme toutes les gardes prétoriennes, se rendirent bientôt redoutables à leurs maîtres qui durent compter avec elle. Nedj-Eddin était mort après la bataille de Mansourah ; son successeur mécontenta les mamelucks par le traité conclu avec les croisés : une révolte éclata ; le dernier Ayoubite, réfugié dans une tour sur les bords du Nil, périt dans les flammes, et le chef des rebelles, Bibars, s'empara du pouvoir (1268). La domination des mamelucks devait durer jusqu'au commencement de ce siècle.

Un ennemi plus terrible que les croisés allait fondre sur les États musulmans et les bouleverser de fond en comble : les Mongols, descendus dans l'arène avec Djenghis-Khan, continuaient leurs conquêtes, incendiant les villes, massacrant les populations entières et ruinant tout sur leur passage. On pouvait leur appliquer le mot de l'histo-

rien latin : « *Ubi solitudinem faciunt pacem appellant.* » Païens et idolâtres, ces terribles destructeurs de nations, paraissaient surtout acharnés contre les peuples musulmans ; l'imprudence du khalife de Bagdad attira sur lui la colère et les armes du Khan des Mongols, Mangou.

Parmi les nombreuses sectes écloses du sein de l'islamisme, la plus redoutable, sinon la plus célèbre, était celle des Bathéniens ou Assassins[1] qui, pendant deux siècles, terrorisa les princes chrétiens et musulmans. Son prophète, Hassan, s'était donné la mission de redresser les torts et de punir les crimes, en envoyant ses fidèles assassiner celui qu'il avait condamné.

Le *vieux de la montagne*, Schéïkh-al-Djebel, résidait dans les montagnes de l'Irak persan et ses sectateurs, répandus dans toute l'Asie occidentale, obéissaient aveuglément à ses ordres. Mangou entreprit la destruction de cette horde de bandits; traqués de tous côtés, ils furent égorgés sans pitié et leur dernier chef fut forcé de se rendre prisonnier.

Le Khan des Mongols avait réclamé, pour cette expédition, qui intéressait la sécurité de tous les princes, l'aide du khalife de Bagdad ; sur son refus, il envoya son frère Houlagou, faire le siège de la ville : emportée d'assaut, elle fut livrée au pillage et le khalife Motâssem, le dernier des Abassides, fut mis à mort avec toute sa famille (1258). L'Asie-Mineure épouvantée se soumit, et les Seldjoukcides d'Iconium ne conservèrent qu'un vain titre sous la domination des Mongols.

Après Mangou-Khan, l'immense empire des Mongols se divisa : la Chine eut une dynastie particulière, pendant que la Perse et l'Asie occidentale formaient un autre empire.

Ce dernier État n'eut qu'une faible durée et tous les

[1] Le vrai nom est *haschichis*, buveurs de haschich, boisson enivrante à base d'opium. Dans l'ivresse et les rêves causés par cette liqueur, les Bathéniens croyaient assister à toutes les joies du paradis. Ils exécutaient aveuglément les ordres, quels qu'ils fussent, de leur chef, pour retrouver à jamais les voluptés qu'ils avaient entrevues.

soins des souverains tartares se concentrèrent bientôt dans la Perse; aussitôt, dans les provinces éloignées du centre de leur domination, les gouverneurs se révoltèrent; au nom des sultans de Roum, d'anciens émirs musulmans essayèrent de former des États réguliers.

Les sultans d'Iconium s'efforcèrent en vain de restaurer leur autorité, ils usèrent dans des luttes continuelles, contre cette foule de petits princes, le peu de force et de puissance que leur laissaient les invasions périodiques des Mongols. A la faveur de cette anarchie naquit la puissance des Ottomans.

LIVRE II

LA CONQUÊTE

CHAPITRE V

COMMENCEMENTS DE L'EMPIRE OTTOMAN.

Suleyman-Schah; Erthogrul; Osman (1281). — Orkhan (1326) et Ala-Eddin : création des janissaires, organisation de l'armée. — Dernières années d'Osman; les Turcs en Europe. — Murad Ier (1360). — Situation de la péninsule balhanique.

Suleyman-Schah; Erthogrul; Osman (1281).

Au moment où Djenghis-Khan renversait l'empire des Khouarismiens, Suleyman-Schah, fils de Kaïalp, chef d'une tribu de Tartares Oghouzes du Turkestan, quitta le Khorassan avec cinquante mille des siens et vint s'établir en Arménie, 1224, sur les bords de l'Euphrate, dans le riche canton d'Erzenjian et d'Akhlat. Quelques années plus tard, prise de la nostalgie du pays natal, la horde en reprit le chemin et son chef se noya au passage de l'Euphrate (1231). On montre encore son tombeau sur la rive du fleuve : *Turko-Mezari*, la tombe du Turc.

La mort de l'émir amena la dispersion de sa tribu. La plus grande partie, sous les ordres de ses deux fils aînés, rentra

dans le Khorassan ; la minorité composée, de quatre cents familles, suivit ses deux autres fils Dundar et Erthogrul.

Le clan erra quelque temps dans la vallée du Haut-Araxe et la plaine d'Erzeroum ; bientôt il s'avança plus à l'occident à la recherche de terres plus fertiles. Dans cette marche, Erthogrul rencontra dans une plaine deux armées aux prises ; sa générosité naturelle le porta à secourir le plus faible et sa valeur décida la victoire. Celui qu'il venait de sauver était le sultan Sedljoukcide, Ala-Eddin, qui, en reconnaissance, assigna au chef nomade un apanage féodal, composé des hautes terres de Koradja-Dagh, de Toumanidsch et d'Ermeni, à l'est du mont Olympe, et la plaine de Saegund, sur le Sangarius. De nouveaux ex-exploits d'Erthogrul lui valurent une augmentation de territoire. Le district de Bosoeni,non loin d'Yeni-Schehir, lui fut donné et Ala-Eddin en l'honneur de ses braves auxiliaires qui avaient toujours formé son avant-garde, l'appela Sultan-Oeni (front du sultan).

Les légendes ne manquent pas sur l'origine de la puissance turque. Les annales ottomanes racontent qu'Osman, fils d'Erthogrul, eut un jour un songe qui lui révéla les futures destinées de sa race. Il sollicitait, en vain, la main de la belle Malkhatoum, fille du pieux et savants cheïkh Eddebali. Une nuit qu'il se reposait sous le toit hospitalier du scheïk, « il lui sembla voir s'élever du sein de Malkhatoum le croissant de la lune, qui bientôt, se courbant, vint se perdre dans sa poitrine ; puis de ses reins naissait un arbre immense qui croissant de force et de beauté, couvrait de son ombrage les terres et le mers, et abritait des montagnes comme le Caucase et l'Atlas, le Taurus et l'Hémus ; du milieu de ses racines sortaient le Nil, l'Euphrate, le Tigre et l'Ister, qui, chargés de vaisseaux, arrosaient de riches campagnes et traversaient des villes florissantes. Alors un vent violent s'éleva, et les feuilles de cet arbre, semblables à des lames de sabre, se tournèrent vers les villes et principalement vers la cité de Constantin, qui, placée à la jonction de deux mers, comme un diamant enchâssé entre deux émeraudes, formait la pierre la plus bril-

lante d'un anneau qui donnait la domination du monde[1]. »

Le récit de ce songe merveilleux triompha des scrupules du scheïkh Eddebaly et Malkhatoum fut la mère d'Orkhan.

L'aîné des trois fils d'Erthogrul, Osman, remplaça son père dans la faveur du sultan d'Iconium (1281). Les Grecs possédaient encore dans la contrée plusieurs châteaux dont les chefs, véritables seigneurs féodaux indépendants, étaient les ennemis ou les alliés des musulmans[2].

Avec l'aide des seigneurs de Bélokoma et de son fidèle ami, Michel Kieuse, seigneur de Chermenkia, Osman s'empara de Kara-Hissar, forteresse importante sur le Sakaria (1288). En récompense de ses exploits, Ala-Eddin lui donna tous les territoires dont il venait de faire la conquête; le titre de bey avec les insignes; le droit de battre monnaie et celui de faire proclamer son nom dans les prières publiques du vendredi.

Ces faveurs ne firent qu'accroître la haine secrète que les émirs portaient au favori du sultan. Les seigneurs grecs, inquiets de l'ambition du nouveau bey, s'abouchèrent avec les émirs et un vaste complot se forma contre le *parvenu*. Le seigneur de Belokoma se chargea de faire tomber Osman dans le piège : il l'invita aux fêtes de son mariage. C'était le moment où les conjurés devaient se défaire de leur ennemi.

Prévenu par Michel Kieuse, Osman feint la sécurité la plus complète : pour mieux tromper ses ennemis, il prie son infidèle allié de lui garder ses trésors dans son château de Biledjick. L'offre est acceptée avec joie; mais avec les trésors s'introduisent dans le château, sous les habits de vieilles femmes, quarante des guerriers les plus dévoués d'Osman, qui surprennent la garnison et s'emparent de la place. Le traître est tué et sa fiancée, la belle Niloufer (fleur de lotus), sera l'épouse du fils d'Osman. Les seigneurs d'Iazhissar et d'Ainœgel, les chefs du complot,

[1] Hammer. *Histoire de l'empire ottoman.*

[2] Sur la féodalité grecque des derniers temps du Bas-Empire, voir la chronique de Digénis Akritas.

sont battus et leurs châteaux emportés d'assaut. La conquête de ce dernier fort était précieuse, car il commandait le défilé d'Erméni qui donne accès dans la riche plaine de Brousse. Une nouvelle invasion des Mongols mit fin à l'empire Seldjoukcide (1300). Abandonné par ses émirs révoltés, Ala-Eddin III, le dernier sultan de Roum, se réfugia auprès de l'empereur grec, Michel Paléologue, qui le fit mourir dans les fers.

Le trône était vacant, Osman jugea le moment opportun pour s'y asseoir. Sa réputation militaire lui assurait le concours des soldats, ses richesses gagnèrent les autres. La foule, éprise du merveilleux, fut fascinée par les prédictions et les prodiges qu'une adroite politique sut faire valoir.

Osman ne recueillit pas seul l'héritage des Seldjoukcides : sur les débris de la sultanie d'Iconium s'élevèrent de nombreuses principautés indépendantes. Ainsi prirent naissance les États de *Karaman*, en Cappadoce et Cilicie, avec Iconium pour capitale ; de *Kermian*, dans la Phrygie : de *Karasi*, dans la Mysie, avec Pergame pour capitale ; de *Sarou-Khan*, dans la Lydie ; d'*Aïdin*, dans l'Ionie ; de *Kastamouni*, dans la Paphlagonie, avec Sinope, Sivas et Amisus (Samsoum) ; de *Hamid*, dans la Pisidie ; de *Mentesche*, dans la Carie et la Lycie ; *Tekieh*, dans la Pamphylie.

Maître de presque toute la Bithynie, d'une partie de la Galatie et de la Phrygie et du haut bassin du Sangarius, Osman ne fut pas un des moins puissants ; il prit le titre de *Padischahi ali Osmani* (souverain des Ottomans) et établit sa résidence à Yèni-Schehir qu'il fortifia et embellit. De là il surveillait Nicée et Nicomédie dont il convoitait la possession.

Un acte de cruauté ne contribua pas peu à imposer un respectueux silence aux soldats du farouche conquérant. Son oncle Dundar, vieillard de quatre-vingt-dix ans, osa lui faire quelques remontrances sur ses projets de conquête : Osman, pris d'une accès de rage folle, le tua d'un coup de flèche.

Le génie du nouveau souverain étouffait dans les limites trop étroites de son royaume. Il marche sur Nicomédie,

bat à Koyom-Hissar Muzzalo, général des gardes de l'empereur de Byzance, mais il échoue devant Nicée et se voit contraint, en frémissant, à reculer. En 1308 il venge cet échec, arrive aux rivages de la Propontide et saccage les bords du golfe de Moudania. Après quelques années de repos consacrées à l'organisation de ses nouvelles conquêtes, Osman reprend son œuvre d'agrandissement. Il envoie à tous les commandants grecs de l'Asie-Mineure un message leur donnant le choix entre l'islamisme, le tribut de soumission ou la guerre. Son ami, Michel Kieuse, abjure le christianisme et reçoit pour prix de son apostasie de grands honneurs [1]; les seigneurs de Lefké, d'Ak-Hissar se reconnaissent tributaires. Une invasion des Mongols, appelés par les Byzantins, ne peut arrêter les succès du padischah. Orkhan, son fils, secondé par Michel Kieuse, Konour Alp, Abd-er-Rhaman qui partage avec Osman le surnom de *Ghazi* (victorieux), marche à leur rencontre et les taille en pièces, puis court mettre le siège devant Brousse. La place aurait pu se défendre longtemps; mais Andronic Paléologue donna l'ordre de l'évacuer. Le commandant de la place fut trop heureux d'obéir à un ordre si prudent; moyennant 30 000 ducats, il obtint la permission de se retirer avec tous ses biens. Ainsi tomba, sans coup férir, la place la plus forte de l'Asie-Mineure (1326).

Orkhan était dans toute l'ivresse de son triomphe quand il fut appelé par un message pressant au lit de mort de son père.

La mémoire de ce prince est restée en vénération chez les Ottomans; ils admirent toujours ses vertus, son courage indomptable et célèbrent le génie vaste et entreprenant qui jeta les bases solides de leur empire. Austère, simple comme les premiers disciples du prophète, il ne laissait ni or ni pierreries: ses trésors avaient servi à récompenser la valeur et les services de ses compagnons. Toute sa

[1] Ses descendants, sous le nom de Michalogli, occupèrent pendant plusieurs siècles un des premiers rangs de l'empire ottoman.

richesse consistait en un cafetan brodé, un turban, quelques pièces de mousseline rouge, une cuiller et une salière; des chevaux de prix et plusieurs troupeaux de moutons [1].

Orkhan et Ala-Eddin : création des janissaires, organisation de l'armée.

Ala-Eddin, fils aîné d'Osman, était son successeur naturel; mais la passion du jeune prince pour les sciences et son goût pour la solitude décidèrent Osman à déroger à la loi fondamentale, qui, chez les musulmans, régit la succession et à porter atteinte au droit d'aînesse. Il désigna, pour occuper le trône, son second fils, Orkhan. Le nouveau prince se montra digne de cette préférence; il offrit généreusement à Ala-Eddin le partage de l'autorité suprême, mais dans cette lutte de désintéressement, Ala-Eddin ne devait pas se laisser vaincre: il refusa. Bien plus, il ne voulut même pas accepter la moitié des troupeaux laissés par Osman, ne demandant que la permission de se retirer dans un village, sur les bords du Niloufer [2]. « Puisque tu ne veux pas, lui dit son frère, accepter les « chevaux, les bœufs et les brebis que je t'offre, sois pas- « teur de mes peuples, sois vézir. » Touché de cette confiance, Ala-Eddin accepta le poste de premier ministre ; il fut créé vézir (porte-fardeau) et illustra le premier le titre de pacha. Le jeune prince se mit de suite à l'œuvre pour organiser l'empire naissant et le doter d'une administration aussi complète que possible.

La législation musulmane a quatre sources différentes :
1° Le Koran ou la parole de Dieu;
2° La Sunna ou la parole du prophète;
3° Les sentences des quatre grands imans;
4° Les lois dictées par le souverain ;

[1] On a conservé la race de ces moutons aux environs de Brousse. Le sabre à deux pointes et le drapeau, présents d'Ala-Eddin à Osman, sont conservés dans le trésor impérial.

[2] Rivière qui traverse la plaine de Brousse.

Ces dernières sont basées sur le droit du sabre et s'appellent *Ourfi* (législation accessoire); elles ne sont que la paraphrase et l'explication des trois autres parties.

Les premières mesures décrétées par Ala-Eddin furent relatives aux monnaies. Osman n'avait jamais fait frapper de pièces, attendant pour exercer ce droit la mort de son bienfaiteur; trois ans après l'avènement d'Orkhan, le vézir fit frapper des monnaies d'or et d'argent, portant le chiffre du prince (*toughra*) et un verset du Koran.

Il réglementa ensuite le port de l'habillement, par des lois somptuaires, qui ne furent guère observées que sous les règnes d'Orkhan et de son successeur. La plus importante de ses institutions fut la création d'une armée permanente. Un corps de *piade* (fantassins) fut formé, qui reçurent une solde régulière d'un *aktché* (aspre)[1] par jour. Le corps était divisé en fractions de dix, cent, mille hommes. Mais bientôt les prétentions insolentes et l'insubordination de cette soldatesque forcèrent Orkhan à la détruire. On résolut alors de créer une nouvelle milice, qui ne se recrutant pas parmi le peuple, lui fût étrangère et ne pût exciter des séditions et qui n'eût pas, comme les Mamelucks, l'inconvénient de former un État dans l'État.

Khalil-Djendereli donna le conseil de réunir tous les enfants chrétiens dont on pourrait se saisir, de les élever dans la loi du prophète et d'en faire des soldats.

« Ce serait, dit-il, un bienfait que de les ramener à « la vraie religion; car selon les paroles du prophète, tout « homme apporte, en naissant, le germe de l'Islam. Sans « famille, sans lien de parenté, ni entre eux, ni avec le « reste du peuple, ces soldats appartiendraient entière« ment aux princes dont ils tiendraient tout. »

Le conseil fut trouvé bon et les janissaires furent créés.

Le fondateur de l'ordre des derviches Bektachi, le vénérable Scheïkh Hadji-Bektach bénit la troupe : « La milice « que tu viens de créer, dit-il à Orkhan, s'appellera *Yeni-« Tscheri*; elle sera victorieuse dans tous les combats; sa

[1] Petite monnaie d'argent.

« figure sera blanche[1], son bras redoutable, son sabre tran-
« chant, sa flèche acérée. » Chaque janissaire reçut par jour, trois aspres de paye avec un *taïn* (ration) de deux pains, 200 drammes[2] de mouton, 100 de riz, et 30 de beurre.

Les grades des officiers et des sous-officiers empruntèrent leurs dénominations aux emplois de la cuisine. L'agha des janissaires fut appelé *Tchorbadji-bachi* (premier distributeur de soupe[3]) ; après lui venaient : l'*acktchi-bachi* (premier cuisinier), le *sakka-bachi* (premier porteur d'eau). La marmite (*Kazan*) était pour les janissaires ce qu'est le drapeau pour un régiment. Autour du Kazan se tenaient les conseils du corps. La perte de la marmite était la plus forte humiliation et la plus grande honte qui pussent frapper le corps auquel elle appartenait.

Les commencements furent modestes : le corps ne se composa d'abord que de mille hommes; mais chaque année, on enleva mille enfants chrétiens pour l'accroître; puis ce chiffre alla toujours croissant, et l'on arriva jusqu'à en enlever en une seule année, 40 000.

Jusqu'à Mohammed IV, il n'y eut pas d'autre mode de recrutement.

« C'est le plus épouvantable tribut de chair humaine
« qui ait été levé par une religion victorieuse sur une
« religion vaincue. Il donne la mesure de l'abrutissement
« où étaient tombées les populations chrétiennes sous la
« domination tyrannique des conquérants..... Par cet
« étrange mode de recrutement, les Ottomans trouvèrent
« à la fois le moyen d'enlever aux populations chrétien-
« nes leur partie la plus virile, et de doubler leurs trou-
« pes sans mettre les armes aux mains des vaincus[4] ».

[1] Chez les Musulmans, cette locution est une marque d'estime; visage noir est une expression de haine.

[2] Environ 600 grammes.

[3] Le sultan étant considéré comme le père nourricier de ces fidèles serviteurs, ceux à qui il confiait le soin de veiller à leurs besoins trouvaient tout naturel d'être désignés sous des noms culinaires. Encore actuellement, les maires des villages chrétiens sont appelés Tchorbadji.

[4] Lavallée.

Les piades furent rétablis, mais on en forma des soldats de *confins* militaires. On leur distribua les terres enlevées à l'ennemi sur la frontière pour les attacher au sol et les exciter à de nouvelles conquêtes.

Tous les fantassins en dehors de ces deux corps privilégiés, sans solde ni fiefs, formèrent l'infanterie irrégulière : ce furent les *azabs* (libres ou légers).

La cavalerie fut divisée en *sipahis* (cavaliers proprement dits), *silihdars* (gens d'armes), *ouloufedji* (cavalerie soldée), *ghoureba* (cavalerie étrangère), et *mosselliman* (exempts d'impôts) qui furent la cavalerie confinaire. Les quatre premiers corps formaient dans les batailles la garde d'honneur des sultans ; c'était à eux qu'était confié l'étendard sacré.

Les Akindjis ou éclaireurs furent conservés comme cavalerie irrégulière : pendant plusieurs siècles la charge de général des Akindjis fut héréditaire dans la famille de Michel Kieuse, les Michalogli.

Dernières années d'Orkhan ; les Turcs en Europe.

Séduit par la situation de Brousse, Orkhan y avait installé le siège de son gouvernement, pendant que ses lieutenants Aktche-Hodja et Konour-Alp enlevaient aux Grecs les châteaux d'Ermeni-Bazari, d'Aïan-Guëli, de Kanderi et soumettaient la vallée de la Sakaria. La trahison de la fille du gouverneur d'Aïdos, éprise d'une folle passion pour le bel Abd-Er-Rhaman, livra cette place importante aux Ottomans. Nicomédie et Nicée restaient seules, cernées de toutes parts : leur sort n'était pas douteux. Nicomédie capitula devant Orkhan ; Nicée, la seconde ville de l'empire grec, la dernière barrière opposée aux Ottomans en Asie, succomba après un siège de deux ans. La basilique où se tint le concile fameux qui rédigea le symbole de la foi catholique, l'église du Saint-Synode, fut convertie en mosquée ; tous les habitants eurent la vie sauve et furent libres de rester ou d'émigrer en emportant toutes leurs richesses. Clémence bien rare à cette époque et qui honore la mémoire

du héros musulman ! Une université de droit et de théologie ; des écoles publiques, un hospice des pauvres, où l'on distribuait journellement aux indigents un pain, deux plats de viande, un de légumes chauds et quelque argent, s'ouvrirent à Nicée. Le commandement fut confié au fils aîné du sultan, Suleyman-Pacha, qui ne tarda pas à recueillir l'héritage de son oncle, Ala-Eddin. Le nouveau vézir poursuit activement les opérations : Tarekli, Koïnik, Moudournou, Guemlik (Ghios) tombent en son pouvoir.

En montant sur le trône des sultans de la dynastie de Roum, les princes ottomans avaient le dessein arrêté de reconstituer à leur profit l'empire Seldjoukcide ; ils n'attendaient que les occasions favorables, il ne tarda pas à s'en présenter une. La mort d'Adjlar-Bey, prince de Karasi, et les discordes de ses deux fils, fournirent à Orkhan le prétexte d'une intervention. Pergame et toute la Mysie sont annexées à ses États (1336).

A la conquête de Karasi succéda une période de repos de vingt années pendant lesquelles Orkhan s'occupa d'affermir les institutions fondées par Ala-Eddin et se signala par des fondations pieuses. Brousse fut, sous ce rapport, favorisée entre toutes : les riantes vallées de l'Olympe se peuplèrent de derviches, de santons et d'abdals. Là habitaient : Gherlik-Baba, le père des cerfs, ainsi nommé parce qu'il faisait sa monture d'un de ces animaux ; Dogli-Baba, qui ne se nourrissait que de lait caillé ; Abdal-Murad et Abdal-Musa, qui accompagnèrent Orkhan à la prise de Brousse, le premier combattant avec un sabre de bois, le second tenant des charbons ardents sur du coton. Les savants et les poètes ne furent pas moins favorisés. Les mollahs, David de Césarée et Tadscheddin le Kurde, dirigèrent l'École supérieure de Nicée et le Persan Sinan fut comblé de bienfaits. Même quand elle fut déchue du rang de capitale, Brousse continua d'être le centre des savants, des gens de lettres, des solitaires. Dans les mosquées de la ville reposent les six premiers souverains de l'empire, avec leurs femmes, leurs filles et vingt-six princes de leur sang. Leur faisant cortège jusque dans la mort, les plus illustres

vézirs et beylerbeys, près de cinq cents pachas, scheikhs, professeurs, poètes, légi tes, dorment leur dernier sommeil autour des premiers padiscl ahs.

C'est la ville sainte de l'empire ottoman.

C'est au milieu de ce repos qu'il reçut (1345) une ambassade de l'empereur de Byzance, Jean Paléologue, qui venait lui offrir la main de sa fille, et solliciter son appui contre les Serbes. Douschan le fort *le tzar de Macédoine aimant le Christ*, avait réuni, sous son sceptre, toutes les tribus Iougo-slaves et conquis la Bulgarie. Il s'apprêtait à marcher sur Constantinople pour en chasser les Grecs. La mort imprévue de Douschan sauva l'empire grec et son œuvre ne lui survécut pas. Les Ottomans avaient pu voir de près combien grande était la faiblesse des Grecs et à quel degré de décadence et d'abjection ils étaient tombés. Les sultans avaient mis le pied en Europe, appelés par les Grecs, ils devaient n'avoir ni trève ni repos qu'ils ne fussent les maîtres de ces riches contrées qu'ils n'avaient fait qu'entrevoir et que leurs possesseurs étaient inhabiles à défendre et à garder.

En 1357, Suleyman-Pacha, à la tête de soixante guerriers dévoués, traverse nuitamment l'Hellespont sur deux radeaux, surprend la ville de Tzympe et ramène les barques nécessaires au passage de trente mille hommes. Les éléments le favorisent : un tremblement de terre renverse une partie des murailles de Gallipoli : les musulmans pénètrent par la brèche et, désormais, ils ont une base d'opérations en Europe. Leurs succès ne s'arrêtent pas là : Konour, Boulaïr, Malgara, Ipsala, Rodosto, que ne savent défendre les descendants dégénérés de Constantin, tombent au pouvoir de Suleyman. Aux réclamations de Jean Paléologue, qui se plaignait de cette agression de la part d'un allié, en pleine paix, Orkhan répond par une insultante ironie. Suleyman-Pacha ne jouit pas longtemps de son triomphe; il meurt des suites d'une chute de cheval, 1359. Orkhan, accablé par la perte de son fils bien-aimé, descend au tombeau, miné par la douleur, un an plus tard.

Murad Ier (1360). Situation de la péninsule balhanique.

La mort imprévue de Suleyman-Pacha avait donné le trône à son frère cadet, Murad, jusqu'alors élevé, selon les mœurs orientales, dans une claustration absolue et qui ne voyait d'autre perspective à son avenir qu'une servitude perpétuelle ou une mort prématurée. Mais une fois sur le trône il montra qu'il unissait, aux qualités guerrières qui distinguaient son père et son frère, les talents administratifs de son oncle Ala-Eddin.

Le prince de Karamanie, alarmé des progrès croissants d esOttomans, veut profiter de la mort d'Orkhan : à son instigation les Akkis [1] se soulèvent. Mais l'activité de Murad déjoue les plans de son ennemi. Angora [2] est prise et Ala-Eddin est trop heureux de donner sa fille en mariage au sultan.

Suleyman-Pacha avait ouvert à son peuple le chemin de l'Europe, Murad ne faillit point à la tâche que lui avait léguée son frère. Le Béïlerbey (prince des princes), Lala-Chahin, marche sur Andrinople (Edirné), bat le gouverneur de la place : la garnison, découragée par ce premier revers, livre sans résistance le dernier boulevard de l'empire grec. L'importance de cette ville n'échappa point au sultan qui y transporta le siège de son gouvernement [3].

Les Ottomans marchent de succès en succès : Ewrenos prend Gumuldjina et Wardar ; Lala-Chahin, Philippopoli et pousse ses avant-gardes au delà des Balkhans ; mais la paix vient arrêter sa marche audacieuse. Murad met la trêve à profit pour tourner tous ses soins vers l'administration de son empire.

Scrupuleux observateur de la loi, il obéit aux remon-

[1] Grands propriétaires terriens, pareils aux anciens leudes.

[2] Ancienne Ancyre.

[3] Fondée par Adrien, au confluent de trois rivières qui forment la Maritza (Hèbre des Anciens), cette ville, grâce à la facilité de transport qui résulte de son admirable position, est le centre d'un commerce très développé.

trances du mufti, *Mewla* Fanari, qui lui reproche de violer le Koran, en se dispensant d'assister, avec le peuple, aux prières que les musulmans doivent réciter cinq fois par jour. Il expie son tort en faisant construire à Andrinople la magnifique mosquée qui porte encore son nom.

Le partage du butin est réglementé d'après les prescriptions du Koran : « Sachez que si vous faites un butin. le cinquième appartient à Dieu et au prophète, et un autre cinquième aux pauvres, aux orphelins et aux voyageurs. »

L'empire grec était tombé au dernier degré de l'abaissement ; la décadence était profonde et irrémédiable ; le Bas-Empire n'était plus qu'un nom ; sa puissance qu'une ombre et le César de Byzance qu'un vain fantôme, régnant sur des populations énervées et abruties, *plebs ad servitutem parata*. La vertu, qui, la dernière, abandonne les nations, la valeur militaire, avait complètement disparu. Les armées ne se composaient plus que de mercenaires. La garde du souverain n'était composée que d'étrangers. Souvent même ces bandes avaient mis en danger l'existence de l'empire par leurs révoltes, dont la plus célèbre fut celle des mercenaires catalans de Roger de Flor. Fiers de leur civilisation raffinée et quintessenciée, de leur luxe et de leur élégante corruption ; tout entiers aux disputes oiseuses et stériles de la scholastique, vivant dans les souvenirs du passé, sans y puiser des exemples pour le présent et des avertissements pour l'avenir, les Grecs traitaient tous les autres peuples de barbares, les confondant dans un même mépris et dans une même haine. Ils détestaient, surtout, ces chrétiens d'Occident dont ils avaient autrefois imploré le secours, qu'ils avaient si souvent trahis, dont le courage indomptable les humiliait et les effrayait. Avivée par le fanatisme stupide d'une populace sans frein, cette haine devait acquérir une telle intensité, que les Byzantins en viendraient à préférer les musulmans.

« Il est des princes qui font rougir de la royauté », a dit Chateaubriand ; jamais parole ne fut plus vraie pour ces bâtards du peuple-roi, qui déshonoraient le Christia-

nisme et qui n'avaient conservé, de Rome et de la Grèce, que des vices sans nom et des monstruosités morales. Et cependant, ces princes, qui ne savaient pas régner, qui ne savaient pas mourir, dont la ruse, la corruption et la bassesse formaient la politique, dont la trahison et l'assassinat composaient les moyens de défense, ces princes s'intitulaient empereurs d'Orient et leur orgueil n'avait d'égal que leur lâcheté.

Leur autorité était bien restreinte ; elle ne dépassait pas le Strymon à l'orient et l'Hémus au nord.

Des fenêtres de leur palais des Blaquernes, ils pouvaient voir, à travers la Corne-d'Or, la croix latine flotter sur Péra et Galata, restées au pouvoir des Génois.

Le midi appartenait aux Français et aux Vénitiens.

Déjà en 1153, Roger II, roi de Sicile, avait entrepris de chasser de Constantinople « ces hérétiques, qui n'ont pas « su défendre la chrétienté et le Saint-Sépulcre, dont la « lâcheté laissera prendre Constantinople et ouvrira aussi « aux infidèles l'entrée de l'Occident. La nécessité, la pa- « trie, la religion, commandaient de ne pas laisser subsis- « ter cette ville de traîtres [1]. »

Le patriarche de Constantinople ne disait-il pas que les Francs étaient des chiens et non des hommes, et que leur sang effaçait tous les péchés ? Les conquêtes de Roger ne lui avaient pas survécu, néanmoins les Normands avaient si profondément implanté leur domination dans l'Albanie que les Mirdites d'aujourd'hui portent encore le costume qui rappelle celui des croisades et prétendent avoir avec les Français une origine commune.

La conquête de Constantinople par les Croisés (1204), qui aurait pu avoir une grande influence sur les destinées de l'Orient, n'avait été qu'un exploit sans résultat. Les Français ne restèrent sur le trône de Byzance que 58 ans, malgré de beaux faits d'armes et de grandes prouesses, comme le combat de Prinitza [2] où 300 chevaliers français

[1] Paroles de l'évêque de Langres à Louis VII. — Suger. *Vie de Louis VII.*

[2] Buchon, *Recherches historiques sur la principauté de Morée et ses hautes baronies.*

écrasèrent 20,000 Grecs et Bulgares; mais leur domination se maintint dans la Grèce, avec des fortunes diverses, pendant deux cent cinquante ans.

Le Péloponèse avec les Cyclades, les îles Ioniennes, devinrent la principauté d'Achaïe, sous le sceptre des Villehardouin; des seigneurs français furent palatins de Zante, marquis de Bodoritza, barons de Kantène, ducs d'Athènes, comtes de Thèbes Les Vénitiens s'étaient adjugé les îles de Candie, de Nègrepont et les villes du littoral de la mer Égée et de la mer Ionienne, qu'ils devaient conserver jusqu'au dix-septième siècle.

Le Nord se partageait entre les royaumes indépendants de Serbie, de Bosnie, de Bulgarie, de Valachie; les provinces occidentales appartenaient déjà aux Ottomans ou formaient l'Albanie.

Les Serbes, membres de la grande famille slave, appartenaient au rameau Iougo-slave qui peuple aujourd'hui la Serbie, la Bosnie, l'Herzégovine, le Monténégro, la Croatie, la Dalmatie, la Slavonie, la Syrmie et une partie du Banat.

Établis, vers le milieu du dix-septième siècle dans la Mœsie supérieure, ils se convertirent au christianisme et embrassèrent l'hérésie de l'Église d'Orient.

Vassaux des empereurs de Byzance, tour à tour tributaires des Grecs et des Bulgares, ils se rendirent complètement indépendants sous Étienne Nemania dont la dynastie devait régner trois cents ans (1143).

Douschan le Fort ou le Grand porta à son apogée la puissance serbe; après avoir réuni sous son sceptre toutes les peuplades Iougo-slaves, soumis la Bulgarie, la Macédoine, l'Albanie, l'Étolie, il s'apprêtait à conquérir Constantinople, quand une mort prématurée vint arrêter sa glorieuse carrière et empêcher l'exécution d'un dessein qui eût probablement changé la face du monde (1356).

Sous la minorité de son fils Ourosh V, l'empire serbe se démembra : les pays conquis secouèrent le joug et les grands vassaux se rendirent indépendants.

La Bosnie, d'abord vassale de l'empire byzantin, s'était

érigée d'abord en royaume indépendant sous Voukan. Après des alternatives d'indépendance et de sujétion à la Hongrie, après avoir fait partie de l'empire du Charlemagne serbe, elle forma de nouveau, à la mort de Douschand, un état particulier et qui devait durer jusqu'à Mahommed II.

L'Albanie, formée d'une partie de l'Illyrie et de toute l'Épire, comprenait deux populations distinctes : les Guègnes, habitants de la Haute-Albanie ; les Tosques, habitants de la Basse-Albanie et séparés par la Scombi ou la voie Égnatienne et divisés en une foule de tribus indépendantes. Le frère de saint Louis, Charles d'Anjou, s'était, en 1272 fait reconnaître comme suzerain par les chefs à demi-sauvages de ce pays. Alors s'étaient formées plusieurs principautés françaises, dont la plus célèbre fut celle des ducs de Durazzo (1294). Elle passa, par achat, en 1373, aux Balsa, branche de la maison provençale des Baux, maîtres déjà de Zenta, de Croïa, de Scodra (Scutari), d'Aulone, etc... Les Balsichides devinrent alors la première famille de l'Epire : ils conquirent successivement l'Étolie, l'Acarnanie, une partie de la Thessalie. Ils perdirent toutes leurs conquêtes par les armes des Turcs de 1383 à 1421, et furent réduits à la Mirditie, où ils existent encore.

Les habitants de ce pays, le plus montagneux, le plus confus et le plus difficile de la péninsule Balkhanique, étaient d'un aspect et d'un caractère dignes de la nature âpre et sauvage de la contrée. Beaux, grands, robustes, belliqueux, féroces, les Skypetars (hommes des rochers) formaient une race de fer aussi dure que les rochers qui lui servent de demeure et de forteresse. Animés « de l'a-« mour de l'indépendance, de l'amour de la guerre, de l'es-« prit de vengeance et de férocité; soldats sauvages, pil-« lards infatigables, vendant leur sang à qui mieux les « paye; vifs, gais, aventureux, sobres, généreux et hé-« roïques dès qu'il s'agit de la défense de leur pays, de « leur tribu, de leur famille[1] », ils ont été les meilleurs

[1] Lavallée, *Géographie militaire.*

guerriers d'Alexandre, de Pyrrhus, de Dioclétien, et des sultans de Constantinople.

A la solde de Venise, sous le nom de Stradiotes, ils se sont acquis une légitime renommée dans les guerres d'Italie. Les agents du roi de France recrutaient des soldats parmi la tribu catholique des Mirdites et jusqu'à ces derniers temps, il existait un régiment Albanais dans la garde du roi de Naples, le Royal Macédonien.

Les Bulgares appartenaient à la race touranienne. Pendant trois siècles ils furent la terreur des empereurs de Byzance. Écrasés par Jean Zimiscès et convertis au christianisme (971), ils ne tardent pas à reprendre leur indépendance (980). Leur férocité et leurs cruautés leur acquirent un sanglant renom et leur nom devient en français une injure[1]. Soumis par Douschan, ils forment à sa mort un État indépendant, sous des chefs nationaux; mais ils sont déjà en pleine décadence et leur valeur militaire décroît de jour en jour.

Descendants des anciens Daces, croisés avec les colons romains ; répandus dans la Moldavie, la Valachie, la Bukovine et la Bessarabie, les Valaques étaient devenus, au dixième siècle, tributaires des Hongrois. Affranchie par Radoul le Noir (1290-1314), la Valachie redevint bientôt vassale des rois de Hongrie.

De tous ces peuples, le plus important et le plus puissant était le peuple serbe ; il semblait appelé à de grandes destinées; mais cette race brave, poétique, insouciante, légère, ne songea jamais à s'assimiler les restes de la civilisation antique et porta la peine de son isolement et de la haine de l'Occident catholique.

[1] Voyez Voltaire, *Dictionnaire philosophique.*

CHAPITRE VI

MURAD Ier ET BAYEZID Ier. (1360-1402.)

Organisation militaire; Timar et Ziamet. — Guerre de Serbie et de Bulgarie (1389) : bataille de Kossovo, mort de Murad (1389). — Bayezid. Abaissement des Grecs. Conquête de l'Asie-Mineure. — Annexion de la Bulgarie (1394). Bataille de Nicopolis (1396). — Timour-Leng. Bataille d'Angora. Mort de Bayezid (1402).

Organisation militaire; Timar et Ziamet.

Les dernières conquêtes des musulmans les avaient donnés pour voisins aux Serbes, aux Bulgares et aux Albanais. Les chrétiens de l'autre côté des Balkhans prirent l'alarme et le pape Urbain V fit prêcher une croisade. Mais sans attendre les secours de l'Occident, Ourosch V, roi de Serbie, renforcé par les voïvodes de Bosnie, de Valachie et par un corps auxiliaire de Hongrois, marcha sur Andrinople, pendant que Murad était retenu au siège de Bigha, dans la Mysie. Hadji-Ilbeki, que le chroniqueur appelle le *lion du combat*, marche contre les Serbes et les joint sur les bords de la Maritza. Profitant de la négligence avec laquelle les chrétiens se gardaient, il surprend leur camp par une nuit obscure et leur inflige un désastre sanglant. La plaine porte encore aujourd'hui le nom de *Sirb-Zandughi* (défaite des Serbes) 1363.

Cette victoire donne Yénidjé (Kizil-Agadech) et Yamboli à Timourtach pendant que Lala-Chahin occupe Ichtiman et Samakow. Murad surpassant ses lieutenants en bravoure

et en activité, conquiert Karin-Abad, Aïdos, Sizéboli (Appolonia), Kirk-Kilissa (1365-1370). Ourosch était mort assassiné, Lazare Greblianowitch, après une guerre civile, s'empare de l'autorité suprême ; il se ligue avec Sisman, prince de Bulgarie, et après quelques hostilités sans importance les deux princes achètent la paix au prix d'un tribut annuel et Murad épouse la fille de Sisman (1379), Timourtach, nommé Béylerbey, après la mort de Lala-Chahin, continue la tradition d'Ala-Eddin et s'occupe activement de l'organisation de l'armée. Les sipahis sont divisés en escadrons sous le commandement de Beuluk-Bachi. Le commandant en chef, Sipahi Agha, a sous lui quatre officiers généraux. Le prophète avait choisi la couleur jaune pour ses étendards[1], les Ommiades, le blanc[2], les Fathimites, le vert[3], les Abassides, le noir[4], les descendants d'Osman prirent la couleur du sang : l'étendard des sipahis fut rouge. Chaque sipahi reçut un fief militaire, cultivé par des paysans chrétiens ou mahométans (rayas) propriétaires du sol, mais qui payaient la dîme au feudataire. Les fils du raya héritaient de leur père ; à défaut d'héritier direct, un collatéral ne pouvait hériter qu'avec la permission du sipahi et après avoir payé un droit. A défaut d'héritiers directs ou indirects, le fonds passait à un voisin sans que le sipahi put en disposer. Les sipahis étaient astreints à la résidence dans leurs terres en temps de paix : en temps de guerre, ils fournissaient un *djebeli* (cuirassier), par somme de trois mille aspres de revenu. Tout fief qui produisait moins de vingt mille aspres s'appelait *timar;* le fief dont le revenu excédait cette somme portait le nom de *ziamet*.

Ces fiefs étaient héréditaires dans la ligne masculine directe ; dans le cas d'extinction de la postérité mâle du feudataire, ils faisaient retour au domaine, et étaient alors

[1] Couleur du Soleil.
[2] Couleur du jour.
[3] Couleur de la Terre.
[4] Couleur de la nuit.

attribués à un autre sipahi ou à un ancien militaire. Cette institution rendit de grands services à l'empire jusque sous le règne de Suleyman I[er]; mais après la mort de ce grand homme, les possesseurs de fiefs se dispensèrent, peu à peu, de fournir le contingent indiqué par la loi.

Pour se ménager des intelligences parmi les princes de l'Asie-Mineure, tous ennemis acharnés des Ottomans, Murad maria son fils, Bayezid Ildérim, avec la fille du prince de Kermian, alliance qui lui donna Kutahia et une autre ville de la Phrygie, dot de la princesse.

Guerre de Serbie et de Bulgarie : bataille de Kossovo, mort de Murad (1389).

L'ambition du sultan croissait avec ses succès; il força le prince de Hamid à lui vendre ses États, tandis que Timourtach, sous prétexte que le tribut était en retard, attaquait la Bulgarie et les Serbes, s'emparait de Monastir, Pirilpa, Istip et que Indjé-Balaban entrait dans Sophia après un long siège (1381-1383). Un complot fomenté contre le sultan, par son fils Saoudji, se dénoue par la défaite et la mort du rebelle.

Thessalonique tomba au pouvoir du grand vézir, Kaïreddin qui termine, par ce dernier exploit, une longue vie de gloire et de succès. Khalil-Djedberèli, le bras droit d'Ala-Eddin, avait successivement servi Osman et Orkhan, il avait été grand-vézir pendant dix-huit ans. La dignité de grand-vézir fut héréditaire dans sa famille jusqu'après la prise de Constantinople.

La mort de Kaïreddin-Pacha ranime les espérances des ennemis de Murad. Le prince de Karamanie se met, en Asie, à la tête d'une ligue contre les Ottomans, pendant que Lazare, entraînant la Bulgarie avec lui, envahit les possessions ottomanes en Europe. Murad fait face à tous ses ennemis. Ala-Eddin prince de Karamanie est écrasé dans la plaine d'Iconium par Timourtach (1386) et tombe au pouvoir du vainqueur. Grâce à l'intervention de sa femme, fille du

sultan, il garde sa capitale et son royaume sous condition de payer tribut. Laissant ses lieutenants pacifier l'Asie, Murad court en Europe où les événements réclamaient sa présence. Une armée ottomane avait été détruite par les Serbes : 20 000 Ottomans étaient restés sur le champ de bataille (1387) et Lazare s'apprêtait à donner la main à Sisman, kral de Bulgarie. Pour empêcher la jonction des deux armées, le vézir Ali-Pacha marche contre les Bulgares : Tirnova, Schoumla tombent en son pouvoir et Sisman se réfugie dans Nicopolis (1388). Il tente une dernière fois la fortune des armes, mais en vain : vaincu et fait prisonnier, il voit la moitié de ses Etats passer sous le joug ottomans (1389). Murad épargna sa vie et lui accorda un revenu digne de son rang. Son fils n'est plus que l'humble feudataire du sultan.

Pendant que son allié succombait, Lazare poursuivait ses succès, mais à l'approche de Murad, il recule pour attendre des renforts et opérer sa jonction avec les princes de l'Albanie. Le choc eut lieu dans la plaine de Kossovo (champ des merles). La lutte fut longue et acharnée, Bayezid s'y couvrit de gloire ; la victoire était en suspens, lorsque le gendre de Lazare, Vouk-Brankovitch, dans l'espoir de devenir prince de Serbie avec l'aide du sultan, fit défection à la tête de 10 000 cavaliers. Dès lors tout était perdu pour les Serbes : Lazare, blessé fut fait prisonnier, pendant que les débris de son armée fuyaient en désordre.

Après la bataille, le sultan visitait le champ de carnage et se félicitait de son triomphe, quand tout à coup un des corps sanglants qu'il foulait aux pieds, se relève, lui plonge un poignard dans le cœur. Le meurtrier tombe sous les coups des janissaires non sans avoir chèrement vendu sa vie, et content d'avoir immolé l'oppresseur de sa race et de son pays.

Les poésies serbes célèbrent encore l'héroïsme de Milosch Kobilovitch, tandis que le nom de Brankovitch est voué à l'exécration et au mépris (1389). Murad blessé à mort, vécut encore assez pour le voir supplice de Lazare et mourut enseveli dans son triomphe.

Les chroniques serbes et les historiens byzantins donnent une autre version de la mort de Murad :

« La veille de la bataille, le roi étant à boire avec ses nobles, dans des coupes appelées *stravizas* : « Vide cette coupe à ma santé, dit Lazare à Milosch, quoique tu sois accusé de nous trahir. » — « Merci, répondit Milosch, la journée de demain prouvera ma fidélité. » Le lendemain matin, Milosch se rendit, sur un puissant coursier dans le camp ennemi et demanda comme transfuge à être admis à baiser les pieds du sultan, ce qui lui fut accordé[1].» C'est alors que Milosch, saisissant le moment favorable aurait poignardé Murad.

Bayezid. Abaissement des Grecs. Conquête de l'Asie-Mineure.

A peine Murad avait-il rendu le dernier soupir que l'armée acclamait son fils aîné Bayezid que sa brillante valeur avait fait surnommé Ildérim (l'éclair).

Le nouveau prince inaugura son règne par l'assassinat de son frère Yacoub. Il n'avait pu voir sans dépit, ce rival de gloire partager avec lui l'affection des soldats ; craignant qu'il ne tentât de lui ravir la couronne en invoquant l'exemple d'Orkhan, préféré à son frère aîné, il fit étrangler le jeune prince avec une corde d'arc[2]. L'exemple de Bayezid porta ses fruits : et tous ses successeurs marchèrent sur ses traces : l'assassinat ou du moins la captivité du frère du sultan devint une loi d'État. Lorsqu'on consentait à épargner ces jeunes princes on avait soin de ne composer leur harem que d'esclaves rendues stériles par des breuvages préparés *ad hoc*. Si malgré cela elles accouchaient, l'enfant était impitoyablement mis à mort.

[1] Jean Ducas.

[2] La strangulation avec une corde d'arc est le genre de supplice le plus honorable et réservé aux grands de l'empire ; c'est le dernier de leurs privilèges. De même autrefois les gentilshommes avaient seuls le droit d'être décapités.

La puissance et l'indépendance de la Serbie étaient tombées à Kossovo, cependant le nouveau sultan, craignant de pousser au désespoir ces fières peuplades, se contenta de réduire Étienne, fils de Lazare, au rôle de prince vassal et épousa sa sœur. Le despote de Serbie dut payer un tribut annuel et fournir un contingent déterminé de troupes.

Les Paléologues se disputaient, les armes à la main, l'empire grec réduit à une seule province. Ils n'eurent pas honte de mendier tour à tour la protection de leur puissant voisin. Pour l'acheter ils prodiguèrent l'or et ne reculèrent devant aucune bassesse devant aucune lâcheté.

Il ne restait aux Grecs, en Asie, qu'une seule ville Ala-Schehir (Philadelphie) le gouverneur refusa d'en ouvrir les portes à un barbare. Bayezid furieux ordonna aux empereurs Jean et Emmanuel Paléologue de la réduire eux-même. Les deux princes étaient descendus à ce degré d'abjection qu'ils n'eurent pas honte de monter à l'assaut de leur propre ville et de livrer ses ruines fumantes à leur terrible allié.

Le prince d'Aïdin abandonne ses états au sultan et se retire à Tyra ; les seigneurs de Meutesche et de Sarou-Khan vont chercher un asile chez le prince de Sinope et de Kastamouni. En même temps fut confisquée la principauté de Tekieh.

Ala-Eddin, prince de Karamanie, pour sauver sa couronne, cède à Bayezid une partie de ses états et prend pour limite la rivière de Tcheharchembé. Tout pliait devant Bayezid : il repasse le Bosphore, attaque Manuel Paléologue, ravage l'Eubée, l'Attique, puis laissant une armée bloquer Constantinople, il court sur le Danube et envahit la Valachie. Le duc (*dux belli*) Manès, un des vaincus de Kossovo, est contraint d'accepter un traité par lequel le sultan force « la principauté soumise à ses lois invincibles, à payer le tribut, et consent qu'elle continue à se gouverner par ses propres lois » (1373). Ala-Eddin, croyant l'occasion favorable reprend les armes pour tenter un dernier effort, fait prisonnier le Beyllerbey Timourtach et s'avance

jusqu'à Angora. Bayezid, par sa promptitude, déjoue tous les plans de l'ennemi. Il traverse l'Hellespont, joint Ala-Eddin, à marches forcées, dans la plaine d'Ak-Tchaï, et le fait prisonnier avec ses deux fils. La Karamanie est réunie à l'empire.

Kazi Bourhan-Eddin, prince de Tokat, de Sivas, est également dépouillé par l'insatiable conquérant.

Des principautés élevées sur les ruines de l'empire Seldjoukcide, il n'en restait plus qu'une seule qui n'eût pas subi le joug ottoman, Keuturum-Bayezid, prince de Kastamouni, à la cour duquel les victimes de Bayezid-Ildérim avaient trouvé asile, ne pouvait espérer d'éviter longtemps le sort de ses voisins. Le sultan réclama les fils des princes de Mentèsche et d'Aïdin; sur le refus de Keuturum de les livrer, Bayezid envahit ses Etats, s'empare de Samsoun, Djanik, Osmandjik. Hors d'état de résister, le prince de Kastamouni[1], se réfugia avec ses protégés auprès du Khan des Mongols, Timour-Leng.

Annexion de la Bulgarie (1394). Bataille de Nicopolis (1396).

Tant de prospérités avaient porté l'orgueil du sultan au plus haut degré : tout entier aux suggestions du grand-vézir, Ali-Pacha, il s'abandonne, sans contrainte, à l'usage immodéré du vin et à de hideuses orgies.

L'exemple du sultan eut de tristes résultats : la dépravation, partie de haut, ne fut pas longue à démoraliser la nation. Les remontrances hardies de son gendre, Emir-Seïd, rappelèrent pourtant le sultan à ses devoirs.

Emir-Seïd visitait un jour avec Bayezid, la mosquée que

[1] C'est une des plus riches provinces de l'Asie; Samsoun embellie par Mithridate, Amassia dans l'ancien pays des Amazones; Osmandjik sur les rives du Kizil-Ermak (Halys) où on voit un pont de dix-neuf arches, ouvrage de Bayazid II; Kastamouni remarquable par ses mosquées à l'architecture capricieuse et légère: Sinope, port important et commerçant sur la mer Noire, en sont les principales villes.

ce prince faisait élever à Brousse. Interrogé par le sultan s'il trouvait la mosquée à son goût :

« Oui, répondit-il.... mais il manque une chose à sa perfection, alors l'ouvrage aura un tout autre prix aux yeux de votre Hautesse.

— Quoi donc, reprit vivement Bayezid.

« Il me paraît, répliqua l'émir, qu'il faudrait aux quatre coins de la mosquée quatre beaux cabarets, ils relèveraient l'élégance du bâtiment et engageraient votre Hautesse à y venir souvent avec les amis de sa table. »

Bayezid accepta la leçon et fit vœu de ne plus boire de vin. S'il ne tint pas son serment, du moins il ne s'enivra plus.

Il réprima la vénalité qui avait été la conséquence de la corruption des mœurs. Les traitements des juges augmentés et réglementés, leur assurèrent un revenu suffisant (1396).

Pour réparer les scandales qu'il avait causés, il prend pour guide le scheik Bokhari, plus connu sous le nom d'Émir-Sultan. Les débauches du sultan n'affaiblissaient en rien son ardeur guerrière ; il menait de front les plaisirs et les affaires de l'État.

Le blocus de Constantinople durait toujours ; Bayezid juge le moment venu d'incorporer la Bulgarie à l'empire. Le kral de Bulgarie, Sisman, est égorgé et son fils n'échappe à la mort qu'en se faisant musulman : pour prix de sa lâcheté, il obtient le gouvernement de Samsoun (1394).

Le roi de Hongrie, Sigismond, intervient alors et demande au sultan de quel droit il s'empare de la Bulgarie. Bayezid sans rien dire, montre aux envoyés hongrois un trophée d'armes, enlevés aux vaincus. Cette réponse décida la guerre. Sigismond implore le secours des princes chrétiens et le pape fait prêcher la croisade. Le puissant duc de Bourgogne fait prendre la croix à son fils, le comte de Nevers et l'envoie à la tête de six mille hommes au secours de la Hongrie. L'armée croisée se grossit des seigneurs de la Bavière et de la Styrie et des chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem.

Le comte d'Eu, connétable de France, les ducs de Bourbon, Henri et Philippe de Bar, cousins du roi de France, l'amiral Jean de Vienne, le maréchal de Boucicault, les sires de La Trémoille, de Coucy étaient à la tête de la plus brillante noblesse de France.

L'armée confédérée, forte de soixante mille hommes, passe le Danube et met le siège devant Nicopolis. Bayezid accourt pour sauver la place et une terrible bataille s'engage.

L'armée ottomane s'élevait à deux cent mille hommes et comptait dans ses rangs, à la honte des schismatiques, autant de Serbes, de Bosniaques et de Grecs que d'Osmanlis.

Méprisant les conseils de Sigismond et les représentations de Coucy et du grand-maître de Rhodes, sans même attendre le gros de l'armée, les chevaliers français fondent sur les troupes ottomanes, dispersent l'avant-garde, enfoncent les sipahis, mais entourés de tous côtés, ils sont repoussés, rejetés sur l'armée hongroise. Au moment où l'on vit les chevaliers français reculer en désordre, l'aile droite commandée par le traître Lazkovitch, voïvode de Transylvanie, s'enfuit ; Manès, qui formait l'aile gauche, bat en retraite avec les Valaques. Restait le centre, composé des Hongrois et des Allemands, douze mille hommes. Ils marchèrent bravement en avant. Le combat reprit avec fureur et la victoire, malgré l'énorme disproportion du nombre, fût peut-être restée aux chrétiens, sans l'intervention des Serbes. Étienne Lazarovitch, fils du vaincu de Kossovo, resté jusqu'alors, sur les bords de l'Osma, spectateur du combat, se rua avec vingt mille Serbes, au secours de celui dont le père avait fait périr le sien.

Le désastre des croisés fut complet ; mais c'était une victoire chèrement achetée. Soixante mille musulmans couvraient le champ de bataille. Bayezid jura par le prophète de tirer vengeance : dix mille captifs furent égorgés sous les yeux du vainqueur. Le comte de Nevers, qui gagna à cette bataille le surnom de Jean sans Peur, et vingt-quatre seigneurs des premières familles de France furent seuls épargnés dans l'espoir d'une grosse rançon. Lorsque

le comte de Nevers, après avoir payé sa rançon et celle de ses compagnons d'armes, fut rendu à la liberté, Bayezid lui dit :

« Je te remets ton serment de ne plus porter les armes « contre moi, car tu ne peux m'être plus agréable qu'en « m'opposant toutes les forces de la chrétienté, et en me « préparant ainsi de nouveaux triomphes. »

L'empereur grec, Jean Paléologue, achète la paix, moyennant une somme annuelle de dix mille écus d'or, et s'engage à bâtir, dans sa capitale, un *djami* et un *mekkémé* (cour de justice), auxquels seraient attachés un imam et un kadi.

Timour-Leng. Bataille d'Angora. Mort de Bayezid.

« L'arbre de la fortune du sultan, dit un historien grec, rompait sous les fruits qui mûrissaient chaque jour au chant des oiseaux. » Retiré à Brousse, il jouissait de ses triomphes et se reposait de ses fatigues, au milieu des voluptés de toutes sortes. Son nom répandait au loin la terreur, il s'était vanté de faire manger l'avoine à son cheval dans Rome, et l'Italie tremblait ; mais l'orage s'amoncelait et la foudre n'allait pas tarder à frapper l'orgueilleux monarque : Timour-Leng approchait.

Timour avait reconstruit l'empire de Djenghis-Khan, auprès de lui s'étaient réfugiés les princes spoliés par Bayezid, qui accueillit à son tour Ahmed-Djelaïr, prince de Bagdad et de l'Irak, dépossédé de ses États par le souverain mongol. Celui-ci somma le sultan de livrer le fugitif ; au message de Timour, Bayezid ne répondit que par des paroles de mépris et n'interrompit pas un instant le cours de ses plaisirs.

Tout à coup le sultan apprend que l'armée mongole a envahi ses États ; ses troupes ont été écrasées, Sivas tombé au pouvoir du vainqueur a été noyé dans le sang ; son fils Erthogrul, pris au milieu du combat, a eu la tête tranchée. A ces nouvelles, le lion se réveille : réunissant toutes ses

forces, Bayezid court au-devant du conquérant tartare et lui livre bataille dans les plaines d'Angora. La lutte commencée à six heures du matin ne finit qu'à la nuit. Jamais Bayezid ne fut plus digne de son nom Ildérim; jamais il ne déploya une aussi brillante valeur; mais il avait lassé la victoire. Dès le début de l'action, les troupes d'Aïdin, de Mentèsche, de Saroukhan, de Kermian dont les princes combattaient avec Timour, passèrent à l'ennemi. A la tête de dix mille janissaires et des auxiliaires serbes, le sultan lutta toute la journée, ce ne fut que lorsqu'il eût vu tomber les derniers soldats de sa garde fidèle que l'intrépide guerrier se décida à fuir. Mais une chute de son cheval le fit tomber au pouvoir de l'ennemi (20 juillet 1402). De ses cinq fils présents à la bataille, Moussa partagea la captivité de son père, Suleyman, Mohammed et Iça parvinrent à s'échapper; Mustapha disparut dans la déroute.

Timour accueillit son prisonnier avec égards, ce ne fut qu'après trois tentatives d'évasion, qu'il usa de rigueur et fit enchaîner son captif. L'histoire de la cage de fer où aurait été enfermé Bayezid est un conte forgé à plaisir. Voici ce qui a pu donner lieu à cette anecdote : comme la vue des Tartares irritait au dernier point le fougueux sultan, Timour le fit voyager dans une litière, dont les fenêtres étaient grillées, et qu'on appelle *kafess*, or ce mot signifie littéralement cage; des historiens étrangers trompés par ce vocable ont propagé la légende de la fameuse cage de fer.

Le chagrin minait le captif et ne tarda pas à le conduire au tombeau (9 mars 1403).

Timour-Leng permit à Moussa de porter le corps de son père à Brousse, où il fut inhumé dans le turbé de Tchekirgué auprès de Murad I.

Le règne de Bayezid vit commencer la corruption des mœurs; la vénalité des juges devint telle que le sultan ordonna en un jour la mort de quatre-vingts juges prévaricateurs. Mais l'homme qui doit surtout en porter la responsabilité honteuse, c'est le grand vézir, Ali-Pacha, qui mit tout en œuvre pour flatter, exciter et développer les passions fougueuses de son maître.

CHAPITRE VII

MOHAMMED Ier ET MURAD II. (1402-1451).

Situation critique de l'empire. Quatre prétendants. — Mohammed Ie reconstitue l'empire (1414). Révolte de Berheddin (1416) et de Mustapha. Murad II. Siège de Constantinople. Les Ottomans dominent en Asie-Mineure. — Guerres en Europe. Jean Hunyade. Abdication du sultan. Bataille de Varna. — Scanderbeg.

Situation critique de l'empire. Quatre prétendants.

L'empire ottoman semblait sur le penchant de sa ruine; il était prêt à se dissoudre. Tous les États soumis récemment, la Bulgarie, la Serbie, la Valachie, reprirent leur indépendance, Constantinople se crut sauvée; grâce à l'appui de Timour, les princes de Kastamouni, de Sarou-Khan, de Kermian, d'Aïdin, de Mentesche, de Karamanie, remontèrent sur leurs trônes, tandis que les fils de Bayezid se disputaient, les armes à la main, les lambeaux de l'héritage paternel. Pendant que Suleyman, retiré à Andrinople, était proclamé sultan par les troupes restées en Europe, Mohammed réfugié dans les montagnes, soutenait une guerre de partisans contre les généraux de Timour et s'emparait de Tokat et d'Amassia. A la nouvelle de la mort de Bayezid, Iça, caché à Brousse, est proclamé sultan par le beylerbey Timourtach. Timour accueillit les envoyés des trois princes ottomans et encouragea leurs prétentions. Cette habile politique aurait infailliblement porté le coup mortel à la domination des Osmanlis, mais Timour ne put consommer son œuvre.

Après avoir, une année entière, semé l'épouvante et l'horreur dans toute l'Asie-Mineure, il marcha contre la Chine, laissant au prince de Kermian la garde de Moussa. C'est dans cette expédition qu'il mourut prématurément.

Mohammed marche alors contre son compétiteur, le bat dans les défilés d'Erméni et l'oblige à se réfugier à Andrinople, auprès de Suleyman, qui lui fournit quelques troupes, avec lesquelles il repasse en Asie et reprend les hostilités. Battu de nouveau Iça finit par succomber sous les coups de son heureux rival.

Suleyman, tout entier à ses plaisirs, était resté spectateur de cette lutte ; il avait conclu un traité d'alliance avec l'empereur grec, Emmanuel II, dont il avait épousé la nièce. La restitution de Thessalonique, des places du Strymon et du littoral de la mer Noire payèrent cette alliance inutile et inefficace. La nouvelle des succès de Mohammed et de la trahison du gouverneur de Smyrne, Kara-Djouneïd, l'arrache à son inaction. Djouneïd, après avoir conquis la principauté d'Aïdin, s'y était déclaré indépendant et avait formé une ligue avec les princes de Kermian et de Karamanie. A la tête de vingt-cinq mille hommes, Suleyman passe l'Hellespont, s'empare de Brousse et marche sur Pergame, Kara-Djouneïd fait sa soumission, pendant que le grand-vézir Ali-Pacha emporte d'assaut Angora et force Mohammed à la retraite. Moussa, racheté au prince de Kermian par Mohammed, envahit avec les secours que lui donne son frère, les États de Suleyman. Il appelle à lui le despote de Serbie et le prince de Valachie, mais il est défait et forcé à la fuite.

Suleyman déshonorait ses rares qualités par les excès honteux où il se plongeait. Après la fuite de Moussa, il use son énergie et ruine sa santé dans les plaisirs les plus grossiers. En vain ses plus fidèles serviteurs l'avertissent du danger qui le menace, il méprise leurs conseils, et à leurs sages avis, répond par des insultes. Moussa reparaît sous les murs d'Andrinople, et, Suleyman abandonné de tous ses émirs, périt obscurément sous les coups d'un archer (1410).

Seul maître de l'Europe, Moussa envahit la Serbie, la met à feu et à sang, et défait Sigismond de Hongrie dont les Serbes avaient invoqué les secours. L'empereur Emmanuel refuse de payer le tribut et appelle Mohammed à son aide. Moussa accourt, met le siège devant Constantinople et bat Mohammed. Une ligue se forme entre celui-ci, l'empereur grec et le despote de Serbie. Moussa, trahi par ses généraux, abandonné par ses troupes, tombe au pouvoir de son frère qui le fait étrangler (1413).

Mohammed Ier reconstitue l'empire (1414). Révolte de Behreddin (1416) et de Mustapha.

Mohammed était seul maître de l'empire, mais d'un empire amoindri, déchu, dont les forces étaient épuisées. La secousse avait été si forte que l'édifice était encore tout ébranlé et le règne de ce prince se passa à réprimer d'incessantes révoltes.

Pour reconnaître les services que lui avait rendus Emmanuel, il restitua aux grecs les villes que Moussa leur avait récemment enlevées et resta jusqu'à sa mort, autant par principe que par politique, leur allié. Profitant des discordes des fils de Bayezid, le prince de Karamanie avait mis le siège devant Brousse et Djouneïd qui n'avait pas renoncé à ses vues ambitieuses, s'était emparé d'Éphèse, de Smyrne et de Pergame, pour se tailler un royaume. Cette tentative n'est pas plus heureuse que la précédente ; Djounéid battu est forcé de se rendre au sultan qui lui pardonne et le nomme gouverneur de Nicopolis.

Le prince de Karamanie est vaincu ; il obtient la paix en jurant sur le Koran d'être désormais l'allié de l'empire. Mais à peine le sultan s'est-il éloigné que son déloyal adversaire reprend les armes. Mohammed pardonne encore à ses ennemis en leur disant ces belles paroles, qu'on ne saurait trop admirer.

« Ce serait ternir ma gloire que de punir un infâme comme toi. Si ton âme perfide t'a poussé à trahir tes ser-

ments, la mienne m'inspire des sentiments plus dignes de mon nom : tu vivras » (1415).

Une guerre de courte durée avec les Vénitiens qui détruisent la flotte musulmane devant Gallipoli ; une invasion en Hongrie où Mohammed est battu par Sigismond et le palatin Peterfy, remplissent les années 1416-1419.

Mais un danger terrible menaçait le sultan ; une vaste conspiration s'organisait dans l'ombre, qui faillit changer la face de l'empire ottoman. Behreddin, le savant le plus remarquable de cette époque, auteur de traités sur la jurisprudence et la théologie, que Moussa avait promu à la haute dignité de kazi-asker (juge de l'armée) en était l'âme. Cette conspiration offre cette particularité dans l'histoire de l'orient, qu'elle est la seule conçue par des religieux et basée sur les principes de la liberté et de l'égalité. Après la mort de son protecteur Moussa, Behreddin avait été exilé à Nicée. Il parvint à s'échapper et commença à prêcher sa doctrine. Il enseignait l'égalité absolue de tous les biens, à l'exception des femmes. Un juif apostat, Torlak-Kemal, parcourut l'Asie à la tête de nombreux derviches et fut un des adeptes les plus fougueux du nouveau réformateur. A ces mots, nouveaux pour eux, de liberté et d'égalité, les rayas, les pauvres, les opprimés, tressaillirent et embrassèrent avec ardeur les nouvelles croyances. Inquiet des progrès de ces sectaires, Mohammed voulut les châtier, il donna l'ordre à Sisman, fils renégat du roi de Bulgarie, gouverneur de Samsoun, de marcher contre eux. Sisman fut battu et tué par le disciple favori de Behreddin, Beurekludjé-Mustapha.

Enivré par le succès, Behreddin redoubla d'audace ; il prêcha des réformes diamétralement opposées aux préceptes du Koran et aux lois de l'islamisme ; il se rapprochait des chrétiens auxquels il déclarait qu'ils adoraient le même Dieu.

Une nouvelle armée envoyée contre les novateurs fut anéantie. Non seulement le trône du sultan était en péril, mais l'existence même de l'islamisme : Mohammed rassembla toutes ses forces et le grand-vézir Bayezid-Pacha

écrasa les rebelles dans une bataille décisive près de Kara-Bournou, aux environs de Smyrne. Mustapha, fait prisonnier, périt au milieu des tourments les plus atroces; mais rien ne put ébranler sa constance ni le faire abjurer ses croyances. Aucun de ses soldats ne demanda grâce; exaltés par l'exemple de leur général, ils se précipitaient eux-mêmes sur les poignards. Torlak-Kemal, battu près de Magnésie, et, Behreddin, fait prisonnier à Sérès, en Macédoine, furent pendus (1416-1417).

La révolte des derviches était à peine étouffée qu'un nouvel ennemi, non moins dangereux, se dressa. Son frère Mustapha, dont on n'avait plus eu de nouvelles, depuis la bataille d'Angora, reparut tout à coup, réclamant le trône. Kara-Djouneid, gouverneur de Nicopolis, embrassa le parti du prétendant, qui, avec les secours fournis par le prince de Valachie, envahit la Thessalie. Écrasé à Salonique, il se réfugia dans cette ville. Sommé de livrer son hôte, le commandant grec s'y refusa noblement. L'empereur Emmanuel, ratifiant la conduite de son lieutenant, résista à toutes les instances du sultan, s'engageant cependant à ne pas rendre la liberté à Mustapha, tant que Mahommed vivrait. Le sultan était trop chevaleresque pour ne pas approuver la réponse de son allié; il se contenta de cette promesse et consentit à payer à Mustapha une pension annuelle de trois cent mille aspres[1].

Le sultan poussa la générosité jusqu'à comprendre dans ce traité Kara-Djouneid à qui il avait déjà pardonné trois révoltes successives et trente des principaux partisans de son frère (1418-1419).

Ce fut la dernière convulsion : l'empire rentra dans le repos et Mohammed s'appliquait à effacer les traces des discordes civiles, quand il fut subitement frappé d'apo-

[1] Les historiens musulmans considèrent généralement Mustapha comme un imposteur; cependant Necchir, le plus autorisé de tous les écrivains ottomans, est de l'opinion contraire. Les historiens grecs sont unanimes à le considérer comme le vrai fils de Bayezid. La pension que Mohammed accorda à Mustapha semble indiquer que le sultan reconnaissait le prétendant comme son frère.

plexie à Andrinople (1421). Revenu à lui, il recommanda son fils Murad, alors à Amassia, à la fidélité du grand-vézir, Bayezid-Pacha, et expira le lendemain. Ibrahim et Bayezid résolurent de cacher sa mort tant que Murad n'aurait pas pris possession du trône. Le bruit d'une maladie du sultan fut répandu, mais les exigences des soldats, qui voulaient voir leur empereur, faillirent tout faire découvrir. Pour les contenter on fit défiler l'armée, sous les fenêtres du kiosque du sérail d'Andrinople. Les soldats saluèrent de leurs acclamations enthousiastes leur maître qu'ils apercevaient de loin, assis sur son trône. Ce n'était qu'un cadavre dont un page, caché derrière le corps, faisait mouvoir les bras.

Il s'écoula quarante et un jours, pendant lesquels Murad eut le temps de se rendre à Brousse et de prendre possession du pouvoir.

L'amour des arts et le goût qui distinguaient Mohammed le portèrent à violer le premier les lois somptuaires, en se servant de vaisselle plate. C'était enfreindre les prescriptions du Koran, aussi ses successeurs, jusqu'à Bayezid II n'osèrent-ils imiter son exemple.

Mohammed pour mieux combattre la révolte des derviches s'attacha par ses largesses les chefs de la religion. Ce fut lui qui le premier envoya au chérif de la Mecque une somme d'or, appelée *suvré*, destinée aux indigents.

Il encouragea la littérature naissante et propagea le goût des lettres : à sa cour brillaient plusieurs savants et poètes. Sinan-Schéïckh, son médecin, célèbre par sa traduction du poème persan *Khosrwe et Chirin*; Djemali, neveu de Sinan, qui, le premier, écrivit un poème en langue turque *Korchid et Ferroukchad* et composa une œuvre satirique (le livre des ânes), où il ridiculise ses ennemis. Arabchach le Syrien, gouverneur des fils de Mohammed, outre l'histoire de Timour-Leng écrivit plusieurs ouvrages sous ces titres bizarres : *Le raisin du conseil*, *les merveilles des pleines lunes*.

Il faut citer encore le grand scheïkh Émir-Bokhari plus connu sous le nom de Émir-Sultan, le scheïkh Abdullahtif-

Moukadier, auteur du Tohfet (le présent) et surtout Behreddin aussi fameux par ses livres que par la conspiration des derviches.

Murad II. Siège de Constantinople. Les Ottomans dominent en Asie-Mineure.

Sultan Murad était à peine âgé de dix-huit ans. Ses premiers soins furent de signer la paix avec le prince de Karamanie et de conclure une trève de cinq ans avec Sigismond de Hongrie. Mais Emmanuel, s'appuyant sur le testament de Mohammed, somma le nouveau sultan de lui livrer ses deux frères en ôtage. Bayezid-Pacha refusa au nom de son maître. Emmanuel rendit alors la liberté au fils de Bayezid-Ildérim, Mustapha, qui à la tête d'une escadre de dix galères recommandée par Démétrius Lascaris, vint mettre le siège devant Gallipoli. La ville capitule, excepté la citadelle qui refuse de se rendre. Mustapha rencontre, près d'Andrinople, l'armée de Bayezid-Pacha, au moment d'engager la bataille, il s'avance seul et somme les troupes de son adversaire de déposer les armes. Les soldats obéissent et Bayezid-Pacha est massacré. Mustapha court alors à Murad retranché derrière la rivière d'Ouloubad; mais, trahi par Djouneïd, qui n'en était plus à compter ses lâchetés ; abandonné par sa cavalerie, à la voix de Michalogli, il est obligé de s'enfuir à Gallipoli et est livré par ses serviteurs à son neveu qui le fait pendre. La défaite et la mort de Mustapha laissaient Emmanuel exposé seul aux coups des Ottomans. Il essaya de détourner le danger en entamant des négociations ; Murad ne voulut rien entendre et marcha sur Constantinople à la tête de vingt mille hommes. Le grand scheïkh Émir-Sultan Bokhari, aux prières duquel le peuple attribuait la victoire d'Ouloubad, annonça la prise de la ville pour le 24 août (1422).

L'assaut fut livré aux cris de Allah ! Mahomet ! pendant que les Grecs combattaient aux cris de Christos

et Panaïa[1]. La lutte fut sanglante et opiniâtre ; la victoire balançait, quand une vierge revêtue d'une robe violette, entourée de rayons d'or, apparut subitement sur les bastions et frappa les assaillants d'une terreur superstitieuse : Constantinople était sauvée.

Les historiens Grecs qui racontent ce miracle en appellent au témoignage du Scheïkh-Émir-Sultan, mais il est présumable que la nouvelle de la révolte et des succès de son frère Mustapha décida le sultan à lever le siège.

Trahi par son confident, Elias, que l'or du sultan avait gagné, Mustapha fut livré à son frère et étranglé en vertu des paroles du prophète : « *Lorsqu'il y a deux khalifes auxquels on rend hommage, il faut faire mourir l'un d'eux.*

Ce fut alors le tour des alliés de Mustapha ; le prince de Kastamouni dut céder la moitié de ses États pour sauver le reste et donner sa fille en mariage à son vainqueur (1423). L'année suivante, l'indomptable Djouneïd s'empare de nouveau de la principauté d'Aïdin. Cerné de toutes parts, le vieux *condottiere* capitule, en stipulant qu'il aura la vie sauve, mais Hamza-Bey, frère de Bayezid-Pacha, le fait étrangler en prison (1424).

Aïdin et le Sarou-Khan rentrent de nouveau et pour jamais sous le sceptre ottoman. Les princes de Mentesche et de Tekieh, rétablis par Timour, durent reprendre le chemin de l'exil.

Mohammed-Bey, prince de Karamanie, fut battu et tué, son fils Ibrahim se reconnut vassal de l'empire ottoman et lui céda le territoire de Hamid. Le prince de Kermian meurt léguant à Murad les débris de ses États (1425-1428).

Pendant que ses généraux reculaient les limites de l'empire, le monarque ottoman s'occupait des soins administratifs. Cinq vézirs étaient à la tête des affaires politiques, Murad réduisit ce nombre à un seul : Ibrahim-Pacha resta au ministère, Omour-Bey et Ali-Bey fils de Timourtach furent nommés gouverneurs de Kermian et du Sarou-

[1] Panaïa, très sainte. C'est la Vierge Marie.

Khan ; leur frère Ouroundj, soupçonné d'aspirer au trône, eut les yeux crevés.

Le désastre d'Angora était réparé en grande partie ; presque tous les pays arrachés par Timour aux Ottomans, étaient rentrés sous leur domination : restaient seuls le prince de Karamanie, réduit à l'état de vassal et le prince de Sinope dont les États n'atteignaient pas la moitié de ce qu'ils étaient autrefois.

L'Asie était soumise, Murad pouvait porter tous ses efforts sur l'Europe.

Guerres en Europe. Jean Hunyade. Abdication du sultan. Bataille de Varna.

Georges Brankovitch venait de succéder au triste fils de Lazare, Étienne Lazarovitch. Un traité, conclu avec Sigismond de Hongrie, assurait à ce dernier la possession de Columbaz, mais le gouverneur la vendit aux musulmans. Ce fut la cause de la guerre ; une trève ne tarda pas à être conclue d'après laquelle le roi de Hongrie se retira sur la rive gauche du Danube. La moitié de son armée avait déjà repassé la fleuve, quand les musulmans, violant la foi jurée, se précipitent sur les bataillons restés sur la rive droite et en font un massacre épouvantable. Brankovitch se soumet alors à un tribut de cinquante mille ducats, s'engage à rompre avec la Hongrie, à fournir un contingent auxiliaire au sultan, et cède Kruschevatz, position centrale de la Serbie. Thessalonique conquise déjà en 1386 par Murad Ier, en 1394 par Bayezid et en 1413 par Mohammed, tombe pour la quatrième fois au pouvoir des Ottomans et fait dès lors partie de leur empire sous le nom de Salonique (1430).

Avant d'attaquer Constantinople, le sultan voulut être maître de toutes les provinces détachées autrefois de l'empire d'Orient et tourna ses armes contre l'Albanie et la Valachie.

L'Albanie était partagée entre deux dominations : le sud,

avec l'Etolie et l'Acarnanie, apartenait aux héritiers d'un aventurier florentin, Carlo Tocci, qui s'en disputaient la possession. Sur le nord régnait Jean Castriot, descendant ou héritier de la famille provençale des Balsa ou des Baux.

Janina et les principaux châteaux se soumirent, à la condition que les habitants conserveraient leur religion et leurs lois. Jean Castriot fut forcé de livrer ses quatre fils en otage, et à sa mort le sultan s'empara de sa principauté (1431).

Wlad-Drakul (le Diable), usurpateur de Valachie, reconnaît la suzeraineté du sultan (1433) pour acheter l'appui des armes ottomanes.

A l'instigation de Sigismond, les princes de Karamanie, de Serbie et de Valachie, lèvent l'étendard de la révolte. Ibrahim-Bey battu deux fois ne doit la vie qu'aux prières de sa femme, sœur du sultan; Drakul se rend à discrétion; Georges Brankovitch détourne l'orage en donnant sa fille en mariage à Murad. Sigismond, resté seul à soutenir la guerre, voit la Hongrie impitoyablement ravagée par les Musulmans qui en emmènent soixante-dix mille prisonniers (1438).

A peine l'armée ottomane est-elle éloignée que Georges Brankovitch reprend les armes : Semendria tombe au pouvoir de Murad, après un siège de trois mois et Brankovitch se réfugie auprès d'Albert, successeur de Sigismond, pendant que les Ottomans mettent le siège devant Belgrade. Mais la place se défend vigoureusement, et Murad, après un siège de six mois, est forcé de reculer (1439).

Jean Hunyade, le *chevalier blanc de la Valachie*, voïvode de Transylvanie, écrase devant Hermanstad Mezid-Bey, grand écuyer de Murad. Vingt-mille Ottomans avec leur général, restent sur le champ de bataille. Chehab-Uddin-Pacha, à la tête de quatre-vingt mille hommes, accourt pour venger la défaite de son collègue; Hunyade, avec quinze mille hommes, disperse l'ennemi, prend Chehab-Uddin avec cinq mille cinq cents des siens et deux cents drapeaux, à Vasag. Les meilleurs lieutenants de Murad

tombent dans cette fatale journée : Osman-Bey, petit-fils de Timourtach, Firouz-Bey, Yacoub-Bey (1442). La victoire marche avec le héros hongrois : dans une campagne de cinq mois, que les Hongrois appellent la longue campagne, il gagne cinq batailles et prend autant de villes; Murad, vaincu en personne à Nissa (Nisch), perd deux mille hommes, quatre mille prisonniers, neuf drapeaux et se voit contraint de se replier derrière les Balkhans (1443). Un mois plus tard (décembre 1443), malgré l'hiver, Hunyade s'engage dans les défilés des Balkhans, bat les musulmans dans trois combats et les écrase dans les champs de Yalowacz. Murad se décide alors à la paix : il rend à Drakul la Valachie, à Brankovitch ses deux fils, Semendria, Pirot, Kruschevatz et signe avec les Hongrois une trêve de dix ans (12 juillet 1444).

Le traité de Szeggeddin place la Serbie et la Valachie sous la suzeraineté de la Hongrie.

La paix venait d'être conclue lorsqu'une nouvelle accablante frappe le sultan; son fils bien-aimé, Ala-Eddin, était mort. Dégoûté des choses de ce monde, Murad abdique en faveur de son fils Mohammed, âgé de quatorze ans, et se retire à Magnésie. A peine était-il arrivé à Magnésie qu'il en fut rappelé par un évènement imprévu : la trêve était rompue. Le cardinal Cesarini, légat du pape, force le roi Wladislas à déchirer le traité; la parole donnée aux infidèles étant nulle de plein droit.

Hunyade à la tête de quinze mille hommes, envahit la Bulgarie et vient mettre le siège devant Varna. Murad sorti de sa retraite, pour défendre la couronne de son fils, marche avec quarante-mille hommes, au secours de la ville assiégée. Le sultan, placé au centre avec ses janissaires, faisait porter devant lui l'original du traité, si étrangement violé par les chrétiens. Le choc fut rude. Hunyade enfonce les rangs des Ottomans, et pénètre jusqu'à la tente du sultan, mais la mort de Wladislas décourage l'armé qui fuit malgré les prodiges de valeur de son général.

Le lendemain, les Turcs enlèvent d'assaut le camp

retranché des chrétiens, opiniâtrément défendu par le cardinal Cesarini, qui se fait tuer glorieusement pour ne pas survivre au désastre dont il est la cause (novembre 1444).

Murad descend une seconde fois du trône et retourne à Magnésie pleurer son fils chéri. Mais sa présence était indispensable et la guerre civile vient de nouveau l'arracher à sa retraite.

Les janissaires, méprisant l'autorité d'un enfant, venaient de se révolter et avaient saccagé Andrinople. A son aspect seul tout rentre dans l'ordre (1445).

Avec lui revient l'élan de la conquête; à la tête de soixante mille hommes, il s'empare de Corinthe, Patras, ravage le Péloponèse et force le prince Constantin à lui payer tribut, puis se dirige sur l'Albanie, où s'élevait un émule de gloire d'Hunyade.

Scanderbeg.

Le despote de l'Albanie septentrionale, ou, pour mieux dire, de la Mirditie, avait été contraint de livrer ses quatre fils au sultan. Les trois aînés périrent en bas âge, empoisonnés, dit-on; le quatrième, Georges, élevé à la cour, dans la religion musulmane, devint le favori de Murad, qui, à cause de sa valeur impétueuse, lui donna le nom de Iskender-Bey (le prince Alexandre).

C'est ce nom que les Européens ont transformé en celui de Scanderbeg.

Au milieu des faveurs du sultan, le jeune homme n'oubliait ni sa patrie, ni son père dépouillé. La vengeance couvait dans son cœur. La première défaite des Ottomans, dans la *longue campagne*, lui parut l'occasion cherchée de mettre son projet à exécution. Profitant de la déroute de Nissa, Iskender force le reïs-effendi, le poignard sur la gorge, à lui signer un ordre enjoignant au commandant d'Ak-Hissar (Croïa) de lui remettre la place. Pour que son secret ne soit pas trahi, il tue le ministre dès qu'il a le

firman, court à Ak-Hissar, se fait livrer les clefs de la place et égorge la garnison, plongée dans le sommeil. Scanderbeg appelle à lui les chefs des clans albanais, s'empare de Petrella, de Petralba, de Stelusia, et rentre en vainqueur dans les états de ses ancêtres. Tous les seigneurs épirotes le reconnaissent pour chef et, à la tête de quinze mille montagnards, il bat, complètement les quarante mille hommes d'Ali-Pacha (1443).

L'abdication de Murad lui donne le temps d'organiser ses forces et de se préparer à la lutte. Firouz-Pacha, Mustapha-Pacha sont tour à tour battus et forcés d'évacuer l'Épire ; en même temps, Scanderbeg attaque les Vénitiens qui s'étaient emparés de Daïna. L'approche de Mustapha le décide à conclure la paix avec Venise; Mustapha, battu, est fait prisonnier et laisse dix mille homme sur le carreau.

C'était trop d'affronts pour le croissant. Murad, à la tête de cent mille hommes, marche contre l'audacieux qui ose le braver. Sfetigrad et Dibra tombent en son pouvoir, mais il achète la possession de ces deux villes au prix de vingt mille hommes (1447).

Hunyade, mettant à profit des embarras du sultan, veut prendre la revanche de Varna. A la tête de vingt-quatre mille hommes, dont dix mille valaques, il traverse le Danube, envahit la Serbie, dont le prince reste fidèle à Murad. Celui-ci accourt au secours de son vassal et rencontre l'armée hongroise dans la plaine de Kossovo.

Pour la deuxième fois, ce lieu devait décider des destinées de la péninsule illyrique.

Confiant dans sa fortune, sans attendre les secours de Scanderbeg, Hunyade engage l'action. La bataille dura trois jours ; ce fut une mêlée furieuse, où les vingt-cinq mille chrétiens luttèrent, sans reculer d'un pas, contre les cent cinquante mille musulmans de Murad ; la trahison des valaques, qui abandonnèrent Hunyade, donna la victoire aux Musulmans. Les Hongrois ne tombèrent pas sans vengeance : quarante mille cadavres ottomans restaient étendus sur la plaine (17 octobre 1448).

Toutes les forces de l'empire ottoman sont dirigées alors contre Scanderbeg. Les troupes musulmanes inondent l'Épire. Croïa est investie et bloquée. Le commandant, Uracontel, inaccessible à la crainte comme à la corruption, repousse dédaigneusement les présents du sultan, et brûle dans une sortie les machines de siège de l'ennemi.

Scanderbeg harcelle continuellement les Musulmans, et surprend plusieurs fois leur camp dans des attaques nocturnes. Lassé de cette guerre sans gloire, où il use son armée et perd ses meilleurs soldats, Murad offre à Scanderbeg l'investiture des pays insurgés sous la suzeraineté de la Porte et à condition de payer un tribut de cent mille ducats. Le prince d'Épire refuse, et le Sultan, forcé de lever le siège, reprend la route d'Andrinople. Mais Scanderbeg l'attendait dans les défilés des montagnes, et le sultan ne se fraye un passage qu'au prix d'efforts surhumains et en perdant plus de la moitié des débris de ses troupes (1448-1450).

Le mariage de son fils avec la fille de Suleyman-Bey, prince turcoman, était à peine célébré, que le sultan mourait frappé d'une attaque d'apoplexie, au milieu d'un festin (février 1451).

CHAPITRE VIII

MOHAMMED II.

Mohammed II. Siège et prise de Constantinople (1453). Organisation de la conquête. — Exploits d'Hunyade (1455). Conquête de la Serbie (1460) et de la Bosnie (1463). — Asservissement de la Grèce. Wlad-Drakul, incorporation de la Valachie à l'empire (1462). — Dernières années de Scanderbeg (1467). — Ligue contre la Porte. Conquête de la Karamanie. Mahmoud-Pacha.

Mohammed II (1451-1481). Siège et prise de Constantinople (1453).

A l'avènement de Mohammed II, l'Asie-Mineure, sauf la Karamanie, Sinope et l'empire grec de Trébizonde, obéissait aux sultans. En Europe, l'empire grec était réduit à Constantinople et à sa banlieue ; le Péloponèse était partagé entre les Vénitiens et plusieurs petites principautés fondées par des chefs grecs ou latins, lors de la conquête de Constantinople par les croisés. L'Épire et l'Albanie avaient confié leur indépendance à la vaillante épée de Scanderbeg ; la Bosnie, jusqu'alors préservée des incursions ottomanes, avait su garder son autonomie ; la Serbie, vassale de l'empire, était une proie désignée à l'avance ; le reste de la péninsule balkhanique appartenait aux musulmans. Mohammed se donna pour tâche de compléter l'œuvre de ses prédécesseurs, de réunir tous ces pays sous son sceptre Constantinople attira la première ses regards ; Bayezid Ildérim avait fait élever sur la côte du Bosphore, en Asie

le château fort de Guzel-Hissar, Mohammed résolut d'en construire un en face, sur la rive opposée, pour être maître du passage de la mer Noire. A cette nouvelle, l'empereur Constantin lui envoya des ambassadeurs pour lui offrir tribut et le supplier de renoncer à son entreprise. Le sultan répondit avec hauteur et colère, menaçant les ambassadeurs de faire écorcher vifs ceux qui se permettraient à l'avenir de lui porter de pareils messages. Le fort s'éleva rapidement, et, par un pieux motif, Mohammed voulut qu'il retraçât par sa forme l'ensemble des lettres arabes dont se compose le nom de Mahomet.

Il n'était pas difficile de trouver un prétexte pour rompre la trève. Les musulmans allèrent faire du dégât sur les terres des Grecs qui voulurent résister ; le sultan fit alors massacrer les Grecs épars dans les villages du Bosphore : la guerre était déclarée.

L'empereur accepta la lutte sans forfanterie et sans faiblesse. « Puisque ni les serments, ni les traités, ni les soumissions, écrivit-il au sultan, ne peuvent assurer la paix, poursuis les hostilités. Ma confiance est en Dieu ; s'il lui plaît d'adoucir ton cœur, je me réjouirai de cet heureux changement ; s'il te livre Constantinople, je me soumettrai, sans murmure, à sa volonté ; mais tant que le juge des princes de la terre n'aura pas prononcé, je dois vivre et mourir en défendant mon peuple. » Il y avait longtemps qu'un pareil langage n'avait été tenu par un empereur de Byzance.

Mohammed ne négligea rien pour la réussite de ses projets ; il fit construire par un fondeur hongrois, traître et renégat, des canons, d'une taille si colossale que le plus fort d'entre eux lançait à un mille des boulets de pierre du poids de douze quintaux ; sept cents hommes étaient employés au service de cette pièce monstrueuse. La vue de ces engins formidables porta au comble l'enthousiasme des musulmans et augmenta leur confiance [1].

[1] Cette pièce pouvait faire beaucoup de bruit, mais d'effet point. Elle éclata quand on voulut s'en servir, tuant le Hongrois qui l'avait fondue. — Il fallait deux heures pour la charger.

Les Grecs, au contraire, étaient profondément démoralisés, les prédictions sinistres couraient à travers la ville, le peuple était convaincu que l'heure de la ruine allait sonner. L'issue du siège ne pouvait être douteuse. Dans cette ville immense, à l'heure du péril suprême, Constantin ne put trouver que quatre mille neuf cent soixante-treize hommes résolus à combattre. L'héroïsme d'un homme allait racheter, devant l'histoire, la lâcheté de tout un peuple: l'infamie de ses sujets devait rendre la gloire du souverain plus brillante.

Au commencement d'avril 1453, deux cent cinquante mille Ottomans investirent Constantinople: quatorze batteries se dressèrent sur terre et une flotte de cent quatre-vingts voiles occupa la mer.

L'empereur Constantin Paléologue avait en vain demandé secours à l'Europe chrétienne: « la chrétienté était « alors un corps sans âme, une république sans magistrats; « le pape n'était plus qu'un fantôme éblouissant [1]. » Le pape au lieu d'envoyer une armée « au dernier héritier de « la dernière étincelle du nom romain [2]. » envoya un légat, promettant il est vrai, de faire prêcher une croisade, si la réunion des deux Églises avait lieu.

Gênes qui possédait le monopole du commerce avec Constantinople et que ses nombreux comptoirs de Galata intéressaient particulièrement au sort de cette ville ; Gênes, seule, envoya, au secours des Grecs, une petite escadre commandée par le brave Giustiniani.

La flotte ottomane bloquait l'entrée de la Corne-d'Or ; malgré la disproportion énorme de nombre, Giustiniani n'hésite pas. Avec cinq vaisseaux, il attaque et disperse cent cinquante bâtiments ottomans, entre en triomphe dans la ville, (21 avril 1453) et ranime le courage des assiégés. Cinq mille étrangers vinrent doubler les forces de la garnison.

Pour venir à bout de la résistance désespérée de la ville,

[1] Æneas Sylvius. (Pie II).
[2] Gibbon.

le sultan conçut le plan hardi de faire transporter, par terre, ses vaisseaux, dans la Corne-d'Or. L'opération fut exécutée avec habileté et bonheur. Une étendue de deux lieues de terrain fut recouverte de planches de sapin, enduites de graisse et soixante-dix bâtiments de toutes grandeurs glissèrent sur cette nouvelle route en une seule nuit.

« Sur chaque navire, le capitaine était à l'avant, le la-
« maneur à l'arrière ; les voiles étaient déployées au vent ;
« les trompettes sonnaient, les tambours battaient, et au
« point du jour, les assiégés virent avec autant de surprise
« que d'effroi plus de soixante-dix bâtiments turcs jeter
« l'ancre au milieu de leur port[1]. »

En vain Giustiniani essaye d'incendier la flotte, les musulmans étaient sur leurs gardes, avertis par la trahison des Génois de Galata.

Après cinquante jours de siège, l'artillerie des assiégeants avait abattu quatre tours et ouvert une large brèche à la porte Saint-Romain.

A cette heure suprême, l'héritier des empereurs romains se souvint des gloires de ses prédécesseurs. Sommé de se rendre, Constantin répondit qu'il défendrait, jusqu'à son dernier souffle, l'empire que Dieu lui avait donné. Dans cette décadence profonde du Bas-Empire, au milieu de la démoralisation universelle, au milieu de l'affaisement et de la dégradation de tous les caractères, le dernier des Césars de Byzance honora par son héroïsme la pourpre impériale si longtemps traînée dans la fange par des princes incapables ou indignes. Toujours sur la brèche, inspectant les postes, le premier au combat, le dernier à la retraite, Constantin essayait par tous les moyens de relever le moral de ses sujets. Les fortifications furent réparées ; derrière les murailles écroulées sous le feu de l'artillerie ennemie s'élevèrent d'autres remparts, enfin les troupes auxiliaires occupèrent les postes les plus périlleux. Que faisait pendant ce temps la population de Constantinople :

[1] Hammer.

Au lieu de prendre les armes, de courir aux remparts, les Grecs passaient leur temps à se lamenter, ou ne retrouvaient un reste d'énergie que pour le perdre dans les dissensions stériles.

Pendant que les uns s'agenouillaient en pleurant, devant l'image de la Vierge, dont la protection miraculeuse les avait déjà sauvés des musulmans et imploraient son secours, les autres ergotaient sur la lumière increéée, discutaient sur la sainteté du nombril de la Vierge et maudissaient l'Occident catholique.

Les propositions du pape, qui, au concours des armées latines, mettait pour condition l'adoption du symbole de Nicée, avaient soulevé une tempête de colère et d'indignation « Plutôt les Turcs que les Latins » tel était le cri d'une populace en délire. L'Occident catholique pouvait sauver l'Orient chrétien; les Grecs plutôt que de se soumettre à l'autorité du pontife de Rome préférèrent la servitude, sous le joug du successeur du prophète. Leur vœu allait être exaucé et d'une façon terrible.

Le 24 mai, Mohammed envoya un parlementaire aux assiégés, promettant si la ville capitulait, la vie sauve et la liberté aux habitants, la possession de la Morée à l'empereur.

Constantin préféra s'ensevelir sous les ruines de sa capitale. Le 29 mai fut fixé pour l'assaut général. L'enthousiasme guerrier et le fanatisme religieux exaltaient au plus haut point les troupes ottomanes. On sentait l'effort puissant d'une nationalité vivace et d'une foi jeune qui allait écraser une nation décrépite, usée dans les arguties de la scholastique religieuse et pourrie de tous les vices. Les récompenses les plus grandes étaient promises à ceux qui monteraient les premiers à l'assaut; des timars et même des sandjaks devaient être le prix de leur bravoure. Les derviches parcouraient le camp exhortant les soldats à combattre en vaillants, pour la vraie foi et répétant les paroles du prophète : « Il n'y a d'autre Dieu que Dieu et Mahomet est son prophète ; Dieu est un et nul n'est semblable à lui. »

Le jour solennel arriva : cent cinquante mille hommes se ruèrent sur la ville que défendait une poignée de soldats décimés par une lutte acharnée de sept semaines. Pendant deux heures, ce combat se maintint avec un acharnement inouï ; à l'impétuosité et à l'acharnement des assaillants, la petite garnison opposait la sombre énergie du désespoir : le feu grégeois embrasait les navires ; les flèches, les pierres tombaient sans relâche sur les Ottomans et les couchaient sanglants dans les fossés. Les assaillants étonnés de cette résistance imprévue pliaient, lorsque les scheïkhs Ahmed-Kourani et Ak-Chems-Uddin s'élançant au plus fort de la mêlée, récitèrent à haute voix les versets du Koran relatifs à la prise de Constantinople. Les exhortations et l'exemple des deux scheïkhs vénérés de toute l'armée raniment les combattants ; la bataille reprend avec plus d'acharnement que jamais.

Profitant de la négligence des Grecs qui avaient omis de fermer la porte *Cercoporta*, les musulmans pénètrent enfin dans la ville. Les Grecs épouvantés fuient de toutes parts : la population, affolée, court chercher un refuge dans l'église Sainte-Sophie, attendant l'apparition de l'ange, qui, d'après une prophétie répandue parmi le peuple, devait les délivrer des musulmans. Le patriarche, revêtu de ses habits sacerdotaux, célébrait le service divin ; autour de lui, la foule éperdue se pressait à genoux et tendait ses mains suppliantes vers le Christ. Tout à coup, les portes tombent sous la hache des vainqueurs ; l'église est envahie et jonchée de cadavres ; le patriarche tombe frappé d'un coup mortel, et Sainte-Sophie profanée et souillée sera désormais consacrée au prophète [1].

Constantin s'était conduit en soldat et en général : à la tête des troupes étrangères, il combattait encore sur la

[1] D'après la légende grecque, au moment où les musulmans s'élançaient vers l'autel et allaient atteindre le patriarche, la muraille s'entr'ouvrit pour livrer passage à ce dernier et aux saintes hosties.

Une prédiction annonce que le jour où les Turcs seront chassés de Constantinople, la muraille s'ouvrira de nouveau, le patriarche reviendra achever l'office interrompu il y a quatre siècles.

brèche. A la vue de la déroute des siens il comprit que tout était fini ; il ne voulut pas survivre à la ruine de sa patrie, au massacre de son peuple. Réunissant une poignée de braves, il se précipita au milieu des Ottomans, et après des prodiges de valeur tomba sur des monceaux de cadavres. Lui du moins avait succombé en soldat et en roi[1].

Enivrés de leur triomphe, les vainqueurs ne respectèrent rien : pendant trois jours, la ville, livrée au pillage, fut en proie à une soldatesque effrénée ; le grand-duc Notaras, ses fils, sauf le plus jeune, les principaux chefs étrangers et plusieurs seigneurs grecs tombèrent sous la hache du bourreau.

Organisation de la conquête.

Quand les soldats, gorgés de butin et rassasiés de massacre, furent las de piller et de tuer, Mohammed songea à s'assurer sa conquête par des institutions politiques, appropriées au tempérament et aux mœurs de ses nouveaux sujets.

La prise de Constantinople jeta l'épouvante dans les anciennes contrées de l'empire byzantin. « Toute la Grèce « se sentit frappée par ce désastre. Dans la Morée et dans « les îles, on fuyait sans savoir où aller. La mer était cou- « verte de vaisseaux, de barques portant les richesses et « les familles des Grecs. Les montagnes, les monastères, « les îles occupées par les Vénitiens et les Génois ser- « vaient de refuge. C'était, dit un chroniqueur, une dis- « persion comme celle des Hébreux, après la prise de « Jérusalem[2]. »

[1] Giustiniani effaça par un instant de lâcheté une gloire de plusieurs années : au moment où les Turcs pénétrèrent par la porte Cercoporta, le chef génois, prétextant le besoin de faire panser la blessure qu'il venait de recevoir à la main, s'enfuit et alla cacher sa honte chez ses compatriotes de Galata.

[2] Villemain, *Lascaris*.

Un firman ordonna à tous les Grecs dispersés dans l'empire ottoman de rentrer à Constantinople, et promit le libre exercice du culte et la conservation des biens. Les Grecs conservèrent les églises comprises depuis celle des Arméniens, appelée *Souly-Monastir*, jusqu'à la porte d'Andrinople. Sur l'ordre du sultan, un nouveau patriarche fut élu, suivant le cérémonial usité. Quand George Scholarius (Gennadius) eut été couronné de la tiare, le sultan lui dit :

« Sois patriarche, et que le ciel te protège ! En toute « circonstance, compte sur mon amitié et jouis de tous « les privilèges que possédaient tes prédécesseurs. »

Gardant leur culte, leurs biens, le droit de s'administrer eux mêmes, les Grecs formèrent une vaste communauté, entièrement séparée de la nation conquérante. Ils payèrent une double capitation, soit pour leurs personnes, soit pour leurs terres. Le chef de la communauté était le patriarche, assisté d'un synode : il avait rang de vézir et possédait une garde de janissaires. Toutes les causes civiles et correctionnelles des raïas grecs du district de Constantinople étaient évoquées à son tribunal. Composé des principaux dignitaires du clergé, ce tribunal pouvait prononcer toutes les peines, même celle de mort, et les autorités militaires étaient tenues de faire exécuter ses sentences.

Le synode formait le grand conseil de la nation et servait en même temps de cour d'appel. Ses membres, ainsi que le patriarche, étaient exempts de l'impôt foncier (karadj). Chaque évêque dans son diocèse jouissait des mêmes privilèges que le patriarche, à Constantinople.

Les biens des grandes familles grecques confisqués furent transformés en timars, mais ceux des raïas restèrent entre leurs mains et ne furent soumis qu'au karadj.

Chaque commune s'administrait elle-même par les primats qu'elle nommait : c'étaient eux qui répartissaient le karadj et les autres taxes.

Exploits d'Hunyade. Conquête de la Serbie (1460) et de la Bosnie (1463).

Mettant à profit la terreur, que la prise de Constantinople avait répandue jusqu'au Danube, Mohammed poursuivit activement son œuvre de conquête de toute la péninsule illyrique. Dans le Péloponèse, Démétrius et Thomas Paléologue, frères du dernier empereur de Byzance, se soumettent d'eux-mêmes à un tribut annuel de douze mille ducats. Cette lâcheté ne retarde leur chute que de quelques années ; huit ans plus tard, en 1462, Mohammed réunit le Péloponèse à ses États.

La Serbie est envahie et ravagée : cinquante mille prisonniers des deux sexes sont emmenés en captivité, mais Hunyade accourt et le terrible adversaire de Murad II écrase Firouz-Bey (1454). Les Serbes orthodoxes nourrissaient contre les Hongrois catholiques les mêmes rancunes et les mêmes haines que les Grecs contre les Latins; Georges Brankovitch se hâta d'acheter une paix précaire et honteuse, au prix d'un tribut de trente mille ducats. Elle ne devait pas être longue (1454). On trouve dans les chroniques serbes un fait caractéristique de cette haine religieuse qui séparait les Serbes des peuples latins ou germains.

Aux sollicitations d'Hunyade de continuer la lutte, Brankovitch répondit par cette question : « Que feras-tu de notre religion, si tu es vainqueur? — J'établirai partout les églises catholiques, » répondit le héros hongrois. Aux envoyés du kral de Serbie qui lui posèrent la même question, le rusé Mohammed répondit, sans hésiter : « A côté de chaque mosquée, s'élèvera une église, où les tiens pourront adorer leur Dieu. »

Les Grecs de Byzance s'écriaient : « Plutôt le turban du Turc que le chapeau d'un cardinal. » Les Serbes, sauvés plusieurs fois par les Hongrois catholiques, devaient eux aussi repousser leur salut et tomber victimes de leur aveuglement.

L'année suivante, pendant que la flotte ottomane, après avoir soumis Thasos, Samothrace, Imbros et Lemnos, essuyait un échec sanglant devant Cos et échouait complètement au siège de Rhodes ; l'année suivante, le sultan, à la tête de cent cinquante mille hommes et de trois cents bouches à feu, pénétrait en Serbie et arrivait devant Belgrade sans rencontrer de résistance. Hunyade s'était jeté dans la place : l'escadre des assiégeants fut détruite, un assaut général échoua, et les assaillants poursuivis jusque dans leur camp durent lever le siège, laissant vingt-quatre mille hommes couchés dans les fossés de la place et abandonnant toute leur artillerie. Le grand capitaine hongrois ne jouit pas longtemps de son triomphe : vingt jours après la fuite des musulmans, il succombait aux suites d'une blessure reçue dans le combat.

Sa mort délivrait les Ottomans du plus redoutable adversaire qu'ils eussent encore rencontré. Aussi le grand vézir, Mahmoud-Pacha, rentre en Serbie, s'empare de Semendria, et en deux ans achève la conquête définitive de ce pays, si souvent envahi et ravagé. La partie la plus énergique de la population, conduite par le patriarche, préféra l'exil à la servitude. Réfugiés en Hongrie, les Serbes formèrent en quelque sorte des colonies militaires qui fournirent aux empereurs d'Autriche leurs meilleurs soldats ; et nulle part les Ottomans ne rencontrèrent d'ennemis plus acharnés (1458-1460). La conquête de la Bosnie suivit de près celle de la Serbie. Sommé de payer un tribut, le despote de Bosnie s'y refusa fièrement. Mahmoud-Pacha, après une courte campagne, s'empare du roi et de sa famille réfugiés dans la forteresse de Klincs. La capitulation, jurée par le grand-vézir, promettait la vie sauve au roi et à tous les habitants : Sultan-Mohammed, violant la parole donnée, fit trancher la tête au prince vaincu, s'appuyant sur un fetwa du mufti Ali-Bestami, qui annulait le traité comme contraire à la loi du prophète (1463). Quelques historiens assurent que par un excès de servilité fanatique le scheïkh remplit lui-même l'office de bourreau.

L'empire serbe si puissant sous Douschan le Fort était anéanti ; toutes ses provinces étaient successivement tombées au pouvoir des descendants du vainqueur de Kossovo. Seules les peuplades, réfugiées dans l'inextricable dédale des âpres montagnes de la Tsernagora, devaient garder leur indépendance et braver jusqu'à nos jours la puissance ottomane.

Les Slaves de Bosnie n'imitèrent pas leurs frères de Serbie : les uns avaient préféré l'exil sur la terre étrangère et la liberté à la servitude; les autres, restés sur le sol natal, avaient, pour garder le christianisme, sacrifié leurs biens, leurs honneurs et leurs dignités. Les seigneurs envers lesquels le sultan n'avait plus aucun ménagement à garder, avaient eu à choisir entre leur foi et leur pouvoir; ils n'hésitèrent pas : plutôt que d'apostasier, ils préférèrent être réduits à la misérable condition de raïas, taillables et corvéables à merci.

Les Bosniaques, au contraire, pour sauver leurs biens, leurs honneurs, pour garder leur pouvoir seigneurial, embrassèrent l'islamisme, sans aucun remords. Les nobles de Bosnie, tyranneaux féodaux, devinrent sans hésiter les beys musulmans dont la turbulence et les révoltes fréquentes causèrent tant de mal à la Porte et qui gardèrent pendant quatre cents ans une sorte d'indépendance, jusqu'au jour où Omer-Pacha les eut écrasés.

Jean Hunyade avait eu un digne successeur dans son fils Mathias Corvin qui ne devait pas laisser les Ottomans paisibles possesseurs de leurs nouvelles conquêtes. Au commencement de 1464, Yaltcha était reprise par les Hongrois et le sultan était battu sous les murs de cette ville.

Asservissement de la Grèce. Wlad-Drakul; incorporation de la Valachie à l'empire (1462).

Pendant que Mahmoud-Pacha conquérait la Serbie et la Bosnie, Sultan-Mohammed enlevait aux Génois la ville d'Amassia et Sinope à Ismaïl-Bey. David Comnène, empe-

reur grec de Trébizonde, effrayé des menaces du sultan, lui livra les clefs de la ville à condition qu'il aurait, avec la vie, la liberté d'emporter ses trésors. Le sort du roi de Bosnie aurait dû pourtant lui montrer comment le conquérant respectait la foi jurée.

Jeté en prison avec ses huit fils, David fut mis en demeure d'abjurer la religion du Christ ou de périr avec tous les siens. Le dernier des Comnène ne montra pas moins de fermeté d'âme que le dernier des Paléologue n'avait montré d'héroïsme. David et ses sept fils périrent martyrs de leur foi[1].

L'impératrice Hélène, bravant la colère du sultan, se rendit sur le lieu du supplice, creusa elle-même une fosse et y ensevelit les restes mortels de son époux et de ses fils (1461).

A la même époque fut consommé l'asservissement de la Grèce: seules les îles de l'Archipel et de la mer Égée avaient échappé au vainqueur, ainsi que les principautés vénitiennes du Péloponèse.

Désireux de mettre à l'abri des attaques des Hongrois sa récente conquête, la Serbie, Sultan-Mohammed tourna ses armes contre le voïvode de Valachie, Wlad le Bourreau. La férocité de ce prince lui avait valu, de la part de ses sujets, le nom de Drakul (diable); les musulmans l'appelaient Kazikli-Woda (le voïvode empaleur) à cause du supplice qu'il avait l'habitude de leur infliger.

Le trait suivant donnera au lecteur une idée suffisante du caractère de ce monstre : des envoyés du sultan ayant refusé de se découvrir devant lui, suivant l'usage, il leur fit clouer le turban sur la tête, en disant qu'il voulait les dispenser pour toujours d'une cérémonie qui leur était antipathique.

[1] Le plus jeune des fils de David Comnène céda seul à la crainte et embrassa l'islamisme.

Une branche de la famille Comnène, issue des empereurs de Byzance, se réfugia en Corse : c'est à cette famille qu'appartenait la femme du général Junot, duc d'Abrantès.

Ce ne fut point toutefois pour tirer vengeance de cet affront que Mohammed déclara la guerre au voïvode : ses griefs étaient purement politiques.

Wlad se hâta de se soumettre et obtint un traité, regardé jusqu'en ces derniers temps comme la charte des droits de la Valachie.

Le sultan s'engageait pour lui et ses successeurs à défendre la Valachie contre toute agression, sans exiger autre chose que la suzeraineté de la principauté qui devait se gouverner par ses propres lois. Le voïvode devrait être élu par l'assemblée des boyards et des évêques ; il conservait le droit de paix et de guerre, le droit de vie et de mort sur ses sujets, et n'était tenu à aucune responsabilité envers la Porte.

Les Valaques, sur le territoire ottoman, étaient exempts de karadj ; les Turcs n'avaient point le droit de s'établir en Valachie ; enfin le tribut était fixé à la somme annuelle de dix mille ducats (1460).

Ce traité était à peine signé que Wlad s'allia avec Mathias Corvin, fit empaler les envoyés du sultan, avec toute leur suite, « le pacha sur un pieu élevé, en signe d'honneur, » et envahit la Bulgarie.

Mohammed accourt avec cinquante mille hommes. Hors d'état de résister à ces forces énormes, Wlad se décide à faire la guerre de partisans. Une nuit, il surprend même le camp ottoman, et peu s'en faut qu'il ne s'empare du sultan. Enfin, après plusieurs mois d'une lutte acharnée sans trêve ni merci, le voïvode s'enfuit en Hongrie où Mathias Corvin le fit jeter dans les fers. Son frère Radoul, favori du sultan, lui succéda, mais fut réduit à la simple condition de pacha.

La Valachie était incorporée à l'empire (1462).

Quand le sultan arriva sous les murs de Buckharest, il vit les campagnes environnantes couvertes de cadavres : vingt mille musulmans étaient empalés. A ce spectacle, il laissa d'après le chroniqueur de cette guerre, échapper ces étranges paroles :

« Il est impossible de chasser de son pays un prince

qui fait de si grandes choses et qui a si bien employé ses sujets et sa puissance[1]. »

Dernières années de Scanderbeg (1467).

Partout les armes du sultan étaient victorieuses ; seul Scanderbeg, le rival de gloire d'Hunyade, avait arrêté la marche triomphale du Croissant. Depuis la mort de Murad II, la lutte n'avait pas discontinué, mais chaque nouveau combat ajoutait un nouveau nom à la liste déjà longue des victoires du héros épirote.

Hamza-Pacha est battu et fait prisonnier par le neveu de Scanderbeg (1451); dans une seconde rencontre, quatre mille Ottomans mordent la poussière, avec leur chef tué de la main de Scanderbeg ; un corps de quinze mille hommes commandé par Moussa est complètement écrasé ; Iça-Bey et Hamza-Pacha réunissent leurs forces, mais leurs quarante mille hommes sont anéantis dans la plaine d'Alessio (1452-1460).

Le sultan avait besoin de la paix en Europe pour assurer le succès de l'expédition qu'il méditait contre Trébizonde ; il traita avec Scanderbeg, lui abandonnant l'Épire et l'Albanie (1461).

La guerre venait d'éclater entre le sultan et Venise, à propos de l'asile accordé par les habitants de Coron à un esclave fugitif du pacha d'Athènes ; Argos et Corinthe étaient tombés au pouvoir de Mahmoud-Pacha (1462). Cédant aux instances de l'ambassadeur vénitien et du légat du pape, Scanderbeg rompit le traité, invoquant cette maxime peu honorable formulée par le légat Cesarini : « La parole donnée à un infidèle peut être violée sans scrupule (1464). » Musulmans et chrétiens, du reste, ne se faisaient pas faute de se parjurer. Cette nouvelle lutte

[1] Drakul s'échappa au bout de quinze ans de captivité, rentra en Valachie et chassa Radoul du trône.

Il périt assassiné par un de ses esclaves (1479).

est pour Scanderbeg l'occasion de nouveaux triomphes. Cheremet-Bey est battu ; Balaban-Pacha est réduit à se sauver presque seul ; deux autres corps ottomans cernés dans les défilés des montagnes sont anéantis.

Mohammed marche lui-même contre l'Épire ; Sfetigrad et Belgrad (Berat) tombent en son pouvoir, mais il est arrêté par la résistance de Croïa. Il s'en vengea en ordonnant le supplice de huit mille habitants du district de Chidna et laissa quatre-vingt mille hommes à Balaban-Pacha pour presser les opérations du siège. Sans s'effrayer, Scanderbeg court à Younis-Pacha qui arrivait à la tête d'une armée de secours, disperse ses troupes et le fait prisonnier ; Balaban est tué d'un coup de feu sous les murs de Croïa et son armée découragée se retire. Poursuivie par l'ennemi, enveloppée de tous côtés, elle ne parvient à s'échapper qu'au prix des plus grands efforts (1466).

Ce fut le dernier exploit de Scanderbeg : l'année suivante (14 janvier 1467) il meurt à Alessio à l'âge de 63 ans. La guerre avec Venise continuait : les escadres de la République ravageaient et brûlaient les côtes de l'empire : le sultan résolut de faire un coup d'éclat en s'emparant de Négrepont (ancienne Eubée). Mahmoud-Pacha prit la mer avec une flotte de trois cents voiles, montée par soixante-dix mille combattants. Après cinq assauts furieux, la ville capitula, mais Mohammed, aveuglé par le désir de la vengeance, ternit sa gloire en faisant périr la garnison dans les supplices.

Ligue contre la Porte. Conquête de la Karamanie. Mahmoud-Pacha.

Les Vénitiens ne restaient pas inactifs, de leur côté ; une ligue ne tarda pas à se former entre la République, Naples, le pape et Ouzoum-Hassan, le plus puissant des princes turcomans.

Depuis cent cinquante ans, les princes de Karaman ne cessaient de faire la guerre aux sultans, dès qu'ils les

voyaient occupés en Europe ; c'était une épine au flanc de l'empire : Mohammed résolut d'en finir.

Ibrahim, prince de Karamanie, l'ennemi le plus invétéré de la race d'Osman, venait de mourir (1462). Le chagrin que lui avait causé la révolte de ses six fils légitimes avait fait descendre le vieux prince au tombeau. Il avait désigné pour son successeur son fils préféré Ishak, né d'une esclave ; mais sa volonté ne fut point écoutée et la guerre civile éclata entre les sept frères.

Le sultan profita de ces dissensions, pour saisir la proie qu'il convoitait depuis longtemps, et le gouvernement de la Karamanie fut confié à son troisième fils, Moustapha.

Seule la ville de *Selefké* (Séleucie) parvint à se soustraire au joug ottoman : l'épouse d'Ishak-Bey s'y maintint, pendant que son mari cherchait un asile et un appui à la cour d'Ouzoum-Hassan. Mais la population regrettait ses anciens princes : un soulèvement éclata, et Roum-Mohammed-Pacha, cerné dans les défilés des montagnes de la Cilicie Pétrée, y perdit la moitié de son armée ; Isak-Pacha venge cet échec en battant Kaçim-Bey, frère de Ishak-Bey, et s'empare d'Ak-Seraï (Gersama) et des forts de Warkeny, Oudj-Hissar et Orta-Hissari (1468-1470). Alaïa se rend à Guédik-Ahmed-Pacha (1472) et le prince Kilidj-Hassan s'enfuit en Égypte. La mort d'Ishak-Bey détermine sa veuve à offrir au sultan les clefs de Sélefké. Guédik-Ahmed poursuivait sa marche victorieuse, mais l'approche d'Ouzoum-Hassan le force à se replier sur Konieh, et l'armée persane met le pays à feu et à sang. Vainqueur de la dynastie du Mouton-Noir, maître des contrées entre l'Oxus et l'Euphrate, Ouzoum-Hassan avait accueilli les princes de Karaman et de Kastamouni. La flotte vénitienne, renforcée des galères du pape et du roi de Naples, sous le commandement de Pietro Mocenigo, après avoir saccagé Delos et Métélin, incendié Smyrne, débarquait un corps de troupes sur les côtes de la Karamanie, pour donner la main à Kaçim-Bey. Sélefké, Sighin, Kourko (l'ancien Corycus) se rendent à Mocenigo, qui les remet à son allié.

Dans ce danger, Mohammed rend la dignité de grand

vézir à Mahmoud-Pacha, et lui confie la direction des opérations. Youssoudjé-Mirza et les fils d'Ibrahim, défaits par Moustapha, sont forcés de regagner précipitamment le Khorassan.

Néanmoins Ouzoum-Hassan avançait toujours ; Mohammed marche contre lui, à la tête de cent mille hommes (1472). L'avant-garde ottomane est battue à Sivas, mais cet échec est largement compensé par la brillante victoire d'Outlouk-Beli.

Moustapha, secondé par Guédik-Ahmed-Pacha, s'empare d'Ermenak et de Minan : Ahmed, fils d'Ibrahim, se donne la mort pour ne pas tomber aux mains du vainqueur. Séléfké est prise par la trahison de la garnison. Moustapha meurt, au milieu de ses succès, au moment de se rendre maître de la forteresse de Deweli-Kara-Hissar ; son frère Djem [1] lui succède dans le gouvernement des provinces conquises. Agé de 18 ans le jeune prince était doué de toutes les qualités qui peuvent séduire un peuple belliqueux. D'une adresse et d'une force peu communes, il excellait dans tous les exercices du corps. On conservait à Konieh la massue d'Ala-Eddin le Grand : bien peu de guerriers pouvaient la soulever, Djem la maniait comme il eut fait de l'arme la plus légère. Grand amateur des lettres, poète lui-même, il traduisait le poème persan Khorchid et Djemchid et composait des odes (*Ghazel*). Sous son gouvernement la Karamanie resta paisible et tranquille. La soumission de la Karamanie fut le signal de la chute et de la mort de Mahmoud-Pacha. Fils d'un père serbe et d'une mère grecque, il n'était pas aimé du sultan qui supportait avec peine ce descendant des races vaincues, converti dès l'enfance et par force à l'islamisme. Le caractère humain et généreux du ministre contrastait avec les cruautés du prince. La modération dont il avait fait preuve pendant la guerre de Bosnie et celle de Négrepont lui avait valu une première disgrâce. Il osa dire la vérité et censurer quelques actes blâmables de son souve-

[1] Le Zizim des Occidentaux.

rain : sa perte en fut la conséquence. *Arrivé à la Porte*, comme il le dit lui-même dans son testament, avec *un cheval, un sabre* et *cinq cents aspres*, il était parvenu par ses talents à la charge la plus élevée de l'État.

Le conquérant de la Serbie, de la Bosnie, de Négrepont, le protecteur des savants, le bienfaiteur des pauvres, victime du despotisme ombrageux d'un maître dont l'orgueil exalté par la victoire ne pouvait souffrir la moindre contradiction, fut révéré par la population, comme un martyr. L'histoire impartiale a vengé sa mémoire et a inscrit en lettres d'or son nom au Panthéon de la gloire (1473).

Au printemps de 1474 Suleyman-Pacha, beylerbey de Roumélie, pénètre en Albanie et vient mettre le siège devant Scutari. Aux sommations du pacha, le gouverneur Lorédano répond fièrement : « Je suis Vénitien, et d'une « famille où l'on ne sait pas ce que c'est de se rendre. Je « conserverai Scutari ou je périrai. »

L'énergique résistance de Lorédano est couronnée de succès. Le Beylerbey se console de cet échec en dévastant la Carniole et la Dalmatie, puis court en Moldavie où Étienne refusait de payer le tribut consenti en 1457 par son prédécesseur Pierre Aaron.

Étienne IV, le plus grand prince que la Moldavie ait produit, venait de repousser victorieusement les Hongrois et les Polonais qui prétendaient à la suzeraineté du pays, quand cent mille Ottomans envahissent ses États. Sans s'effrayer, il réunit quarante mille hommes et écrase les musulmans à Racovitza, sur le lac Balaton (1475). Les prisonniers sont tous empalés. Musulmans et chrétiens se disputaient la palme de la férocité. La fureur du sultan ne connut pas de bornes à cette nouvelle, mais, pour mieux assurer sa vengeance, il résolut d'attaquer la Moldavie de deux côtés à la fois et de lancer sur elle les Tartares du Kaptchak et de la Crimée.

CHAPITRE IX

MOHAMMED II (*suite*).

Conquête de la Crimée. Venise achète la paix (1479). — Campagne de Transylvanie. — Siège de Rhodes (1480); mort de Mohammed (1481). — Le Kanoum-namé. — Les ulémas. — Les Ottomans et les peuples vaincus.

Un rejeton de la race de Djenghis-Khan, Dewlet-Ghéraï[1], avait, au moment de l'invasion de Timour, fondé la dynastie des khans de Crimée.

Sous ce nom on désignait la presqu'île de Crimée, le Kouban, la Circassie et une zone de terrain s'étendant des bords de la mer Noire dans l'intérieur des terres, de la Moldavie jusqu'à Taganrok. Située entre le 46e et le 44e degré de latitude, cette zone avait dans sa largeur trente ou quarante lieues et comprenait de l'O. à l'E. le Yetitche-

[1] « La tradition porte qu'un des grands vassaux dont le nom ne s'est « pas plus conservé que l'époque de son crime, après avoir formé le « projet d'usurper le trône de ses maîtres, ordonna le massacre des « princes Guenguisiens; mais qu'un sujet fidèle, profitant du tumulte, « eut l'adresse de soustraire à la connaissance des assassins un de ces « princes encore au berceau, et qu'il confia ce trésor et son secret à un « berger nommé Guéray, dont la probité était universellement recon- « nue.... Le prince avait atteint l'âge de vingt ans, quand la haine « publique arriva au point de soulever les Tartares contre l'usurpateur. « Le vieux berger, toujours plus considéré, vit naître la conjuration, « anima les conjurés, présenta son souverain et le rétablit sur le trône « de ses pères après la mort du tyran.... Le surnom de Guéray s'est « conservé jusqu'à ce jour dans toute la succession des souverains tar- « tares, ainsi que celui de *Tchoban* (berger). » (Baron de Tott.)

koule, le Dgamboyloug, le Yedesan et la Bessarabie. Cette dernière province ainsi que la presqu'île de Crimée était habitée par une population sédentaire; les trois autres étaient peuplées par les Nogaïs, tribus de pasteurs, qui vivaient sous la tente. La constitution politique des Tartares présentait de grandes analogies avec celle de l'Europe féodale.

Aussitôt après la famille souveraine, venaient celles de Chirine, de Mansour, de Sedjoud, d'Arguin et de Baroun, qui fournissaient les cinq grands vassaux de l'empire.

Ces anciens mirzas, descendants des compagnons de Djenghis-Khan, formaient la haute noblesse, ils étaient toujours distingués des familles anoblies. Ces dernières, réunies sous le nom de Mirza-Capikouly (Mirza, esclave des princes), nommaient un bey pour les représenter et siéger aux États, conjointement avec les cinq grands vassaux. C'était la famille de Koudalak qui jouissait du droit de fournir, dans le plus âgé de ses membres, le représentant de toutes les familles anoblies. Ces six beys composaient avec le suzerain le pouvoir suprême.

Afin d'empècher le khan de profiter de l'éloignement des grands vassaux pour accroître son autorité à leurs dépens, le bey des Chirines représentait les cinq autres beys et avait comme le souverain son khalga, son nouradin, ses ministres. Ce chef de la noblesse tartare possédait le droit de convoquer les beys, si leur réunion, négligée par le khan, importait aux affaires publiques.

Dans la Crimée et dans la Bessarabie, les terres étaient partagées en fiefs nobles, en domaines royaux et en possessions roturières. Les premières sont héréditaires, ne payent aucune redevance et ne relèvent même pas de la couronne. Les secondes forment le revenu de certaines charges ou sont distribuées à titre de présent par le souverain.

A défaut d'héritier, au septième degré, les biens nobles reviennent au khan, en vertu du droit d'aubaine; et chaque mirza, dans son fief, jouit des mèmes droits sur les biens roturiers.

Les Nogaïs n'avaient point de ces distinctions de propriété territoriale; les mirzas partageaient avec leurs vassaux la communauté du sol. Retirés, pendant l'hiver, dans les vallons habités par leurs hordes, ils percevaient, chacun dans son *aoul*[1], une redevance en bestiaux et en denrées. C'étaient eux qui répartissaient les terres arables entre leurs vassaux.

Le droit de corvée, établi en Crimée, n'existait point chez les Nogaïs ; ils payaient seulement la dîme au gouverneur de la province.

Les sultans mis à la tête de ce gouvernement prenaient le titre de seraskers et étaient de véritables vice-rois. La première dignité, celle de khalga, est toujours confiée par le khan à celui de ses parents dans lequel il a le plus de confiance. Cette charge, conférée autrefois à l'héritier présomptif, donnait encore le droit de suppléer la souveraineté, dans le cas de la mort du khan, jusqu'à l'arrivée de son successeur.

Le khalga commandait en chef les armées et dans son apanage héritait, comme le khan, de tous les mirzas qui mouraient sans héritier au septième degré.

La charge de nourradin était également occupée par des sultans. Comme le khalga, le nourradin a des ministres, mais dignitaires et fonctionnaires sont sans emplois.

La troisième dignité, celle d'Or-Bey, prince d'Orkapy, ainsi que les gouvernements des frontières, étaient confiés, tantôt à des sultans, tantôt à des mirzas Chirines. La horde de Dgamboyloug était gouvernée par un caïmakan du roi qui remplissait les fonctions de serasker. Mais tandis que les autres gouverneurs commandaient toujours leurs troupes, même après leur réunion sous les ordres du khan, du khalga ou du nourradin, il remettait le commandement au général en chef. Il existait en outre deux dignités féminines : celles d'Ala-Bey et d'Ouloukani, données toujours par le khan : la première, à sa mère ou à une de ses

[1] Partie d'une horde qui comprend tous les tenanciers d'un même fief.

femmes; la seconde, à l'aînée de ses sœurs ou de ses filles.

Plusieurs villages formaient l'apanage de ces princesses qui y rendaient la justice par le ministère de leurs intendants. Toutes les terres devaient le service militaire.

L'assemblée de grands vassaux fixait le chiffre de cavaliers que devait fournir chaque famille.

La justice était rendue gratuitement dans toute l'étendue de la Tartarie: les juridictions particulières la rendaient également gratis dans leurs districts. Le tribunal du suzerain recevait les appels des tribunaux particuliers.

Les Génois avaient compris l'importance de la Crimée: par la supériorité de leurs armes et de leur tactique, ils avaient conquis la presqu'île et soumis à leur joug les descendants de Djenghis-Khan. Pour mieux tenir les Tartares dans la soumission, ils avaient favorisé l'ambition des prétendants : trois khans, élus à la fois, se disputaient les lambeaux d'une royauté expirante et avilie, pendant que le souverain légitime Mengli-Ghéraï était prisonnier dans Mankoub.

Campagne de Transylvanie.

Mohammed ne pouvait laisser à ses vassaux de Péra une position qui commandait le Bosphore ; aussi, à l'occasion de la guerre de Moldavie, il dirigea sur la Crimée une flotte de trois cents voiles. La conquête de la Crimée fut rapidement achevée par les Ottomans. Kaffa, Azof, Mankoub, furent enlevées sans pertes, et les Génois ne possédèrent bientôt plus un pouce de terrain. Mengli-Ghéraï, rétabli sur le trône, signa un traité qui soumettait à la Porte la nomination de ses successeurs. Le khan des Tartares n'échappait au joug des Génois que pour en subir un aussi pesant, mais moins humiliant. Chacun des princes de la famille régnante eut l'espoir de parvenir au trône par ses intrigues à Constantinople.

La flotte victorieuse se porta sur Akkerman, qu'elle enleva, et occupa les bouches du Danube, pendant que le

sultan, à la tête de cent mille hommes, franchissait le fleuve. Étienne IV (l'*athlète du Christ*) appelle en vain à son secours la Hongrie et la Pologne. Livré à ses propres forces, il ne désespère pas : reculant devant l'armée musulmane, il l'attire dans la forêt de Roboëni, la disperse et lui tue trente mille hommes (1476).

Les lieutenants du sultan n'étaient pas plus heureux. Ali-Bey et Iskender-Mikhal-Ogli étaient battus en Transylvanie par René et François Docy, et Mathias Corvin, élu roi de Hongrie, assiégeait Semendria (1476).

Les négociations entamées par la sérénissime République avaient échoué. Antoine Lorédano, provéditeur de Venise, ravagea les côtes de l'Asie Mineure; les armées ottomanes échouèrent devant Lépante. Croïa, après un blocus d'un an et une défense désespérée, fut forcée par la famine de capituler (1477). Selon son habitude, Mohammed viola la capitulation, et, sauf quelques prisonniers dont il espérait une grosse rançon, il fit trancher la tête à toute la garnison.

Scutari est alors investie pour la seconde fois : pendant deux mois, la ville essuie un bombardement effroyable ; malgré la ruine de leurs remparts, les assiégés ne se découragent pas; les Ottomans donnent en vain l'assaut, ils perdent douze cents hommes. Quelques jours plus tard, une nouvelle attaque a le même résultat : l'élite de l'armée assiégeante avait péri, le sultan donne le signal de la retraite en s'écriant avec douleur : « Pourquoi faut-il que j'aie jamais entendu prononcer le nom de Scutari ! » (1478). Mais Venise était à bout de forces : elle accepta les conditions du sultan et lui céda Scutari. Les habitants évacuèrent la ville, librement, grâce à la précaution qu'ils avaient eue de se faire donner des otages par les musulmans (janvier 1479). Avec le traité de paix fut signé un traité d'alliance entre le Grand Seigneur et la République : le sultan s'engageait à aider cette dernière contre ses ennemis. Selon l'expression méprisante de l'historien musulman, il soutenait « *les chiens contre les porcs* et *les porcs contre les chiens* ». Libre de tout souci, Mohammed tourna

toutes ses forces contre la Hongrie. Au commencement d'octobre (1479), quarante mille hommes, sous le commandement de douze pachas, envahissent la Transylvanie. Mais chacun des généraux ottomans voulait commander en chef, nul ne voulait obéir ; ces tiraillements dans le commandement portèrent leurs fruits. Étienne Batory, voïvode de Transylvanie, et le comte de Temesvar, général de Mathias Corvin, défirent les musulmans dans la plaine de Kenger-Mesir. Les vainqueurs se souillèrent des cruautés les plus grandes : sur les corps palpitants des musulmans, on dressa des tables où le vin coula à flots; enivré de sang et de vin, le comte Kinis de Temesvar prit un cadavre entre ses dents et exécuta ainsi une danse guerrière. Le lendemain, pour célébrer les funérailles de Batory, mort dans les bras de la victoire, il fit élever des pyramides avec les cadavres des vaincus et égorgea tous les prisonniers sur son tombeau (13 octobre 1479).

Cet échec ne découragea pas les musulmans dont les hordes ravagèrent, l'année suivante, la Styrie, la Carinthie et la Carniole, pendant que le sultan Mohammed s'emparait des États de Boudak qui régnait sur une partie de l'ancienne Cappadoce (1480). Ce fut la dernière expédition du conquérant en Asie; désormais l'Europe attira toute son attention.

Siège de Rhodes (1480). Mort de Mohammed (1481).

Guédik-Ahmed s'empare de Zante et de Sainte-Maure et le sultan conçoit la pensée audacieuse de conquérir l'Italie. Venise, en guerre avec Ferdinand le Catholique, l'excite à envahir la Pouille et la Calabre, anciennes possessions de l'empire d'Orient jusqu'au dixième siècle. Se prétendant l'héritier des Césars de Byzance, Mohammed investit Otrante et l'emporte d'assaut (14 août 1480), pendant que Messih-Pacha faisait voile vers Rhodes, avec mission d'en chasser les chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem.

Créé lors des croisades, pour veiller à la défense des lieux saints, l'ordre militaire et religieux des Hospitaliers de Saint-Jean avait reçu du pape l'île de Rhodes, après la perte de la Palestine. Fidèles aux statuts de l'Ordre, les chevaliers n'avaient cessé de combattre les musulmans; leurs galères avaient, plus d'une fois, porté la terreur et la dévastation sur le littoral ottoman. C'était un ennemi irréconciliable qu'il fallait écraser. Le 23 mai, une flotte ottomane, forte de cent soixante voiles, parut devant Rhodes, et Messih-Pacha débarqua au pied du mont Saint-Étienne, à l'orient de la ville. Les travaux du siège, dirigés par un transfuge allemand, connu sous le nom de maître George, furent vigoureusement poussés. Le grand-maître, Pierre d'Aubusson de la Feuillade, n'avait rien négligé pour mettre la place en état de bien recevoir l'ennemi. Tous les membres de l'Ordre étaient accourus à la défense du boulevard de la chrétienté, et tous avaient fait le serment de s'ensevelir sous les ruines de la ville, plutôt que de se rendre.

Après deux mois de siège, Messih-Pacha se résolut à donner un assaut général : il échoua. L'armée ottomane avait perdu neuf mille hommes tués et quinze mille blessés; le pacha, la rage dans le cœur, ramena les débris de ses troupes à Constantinople, où l'attendait une disgrâce éclatante (juillet).

Quelques mois après, le sultan Mohammed expirait subitement à Maltépé (2 mai 1481).

Le sultan pouvait mourir content; il avait réalisé le rêve de tous les bons musulmans : Constantinople était la capitale de l'Islam. Les empires grecs de Byzance et de Trébizonde étaient détruits; la Serbie et la Bosnie annexées; l'Albanie et l'Épire enfin subjuguées, et l'Asie Mineure entière réunie sous le même sceptre. L'Albanie, il est vrai, était plutôt soumise de nom que de fait : divisée en clans, comme les Highlands d'Écosse, elle avait su garder une sorte d'indépendance féodale.

Les clans se gouvernaient d'après leurs propres lois et leurs usages nationaux, ils ne devaient que le service mi-

litaire et un léger tribut. La puissante tribu des Mirdites, le clan le plus considérable de l'Albanie, garda le libre exercice de son culte ; à côté des troupes ottomanes marchant sous l'étendard du croissant, ils combattaient à l'ombre de la croix latine.

La péninsule balkhanique était conquise, la croix ne flottait plus que sur Belgrade, possession de la Hongrie, sur les quelques villes et les îles occupées par les Vénitiens et sur les sommets neigeux de la Tsernagora.

Le Kanoun-namé.

Comme guerrier, Mohammed n'a rien d'extraordinaire : il dut ses conquêtes au nombre de ses soldats, ou à la faiblesse et à la lâcheté de ses ennemis ; mais, comme législateur, il a droit à une place à part parmi les autres monarques ottomans. Avant lui, les Osmanlys étaient plutôt une armée qu'une nation ; ce fut lui qui régularisa leurs institutions et les fixa.

Son code, le *Kanoun-namé* (loi fondamentale), divisé en trois parties, traite de la hiérarchie des grands ; des cérémonies, des amendes et du produit des emplois.

Le nombre mystique *quatre* est pris pour base de la hiérarchie gouvernementale, en l'honneur des quatre anges qui portent le Koran, et des quatre khalifes, disciples de Mahomet.

L'État est assimilé à une tente ; le gouvernement en est la *porte* ou la partie la plus en vue. Les quatre soutiens de la Sublime-Porte sont les quatre premiers dignitaires de l'empire : le Vézir, le *Kazi-Asker* (juge de l'armée), le *Defterdar* (ministre des finances) et le *Nichandji* (secrétaire pour la signature du sultan). Le nombre des vézirs était fixé à quatre, mais le grand-vézir était de beaucoup le plus important ; c'était à lui qu'était confié le sceau de l'État, insigne de la dignité suprême ; il avait le droit de tenir, chez lui, un divan particulier qu'on appelait la Haute-Porte, où l'on traitait les affaires de détail. Les

kazi-askers, au nombre de deux, un pour l'Europe, un pour l'Asie, nommaient à tous les emplois de juges et de professeurs, sauf quelques places privilégiées dont le grand-vézir se réservait la collation.

Le nischandji apposait le toughra sur les diplômes, les préparait et les revisait. Cette fonction devint plus tard honorifique, toutes ses attributions ayant passé au *reïs-effendi* ou secrétaire d'État.

Après ces dignitaires venaient les chefs de l'armée : l'agha des janissaires, qui était en même temps préfet de police de Constantinople ; les aghas des sipahis et des autres corps de cavalerie ; le *topdji-bachi*, général de l'artillerie ; les chambellans, les écuyers, etc.... C'étaient les aghas extérieurs. Les grands officiers du sérail : le *kapou-agha* (chef des eunuques blancs ; le *kystar-aga*, chef des eunuques noirs, agha des filles) ; le *bostanji-bachi* (chef des jardiniers) ; le *tchaouch-bachi* (chef des messagers d'État), etc., composaient les aghas intérieurs.

Des beys, pachas à une queue, gouvernaient les provinces ; les beylerbeys, pachas à deux queues, levaient les impôts et rassemblaient, sous leur bannière (sandjak), les possesseurs de fiefs dont les noms étaient inscrits sur les registres du Defterdar.

Mohammed fit ajouter, en face des noms, la valeur des domaines, afin de régler, proportionnellement, leurs redevances. Les douanes, les mines, les amendes et les tributs composaient le reste des revenus du fisc.

Les ulémas.

La partie la plus importante de la législation du Conquérant fut l'organisation de corps religieux et judiciaire, connue sous le nom de chaîne des ulémas. « Les prêtres « proprement dits, c'est-à-dire les desservants des mos- « quées, les crieurs de la prière, les imams et les prédica- « teurs, ne jouissent peut-être dans aucun état de moins « d'influence que dans l'empire ottoman ; le corps ensei-

« gnant, au contraire, a une importance et une autorité
« dont on ne voit pas d'exemple ailleurs, la Chine
« exceptée [1]. »

Les ulémas ne sont pas une caste sacerdotale, c'est un corps savant et lettré où se recrutent exclusivement les premiers fonctionnaires civils, les magistrats, les docteurs, les professeurs. La chaîne des ulémas comprend les professeurs et les étudiants, les fonctionnaires et les candidats. Les premiers sortent, tous, des écoles supérieures (*médressés*), où l'on enseigne la grammaire, la syntaxe, la logique, la rhétorique, la métaphysique, la géométrie, l'astronomie, la jurisprudence et la théologie, deux sciences qui n'en font qu'une chez les musulmans.

Les candidats passent par les degrés successifs de *thalebs* (étudiants), de *damischmends* (doués de science), et de *mulazims* (préparés). Le grade de damischmend suffit pour obtenir les places d'imams, de juges inférieurs (*naïbs*), ou de professeur dans les écoles primaires ; celui de moulasin permet d'aspirer aux emplois de *mouderris* (professeur) de médressé, de mollahs, et aux hautes charges de la magistrature. Pour être admis dans ce dernier corps, il faut encore sept années d'études, après lesquelles les moulazims passent un nouvel examen, à la suite duquel ils sont reçus mouderris.

La classe des mouderris comprend dix degrés qui ne peuvent être parcourus que successivement, et toujours par ordre d'ancienneté. Chaque passage d'un degré à l'autre exige un nouveau diplôme (*Ronous*). Parvenus au grade de Suleymanie, les ulémas passent par ordre d'ancienneté, de la liste des mouderris sur celle des *mollahs*.

Ce corps est divisé en six classes : la dernière est celle des *makkredj*, mot qui indique leur origine de l'ordre des mouderris et leur réception dans celui des mollahs.

La magistrature ottomane est partagée en cinq ordres distincts par le rang, les prérogatives et les attributions.

Au premier ordre appartenaient le sadr-roum ou kazi-

[1] Hammer.

asker de Roumélie, le *sadr-anatoly* ou kazi-asker d'Anatolie, l'*istambol-kadissy* ou juge de Constantinople, les mollahs de Galata, de Scutari et d'Eyoub, etc.

Sous les deux premiers sultans, il n'y avait qu'un kadi dans la capitale; il n'avait d'autre prérogative qu'une simple prééminence sur ceux des provinces.

Murad I institua la charge de kazi-asker pour le célèbre Kara-Kkalil-Djendereli, et soumit les ulémas à sa juridiction.

Mohammed II, sur le conseil du grand-vézir, Karamani-Pacha, jaloux du crédit du kazi-asker, Massinissa Tchelebissy, scinda cette charge en deux (1480)[1]. Les deux nouveaux fonctionnaires portèrent le titre collectif de *Sadreinn*, c'est-à-dire les deux magistrats par excellence : le premier conserva sous sa juridiction les provinces européennes; le second exerça les mêmes pouvoirs sur les provinces asiatiques.

Mohammed II partagea aussi entre eux la judicature presque entière de Constantinople : toutes les causes des musulmans furent du ressort du sadr-roum; celles des non-musulmans du ressort du sadr-anatoly.

La nature et l'étendue de ces fonctions excitèrent bientôt l'envie et provoquèrent les murmures des quatre autres magistrats de Constantinople: l'istambol kadissy, le mollah de Galata, le mollah de Scutari et le mollah d'Eyoub. Le premier résultat de cette inimitié fut de faire perdre à la nouvelle cour les droits et avantages qui lui avaient été attribués; mais les sadr-roum ne tardèrent pas à regagner le terrain perdu.

Au dix-septième siècle, tandis que la magistrature du sadr-anatoly était de plus en plus restreinte, jusqu'à être annihilée, la juridiction du sadr-roum parvenait au degré le plus éminent. Le sadr-roum connaît de toutes les causes en général; c'est à lui que le grand-vézir renvoie presque toutes les affaires civiles et criminelles, examinées provisoirement au Divan. Il est maître d'évoquer à son tribunal

[1] Sad-ed-din Effendi, *Annales*.

toutes les causes, encore pendantes dans les autres tribunaux de la capitale ; il a le droit de faire mettre les scellés, après décès, chez tous les citoyens d'une condition supérieure, mahométans ou non. Mais sa plus brillante prérogative est celle de statuer sur tous les procès qui regardent les biens domaniaux, les créances de l'État et le fisc.

Le kazi-asker a six substituts principaux sur qui roulent presque toutes les affaires :

Le *teskeredjy*, le *rousnamtschedjy*, le *matlabdjy*, le *tatbikdjy*, le *mektoubdjy*, le *kehaya*.

Le premier est le chef du bureau chargé de l'expédition des brevets des kadis des provinces et des provisions des expectants moulazims.

Le second dirige le bureau, d'où émanent les brevets de pension et les lettres d'attache des ministres du culte.

Le troisième a sous sa garde la liste de kadis des provinces qu'il est tenu de communiquer aux candidats ; c'est lui qui fait au kazi-asker un rapport sur les places vacantes et lui présente les plus anciens candidats.

Le quatrième est le dépositaire du sceau de tous les kadis ; le cinquième est chargé de la correspondance avec toutes les magistratures qui relèvent du tribunal du kazi-asker ; le sixième est une sorte d'intendant, chargé des finances.

En outre le sadr-roum a trois vicaires uniquement préposés aux fonctions judiciaires : le *cheriyaty*, qui juge, en dernier ressort, les causes les moins importantes ; le *cassam*, de qui dépendent les procès relatifs aux successions ; le *wekayi-kiatiby*, sorte de greffier, qui assiste à toutes les audiences du kazi-asker et rédige les demandes et les défenses des parties et en présente le résumé sur lequel le jugement est rendu.

L'istambol-kadissy est le juge ordinaire de Constantinople ; il a, en outre, sous sa surveillance, le commerce, les arts, les manufactures et les vivres de la capitale. Pour ce dernier objet, il a trois substituts : l'*oun-capan-naïby*, pour inspecter les denrées ; le *yagh-capan-naïby*, pour inspecter l'huile et le beurre ; l'*ayak-naïby*, pour

inspecter les poids et mesures, veiller aux prix et à la qualité des comestibles.

Les mollahs de la Mecque et de Médine viennent ensuite dans l'ordre hiérarchique ; puis les mollahs d'Andrinople, de Brousse, de Damas.

Ces trois derniers magistrats sont égaux en rang, et d'une de ces charges ils peuvent passer à celles de Médine ou de la Mecque.

Les mollahs de Galata, de Scutari, d'Eyoub, de Smyrne, d'Alep, de Yénischehir (Larisse) et de Salonique forment la classe inférieure des magistrats de premier ordre.

Tous ces offices étaient inamovibles ; ce ne fut que vers la fin du dix-septième siècle que l'État décréta leur amovibilité et les rendit annuels.

Les kazi-askers et l'istambol-kadissy sont les seuls qui reçoivent leur investiture au palais du grand-vézir et en sa présence ; ils sont membres du grand conseil. Les kazi-askers, en outre, assistent au Divan du sérail sur le banc même du grand-vézir, assis à la gauche ; enfin ces deux magistrats suprêmes et l'istambol-kadissy ont l'avantage de pouvoir réunir à leur dignité celle de *nakib-ul-eschraf*, qui confère le commandement absolu sur tous les émirs, descendants du prophète. Cette dernière dignité est perpétuelle et n'a rien de commun avec l'exercice de la magistrature ; elle donne à celui qui en est revêtu le pas sur tous les grands de l'empire à la solennité publique du *Biath'* et dans les deux fêtes du *Baïram*.

Le nakib-ul-eschraf partage avec le mufti les principales fonctions dans la cérémonie du sabre, qui remplace, depuis Mohammed II, le couronnement ; il est le premier gardien des reliques du prophète et particulièrement du *sandjak-chérif*, l'oriflamme sacrée, qu'on n'envoie au feu qu'à la suite du padischah ou du grand-vézir. Enfin il exerce sur tous les émirs [1] l'autorité d'un préfet de police : lui seul a le droit de prononcer contre eux des peines

[1] Ce nombre est très considérable ; au dix-huitième siècle, d'Ohsson l'évaluait à un trentième de la population.

afflictives, et c'est dans son conak qu'ils subissent le châtiment infligé ; lui seul a le droit de faire mettre à exécution les jugements rendus contre eux.

A ce premier ordre de la magistrature appartiennent encore cinq des grands officiers du sérail : le *khodja* ou précepteur du sultan ; le *hebim bachi*, premier médecin ; le *munédjim-bachi*, chef des astrologues ; les *hunkars-imâmy* ou aumôniers du sérail.

Les mollahs de Mar'asch, Bagdad, Bosna, Sophia, Belgrade, Kutahia, Konieh, Philippopoli composent la classe des magistrats du second ordre, qui ne compte généralement pas plus de soixante-dix membres.

Le titre de mollah, adopté dans l'empire après la création du second kazi-asker, n'appartient qu'aux magistrats du premier ordre ; c'est improprement qu'on donne cette qualification à ceux du second ordre : leur vraie dénomination est celle de *menassib-dewriyé*. Les magistrats du troisième ordre, *mufettisch*, occupent cinq tribunaux : trois à Constantinople, un à Brousse, un à Andrinople ; ils ne jugent que les procès relatifs aux biens *vakoufs*. Dans les autres villes, sauf Médine et la Mecque qui relèvent d'un des tribunaux de Constantinople, ce sont les mollahs, les kadis et les naïbs qui prononcent en dernière instance sur les contestations relatives aux biens *vakoufs*. Les kadis ou juges ordinaires de villes inférieures composent le quatrième ordre. Ce corps est partagé en départements :

1° Celui de Roumélie ou villes d'Europe, qui comprend cent quatre-vingt-dix-sept kadis divisés en neuf classes.

2° Celui d'Anatolie ou villes d'Asie, qui comprend deux cent vingt-trois kadis divisés en dix classes.

Ces fonctions ont une durée de dix-huit mois ; les kazi-askers ont la nomination de toutes ces judicatures ; chacun dans son ressort a le droit de conférer à vie quelques-unes de ces charges, lorsqu'il s'agit d'un candidat remarquable par son âge, ses vertus et ses talents.

Les juges inférieurs qui composent le cinquième ordre portent le nom de *naïbs*, c'est-à-dire vicaires, et, en effet, ils ne sont que les substituts des kadis et des mollahs.

Cet ordre comprend cinq classes :

1° Les *kazah-naïbs*, juges des bourgs, des villages composant la division territoriale connue sous le nom de *kazah*, et qui ressortissent à la juridiction d'un mollah ou d'un kadi ;

2° Les *bab-naïbis* (substituts des mollahs du premier et du second ordre) ;

3° Les *mollahs-wekilys* (qui suppléaient les mollahs dans leurs absences) ;

4° Les *kadis-wekilys* (substituts des kadis) ;

5° Les *arpaliks-naïbis* (juges de canton).

Ces différentes classes ne donnent à leurs membres aucune prééminence ; elles sont toutes égales.

Ces magistrats sont inamovibles, bien que leurs offices soient à la collation des kazi-askers, qui ont soin de se réserver une part des bénéfices.

Outre les juges ordinaires, il y en a deux extraordinaires : le *malemel-kadissy* et l'*ordou-kadissy*. Le premier accompagne la caravane des pèlerins depuis Damas jusqu'à la Mecque ; le second suit l'escadre destinée tous les ans à croiser dans l'Archipel.

En temps de guerre on crée un autre *ordou-kadissy* pour remplir les fonctions de grand prévôt de l'armée, il marche avec le grand-vézir. Nommé par le scheïkh ul-islam choisi généralement parmi les premiers mollahs, il reçoit l'investiture au palais du grand-vézir comme les trois premiers magistrats. Il est, en quelque sorte, le délégué des kazi-askers qui ne quittent la capitale que lorsque le sultan prend lui-même la direction des opérations militaires.

L'appel est inconnu dans la législation musulmane.

« *Lorsqu'une cause juridique est légalement examinée,*
« *discutée et jugée, peut-elle être de nouveau portée en*
« *justice? Non*[1] ! »

Les magistrats sont, en même temps, notaires et officiers de l'état civil.

Les tribunaux n'ont ni conseillers, ni assesseurs.

[1] Fetwa du mufti. Behhdjé Abd' ullah Effendi.

« Un greffier, *wekayi-kiatiby*, assiste aux plaidoyers,
« la plume à la main, pour tenir registre des faits et
« moyens des parties; le plus souvent c'est lui qui dirige
« la procédure et détermine le jugement des magistrats....
« Les causes se plaident par les parties elles-mêmes ou
« par des procureurs fondés; la déposition de deux té-
« moins sert de preuve complète tant au civil qu'au cri-
« minel [1]. »

Les muftis forment un corps d'un peu plus de deux cents docteurs ou jurisconsultes, dont l'unique occupation est de délivrer des *fetwas* à ceux qui ont besoin de consulter la loi sacrée sur la doctrine, la morale ou la jurisprudence civile et criminelle. Il n'y en avait jamais qu'un dans chaque ville principale, et celui qui résidait auprès du souverain avait la prééminence sur les autres.

Dans la capitale, comme dans les provinces, ils ne venaient, dans l'ordre hiérarchique, qu'après les kadis. Mais aussitôt après la prise de Constantinople, Mohammed II donna les deux charges de mufti et de kadi de la capitale à Djelal-Zadé-Kidir-Bey-Tchélébi, le décora du titre de *scheïkh-ul-islam* (ancien de l'islamisme), et, entre autres prérogatives, soumit à sa juridiction tous les muftis des provinces.

A la mort de Kidir-Bey-Tchélébi, Feramouz-Zadé-Khosrew-Mohammed-Effendi réunit sur sa tête les dignités de scheïkh-ul-islam, d'istambol-kadissy, de mollah de Galata et de Scutari (1459). Des raisons particulières le portèrent à se démettre de ses fonctions (1472). Le sultan, séparant alors les charges de mufti et de kadi, donna la première à Abd-ul-Kérim-Effendi. L'autorité du mufti, appuyée sur la religion, ne tarda pas à devenir toute-puissante, et souvent leurs fetwas balancèrent le pouvoir despotique des sultans.

Ce corps si fortement constitué, œuvre surtout du grand-vézir Mahmoud, n'a pas peu contribué à maintenir les Ottomans immobiles au milieu des progrès universels, réa-

[1] D'Ohsson, *Tableau de l'empire ottoman.*

lisés sous leurs yeux; c'est à lui qu'il faut imputer le fanatisme religieux, l'attachement servile à la lettre, et le respect aveugle de la tradition qui repousse toute transformation.

La deuxième partie du Kanoum-namé érige en principe et en loi le fratricide : « Les Ulémas ont déclaré ceci per-
« mis : quiconque de mes illustres fils et petits-fils arrive
« au pouvoir suprême, peut faire mourir ses frères pour
« assurer le repos du monde. »

Mohammed avait prêché d'exemple : son premier acte, en montant sur le trône, avait été d'ordonner le supplice de son frère, encore à la mamelle.

La troisième partie règle le prix du sang : un meurtre se cote trois mille aspres; un œil crevé, mille cinq cents; une blessure à la tête, trente, etc. C'est la police qui est chargée de la perception de cet impôt. Avec les ordonnances de Suleyman le Magnifique, le Kanoum-namé forme toute la législation civile des Ottomans.

Les Ottomans et les peuples vaincus.

En s'établissant dans l'Empire byzantin, les Turcs laissèrent subsister presque toutes les lois, les mœurs, les coutumes, les cérémonies, l'étiquette fastueuse, le système administratif, financier et municipal du Bas-Empire.

Loin de chercher à s'assimiler les traditions de la civilisation grecque et romaine en les appropriant à leur caractère, à leurs habitudes et à leur religion; loin d'essayer de fondre les vaincus dans la race conquérante, pour arriver à l'unité et ne former qu'une nation, les vainqueurs ne songèrent qu'à marquer davantage la ligne qui les séparait de leurs sujets, tout en acceptant en bloc la législation raffinée, despotique, vénale et corruptrice des Byzantins.

« En même temps qu'ils adoptaient, dans son esprit,
« sinon dans tous ses détails, le système d'impôt en vigueur
« chez les Grecs, ils reconnaissaient les privilèges des

« grands fondateurs de la Bosnie et de l'Albanie ; enfin
« ils instituaient eux-mêmes peu à peu, sous le nom de
« beylicks, de vastes fiefs, fondés sur le servage des pay-
« sans et qui encourageaient les sipahis possesseurs
« de timars et de *ziamets* à transformer leur droit de
« dîme en un droit de propriété sur la terre et les per-
« sonnes [1]. »

Du reste, depuis deux siècles, vainqueurs et vaincus s'étaient assez mêlés pour que les mêmes passions, les mêmes vices fussent devenus leur apanage.

Les armées ottomanes étaient remplies de chrétiens, soit convertis par force à l'islamisme, soit servant à titre d'auxiliaires ; une grande partie des vézirs, des généraux était d'origine chrétienne ; tous les administrateurs, scribes, collecteurs, envoyés étaient des Slaves ou des Grecs.

« C'était une maxime d'État chez les Osmanlys, qu'il
« fallait être fils de chrétien pour parvenir aux plus hautes
« dignités de l'empire [2]. »

Aussi un historien a-t-il dit avec raison : « Le peuple
« turc s'est formé comme se formaient autrefois les janis-
« saires, qui étaient en cela l'image de la Turquie, en se
« recrutant dans les populations grecques, slaves, alba-
« naises, bulgares, auxquelles la violence imposait l'apo-
« stasie. Que si la puissance ottomane foula aux pieds tant
« de nations, ce résultat ne doit pas être attribué au carac-
« tère indolent et grossier de la race turque, mais à l'esprit
« de finesse et d'adresse qui caractérise les peuples grecs
« et slaves, à l'intrépidité des Albanais et des Dalmates,
« à la persévérance des Bosniaques et des Croates; en un
« mot, à la valeur et au talent des habitants mêmes des
« pays conquis [3]. »

[1] Després, *les Peuples de la Turquie.*
[2] Hammer.
[3] Ranke, *Histoire de la révolution serbe.*

CHAPITRE X

BAYEZID II ET SÉLIM Ier.

Troubles intérieurs. Djem : ses aventures, sa mort (1495). — Guerres d'Égypte, de Hongrie et de Venise. — Premiers rapports entre la Russie et la Turquie. Révolte des fils de Bayezid ; sa mort (1512). — Sélim Ier fait massacrer sa famille. — Les schiites et schah Ismaïl (1514). Bataille de Tchaldiran. Conquête du Kurdistan. — Conquête de l'Égypte ; son organisation. Mort de Sélim Ier (1520) ; son caractère. Djemali.

Troubles intérieurs. Djem : ses aventures, sa mort (1495).

La loi appelait au trône le fils aîné du sultan, Bayezid, mais le grand-vézir Mohammed-Karamanie avait conçu le projet de changer l'ordre de la succession au profit du fils cadet, Djem, dont les brillantes qualités l'avaient séduit. Pour arriver à ses fins, il cacha la mort de l'empereur et fit conduire à Constantinople, dans un char couvert, la dépouille mortelle du souverain. Le bruit fut répandu que le sultan allait prendre des bains afin de rétablir sa santé délabrée par les fatigues de la guerre. Djem reçut avis d'arriver, en toute hâte, dans la capitale ; les ports de Constantinople et des villes du littoral asiatique furent fermés pour empêcher toute communication entre Stamboul et l'armée. Ces précautions éveillèrent les soupçons des Janissaires : cette milice turbulente prend aussitôt les armes et marche sur Constantinople. La ville est livrée au pillage et le grand-vézir assassiné.

Bayezid, accouru en toute hâte d'Amassia avec quatre

mille cavaliers, est contraint de subir les exigences des mutins : il a la faiblesse de sacrifier son ministre Mustapha et de leur donner une augmentation de solde, à titre de don de joyeux avènement.

Cependant Djem revendiquait le trône, sous le prétexte spécieux que Bayezid, né avant que Mohammed fût empereur, devait être regardé comme fils d'un particulier. Les janissaires, commandés par Aïas-Pacha, furent battus sous les murs de Brousse qui ouvrit ses portes au prétendant. Les deux frères se rencontrèrent dans la plaine de Yeni-Schehir : trahi par Yacoub, Djem, malgré sa bravoure, dut céder la victoire à Bayezid et chercher un refuge à la cour de Kaïtbaï, le sultan mameluk du Caire.

Les sollicitations de Kaçim-Bey, de Mahmoud, sandjak-bey d'Angora, et des princes tributaires de la Porte le décidèrent à en appeler de nouveau au Dieu des batailles. Cette seconde tentative ne fut pas plus heureuse que la première ; Mahmoud est battu à Angora par Suleyman-Pacha, gouverneur d'Amassia, et Djem, abandonné par ses troupes, est forcé de se réfugier dans les montagnes de la Cilicie Pétrée. Sur le conseil de Kaçim-Bey, le prétendant se résout à aller demander un asile aux chevaliers de Rhodes. Il fut reçu avec de grands honneurs ; mais bientôt arrivèrent des ambassadeurs de Bayezid chargés de conclure la paix avec le grand maître.

Par une clause secrète, le sultan s'engageait à payer annuellement aux chevaliers une somme de quarante-cinq mille ducats, à condition qu'ils retinssent son frère prisonnier. Le honteux marché ne rencontra pas de difficultés, et Djem fut envoyé en France et enfermé dans la tour de Bourganeuf [1], une des commanderies de l'Ordre. Livré ensuite à Innocent VIII (1489), le prince musulman languit trois années à Rome, pendant lesquelles Bayezid essaya plusieurs fois de le faire assassiner. Quand Alexandre Borgia succéda sur le trône pontifical à Innocent VIII, le malheureux Djem fut de nouveau l'objet d'un trafic.

[1] Département de la Creuse.

Alexandre VI offrit à Bayezid de garder éternellement son captif, en échange de quarante mille ducats par an ; ou de le faire mourir, moyennant la somme de trois cent mille ducats, une fois payée.

Pendant cette infâme négociation, Charles VIII avait envahi l'Italie, Rome avait dû ouvrir ses portes, et le pape, assiégé dans le château Saint-Ange, lâcher sa proie.

Nourri de la lecture des romans de chevalerie, le jeune roi rêvait la conquête de l'empire d'Orient. Un fils de Thomas Paléologue lui avait vendu ses droits au trône de Byzance. Le grand maître de Rhodes devait prendre le commandement de l'armée ; les rois d'Ecosse, de Hongrie, de Pologne avaient promis leur concours ; l'Albanie, l'Épire et la Macédoine, travaillées par des agents habiles, étaient prêtes à se soulever ; les Mirdites et l'archevêque de Durazzo étaient à la tête de la conjuration. Djem devait servir, dans la pensée des conseillers du roi de France, à diviser les forces musulmanes en réveillant la guerre civile.

Instruit du danger qui le menaçait par la trahison des Vénitiens, Bayezid accepta les offres du Borgia. Le prix du sang fut scrupuleusement payé et Djem mourut empoisonné à Naples (24 février 1495). Quant à la conjuration, le sultan l'éteignit dans le sang de quarante mille chrétiens, et, bientôt, la mort de Charles VIII le délivra de ses dernières inquiétudes. Une fois maître de l'empire par la défaite et la fuite de son frère, Bayezid avait repris les desseins de son père sur l'Italie. Boccolino tyran d'Osimo, dans la Marche d'Ancône, traqué par le pape Innocent VIII, appela les Ottomans et offrit à Bayezid la suzeraineté d'Osimo. L'intervention de Laurent de Médicis fit échouer ce projet ; Boccolino, arrêté à Milan, fut pendu sans jugement, et sa mort empêcha les musulmans de s'établir dans les États de l'Église. Les négociations du sultan avec les Vénitiens n'avaient pas un meilleur résultat ; il avait demandé, pour ses flottes, le droit de stationner dans le port de Famagouste tant que durerait la guerre avec l'Egypte. Le Sénat, peu soucieux de laisser un pareil

hôte s'établir sur le territoire vénitien, déclina l'offre, sous prétexte de la paix qui régnait entre la République et le souverain égyptien (1487).

Guerres d'Égypte, de Hongrie et de Venise.

L'hospitalité accordée à Djem par le sultan d'Égypte avait porté le monarque ottoman à commencer la lutte sanglante qui devait finir sous le règne de son fils, Sélim Ier, par la conquête du pays des Pharaons et la ruine de la dynastie des sultans mameluks. Pour arrêter les incursions des Turcomans de la tribu d'Utch-Ok, sujets du prince de Ramazan, les Égyptiens avaient occupé quelques forteresses situées près de Tarsous et d'Adana (1485). Bayezid donna l'ordre au gouverneur de la Karamanie, Kara-Gheuz-Pacha, de les en déloger. Pendant que Kara-Gheuz s'avançait dans les défilés du Taurus, Ouz-Bey et le gouverneur d'Alep s'emparaient de Tarsous et d'Adana, tandis que Mohammed, petit-fils de Kaçim-Bey, soulevait la Karamanie : une armée ottomane, sous les ordres d'Hersek-Ahmed-Pacha, était écrasée.

Le grand-vézir, Daoud-Pacha, rétablit un moment les affaires : la Karamanie fut pacifiée et les tribus de Warsak et de Torghoud sévèrement châtiées (1487). Mais une nouvelle victoire remportée par Ouz-Bey sur Ali-Pacha (1488) inaugura une nouvelle ère de désastres pour les armes ottomanes. Le sultan se décida alors à signer la paix, abandonnant aux Égyptiens les villes tombées en leur pouvoir (1491).

Il fallait effacer la honte de ces revers : un triomphe éclatant sur les chrétiens pouvait seul rendre aux Osmanlys leur prestige. La mort de Mathias Corvin et l'anarchie qui en résulta en Hongrie firent concevoir à Bayezid II l'espoir de pouvoir se rendre maître de Belgrade.

Khadim-Suleyman-Pacha envahit la Hongrie pendant qu'un corps d'observation bloquait Belgrade, la ville devant laquelle avaient échoué Murad II et Mohammed-el

Fathy. Le pacha essuya un échec complet dans sa double tentative; battu dans les montagnes de la Transylvanie, il fut obligé de repasser précipitamment le Danube et de lever le siège de Belgrade en abandonnant tous ses approvisionnements (1492). Le sultan, de son côté, avait pénétré en Allemagne : la Carinthie, la Carniole, la Styrie furent mises à feu et à sang. Il faut lire dans les chroniqueurs contemporains le récit émouvant des atrocités sans nom commises par les envahisseurs, pour se faire une idée des souffrances qu'eurent à éprouver ces malheureuses provinces.

L'armée impériale, commandée par le comte de Kinis, rencontra les musulmans près de Villak en Carinthie et leur livra une bataille acharnée qui se termina par la déroute complète des Ottomans [1].

Les vainqueurs rivalisèrent de cruautés avec leurs adversaires. Par ordre de Kinis, une partie des prisonniers fut cousue dans des sacs et jetée à l'eau ; les autres furent écorchés vivants, broyés sous des meules, rôtis ou jetés en pâture à des porcs affamés; Ali-Pacha-Michalogli fut fusillé sur le champ de bataille (1493).

Un autre Ali-Pacha, gouverneur de Semendria, n'était pas plus heureux. Il revenait d'une incursion fructueuse en Transylvanie, quand, au défilé de la Tour-Rouge, il se heurta aux Hongrois d'Étienne de Thelegd : il y perdit quinze mille hommes, son butin et ses esclaves.

Ces revers n'arrêtèrent pas les ravages des Ottomans : l'année suivante (1494), Yacoub-Pacha dévastait de nouveau la Styrie. Cerné dans le défilé du Pas-de-Sadhor par les seigneurs croates, il s'ouvrait un passage par une victoire. Une trêve de trois ans (1495) mit fin aux hostilités avec la Hongrie et les armées ottomanes continuèrent leur système de dévastation dans les provinces vénitiennes. Excité, en secret, par les agents de Naples, de Florence et de Milan,

[1] Quinze mille prisonniers que les musulmans traînaient après eux, brisèrent leurs fers, pendant la bataille, et assaillirent en queue l'armée ottomane.

le sultan, violant la paix conclue avec Venise, faisait investir Lépante par terre et par mer (1498). La défaite de l'escadre vénitienne à Sapienza décida du sort de la place, qui se rendit à Daoud-Pacha. En même temps, Iskender-Pacha, gouverneur de Bosnie, envahissait le Frioul et la Carinthie, passait le Tagliamento et s'avançait jusqu'à Vicence : cent trente-deux bourgs ou villages étaient réduits en cendres; la Carniole et la Carinthie agonisaient dans le sang et les ruines (1498-1499).

Le Kapoudan Daoud-Pacha, poursuivant ses succès, avait successivement conquis Modon, Navarin[1] et Coron; mais il échouait à Nauplie de Malvoisie, vaillamment défendue par le brave Contarini (1500). Venise, se voyant incapable de lutter à elle seule contre les forces de l'empire ottoman, implora le secours des princes chrétiens : une ligue se forma où entrèrent le pape et la Hongrie.

La France et l'Espagne fournirent une escadre qui rallia les galères vénitiennes et pontificales. L'offensive fut prise vigoureusement sur tous les points : Benedetto Pesaro anéantit complètement à Voïssa une escadre ottomane de douze vaisseaux; Gonzalve de Cordoue, le *grand capitaine*, brûlait les côtes de l'Asie Mineure, et les galères du pape ravageaient les possessions ottomanes de l'Archipel (1501).

La victoire navale de Preveza, gagnée par l'amiral vénitien Pesaro ; la prise de Sainte-Maure par les escadres alliées ; la malheureuse issue de l'expédition entreprise contre Chypre, victorieusement défendue par Nicolaï Capello ; une nouvelle rébellion des tribus de la Karamanie, toutes ces circonstances décidèrent Sultan-Bayezid à faire la paix (1503).

La République ne gardait de ses conquêtes que Céphalonie et cédait en outre Modon, Coron et Lépante ; une trêve de sept ans était en même temps conclue avec Wladislas, roi de Hongrie.

[1] Ancien Pylos.

Premiers rapports entre la Russie et la Turquie. Révolte des fils de Bayezid ; sa mort (1512).

Quelques années auparavant, avaient commencé les premiers rapports de l'empire ottoman avec la Russie.

Dès le neuvième siècle, sous les premiers Rurikovitch, les Russes avaient porté la terreur dans l'empire byzantin : quarante mille Varègues étaient même venus mettre le siège devant Constantinople. Morcelés en une foule de petites principautés, ils furent presque tous asservis par les Mongols jusqu'en 1481, époque à laquelle Ivan III, grand-duc de Moscou, chassa les Tartares et réunit sous son sceptre la majeure partie des États de la Russie. En 1492, par l'intermédiaire du khan de Crimée, il rechercha l'alliance du sultan.

En 1495, une ambassade moscovite arriva à Stamboul, et, quatre ans plus tard, le grand-duc obtenait, pour les marchands russes, des avantages commerciaux.

Renonçant à la guerre, Sultan-Bayezid s'adonna à l'administration intérieure de l'empire. Un tremblement de terre d'une violence extrême faillit détruire Constantinople (14 septembre 1500) : mille soixante-dix maisons, cent neuf mosquées furent renversées ; les murs du sérail et les remparts s'écroulèrent. La mer envahit la ville. Pendant quarante-cinq jours, les secousses se succédèrent les unes aux autres sans discontinuer. Gallipoli, Demotika, Tchorlou n'étaient plus qu'un amas de ruines. Andrinople ne fut guère mieux traitée.

Pour consolider son autorité, Bayezid II avait partagé l'administration des provinces entre ses fils et ses petits-fils : c'était une faute, et cette mesure n'amena que la guerre civile. Les gouvernements de Trébizonde, Amassia, Tekieh, Karamanie avaient été distribués à ses fils Sélim, Ahmed, Korkhoud et Chehinchah, et le gouvernement de Boli donné à Suleyman, fils de Sélim. Sur les plaintes d'Ahmed, le sultan revint sur cette dernière décision et donna à son petit-fils le gouvernement de Kaffa, en Crimée.

La guerre ne tarda pas à éclater entre ces princes, qui tous prétendaient au trône et escomptaient d'avance la mort de leur père.

La mort de Chehinchah laissait Korkhoud héritier légitime du sceptre; mais les janissaires avaient résolu de porter au pouvoir Sélim. Cette milice brutale considérait le jeune prince comme indigne de régner à cause de son amour des arts et des sciences, tandis qu'elle se sentait attirée par le caractère bouillant et l'humeur guerrière de son frère. Confiant dans l'appui des janissaires, Sélim quitte son gouvernement, se rend auprès de son fils Suleyman et se déclare indépendant. Bayezid, accablé par l'âge et les infirmités, menacé dans Andrinople par l'armée de son fils rebelle, lui accorde les sandjaks de Semendria, de Widdin et d'Aladja-Hyssar. Korkhoud ne voulut pas être moins favorisé que son frère; il leva l'étendard de la révolte en Asie et s'empara du gouvernement de Sarou-Khan. Ses troupes commandées par un fanatique connu sous le nom de *Chéïtan-Kouli* (esclave du Diable) anéantirent l'armée du Beïlerbey d'Anatolie. Cette défaite fournit à Sélim l'occasion désirée de ne pas se rendre à Semendria : sous prétexte d'offrir son appui à son père, il rétrograde et, malgré les ordres du sultan, marche sur Andrinople. Battu complètement il s'enfuit chez son beau-père, le khan des Tartares de Crimée.

Le grand-vézir, Ali-Pacha, marchait contre Chéïtan-Kouli. Cerné dans la vallée de Kieil-Kyïa, le chef rebelle s'ouvrit un passage en exterminant le corps d'armée qui lui barrait la route ; poursuivi par Ali-Pacha, il fit face et engagea la bataille. La mort des deux commandants en chef mit fin à l'action sans décider la victoire. Privées de leur redoutable général, les troupes de Chéïtan-Kouli se dispersèrent et cherchèrent un asile en Perse, commettant sur la route tous les méfaits possibles.

La prise d'armes d'Ahmed qui venait de s'emparer de Konièh, décida le sultan à rappeler Sélim et à lui rendre son gouvernement de Semendria.

Le retour de Sélim fut une marche triomphale, les janis-

saires se portèrent tumultueusement au sérail pour forcer le sultan à abdiquer en faveur de leur protégé. Ils se présentèrent devant Bayezid, qui leur demanda ce qu'ils voulaient.

« Notre padischâh est vieux et malade, dirent-ils, nous voulons à sa place Sultan-Sélim. — Je lui cède l'empire, répondit le vieil empereur, que Dieu bénisse son règne. »

Vingt-trois jours plus tard, Bayezid mourait ! Le poison avait aidé la nature, trop lente au gré de Sélim, à le délivrer d'un remords vivant (1512).

D'un caractère doux, de mœurs simples, aimant le repos, les sciences et la poésie, il ne fit la guerre que forcé par les circonstances. Les écrivains orientaux lui ont donné le surnom de Soufi (philosophe contemplateur). L'assassinat de son frère Djem ne peut servir de base à une accusation de cruauté ; le fratricide était une loi d'État depuis Mohammed II ; il fallait mettre le trône à l'abri des tentatives d'un prétendant audacieux, et épargner à l'empire les calamités de la guerre civile. C'est l'application la plus barbare de la vieille devise romaine, dans toute sa grandiose et terrible horreur :

Salus populi suprema lex esto.

Les routes furent réparées, trois ponts construits sur le Kizil-Ermak, à Osmandjik, sur le Sakaria et le Kodos (Hermus). Enfin, le premier des souverains ottomans, il entretint des relations diplomatiques suivies avec les puissances chrétiennes.

Sélim Ier fait massacrer sa famille.

Le jour même où Bayezid partait pour Demotika, son successeur était obligé de se plier aux insolentes exigences des prétoriens à qui il devait le trône. Rangés en haie sur le passage de Sultan-Sélim, les janissaires réclamaient arrogamment la gratification qu'ils avaient arrachée

autrefois à la faiblesse de son père, lors de son avènement au trône, et qu'ils regardaient désormais comme un droit. Un refus était dangereux, le sultan leur accorda trois mille aspres par tête.

Ces largesses avaient épuisé le Trésor : pour remplir ses coffres vides, Sultan-Sélim frappa tous ses sujets d'une contribution extraordinaire, et éleva à 5 le droit de 3 pour 100 que payaient les marchandises importées dans ses États par les navires ragusains.

Il fallait de l'argent à tout prix pour soutenir la lutte contre Ahmed, gouverneur d'Amassia, qui revendiquait le trône les armes à la main.

Ala-Eddin, fils d'Ahmed, s'était emparé de Brousse et menaçait Constantinople, tandis que Mustapha-Bey, gouverneur d'Angora, livrait cette ville au prince Ahmed.

Imitant les exemples de ses prédécesseurs, Sélim Ier, pour prévenir l'éventualité d'une compétition de la part de ses proches, ordonna le massacre général de sa famille ; cinq de ses neveux tombèrent sous les coups des bourreaux.

Le meurtre de Korkhoud suivit de près ; chassé de Magnésie, il resta vingt jours caché dans une caverne. Il se sauva ensuite dans la province de Tekieh; mais, découvert dans sa fuite, il fut arrêté et mis à mort.

Ahmed cependant s'avançait à la tête de vingt mille hommes. Un premier combat fut défavorable à Sélim, mais son adversaire ne sut pas profiter de sa victoire. Une nouvelle bataille, livrée dans la plaine de Yéni-Schékir (24 avril 1513), se termina par la défaite d'Ahmed, qui, désarçonné par son cheval, fut pris et égorgé. Avant de mourir il fit remettre à son frère un anneau d'un grand prix, en le priant d'excuser le peu de valeur de ce souvenir.

Les schiites et Schah-Ismael (1514). Bataille de Tchaldiran Conquête du Kurdistan.

Dès que la mort eut débarrassé le sultan de tous ses compétiteurs, les puissances étrangères se hâtèrent de lui envoyer des ambassadeurs : la Moldavie, la Valachie, la Hongrie et Venise renouvelèrent les anciens traités; seul le schah de Perse, Schah-Ismaël, partisan déclaré d'Ahmed, s'abstint de féliciter le nouveau padischâh.

Pendant les dernières années du règne de Bayezid, une révolution à la fois politique et religieuse avait élevé sur les ruines des empires tartares et turcomans le nouvel empire persan des *Sephis* ou *Sofis*.

Au commencement du quatorzième siècle, vivait à Erdebil un scheïkh schiite, renommé pour sa sainteté, nommé Saffieddin. Ses descendants cherchèrent à baser une domination politique sur leur autorité religieuse; mais pendant un siècle leurs efforts furent vains. Enfin, vers 1400, l'un d'eux, Ismaël, commença la fortune de sa famille. Son arrière-petit-fils Djouneïd, protégé par Ouzoum-Hassan, mena une vie d'aventures guerrières et fut tué par un prince de Chirvan. Son fils Haïder vécut et mourut comme son père. Son fils Ismaël résolut de venger sa famille; moitié guerrier, moitié prophète, il conquit le Chirvan à la tête d'une armée de schiites. Intervenant dans les querelles des petits-fils d'Ouzoum-Hassan, il s'établit à Tebriz. L'Irak-Arabi, le Khorassan, le Diarbékir, le Kurdistan, furent successivement subjugués : en 1510, sa domination s'étendait du golfe Persique à la mer Caspienne, des sources de l'Euphrate jusqu'au delà de l'Oxus.

Schah-Ismaël avait accueilli à sa cour les rivaux du sultan, il avait essayé d'entraîner l'Égypte dans une ligue contre les Osmanlis; à tous ces griefs politiques se joignaient les haines religieuses. La querelle des Schiites et des Sunnites ensanglantait l'islamisme depuis des siècles : la doctrine schiite prêchée par Chéïtan-Kouli, protégée par Schah-Ismaël, devenue article de foi pour tous les Persans, avait fait de nombreux prosélytes parmi les Ottomans.

Sélim, sunnite fanatique, voulut couper court aux progrès des schiites; une Saint-Barthélemy fut organisée et quarante mille schiites furent égorgés. Schah-Ismaël prit les armes pour venger ses coreligionnaires (1514).

Le Scheïk-ul-Islam, à Constantinople, délivra un fetwa dans lequel il proclamait la sainteté de la guerre entreprise pour la défense de la vraie croyance, et déclarait qu'il y avait plus de mérite à tuer un persan schiite que soixante-dix chrétiens. A la tête de cent quatre-vingt mille hommes, Sélim envahit les États du schah; il fallait à une armée si nombreuse d'immenses approvisionnements; les Persans avaient brûlé tout le pays et se retiraient devant les Ottomans, refusant sans cesse le combat. Le Beïlerbey de Karamanie, Hemdem-Pacha, osa faire des représentations au sultan sur le danger que courait l'armée en s'enfonçant dans ces déserts. La mort fut le prix de sa franchise. Fatigués de ces souffrances sans gloire, les janissaires donnèrent un libre cours à leurs murmures.

Le sultan s'avança fièrement au milieu des mutins et par son énergie comprima la révolte.

L'armée ottomane marchait sur Tebriz, quand elle se heurta à l'armée persane campée sur les hauteurs qui dominent la plaine de Tchaldiran (23 août 1514).

Dans le conseil de guerre tenu la veille de la bataille, tous les vézirs opinaient pour qu'on donnât à l'armée au moins vingt-quatre heures de repos; seul, Piri-Pacha fut d'un avis contraire, basant son opinion sur le danger qu'il y aurait de laisser le temps de la réflexion aux akindsis, dont un grand nombre professaient, au fond du cœur, la doctrine des schiites. Sélim, qui n'aspirait qu'à livrer bataille, s'écria: « Voilà le seul homme de bon conseil que « j'aie trouvé dans mon armée! Quel malheur pour l'em- « pire qu'il n'ait pas été depuis longtemps grand-vézir! » La bataille s'engagea, les Ottomans étaient épuisés par les fatigues et les privations, leur cavalerie presque démontée; mais leur artillerie formidable leur assura la victoire sur les Persans, qui ne pouvaient leur opposer un seul canon. Cependant Schah-Ismaël avait fait plier l'aile gauche de

l'ennemi et allait tourner les Osmanlis quand une double blessure au bras et au pied le renversa à terre. Découragés par la chute de leur roi, foudroyés par les décharges de l'artillerie, les Persans reculèrent, et la retraite ne tarda pas à se changer en déroute. Le camp ennemi, les bagages, le trésor et le harem du schah tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Tous les prisonniers furent massacrés sur le champ de bataille, sauf les femmes et les enfants. Le sultan, maître de Tebriz, comptait prendre son quartier d'hiver à Kara-Bagh, pour continuer sa marche au printemps; mais une révolte des janissaires, qui soupiraient après le retour, l'obligea à rétrograder sur Amassia. C'est là qu'il reçut quatre ambassadeurs du roi de Perse venant réclamer, au nom de leur maître, son épouse favorite, faite prisonnière à la bataille de Tchaldiran. Violant le caractère sacré des ambassadeurs et les principes du droit musulman : *Aucun mal ne doit atteindre les ambassadeurs. L'ambassadeur ne fait que remplir la mission qu'il a reçue*, le sultan fit jeter les envoyés en prison et força la sultane à épouser son ministre Tadjik-Zadé-Dja'fer-Tchélébi.

Le prince de Zoul-Kadriïe, allié du schah, fut battu et tué à Tourna-Dagh (montagnes des grues) ; ses quatre fils faits prisonniers furent égorgés et leur tête fut envoyée au sultan d'Egypte, comme un présage du sort qui l'attendait (1515).

Une nouvelle sédition de janissaires força Sélim à revenir à Constantinople ; dissimulant son ressentiment, il prit les mesures nécessaires pour tirer vengeance de toutes ces révoltes successives. Les janissaires, disséminés, furent cernés et désarmés. Les mutins rejetèrent tout sur leur chef Iskender-Pacha, sur le Segban-Bachi-Osman, et sur le Kazi-Askir-Dja'fer-Tchélébi. Les deux premiers furent décapités ; quant au troisième, revêtu de la haute dignité de juge de l'armée, on fit semblant d'observer avec lui les formes de la légalité. Le sultan le fit appeler et lui demanda quelle peine mériterait celui qui exciterait les soldats à la révolte : « La mort », répondit sans hésiter Dja'fer.

« Tu viens de prononcer ta sentence », reprit le sultan. Dja'fer essaya inutilement de démontrer son innocence ; le sultan resta sourd à toutes les explications. Plus tard, il est vrai, il rendit justice à son ministre en proclamant son innocence et en déplorant sa précipitation.

Pour prévenir les révoltes des janissaires, il réorganisa leur état-major. Il partagea le commandement supérieur du corps entre deux chefs, l'Aga et le Koul-Kiahya [1], dont il se réserva la nomination.

A la suite de la bataille de Tchaldiran, le Kurdistan s'était soulevé contre la domination persane, et les habitants du Diarbékir (ancienne Mésopotamie) avaient reconnu l'autorité des sultans. Kara-Khar, lieutenant de Schah-Ismaël, voulut faire rentrer le Diarbékir dans l'obéissance et vint mettre le siège devant la capitale Kara-Amid (Amid la Noire). Battus par Idris, historiographe du sultan, et par Baykli-Mohammed, les assiégeants furent contraints de lever le siège. Mardin se rendit aux vainqueurs; mais la forteresse défendue par le brave Suleyman-Khan résista énergiquement.

« Ce fort est l'oiseau Anka, dont le nid est si haut placé « que le chasseur ne saurait l'atteindre ; c'est un prince « dont nul n'ose demander en mariage la fille depuis « longtemps nubile et cependant toujours vierge ; car élevé « sur la cime de la montagne, il ne présente que tours « sur tours. Il n'y a aucune différence entre sa voûte et la « voûte du ciel, si ce n'est que celle-ci se meut incessam- « ment et que la sienne reste au contraire inébranlable. « Derrière ce fort est une vallée aussi étendue que l'âme « des justes. Ailleurs sont des rochers à pic que les plus « entreprenants n'osent escalader et dont les formes tour- « mentées présentent un alphabet de pierre qu'il est im- « possible de déchiffrer. Le chemin s'élève et passe de fort « en fort, de porte en porte. La ville qui entoure le « château comme une bordure, en reçoit des vivres et « de l'eau ; elle résiste à toute action bonne ou mau-

[1] Lieutenant-colonel général.

« vaise, parce qu'elle tire sa nourriture du ciel [1]. »

Après un blocus de plus d'une année, la forteresse fut contrainte de capituler, et la garnison passée au fil de l'épée (1515). Dans l'intervalle, une victoire remportée par Büykli-Mohammed sur la Kara-Khan avait donné aux Osmanlys la ville de Husu-Keïfa et les forts de Sindjar, Arghana, Biredjik et Djermik. Tout le pays se soumit alors sans résistance, et le Diarbékir fut incorporé à l'empire ainsi que le gouvernement de Mossoul.

Conquête de l'Égypte ; son organisation. Mort de Sélim (1520), son caractère. Djémali.

La guerre avec les Perses n'était pas terminée que le monarque ottoman tourna ses armes contre Kansou-Gahwri, sultan d'Égypte. Pour éviter la guerre, Kansou-Gahwri envoya à Sélim un ambassadeur, chargé de négocier la paix entre la Perse et l'empire ottoman. Sans respect pour le caractère sacré de l'ambassadeur, Sélim ordonna de lui trancher la tète et de massacrer toute sa suite. Les supplications de Younis-Pacha firent révoquer cet ordre déloyal ; Moghol-Bey, après avoir eu la barbe et les cheveux rasés, fut coiffé d'un bonnet de nuit et renvoyé à son maître sur un âne galeux. A cette insulte le sultan mameluck se décida à combattre. Les deux armées se rencontrèrent dans la plaine de Dolbek. La puissante artillerie des Ottomans et la trahison d'un corps de treize mille Djelbans [2], qui restèrent inactifs, au lieu de charger au moment décisif, donnèrent la victoire aux Ottomans. Kansou-Gahwri, âgé de quatre-vingts ans, périt dans la déroute. Alep, Damas se rendirent sans résistance ; les émirs arabes, les montagnards du Liban firent leur soumission ; et toute la Syrie tomba au pouvoir du vainqueur, qui reçut, à la prière publique, le titre de Serviteur des deux

[1] Arabachah, *Histoire de Timour.*

[2] Esclaves mamelucks.

villes saintes de Médine et de la Mecque, titre jusqu'alors réservé exclusivement aux sultans mamelucks, comme successeurs des khalifes (1516).

Pendant que Sélim organisait sa nouvelle conquête, les Mamelucks avaient élu un nouveau chef. Touman-Bey était monté sur le trône. Le monarque ottoman lui offrit la paix à condition de reconnaître la suzeraineté de la Porte. L'insolence des envoyés ottomans poussa un des courtisans du roi d'Égypte, Alan-Bey, à les faire assassiner. Après une pareille violation du droit de gens, il ne restait plus d'autre alternative que la guerre. Djamberli-Ghazali est battu à Gaza par le vézir Sinan-Pacha, à qui son artillerie assure la victoire, et la Palestine se soumet : cependant, le sultan hésitait à envahir l'Égypte, quand Khair-Bey, Koch-Kadern et Djamberli-Ghazali, que l'élection de Touman-Bey avait déçus dans leurs espérances ambitieuses, vinrent le trouver, l'assurant que le pays dépourvu de forteresses était d'une conquête facile, et se chargèrent de lui faciliter les moyens de subsistance pendant la traversée du désert.

Le 22 janvier de 1517, l'armée ottomane offrait le combat à Touman-Bey dans les plaines de Radama. Les Mamelucks firent des prodiges de valeur ; mais malgré leur bravoure chevaleresque et d'éclatants faits d'armes, ils durent céder devant le feu des canons ottomans, auxquels ils ne pouvaient opposer que le galop rapide de leurs chevaux. Le sultan courut les plus grands dangers. Au plus fort de la bataille, un corps d'élite, commandé par Touman-Bey lui-même, Kourt-Baï et Alan-Bey, ses deux plus intrépides lieutenants, renversant tout devant lui, s'ouvrait un passage sanglant jusqu'à Sélim, que les trois héros avaient fait serment de tuer ou de prendre. Heureusement pour ce prince, ils prirent Sinan-Pacha pour le padischâh et Touman-Bey l'étendit à ses pieds. Les deux généraux égyptiens, dans le même instant, frappaient d'un coup mortel Mahmoud-Bey et Ali-le-Kaznedar. Ce ne fut qu'à grand' peine que Sélim put être dégagé par les janissaires.

Le Caire se rend au vainqueur, mais Touman-Bey pénètre, la nuit, dans la ville et massacre la garnison ottomane. La ville fut assiégée et reprise après un combat acharné de trois jours et de trois nuits.

Sélim proclama une amnistie générale, et lorsque, confiants en sa parole, huit cents Mamelucks se furent constitués prisonniers, il les fit décapiter; non content de cette infamie, le sultan ordonna un massacre général des habitants.

Un seul chef mameluck, le brave Kourt-Baï, caché dans une maison du Caire, avait survécu à ses frères d'armes. Sélim lui fit remettre par un de ses amis du drap et le Koran. Ces présents constituaient un engagement sacré : Kourt-Baï, malgré les preuves nombreuses de la déloyauté du sultan, n'hésita pas à se confier à cette parole solennelle. Dans l'entrevue, le héros mameluck ne démentit pas un seul instant la fierté et la grandeur de son caractère :

« Tu es le héros des chevaux, lui dit le sultan; où est « maintenant ta valeur? — Elle m'est restée toujours. « — Sais-tu ce que tu as fait à mon armée? — Parfaitement. » Le sultan ayant parlé avec étonnement de l'audacieuse attaque qu'il avait tentée, Kourt-Baï exalta la brillante valeur des Mamelucks et parla avec mépris de l'artillerie : « Sous le règne d'Eschref-Kansou, un Mauritanien apporta, en Egypte, des boulets; mais ce grand « prince repoussa cette innovation comme une lâcheté. « N'est-il pas un assassin celui qui donne la mort de loin « sans oser contempler son adversaire? Le Mauritanien « s'écria : — Qui vivra, verra cet empire périr par ces « boulets! — Il a dit vrai et Dieu seul est tout-puissant. »

Cette grandeur d'âme exaspéra le barbare vainqueur, et Kourt-Baï mourut comme il avait vécu, sans peur. Touman-Bey, retiré sur la rive orientale du Nil, réunit les débris des Mamelucks, et, renforcé de cinq à six mille Arabes, attaqua à l'improviste les troupes ottomanes, leur tua six mille hommes et les força à se retirer sur le Caire.

Lassé de cette lutte, Sélim offrit la paix à Touman-Bey aux mêmes conditions qu'auparavant. Mustapha-Pacha,

chargé de cette négociation, fut massacré avec sa suite par les Mamelucks en représailles du meurtre de Kourt-Baï. Sélim répondit par l'exécution de quatre mille Mamelucks et de soixante beys. L'intrépide Touman-Bey, cantonné dans le Delta, harcelait sans cesse les troupes ottomanes, ne leur laissant ni trêve ni repos. Pour en finir, Sélim marche contre lui, à la tête de quarante mille hommes. Abandonné par les Arabes, Touman-Bey, incapable de continuer plus longtemps une lutte si disproportionnée, se retira auprès du scheïkh arabe Hassan-Mér, dont il avait été le bienfaiteur. Quelques jours après, le perfide Arabe avait violé les lois sacrées de l'hospitalité et de la reconnaissance : Touman-Bey était au pouvoir du sultan : « Dieu soit loué! s'écria Sélim, l'Égypte est maintenant « conquise. » Dans toute cette guerre, la fortune avait favorisé Sultan-Sélim; mais le beau rôle fut toujours aux chefs mamelucks dont la fierté, la bravoure, la grandeur d'âme ne faiblirent pas un instant.

Sélim reprocha à son prisonnier sa violation du droit des gens en la personne des ambassadeurs ottomans et son refus de reconnaître la suzeraineté de la Porte. Le prince égyptien répondit que Sélim avait le premier donné l'exemple de cette violation du droit des gens, et que Alan-Bey avait agi sans ordres ; tout prince devait défendre, par les armes, l'empire que Dieu lui avait donné : « Mais toi, ajouta-t-il, « comment pourras-tu justifier devant Dieu ton injuste « agression? » Sélim, étonné, exposa les raisons qui l'avaient décidé à entreprendre la guerre :

« Sultan de Roum, tu n'es pas coupable de la chute de « notre empire, mais bien ces traîtres, » dit alors Touman-Bey en montrant Kaïr-Baï et Ghazali. Le sultan traita d'abord l'illustre captif avec tous les égards dus à son noble caractère; mais bientôt, sur les insinuations perfides des traîtres Kaïr-Baï et Ghazali, il ordonna le supplice de son prisonnier : le dernier sultan mameluck fut pendu à la porte du Caire (13 avril 1517).

La Mecque enchaînée au sort de l'Égypte passa avec ce vaste pays sous le joug ottoman.

L'Egypte ne dut payer de tribut que dans les années où la crue du Nil serait suffisante à l'ouverture du canal qui en conduit les eaux au milieu du Caire.

Les Mamelucks domptés, mais non détruits, conservèrent l'administration du pays. Les vingt-quatre beys qui le gouvernaient sous l'autorité des sultans mamelucks, continuèrent à subsister. Le sultan balança seulement leur autorité par celle d'un pacha qu'il établit gouverneur général et président du Conseil.

Tant que la Porte fut puissante et put elle-même prêter secours à ses gouverneurs, les vices de cette organisation ne se firent pas trop sentir; mais, quand elle fut affaiblie, les beys reprirent toute l'autorité, et les pachas, réduits à un vain titre, devinrent, en quelque sorte, les prisonniers et les otages des Mamelucks.

Au point de vue judiciaire, l'Égypte forma un troisième département, au quatrième ordre de la magistrature, sous la juridiction des Kazi-Askers d'Anatolie.

Après avoir confié l'administration du pays à Kaïr-Baï, le sultan reprit le chemin de la Syrie, emmenant avec lui les dépouilles de l'Egypte. Au sortir du désert de Katiré, le sultan dit à Younis-Pacha : « Voilà l'Égypte derrière « nous, et, demain nous serons à Gaza. — Quel est le « fruit de tant de peines? répondit hardiment le grand-« vézir, la moitié de l'armée a péri dans les combats ou « dans les sables, et l'Égypte est gouvernée par des « traîtres.» Cette remontrance coûta la vie au grand-vézir, que remplaça Piri-Pacha.

Les trois années qui suivirent furent consacrées à l'administration intérieure du pays; l'impôt public fut organisé en Syrie, et le cadastre de ce riche pays, dressé par les agents du fisc.

Le 22 septembre 1520, Sélim mourait des suites d'une imprudence, au moment où il faisait les préparatifs d'une nouvelle expédition.

D'une activité dévorante, d'un esprit pénétrant, ce prince donna tous ses soins aux affaires de l'empire : poète distingué, il a laissé un recueil d'odes persanes, turques et

arabes ; protecteur des savants et des lettrés, il les revêtit des plus hauts emplois.

Il se déguisait fréquemment et se mêlait au peuple, pour se renseigner par lui-même et voir de ses yeux s'il ne se commettait pas quelque infraction aux lois Les coupables étaient punis avec une rigueur d'autant plus grande que son caractère le poussait à la barbarie et à la tyrannie. Surnommé par ses contemporains *Yawouz* (inflexible), il justifia cette épithète par les cruautés de son règne Le poste de grand-vézir était si périlleux, sous ce prince ombrageux et jaloux de son autorité despotique, qu'il était passé en usage de dire à son ennemi : « Puisses-tu être le « vézir de Sultan-Sélim ! » Il fit périr ses frères, ses neveux, probablement son père, sept vézirs et un nombre incalculable de malheureux de tous rangs et de toutes conditions. Seul, le mufti Djemali[1] put garder avec le sultan son franc parler, sans s'attirer sa colère ; son courage et son humanité triomphèrent plusieurs fois de la sévérité du souverain. Il fit révoquer une sentence de mort prononcée contre cent cinquante employés du Trésor et obtint leur réintégration dans leurs emplois. Quatre cents négociants avaient été condamnés à être pendus, pour avoir contrevenu à la défense de trafiquer de la soie avec la Perse ; Djemali plaidait leur cause avec éloquence ; le sultan impatienté lui dit brusquement : « Ne te mêles pas des affaires de l'Etat. » Le mufti indigné se retira sans daigner saluer Sélim. La noble insistance de Djemâli épargna une mauvaise action au sultan, qui se rendit aux conseils du vertueux prêtre et fit grâce aux coupables. Pour lui témoigner son estime, il voulut lui confier les deux postes les plus éminents de la magistrature en le nommant juge d'Anatolie et de Roumélie. Djemali refusa, ayant fait vœu à Dieu de ne jamais accepter de fonctions publiques. Ce grand homme étendit sa sollicitude protectrice aussi bien sur les chrétiens que sur

[1] Surnommé Zembilli-Mufti à cause de l'habitude qu'il avait de mettre, à sa fenêtre, un panier où on déposait des questions théologiques, auxquelles il répondait par la même voie.

les musulmans. Après le massacre des Schiites, Sélim voulut aussi exterminer les chrétiens. Prévenu par Djemali, et encouragé par lui à cette démarche, le patriarche de Constantinople réclama du sultan l'exécution de la promesse de Mohammed-El-Fathyh, qui avait assuré aux chrétiens la vie et le libre exercice de leur culte. Le patriarche rappela à Sultan-Sélim que le Koran défend les conversions arrachées par la force et prescrit la tolérance. Le sultan se laissa persuader; il se contenta de convertir les églises en mosquées et de faire bâtir d'autres temples en bois pour le culte chrétien.

LIVRE III

L'APOGÉE

CHAPITRE XI

SULEYMAN Ier (1520-1566).

Suleyman. Prise de Belgrade. — Conquête de Rhodes (1522). Ibrahim-Pacha. — Invasion de la Hongrie. Bataille de Mohacz (1526). — Troubles intérieurs. — Premières relations de la France avec la Porte : première mission de Rinçon. — Campagne de Hongrie. — Deuxième mission de Rinçon. — Campagne de 1532. — Guerre de Perse. Barberousse et Charles-Quint. — Deuxièmes relations de la France avec la Porte : capitulations de 1536. Mort d'Ibrahim-Pacha.

Suleyman. Prise de Belgrade.

Le fils de Sélim, Suleyman, que les historiens chrétiens eux-mêmes ont appelé le *Grand*, le *Magnifique*, était âgé de vingt-six ans au moment où la mort de son père lui donnait le trône.

Ses premiers actes furent dictés par la clémence et la justice. Il mit en pratique les deux versets du Koran : Dieu commande la justice et la bienfaisance ; — Prononce avec justice entre deux hommes et ne suis pas ton bon plaisir.

Six cents prisonniers égyptiens virent leurs fers brisés; les négociants de soie dont les marchandises avaient été confisquées, sur les ordres de Sélim, reçurent à titre d'indemnité un million d'aspres: des Silihdars coupables de désordre furent mis à mort: enfin, le Kapoudan-Dja' fer-Bey, renommé pour sa cruauté, passa en jugement et fut condamné à la pendaison.

Djamberli-Ghazali, que Sélim avait nommé gouverneur de Syrie pour prix de sa trahison, crut le moment favorable pour secouer le joug ottoman. Battu à Mastabé par Ferhad-Pacha (27 janvier 1521), il paya de sa tête sa révolte.

Depuis la mort de Sélim, Venise était dans les meilleurs termes avec la Porte; son ambassadeur, Mario Memmo, obtint un traité en trente articles, dans lequel se trouvent les clauses principales que la Porte stipula plus tard avec tous les autres États.

Ce traité consacrait la liberté du commerce, la sûreté des négociations et réglait la durée du séjour des ambassadeurs vénitiens à Constantinople.

L'extradition des criminels était réciproque entre les deux Etats.

Les esclaves fugitifs devaient être restitués à la Seigneurie, ou payés mille aspres par tête, dans le cas où ils auraient pris le turban.

Les sujets de la République étaient exemptés de la capitation; ils ne pouvaient voyager dans l'empire qu'avec l'autorisation du bayle. Les successions étaient régies par la loi vénitienne. Venise payait deux tributs annuels : l'un de dix mille ducats, l'autre de cinq cents ducats pour les îles de Chypre et de Zanthe (1er novembre 1521). Les Ragusains, qui depuis deux siècles (1335) s'étaient mis sous la protection de l'empire ottoman, obtinrent le libre trafic des blés et l'exemption du droit de péage dans tous les ports et sur toutes les places marchandes de l'empire.

L'insurrection de Ghazali venait de s'éteindre dans le sang de son auteur quand la guerre éclata avec la Hongrie.

Sommés de payer un tribut, les Hongrois répondirent en mettant à mort le porteur de l'insolent message. Aussitôt les armées ottomanes s'ébranlent : Ahmed-Pacha, beïlerbey de Roumélie, met le siège devant Schabatz : Piri-Pacha investit Belgrade, et Mohammed-Mikhal-Ogli ravage la Transylvanie. Schabatz tombe après une héroïque résistance et le sultan fait son entrée dans la ville, en passant au milieu d'une haie de têtes hongroises, attention délicate de son vézir, Ahmed-Pacha. Le 8 juillet, Semlin se rendait au grand-vézir, et Belgrade, après vingt assauts consécutifs, était emportée (le 29 août 1521). La garnison commandée par un Français, nommé de Croissy, avait fait bravement son devoir : elle avait héroïquement lutté. Mais les remparts croulaient de toutes parts ; la ville affamée, privée de tout secours, allait manquer de poudre et de munitions ; il était impossible de repousser l'assaut général auquel se préparaient les musulmans.

La poignée de braves enfermée dans Belgrade voulut du moins vendre chèrement sa vie : par ordre de M. de Croissy les tonneaux de poudre restants furent apportés dans la citadelle et servirent à établir une mine redoutable. Il voulait se faire sauter avec la citadelle ; mais les prêtres serbes orthodoxes, en haine du catholicisme et des Hongrois, avertirent les Turcs de la résolution désespérée des assiégés et leur indiquèrent l'endroit exact où la mine était creusée. Il fallut capituler ; la population aurait vendu la garnison. M. de Croissy du moins ne vit pas cette honte, il se fit glorieusement tuer dans une dernière sortie.

Conquête de Rhodes (1522). Ibrahim-Pacha.

Maître du boulevard de la Hongrie, Suleyman songea à la conquête de Rhodes. Les galères de l'ordre ne cessaient de porter la terreur et la désolation sur les côtes de l'empire ottoman ; les communications entre l'Égypte et Constantinople étaient coupées par les chevaliers ; enfin les convois de pèlerins qui se rendaient par mer en Syrie, pour gagner

la Mecque, couraient le plus grand risque d'être enlevés : il fallait, à tout prix, assurer la navigation de la Méditerranée. Jamais l'état de l'Europe ne fut aussi propice à l'exécution d'une pareille entreprise, qui avait déjà fait pâlir l'astre de Mohammed-el-Fathy.

François I[er] et Charles-Quint usaient leurs forces dans leur sanglante rivalité ; le pape Léon X était engagé dans la lutte avec la Réforme ; la Hongrie était gouvernée par un enfant ; les chevaliers de Rhodes, isolés, ne pouvaient compter sur aucun secours.

Le 16 juin 1522, la flotte ottomane appareilla, et le 1[er] août cent mille hommes ouvraient la tranchée devant Rhodes.

Deux mois se passèrent en travaux d'approches, mines, contre-mines et combats continuels, où les chrétiens eurent souvent l'avantage. Le 24 septembre, des hérauts parcoururent la tranchée depuis minuit jusqu'à midi, répétant à haute voix :

« Demain il y aura assaut ; la pierre et le territoire sont « au padischâh, le sang et les biens des habitants sont « aux vainqueurs. »

L'attaque commença le lendemain au point du jour; après une lutte terrible, les Ottomans se retirèrent, laissant quinze mille cadavres dans les fossés. Durant deux mois les assauts se renouvelèrent sans interruption, toujours furieusement repoussés par les chevaliers.

Les Ottomans avaient perdu soixante-quatre mille hommes dans ces derniers combats; quarante mille étaient morts de maladie; mais ils recevaient sans cesse des renforts, leurs troupes se renouvelaient continuellement, tandis que les assiégés voyaient chaque jour leurs forces s'épuiser en même temps que grandissaient leur gloire et leur héroïsme. Une première sommation de capitulation fut repoussée avec hauteur par le grand maître Villiers de l'Ile-Adam (10 décembre) ; enfin, le 21 décembre, réduit à la dernière extrémité, ému des pleurs et des sanglots des femmes et des enfants, le grand maître se décida, la mort dans l'âme, à se rendre. Le sultan s'engagea à faire retirer son armée

à un mille de Rhodes, à respecter les églises et à fournir aux chevaliers les navires pour quitter l'île dans un délai de douze jours.

L'indiscipline des janissaires empêcha le sultan de tenir entièrement sa parole : ils forcèrent une des portes de la ville, pillèrent tout un quartier et souillèrent les églises. L'entrevue entre le sultan et le grand maître fut telle qu'elle devait être de la part de ces deux natures d'élite.

« Je suis vraiment affligé, disait Suleyman à ses familiers, d'avoir chassé ce vieillard de son palais. » Les chevaliers trouvèrent un asile à Malte, que leur céda Charles-Quint, et ils ne tardèrent pas à rendre le nom de chevaliers de Malte aussi redoutable aux sectateurs du prophète que l'était naguère celui de chevaliers de Rhodes.

Toutes les îles voisines de Rhodes, Leros, Kos, Symia, etc., suivirent son sort et subirent la loi du vainqueur. Rhodes était à peine tombée, que le grand-vézir Piri-Pacha était renversé par les intrigues d'Ahmed-Pacha, qui ambitionnait sa succession; son espoir fut déçu : le sultan donna la première dignité de l'empire à son favori Ibrahim-Pacha, qui, de simple esclave, était devenu le confident, l'ami du souverain. Fils d'un matelot de Parga, enlevé tout enfant par des corsaires turcs, il avait passé son adolescence chez une veuve de Magnésie qui le fit instruire dans le Koran et lui donna une brillante éducation. Séduit par sa bonne mine, son esprit, son talent sur le violon, Suleyman, alors gouverneur de Magnésie, en fit son page et son favori. Là ne devait pas s'arrêter sa fortune : successivement chef des pages, grand maître de la fauconnerie, grand-vézir, beau-frère du sultan, serasker de toutes ses armées, après avoir joui, pendant vingt ans, d'une faveur et d'une puissance sans égales, il succomba victime des intrigues d'une femme.

Ahmed-Pacha, pour ne pas assister au triomphe d'un homme qu'il exécrait, demanda et obtint le gouvernement de l'Égypte, vacant par la mort de Kaïr-Baï.

Il ne s'éloignait que pour mieux préparer sa vengeance : il avait perdu le grand-vézirat, il résolut de se faire un royaume de l'Égypte. A son appel, les Mamelucks se soulevèrent et coururent aux armes; les janissaires, restés fidèles au sultan Suleyman, furent assiégés dans le Caire et passés au fil de l'épée, après la prise de la ville. Ahmed-Pacha prit alors le titre de sultan et s'en arrogea les droits. Mais son règne fut éphémère : trahi par Mohammed-Bey, il s'enfuit chez les Arabes Béni-Bakar, qui le livrèrent à prix d'or. Sa tète alla orner les murs du sérail, à Constantinople (1524). Kaçim-Pacha le remplaça, et Mohammed-Bey, en récompense de sa félonie, fut nommé intendant général.

Une tentative pour ruiner le reste d'indépendance dont jouissait encore la Valachie échoua. Le fils du dernier voïvode avait été conduit à Constantinople et le pays réduit en sandjak; mais les boyards se soulevèrent, et, soutenus par Jean Szapolya, voïvode de Transylvanie, chassèrent les troupes ottomanes. Il fallut revenir à l'ancien état de choses; le tribut seul fut augmenté (1524).

La mésintelligence n'avait pas tardé à se mettre entre le gouverneur de l'Égypte et l'intendant général, qui s'accusèrent réciproquement à la Porte : Ibrahim-Pacha partit pour rétablir l'ordre. Il commença par destituer les deux rivaux, et, pendant trois mois, il parcourut le pays, écoutant toutes plaintes, redressant les torts, corrigeant les abus. Après avoir rendu justice à tous, grands et petits, il partit, laissant à la tête de l'administration Suleyman-Pacha, béïlerbey de Syrie (janvier 1525).

Pendant le séjour de son favori en Égypte, sultan Suleyman montrait, par de terribles exemples, que les grands ne pouvaient se soustraire au châtiment mérité. Son beau-frère, Ferhad-Pacha, gouverneur de Semendria, convaincu de concussions, de vols et de dénis de justice de la plus haute gravité, malgré sa parenté avec le souverain, fut condamné et exécuté; Khosrew-Pacha, gouverneur de Syrie, fut destitué. Mais après ces mesures énergiques, le sultan, que l'actif Ibrahim ne stimulait plus, oublia les affaires

pour les plaisirs : une émeute des janissaires le tira de son apathie. L'aga Mustapha et quelques autres chefs payèrent de leurs têtes la révolte de leurs soldats.

Invasion de la Hongrie. Bataille de Mohacz (1526).

Il fallait occuper cette milice redoutable : le sultan presse les préparatifs militaires, et, le 23 avril 1526, cent mille hommes et trois cents bouches à feu entraient en campagne.

Peterwaradein tombe devant Ibrahim-Pacha ; la Syrmie est soumise par les beys bosniaques ; la Drave est franchie sur un pont volant : Essek est incendié ; enfin, à Mohacz, l'armée ottomane se trouve arrêtée par l'armée hongroise, commandée par le roi Louis II en personne.

La bataille fut d'abord favorable aux Hongrois, bien qu'un mouvement tournant des musulmans eût mis l'armée chrétienne entre deux feux.

La brillante valeur de Louis II tenait la balance en suspens : trente-cinq chevaliers pénètrent jusqu'au sultan, tuent plusieurs de ses gardes, et peu s'en faut que Suleyman ne soit pris ou tué.

Les Ottomans pliaient de tous côtés sous les charges impétueuses des Hongrois, quand Suleyman donne l'ordre de démasquer son artillerie.

Foudroyés par les décharges répétées, les chevaliers de Louis II ne peuvent que mourir inutilement : le désordre se met dans leurs rangs, et bientôt la débandade est générale. Louis II se noya avec une partie des siens dans les vastes marais qui entourent Mohacz.

Vingt-cinq mille cadavres couvraient le champ de bataille, tombeau de l'indépendance de la Hongrie (août 1526). Bude, la capitale du royaume de saint Étienne, ouvrit ses portes au vainqueur (10 septembre 1526). Cent mille esclaves, le trésor royal et la belle bibliothèque de Mathias Corvin, tels furent les fruits de cette brillante campagne. Le massacre de tous les prisonniers faits à Mohacz mon-

trait aux vaincus qu'ils n'avaient nulle pitié à attendre; aussi se défendirent-ils avec la sombre énergie du désespoir. Michel Negy, enfermé dans la forteresse de Gran, repoussa victorieusement tous les assauts des Ottomans. A Bacz, le siège d'une église arrêta le sultan une journée entière; entre ce bourg et Peterwaradein, la prise d'un camp fortifié, où s'étaient retranchés quelques milliers de Hongrois, coûta aux assaillants plus de monde qu'ils n'en avaient perdu dans toute la campagne. Quand le pays, ravagé entièrement, eut été changé en désert et n'offrit plus aux vainqueurs la ressource du pillage et la facilité du butin, Suleyman regagna Constantinople, laissant Szapolya sur le trône de Hongrie, pendant que les magistrats fidèles à la cause nationale élisaient le frère de l'empereur Charles-Quint, Ferdinand, archiduc d'Autriche et roi des Romains.

Troubles intérieurs.

L'Asie Mineure était en feu et réclamait impérieusement la présence du souverain.

Exaspérés par les vexations du juge Muslyh-Uddin et du greffier Mohammed, chargés de l'opération du cadastre, les Turcomans de la Cilicie avaient pris les armes, après avoir massacré le juge, le greffier et le Sandjak-Bey. Le beïlerbey de Karamanie et le beïlerbey de Roum, Husseïn-Pacha, furent successivement battus et tués par les rebelles. Khoresw-Pacha, gouverneur de Diarbékir, comprima la révolte; mais pendant qu'il l'étouffait sur un point, elle renaissait plus terrible à Tarsous et à Adana. Le gouverneur de cette dernière ville, Piri-Bey, parvint enfin à pacifier le pays, plus par ses mesures sages et équitables que par la force des armes (1526).

La Cilicie était à peine rentrée dans le devoir qu'une insurrection plus redoutable éclatait en Karamanie (1527). Les doctrines de Bedreddin lui avaient survécu, professées en secret par un certain nombre de derviches et de kalenders.

Kalender-Oglou, descendant du grand scheïkh Bechtah, loin d'être effrayé par l'insuccès et la mort de son prédécesseur, leva de nouveau l'étendard pour faire triompher les idées socialistes. Les prédications des derviches, des abdals, des kalenders, soulevèrent la population, et bientôt Kalender-Oglou se trouva à la tête de forces imposantes par le nombre.

Le beïlerbey d'Anatolie, Behram-Pacha, renforcé des troupes des gouverneurs de Karamanie et d'Alep, fut complètement battu à Tokat. Cette révolte menaçait directement le trône du sultan et intéressait l'existence de l'empire; il fallait agir promptement et vigoureusement avant de donner le temps aux insurgés de répandre leurs doctrines dans les masses, doctrines qui leur attiraient tous les déshérités de la vie. Le grand-vézir, Ibrahim-Pacha, à la tête des janissaires et des sipahis, marcha contre les rebelles. Par ses habiles négociations, il détacha de leur cause les tribus turcomanes, et Kalender-Oglou, réduit à ses seules forces, fut défait et tué avec son principal affidé Weli-Dumdar (1527).

A ces troubles politiques succéda une agitation religieuse fomentée par les prédications publiques d'un uléma, qui soutenait la supériorité de Jésus-Christ sur Mahomet. Traduit devant le tribunal des juges suprêmes d'Anatolie et de Roumélie, Kabiz défendit vigoureusement son opinion par le parallèle de l'Évangile et du Koran. Irrités de ne pouvoir réfuter ses arguments, les juges le condamnèrent à mort; mais Ibrahim-Pacha, indigné de cette procédure inique, cassa la sentence.

Le sultan déféra l'affaire au Scheikh-ul-Islam et au juge de Constantinople ; Kabiz refusa, jusqu'au bout, de se rétracter et mourut, martyr de ses convictions (1528).

Ici se place un fait qui honore la mémoire d'Ibrahim-Pacha. Alep venait de se révolter : le mollah et le kadi avaient été égorgés dans la mosquée, au moment de la prière du matin. Indigné d'un tel sacrilège, le sultan, dans sa colère, avait ordonné de passer tous les habitants au fil de l'épée. Le grand-vézir osa résister à son maître et par-

vint par ses courageuses instances à faire révoquer cet ordre barbare : seuls les chefs de l'émeute furent exécutés. Pour montrer que sa justice était égale pour tous et que nul ne pouvait s'y soustraire, le sultan frappa aussi les grands dont la tyrannie et les exactions avaient soulevé les haines populaires. Sept fonctionnaires du Sandjak de Scutari et le gouverneur lui-même, convaincus de malversations et de concussions, furent condamnés à subir le supplice de la corde.

Premières relations de la France avec la Porte : première mission de Rinçon.

Le moment était venu où la Turquie allait entrer dans le concert européen et y jouer un rôle prépondérant.

Enveloppée de tous côtés par les possessions de la maison d'Autriche, la France se trouvait pour ainsi dire prisonnière chez elle. Maître de l'Espagne, de l'Italie, de l'Allemagne, des Pays-Bas, Charles-Quint enserrait la France dans un cercle de fer ; maître de Naples, de la Sicile et d'Oran, allié de Venise, suzerain de Gênes et de Florence, l'empereur excluait la France de la Méditerranée.

L'équilibre européen était compromis, il pouvait être détruit et la France avec lui, si l'on n'opposait à ce colosse une puissance aussi redoutable sur terre que sur mer ; il fallait une diversion puissante qui donnât à la France le temps de respirer, une alliance qui lui permît de restaurer sa puissance dans la Méditerranée et de maintenir par des voies pacifiques son influence dans le Levant.

Il n'y avait qu'un peuple qui pût remplir ce rôle ; c'étaient les Ottomans. Leur empire embrassait les trois parties du monde ; leurs armées menaçaient le cœur des États autrichiens ; leurs escadres dominaient dans la Méditerranée orientale. Entre l'empire ottoman et la France, il ne pouvait exister d'antagonisme : leurs intérêts étaient communs, leurs ennemis étaient les mêmes, ils avaient

les mêmes besoins, les mêmes haines; enfin ils se tenaient dans une estime réciproque à cause de leur valeur militaire.

Ainsi, après avoir été l'âme et le bras des croisades, la France, la première, se réconcilia avec les Musulmans et devint leur alliée. Abaisser la maison d'Autriche avec l'aide des Ottomans, telle fut la politique constante du règne de François Ier, politique suivie par ses successeurs et qui sauva l'Europe du despotisme austro-espagnol. C'était une action singulièrement hardie que de rechercher l'alliance des mahométans, quand tout le peuple et la plupart des hommes d'État réclamaient encore contre eux la prédication d'une croisade. Cette alliance devait ameuter le sentiment public en Europe contre l'*union sacrilège des lys et du croissant*; l'Autriche cria à la trahison contre la chrétienté, et une tempête d'anathèmes assaillit le fils aîné de l'Église. François Ier resta, malgré tout, fidèle à la ligne politique tracée par le chancelier Duprat.

Les premières relations officielles établies entre la cour de France et la Porte remontent au règne de Bayezid II. Husseïn-Bey fut envoyé, en 1483, à Louis XI pour obtenir la ratification de l'engagement pris par les chevaliers de Rhodes de se faire les geôliers de Djem. Quand il arriva à Chambéry, Louis XI était mort, et les chevaliers s'étant opposés à ce qu'il communiquât avec Djem, l'ambassadeur s'en retourna. En 1486, il revint chargé d'une mission auprès de Charles VIII : en échange de l'extradition du prince Djem, il avait ordre d'offrir toutes les reliques trouvées dans l'empire depuis Mohammed-el-Fathy, et de promettre Jérusalem dont le sultan méditait la conquête. Charles VIII refusa de le voir. Bayezid ne se rebuta pas cependant; pendant l'été de 1488, Antoine Bericho apporta au roi de France une lettre où le sultan conseillait à Charles d'accorder créance *aux diverses choses* que l'envoyé lui exposerait.

En février et en avril 1500, deux lettres du sultan à Louis XII demandèrent son intervention entre l'empire ottoman et la république de Venise.

A son avènement au trône, François Ier avait mené grand bruit contre les Ottomans ; au congrès de Cambrai, en 1517, il avait proposé à l'empereur d'Allemagne et à Ferdinand le Catholique un traité de partage de l'empire ottoman; le pape Léon X avait rompu l'intrigue. Cependant Sélim confirmait, la même année (avril-mai 1517), les privilèges que les Français avaient obtenus, en Égypte, de Kansou-Ghawri en 1507.

La ruine de l'armée française à la bataille de Pavie et la captivité du roi décidèrent la régente, Louise de Savoie, à tenter, sur les conseils du chancelier Duprat, la démarche audacieuse de l'alliance turque. Le 25 février 1525, elle dépêcha un agent chargé de riches présents pour Suleyman, et porteur de propositions d'alliance contre Charles-Quint. Cet envoyé, dont on ne connaît pas le nom, fut assassiné en Bosnie avec les douze personnes de sa suite.

Au mois de décembre de la même année, le comte Jean Frangipani, gentilhomme hongrois au service de France, vint réclamer satisfaction à Constantinople; il remit au sultan une lettre de François Ier dont la substance était :

« Que le grand padischâh attaque le roi de Hongrie et « lui fasse essuyer un échec; nous, nous attaquerons le « roi d'Espagne et prendrons contre lui notre revanche. « Nous prions et souhaitons que le grand empereur du « monde nous fasse la grâce de repousser cet orgueilleux « et nous serons dorénavant le serviteur obligé du grand « empereur maître du siècle[1]. »

Vers la même époque, Charles-Quint avait également fait des propositions d'alliance au sultan. Mais les deux princes étaient ennemis naturels, puisqu'ils étaient voisins: les avances de l'empereur d'Allemagne furent repoussées. Suleyman accueillit, au contraire, avec empressement la demande du roi de France qui allait, pensaient les Ottomans, leur livrer l'Occident dénué de ses meilleurs défenseurs.

[1] Solakzadé.

L'envoyé de France, accueilli avec de grands honneurs, comblé de riches présents, décida le sultan à envahir la Hongrie. Toutefois aucun traité ne fut signé : l'orgueil et le fanatisme musulmans auraient considéré comme un sacrilège une alliance directe avec un prince chrétien.

A la lettre du roi très chrétien, le sultan répondit par une lettre d'amitié superbe et protectrice, curieux échantillon du style épistolaire de l'Orient :

« Par la grâce du Très Haut, dont la puissance soit à « jamais honorée et glorifiée et la parole divine exaltée ! Par les miracles abondants en bénédiction du soleil des cieux de la prophétie ; de l'astre de la constellation des « patriarches ; du pontife de la phalange des prophètes ; du coryphée de la légion des saints, Mahomet, le très pur ! Et sous la protection des saintes âmes des quatre « amis qui sont Abou-Bekre, Omar, Osman et Ali !

« Schah-Sultan-Suleyman-Khan, fils de Sélim-Khan, « toujours victorieux, Moi qui suis le sultan des sultans, le roi des rois, le distributeur des couronnes aux princes « du monde, l'ombre de Dieu sur la terre, l'empereur et « seigneur souverain de la mer Blanche et de la mer Noire, « de la Roumélie et de l'Anatolie. . . . . et en outre de quantité d'autres provinces que par leur « puissance victorieuse ont conquises mes glorieux ancêtres, « aussi bien que de nombreux pays que ma glorieuse ma- « jesté a soumis à mon épée flamboyante et à mon glaive « triomphant, moi, fils de Sultan-Sélim, fils de Sultan- « Bayezid. Schah-Sultan-Suleyman-Khan,

« A toi, François,

qui es roi du pays de France.

« La lettre que vous avez adressée à ma Porte, asile des « souverains, par Frankipan, homme digne de votre con- « fiance ; certaines communications verbales que vous lui « avez recommandées, m'ont appris que l'ennemi s'est em- « paré de votre royaume, que vous êtes présentement en « prison et que vous demandez ici secours et protection

« pour votre délivrance. Tout ce que vous avez dit a été « exposé au pied de mon trône, refuge du monde; Ma « science impériale l'a embrassé en détail, et j'en ai pris « une connaissance complète.

« Il n'y a rien d'extraordinaire que des empereurs soient « défaits et faits prisonniers. Que votre cœur se réconforte et que votre âme ne se laisse point abattre ! Nos « glorieux prédécesseurs et nos illustres aïeux (que Dieu « illumine leurs tombeaux!) ont toujours saisi l'occasion « d'entrer en campagne pour repousser l'ennemi, et de « faire des conquêtes: moi-même, marchant sur leurs traces, « j'ai soumis dans toutes les saisons des provinces et des « forteresses puissantes et de difficile abord. Nuit et jour « notre cheval est sellé et notre sabre est ceint !

« Que la justice divine (dont le nom soit béni !) nous « facilite l'exécution du bien ! A quelque objet que s'attache « votre volonté, qu'elle soit exécutée ! Au surplus, interrogez votre agent sur l'état des affaires et les événements, « et soyez convaincu de ce qu'il vous dira. Sachez-le ainsi.

« Écrit dans la première décade de la lune de rebuil« akir, l'an 932 (15 février 1526), de la résidence impériale « de Constantinople, la bien munie et la bien gardée. »

Le roi de France, délivré de sa prison, remercia Suleyman vers la fin d'avril 1526. « Nous n'avons pu, disait« il, que ressentir un vif plaisir en voyant l'insigne générosité de votre cœur qui vous porte à nous promettre des « secours dans cette triste situation de nos affaires, en nous « offrant de grands trésors et toutes vos forces. »

Les négociations continuèrent actives et suivies entre les deux souverains ; pour les légitimer aux yeux de la chrétienté et entraîner l'opinion publique en France, François I[er] s'employa à protéger les chrétiens d'Orient et à donner à la France la prépondérance commerciale en Orient.

En 1528, Antoine de Rinçon apportait au sultan une lettre lui demandant de faire restituer aux chrétiens une église de Jérusalem, convertie en mosquée. Suleyman refusa, mais dans les termes les plus bienveillants : « L'amitié et l'af« fection qui existe entre ma glorieuse majesté et vous,

« rendent vos désirs admissibles auprès de ma personne,
« source de bonheur; mais cette affaire ne ressemble pas à
« toute autre affaire de domaine ou de propriété : elle
« concerne notre religion. D'après l'ordre sacré du Très
« Haut, créateur du monde et bienfaiteur d'Adam, d'après
« la loi de notre prophète, soleil des deux mondes, cette
« église est depuis longtemps une mosquée et les musul-
« mans y font leur prière. Il est contraire à notre religion
« qu'un lieu qui porte le nom de mosquée et dans lequel
« se fait la prière soit maintenant altéré par le changement
« de destination... Les lieux autres que la mosquée conti-
« nueront de rester entre les mains des chrétiens: per-
« sonne ne molestera, sous notre équitable règne, ceux
« qui y demeurent. Ils vivront tranquillement sous l'aile de
« notre protection ; il leur sera permis de réparer leurs
« portes et fenêtres, ils conserveront, en toute sûreté, les
« les oratoires et les établissements qu'ils occupent actuel-
« lement, sans que personne puisse les opprimer, ni les
« tourmenter d'aucune manière. »

En même temps le sultan confirmait et étendait les privilèges des Français en Egypte, par un hatti-chérif du 20 septembre 1528.

Liberté pleine et entière est accordée aux Français et aux Catalans de circuler et de trafiquer en Égypte.

Ordre aux autorités de porter secours aux bâtiments français jetés à la côte et en détresse : défense d'en piller les épaves qui doivent être remises au consul.

Juridiction des consuls sur leurs nationaux, « excepté « toutefois s'il y avait du sang; dans ce cas nos présidents « en jugeront. »

Droit pour les Français et Catalans de disposer de leurs biens par testament :

Les biens de ceux qui mourront *ab intestat* seront à la disposition du consul, et en son absence et celle de ses employés, les autorités ottomanes devront envoyer les biens meubles au lieu où sera ledit consul.

Droit d'entretenir les églises « connues à Alexandrie « selon qu'il en sera confessé en justice et sera reconnu ce

« qui a été déclaré par la justice : ainsi aussi des bains « pour y entrer leurs personnes. »

Enfin le dernier paragraphe plaçait les consuls, les factoreries et les marchands de la France sous la protection de la Sublime-Porte.

L'habileté du négociateur avait été secondée par les dispositions favorables de Suleyman ; l'alliance française lui offrait une diversion trop précieuse contre l'Autriche, pour qu'il n'accordât pas généreusement les demandes de Rinçon.

En même temps Rinçon emportait la promesse d'une nouvelle prise d'armes, et négociait entre Szapolya et François Ier un traité qui assurait la couronne de Hongrie à un fils du roi de France, à la mort de Szapolya.

Campagne de Hongrie.

La guerre continuait en Hongrie : Szapolya, soutenu par les Ottomans, dont il se déclarait le vassal, luttait contre Ferdinand d'Autriche appelé au trône par le parti national. Les deux rivaux se rencontrèrent dans la plaine de Tokaï : Szapolya, complètement défait, implora les secours du roi de Pologne, Sygismond, son beau-père, et ceux du sultan.

Une alliance offensive et défensive fut conclue entre la Hongrie et la Porte. Ferdinand essaya en vain de traverser cette négociation ; ses ambassadeurs furent retenus captifs pendant neuf mois, et ne rapportèrent que ces paroles ironiques :

« Votre maître n'a pas encore eu avec nous des rapports « d'amitié et de voisinage, mais il en aura bientôt. Dites-« lui que j'irai le trouver avec toutes mes forces et que je « lui donnerai, moi-même, ce qu'il demande. Qu'il se pré-« pare donc à notre visite. »

L'armée musulmane, commandée par Ibrahim-Pacha, créé serasker de toutes les armées ottomanes, s'ébranla le 10 mai 1526 : deux cent cinquante mille hommes mar-

chèrent au secours de Szapolya, réduit à fuir devant Ferdinand de Pesth et de presque tout le pays. Szapolya rencontra le sultan à Mohacz, et il n'eut pas honte de lui prêter serment de fidélité et de vasselage sur ce lieu, témoin du massacre des Hongrois par les musulmans.

Bude se rendit au sultan après un siège de six jours : les troupes eurent la permission de se retirer avec armes et bagages ; mais les janissaires, déçus de l'espoir du pillage, violèrent la capitulation et massacrèrent la garnison presque tout entière.

Szapolya fut installé roi de Hongrie ; le nouveau monarque, comme don de joyeux avènement, frappa sa capitale d'une contribution extraordinaire. L'argent ainsi extorqué fut distribué aux janissaires qui composaient l'escorte du roi de Hongrie. Les temps d'Hunyade et de Mathias Corvin étaient loin !

On dirait que la lâcheté est contagieuse : le prince de Moldavie, Boghdan, saisit ce moment pour aller de lui-même au-devant du joug ; il se reconnut vassal du sultan.

Les fêtes données en l'honneur de Szapolya et de Boghdan terminées, le sultan, traînant à sa suite le nouveau roi, marcha sur Vienne. Au mois de septembre 1529, cent vingt mille hommes et quatre cents pièces de canon investirent la ville, tandis qu'une flotille de huit cents voiles stationnait sur le Danube. Les assiégés n'avaient à opposer à ces forces formidables que seize mille hommes, soixante-douze bouches à feu, des remparts sans batteries et de six pieds d'épaisseur seulement ; mais l'ardeur des soldats allemands était doublée par leur haine des Osmanlys : le courage et l'habileté des chefs suppléaient à l'insuffisance des moyens de défense. Les travaux des Ottomans furent détruits plusieurs fois dans de vigoureuses sorties, leur camp incendié ; tous les assauts furent repoussés : en vain l'artillerie et la sape faisaient-elles crouler les remparts, de nouvelles murailles s'élevaient comme par enchantement. Rebutés par la défense opiniâtre de la place, les soldats refusaient de marcher à l'assaut malgré

les menaces et les coups de leurs chefs ; le découragement était à son comble : Suleyman se retira en frémissant (14 octobre), non sans laisser de sanglants adieux. Tous les prisonniers furent brûlés vivants ou égorgés sans pitié. L'armée ottomane avait perdu quarante mille hommes devant Vienne et Suleyman venait, pour la première fois, d'éprouver un échec. Pour se consoler et essayer de donner le change à l'opinion publique, le sultan, de retour à Pesth, ordonna de grands fêtes et réjouissances publiques. Szapolya fut solennellement couronné roi de Hongrie, et ceignit la légendaire couronne de saint Étienne. Le saint devait être bien étonné de voir son successeur le valet d'un musulman.

Deuxième mission de Rinçon. Campagne de 1532.

Les deux années se passèrent en négociations : Ferdinand essaya eu vain de gagner à prix d'or Ibrahim-Pacha ; le grand-vézir fut incorruptible et les menées de l'ambassadeur de François Ier empêchèrent ces négociations d'aboutir.

Rinçon était revenu en mission secrète. Parti au commencement de 1532, il était tombé malade et s'était vu contraint de s'arrêter à Venise et à Raguse. Le sultan était au camp devant Belgrade ; Rinçon alla le trouver et obtint audience le 9 juillet : il devait essayer de détourner Suleyman d'envahir la Hongrie et le persuader de porter tous ses efforts sur mer. En réponse à ces ouvertures, le sultan lui dit : « que d'après l'ancienne amitié qu'il avait « pour la maison de France, il se fût volontiers retiré, s'il « ne se fût vu si avant, mais qu'on dirait qu'il se retirait « de peur de Charles d'Espagne ; et, de plus, qu'il s'é- « merveillait de ce que le roi faisait un telle requête en fa- « veur d'un homme qui l'avait si mal traité, et qui n'était « point chrétien, vu qu'il a mis et retenu en prison et ran- « çonné le chef de la religion, à Rome, le grand-vicaire « de Jésus-Christ ; et lequel plume et pille tous les ans

« les chrétiens, sous prétexte de lui venir faire la guerre. »

Rinçon fut reçu avec des honneurs extraordinaires et tels qu'aucun ambassadeur chrétien n'en a jamais eu depuis, et qui contrastèrent avec les humiliations qu'on fit subir aux envoyés de Ferdinand.

« François, dit un historien turc, était maître de grandes « terres, avait de braves soldats et jouissait d'un grand « pouvoir sur mer : comme il persistait dans son ancien « dévouement pour la Sublime Porte, on redoubla d'égards « pour lui. Aussi le grand-vézir parla à son envoyé en « ami, et à ceux de Ferdinand, en lion [1]. »

Les envoyés de Ferdinand ne reçurent d'autre réponse que celle-ci : « Jamais le sultan ne rendrait la Hongrie, « dont il n'avait fait la conquête que sur les instances de « son allié le roi de France. »

La campagne de 1532 s'ouvrit par le siège de Güns. Cette bicoque, défendue par le brave Nicolas Jurischitz, eut la gloire d'arrêter un mois les deux cent mille hommes du Grand Seigneur : douze assauts consécutifs furent repoussés. Enfin, Jurischitz, blessé grièvement et hors d'état de soutenir une nouvelle attaque, accepta les conditions d'Ibrahim-Pacha; les habitants eurent la vie sauve, la garnison fut libre de se retirer où elle voudrait ; elle sortit avec armes et bagages et fut reçue avec les honneurs de la guerre.

N'osant attaquer Vienne ni Neustadt, les Osmanlys se répandirent dans la Styrie et dans l'Autriche, qu'ils mirent à feu et à sang. Kaçim-Bey, arrêté à Pottenstein par les impériaux, fit égorger quatre mille prisonniers qui gênaient sa marche et partagea son armée en deux corps. Le premier commandé par Fériz-Bey parvint à gagner la Styrie et rallia l'armée du sultan Suleyman ; le second fut écrasé dans la vallée de Stahremberg par le comte palatin Frédéric ; Kaçim-Bey périt dans la mêlée ; Osman, qui le remplaça, subit le même sort. L'Autriche était nettoyée des envahisseurs. En Styrie, les opérations militaires n'étaient

[1] Solakzadé.

guère favorables, non plus, aux Ottomans. Le sultan échouait devant Gratz, son arrière-garde était battue à Ferniz; enfin un échec plus sérieux éprouvé devant Marbourg le forçait à la retraite.

Sur mer, la campagne avait été désastreuse pour la Turquie. Le célèbre André Doria s'emparait de Coron, de Patras, des deux forts élevés par Sultan-Bayezid à l'entrée du détroit de Lépante, et portait la désolation sur les côtes de la Grèce.

Au commencement de l'année suivante, une trêve fut conclue entre l'Autriche et l'empire ottoman. Le sultan promettait alliance et amitié à Ferdinand, mais sans rien stipuler à l'égard de la Hongrie dont il se déclarait maître absolu, par droit de conquête (1533).

Guerre de Perse. Barberousse et Charles-Quint.

La raison dominante qui avait porté Suleyman à conclure la paix avec l'Autriche était l'expépition qu'il méditait contre la Perse. Zulfekar-Kan, gouverneur de Bagdad, et Oulama, gouverneur de l'Azerbaïdjan, s'étaient soulevés contre Thamasp-Schah, tandis que Chérif-Bey, khan de Bitlis, livrait cette place au roi de Perse. L'assassinat de Zulfekar fit rentrer Bagdad sous le sceptre du Schah pendant que Chérif-Bey, à la tête d'une armée persane, battait le gouverneur rebelle de l'Azerbaïjan. Ibrahim-Pacha marcha contre le khan de Betlis; en route il reçut de Chems-Uddin, fils d'Oulama, la nouvelle de la mort et la tête du rebelle (1533). Après avoir passé l'hiver à Alep et préparé par des négociations la soumission des places voisines du lac du Van, il reprit sa marche sur Tebriz, résidence du Schah, et y entra sans résistance (13 juillet 1534). Les mesures les plus sages furent prises pour éviter le meurtre, le pillage et toutes les scènes de désordre qui accompagnaient infailliblement, à cette époque, la prise d'une ville. « Aucun Persan, suivant l'expression « d'un historien oriental, ne perdit seulement la pointe

« d'un cheveu. » Cette générosité honore d'autant plus Ibrahim-Pacha qu'il allait directement contre le fanatisme religieux. Un fetwa du mufti n'avait-il pas ordonné le massacre de tous les schiites et le pillage de leurs biens?

Le sultan vint prendre le commandement de l'armée, qui se dirigea sur Bagdad. La marche fut longue et pénible, non par les attaques de l'ennemi, mais par les difficultés du pays et les rigueurs de la saison. La capitale des Khalifes n'opposa aucune résistance. Après un repos de quatre mois, l'armée reprit le chemin de Stamboul, où elle rentra au mois de janvier (1536). Pendant cette expédition triomphale, les flottes ottomanes disputaient aux escadres de Charles-Quint l'empire de la Méditerranée. Deux hommes célèbres dirigeaient les forces navales des deux empires : le Génois André Doria, amiral de l'empereur, et, du côté des Turcs, Khaïr-Eddin, connu sous le nom de Ariodant Barberousse[1]. Cet aventurier, d'origine grecque et chrétienne, né à Mitylène, s'était en compagnie de son frère, Baba-Aroudj, adonné à la piraterie.

Les deux frères se mirent au service du sultan de Tunis, Mohammed, de la famille des Beni-Hafsz; après plusieurs tentatives infructueuses, Aroudj s'empara de Cherchell et de Tlemcen; attaqué par les Espagnols, il périt dans une sortie. Barberousse, resté seul, se rendit maître d'Alger en assassinant le prince maure qui y régnait, et fit hommage de ses possessions au sultan Sélim, qui le nomma beïlerbey d'Alger. De ce port partirent de nombreux corsaires qui infestèrent les côtes d'Espagne et d'Italie et allèrent écumer la partie occidentale de la Méditerranée.

Nommé Kapoudan-Pacha (1533), il reprit Coron malgré une victoire remportée par Doria, qui lui détruisit trente-neuf vaisseaux. L'armée suivante, il saccagea toutes les côtes de l'Italie et se présenta sous les murs de Tunis : Muley-Hassan, exécré de ses sujets, à cause de sa tyran-

[1] Plusieurs historiens européens prétendent que Barberousse était un renégat provençal. Voyez *Annuaire nobiliaire* de Barbot de la Trésorière.

nie, fut facilement renversé et Barberousse prit possession de la ville au nom du sultan. Ces progrès étaient inquiétants pour le souverain de l'Espagne et de l'Italie : Charles-Quint résolut de reprendre Tunis, non seulement pour assurer la tranquillité de ses possessions d'Afrique, mais pour porter un coup mortel à l'alliance franco-ottomane, qui ne pouvait devenir efficace que par la marine. Le 16 juin 1535, Charles-Quint débarqua devant la Goulette, l'emporta après un mois de siège et de combats continuels. Barberousse, battu en rase campagne, abandonné par les populations arabes, fut obligé de fuir : Tunis tomba au pouvoir du vainqueur, et cinquante mille esclaves chrétiens furent rendus à la liberté. Muley-Hassan, rétabli, se reconnut tributaire des Espagnols, qui mirent garnison dans le fort de la Goulette.

Relations de la France avec la Porte : capitulations de 1535 Mort d'Ibrahim.

La conduite de Charles-Quint, champion de la croix et défenseur de la chrétienté, contrastait avec celle de son rival, allié des musulmans. François résolut d'avouer hautement cette alliance pour en tirer tout le profit possible.

Au printemps de 1534, Jean de la Forest arriva à Constantinople, en qualité d'ambassadeur de France, chargé d'une double mission : il devait conclure un traité d'amitié et de commerce dans lequel seraient compris tous les princes chrétiens, Charles-Quint excepté, et engager le Sultan à faire la guerre, de concert avec le roi, à l'empereur d'Allemagne, si celui-ci se refusait à restituer au roi de France le duché de Milan, le comté d'Asti, Gênes, la Flandre et l'Artois, et à laisser le roi Jean paisible possesseur du trône de Hongrie. Enfin, après avoir détaillé tous les embarras que la France pouvait susciter à l'empereur en l'attaquant à la fois en Navarre, en Bourgogne, en Flandre, il devait faire ressortir que le roi manquait d'argent : « A « cette cause, priera et persuadera, icelui de la Forest, le

« Grand Seigneur de subvenir audit roi, pour convertir à « l'effet que dessus, un million d'or, qui ne sera pas malaisé « au Grand Seigneur, pour être ses affaires constituées en « toute fidélité et ne lui devra être grief.... Outre le secours « d'argent ci-dessus mentionné, et pendant que le dit sieur « roi par terre exploitera de son côté ses forces, envoie son « armée de mer, en faisant même commandement au sieur « Khaïr-Eddin, pour courir sus et entrer premièrement en « Sicile et y établir pour roi et seigneur le personnage que « le dit la Forest à l'ordre de nommer, lesquels crédit et in- « telligence ès-dites îles, qu'il pourra garder et tenir à la dé- « votion et sous l'ombre et appui du sieur roi. Et davantage « reconnaîtra ce bienfait et payera, par chaque an, convena- « ble tribut et pension au dit Grand Seigneur, pour le ré- « compenser du secours pécuniaire qu'il aura donné au dit « sieur roi. » Enfin il devait recommander au Divan le plan de campagne suivant :

« En assaillant par le royaume de Naples, par la Sicile « et la Sardaigne ou par les Espagnes, ce sera le toucher au « vif et entreprise aisée à mettre à chef, attendu mêmement « que les Allemands ne se mouveront pour le péril de l'Ita- « lie, comme l'on sait et voit par expérience. Et quand le roi « des Espagnes voudrait secourir le royaume de Naples et « autres pays dessus dits, comme il fait courir bruit de vou- « loir y passer, les armées de mer des susdits Grand Sei- « gneur et roi mises en avant seront si puissantes qu'il n'o- « serait entreprendre le passage. »

C'était là le véritable objet de l'ambassade La Forest : le prétexte était la conclusion d'un traité de commerce renouvelant et confirmant les privilèges des Français. Pour arriver à son but, il comptait sur l'appui du grand-vézir, Ibrahim, et du Kapoudan-Pacha, Khaïr-Eddin, à qui François promettait de l'aider de son mieux à conserver Alger et Tunis.

L'ambassadeur de France réussit à souhait : en février 1535 (en janvier 1536 d'après Hammer) fut signé un traité de paix, d'amitié et de commerce qui parut sous la forme d'un hatti-chérif.

« Le Grand Seigneur, par une fierté mal entendue, fon-
« dée sur un prétendu prétexte de religion, ne veut point de
« traité avec les princes chrétiens, prétendant qu'ils ne doi-
« vent point aller de pair avec lui. Celui de capitulation lui
« plaît davantage, parce qu'il regarde les actes qu'il accorde,
« et dont il est le maître si absolu qu'il les révoque, les res-
« treint et les annule sans cérémonie quand il le juge à pro-
« pos [1]. »

Le traité donnait au roi de France le titre de padischâh, et mettait sur le même pied d'égalité « *la gloire des prin-* « *ces de la croyance de Jésus* » avec « *le roi des rois, le* « *sultan des deux terres et des deux mers, l'ombre de Dieu.* »

Il portait en substance :

1° Liberté pleine et entière pour les sujets du sultan et du roi de naviguer, sûrement et librement, avec navires armés et désarmés, chevaucher et venir demeurer, conserver et retourner aux ports, cités et pays quelconques, les uns des autres, pour leur négoce ainsi que pour fait et compte de marchandises.

2° Liberté d'acheter, vendre, changer, conduire et transporter par terre et par mer toutes sortes de marchandises, tribut, imposition ou charge.

3° Juridiction absolue des consuls, tant au civil qu'au criminel, sur les Français ; ordre aux officiers de la Porte de prêter main-forte pour l'exécution des jugements consulaires.

4° En cas de procès au civil entre Turcs et Français, la plainte des premiers n'est recevable que s'ils produisent une preuve écrite de l'adversaire ou du consul ; dans aucun cas, les Français ne peuvent être jugés par les kadis ou soubachis, sans la présence de leur drogman.

5° En matière criminelle, les sujets du roi ne peuvent être jugés par les tribunaux ordinaires, « ils doivent être conduits à la Sublime Porte et, en l'absence d'icelle Porte, au principal lieutenant du Grand Seigneur ; là vaudra le témoignage du sujet du roi et du Karadjguzar l'un contre l'autre. »

[1] Chevalier d'Arvieux, *Mémoires*.

6° Défense d'inquiéter les Français au sujet de leur religion, qu'ils ont toute liberté de pratiquer.

7° Si un sujet du roi quitte les Etats du Grand Seigneur sans avoir satisfait à ses dettes, le consul ni aucun Français ne peuvent en être rendus responsables; le roi fera satisfaction au demandeur, sur les biens ou la personne du débiteur, s'il est en son royaume.

8° Défense de se servir des navires des sujets du roi, de leur artillerie, munitions et équipages contre leur gré, même pour le service du padischâh.

9° Liberté de tester pour tous les marchands et sujets du roi. Les biens de ceux qui mourront *ab intestat* seront remis au consul pour être transmis aux héritiers.

10° A la ratification du traité par le Grand Seigneur et le roi, tous les esclaves seraient rendus de part et d'autre. « Tout individu qui attentera de faire prise ou violence sur les biens ou la personne de l'obéissance de l'autre seigneur sera banni avec ses complices, verra ses biens confisqués, sans préjudice du châtiment qui lui sera infligé sur l'ordre du souverain offensé, s'il tombe en son pouvoir. »

11° Lorsque les vaisseaux se rencontreront, ils devront baisser les voiles et lever les bannières de leur seigneur, se saluer d'un coup d'artillerie; mais le droit de visite est formellement interdit.

12° Défense absolue à qui que ce soit de s'approprier les débris et les épaves des navires du roi naufragés.

D'Ohsson donne du traité une version différente qui comprend d'importantes variantes: d'après lui il était stipulé :

1° Qu'il résiderait un ambassadeur de France à Constantinople et un consul à Alexandrie.

2° Que les commerçants français ne payeraient pour leurs marchandises qu'un droit de 5 pour 100.

3° Qu'ils seraient exempts de toutes contributions pendant les 10 premières années de leur séjour dans les Etats ottomans; mais qu'après ce terme ils seraient soumis à la capitation et aux taxes ordinaires.

4° Que les autres nations européennes, comme les An-

glais, les Catalans, les Siciliens, les Génois, etc., dont les gouvernements n'étaient pas liés avec la Porte par des traités d'amitié, pourraient naviguer sous le pavillon français, et trafiquer sous la protection de la France, dans tous les pays de la domination ottomane.

5° Que les Français jouiraient du libre exercice de leur culte et qu'ils feraient garder les lieux saints de la Palestine par des religieux catholiques.

6° Qu'il était interdit à tout Français, tout couvent, toute église latine, de posséder des biens-fonds en pays musulman.

7° Que les enfants nés du mariage d'un Français avec une femme du pays seraient sujets tributaires du Grand Seigneur.

Pour comprendre l'importance de cet acte, il faut se rappeler qu'une barrière jusqu'alors infranchissable avait séparé chrétiens et musulmans ; ils se regardaient comme des ennemis à qui la haine religieuse ne prescrivait d'autres rapports que la guerre : c'était l'aurore d'un droit nouveau.

Un traité d'alliance offensive et défensive fut également conclu, mais gardé secret ; le sultan s'engageait à envahir la Hongrie et le royaume de Naples ; François devait ouvrir les hostilités par une attaque sur la Lombardie. D'après l'article 6 du traité conclu, en 1553, entre Suleyman et Henri II, le traité signé par La Forest portait que les villes, bourgs et villages d'Italie dont la flotte ottomane s'emparerait, seraient livrés en proie aux Turcs ; que les habitants leur seraient abandonnés comme esclaves, mais que la possession de ces villes, leur matériel de guerre, leur approvisionnement seraient laissés au roi de France. Ces traités furent favorablement accueillis par les musulmans ; une fable répandue dans le public, et acceptée sans contrôle, même par les historiens les plus sérieux[1], voulait qu'une alliance de famille existât entre les deux maisons souveraines.

[1] Petchevi, Selaniki Aali Effendi.

Il est inutile de s'arrêter à démontrer l'absurdité de la légende de l'existence de cette prétendue princesse de France.

L'amiral Saroudjé-Pacha aurait capturé, en 1428, près de Gallipoli, un navire portant une princesse de France, fiancée à l'empereur Jean IV. Placée dans le harem de Murad II, elle aurait donné le jour à Mohammed II et se serait faite musulmane sous le nom de Alimé-Khanim.

Ce fut le dernier acte administratif du puissant et orgueilleux Ibrahim-Pacha, miné sourdement par la sultane favorite, Khouresm-Sultane, que Suleyman, par une insigne distinction, avait reconnue pour épouse légitime.

Dans le traité conclu avec le roi de France, Ibrahim osa prendre le titre de Serasker-Sultan (en Perse, les généraux en chef portaient le titre de sultan); cette audace fit naître dans l'esprit de Suleyman le soupçon que l'ambitieux qui s'arrogeait le titre réservé au souverain, pourrait chercher à s'emparer du trône.

Le 5 mars 1536, Ibrahim se rendit au sérail, selon sa coutume; le lendemain, on l'y trouva étranglé. Sa place fut donnée à l'Albanais Ayas-Pacha.

CHAPITRE XII

SULEYMAN Ier (*Suite*) (1536-1566).

Guerre avec Venise. La Hongrie sous la domination ottomane. — Alliance de la France et de la Porte : Rincon. Paulin de la Garde ; d'Aramont. — Martinuzzi, siège d'Erlau. — Alliance de la France et de la Porte : traité de 1553. — Mort de Mustapha (1553). Révolte et mort de Bayezid. — Siège de Malte (1565) et de Szigeth. Mort de Suleyman (1566). — Les lettres et les arts. — Institutions de Suleyman. — Causes secrètes de décadence.

Guerre avec Venise. La Hongrie sous la domination ottomane.

Depuis trente-cinq ans la paix existait entre la Porte et Venise : sous Ibrahim-Pacha, né sujet de la sérénissime République, les relations avaient pris un caractère d'intimité ; le nouveau grand-vézir suivit la marche imprimée par son prédécesseur aux affaires de l'empire ; de plus, François et Suleyman, voulant comprendre les Vénitiens dans leur alliance, leur envoyèrent à ce sujet une ambassade.

La république répondit par une déclaration de neutralité ; mais les intrigues de Doria qui travaillait à la jeter dans l'alliance austro-espagnole, celles de Barberousse qui ne cherchait que l'occasion de ramasser du butin, changèrent cette neutralité en hostilité déclarée.

La flotte ottomane, forte de cent voiles, ravageait les côtes de la Pouille et enlevait dixmille captifs, quand elle fut rappelée pour assiéger Corfou (septembre 1537).

Après huit jours de siège et quatre assauts infructueux livrés au fort San-Angelo, le sultan, rebuté par la résistance de la place, renonça à l'emporter. Il se vengea en s'emparant de Paxo et en incendiant Butrinto. Pendant que le grand-vézir assiégeait sans succès, pendant cinq mois, Nauplie de Romanie (1538), le Kapoudan-Pacha soumettait les îles de l'Archipel, ravageait Candie et battait Doria à Preveza (septembre 1538).

L'année suivante, cent mille hommes étaient concentrés en Albanie pour fondre sur l'Italie; Barberousse, avec soixante-dix galères, débarquait près d'Otrante : toutes ces forces attendaient les opérations du roi de France qui devait envahir le Piémont et envoyer ses galères sur les côtes de la Pouille. Mais l'Europe entière jetait l'anathème au roi très chrétien ; il n'osa passer outre : il attendait, pour l'envahir, que les Turcs eussent évacué l'Italie ; puis signa brusquement avec Charles-Quint la trève de Nice (1538). Quoique mécontent, Suleyman ne rompit pas l'alliance, il confirma même le hatti-chérif de 1536.

La lutte continua avec Venise et la maison d'Autriche, sur terre et sur mer. Du côté des Vénitiens les succès se balancèrent : les Ottomans perdirent Ostrovitch, Obrovatz, Scardona en Dalmatie, pendant que la flotte chrétienne enlevait Castel-Novo.

Mais l'année suivante (1539), Barberousse reprenait cette place. Venise sollicita la paix : outre toutes les îles de l'Archipel, elle cédait Nauplie de Romanie et de Malvoisie ; Urana et Wadin, en Dalmatie, et payait une indemnité de guerre de trois cent mille ducats.

La peste vint faire diversion à la joie de ces triomphes (juillet 1539) : entre autres victimes, elle enleva le grand vézir Ayas-Pacha. Albanais d'origine [1], remarquable par la droiture et la loyauté de son caractère, Ayas-Pacha n'avait qu'un défaut, sa trop grande passion pour les plaisirs. Le second vézir Lufti-Pacha lui succéda ; « distingué par sa science, qualité fort rare chez un Albanais », beau-frère

[1] Ses frères étaient aumôniers catholiques à Valona.

du sultan, le nouveau ministre ne resta que deux ans au pouvoir. Ce fut sa parenté avec le sultan qui causa sa chute.

« Un jour il avait ordonné qu'une mahométane surprise « au milieu de ses débauches fût mutilée à coups de ra- « soir... La barbarie de cet ordre révolta tous les esprits. « Lufti-Pacha était marié à une sultane, sœur de son « maître. La princesse indignée lui fit les reproches les « plus vifs et les plus amers... l'accabla d'injures, le « traita d'impudent, de barbare, de tyran. Transporté de « colère, le ministre met la main sur une masse d'armes « et se précipite sur elle. Aux cris de la sultane, les filles « esclaves et les eunuques préposés à la garde volent à son « secours...

« Suleyman blâma hautement la conduite de Lufti, or- « donna sa séparation de la sultane, le dépouilla de sa « dignité et l'envoya en exil à Demotica[1]. » Le grand-vézir charma ses loisirs en écrivant une histoire ottomane.

En Hongrie, les opérations avaient commencé dès 1537. Le général autrichien Katzianer abandonna lâchement son armée ; mais le comte Louis de Lodron soutint l'honneur des armes impériales, en se faisant tuer à la tête d'une poignée de braves à Ezsek. Katzianer, jeté en prison, parvint à s'échapper, chercha à se vendre au pacha de Bosnie, et périt égorgé au milieu d'un festin, par ordre du comte Zriny de Szigeth, qu'il essayait d'entraîner dans sa trahison.

Raresch, voïvode de Moldavie, se préparait à la révolte, à l'instigation de Ferdinand; mais les Ottomans prirent les devants et Rabesch fut contraint de se réfugier en Transylvanie.

Son frère Etienne fut mis à sa place et dut, entre autres conditions d'investiture, apporter lui-même tous les deux ans à sa Hautesse le tribut de la province (1538).

Szapolya, fatigué de cette lutte qu'il soutenait depuis douze ans contre Ferdinand, était entré en accommodement

[1] D'Ohsson.

avec son rival : par un traité secret, conclu à Grossvardein, ils se partagèrent le pays. Szapolya mourut peu de temps après (1540), laissant un fils âgé de quinze jours; aussitôt les troupes autrichiennes assiègent dans Bude la veuve de Szapolya, Isabelle, et s'emparent de Pesth, Vaczen, Wissegrad, Stuhlweissembourg. A l'appel de la reine Isabelle, les armées ottomanes s'ébranlent : devant elles les impériaux se replient, évacuent Pesth et lèvent le siège de Bude. Le 29 août (1541), le jeune Szapolya, à peine âgé d'un an, fut présenté au sultan : profitant du désordre occasionné par cette cérémonie, les janissaires s'introduisent dans la ville et, le lendemain, Bude était devenue une ville musulmane, siège d'un pachalik. Pour excuser la violation de ses serments, le sultan fit remettre à la veuve de Szapolya un diplôme écrit en lettres d'or et d'azur, dans lequel il jurait, par le prophète, de ne garder Bude que pendant la minorité du jeune roi, et de le mettre, dès qu'il serait en âge, en possession du trône. Le lendemain arrivèrent deux ambassadeurs autrichiens, le comte Nicolas de Salm et Sigismond de Herbestein offrant un tribut annuel de cent mille florins en échange de la cession de la Hongrie. Le sultan refusa de traiter sur ces bases : Ferdinand devait restituer Stuhlweissembourg, Wissegrad, Gran et payer le tribut pour le reste. Ces conditions étaient inacceptables : la lutte continua.

Alliance de la France et de la Porte : Rinçon; Paulin de la Garde; d'Aramont.

Rinçon, resté à Constantinople on ne sait trop à quel titre, n'avait pas peu contribué au maintien des bonnes relations entre la France et la Turquie ; il s'était efforcé d'amoindrir dans l'esprit du sultan l'importance de la trêve de Nice, et n'avait cessé de signaler au connétable de Montmorency et au roi lui-même le danger de la paix intempestive conclue avec Charles-Quint. François Ier, jouant maladroitement à la chevalerie vis-à-vis de son

adversaire, se laissa persuader d'écrire à Suleyman d'accorder une trêve à l'empereur d'Allemagne (1539). Rinçon, qui possédait la confiance du sultan, répara heureusement les fautes du roi et Suleyman répondit à François :

« Charles, roi d'Espagne, désire et recherche par votre « médiation une trêve auprès de ma Sublime-Porte.... Si « le roi d'Espagne veut obtenir une trêve, et que ce soit « votre désir qu'il l'obtienne, je veux qu'il commence par « mettre en vos mains toutes les terres, provinces et forte- « resses qu'il vous a enlevées. Lorsqu'il aura rempli cette « condition, vous en donnerez avis à ma Sublime-Porte « et je ferai ce qu'il vous plaira. »

François ne tarda pas à reconnaître avec dépit qu'il avait été dupé par Charles-Quint; la guerre recommença, et le sultan fut, de nouveau, l'objet des pressantes sollicitations du roi de France. Celui-ci, poussé à bout, s'était résolu à écraser son rival sous le poids des forces turques, dût la chrétienté être livrée en pâture aux ravages des musulmans. Rinçon, qui avait apporté la lettre du sultan, retourna à Constantinople chargé de demander que toute la flotte ottomane fût mise directement aux ordres du roi et que les hostilités recommençassent en Hongrie.

Charles-Quint, dans l'espoir de rompre l'alliance, en soulevant l'Europe contre elle, fit assassiner Rinçon pour avoir les preuves de la trahison de son ennemi envers la cause chrétienne. Ce fut un crime inutile : du Bellay, gouverneur français du Piémont, avait gardé les instructions de Rinçon par devers lui. François dénonça hautement cet attentat au droit des gens dans une lettre adressée à la diète de Nuremberg et accusa l'empereur d'avoir fait fabriquer de faux documents pour essayer d'excuser le crime qu'il avait ordonné. Cependant un soldat de fortune, le capitaine Paulin, baron de la Garde et général des galères, avait remplacé Rinçon et était venu à Bude apprendre au sultan l'assassinat de Rinçon. La fureur de Suleyman fut telle qu'il voulait faire immédiatement empaler les ambassadeurs autrichiens: il ne fallut rien moins, pour les sauver, que l'intervention de l'envoyé français.

L'inconstance du roi de France avait donné à réfléchir au sultan, il était peu disposé à accéder aux demandes de son allié. Paulin le suivit à Belgrade et fit plaider sa cause par le vézir favori, Rustem-Pacha, par l'aga des janissaires, et surtout par Barberousse. La destruction de la flotte espagnole devant Alger avait porté le Kapoudan-Pacha au faîte de la gloire et de la renommée ; son influence était prépondérante dans le conseil. Depuis longtemps il était partisan de la France, et dans une campagne maritime il voyait une occasion de cueillir de nouveaux lauriers et de ramasser un riche butin. Il faisait si peu mystère de ses sympathies qu'il passait publiquement pour le chef du parti français dans le Divan. Le grand-vézir demandait à l'ambassadeur de Ferdinand des renseignements sur le traité conclu entre le roi de France et le roi des Romains : « Interroge le grand amiral, » répondit l'envoyé en montrant Barberousse. « Est-ce que je « représente le roi de France ? » répondit celui-ci en riant.

Grâce à ces puissants appuis, Paulin vit enfin sa négociation couronnée de succès (1541). Toutefois les promesses du sultan ne se réalisèrent qu'en 1543, et Suleyman en annonça la nouvelle à son allié par la lettre suivante :

« Gloire des princes de la religion de Jésus, tu sauras « que sur la prière de ton ministre Paulin, je lui ai accordé « ma redoutable flotte équipée de tout ce qui est néces- « saire. J'ai ordonné à Kaïr-Eddin, mon Kapoudan-Pacha, « d'écouter tes intentions et de former ses entreprises à la « ruine de ses ennemis. Tu feras en sorte qu'après les « avoir heureusement exécutées, mon armée soit de retour « avant la mauvaise saison. Prends garde que ton ennemi « ne te trompe, il ne se réduira jamais à faire la paix avec « toi que lorsqu'il reconnaîtra que tu es déterminé à lui « faire continuellement la guerre. Que Dieu bénisse ceux « qui estiment mon amitié et sont protégés par mes armes « victorieuses ! »

La flotte ottomane, sous les ordres de Barberousse, forte

de cent dix voiles et portant quatorze mille hommes, opéra sa jonction avec l'escadre du comte d'Enghien, composée de quarante galères montées par sept mille hommes. La prise de Nice fut le seul résultat de cet immense armement; la mésintelligence éclata entre les alliés qui se séparèrent (1543). L'indignation de l'Europe força, une seconde fois, François à signer la paix (1544). Deux ans après mourait Barberousse. Pendant cette stérile campagne maritime, Suleyman envahissait la Hongrie : Valpo, Siklos, Gran, Stuhlweissembourg, Wissegrad, Neograd, Wilika, tombaient en son pouvoir (1543-1544). Mais la défaite du palatin Zriny à Souska était compensée par la défaite et la mort d'Husseïn-Pacha à Salla.

Ferdinand et Charles-Quint avaient besoin de la paix : de nouvelles négociations s'ouvrirent qui se prolongèrent jusqu'en 1547.

L'ambassadeur de France, Gabriel d'Aramont, mit tout en œuvre pour les faire échouer; il annonçait au Divan que son maitre allait reprendre les armes : il insistait sur les embarras où la révolte des princes luthériens d'Allemagne avait plongé l'empereur et sollicitait une nouvelle alliance effective. Suleyman était disposé à souscrire aux projets du roi de France, il lui écrivit au commencement de mai 1547 :

« Nous vous faisons savoir qu'à l'arrivée de votre am-
« bassadeur, la saison était trop avancée pour entreprendre
« une expédition et le temps trop court pour mettre en
« mouvement notre très grande armée impériale contre
« l'ennemi..... Néanmoins, nous avons expédié une très
« forte armée sous le commandement de vaillants capi-
« taines dans une province appelée Zagrabie (Croatie), qui
« est une possession de l'infortuné Ferdinand, et nous
« espérons que beaucoup de places et de villes y seront
« conquises, au plus grand détriment de nos ennemis.
« Nous avions également expédié au beïlerbey de Bude
« beaucoup de nos braves et célèbres seigneurs et géné-
« raux, avec un grand nombre de nos esclaves sipahis et
« janissaires, en lui ordonnant de réunir l'armée, de mar-

« cher contre les pays les plus voisins de l'ennemi. Nous
« avons, en outre, et en tenant compte de la saison, expé-
« dié une partie de notre flotte impériale qui, avec l'aide
« du Très Haut, causera, nous l'espérons, de très grands
« dommages à nos ennemis. Conformément à notre loyauté
« et à notre dignité impériale, nous ne cesserons de cher-
« cher à ruiner et à anéantir les ennemis de toutes parts.

« Quant à la fidélité et à l'amitié qui règnent entre
« nous, nous les conserverons sans y faillir, avec la même
« constance qu'au temps passé. »

Quand cette lettre arriva à la cour de France, le roi était mort depuis le 31 mars. Cet événement rompit les pourparlers et hâta la conclusion du traité entre l'Autriche et la Porte ; le 15 juin fut signée une trêve de cinq ans, moyennant un tribut annuel de cinquante mille ducats que Ferdinand dut payer pour la portion de la Hongrie qui lui appartenait encore.

Martinuzzi; siège d'Erlau.

Libre du côté de l'Europe, Suleyman tourna ses regards vers l'Asie. Les princes musulmans de l'Inde sollicitaient ses secours contre les Portugais; mais en même temps arrivait à Constantinople le fils rebelle du schah de Perse. Elkacib-Mirza, qui venait implorer la protection de la Porte. La guerre contre la Perse fut aussitôt résolue, grâce à l'influence de Khouresm-Sultane, qui espérait qu'en l'absence du sultan, son fils Sélim gouvernerait, et qui voulait donner à son gendre, Rustem-Pacha, l'occasion de déployer ses talents militaires (1548). Le Kurdistan persan fut rapidement conquis, Van capitula, et le sultan entra pour la seconde fois en vainqueur à Tebriz. Elkacib-Mirza s'avança jusqu'à Ispahan ; mais, battu et pris par son frère Zohrab, il fut jeté en prison par ordre du schah. La conquête d'une partie de la Géorgie termina la campagne (1549) ; les événements de Hongrie allaient rappeler le sultan en Europe.

Szapolya, à son lit de mort, avait recommandé à la reine Isabelle le moine Georges Martinuzzi. Intrigant et ambitieux, le conseiller d'Isabelle ne tarda pas à nouer des relations secrètes avec Ferdinand. Il décida la reine à céder à son compétiteur la Transylvanie et le banat de Temeswar, pendant qu'il trompait Suleyman par de faux rapports. Les armées allemandes étaient en marche, une insurrection nationale s'organisait, tandis que le sultan était plongé dans une sécurité funeste. Un message d'Isabelle, trop tard éclairée, vint lui apprendre la vérité ; aussitôt quatre-vingt mille hommes passent le Danube. Mais la Transylvanie s'insurge aux prédications passionnées de Martinuzzi, à qui la protection de Ferdinand avait fait obtenir du pape le chapeau de cardinal (1549).

Lippa est emporté d'assaut, et le moine-cardinal monte le premier sur la brèche, le crucifix au poing. Mais Martinuzzi visait plus haut : il voulait se faire prince de Transylvanie et espérait y parvenir en dupant, tour à tour, Ferdinand, Suleyman et Isabelle. Pour prévenir l'effet de ses intrigues, Ferdinand le fit assassiner[1] (18 décembre 1551).

L'année suivante, le comte Castaldo surprit Szeggedin : le Sandjak-Bey, Michalogli-Khyzir-Bey, réfugié dans la citadelle, demanda des secours au gouverneur de Bude, par le moyen de pigeons voyageurs. Ahmed-Pacha accourt, et les vainqueurs, surpris à leur tour, sont taillés en pièces. Pour preuve de sa victoire, il envoya à Constantinople cinq mille nez. A la suite de cette victoire, Temeswar et tout le banat rentrent sous la domination ottomane.

Erasme Teufel, baron de Gundendorf, est battu et pris avec quatre mille hommes à Fulek, et Szolnok capitule, grâce à la lâcheté du gouverneur, Laurent Myari. Pour terminer la campagne par un coup d'éclat, les généraux ottomans viennent mettre le siège devant Erlau ; mais la ville, défendue par Étienne Doba et Etienne Mertzkey, partagea, avec Vienne et Malte, la gloire d'avoir arrêté la marche triomphale du croissant.

[1] Sur le rôle de Martinuzzi, voyez Pfister, *Histoire d'Allemagne*

Les femmes combattirent sur la brèche, rivalisant d'intrépidité avec les plus braves soldats; sommé de se rendre, Dabo de Rouscka ne répondit qu'en faisant placer sur les remparts, en vue de l'ennemi, un cercueil entre deux lances, pour annoncer qu'il mourrait avant de se rendre. Après cinq mois de siège et plusieurs assauts meurtriers, les assiégeants se retirèrent (1552).

Alliance de la France et de la Porte : traité de 1553.

Cependant Henri II continuait avec autant d'énergie que de persévérance la politique de son père, basée sur l'alliance réciproque de la Porte et de la France : il ne négligeait rien pour entretenir les bonnes relations entre les deux pays. L'ambassadeur de France, d'Aramont, accompagna le sultan dans sa campagne de Perse et le décida à reprendre Mehdidjé, dont Charles-Quint avait fait la conquête en 1550. Les opérations de la flotte ottomane se bornerent en 1551 à la prise de Tripoli, tombée aux mains des chevaliers de Malte. L'influence de d'Aramont était telle qu'il obtint la mise en liberté de tous les chevaliers français, et fit destituer le vice-roi d'Alger, dont la place fut donnée à Salah-Réïs, « personnage d'autre sens et conduite que n'était le « roi d'Alger et qui a toujours montré affection au service « du roi et désir de s'y employer[1] ». En février 1553, par l'entremise de Ferdinand Sanseverino, prince de Salerne, il arrêta les bases d'une alliance offensive par mer entre le roi et le sultan, contre Charles V.

En échange du secours fourni par la flotte ottomane de 1551 à 1553, Henri II s'engageait à payer trois cent mille pièces d'or et à laisser ses galères avec la flotte turque « comme censées engagées en néantissement de la somme précitée, jusqu'à ce que cette dernière soit payée à l'amiral de Suleyman. » (Article 1er.)

Cette stipulation exécutée, Suleyman fournirait soixante

[1] Lettre de d'Aramont à Henri II.

galères à trois rangs et vingt-cinq bâtiments corsaires, dans l'espace de quatre mois successifs. (Article 2.)

Si le roi de France voulait employer la flotte hors de la mer de Toscane, il devait payer au sultan cent cinquante mille pièces d'or. (Article 3.)

Tous les bâtiments ennemis capturés par la flotte ottomane appartiendront au sultan. (Article 4.)

En vertu du traité de 1535, entre François Ier et Suleyman, toutes les places conquises seront remises au roi de France, mais les habitants et leurs biens deviendront la propriété des Turcs. (Article 5.)

Même clause que la précédente si la flotte ottomane opère dans la mer de Toscane, sauf qu'elle servira le roi de France sans solde. (Article 6.)

L'amiral ottoman est autorisé à saccager tous les pays appartenant à Charles V d'Autriche et à enlever autant d'esclaves qu'il lui plaira. (Article 7.)

En cas où le sultan obtiendrait la possession d'une des quatre villes de la Pouille, avec son château, selon la promesse du prince de Salerne, Ferdinand Sanseverino, le sultan restituerait à Henri II les trois cent mille pièces d'or stipulées à l'article 1er (Article 8.)

Le sultan livrera trente galères et leurs rameurs sans aucune rançon, ainsi que les canons, les provisions et tout le matériel et payera au prince de Salerne, proscrit dans sa patrie, dix mille pièces d'or. (Article 9.)

La flotte ottomane, sous les ordres de Torghoud, rallia la flotte française du baron de la Garde. Après avoir ravagé la Calabre et la Sicile, les deux amiraux débarquèrent en Corse et vinrent mettre le siège devant Bastia, possession des Génois, alliés de Charles V. Presque toutes les villes de la côte tombèrent au pouvoir des alliés; mais des dissensions violentes ne tardèrent pas à éclater, causées par les articles 5, 6 et 7 du traité. Les Turcs en réclamaient la stricte application; les Français, au contraire, exigeaient qu'on respectât la religion, les habitants, les propriétés. Les deux flottes se séparèrent et la Corse fut évacuée.

Torghoud fut sévèrement réprimandé par le sultan, et

en 1555 l'envoyé de France, Codignac, obtenait que le Kapoudan-Pacha Piale prît la mer avec soixante-dix galères pour se joindre à celles du roi. Quelques mois plus tard, Henri II s'adressait directement à Suleyman pour obtenir que la flotte ottomane fît une campagne d'hiver contre les possessions espagnoles.

Le manque d'entente entre le Kapoudan-Pacha et le baron de Saint-Blancart, les coups de vent et les tempêtes rendirent stérile ce déploiement de forces.

Les Turcs n'étaient pas des alliés toujours dociles; au lieu de combiner leurs opérations avec les amiraux français, ils ne songeaient souvent qu'à piller et à remplir leurs vaisseaux des dépouilles de tous les endroits où ils touchaient. Henri II ne pouvait retenir son mécontentement; il mandait à son ambassadeur à Constantinople que d'après la conduite des capitaines turcs :

« L'on estime maintenant, par toute la chrétienté, que « l'amitié et l'intelligence d'entre le Grand Seigneur et nos « principaux ennemis est plus grande qu'elle ne fut jamais « entre nous deux, et qu'au lieu de m'avoir été envoyé par « le Grand Seigneur sa dite armée pour favoriser mes « affaires, ç'a été, tout au contraire, pour les défavoriser..... « Mais je n'en veux ni dois imputer la faute qu'à ses mi« nistres, qui ont toujours préféré leurs intérêts particuliers « à l'honneur et grandeur de leur maître [1]. »

La paix de Câteau-Cambrésis, signée entre Henri II et Philippe II, changea le caractère de l'alliance franco-turque. D'active et militante, elle devint en quelque sorte platonique et les rois de France tournèrent tous leurs soins vers les intérêts du commerce et la protection des catholiques d'Orient. En effet, l'alliance était moins utile aux deux partis. La France l'avait faite pour résister à la maison d'Autriche et l'abattre ; son but était en partie atteint. La Turquie l'avait faite pour envahir plus facilement la chrétienté et nulle part elle n'avait réussi; la Hongrie, l'Italie, l'Espagne lui avaient opposé des barrières qu'elle

[1] Lettre de Henri II au sieur de La Vigne, 24 août 1558.

n'avait pu franchir. Du reste les idées politiques de Suleyman disparurent pour ainsi dire avec lui ; ses successeurs plongés dans l'apathie et la mollesse se soucièrent peu de ce qui se passait dans les pays étrangers. Quant aux fils de Henri II, ils suivirent la politique de leur père et de leur aïeul; mais les guerres de religion qui remplirent leurs règnes ne leur laissèrent pas le loisir de conserver à l'alliance son caractère primitif.

Mort de Mustapha. Révolte et mort de Bayezid.

La guerre s'était rallumée en Asie : Schah-Thamasp battait Iskender-Pacha et s'emparait d'Ardjich et d'Akhlat. Affaibli par l'âge et les fatigues de onze campagnes, le sultan confia la direction des opérations au grand-vézir, Rustem-Pacha.

La protection de Khouresm-Sultane avait poussé Rustem au pinacle ; il dut payer son élévation par une infamie. D'une avidité et d'une avarice insatiables, il ne considérait comme utile que ce qui rapportait de l'argent. Sombre et sévère, rude de manières et de langage, il passait pour n'avoir jamais ri : chaque mot qu'il prononçait était un ordre.

Pour donner le trône au fils de la favorite, il fallait supprimer ses frères aînés : Rustem-Pacha se chargea de la besogne. Un message du grand-vézir prévient le sultan que le prince Mustapha tient des propos séditieux et cherche à séduire les janissaires. La valeur et la générosité du jeune prince le faisaient adorer des soldats, tandis que la protection qu'il accordait aux lettres l'avait rendu cher aux savants et aux poètes. Prévenu déjà par les insinuations calculées et perfides de sa femme, le sultan croit aveuglément le rapport mensonger de son favori : il se hâte de passer en Asie et va prendre le commandement de l'armée. Le 21 septembre 1553, le prince Mustapha se rend au camp : accueilli avec de grands honneurs, il est conduit, en grande pompe, à l'audience du sultan. Mais en entrant sous la tente im-

périale, il est reçu par sept muets, armés du lacet fatal; le malheureux expire en appelant en vain son père, qui, caché derrière une tapisserie, assistait, impassible, à cette horrible scène. Le fils de Mustapha, resté à Brousse, est poignardé dans les bras de sa mère.

Le jeune prince fut pleuré dans tout l'empire: bon, juste, protecteur éclairé des sciences et de la poésie, il avait conquis l'affection du peuple, des soldats et des savants. Sous le pseudonyme de Moukhlessi, il a lui-même composé quelques ghazèles, un commentaire sur les traditions de Boukharie, une exégèse du Koran et des ouvrages grammaticaux. Yahja déplora la fin tragique du jeune prince dans une élégie qui devint bientôt célèbre et dont les vers furent dans toutes les bouches. Dans l'emportement de sa douleur, il s'écriait : « Rustem nous a fait « le chagrin de voir encore Suleyman assis sur le trône; « le chéïtan (diable) doit-il encore vivre longtemps ! »

La mort de Sultan-Djihanghir est la preuve la meilleure de l'amour qu'avait su inspirer Mustapha. Tendrement attaché à son frère, Djihanghir ne put résister à l'accablement que lui causa son trépas : il tomba dans une profonde mélancolie, et, malgré tous les secours, ne tarda pas à rejoindre dans la tombe celui dont la vie était indispensable à son existence. D'après une autre version, Djihanghir se serait poignardé en présence de son père, après lui avoir énergiquement reproché le meurtre de son frère[1].

Les soldats indignés se soulevèrent, et les janissaires exigèrent la destitution du grand-vézir.

Après cette tragédie sanglante, l'armée se mit en marche : les opérations se bornèrent à des ravages dans le Chirvan et la paix fut signée le 29 mai (1555). Khouresm-Sultane

[1] Cette opinion, fondée sur les rapports de l'ambassadeur d'Autriche, et adoptée par les historiens européens, est combattue par Hammer. Les historiens ottomans sont unanimes à dire que le prince mourut de maladie. Si le contraire eut été vrai, les écrivains qui protestèrent avec tant de hardiesse contre le crime de Rustem n'auraient pas manqué de raconter ce suicide.

poursuivait ses menées ténébreuses; elle arracha au vieux souverain l'ordre de faire mourir Ahmed-Pacha, qui avait remplacé son gendre, dans le poste de grand-vézir, et Rustem reprit le sceau. Quelque temps après, cette femme, le mauvais génie de Suleyman, le véritable meurtrier du prince Mustapha, des vézirs Ibrahim et Ahmed, descendait dans la tombe.

Après le siège d'Erlau, un armistice de six mois avait été signé entre les Ottomans et les Hongrois; mal observé de part et d'autre, il ne tarda pas à être rompu et les hostilités reprirent avec fureur, grâce à l'animosité haineuse des deux peuples.

Khadim-Ali-Pacha entra dans Szigeth, mais ne put réduire la citadelle; contraint d'abandonner la ville, il rencontra sur les bords de la Rinya l'armée du palatin Thomas Nadasdy, qui lui fit éprouver une défaite complète. Pendant que les Hongrois s'emparent de Babocza et de Korothna, les Turcs ravagent tout le pays situé entre la Kulpa et l'Una, surprennent Tata et s'emparent de Szikszo, malgré une défaite essuyée à Kafa (1558). Les négociations n'avaient pas cessé, pendant toute cette lutte, mais les efforts de Busbée, ambassadeur de Ferdinand, n'aboutirent qu'à une nouvelle trêve de six mois qui fut due, surtout, aux embarras suscités au sultan par la révolte de son fils Bayezid.

Cette révolte fut le résultat d'une trame odieuse ourdie entre Sélim et Lala-Mustapha, précepteur de Bayezid. Créature d'Ahmed-Pacha, Lala-Mustapha s'était attiré la haine de Rustem, qui, pour le perdre, le nomma gouverneur de la maison de Sélim. Jusqu'alors dévoué à Bayezid, Mustapha n'hésita pas à trahir son ancien maître pour assurer sa fortune future; il résolut de se servir de ses relations avec lui pour le perdre. Il représenta à Sélim que Rustem, depuis la mort de Khouresm-Sultane, ne manquait aucune occasion de le desservir dans l'esprit de son père, le grand-vézir voulant assurer le trône à Bayezid, seul capable, prétendait-il, de gouverner l'empire: Sélim lui donna carte blanche pour agir. Aussitôt, Mus-

tapha écrit à Bayezid pour l'exciter à la révolte; sur ses conseils, le prince envoya à son frère aîné un jupon, un bonnet et une quenouille. Sélim remit le tout à Suleyman, qui adressa de sévères remontrances à Bayezid. Mustapha fit tuer les messagers et brûler les lettres, tandis que Sélim portait cette nouvelle au sultan et chargeait son frère de cet attentat. Irrité du mépris de ses ordres, Suleyman donna l'ordre à Bayezid de quitter son gouvernement de Karamanie. Le prince refusa et leva une armée de vingt mille hommes. Complètement battu à Konieh, il se réfugia à Amassia, avec son fils Orkhan (30 mai 1559). De là, il envoya à son père une lettre touchante, implorant grâce pour lui et ses quatre fils, au nom de son repentir sincère. Mais ses messagers tombèrent entre les mains des agents secrets de Lala-Mustapha, et ne reparurent plus[1]. Ne recevant pas de réponse, Bayezid se dirigea vers la frontière de Perse, avec douze mille hommes, pour y chercher un asile. Le beïlerbey d'Erzeroum, Ayas-Pacha, qui osa donner une marque de sympathie au fugitif, paya de sa tête sa noble action.

Le schah de Perse accueillit magnifiquement le prince ottoman et le combla de protestations d'amitié. Sous prétexte de lui épargner la charge de leur entretien, ses troupes furent disséminées, de telle façon que Bayezid fût à la discrétion complète de son hôte. Schah-Tahmasp n'eut plus dès lors qu'une pensée, battre monnaie avec celui qui s'était confié à sa foi et tirer le meilleur profit possible de cette infamie.

« La correspondance de Suleyman et de Sélim avec « Tahmasp nous montre les premiers acharnés à la mort « d'un fils et d'un frère, et le second vendant bassement « la vie de son hôte. Les annales de la Porte ottomane ne « fournissent aucun autre exemple d'un échange de mes- « sagers et de dépêches aussi fréquents, et l'histoire des « autres nations ne nous présente nulle part des négocia- « tions aussi formellement et solennellement conduites

[1] Petchevi.

« pour obtenir la violation des droits de l'hospitalité et « l'assassinat d'un parent[1]. »

A la trahison, Tahmasp joignit l'hypocrisie; il avait juré à Bayezid de ne pas le livrer à son père : il tint parole; il le livra aux sicaires de son frère; Bayezid périt avec ses quatre fils (28 novembre 1561).

L'indignation publique vengea la morale et l'honneur foulés aux pieds : « Le peuple, dit Petchevi, proférait « mille injures contre les ambassadeurs et mille impréca- « tions contre le schah. » Mais les criminels ont la conscience large. Qu'était-ce que la vie d'un homme? surtout quand sa mort rapportait quatre cent mille pièces d'or. Quatre cent mille pièces d'or, ce n'était pas trop pour la mort d'un fils: Suleyman et Sélim payèrent, et la Perse et la Turquie fraternisèrent. Un cinquième fils de Bayezid, âgé seulement de trois ans, fut étranglé à Brousse par ordre de son grand-père. Rustem-Pacha était mort sans avoir pu sauver Bayezid; son successeur, Ali-Pacha, affable, généreux, populaire, traita avec bonté les envoyés autrichiens et signa, au mois de juin 1562, une paix de huit années sur le pied du *statu quo*.

Mais toutes ces trêves et tous ces traités étaient illusoires : la guerre ne cessait jamais sur les frontières, et les bords du Danube et de la Drave étaient le théâtre de combats continuels et acharnés. Un aventurier, nommé Jean Basilicas, soutenu en secret par Ferdinand, parvint à s'emparer de la Moldavie et acheta, à prix d'or, l'investiture de la Porte (1563). Une révolte des boyards mit fin à son règne éphémère et rappela l'ancien voïvode, Alexandre.

Siège de Malte (1565) et de Szigeth (1566). Mort de Suleyman (1566).

La paix avec la Hongrie, toute précaire qu'elle était, permit au sultan d'imprimer une impulsion plus vive aux

[1] Hammer.

opérations navales. Le Kapoudan-Pacha, Piale ; Salih-Bey, beylerbey d'Alger ; et Dragut, beylerbey de Tripoli, tenaient en échec les forces maritimes de l'Espagne. Pour dominer sans conteste dans la Méditerranée, la conquête de Malte fut résolue. Le 11 avril 1565, le Kapoudan-Pacha mit à la voile avec cent quatre-vingts navires, et le 20 mai suivant, vingt mille hommes débarquèrent dans l'île et ouvrirent le feu contre le fort Saint-Elme. Dès le premier jour, Dragut ordonna un assaut où il fut tué par un boulet. Après un mois de luttes meurtrières, le fort Saint-Elme tomba au pouvoir des assaillants. Le sérasker Mustapha-Pacha, à la vue des pertes énormes dont il avait payé une conquête si peu importante, ne put s'empêcher de dire :

« Si le fils nous a coûté si cher, par quel sacrifice fau-« dra-t-il acheter le père ! » Pour intimider la garnison, il fit écarteler les prisonniers et clouer leurs membres sur des planches en croix, qui furent lancées au pied des murailles. Le grand-maître, Pierre de Lavalette, répondit par le massacre des prisonniers ottomans et chargea ses canons de leurs têtes qu'il renvoya ainsi aux assiégeants. Sommé de se rendre, l'intrépide chevalier répondit à l'envoyé du pacha, en lui montrant les fossés : « Ceci est le seul ter-« rain que je puisse céder à ton maître pour qu'il vienne « le remplir de cadavres de Janissaires. » Le 11 septembre, après avoir perdu vingt mille hommes, le Kapoudan-Pacha se rembarqua. La guerre avait déjà recommencé avec la Hongrie. Ferdinand était mort (1564) et son fils Maximilien ne demandait pas mieux que de renouveler la trêve : mais Étienne Szapolya envahit subitement le territoire autrichien et surprit Szathmar. Maximilien répondit en enlevant Tokaï. Pendant cette double infraction à la trêve, le grand-vézir Ali-Pacha mourut (1565). Son successeur Mohammed-Sokkolovitch, slave de Bosnie, ne respirait que la guerre : aussitôt les hostilités s'ouvrirent. La Croatie et la Transylvanie furent envahies, mais le gouverneur de Bude, Arslan-Bey, pressé de combattre, éprouva un désastre devant Palota où il fut battu par le comte Eck de Salm (1566).

Le 29 juin, Suleyman reçut à Schabatz, en audience

solennelle, le jeune Étienne Szapolya, l'accueillit avec affection, lui rendit le territoire entre la Theiss et la frontière de Transylvanie, lui promettant de ne pas quitter la Hongrie avant de lui en avoir assuré la possession.

L'armée se dirigeait sur Erlau, quand la nouvelle de la mort de Muhammed-Bey, sandjak-bey de Tirhala, battu et tué par le comte Nicolas Zriny, palatin de Szigeth, modifia le plan de campagne et poussa le sultan à mettre le siège devant Szigeth. Décidé à combattre jusqu'à la mort, le comte Zriny mit dans sa défense une pompe digne de la magnificence et du faste que déployait Suleyman dans ses expéditions. « Trois cents chambellans (*kapidjibachis*) à « cheval précédaient l'élite de l'armée, c'est-à-dire douze « mille Janissaires, armés de sabres et de lances, portant « sur leur dos une longue arquebuse; trois queues de « cheval flottaient en avant des bannières rouges des Janis- « saires. Enfin sept étendards rayés d'or et sept queues de « cheval annonçaient l'approche de la majesté du Padi- « schah. Cent trompettes ayant leurs instruments retenus « à leur cou par une chaîne d'or et cent tambours faisaient « retentir l'air de sons guerriers. Venaient ensuite quatre « cents archers ou gardes du corps (*solaks*) dont les chefs « marchaient immédiatement à côté de l'étrier du sultan; « ils étaient coiffés de bonnets de feutre surmontés de « plumes de héron, avaient la taille prise dans des cein- « tures de soie et portaient des carquois richement tra- « vaillés et incrustés d'or. En dehors du cercle que les « solaks formaient autour du sultan, cent cinquante « tschaouchs, conduits par le tschaouch-bachi ou grand « maréchal, faisaient résonner leurs longues cannes d'argent « auxquelles étaient suspendues de petites chaînes de même « métal, et ils mêlaient à ce cliquetis les cris redoublés : « Qu'il vive longtemps ! » Dans l'intérieur des rangs des « solaks étaient les soixante-dix *peïks* (gardes du corps « armés de lances) portant des casques et des lances d'or « et vêtus des plus riches étoffes ; au milieu d'eux le sultan « montait un cheval superbe, et Sa Majesté, pour nous ser- « vir de l'expression de l'historien ottoman, se trouvait

« voilée sous les plumes flottantes des solaks « comme le « soleil qui darde ses rayons à travers de légers nuages[1]. »

Les remparts de Szigeth furent couverts de draperies rouges et la tour principale revêtue de plaques d'étain brillantes comme de l'argent ; les canons de la forteresse saluèrent le sultan, à son arrivée. Au bout de quatorze jours, les ouvrages avancés étaient tombés ; les assiégés, abandonnant la ville après l'avoir incendiée, se retranchèrent dans la citadelle et opposèrent une résistance opiniâtre. Après quatre mois de siège, les Ottomans n'avaient pas fait de progrès sensibles et, le 5 septembre, Suleyman, depuis longtemps malade, mourait, se plaignant de n'entendre pas résonner le gros tambour de la victoire. Pour éviter le découragement qui s'emparerait de l'armée, si elle apprenait la mort de son glorieux empereur, Mohammed Sokkolovitch cacha avec soin la catastrophe et de prétendues lettres du sultan furent lues aux soldats pour enflammer leur courage. Enfin, le 8 septembre, il ne restait plus aux assiégés que la grosse tour dont ils avaient fait le magasin à poudre ; tout espoir de salut était perdu : Zriny revêtit alors un vêtement de soie, prit sur lui les clefs de la forteresse et cent ducats : « Tant que ce bras pourra frapper, « dit-il, nul ne m'arrachera ces clefs ni cet or. » Il s'arma du plus ancien des quatre sabres d'honneur qu'il avait gagnés, ajoutant : « C'est avec cette arme que j'ai acquis « mes premiers honneurs et ma première gloire ; c'est « avec elle que je veux paraître devant le trône de l'Éter- « nel pour y entendre mon jugement. »

Après une courte harangue aux six cents braves qui lui restent, il donne l'ordre d'ouvrir la porte ; au moment où les Janissaires s'avancent, un énorme canon leur envoie une décharge de mitraille, à bout portant. Au milieu de la fumée, le palatin, précédé de son porte-bannière et suivi d'un écuyer, s'élance au plus épais des rangs ennemis ; malgré des prodiges de valeur, il est pris vivant et décapité sur la bouche d'un canon. Ivres de fureur, les Janis-

[1] Hammer.

saires se précipitent dans la citadelle, massacrant tout, déchiquetant les femmes et les enfants; tout à coup la tour minée saute avec un fracas épouvantable, engloutissant trois mille Ottomans sous ses décombres.

Pendant trois semaines encore la mort du sultan fut cachée et le vézir dirigea les affaires jusqu'au moment où l'héritier du trône eût eu le temps d'arriver de Kutahié à Constantinople. Suleyman est sans contredit le souverain le plus remarquable qu'ait produit la race d'Osman ; s'il se laissa dominer par sa femme favorite Roxelane, s'il sacrifia à cet amour aveugle le plus ferme soutien de son empire, le grand-vézir Ibrahim, et jusqu'à ses propres fils, s'il montra « tantôt une indulgence « qui dégénérait en fai-« blesse, tantôt une sévérité qui s'exagérait jusqu'à la « cruauté[1] », ces fautes ne sauraient faire oublier ses qualités hors ligne, qui font du siècle de ce prince le grand siècle de l'empire ottoman, « son esprit élevé et « entreprenant, son courage héroïque, sa stricte obser-« vance des lois de l'islamisme qu'il sut unir à tant de « tolérance, son esprit d'ordre et d'économie qui s'alliait à « tant de magnificence et de grandeur, son amour éclairé « des sciences et la protection qu'il accordait libéralement « aux savants[2]. »

Les lettres et les arts.

Par l'éclat incomparable qu'il jeta dans les arts et dans la littérature comme dans la guerre, le règne du grand empereur ne peut se comparer qu'au règne de Louis XIV; il a de plus cet avantage d'avoir fini comme il avait commencé, dans toute l'ivresse du triomphe. Jamais la Turquie n'a produit à la fois tant d'hommes distingués : les grands-vézirs Ibrahim, Rustem et Sokkolli; les amiraux Khaïr-Eddin-Barberousse, Torghoud, Dragut et Piale ;

[1] Hammer.
[2] Idem.

les séraskers Ferhad, Arslan, Haniza, Mikalogli ; les secrétaires d'État Djelal-Zade et Muhammed-Egri-Abdi ; les jurisconsultes Ebou-Sououd et Kemal-Pacha-Zadé ; le grand philologue Sourouri et le mollah Ibrahim de Haleb, rehaussèrent par leurs talents la gloire de leur maître.

Les lettres ne fournissent pas un moins nombreux contingent de célébrités. Abdul-Baki (immortel), le plus grand poète lyrique de l'empire ottoman est placé sur le même rang que Motenebbi et Hafiz dans la langue persane et arabe. Suleyman l'honora comme le plus bel ornement de son règne si riche en grands hommes, et, poète lui-même, lui adressa une pièce de vers où il l'appelait le premier poète des Osmanlys et lui prédisait, avec justesse, la durée de sa gloire. Yahya-Bey, l'apologiste du malheureux Mustapha, qui, dans sa jeunesse, avait été enlevé pour faire partie des Janissaires, composa des poèmes romantiques et un livre de morale.

Suleyman ne lui garda pas rancune et, après la mort de Rustem, lui donna, à titre de pension, un fief du revenu de vingt-sept mille aspres. Kihali (le riche en imagination) mérita son surnom par la richesse de ses images et la couleur brillante de ses discriptions. Fouzouli, qui chanta l'opium et les boissons enivrantes ; Rewani, le premier poète didactique ottoman : Samiï, aussi bon poète que bon prosateur, occupent la première place parmi les cent écrivains remarquables que signalent les biographes, et qui chantèrent les exploits du Grand-Seigneur. Sous son règne s'élevèrent les mosquées de Suleymanié, le chef-d'œuvre de l'architecture turque ; de Sélimiyé, construite sur le tombeau de Sélim Ier ; celles des princes Mahommed et Djihanghir, à Galata ; de la sultane Khassaki, sur le marché aux femmes. Un aqueduc fut construit pour amener l'eau dans la ville et alimenter quarante fontaines ; l'aqueduc de Justinien fut réparé et embelli ; un pont en pierre construit à Tschekmedjé. « Une description dé-
« taillée de tous les édifices bâtis par le prince ottoman
« fournirait matière à un ouvrage aussi étendu que celui
« de Procope, qui a décrit en six chapitres les monu-

« ments élevés par Justinien ; comme Procope, l'auteur « de cet ouvrage pourrait s'épuiser en louanges à l'aspect « des mosquées de la capitale et des provinces, des aque- « ducs, des ponts, des fortifications et des nombreuses « fondations pieuses dont Suleyman dota l'empire [1]. » Outre la gloire militaire attestée par ses conquêtes et ses victoires, Suleyman mérite au plus haut degré celle de législateur : c'est surtout à ce point de vue qu'il est célèbre chez les Ottomans, qui ne le désignent que sous le nom de Suleyman-el-Kanouni, le législateur.

Institutions de Suleyman.

Examinons rapidement par quelles institutions Suleyman compléta l'œuvre de Mohammed II.

Le corps sacré des ulémas fut l'objet de sa plus vive sollicitude ; leurs privilèges furent augmentés et leurs attributions étendues.

La juridiction des trois régences d'Afrique fut dévolue au Sadr-Roum qui la conserva jusqu'au règne de Mahmoud Ier, où pour des raisons politiques et religieuses le prince rendit aux régences, sur leur réclamation, cette prérogative. Le Sadr-Roum exerça également la même autorité sur tous les kadis de la Crimée, droit qui fut même confirmé après la conquête de la Crimée, par les Russes, dans la convention d'Aïnaly-Cavak (1779). Mais l'innovation la plus importante fut l'extension du pouvoir du Scheïkh-ul-Islam.

Depuis Mohammed II l'habileté et les talents des différents muftis avaient maintenu les droits de cette place et l'avaient chaque jour relevée par de nouvelles prérogatives ; Tschimy-Zade-Mohammed-Effendi acheva de faire de cette dignité l'égale du grand-Vézirat. Suleyman lui accorda une juridiction absolue sur tout le corps des ulémas, et le Scheïkh-ul-Islam, jusqu'alors obligé de céder le

[1] Hammer.

pas aux Kazi-Askers et au Khodja, devint le chef absolu de la hiérarchie des ulémas. Quoique le premier de tous les ministres de la religion il n'exerce de fonctions sacerdotales qu'à l'égard de la personne du sultan. C'est lui qui, assisté du grand-vézir et du Nakib-ul-Eschraf, procède à l'avènement d'un nouveau souverain dans la cérémonie du sabre ; c'est lui qui, à la mort du souverain, fait les fonctions d'Imâm, dans la prière funèbre.

Chef de la magistrature, le grand mufti n'a pas de tribunal, et quand il examine une cause, il ne prononce pas à titre de juge, mais d'arbitre suprême.

« Les lois sont à proprement parler la seule partie du « Scheïkh-ul-Islam. Il en est le premier oracle. Comme « elles sont théocratiques et qu'elles embrassent la reli- « gion et la doctrine, le gouvernement civil, politique et « militaire, on peut juger de son influence sur l'admi- « nistration générale de l'empire. »

« Le Scheïkh-ul-Islam et le grand-vézir sont les deux « premiers personnages de l'empire, comme étant les « vicaires et les représentants du souverain, l'un pour le « temporel, l'autre pour le spirituel[1]. » Le Scheïkh-ul-Islam a quatre sous-ordre principaux : le Scheïkh-ul-Islam Sichayassy, le Telkhissidji, le Mektoubdji et le Fetwa-Enimy.

Le premier est le bras droit du mufti pour la partie politique et économique ; à ses soins est confiée l'administration des biens vakoufs.

Le second est son agent auprès du gouvernement, son appellation vient des mémoires (Telkiss) qu'il présente au nom de son maître. Le Mektoubdji dirige la chancellerie ; c'est à lui qu'incombe la fonction d'expédier les brevets, les diplômes, et tous les mandements qui doivent émaner du chef suprême de la loi.

Le Fetwa-Enimy veille à ce que les fetwas soient rédigés dans la forme légale et dans les termes voulus. Jusqu'au règne de Suleyman, les muftis délivraient les fe-

[1] D'Ohsson.

twas de leurs propres mains; à partir de cette époque, ils se reposèrent de ce soin sur le Fetwa-Enimy. Le gouvernement seul a droit de le consulter sur tout ce qui concerne l'administration; « s'agit-il de la paix, de la guerre, « d'un nouveau règlement politique, d'une loi militaire, « de la punition d'un ministre ou d'un officier public, etc., « le Ministère consulte le mufti et demande son fetwa. « Mais bien souvent, avant d'en venir à cette formalité, il « discute l'affaire, non seulement avec lui, mais avec les « principaux ulémas. Il ne suffit pas de s'assurer de la « légitimité d'une entreprise, de la trouver conforme à « l'esprit de la loi, il faut encore avoir le vœu de ce corps, « mais surtout celui de son chef, sur la nécessité, l'uti- « lité ou les avantages que l'on peut s'en promettre [1]. »

Rien n'oblige, du reste, le Sultan à se munir d'un de ces fetwas pour ce qui concerne l'administration publique; mais la faiblesse des uns, la religion des autres, ou une adroite politique, les porte presque toujours à faire cette démarche. Quelques princes d'un grand caractère, tels que Murad IV et Mahmoud II, méprisant ces considérations, négligèrent ces formalités, et dédaignèrent les conseils et les lumières des gens de loi et de leur chef.

Suleyman exempta les ulémas de toute taxe et de toute imposition publique, et leur accorda le privilège de ne pas être soumis à la loi arbitraire de la confiscation. Les peines infamantes ne purent les atteindre ; la prison et l'exil furent généralement les seules punitions auxquelles ils fussent soumis; si la peine de mort était prononcée contre l'un d'eux, le condamné devait être pilé dans un mortier. « On ne sent pas trop le plaisir qu'il y a d'être traité d'une « façon aussi distinguée, mais on s'aperçoit aisément que « les exemples d'un supplice aussi horrible doivent avoir « été d'autant plus rares que les gens de loi avaient plus « d'intérêt à ne pas les laisser se multiplier.[2] »

[1] D'Ohsson.

[2] Baron de Tott. — D'Ohsson conteste la véracité de cette tradition répandue dans le peuple musulman et dit qu'on ne trouve dans les

L'argent est le nerf de la guerre : aussi Suleyman accorda-t-il une attention toute spéciale à la question financière.

Rustem fut le premier grand-vézir qui soumit les gouverneurs à des taxes proportionnées aux revenus de leurs provinces, et qui éleva à trois mille la somme de cinq cents ducats fixée par Mahmoud II, pour l'élection du patriarche grec.

D'après la loi de l'islam, le sol appartient à Dieu et par suite au sultan, son mandataire ; cependant les terres sont partagées en trois catégories : 1° les terres conquises par l'épée, qui ne payent que la dîme ; 2° les terres laissées aux vaincus, aux raïas, soumises à la dîme et au kharadj ; 3° les terres données par le souverain, à titre de récompense militaire, c'est-à-dire les timars et les ziamets.

L'Égypte avait une organisation spéciale : au lieu de timars et de ziamets, c'étaient des fermes concédées, à titre viager, transmises héréditairement, à condition d'une investiture nouvelle donnée au nouveau propriétaire. Les fermiers (*moultezim*) levaient sur les fellahs la dîme et l'impôt, dont ils versaient une partie au Trésor : cette contribution pécuniaire remplaçait le service militaire dont ils étaient exempts. C'était le mécanisme qui fonctionnait sous les mamelucks ; Sélim l'avait laissé subsister. Les moultezims, d'après ce système, avaient intérêt à pressurer leurs paysans : mais l'oppression amena la résistance, et l'emploi de la force devint si nécessaire et indispensable, que les chefs militaires purent seuls tenir les fermages. L'hérédité s'établit alors peu à peu, et en 1798 elle était complète.

Le kanouni-raya énumère les redevances du sujet envers son feudataire : impôt foncier ; taxe des célibataires ; droit de fiançailles ; droit sur les moutons et sur les pâtu-

annales de l'Empire aucun exemple de ce supplice. Sous Murad IV, le mufti Akhy-Zadé Husséin-Effendi fut étranglé au château des Sept-Tours; sous Muhammed IV, l'Istambol Radissy fut décapité devant le sérail, et le mufti Mess'oud Effendi, déposé et relégué à Brousse, y périt étranglé.

rages ; droit d'hivernage, droits sur les abeilles, les moulins ; sur le tabac, les épices et les esclaves. L'impôt est divisé en deux catégories : l'impôt légal, déterminé par la loi fondamentale de l'islamisme, le Koran ; l'impôt arbitraire, institué par ordonnance administrative (kanoum). L'impôt qui n'est réglé ni par le Koran ni par le kanoum s'appelle *anani* (exaction). L'impôt légal comprend : la capitation, la dîme, l'impôt foncier et l'impôt sur les produits ; leur nom générique est kharadj. L'impôt arbitraire comprend les taxes, les amendes, les douanes, et les droits proprement dits. Les taxes se divisent en taxes sur les personnes et taxes sur les choses ; à la première catégorie appartiennent les taxes des célibataires, des fiançailles, du mariage ; à la seconde, les droits de justice et les épices. Les droits de douane se divisent en droits d'exportation, d'importation, de transit, de péage. Les droits proprement dits sont ceux d'emmagasinage, de balance, de timbre. Enfin sous la rubrique d'innovations, le gouvernement se gardait le droit d'émettre tel impôt qu'il lui plairait.

La dîme et le kharadj furent régularisés et les impôts arbitraires sur les mariages, les marchandises, les changes, etc., réglementés.

Les propriétaires des timars et des ziamets, tout en ne payant aucune redevance au trésor, levaient sur leurs paysans des fermages, un impôt territorial et une dîme qui excédait la plupart du temps le dixième des produits.

Suleyman abaissa et régularisa les taxes levées par les possesseurs de fiefs sur les malheureux raïas et s'attacha à conserver à ces fiefs leur nature précaire et révocable au gré du souverain.

Les gouverneurs de provinces perdirent le droit de donner l'investiture des grands fiefs : à la Porte seule était réservé le droit de concéder les ziamets. Pour posséder un timar, il fallut être fils de timariot. Si le possesseur d'un ziamet de vingt mille à cinquante mille aspres laissait plusieurs enfants, ceux-ci ne pouvaient recevoir d'abord qu'un timar. La valeur était fixée comme il suit : quatre à six mille aspres pour deux fils dont le père était mort en

campagne ; sinon, cinq mille aspres pour deux fils, et quatre mille pour un seul. Si les fils possédaient déjà des timars, ils n'avaient droit qu'à une part proportionnelle.

L'impôt foncier était d'un ducat, environ, par maison, et l'impôt extraordinaire pouvait être évalué à la même somme. Tout sujet turc ne payait qu'un aspre, pour deux moutons, et trois à cinq aspres, pour le commissaire. Les revenus ordinaires de l'État montaient, d'après l'estimation des ambassadeurs de Venise, au chiffre de neuf millions vingt mille ducats.

Ils se décomposaient ainsi :

Capitation, un ducat par tête, et un aspre et demi par pièce de bétail, 1,500,000 ducats ; taxes pour les patentes, privilèges, brevets, 100,000 ; fortunes saisies par le fisc, par suite de déshérence, 300,000 ; revenus de l'Egypte et de l'Arabie, 1,800,000 (la moitié de cette somme restait dans ces provinces pour couvrir les frais d'administration et d'occupation) ; revenus de la Mésopotamie, 200,000 ducats (dont 50,000 restaient dans le pays). Les mines rapportaient 1,500,000 ducats ; la dîme sur le blé, 800,000 ; les tributs de la Moldavie, 16,000 ; de la Valachie, 12,000 ; de la Transylvanie, 12,000 ; de Raguse, 10,000 ; de Chypre, 8,000 [1].

Les dépenses relatives à l'entretien de l'armée s'élevaient à près de 6 millions de ducats. Les troupes comprenaient : 20 000 janissaires, 4 000 cavaliers réguliers (sipahis, silihdan, ouloufedji et ghourebas), 10 000 *adjemoghlam*, 60 000 *mosselin* ; en tout 86 000 hommes, sans compter les *akindschis* (cavalerie irrégulière), les *azabs* (infanterie irrégulière) et les *martoloses*, sorte de soldats confinaires. Enfin la flotte comprenait 300 galères.

A ces sources régulières du Trésor il faut ajouter le domaine du sultan, dont les revenus atteignaient le chiffre colossal de plus de 5 millions de ducats. Ces ressources cependant étaient déjà insuffisantes ; Rustem-Pacha rem-

[1] Le bayle Navagero omet de dire la provenance des trois autres millions.

plit les caisses de l'État en vendant les charges. Suleyman laissa faire, bornant tous ses soins à ce que les charges militaires restassent en dehors de ce trafic.

Le code pénal comprend cinq parties : 1° des Délits contre les mœurs; 2° Des violences et injures; 3° Des vols et du brigandage; 4° De la police des villes; 5° De la réglementation des métiers.

La sanction la plus ordinaire est l'amende; les peines corporelles, la mutilation, la mort, ne sont édictées que bien rarement. Une attention toute particulière est accordée à la police des marchés et à tout ce qui touche au bien-être de la population.

Causes secrètes de décadence.

Malgré l'éclat incomparable de ce règne, malgré les droits de Suleyman aux titres de législateur et de grand, on doit dire qu'il introduisit dans l'empire des germes de décadence, germes qui devaient se développer rapidement sous ses successeurs incapables.

Khotschibeg, contemporain de Murad IV, à qui son ouvrage sur la décadence de l'empire ottoman a fait décerner le surnom de Montesquieu turc, signale plusieurs causes de dissolution dues à Suleyman.

Sur la fin de ses jours le sultan, empruntant les mœurs des despotes efféminés de l'Asie, avait cessé de paraître au Divan. Dans le but d'entourer d'un prestige sacré la personne du souverain, il s'était rendu invisible. Cette coutume ne contribua pas peu à développer chez ses successeurs la mollesse et la paresse. L'élévation des favoris aux plus hauts postes de l'Etat fut un exemple dangereux qui devait faire donner à l'intrigue les places jusqu'alors réservées au talent et à l'expérience. L'influence du harem sur les affaires publiques, en paraissant affermir Rustem, affaiblit en réalité son autorité, et ce ne furent plus seulement les femmes, mais encore les eunuques qui eurent part au gouvernement.

Sous l'influence de Rustem-Pacha, la vénalité et la corruption s'introduisirent dans les fonctions administratives. « Il vendit les emplois de gouverneur à des prix fixés, « déterminés, et afferma, moyennant des sommes considé- « rables, les biens de l'Etat à des Juifs et à des gens sans « considération, qui, pour refaire leur fortune, y commi- « rent toutes sortes de dégâts[1]. » Les grands vézirs imitèrent la prodigalité fastueuse du sultan et le luxe envahit soudainement la société ottomane.

Le traitement du grand-vézir, qui n'était que de 10 000 aspres par mois, fut porté à 25 000 en faveur d'Ibrahim-Pacha. L'usage du vin, si sévèrement interdit par le prophète, commença à devenir public, au grand scandale des mahométans zélés. Prince tolérant et éclairé, Suleyman fermait les yeux; les poètes s'enhardirent jusqu'à railler les interdictions de la loi : Mafiz chanta le vin. Dans une de ses plus belles ghazeles, il osa s'écrier, sans respect pour la parole du prophète : « Le vin, cette mère « de tous les vices, nous est plus doux que le baiser d'une « jeune fille. »

Le mufti Émir-Saoud refusa de le faire poursuivre, disant qu'il ne fallait pas le juger avec trop de sévérité. Mais les idées de tolérance disparurent avec le grand homme et le peu qui avait été fait ne servit qu'à altérer les institutions nationales. A ce prince conquérant doit remonter aussi la responsabilité de la décadence de l'armée.

La principale force des armées ottomanes consistait dans les janissaires. Ce corps d'élite avait le droit de n'entrer en campagne que lorsque le sultan commandait les troupes: aussi voit-on toujours les sultans conduire en personne les opérations importantes. En enlevant aux janissaires cette prérogative, Suleyman dispensa ses successeurs de l'obligation de prendre le commandement des armées, et favorisa ainsi leur penchant à l'inertie. Les premiers padischahs étaient toujours sous la tente; les successeurs de Suleyman ne quittèrent plus leur sérail.

[1] Hammer.

Les janissaires, en outre, ne se recrutèrent plus exclusivement par l'enlèvement des enfants chrétiens, mais par des aventuriers de toute sorte que leurs privilèges attirèrent.

On leur permit de se marier: leurs fils furent admis dans les rangs, ils exercèrent des métiers et devinrent sédentaires dans leurs garnisons : ce ne furent plus des soldats, mais des citoyens ordinaires, et cette troupe, autrefois la première de l'empire, ne fut plus qu'une garde nationale. Tant que vécut Suleyman, tant que le grand-vézir Sokkoli maintint, après lui, sa tradition, toutes ces causes d'affaiblissemeut restèrent à l'état latent; mais plus leur éclosion fut retardée, plus leur action désorganisatrice fut rapide, quand elles se produisirent au grand jour.

CHAPITRE XIII

DE LA MORT DE SULEYMAN AU TRAITÉ DE SITVATOROK (1566-1614).

Sélim II et le grand-vézir Sokkoli. — Conquête de l'Arabie. — Guerre contre Venise. Conquête de Chypre. Bataille de Lépante (1571). — Mort de Sélim II. Murad III. Assassinat de Sokkoli. — Guerre de Perse. — Mort de Murad III (1596). Mohammed III. Michel le Brave. — Révolte des Firaris. Ahmed Ier (1603). — Traité de Sitvatorok (1606).

Sélim II et le grand-vézir Sokkoli.

Le 24 septembre, Sélim arrivait à Kadikeuy et un message du souverain apprenait à la capitale la mort de son plus grand padischah. Après s'être arrêté à Constantinople,

juste le temps nécessaire pour recevoir l'hommage des principaux dignitaires, le nouvel empereur partit pour Belgrade où il arriva le 6 octobre. L'armée ne connut le changement de règne que lorsque, cinquante jours après la mort de Suleyman, les lecteurs du Koran déclamèrent, près de la tente impériale, les paroles solennelles de la première sourate. Après avoir prié auprès de la dépouille mortelle de son père, Sélim se retira en saluant à droite et à gauche, sans parler du présent d'avènement. Les murmures des janissaires éclatèrent : « Les princes otto-« mans, disaient-ils hautement, devaient passer sous le sabre « des milices, pour arriver au trône. » Sélim espéra calmer l'agitation en distribuant quelque argent aux troupes et ramena à Constantinople le corps de son père. Mais le mécontentement de l'armée pour être sourd n'en était pas moins vif; il dégénéra bientôt en révolte ouverte. Les vézirs, le Kapoudan-Pacha, l'aga des janissaires, essayèrent en vain de calmer les mutins ; ils furent renversés de cheval et foulés aux pieds : les rebelles entourèrent ensuite le sultan lui criant : « Observe l'ancien usage. » Sélim effrayé s'exécuta : le présent d'avènement fut accordé et de nombreuses largesses faites aux officiers du sérail et aux ulémas achevèrent d'épuiser le trésor. Jusqu'alors tous les princes qui s'étaient succédé sur le trône avaient été des hommes remarquables à plus d'un titre ; guerriers, administrateurs, législateurs, ils n'avaient jamais eu en vue que le bien de l'État : Sélim est le premier qui se soit montré indigne du trône. Dès son bas âge, il avait révélé une passion irrésistible pour le vin, la dissipation et les plaisirs. Paresseux et efféminé, il avait toujours préféré la vie oiseuse et licencieuse du harem à la vie rude et sévère du camp. N'étant encore que gouverneur de Kutahié, il demanda, un soir, au milieu d'une orgie, à son favori Djelal-Bey quelle était l'opinion populaire sur l'héritier du trône. Le favori, à qui les fumées de l'ivresse faisaient oublier son rôle de courtisan, dans un accès de franchise dû au vin, répondit qu'on le méprisait autant qu'on adorait ses frères, à cause de ses débauches indignes d'un prince : « Que mes frères, répliqua Sélim

« en riant aux éclats, mettent leur confiance dans les secours « humains, la mienne est dans le bras du Tout-Puissant « et dans ma résignation aux décrets inéluctables du ciel. « Je ne songe qu'à jouir de tous les plaisirs que chaque « jour peut m'offrir ; je ne me soucie pas de l'avenir. » A peine fut-il monté sur le trône que son premier acte fut de lever l'interdiction contre l'usage du vin, conduite qui lui valut le surnom de *mest* (ivrogne). L'exemple du souverain ne fut que trop bien suivi : la vente et la consommation des boissons fermentées devinrent publiques. On disait en manière de proverbe dans le peuple : Où ironsnous aujourd'hui chercher notre vin ? chez le mufti ou chez le kadi? Un tel prince ne faisait présager qu'un règne honteux et désastreux, heureusement il eut le bon esprit d'abandonner tous les soins du gouvernement au grand-vézir Mohammed-Sokkolovitch ou Sokkoli, qui continua la gloire de Suleyman et maintint l'empire dans une voie ascendante.

La mort de Suleyman eut pour effet immédiat la conclusion de la paix avec la Hongrie. Le 17 février 1568, un traité fut signé, par lequel les deux parties belligérantes conservaient leurs possessions ; l'Autriche payait un tribut annuel de trente mille ducats, déguisé sous le nom de présent, et reconnaissait la suzeraineté de la Porte sur la Moldavie, la Valachie et la Transylvanie. Pour arriver à ce résultat, les ambassadeurs autrichiens avaient dépensé plus de quarante mille ducats en présents aux agents de la Porte !

Pendant que son maître se plongeait dans toutes les voluptés, Mohammed-Sokkoli déployait des talents de premier ordre. Il avait conçu le projet gigantesque de joindre le Don au Volga pour s'assurer la domination des pays moscovites.

La possession d'Astrakan était nécessaire à la réussite de ce plan. Le siège de la place fut résolu ; mais l'entreprise mal conduite échoua ; les Russes battirent le corps d'investissement et détruisirent les travaux commencés. En outre, le khan de Crimée, Dwelet-Ghéraï, jugeant l'entreprise

nuisible à ses intérêts, exploita habilement un préjugé des musulmans, qui leur faisait regarder le Nord comme interdit aux vrais croyants : « La nuit, disait-il, n'était que de « quatre heures en été ; il faudrait interrompre le sommeil « pour faire la prière, deux heures après le coucher du « soleil, et celle du matin dès l'aurore, ou violer les pre- « scriptions du Koran. » Toutes ces causes jointes au froid, à la faim, aux tempêtes, démoralisèrent complètement l'armée qui refusa d'obéir aux ordres des généraux : il fallut abandonner le projet et la paix fut renouvelée avec le tzar. Une idée non moins grandiose préoccupait le grand-vézir : le percement de l'isthme de Suez ; mais les soulèvements de l'Arabie le firent évanouir.

Conquête de l'Arabie.

Bien que l'Arabie eût embrassé la doctrine de Mahomet et reconnu ses lois, l'Hedjaz et l'Yémen conservèrent des dynasties dont l'une s'est maintenue, même sous les Ottomans.

Dans l'Hedjaz régna d'abord pendant un siècle la famille Okhaïzar, à laquelle succédèrent les chérifs de La Mecque de la famille Haschim, dont la domination dura deux siècles et demi. Après eux, le pouvoir passa aux mains des chérifs de Médine, de la même famille. La Mecque et Médine dépendantes de l'Égypte suivirent son sort et subirent le joug ottoman.

L'Yémen au contraire, éloigné de l'Egyte, riche, fertile, commerçant, brava toujours la puissance égyptienne comme il brava par la suite la puissance des Osmanlys.

Sous le règne de Sélim Ier, les Ottomans avaient pris pied dans l'Yémen, battu et tué le dernier prince de la dynastie de Tahir et pris Sanaa et Sobid.

Vers le milieu du règne de Suleyman, parut dans les montagnes de l'Yémen la nouvelle dynastie des Séïdiyés qui sut conserver son indépendance qu'elle a gardée jusqu'à nos jours. La secte des Séïdiyés, que les sunnites appellent

schismatiques (*Mu-tézélé*), tire son nom de Seïd, arrière-petit-fils d'Ali, bien qu'elle doive ses doctrines religieuses à son précepteur Wassil-Ben-Atta. Entre autres dissidences, les Séïdiyés repoussent la prédestination, admettent outre le paradis et l'enfer un troisième séjour des âmes et professent des opinions philosophiques en contradiction formelles avec les principes du Koran.

La discorde faillit étouffer dans son berceau la nouvelle dynastie et les Ottomans profitèrent des querelles des deux fils de l'émir des Séïdiyés, Moutalher et Schemseddin, pour s'emparer de Taaz (1545), et l'Yémen soumis nominalement fut divisé en deux gouvernements.

Le premier, l'Yémen supérieur, comprenait les pays montagneux avec Sanaa pour capitale ; le second, l'Yémen inférieur, eut Sebid pour siège du gouverneur. Mais bientôt éclata une insurrection générale des Arabes : Mourad-Pacha fut battu et tué et Sanaa tomba au pouvoir de Moutalher (août 1567). Taaf fut emporté d'assaut (7 octobre) ; et sa chute fut bientôt suivie de celle d'Aden, de Habb, de Meidseï et de Mokha.

L'Yémen tout entier, à l'exception de Sébid où se maintenaient les troupes ottomanes, reconnaissait les lois de Moutalher. Dès lors il prit le titre de khalife et d'Emir-el-Moumenim.

Sokkoli, pour éloigner le favori du sultan, Lala-Mustapha, le chargea de conquérir l'Yémen. Mais la jalousie de Sinan-Pacha, gouverneur d'Egypte, fit échouer l'expédition et cet insuccès amena la disgrâce du favori.

« Sinan-Pacha, un de ces Albanais entêtés, qui ne reviennent jamais de leur opiniâtreté, était ennemi de tous les hommes éprouvés dans les affaires, des poètes et des savants, et poussait son inimitié à l'extrême en se livrant contre eux à toutes sortes d'injures : sa haine était clairement écrite dans les sombres rides de son front[1]. »

Lala-Mustapha, que Sinan-Pacha accusa d'avoir voulu l'empoisonner, fut disgracié, et Ouzdenir-Osman-Pacha,

[1] Ali.

beylerbey de l'Yémen, n'échappa à la mort que parce que depuis sept jours il était parti pour l'Arabie.

Ses victoires ne firent qu'enflammer la haine de ses ennemis: il venait de battre les Séïdiyés et de s'emparer de Taaf quand Sinan-Pacha, investi du commandement suprême de l'expédition contre les Arabes, arriva.

Le premier soin du sérasker fut de destituer le beylerbey qui, pour sauver sa vie, fut contraint de s'enfuir sous un déguisement. Sokkoli mit tout en œuvre pour le perdre: «les infidèles et les musulmans rendaient pleine jus-« tice à la modération d'Osman-Pacha ; tous blâmaient au « contraire la haine stupide du grand-vézir et s'étonnaient « de la négligence du padischah dont ils éprouvaient « cependant une joie maligne »[1].

Lala-Mustapha, dont les intrigues avaient porté Sélim au trône, n'avait pas tardé à rentrer en grâce. Le premier usage qu'il fit de son crédit renaissant fut de protéger Osman qui reçut le gouvernement de Bassora. Sinan-Pacha, resté seul à la tête de l'armée, poussa les opérations avec vigueur, et Moutalher, accablé par des forces supérieures, reconnut la suzeraineté de la Porte.

Guerre contre Venise. Conquête de Chypre. Bataille de Lépante (1571).

La conquête de Chypre suivit immédiatement celle de l'Yémen. Depuis longtemps, avant même de monter sur le trône, Sélim méditait cette expédition, non par passion de la gloire ou désir d'étendre les frontières de l'empire et de s'assurer la domination de la Méditerranée, en s'emparant successivement de toutes les îles qui la parsèment, mais uniquement pour satisfaire son goût pour le vin. Un juif portugais, Joseph Nassy, qui, en flattant tous les mauvais penchants de son maître, avait pris sur lui un ascendant extraordinaire, l'entretint dans ses idées, en lui vantant

[1] Ali.

sans cesse l'excellence des vins de Chypre. Dans un moment d'ivresse, Sélim promit à son favori la couronne de Chypre. Cette promesse remplit le juif d'espérances si ambitieuses qu'il fit suspendre dans sa maison les armes de Chypre avec cette devise : Joseph, roi de Chypre. Cette honte cependant devait être épargnée au royaume du Lusignan : le sultan se contenta d'affubler le coquin du titre de duc de Naxos et des Cyclades.

Le vézir Pialé, le Kapoudan-Pacha, Lala-Mustapha, l'ancien précepteur du sultan, appuyaient avec ardeur cette idée, dans l'espoir de regagner par une victoire la faveur dont ils jouissaient auparavant. En vain Sokkoli essaya de s'opposer à ce projet en remontrant qu'il était bien plus utile de secourir les Maures d'Espagne, qui, réduits aux abois, venaient de se révolter et imploraient le secours du sultan : rien ne fit impression sur Sélim. Le mufti rendit un fetwa déclarant que les traités conclus avec les infidèles n'engageaient point, et que la violation de la foi jurée était œuvre pie et méritoire dès qu'il en résultait une conquête[1]. C'était reprendre la théorie du légat Cesarini. Le 1er août

[1] Fetwa du mufti Ebou-Sououd.

« *Question.* — Lorsque, dans un pays autrefois compris dans le territoire de l'Islam, et qui en a été distrait par la force, les infidèles « changent les mosquées en églises, oppriment les croyants et remplissent le monde d'infamie, si le prince musulman, poussé par un « zèle pur et ardent pour la vraie foi, veut arracher ce pays aux infidèles, afin de le réunir de nouveau au territoire de l'Islamisme, quoiqu'il existe avec les autres États des traités de paix, qui comprennent « ce pays, la loi présente-t-elle dans ce cas quelque obstacle à la rupture de la paix?

« *Réponse.* — On ne peut supposer aucun obstacle dans la loi. Le « prince de l'Islamisme ne peut légitimement conclure la paix avec les « infidèles que s'il en résulte avantage et profit pour la généralité des « Musulmans : si ce but n'est pas atteint, la paix ne saurait être sanc-« tionnée par la loi. Il devient même nécessaire de la rompre en temps « utile lorsque cette mesure peut amener quelque avantage durable ou « même passager. »

Après avoir cité l'exemple du prophète, le mufti termine ainsi :

« Votre Majesté, khalife de Dieu sur la terre, a toujours daigné, dans « sa sublime volonté impériale, imiter la noble sunna du prophète. »

Écrit par le pauvre Ebou-Sououd.

1570, la flotte ottomane débarqua cent mille hommes dans l'île : Leftard fut pris sans résistance et Nicosie, capitale de l'île, fut investie. Le siège dura un mois : la garnison repoussa tous les assauts avec la plus grande bravoure, mais l'impéritie du gouverneur paralysa la défense, et le 9 septembre la place emportée d'assaut fut livrée au pillage et mise à sac. Tous les habitants, au nombre de vingt mille, furent massacrés, à l'exception de deux mille jeunes garçons et jeunes filles que l'on destinait au harem de sa Hautesse ; mais une des captives mit le feu aux vaisseaux et tout s'abîma dans les flots.

Baffo (Paphos), Limassol (Amathonte), Larnaca, Cercyne, se soumirent sans résistance; Famagouste seule opposa une héroïque résistance. Nicolas Bragadino n'avait que sept mille hommes et des remparts en ruines à opposer à l'immense armée du séraskier ; il ne désespéra pas cependant : les murailles furent réparées; une fonderie de canons fut établie ; des sorties vigoureuses, faites à propos, ruinèrent les travaux des assiégeants et permirent à Marc-Antoine Quirini de jeter un secours de douze cents hommes dans la place. Bientôt les rigueurs de l'hiver contraignirent Mustapha à changer le siège en blocus. Dans les premiers jours de mai (1571) un assaut général échoua complètement; dans l'espace de deux mois et demi, cinq attaques furent encore victorieusement repoussées.

La famine accomplit ce que les armes n'avaient pu faire et le 1er août Famagouste capitula.

Il fut convenu que les assiégés se retireraient librement avec cinq canons et quinze chevaux, et que les galères turques les transporteraient à Candie. La capitulation était déjà en partie exécutée, quand elle fut indignement violée. Mustapha ayant exigé qu'on lui livrât le jeune Antoine Quirini, Bragadino refusa avec indignation. Aussitôt il fut garrotté, ses officiers massacrés sous ses yeux, tandis qu'on lui coupait le nez et les oreilles. Douze jours après, on le livra aux bourreaux pour subir les plus cruels supplices. On le suspendit à une vergue du haut de laquelle on le plongea plusieurs fois dans la mer ; on le força à

porter des paniers pleins de terre pour la reconstruction des bastions ; enfin il fut écorché vif. Pendant cet affreux supplice, Mustapha trouva encore le moyen de se déshonorer davantage en injuriant sa victime. « Où donc « est ton Christ ? Pourquoi ne vient-il pas à ton secours ? » lui criait-il. Le courage du héros ne se démentit pas un instant : pas une plainte ne sortit de ses lèvres, et il rendit le dernier soupir en récitant le psaume du *Miserere*. Son corps fut écartelé, et sa peau, bourrée de foin et promenée dans le camp, fut envoyée à Constantinople avec celle de trois autres chefs. Malgré ce succès, Sokkoli inclinait toujours à la paix, mais les ravages exercés à Candie par la flotte barbaresque rompirent les négociations. Venise jeta un cri d'appel à la chrétienté, et une ligue se forma entre la République, le pape et le roi d'Espagne. La Porte s'en inquiéta et demanda la médiation de la France, mais cette intervention n'amena aucun résultat.

Cependant la flotte chrétienne, composée de 70 galères espagnoles et de 9 montées par les chevaliers de Malte, sous le commandement du fils naturel de Charles-Quint, l'infant Don Juan d'Autriche, de 12 vaisseaux du pape commandés par Marc-Antoine Colonna, des 140 bâtiments de l'amiral vénitien Veniero, avait fait voile pour l'Archipel. A la hauteur de Lépante, elle rencontre la flotte de Kapoudan-Pacha, forte de trois cents voiles.

Le 7 octobre 1571, la bataille s'engagea en face des îles Curzolari [1]. Le combat dura trois heures avec le plus grand acharnement, laissant la victoire en suspens ; le fort de la mêlée s'était porté au centre de la flotte chrétienne, autour du vaisseau de Don Juan. Le Kapoudan-Pacha se trouva pris entre l'amiral espagnol et l'amiral vénitien : quatre galères ottomanes commandées par le sérasker et par trois sandjaks-beys accoururent pour le dégager. Mais Muezzid-Zadé tomba frappé d'une balle, et les Espagnols ; sautant à l'abordage, coupèrent sa tête et la portèrent à Don Juan, qui repoussa avec horreur ce san-

[1] Sur la côte d'Albanie. — Autrefois îles Aeginæ.

glant trophée. La victoire était décidée : 130 galères tombèrent au pouvoir des vainqueurs ; 94 furent incendiées ou coulées bas ; 300 canons, 30 000 prisonniers et 15 000 esclaves chrétiens, arrachés aux fers, attestèrent le triomphe des alliés. Le beylerbey d'Alger s'échappa seul, avec 40 galères, reste de la flotte ottomane. Les pertes des vainqueurs ne s'élevaient qu'à 15 galères et 8000 hommes.

La nouvelle de la bataille de Lépante causa un transport de joie universel en Europe. Marc-Antoine monta au Capitole, comme les triomphateurs antiques, et consacra sur l'autel de la Mère de Dieu une colonne d'argent pour éterniser son nom et sa victoire. Les cent voix de la renommée répétèrent l'éloge, décerné par le saint-père à Don Juan, lorsque, du haut de la chaire de Saint-Pierre, il lui appliqua les paroles de l'Evangile :

Fuit homo missus a Deo, cui nomen erat Ioannes.

La consternation ne fut pas moins grande à Constantinople que la joie chez les chrétiens. La marine créée par Sélim Ier et Suleyman était anéantie ; le sultan en fut tellement atterré qu'il resta trois jours sans prendre de nourriture, le visage prosterné contre terre, suppliant Dieu d'avoir pitié de son peuple. « La bataille de Lépante coûta aux « Ottomans plus que des hommes et des vaisseaux, dont « on répare la perte : car ils perdirent cette puissance « d'opinion qui fait la principale puissance des peuples « conquérants, puissance que l'on acquiert une fois et qu'on « ne retrouve plus [1]. »

A l'abattement succéda la fureur ; la populace s'ameuta et demanda le massacre de tous les chrétiens : déjà les religieux francs étaient emprisonnés quand arriva l'ambassadeur de France, François de Noailles, évêque d'Acqs, chargé de ménager la paix entre les Ottomans et les Vénitiens. L'évêque vint à l'audience du sultan sans apporter

[1] Bonald.

de présents, disant aux vézirs que « ce n'était pas par avarice que le roi de France refusait de faire des présents « au grand seigneur, mais que son maître, le premier et le « plus grand roi de la chrétienté, ayant su que le sultan « les demandait comme tribut, lui avait défendu d'en « offrir ».

L'étiquette de la cour exigeait que nul ne pût approcher du padischah sans être tenu de chaque côté par deux *kapridjis* ; le prélat refusa de s'y soumettre, « disant que la « liberté d'un Français et d'un évêque ne pouvait endurer « qu'il fût conduit comme un esclave ; et, repoussant les « kapridjis, il alla, libre et seul, vers Sélim, le saluant « seulement d'un baiser de robe ou de main, sans se jeter « à ses pieds comme tous les autres [1]. »

La menace de faire entrer la France dans la ligue chrétienne décida le Divan à relâcher les religieux incarcérés et à s'abstenir de persécutions contre les chrétiens de l'empire.

La bataille de Lépante n'avait produit aucun des résultats qu'on était en droit d'espérer : elle n'avait pas eu de suite. Elle n'avait servi qu'à faire mieux ressortir la prospérité de l'empire. Mettant l'inaction de l'ennemi à profit, Sokkoli, grâce à son activité prodigieuse, répara les pertes de la marine ottomane avec une rapidité inouïe.

Le beylerbey d'Alger, Ouloudj-Ali, fut nommé kapoudan-pacha et seconda fièvreusement les efforts du grand-vézir. Tandis que les Vénitiens s'occupaient à orner de sculptures leur arsenal, les Turcs construisaient cent cinquante vaisseaux. A une observation du Kapoudan-Pacha, portant qu'on pouvait bien achever cent cinquante vaisseaux dans un hiver, mais qu'il serait peut-être impossible de se procurer tous les gréements nécessaires :

« Seigneur pacha, répondit Sokkoli, la richesse et la « puissance de l'empire sont telles que, si besoin est, on

[1] Boudier, *Tableau de l'Empire ottoman.* Hammer révoque en doute l'exactitude de cette dernière circonstance, affirmée par Petis de la Croix.

« ferait des armes d'argent, des manœuvres de soie et des « voiles de satin. »

Au mois de juin 1572, l'escadre ottomane, forte de deux cent cinquante voiles, prit la mer.

La flotte chrétienne était supérieure en nombre, mais la discorde régnait entre les chefs : tout se borna à des escarmouches insignifiantes. Venise, ne comptant plus sur la coopération active de ses alliés, se décida à traiter; le 7 mars 1573, la paix fut signée : Venise cédait Chypre, et payait une indemnité de 300 000 ducats.

Mort de Sélim II. Murad III. Assassinat de Sokkoli.

Pendant que Venise s'humiliait devant la Porte, l'Espagne continuait activement la lutte. Les Ottomans avaient repris Tunis et chassé le prince maure, protégé de Charles-Quint : la Goulette seule était restée au pouvoir des Espagnols.

A la fin de 1572, Don Juan d'Autriche appareilla pour Tunis. A son approche, les Turcs évacuèrent la ville, où rentra Muley Hassan. Ce fut pour peu de temps : dix-huit mois après (août 1574), Sinan-Pacha, à la tête de quarante mille hommes, s'emparait de la ville. La Goulette opposa une vive résistance, et fut emportée après un siège de trente-trois jours.

En même temps, une tentative de la Moldavie pour secouer le joug ottoman échouait. Profitant du mécontentement de la Porte contre le voïvode Boghdan, à cause de ses relations avec le roi de Pologne, un aventurier nommé Iwonia se fit donner par le sultan l'investiture de la principauté (1572). Boghdan essaya de résister, mais il fut battu et se sauva en Russie, où le tzar, Iwan le Terrible, le fit mettre à mort. Resté maître de la Modalvie, Iwonia refusa de payer le tribut et souleva le pays. Soutenu par l'hetman des Cosaques, il battit trois fois les Turcs, s'empara de Braïla, de Bender, d'Akkerman (1574). Le 9 juin, il rencontra l'armée ottomane, forte de soixante mille

hommes et commandée par Djighala-Zadé. Après trois jours de combats sanglants, les Moldaves forcèrent leur chef à se rendre ; on lui avait promis la vie sauve : il fut écartelé, et sa tête clouée à la porte du palais de Yassy. Les Cosaques tentèrent de se frayer un passage les armes à la main, mais tous périrent, à l'exception de seize. Six mois après, Sélim II mourait victime de sa passion pour le vin (12 décembre 1574).

Malgré la nullité de ce prince, sa mort fut un malheur pour l'empire, parce qu'elle amena la chute du grand-vézir Mohammed-Sokkoli. Murad III, brave, ami des lettres avait donné de belles espérances ; mais deux passions qu'il poussa jusqu'à la frénésie le réduisirent à l'imbécillité : celle des femmes et celle de l'or. La nuit même de son entrée au sérail, il fit étrangler ses cinq frères.

Le premier acte administratif du nouveau sultan fut une ordonnance interdisant le vin aux musulmans : elle fut provoquée par l'insolence de janissaires ivres qui apostrophèrent le sultan, un jour qu'il passait devant la taverne où ils étaient attablés. Une émeute des sipahis et des janissaires força le padischah d'annuler son édit : il fut permis aux soldats de boire, pourvu qu'ils ne commissent pas de violences. L'aga des janissaires porta la peine de l'insubordination de ses soldats ; il fut destitué et remplacé par un renégat italien, Cicala.

Quoique la paix régnât entre la Porte et l'Autriche, les beys de Stulhveissembourg et de Güns envahirent la Hongrie : Herbaert, baron d'Anesperg, fut battu et tué près de Kruppa, et sa tête envoyée à Constantinople. L'empereur Rodolphe, successeur de Maximilien, demanda et obtint le renouvellement de la paix (1er janvier 1577), ce qui n'empêcha pas les incursions des Ottomans sur la frontière. L'archiduc Charles, gouverneur de la Styrie, de la Carniole, de la Carinthie, résolut alors de repousser la force par la force. Cet état de choses devait durer jusqu'à la fin du règne de Murad.

Du côté de la Pologne, la situation était la même. Étienne Batory, voïvode de Transylvanie, que les magnats avaient

eu l'imprudence d'élire roi, sur la recommandation du sultan, était impuissant à faire respecter le territoire polonais par les Tartares. Ses réclamations avaient été accueillies à la Porte avec mépris et colère, et le Divan élevait ses prétentions jusqu'à la suzeraineté de la Pologne.

Depuis l'avènement du sultan, les favoris travaillaient activement à la chute du grand-vézir. Avant de s'attaquer à Sokkoli, on commença par frapper ses protégés et ses créatures : le secrétaire d'État Féridoun, qui lui devait sa fortune, fut destitué ; le grec Cantacuzène, fermier du sel de la mer Noire, fut pendu ; enfin, le propre neveu du grand-vézir, Mustapha-Pacha, gouverneur de Bude, fut exécuté sous le plus futile prétexte. Un an après, Sokkoli tombait sous le fer d'un assassin (1579). Ce fut un malheur pour l'empire, qui se trouvait privé du bras puissant qui le soutenait, au moment où la guerre éclatait de nouveau avec la Perse.

Guerre de Perse.

Le vieux schah, Thamasp, était mort en 1576, empoisonné par sa femme, léguant la couronne à son cinquième fils, Haïder ; ce dernier ne régna que quelques heures, et périt assassiné par le parti tcherkess. Son frère, Schah-Ismaël, sorte de fou furieux, lui succéda, et fut étranglé après une tyrannie de dix-huit mois. Les vézirs Sinan-Pacha et Mustapha-Pacha décidèrent le sultan à profiter de ces divisions intestines pour tenter la conquête de la Perse. Mustapha-Pacha, nommé sérasker, envahit la Géorgie, sans déclaration de guerre, et remporta à Tchildir une brillante victoire sur Tokmak-Khan. Tiflis tomba au pouvoir des vainqueurs, et une seconde défaite des Persans, sur les bords de la Kansak, amena la soumission de la Géorgie.

Le pays fut partagé en quatre provinces, confiées à autant de beylerbeys : Ouzdemir-Osman-Pacha commanda dans le Chirvan ; Muhamned-Pacha à Tiflis ; Haïder-Pacha-Sou-

koun, et le fils de Lewend, dans la Géorgie proprement dite. Quatre armées persanes avançaient à marches forcées pour arracher aux Ottomans leur nouvelle conquête : Osman-Pacha écrasa le gouverneur de Chamakié, Eres-Khan, et battit le prince Hamzé ; mais assailli par la grande armée persane, il dut évacuer le Chirvan et se replier sur Derbend. Simon Louarseb, prince dépossédé de Tiflis, vint mettre le siège devant son ancienne capitale ; la vaillante résistance de la garnison donna à Hassan-Pacha, fils de Sokkoli, le temps d'arriver : la ville fut débloquée (1579).

Les troubles intérieurs de la Perse et les changements dans le commandement des armées turques firent traîner les opérations en longueur. Sinan-Pacha et Mustapha-Pacha convoitaient tous deux la succession de Sokkoli ; mais leur espoir fut déçu : le sultan donna le sceau à Ahmed-Pacha. Le premier acte du nouveau grand-vézir fut de destituer Mustapha-Pacha et de le remplacer par Sinan-Pacha qui, quelques mois après, renversait Ahmed (août 1580).

Mustapha, désespéré de voir toujours fuir l'objet de son ambition, s'empoisonna. Sinan conduisit les opérations avec mollesse et, soupçonné de s'être vendu au roi de Perse, il fut destitué, exilé, et remplacé par le Hongrois Siawous-Pacha. Le beylerbey de Roumélie, Fechad-Pacha, reçut le commandement de l'armée d'invasion, mais ses plans furent continuellement entravés par l'indiscipline de ses troupes et les séditions des janissaires.

Cependant Ouzdémir-Osman-Pacha, dans le Daghestan, soutenait vaillamment l'honneur des armes impériales. Le 9 mai 1583 une grande bataille s'engagea sur les bords du Samour : la frénésie du combat était telle que la lutte continua toute la nuit, à la lueur des torches. Les quatre jours suivants se passèrent en manœuvres stratégiques, à la suite desquelles les Ottomans se trouvèrent complètement cernés. Ils attaquèrent résolûment, s'ouvrirent un passage et dispersèrent l'ennemi : trois mille prisonniers et une pyramide de têtes furent les trophées de cette victoire. Après avoir achevé la conquête du Daghestan,

Osman-Pacha traversa le Caucase et gagna Kaffa par une marche pénible et souvent inquiétée par les Russes. Il devait déposer le khan de Crimée, Muhammed-Ghéraï, qui avait refusé de fournir aux Osmanlys les secours réclamés par la Porte : mais Muhammed-Ghéraï prit les armes et, à la tête de quarante mille cavaliers, bloqua dans Kaffa Osman-Pacha trop faible pour tenir la campagne.

Heureusement, son frère, Islam-Ghéraï, à qui la Porte promit l'investiture, se révolta contre le khan, et, Muhammed, trahi par les siens, fut assassiné (1584). L'entrée d'Osman-Pacha à Constantinople fut triomphale, et le vainqueur se vit comblé d'honneurs tels qu'on n'en avait jamais accordé à aucun général. Quelques jours après il fut nommé grand-vézir et sérasker de l'armée destinée à envahir l'Azerbaïdjan.

A la tête de cent soixante mille hommes, il marcha sur Tébriz; en vain le prince persan, Hamzé-Mirza, battit son avant-garde à Soffian, en vain écrasa-t-il le corps de Muhammed-Pacha, les Persans débordés par le nombre durent reculer et évacuer Tébriz.

La mauvaise santé du vézir nuisit au succès des opérations : Cicala[1], battu à Schembi-Ghazan par Hamzé-Mirza, perdit vingt-mille hommes. Ce désastre força Osman-Pacha à la retraite. Poursuivi par Hamzé-Mirza et forcé de livrer bataille, il fut vaincu et expira au moment de la déroute des siens. Le fils de Cicala prit le commandement et opéra sa retraite en bon ordre, remportant même une victoire sur l'ennemi.

Pendant qu'Hamzé, poursuivant ses succès, battait les pachas d'Erivan et de Selmas, Tokmak-Khan et Ali-Kouli-Khan investissaient Tébriz, et Simon de Géorgie mettait de nouveau le siège devant Tiflis. La garnison de Tébriz se défendit héroïquement ; dans l'espace de dix mois, elle soutint quinze assauts et livra quarante-huit combats: elle fut enfin dégagée par Fuhad-Pacha, nommé

[1] Renégat italien.

de nouveau sérasker. La mort du brave prince Hamzé-Mirza, frappé par un assassin soudoyé par Esman-Khan, chef de la tribu des Chamlis; une victoire éclatante, remportée par Fuhad-Pacha, dans la plaine des Grues, après une bataille de trois jours (1586); les succès de Cicala-Zadé dans le Khouristan; la prise de la capitale du Karabagh (1588), décidèrent le roi de Perse, Schah-Abbas, menacé en même temps par les Usbecks, à conclure la paix (le 21 mars 1590). Le traité abandonna aux Ottomans la Géorgie, le Chirvan, le Loristan, Tébriz et une partie de l'Azerbaïdjan.

Mort de Murad III (1596). Mohammed III. Michel le Brave.

Quelques mois auparavant avait éclaté à Constantinople une insurrection des Janissaires qu'on voulait payer avec une monnaie de bas aloi « aussi légère qu'une feuille « d'amandier et ne valant guère mieux qu'une goutte de « rosée. »

Les révoltés assaillirent le sérail, réclamant à grands cris la tête du defterdar et du beylerbey de Roumélie; le sultan fut obligé de la leur abandonner. De 1589 à 1592, des troubles et des désordres de tout genre attestèrent la désorganisation de l'empire. En Égypte, les milices se soulevèrent contre le gouverneur Oweiss-Pacha; à Tébriz les troupes se mutinèrent, refusant la monnaie altérée de Constantinople, Djafer en fit massacrer mille huit cents; à Bude, la garnison, à qui il était dû six mois de solde, assassina le pacha. A Khéïfi, en Asie, un aventurier, se disant fils de Schah-Thamasp, essaya de soulever la province; il fut battu et pris par le gouverneur d'Erzeroum. Enfin une peste terrible qui ravagea la capitale mit le comble aux calamités publiques.

L'insolence des Janissaires croissait de jour en jour; ils avaient eu l'audace d'établir de leur propre autorité un voïvode en Moldavie; pour occuper cette farouche milice,

on résolut de faire la guerre. Sinan-Pacha, redevenu grand-vézir, fit décider qu'on envahirait la Hongrie. Hassan-Pacha, gouverneur de Bosnie, ouvrit les hostilités par le siège de Sissek; mais, acculé dans l'angle formé par la Koulpa et l'Odra, il éprouva une défaite complète et se noya avec la plupart des siens. Sinan-Pacha partit aussitôt prendre le commandement de l'armée : il enleva Wesprim et Palota, mais pendant ce temps le pacha de Bude était battu à Stuhlweissembourg et neuf forteresses tombaient au pouvoir des impériaux (1593). Les succès se balançaient, quand la Transylvanie, la Moldavie et la Valachie, se révoltèrent simultanément, firent alliance avec l'empereur et massacrèrent tous les musulmans établis dans le pays (1594). Murad essaya de ranimer le courage des troupes en faisant venir de Syrie l'étendard sacré, que la tradition assure avoir été celui du prophète; rien ne put remédier à l'indiscipline des troupes et à la désorganisation de l'armée.

Bientôt le faible souverain, frappé d'un rêve bizarre, où il avait cru voir le présage de sa fin prochaine, tomba malade et ne tarda pas à descendre dans la tombe (6 janvier 1596).

A Murad succéda Mohammed III, le fils de la Vénitienne Baffa, qui marqua son avènement par le meurtre de ses dix-neuf frères. Cependant, malgré cette sanglante application de la loi du fratricide, le sultan, élève du poète Névi et de l'historien Seaduddin, poète lui-même, se montrait animé des intentions les plus droites : il acquitta toutes les dettes de son père, pratiqua scrupuleusement les lois de l'islamisme et prétendit les faire observer : « Sache, disait-il à l'un de ses ministres, que « j'ai juré par les mânes de mes aïeux de ne jamais faire « grâce à un grand-vézir, mais de punir sévèrement la « moindre prévarication dont il se rendrait coupable : il « sera mis à mort; son corps coupé en quatre et son nom « voué à l'infamie. » Néanmoins, en dépit de ces énergiques paroles, l'empire, qui avait déjà commencé à donner des signes de désorganisation sous le règne de son prédé-

cesseur, marcha rapidement vers la décadence. Complètement dominé par sa mère qui maintenait son crédit en se faisant la pourvoyeuse du harem impérial, Mohammed laissa tous les soins du gouvernement à ses ministres Sinan-Pacha, Cicala Zadé et Hassan le Cruel, qui trafiquèrent des charges civiles et militaires, altérèrent les monnaies et écrasèrent le peuple d'impôts et de taxes nouvelles en nature et en argent.

La guerre continuait acharnée et sans pitié de part et d'autre ; les succès se balançaient, sauf en Valachie où les armées ottomanes éprouvaient coup sur coup des désastres sanglants. Le voïvode de Valachie, Michel le Brave, avait, à la fin du règne de Murad, conclu un traité d'alliance avec Aaron, voïvode de Moldavie, Sigismond Batory, prince de Transylvanie, et l'empereur Rodolphe II. Le grand-vézir, Sinan-Pacha, marcha sur Buckharest et s'en empara (1595). Mais Michel rejeta les Ottomans dans des marais impraticables et prit Tergovitz : la garnison fut empalée et Ali-Pacha et Kodji-Bey qui la commandaient rôtis à petit feu.

Les Turcs battirent en retraite; surpris au passage du Danube, près de Giurgevo, ils furent écrasés : Giurgevo fut emportée d'assaut, la garnison massacrée; Nicopolis et Widdin capitulèrent.

« Ainsi dans l'espace d'un an toutes les forces turques « avaient été repoussées; les forteresses du Danube n'ap-« partenaient plus au croissant, l'aigle de la Valachie « flottait sur leurs remparts; les pachas, les meilleurs « généraux de la Porte, avaient échoué contre les efforts « d'un peuple qui combattait pour la liberté de sa patrie.... « Cependant cette indépendance n'était pas encore assez « assurée, elle exigeait de nouveaux sacrifices. Les Turcs « ne voulaient pas perdre la Valachie sans essayer d'abord « tous les moyens possibles pour s'en rendre maîtres. « C'est que cette principauté était pour eux la source « intarissable de richesses, ou, comme ils disent eux-« mêmes, le grenier de Constantinople. En effet la capitale « ne se nourrissait que de productions de la Valachie :

« elle en retirait des bœufs, des moutons, des blés et « d'autres grains, du fromage, du beurre, du miel. « Perdre tous ces avantages était un malheur irréparable « pour la Porte[1]. »

Il se trouva en Valachie des chrétiens pour soutenir la cause ottomane; une conjuration se forma en 1597 en faveur de la Porte et fut étouffée dans le sang de plusieurs primats. Michel avait réuni par la force, sous son autorité, la Moldavie et une partie de la Transylvanie; il songeait à se faire roi de Hongrie et de Pologne. Pour arriver à son but il ménagea les musulmans et conclut même avec eux un traité secret La mort vint déjouer ses projets : il périt assassiné par ordre de Basta, général des troupes de l'empereur en Transylvanie, et laissa la Valachie en proie à la guerre civile et livrée à l'invasion musulmane (1601).

« Michel le Brave a puissamment aidé à détourner la « barbarie turque des autres parties de l'Europe. Son « règne, s'il avait duré plus longtemps, aurait été décisif « pour procurer un meilleur sort aux pays situés sur le « Danube inférieur. Mais dans la quarante-troisième année « de sa vie il fut arraché violemment de sa carrière; ses « entreprises n'ont point eu de suite, son nom, du moins « vivra dans l'histoire[2]. »

Pendant que Michel relevait pour un moment la nationalité roumaine, les impériaux s'emparaient de Gran, de Wissegrad, de Rabocza et de Klis. Cédant aux clameurs de la population indignée, le sultan sortit de son harem pour se mettre à la tête de ses troupes, comme le faisaient autrefois ses glorieux ancêtres. Erlau fut pris; l'archiduc Maximilien et Sigismond Batory, arrivés trop tard pour sauver la place, livrèrent bataille à l'ennemi dans la plaine de Kereszte (26 octobre 1596) ; ce fut un désastre comparable à celui de Mohaczs : cinquante mille Allemands ou Hongrois restèrent sur le champ de bataille.

[1] Michel de Kogolnitcheano, *Histoire de la Valachie et de la Moldavie.*

[2] Engel, *Histoire de la Valachie et de la Moldavie.*

Les vainqueurs ne surent pas mettre leur victoire à profit, et en 1598 les impériaux, profitant de l'inaction de Satourdji-Pacha, surprenaient Baab : le pacha refusa de se rendre et fut haché en morceaux ; trois cents ottomans, réfugiés dans les casemates de la citadelle, mirent le feu aux poudres et se firent sauter avec les assaillants. En même temps Dolà, Wesprim, Papa, succombaient ; Hafiz-Ahmed-Pacha était battu à Nicopolis et Bude se voyait investie. Le grand-vézir, Ibrahim, débloqua cette ville et conquit la place forte de Kanischa (1600) ; le reste de la guerre se passa en escarmouches où chaque parti rivalisait de cruautés et d'atrocités. Ibrahim, cependant, s'était attaché à gagner par sa douceur les habitants des frontières et les sujets chrétiens. « Les Serbes et les Valaques de Semendria et de « Temesvar accouraient en foule auprès de lui ; il les « comblait de présents et leur donnait des drapeaux.... Il « se servit des bandes de sujets chrétiens, amenés ainsi « sous ses étendards, par la flatterie, l'indulgence et les « libéralités, pour exterminer les heïduks, qui, depuis « trente ans, répandaient la terreur dans la Slavonie [1]. »

Révolte des Firaris. Ahmed Ier (1603).

La situation intérieure de l'empire était des plus mauvaises. Les insurrections succédaient aux insurrections ; à peine la révolte était-elle comprimée sur un point, qu'elle renaissait, plus dangereuse, sur un autre. La plus grave de toutes fut celle de Kara-Yazidji-Abdul-Halim et de son frère Dely-Hassam, qui faillit enlever au sultan ses provinces d'Asie. Les troupes soldées, qui à Kereszte s'étaient débandées et que le grand-vézir Cicala-Zadé avait flétries du nom de *Firari* (fuyard) avaient été envoyées par punition en Asie. Un général des segbans, Kara-Yazidji, se mit à leur tête. Il faisait remonter son origine à l'antique maison des Benou-Cheddat et répandit le bruit que le prophète

[1] Hammer.

lui était apparu et lui avait promis la souveraineté de l'Asie Mineure ; il disposa bientôt de forces considérables.

Les rebelles battent le *mutecellim* de Karamanie et s'emparent d'Édesse. Assiégé dans cette place, Yazidji capitule, mais en dictant ses conditions et en se faisant donner le gouvernement d'Amassia. Aussitôt que l'armée ottomane s'est éloignée, il reprend les armes, opère sa jonction avec son frère Dely-Hassam, gouverneur de Bagdad, et défait complètement les vézirs Hassam et Hadji-Ibrahim.

A la suite de ses victoires, le chef insurgé s'arroge avec le titre de schah tous les droits de la souveraineté et dit dans ses décrets : « J'ai abattu dans ces contrées la puissance « ottomane et la domination m'appartient aujourd'hui sans « conteste. »

Battu par Sokkoli-Hassam-Pacha à Sepetli, il se retira dans les montagnes de Djanik, sur les bords de la mer Noire, où il mourut de ses blessures, laissant à son frère Dely-Hassam le soin de le venger. Les Ottomans n'avaient pas gagné au changement d'adversaire; Sokkoli battu à son tour est rejeté dans Tokat; il se fait tuer sur la brèche et la ville se rend aux insurgés. Khosrew, pacha de Diarbékir, les pachas de Damas et d'Alep, sont écrasés, et Kutahia est assiégée par les vainqueurs (1601).

Ne pouvant venir à bout, par la force, de cet adversaire redoutable, le Divan essaya de la corruption : Dely-Hassam, gorgé d'or et nommé gouverneur de Bosnie, consentit enfin à poser les armes (1603). Ses hordes barbares, composées non seulement de soldats révoltés, mais de Kurdes et de Turcomans, marchèrent contre les chrétiens et périrent en grande partie dans les combats livrés aux Hongrois. Le contre-coup de cette révolte des *Firaris* se fit sentir à Constantinople où elle amena une prise d'armes des sipahis. Privés par les rebelles du revenu de leurs timars les sipahis exigeaient une compensation et demandaient le pillage des mosquées. Le sultan et le grand-vézir virent leurs jours menacés, mais les janissaires restèrent fidèles et les sipahis, après une lutte sanglante, durent se soumettre : une haine invétérée subsista, depuis ce jour, entre les deux corps

(1603). Cette même année, Mohammed III expirait, léguant à son fils Ahmed I, âgé de quatorze ans, un pouvoir affaibli par les séditions des soldats et deux guerres à soutenir, l'une en Europe contre les impériaux, l'autre en Asie contre la Perse.

La garnison ottomane de Tebriz ayant ravagé, au milieu de la paix, l'Azerbaïdjan, et chassé Ghazi-Bey, gouverneur de Selmas, Schah-Abbas le Grand avait déclaré la guerre aux Osmanlys. L'armée ottomane fut battue ; Tebriz, Van, Erivan tombèrent au pouvoir des Persans. Schah-Abbas se montra généreux envers ses prisonniers, mais il fit périr dans les tortures les ulémas, à cause des fetwas rendus contre les schiites, où le meurtre d'un Persan était égalé en mérite à celui de soixante-dix-sept infidèles (1603-1604).

Les succès des Persans avaient été singulièrement favorisés par la révolte qui continuait d'ébranler l'empire ottoman en Asie. La soumission de Dely-Hassam n'avait pas répondu aux espérances de la Porte : les rebelles n'avaient pas posé les armes et quatre nouveaux chefs, Kalender-Oglou, Khalil, Satchlu et Saïd, étendirent leur pouvoir depuis les frontières de Perse et de Syrie jusqu'aux rives du Bosphore.

Les Kurdes commandés par Djam-Poulad, les Druses avec l'Émir-Fakhruddin, toutes les tribus du Liban et du Taurus, figuraient dans cette ligue formée par les populations asiatiques contre la domination turque. Le grand-vézir, Murad-Pacha, commença par acheter Kalender-Oglou au prix du gouvernement d'Angora ; Djam-Poulad (âme d'acier) et Fakhruddin battus à Ouroudj-Owaïr s'enfuirent dans le désert ; Ahmed-Bey pris à Konieh fut jeté dans un puits (1606).

Djam-Poulad songea alors à sauver sa situation : abandonnant ses troupes, il gagna Constantinople et obtint son pardon du sultan, qui se plut à entendre le récit des aventures de ce chef et lui donna le gouvernement de Temesvar.

Mais Kalender-Oglou, qu'Angora avait refusé de recevoir dans ses murs, avait repris les armes ; réuni à Kara-Saïd,

il offrit la bataille à Murad, dans les défilés de Gueuk-Souï-Yaïlaghy.

Après une lutte meurtrière la victoire se déclara pour les Ottomans ; les vaincus essayèrent de se rallier près de Baïbourt, mais une seconde défaite les obligea de fuir jusqu'à Erivan. En vain Maïmoun précipite sa marche pour renforcer Kalender-Oglou, il trouve Murad qui lui barre la route et est mis en déroute dans les défilés de Kara-Hassan-Guedidji (1608).

Moucelli-Tchaouch, défendu par les positions inexpugnables de la Cilicie, obtint pour prix de sa soumission l'investiture du gouvernement de Karamanie et périt assassiné par un émisaire de Murad. Yousouf-Pacha qui régnait en maître dans le Sarou-Khan, à Mentesche et à Aïdin, eut l'imprudence de se fier aux promesses du grand-vézir et commit la sottise de se rendre auprès de lui. Il fut comblé tout d'abord de caresses et de témoignages d'estime, mais aussitôt que Murad-pacha apprit la mort de Moucelli, il leva le masque et le trop crédule Yousouf fut étranglé (1609). La révolte était domptée ; tous les chefs étaient morts, en fuite, ou avaient fait leur soumission : les insurgés qui avaient survécu aux combats, traqués comme des bêtes fauves, expiraient dans les supplices. L'implacable énergie du grand-vézir non moins que les talents de premier ordre qu'il déploya dans cette lutte difficile, lui valurent le titre de Restaurateur de la Monarchie, et d'épée de l'Empire. Voulant remédier aux abus par une sévérité excessive, il avait dépassé le but et n'avait abouti qu'à une froide et systématique cruauté : il mit, il est vrai, sa barbarie au service de la justice et la couvrit du manteau de la religion. Un jour, après une défaite essuyée par les rebelles, se trouva au nombre des prisonniers un jeune enfant : personne, pas même le bourreau, ne voulut consentir à le mettre à mort. Murad saisit alors lui-même la victime et l'étrangla de ses propres mains, disant que les chefs des rebelles avaient tous commencé par être enfants et qu'il fallait extirper les racines de la rébellion.

Traité de Sitvatorok (1606).

Libre de ses mouvements, le grand-vézir se tourna contre les Persans, mais à peine la campagne était-elle ouverte que l'intrépide vieillard (il était âgé de plus de quatre-vingt-dix ans), succomba aux suites des fatigues de la longue campagne où il avait raffermi la puissance ottomane (5 août 1611). Nasouh-Pacha, gouverneur de Diarbékir, lui succéda dans les charges de grand-vézir et de sérasker, mais le sultan était las de cette guerre : la paix fut conclue. Pour la première fois les Ottomans lâchèrent leur proie : la Porte rendit tous les pays conquis depuis Suleyman (1612). En Europe, les hostilités avec la Hongrie avaient langui ; l'Autriche ne sut pas profiter des embarras de la Porte à qui la guerre avec Schah-Abbas et la révolte d'Asie ne laissaient pas de troupes disponibles. L'empereur prêta l'oreille à des ouvertures pacifiques et envoya des plénipotentiaires s'aboucher avec le grand-vézir. Les Ottomans n'avaient voulu que gagner du temps ; ils firent traîner les choses en longueur, sans que l'on pût tomber d'accord, espérant profiter de la haine que les procédés vexatoires des Allemands avaient inspirée aux Hongrois. En effet la Hongrie ne tarda pas à se soulever et les magnats élurent pour roi Bocskaï, qui sollicita la protection du sultan (1605). Ahmed s'empressa de lui donner l'investiture et le vézir Lala-Muhammed joignit ses forces à celles du nouveau roi : Gran, Wissegrad, Wesprim, tombèrent au pouvoir des Ottomans, pendant que Bocskaï s'emparait de Neuhœsel. Eclairée par cet acte, l'Autriche traita avec Bocskaï (1606) : elle le reconnut prince de Transylvanie et lui céda tous les districts de Hongrie que les Batory avaient possédés ; à sa mort ces domaines devaient faire retour à l'empire.

La défection de Bocskaï laissait les Ottomans livrés à leurs propres ressources ; la Porte, obligée de concentrer toutes ses forces en Asie, se décida à signer la paix de

Sitvatorok (1606). Le tribut annuel de trente mille ducats, auquel était astreinte l'Autriche, fut supprimé, l'empereur payait « *seulement pour cette fois* » deux cent mille écus. Une égalité parfaite règnerait entre les deux souverains ; leurs armées devaient s'abstenir de toute hostilité; les prisonniers seraient restitués de part et d'autre; enfin Gran, Erlau et Kanischa, restaient au pouvoir des Turcs; les Autrichiens gardaient Raab et Cormon. La paix fut ratifiée par les États de Hongrie et d'Autriche, réunis à Presbourg (1608), et la convention de Vienne (1615) la confirma pour vingt ans.

« Cette paix de Sitvatorok qui n'a pas assez fixé l'attention des publicistes, et dont le souvenir s'est perdu, effacé par celui du traité de Carlovitz, signé un siècle plus tard, a pourtant une haute signification dans l'histoire du droit politique et des rapports diplomatiques entre la Turquie et le reste de l'Europe : elle fixa pour la première fois une borne à la conquête ottomane, qui jusqu'alors avait menacé l'Occident. Les signes de vasselage, les tributs annuels apportés par des ambassadeurs furent supprimés, les relations diplomatiques furent établies sur un pied d'égalité ; la Transylvanie fut soustraite à demi au joug turc et la Hongrie, bien que soumise encore à la domination ottomane par une portion de son territoire, fut au moins affranchie du tribut pour le reste. Pour la première fois furent observées, de la part du Sultan et du grand-vézir, les formalités en usage parmi les nations de l'Europe. L'acte écrit en turc ne fut pas, comme cela s'était fait jusqu'alors, imposé aux plénipotentiaires impériaux, sans qu'il leur fût permis d'en prendre connaissance ; il fut examiné par les drogmans des deux parties. La paix de Sitvatorok annonça aux puissances européennes la décadence de la Porte et prépara le traité de Carlovitz [1]. »

[1] Hammer.

LIVRE IV

LA DÉCADENCE

CHAPITRE XIV

L'ANARCHIE (1614-1659).

Dernières années d'Ahmed Ier. Mustapha Ier (1617) : sa déposition (1618). — Osman II (1618-1622). — Mustapha Ier (1622-1623). Murad IV (1613). Anarchie et désorganisation. — Murad IV reconstitue l'empire : son caractère (1632-1640). — Ibrahim Ier : expédition de Candie. — Déposition d'Ibrahim (1648). Mohammed IV : séditions militaires. — Kupruli-Mohammed grand-vézir (1656) : relations de la Porte avec la France.

Dernières années d'Ahmed Ier. Mustapha Ier (1617) : sa déposition (1618).

La paix de Sitvatorok venait d'être signée quand Bocskaï mourut : les Transylvains refusèrent de rentrer sous la domination de l'empereur, et la Porte, prétendant que Bocskaï n'avait aucun droit de disposer du pays, donna successivement l'investiture à Sigismond Ragotzki, à Gabriel Batory et à Betlen Gabor, l'ennemi le plus implacable de la maison d'Autriche. Aux représentations des ambassadeurs autrichiens, le grand-vizir répondit que la trêve n'était pas valable, car elle n'avait pas été ratifiée par le mufti.

Betlen-Gabor s'était engagé à mettre obstacle à toute acquisition que les princes de Moldavie et de Valachie tenteraient de faire sur son territoire, et, en cas de révolte des voïvodes contre la Porte, il avait promis de leur refuser asile et de les livrer.

« La Turquie avait compris que tant que les princes « moldo-valaques seraient attachés à la Hongrie ou à la « Transylvanie par des intérêts de propriété ou par l'espoir « d'y retrouver un refuge, ils tiendraient toujours pour ces « deux pays et par conséquent pour la chrétienté. Cet article « du firman d'investiture donné à Betlen sépara les Moldo-« Valaques du reste des chrétiens et les soumit irrévocable-« ment à l'autorité turque » [1].

La Moldavie prit les armes, chassa le voïvode Thomza, nommé par la Porte, et le fils du dernier prince, Gabriel Mogila, battit les Turcs; mais Iskender-Pacha arriva avec des renforts et rétablit le protégé ottoman (1616).

La paix était signée avec l'Autriche, mais la guerre continuait sans trêve ni relâche avec l'Espagne. Une escadre des chevaliers de Malte pillait Corinthe et enlevait cinq cents captifs. L'amiral florentin, Inghirami, opérait une descente à Cos, surprenait le château et faisait douze cents prisonniers. Peu de temps après, il capturait dix navires ottomans à Aga-Lemano, pendant que don Ottavio d'Aragon, à la tête d'une escadre napolitaine, battait le Kapoudan-Pacha près du cap Corvo, et lui prenait sept vaisseaux (1611-1614). Profitant de la concentration des flottes ottomanes dans l'Archipel, les cosaques surprirent Sinope et la dévastèrent complètement. Nosouh-Pacha voulut cacher au Sultan ce dernier désastre; mais le mufti en instruisit le souverain que cette dissimulation irrita au plus haut point. Tous les ennemis du grand-vézir saisirent cette occasion pour le perdre et réussirent à persuader au sultan que son ministre aspirait à la couronne.

Adoré des soldats et du peuple pour son courage, son éloquence, sa générosité; fiancé à une fille d'Ahmed, No-

[1] Kogolnitcheano, *Histoire de la Moldavie et de la Valachie.*

souh-Pacha n'avait pu contenir son ambition ni réprimer la fougue de son caractère. Pour couper court aux menées du mufti et des Kyzlar-Aga, il résolut leur mort. A cette nouvelle, le sultan se livra à la plus violente colère ; loin de chercher à l'apaiser, le grand-vézir lui dit : « Ou ce que « j'ai décidé s'exécutera et Votre Hautesse se rendra à mes « avis, ou je donnerai ma démission : un autre de vos escla- « ves prendra le sceau et moi je m'empoisonnerai. » — « Traître, s'écria le Sultan, c'est toi qui as empoisonné « Murad-Pacha [1]. » Le vendredi suivant (14 octobre 1614), le conak de Nosouh-Pacha fut investi par un peloton de janissaires et cent bostandjis : le grand-vézir n'opposa pas de résistance et fut étranglé par le bostandji-bachi.

Les capitulations avec la France avaient été, en 1604, à la demande de l'ambassadeur Savary de Brèves, confirmées et augmentées. Les pirateries des Barbaresques furent sévèrement réprimées par la Porte ; le vice-roi de Tunis fut destitué, celui d'Alger étranglé. La Pologne renouvela (1609) les capitulations conclues sous Mohammed III ; elle s'engageait à empêcher les irruptions des Cosaques en Moldavie ; la Porte, de son côté, s'obligeait à préserver la Pologne des ravages des Tartares ; le fisc n'avait aucun droit sur la succession des Polonais morts en Turquie et réciproquement. En 1612, les provinces unies des Pays-Bas obtinrent un traité analogue à ceux de la France et de l'Angleterre, mais uniquement borné au commerce. Les Hollandais en profitèrent pour introduire en Turquie l'usage du tabac : le mufti s'opposa à cette innovation et rendit un fetwa rigoureux proscrivant l'usage du tabac : cet acte souleva tout le monde. On soutint que le tabac ne pouvait souiller le corps où il ne séjournait pas et que Mahomet ne l'ayant pas défendu, ce n'était pas au mufti à se montrer plus sévère que le prophète. Ces raisons furent appuyées d'une émeute formi-

[1] Nosouh-Pacha avait essayé de renverser Murad-Pacha ; l'implacable vieillard l'avait épargné à cause de ses talents. — Murad-Pacha mourut de vieillesse et de fatigue ; c'est l'avis unanime des historiens ottomans.

dable où les troupes et les officiers du sérail firent cause commune avec les séditieux ; le mufti fut obligé de révoquer son ordonnance [1].

Ahmed, « *le seul d'entre tous les fils d'Osman qui posséda le trône avant d'avoir possédé l'étendard*, » monté sur le trône à quinze ans, ne devint homme que sur la fin de son règne. Il se montra juste, bon, actif, et conçut de nobles projets ; mais l'influence néfaste du harem rendit nulles toutes ces bonnes dispositions. Continuellement dominé par ses femmes, inhabile à choisir les hommes, il laissa tomber toute l'autorité aux mains des êtres du sérail et surtout du chef des eunuques noirs.

A la mort d'Ahmed (1617), son fils Osman n'avait que treize ans. Cette considération porta le sultan à modifier la loi en usage et à désigner pour son successeur son frère Mustapha qui, ayant échappé deux fois à la sentence de mort prononcée contre lui, était sans doute protégé de Dieu. C'est à partir de cette époque que l'ordre de succession fut changé et le droit de primogéniture aboli. Prisonnier depuis quatorze ans dans le harem, Mustapha I était complètement abruti ; mais les ulémas, dans l'espoir de gouverner en son nom, donnèrent son imbécillité pour de la sainteté.

Les premiers actes du nouveau règne faillirent amener la guerre entre la Porte et la France. Un gentilhomme polonais, prisonnier aux Sept-Tours, s'était évadé par le secours du secrétaire de l'ambassadeur français, Achille de Harlay, baron de Sancy ; le vézir accusa toute l'ambassade française d'avoir favorisé la fuite du captif. L'ambassadeur fut arrêté, emprisonné ; son drogman et son secrétaire mis à la question, et lui-même n'échappa qu'avec peine à la torture ; il n'obtint sa délivrance, au bout de quatre mois, qu'au prix de quinze mille piastres. Aussitôt la cour de

[1] Les poètes orientaux appellent le tabac, le café, l'opium et le vin, les quatre éléments du monde de la jouissance, les quatre coussins du sopha du plaisir ; pour les ulémas, au contraire, ce sont les quatre colonnes de la tente de la volupté et les quatre ministres du diable.

France rappela son ambassadeur et envoya un gentilhomme, M. de Nons, demander réparation avec menace de guerre. Mais, quand il arriva, le sultan était déposé et le vézir étranglé. Une intrigue conduite par le mufti, le Kyzlar-Aga et le kaïmakan, l'avait renversé et remplacé par son neveu Osman II (1618) : il n'avait régné que trois mois.

Osman II (1618-1622).

Le nouveau sultan s'empressa de donner satisfaction au roi de France, Husséïn-Tchaouch apporta à Louis XIII une lettre d'excuses, signée du grand seigneur, du vézir et du Kapoudan-Pacha. Sancy, comblé de largesses, fut chargé d'offrir des présents au roi.

Betlen Gabor, prince de Transylvanie, ennemi de Gratiani, duc de Naxos, récemment nommé prince de Moldavie, avait obtenu sa déchéance au profit du voïvode de Valachie, Alexandre Cherban : Gratiani appela à son secours les Polonais. Le sultan méditait la conquête de la Pologne; il voulait ajouter ce royaume à ses États et s'en faire un rempart contre les invasions de la Russie dont il devinait et redoutait l'ambition; il profita de l'ingérence des Polonais dans les affaires de la Moldavie pour leur déclarer la guerre. Avant d'entrer en campagne, il fit étrangler son frère. Le mufti Ess'ad-Effendi avait refusé le fetwa ; un caziasker plus complaisant consentit à charger sa conscience de ce crime. Toutefois ce n'était pas par vertu que le mufti avait agi : il se vengeait seulement de son souverain. En effet, peu de temps après son avènement, Osman avait dépouillé le schéïkh-ul-islam de toutes les prérogatives de sa charge, en le réduisant à la fonction primitive des muftis, celle de délivrer des fetwas. Il avait donné à son khodja, Omer-Effendi, la présidence du corps entier des ulémas, la nomination aux offices de magistrats et la préséance sur les cazi-askers et le mufti. Cette innovation qui avait scandalisé la nation entière ne contribua pas peu à la catastrophe qui abrégea, d'une façon si tragique, le règne d'Osman II.

Se voyant livré aux bourreaux, le prince Mohammed prononça contre son frère une malédiction qui ne tarda pas à s'accomplir : « Osman, je prie Allah de trancher tes « jours et de renverser ton empire ! Puisses-tu perdre la vie « de la même manière que tu me l'arraches à moi-même ! »

Les opérations furent d'abord poussées rapidement et les Ottomans pénétrèrent jusqu'aux bords du Dniester ; là, ils trouvèrent l'armée polonaise commandée par le palatin de Wilna, menant avec lui le prince héritier, Wladislas, âgé de treize ans.

Pour suppléer à son infériorité numérique, le général polonais se retrancha dans une forte position, près de Choczim, et attendit l'attaque de l'ennemi. Cinq fois les Ottomans s'élancèrent à l'assaut des redoutes, cinq fois ils furent écrasés sous un feu terrible et durent se replier après des pertes énormes. L'armée, découragée par ce revers, demandait à grands cris la retraite ; de leur côté les Polonais, qui venaient de perdre leur chef et qui commençaient à manquer de vivres, firent des propositions d'accommodement ; après une courte négociation, la paix fut signée (6 octobre 1626).

L'indiscipline des janissaires avait, en grande partie, forcé le sultan à cesser la guerre ; il songea à détruire ce corps insubordonné et ordonna des levées en Asie. Une révolte éclata aussitôt : les janissaires forcent le sérail, enlèvent du harem l'imbécile Mustapha et le proclament padischah.

Arrêté dans sa fuite, l'infortuné Osman est conduit à la caserne des janissaires et abreuvé d'outrages pendant tout le trajet. En vain il essaya d'attendrir ses bourreaux : « Que voulez-vous faire de votre padischah ? disait-il aux « janissaires, vous causerez la ruine de l'empire et la vôtre. « Pardonnez-moi, si je vous ai offensé sans le savoir. Hier « j'étais padischah, aujourd'hui je suis nu ! Que je vous « serve d'exemple ; vous aussi vous éprouverez les vicissitu- « des de ce monde ! » Supplications inutiles ! Daoud-Pacha, nommé grand-vézir par les chefs de la révolte, donna l'ordre d'assassiner le malheureux prince. Osman terrassa le

djebedji-bachi, et, ouvrant la fenêtre, s'adressa aux troupes rassemblées sur la place :

« Mes agas des sipahis, et vous les plus anciens des ja-« nissaires, mes pères, par imprudence de jeune homme, « j'ai prêté l'oreille à de mauvais conseils ; pourquoi m'hu-« milier ainsi ? Ne voulez-vous donc plus de moi ? » — Nous ne voulons ni de toi ni de ton sang ! » répondirent les soldats. Le prince dépossédé fut conduit alors aux Sept-Tours où Daoud-Pacha, son kjahya Omer-Pacha, le lieutenant de police Kalender-Oghni et le djebedji-bachi ne craignirent pas de troquer leurs hautes fonctions contre la charge infamante de bourreaux. Une lutte terrible s'engagea alors entre le souverain et les quatre assassins ; Osman, dans toute la vigueur de l'âge, et dont le désespoir doublait la force, résista longtemps : il fallut le frapper par derrière pour l'abattre.

Ce fut le premier régicide dont se souilla la nation ottomane (20 mai 1622).

Mustapha Ier (1622). Murad IV (1623). Anarchie et désorganisation.

Mustapha était à peine remonté sur le trône que les soldats regrettaient son neveu. Deux jours après l'avènement du nouveau sultan, les sipahis entourèrent Daoud-Pacha, lui criant : « Pourquoi as-tu tué sultan Osman que nous t'avions confié ?

— Je l'ai tué, répondit le grand-vézir, sur les ordres du maître du monde, sultan Mustapha. »

Vingt jours plus tard, Daoud-Pacha était destitué sur les injonctions des troupes. Jouet de la soldatesque, Mustapha, dont la démence avait atteint les dernières limites, n'était qu'un fantôme d'empereur, obéissant aux moindres caprices de la foule. Pendant les quinze mois que dura son règne, les troupes firent et défirent successivement six grands-vézirs, dont plusieurs achetèrent cette dignité à prix d'argent. Pendant que les sipahis et les janissaires

terrorisaient la capitale et mettaient les dignités et les charges les plus importantes à l'encan, les provinces se soulevaient. Le pacha de Tripoli de Syrie avait chassé les janissaires de son gouvernement et s'était déclaré indépendant. Le gouverneur d'Erzeroum, Abaza-Pacha, avait pris les armes et s'annonçait comme le vengeur d'Osman; ralliant les anciens débris des troupes de Djan-Poulad et de Kalender-Oglou, il marcha sur Angora et Sivas, confisquant les propriétés des janissaires et livrant aux plus cruels supplices tous ceux qui tombaient entre ses mains. Le gouverneur de Sivas et le sandjak-bey de Kara-Schehir firent cause commune avec lui; Brousse se rendit après trois mois de siège; seule, la citadelle résista.

L'anarchie allait toujours croissant à Constantinople: les ulémas essayèrent une contre-révolution, pour abattre les troupes; mais ils furent écrasés par les janissaires. Enfin, repus de pillages, rassasiés de crimes, las de désordres, les soldats nommèrent un grand-vézir, Remankech-Ali-Pacha, qui proposa de déposer Mustapha et de lui donner, pour successeur, Murad, frère cadet d'Osman. Les janissaires applaudirent et Murad IV fut proclamé.

Murad n'avait que douze ans; sa jeunesse semblait assurer l'impunité aux usurpations et aux insolences de la soldatesque: en effet, durant les dix premières années de son règne, les sipahis et les janissaires opprimèrent l'empire, sous son nom. Pendant ce temps, la Perse étendait ses conquêtes.

Le soubachi (lieutenant de police) de Bagdad, Bekir-Agha, avait supplanté, battu et tué le beylerbey, et s'était arrogé cette dignité. Vaincu par Hafiz-Pacha et assiégé dans Bagdad, Bekir appela à son aide Schah-Abbas, offrant de lui livrer la ville. Le shah de Perse saisit avec empressement cette occasion et envoya Sefi-Kouli-Khan pour recevoir les clefs de la ville. Bekir traitait en même temps avec le général ottoman, qui, pour empêcher Bagdad de tomber aux mains des Persans, confirma le rebelle dans le gouvernement qu'il avait usurpé. Bientôt Schah-Abbas parut devant la ville; après trois mois de siège, elle

succomba, grâce à la trahison du fils de Bekir, qui livra son père, à condition d'avoir le gouvernement de Bagdad. Les sunnites furent livrés à d'effroyables tortures. Nouri-Effendi, juge de Bagdad, Omer-Effendi, prédicateur de la grande mosquée, furent pendus ; Békir-Pacha, torturé pendant sept jours, fut abandonné sur le fleuve, dans une barque enduite de goudron enflammé; son fils, qui, le verre en main, avait assisté à l'agonie de son père, fut décapité par ordre du vainqueur indigné de sa conduite dénaturée (novembre 1623).

Le grand-vézir voulut cacher au jeune prince la perte de Bagdad ; les intrigues du mufti Ess-ad-Effendi et du Kyslar-Aga causèrent sa chute en le faisant passer pour traître : Kemankech-Ali-Pacha fut décapité et sa place donnée au Tcherkess Muhammed qui reçut en même temps le commandement de l'armée d'opération contre Abaza. Ce chef rebelle poursuivait sur les Janissaires la vengeance du meurtre d'Osman : les officiers avaient été pendus à Sivas, les épaules percées de mèches allumées; les soldats massacrés par les seymens et les lewends. Battu à Kaisarieh par Hafiz-Pacha, à la suite de la défection des Turcomans, Abaza se retira dans Erzeroum (26 mai 1624).

Dans l'impossibilité de l'y forcer, Hafiz-pacha le confirma dans son gouvernement sous la seule condition qu'il laisserait un corps de Janissaires tenir garnison dans la place.

Nommé grand-vézir, à la mort de Muhamed, en récompense de ses succès (1634), Hafiz-Pacha se dirigea sur Bagdad et investit la place au commencement de l'automne (1626). La résistance opiniâtre des assiégés rebuta les Ottomans et une sédition des Janissaires força le grand-vézir à lever le siège et à se replier sur Mossoul. De Mossoul à Diarbékir ce fut une lutte incessante de toutes les heures, de toutes les minutes, et l'armée ottomane, décimée par les combats et la misère, ne dut son salut qu'à l'énergie, au courage et aux talents de son chef. Une seconde révolte des Janissaires amena la destitution d'Hafiz-

Pacha; le sceau de l'empire fut donné à Khalil-pacha. Le premier acte du nouveau grand-vézir fut d'ordonner à Abaza-Pacha de venir le rejoindre à son camp; mais ce dernier, ayant intercepté la correspondance du ministre, apprit que sa tête était menacée : sans hésiter il attaqua les Janissaires, pris à l'improviste, les masacra entièrement et leva de nouveau l'étendard de la révolte. Husséïn-Pacha est battu et tué dans les défilés d'Erzeroum, et Khalil-Pacha, après avoir inutilement assiégé Erzeroum pendant deux mois, est forcé de lever le siège (novembre 1627). Son successeur, Khosrew-Pacha, fut plus heureux et reçut la soumission du fameux rebelle à qui le sultan donna le gouvernement de Bosnie (1628.)

Pendant que la guerre civile désolait l'empire, les insurrections militaires se multipliaient à Constantinople et chaque fois il fallait jeter en pâture, aux mutins, la tête de quelques-uns des serviteurs les plus dévoués de la couronne. La mort de Schah-Abbas, le plus grand prince de la dynastie persane des Sefis, ainsi que la jeunesse et l'inexpérience de son successeur, San-Mirza, semblaient promettre de faciles triomphes aux Osmanlys. Khosrew-Pacha, prit la direction des opérations, et, malgré l'inondation de la Mésopotamie causée par le débordement du Tigre et de l'Euphrate, malgré les murmures de ses troupes, malgré des fatigues sans nombre, il arrivait le 16 juin 1630 devant Ecbatane (actuellement Hamàdan). Trois victoires successives ouvrirent le chemin de Bagdad et les travaux d'approche commencèrent au mois de Septembre 1630.

Le gouverneur, Sefi-Kouli-Khan, opposa la résistance la plus acharnée; l'insuccès d'un assaut général décida le grand-vézir à battre en retraite sur Mossoul (14 novembre 1630. L'année suivante, il voulait renouveler sa tentative, mais une révolte de ses troupes le contraignit à demeurer dans l'inaction et à prendre ses quartiers d'hiver à Alep.

Cependant l'ex-grand-vésir Hafiz-Pacha, que le sultan n'avait sacrifié qu'avec peine, était replacé par la faveur du souverain dans le poste dont il était digne par ses talents.

Lorsque l'armée connut la déposition de Khosrew-Pacha, elle s'insurgea, poussée en dessous main par le ministre destitué, et demanda impérieusement le rétablissement de son général dans la première charge de l'empire. Espérant apaiser les soldats, le sultan leur permit de rentrer dans leurs foyers; mais cette mesure ne fit que rendre la rébellion plus forte et plus audacieuse. Les troupes arrivèrent à Constantinople le 6 février 1632 où leur venue fut le signal d'une formidable insurrection. Le sérail fut envahi par une foule tumultueuse qui réclamait à grands cris la tête de Hafiz-Pacha; les scènes déplorables de la déposition d'Osman allaient se renouveler; le sultan fit alors ouvrir la porte des appartements intérieurs et, ayant fait approcher deux Janissaires et deux Sipahis, il s'efforça de les dissuader de leurs projets criminels. Tout fut inutile : Hafiz-Pacha, se sacrifiant pour le salut de son maître, se livra lui-même à ses bourreaux. Le noble vieillard succomba sous le poignard des assassins, mais non sans avoir chèrement vendu sa vie. Le grand-seigneur, oppressé de douleur et de rage, se retira s'écriant : « Infâmes assassins qui ne craignez ni Allah! ni son prophète, si le ciel le permet, vous éprouverez un jour une « terrible vengeance » (6 février 1632).

Khosrew-Pacha fut la première victime dévouée aux mânes d'Hafiz : un firman du sultan le condamna à être étranglé. Un mois après, une nouvelle révolte, fomentée par Redjeb-Pacha, coûta la vie à l'âga des Janissaires, au defterdar et à un autre favori du sultan; les rebelles avaient même proclamé la déchéance de Murad. C'est alors que dans l'imminence du danger éclata l'énergie du jeune prince : Redjeb-Pacha fut exécuté par son ordre, et sous ses yeux; son cadavre jeté par les eunuques blancs aux factieux. Privée de son chef, l'émeute se dispersa (18 mai 1632).

Murad IV reconstitue l'empire (1632-1640). Son caractère.

A partir de ce moment commence le véritable règne de Murad IV. « Mon padischah, » avait dit au sultan le Kazi-Asker d'Anatolie, « le seul remède contre les abus, c'est « le sabre. » Il se souvint de ce conseil et le mit en pratique. Les Janissaires et les Sipahis prêtèrent serment de fidélité ; la survivance des Sipahis aux places d'administrateurs, d'inspecteurs, de collecteurs et de scribes, fut supprimée ; Ahmed-Agha, général des Seymens et des Sipahis, ayant refusé de livrer les fauteurs de la dernière révolte, fut décapité sur-le-champ avec quatre des principaux chef présumés. Ces mesures énergiques portèrent leurs fruits : la rébellion courba la tête ; elle était domptée. Le sultan ne cessa de frapper tous ceux qu'il soupçonnait d'avoir pris part aux révoltes, et bientôt la terreur régna parmi les milices. Sa sévère et impitoyable justice n'épargnait personne : le kadi de Nicomédie fut pendu à cause du mauvais état des routes des environs de Nicée. Le mufti voulut intervenir et représenter au sultan combien il était impolitique de s'attirer la haine des ulémas; il paya de sa tête ses représentations audacieuses (1633).

Dans les provinces, la même énergie et la même sévérité montrèrent aux rebelles que le moment du désordre était passé.

Depuis trente ans, les Druses du Liban sous l'Émir Fakhr-Uddin-Ben-Mâan s'étaient rendus indépendants. Soupçonné de professer en secret le christianisme, ayant adopté ouvertement les coutumes européennes, le prince Druse avait conclu des traités avec plusieurs puissances européennes, il avait même fait un voyage à Florence dans le but de resserrer personnellement ses alliances politiques. Le gouverneur de Damas reçut l'ordre de soumettre le Liban. La lutte fut d'abord favorable aux Druses, mais bientôt Fakhr-Uddin, battu à Safed, dut demander un asile aux cavernes de Chouf dans le Liban. Fait prison-

nier, il fut conduit avec ses deux fils à Constantinople, où le sultan le reçut assez bien. Mais quelques mois plus tard, à la nouvelle que Melhem, son petit-fils, avait mis en déroute l'armée du pacha de Damas et pillé Tyr, Beyrouth et Saint-Jean-d'Acre, le prince Druse fut décapité et son fils aîné étranglé (1635).

La postérité de Fakhr-Uddin continua de régner au Liban pendant un siècle encore. Ce ne fut qu'après la mort du dernier descendant du célèbre émir que le sceptre du Liban passa dans la famille de Cheab, originaire de La Mecque, dont le représentant le plus illustre a été l'émir Beschir.

La fin de l'anarchie militaire ramena la victoire sous les drapeaux ottomans. Murad se mit lui-même à la tête de l'armée et dirigea en personne la guerre contre la Perse. De Scutari à Érivan sa marche fut marquée par une suite non interrompue de supplices qui semèrent partout l'épouvante. Après huit jours de tranchée, Érivan ouvrit ses portes : le gouverneur Émirgoun-Khan avait vendu la forteresse confiée à son honneur (août 1635). Après la conquête d'Érivan, Murad envoya à Constantinople deux tchaouchs avec la mission ostensible de faire illuminer la ville, mais avec l'ordre secret de mettre à mort ses deux frères Bayezid[1] et Suleyman. Poursuivant sa marche victorieuse, l'armée turque passa l'Araxe, enleva Tebriz, qui fut livré aux flammes (septembre 1635). Le sultan retourna alors à Constantinople se reposer des fatigues de la campagne ; aussitôt les Persans reprennent l'offensive : Érivan capitule et Rustem-Khan écrase les Osmanlys dans la plaine de Mihreban (1636). Pour réparer ces échecs et frapper un coup décisif, Murad résolut d'attaquer Bagdad ; le 15 novembre 1638, le siège commença. Revêtu d'un costume de simple soldat, travaillant à la tranchée, le sultan excita le plus grand enthousiasme parmi ses troupes. Les travaux furent vigoureusement poussés et le 24 décembre la brèche était praticable. Le grand-vézir, Taïar-Muhammed-Pacha,

[1] C'est cet événement qui a fourni à Racine le sujet de sa tragédie de Bajazet.

eut la tête traversée d'une balle, en montant le premier à l'assaut ; le Kapoudan-Pacha le remplaça dans le commandement : après une lutte acharnée de quarante-huit heures, la ville fut emportée. Bagdad fut de nouveau réuni à l'empire ottoman pour n'en être plus séparé. Le 19 septembre 1639, la paix fut signée entre les deux belligérants : la Perse céda Bagdad et recouvra Érivan. Cette guerre rapporta beaucoup de gloire au sultan, mais peu de profit à l'empire.

« Les frontières de Perse sont, pour le grand-seigneur, « ce qu'est la Flandre au roi d'Espagne, ou l'île de Candie « aux Vénitiens. La dépense y est énorme et les revenus « sont peu de chose ; et il est arrivé au Turcs, dans cette « circonstance, ce qu'ils n'avaient jamais éprouvé dans « aucune autre conquête, l'impossibilité d'établir des tima- « riots et des vassaux dont ils pussent tirer des troupes « pour garder le pays et une milice pour recruter les armées « impériales[1]. »

Murad était dans toute la vigueur de l'âge et son règne promettait d'être aussi glorieux que celui de Suleyman quand la Parque trancha le fil de ses jours. Depuis la dernière campagne, il souffrait d'une sciatique ; sur l'ordre des médecins, il avait dû renoncer aux plaisirs de la table. Dès qu'il se crut hors de danger, il célébra son rétablissement par une orgie nocturne : « Après avoir été séparé « pendant quelque temps de la fille de la vigne, » dit un historien turc, « après avoir renoncé pendant plusieurs « mois à se mirer dans le cristal de la coupe du matin qui, « depuis tant d'années, avait brillé sur la couche du plaisir ; « au premier jour du baïram, le maître du monde consentit « à voir étinceler de nouveau cette liqueur matinale dans « la coupe enchanteresse et il recommença à baiser les « lèvres de rubis du cristal où écumait la boisson rosée[2]. »

[1] *Relation vénitienne* citée par Ranke.

[2] Voici à la suite de quelle aventure Murad s'adonna à la boisson. Il avait proscrit le vin, sous les peines les plus sévères ; dans une de ses courses nocturnes, il rencontra un ivrogne qui lui ordonna de lui céder

Les suites de cette débauche ne furent pas longues à se faire sentir : les jours du sultan étaient comptés ; jusqu'à la mort, son énergie et sa férocité ne se démentirent pas ; il menaça les médecins du dernier supplice, s'ils ne le guérissaient pas, et, déjà à l'agonie, il ordonna le supplice de son frère Ibrahim. La sultane Validé empêcha l'exécution, tout en annonçant au terrible moribond que ses ordres étaient exécutés. Enfin, le 9 février 1640, Murad expira à l'âge de vingt-neuf ans.

Murad avait rendu à l'empire ottoman sa force et son premier éclat ; il avait supprimé un grand nombre d'abus, accru les revenus de l'État et régénéré l'armée. Son extrême sévérité dompta les milices rebelles et sauva l'empire ; elle retint les grands dans le devoir et empêcha leurs exactions et leurs déprédations ; mais cette sévérité ne fut plus bientôt que la frénésie du sang.

Lorsqu'il sortait, pendant le jour, les Janissaires écartaient le peuple à coups de pierres et de bâtons ; dans la nuit, il quittait parfois son palais et courant dans les rues, le cimeterre au poing, il tuait tout ce qu'il rencontrait. Le meurtre pour cet homme n'était pas un moyen, mais un plaisir : la vue du sang lui procurait la même ivresse que l'absorption du vin : sa soif du sang n'avait d'égale que celle de l'or. « Alors chacun chercha à paraître pauvre. On « évita d'avoir en sa possession des meubles d'or et d'ar- « gent, de porter des vêtements précieux ; on cacha son

le pas. Etonné de cette audace, le sultan se nomma : « Et moi, » répliqua hardiment l'ivrogne, « je suis Bikri-Mustapha et je t'achète Constan- « tinople, si tu veux la vendre. — Où trouveras-tu assez d'or pour la « payer ? répondit Murad. — Ne t'inquiète pas de cela, je ferai plus « encore, j'achèterai aussi le *fils de l'esclave.* » Bikri fut conduit au sérail et, lorsqu'il eut cuvé son vin, comparut devant le sultan qui lui rappela sa promesse. Tirant alors un flacon de vin de sa poche : « O padischah ! s'écria-t-il, voilà le trésor qui fait du mendiant un con- « quérant et du dernier fakir un Alexandre à deux cornes. » Murad se laissa aller à expérimenter cette liqueur merveilleuse ; il prit bientôt tant de goût au vin qu'il s'enivra presque tous les jours. Bikri, nommé conseiller privé, devint le compagnon d'orgie et de débauches de son maître.

« argent; on craignit d'exciter les deux passions du grand-
« seigneur, celle de l'or et du sang. Il gouverna ainsi son
« empire : il remplit sans doute ses trésors ; il mit sa vie
« en sûreté et mourut tranquillement dans son lit ; mais
« la terreur qui lui avait procuré cette sécurité paralysa
« en même temps les forces de l'empire : le glaive qui lui
« procura les richesses le priva des hommes qui avaient
« été la terreur de la chrétienté [1]. » Du reste le mot suivant donne une idée suffisante du caractère de ce prince implacable : « la vengeance ne vieillit pas, quoiqu'elle
« puisse blanchir. »

Ibrahim Ier · expédition de Candie.

Murad ne laissait pas d'enfant, son frère Ibrahim, le dernier rejeton de la race d'Osman, monta sur le trône. A l'exemple de son frère, il ménagea l'Autriche et enjoignit même au prince de Transylvanie, Rakoczy, de cesser les hostilités contre l'empereur et de rompre l'alliance qu'il avait conclue avec Torstenson.

Vers la fin du règne de Murad, les cosaques s'étaient emparés d'Azof ; un des premiers soins d'Ibrahim Ier fut d'envoyer une armée reconquérir cette place forte : écrasés sous le nombre, les Cosaques évacuèrent la ville après l'avoir incendiée. Les Ottomans durent la rebâtir entièrement (1642).

Les suites d'une intrigue de sérail attirèrent les armes ottomanes sur la république de Venise. Le Kyslar-Aga, Sambulla, avait dans son harem une jeune et belle esclave ; elle devint enceinte et fut choisie pour être la nourrice du prince Muhammed, fils d'Ibrahim. Le sultan épris de l'esclave en vint à préférer l'enfant de cette femme à son fils légitime ; à la suite d'une scène orageuse, occasionnée par la jalousie de la sultane Khasseki, dans laquelle Ibra-

[1] *Relation italienne* citée par Ranke.

him, emporté par la colère, faillit tuer son fils, le Kyslar-Aga, craignant la vengeance de la sultane, quitta Constantinople sous prétexte de faire le pèlerinage de La Mecque, emmenant avec lui l'esclave et l'enfant. L'escadre de Sambulla, attaquée par les chevaliers de Malte, fut dispersée. Le Kyslar-Aga périt les armes à la main et le vaisseau qu'il montait tomba au pouvoir du vainqueur. Croyant s'être emparé de l'héritier présomptif du trône, les chevaliers traitèrent l'enfant avec les plus grands égards : lorsqu'ils reconnurent leur erreur, ils le firent élever dans la religion chrétienne et le vouèrent à la carrière monacale. *Padre Ottomano* fut toujours considéré en Europe comme un fils de sultan. Après leur victoire, les chevaliers de Malte relâchèrent avec leurs prises, à Candie, où le commandant Vénitien eût l'imprudence de les recevoir. A cette nouvelle, Ibrahim, transporté de rage, ne se connut plus : ordre fut donné de procéder à l'extermination de tous les chrétiens de l'empire.

L'opposition courageuse du mufti empêcha l'exécution de cet ordre ; le sultan voulut alors faire égorger tous les Européens établis dans ses États, puis, sur les représentations de ses ministres, seulement les prêtres catholiques. Ce fut avec la plus grande peine que les conseillers du souverain firent révoquer ces mesures. Les ambassadeurs chrétiens furent emprisonnés dans leurs maisons et le sultan leur déclara qu'il les rendait responsables de l'outrage qu'il avait reçu. Les ambassadeurs de Venise, d'Angleterre, de Hollande, représentèrent au sultan que l'ordre de Malte ne comprenait dans ses rangs aucun de leurs compatriotes et ne se composait, pour ainsi-dire, que de Français.

Au moment où la fureur d'Ibrahim allait se tourner contre la France, le grand-vézir suggéra à son maître la pensée de conquérir Candie, la dernière possession grecque des Vénitiens.

Le 24 juin 1645, une flotte de trois cent quarante-huit voiles débarquait cinquante mille hommes devant la Canée, sans déclaration de guerre.

La ville fut prise presque sans coup férir [1]. La flotte vénitienne, arrivée trop tard pour sauver la Canée, se vengea en incendiant Patras, Coron, Modon, d'où elle enleva cinq mille captifs. Ces ravages faillirent de nouveau amener un massacre général des chrétiens de l'empire, qui durent encore une fois leur salut à l'énergie et au courage du mufti Abou-Saïd, dont le sultan n'osa braver l'anathème.

Malgré la mésintelligence qui régnait entre les généraux ottomans, Kissano, Apricorno et Rethymo, tombèrent en leur pouvoir (1646.)

Les Turcs attaquèrent alors Candie, la capitale de l'île, mais ils échouèrent (1647.)

Déposition d'Ibrahim (1648). Mohammed IV : séditions militaires.

A son goût pour la débauche Ibrahim joignait celui d'une prodigalité insensée : les sultanes favorites dévoraient les revenus de l'État ; elles disposaient à leur gré de toutes les charges. Au moindre obstacle opposé à ses caprices, même les plus futiles, le sultan entrait en frénésie : les ordres les plus sanguinaires se succédaient alors sans interruption et les têtes tombaient sans discontinuer. Ce luxe effréné, ces caprices ruineux ou tyranniques excitèrent un mécontentement universel ; l'esprit de révolte, comprimé sous le règne précédent, se réveilla d'autant plus terrible que le pouvoir était plus avili. Un dernier acte de barbarie combla la mesure et fit déborder l'indignation populaire.

Le sultan célébrait les noces du fils du grand-vézir avec une de ses filles ; il résolut de profiter de cette circonstance pour se défaire des principaux officiers des Janissaires (6 août 1648).

[1] Youssouf-Pacha, qui commandait l'armée turque, périt, par ordre du sultan, pour avoir osé contredire son maître et lui avoir répondu que Sa Hautesse n'entendait rien aux opérations maritimes.

Prévenus à temps, ceux-ci se sont réfugiés dans la mosquée Orta-Djami et appellent aux armes les Janissaires et les Sipahis. Les Ulémas se réunissent aux révoltés : la déposition d'Ibrahim est résolue, et son fils Muhammed IV proclamé sultan (8 août).

Dix jours s'étaient à peine écoulés depuis cette révolution, que les Sipahis murmurèrent d'être gouvernés par un enfant et demandèrent que son père remontât sur le trône. Ce fut l'arrêt de mort du souverain dépossédé : le mufti et les autres dignitaires qui avaient renversé Ibrahim résolurent de se débarrasser de cette épée de Damoclès suspendue sur leurs têtes : ils se rendirent au sérail avec le bourreau Kara-Ali (18 août 1648). A leur aspect, Ibrahim se leva avec effroi et s'écria : « N'y aura-t-il « parmi ceux qui ont mangé mon pain personne qui ait « pitié de moi et me vienne en aide?... Grâce ! grâce ! Ab- « durrahim, ajouta-t-il se tournant vers le mufti, Yous- « souf-Pacha m'avait conseillé de te faire périr. Je t'ai « épargné et tu veux me tuer ! Lis l'Écriture sainte, le « Koran, la parole de Dieu, et tu verras qu'elle con- « damne les cruels et les injustes. »

Ces supplications furent interrompues par les bourreaux qui jetèrent le cordon autour du cou du malheureux prince et l'étranglèrent. Le petit Mohammed IV, âgé de sept ans, n'avait plus à craindre de compétiteur. L'anarchie, que la main de fer de Murad avait étouffée, régna de nouveau. Les Janissaires réprimèrent une insurrection des Icht-Oghlans et des Sipahis, mais ils firent payer, chèrement, au jeune sultan, leur insolente protection. Leur insubordination força le sérasker, Husséin-Pacha, à lever le siège de Candie, et leur désertion devant l'ennemi causa la défaite de la flotte ottomane près de l'ancienne Phocée (1649). Le grand-vézir, Soufi-Muhammed, porta la peine de leur lâcheté ; il fut destitué, remplacé par l'aga des Janissaires, puis étranglé.

En même temps l'Asie-Mineure était en proie à la guerre civile : Katirdji-Oglou avait ressuscité la révolte. Le gouverneur de l'Anatolie, Ahmed-Pacha, fut battu et

tué par les rebelles qui marchèrent sur Constantinople. Le grand-vézir, Kara-Murad, essaya en vain de les arrêter : il éprouva une défaite complète sous les murs de Nicée. Mais la discorde se mit entre les deux principaux chefs des rebelles Katirdji-Oglou et Gurdj'i-Nebi. Ce dernier se sépara de Katirdji et opéra pour son propre compte : il fut écrasé par Ishak, bey de Kyr-Chéri, qui envoya au sultan la tête du chef insurgé.

Katirdji-Oglou plus heureux força le Divan à lui accorder une amnistie (1649) et se fit donner le gouvernement de la Karamanie.

En 1651, les Janissaires révoltés obtinrent la déposition et l'exil du mufti Behaïï, coupable aux yeux des fervents sunnites d'avoir autorisé l'usage du tabac et du café; les corps de métiers, insurgés, font destituer le grand-vézir. Une nouvelle sédition des Janissaires, fomentée par l'aïeule de Mohammed IV, Keucem-Validé, qui espérait, par ce moyen, ruiner l'influence de la jeune Sultane-Validé, échoua : la vieille princesse fut tuée par les partisans de sa rivale.

De 1651 à 1666 les grands-vézirs se succèdent les uns aux autres avec une rapidité inouïe, élevés par des intrigues de harem, renversés par les caprices de la soldatesque. En 1656, les Janissaires et les Sipahis, irrités des retards apportés au payement de la solde, se soulèvent et exigent impérieusement la mort des membres du Divan. Les *seigneurs de l'hippodrome* affichent leur liste de proscription, le sultan est forcé d'obéir. Heureusement pour l'empire ottoman, l'Autriche, épuisée par la guerre de trente ans, ne songeait point à reconquérir la Hongrie; il n'avait à lutter que contre les Vénitiens. Cependant la guerre était loin de prendre une tournure favorable aux Osmanlys ; l'amiral Mocenigo détruisait la flotte turque, devant le détroit des Dardanelles, s'emparant de Ténédos, de Samothrace, de Lemnos, bloquait l'Hellespont et affamait Constantinople. Telle était la situation quand Kupruli-Mohammed-Pacha reçut le sceau de l'empire.

Kupruli-Mohammed grand-vézir (1656) : relations de la Porte avec la France.

Le nouveau ministre ne consentit à prendre la direction des affaires qu'à la condition expresse de gouverner sans contrôle : la Sultane-Validé le lui promit formellement.

Le premier acte du grand-vézir fut un acte de justice et d'humanité ; il fit révoquer l'arrêt de mort porté contre son prédécesseur et lui assigna le revenu du gouvernement de Kanischa. Sous cette administration énergique, l'ordre et la discipline se rétablirent : une émeute de soldats fut comprimée par les supplices; quatre mille cadavres furent jetés à la mer. L'armée comprit que le temps de l'obéissance passive était venu. En même temps le patriarche grec, convaincu de trahison, était pendu : Kupruli était décidé à n'épargner aucun coupable, si haut placé qu'il fût. Les opérations militaires contre les Vénitiens furent reprises avec vigueur. Les Ottomans perdirent une bataille navale aux Dardanelles, mais cette victoire coûta la vie au meilleur général de Venise, le brave Mocenigo (1657). Six semaines après (31 août), Kupruli reprenait Ténédos et Lemnos. Sur ces entrefaites, des ambassadeurs de Charles-Gustave, roi de Suède, vinrent proposer à la Porte une alliance offensive et défensive contre la Pologne. Kupruli refusa et fit emprisonner aux Sept-Tours les envoyés du prince de Transylvanie, Rakoczy, qui s'était ligué avec les Suédois et les Cosaques contre la Pologne. Rakoczy, malgré l'aide des voïvodes de Moldavie et de Valachie, fut battu par les Polonais; la Porte le destitua, ainsi que le voïvode de Valachie, Constantin Ier, qui alla mourir en Pologne. Le fils d'un serrurier, le Grec Mihne, le remplaça.

« Ainsi s'éteignit la famille des Bassaraba qui a donné « à la Valachie, outre plusieurs princes d'un talent secon- « daire, quatre grands voïvodes : Marcea le Grand, l'insti- « tuteur de l'armée; Rodolphe le Grand, le réformateur « du clergé; Michel le Brave, le héros et le conqué-

« rant ; Mathieu Ier, le législateur de la Valachie [1]. »

Rakoczy répondit à l'iradé qui le destituait en prenant les armes et remporta une victoire à Lippa (1658). Battu par Kupruli, il sollicita le prince de Valachie de s'unir à lui. Mihne était tout disposé à le seconder, mais il fut dénoncé aux Turcs par les boyards. Pour prouver sa fidélité il fut contraint de suivre le grand-vézir en Transylvanie. Rakoczy, écrasé sous le nombre, fut remplacé par Achatius Barcsay sous la condition de payer un tribut de quarante mille ducats. Cependant Mihne, dont les projets secrets avaient été dévoilés aux Ottomans, se sentant perdu, jeta le masque et commença ouvertement les hostilités. Après un massacre de boyards dévoués à la Porte, il s'empara de Tergowitz, de Giurgevo et de Braïla : tous les musulmans furent égorgés et leurs biens confisqués. Appelant à lui Rakoczy, il marcha contre Ghika, voïvode de Moldavie, et le battit près de Yassy ; mais là s'arrêtèrent ses succès. Kupruli envahit la Valachie pendant que les Tartares entraient en Moldavie. Rakoczy et Mihne perdirent une sanglante bataille, sur les bords du Boghni, et Ghika devint voïvode de Valachie (1659).

« Les Valaques s'étaient accoutumés à recevoir sans
« murmures les princes que le premier batelier turc monté
« au rang de grand-vézir se plaisait à leur envoyer. Ils
« baisaient le joug qui les opprimait... La nation était
« tombée en décadence : elle avait perdu sa nationalité et
« par conséquent son indépendance [2]!

Cependant les incursions des Tartares sur le territoire autrichien avaient amené des représailles de la part du comte de Souches ; le pacha de Bude attaqua Gross-Wardein dont il s'empara par trahison (1660).

La guerre continuait avec Venise, elle commençait avec l'Autriche, peu s'en fallut qu'elle n'éclatât encore avec la France.

L'alliance conclue entre la Turquie et la France, sous

[1] Kogolnitcheano, *Histoire de la Moldavie et de la Valachie*.
[2] Idem.

le règne de Suleyman, n'avait cessé d'être en vigueur; sous Mohammed III et Ahmed, l'influence française devint même prédominante au divan, grâce aux talents et aux lumières de l'ambassadeur Savary de Brèves. En 1604, à sa demande, les capitulations avaient été renouvelées.

A l'exception des Anglais et des Vénitiens, toutes les nations, pour trafiquer en Turquie, sont obligées d'emprunter la bannière et la protection de la France (Art. 2, 4, 5).

Les monnaies françaises sont admises à circuler librement dans l'empire (Art. 7).

Les Français naviguant sur des vaisseaux ennemis de la Porte ne peuvent être faits prisonniers (Art. 8 et 9); ils sont exempts de tout impôt, dans toute l'étendue des possessions du grand-seigneur (Art. 13, 14, 15, 16).

Les corsaires de Barbarie ont défense expresse de faire la course contre les bâtiments français, sous menace aux vice-rois d'être destitués, sur la simple plainte de la France... De plus le sultan s'engage à laisser le gouvernement français libre de tirer telle vengeance qu'il lui plaira, si les barbaresques continuent leurs pirateries (Art. 17.)

Le privilège exclusif de la pêche du corail sur la côte de la Barbarie est concédé aux Français (Art. 18).

Les articles 19, 20, 21, 22, 23 et 24, confirment le droit absolu de justice des ambassadeurs et consuls français sur leurs nationaux. Le crédit de Savary de Brèves devint tel qu'un historien turc s'écrie : « Peu s'en fallut que dans « la maison de l'Islam un véritable enthousiasme se fût « déclaré pour la France, par les intrigues de son maudit « ambassadeur [1] ».

Sous les successeurs de Savary de Brèves, les relations changèrent peu à peu de caractère et devinrent moins cordiales; à des insultes de la part des Turcs répondirent des hostilités non déguisées de la part de la France; enfin les choses en arrivèrent au point de faire craindre

[1] Selaniki.

une rupture déclarée et la guerre ouverte. Sous Murad IV, l'influence française déclina sensiblement : Venise partagea avec la France le protectorat des églises de Galata, et l'Angleterre et la Hollande obtinrent du sultan l'expulsion des jésuites de Constantinople (1628). Les extravagances de l'ambassadeur Henri de Gournay, comte de Marcheville [1], n'étaient pas faites pour regagner le terrain perdu : les églises de Galata furent fermées, les Francs désarmés, et des taxes arbitraires imposées sur les marchandises européennes.

Enfin les Grecs, mettant à profit les mauvaises dispositions de la Porte, usurpèrent la garde des Lieux saints, attribuée de temps immémorial aux franciscains, sous la protection de la France. Leur or fit trouver leurs raisons excellentes.

« Cette usurpation (1634) des Grecs porta une grave
« atteinte à l'influence française en Orient.... Ces églises,
« ces sanctuaires, ces lieux consacrés par la vie et la mort
« du Christ, n'étaient pas protégés par les rois de France
« uniquement par zèle religieux, mais par considération
« politique ; à mesure que l'un d'eux était enlevé à leur
« garde, le nom français perdait quelque chose de son
« éclat en Orient, et le jour où le drapeau de la France
« cessera de flotter au sommet du dernier dôme catholique,
« l'influence française aura disparu dans le Levant [2]. »

Malgré les ordres de la Porte, les barbaresques devenus presque indépendants continuaient à infester la Méditerranée et à dévaster les côtes de Provence. Richelieu, absorbé dans sa lutte contre la maison d'Autriche, ne put donner au commerce français la protection qu'il réclamait. L'opinion publique s'indignait en France, au récit de ces ravages et de ces barbaries ; elle applaudissait aux expéditions projetées contre les Ottomans et demandait la guerre sainte.

[1] Il refusa de se découvrir devant le sultan, chargea l'épée au poing, dans la rue, les janissaires qui ne lui ouvraient point passage.

[2] Lavallée.

Le fameux père Joseph, l'éminence grise, rédigea un projet de croisade, qu'il envoya à toutes les cours de l'Europe; Savary de Brèves lui-même publia, en 1620, un écrit intitulé : *Discours abrégé des moyens assurés d'anéantir et ruiner la monarchie des princes ottomans.* La duplicité du gouvernement français poussa le vindicatif Kupruli à des violences qui furent sur le point d'amener un conflit, et qui, pendant trente ans, tinrent les deux pays en hostilité.

CHAPITRE XV

LES KUPRULI (1659-1702).

Affaire de M. de la Haye. Mort de Kupruli-Mohammed (1661). — Kupruli-Ahmed : bataille de Saint-Gothard. Paix de Vasvar (1664). Démêlés entre la Porte et la France : prise de Candie (1669); ambassade du marquis de Nointel. — Guerre de Pologne. Mort de Kupruli-Ahmed (1676). — Guerre de Hongrie : siège de Vienne. Ligue de la Sainte-Alliance. Dépositions de Mohammed IV. — Suleyman II (1687-1691) et Ahmed II (1691-1695) : administration de Kupruli-Mustapha (1688-1691). — Mustapha II (1695) : traité de Carlovitz (1699). Administration de Kupruli-Husséïn (1697-1702).

Affaire de M. de la Haye. Mort de Kupruli-Mohammed (1661).

Lors de l'élévation de Krupuli-Mohammed à la première dignité de l'empire, M. de la Haye, croyant que ce ministre durerait aussi peu que ses précédesseurs, ne se pressa point de lui offrir les présents d'usage. Ce ne fut que lorsqu'il vit le grand-vézir bien affermi que l'ambas-

sadeur répara son omission. Mais Kupruli avait été profondément blessé et jura de se venger.

« Le vézir ne fut pas longtemps à chercher l'occasion de « faire éclater son ressentiment. Il s'en présenta bientôt « une, telle qu'il la pouvait souhaiter, pour un si mauvais « dessein. C'était le temps de la guerre de Candie; la « France avait assisté secrètement les Vénitiens, et l'on « tient que M. de la Haye eut ordre d'avoir un commerce « secret avec les Vénitiens et de leur faire savoir les des- « seins des Turcs.

« Il arriva l'an 1659 qu'un Français qui se faisait appeler « Vertamont, qui avait un emploi assez honorable, en « Candie, dans les troupes vénitiennes, chargé d'un gros « paquet de lettres pour l'ambassadeur de France, se « présenta au Kaïmakan à Constantinople, lui dit qu'il « avait quitté le camp des chrétiens parce qu'il voulait « abjurer leur religion et embrasser le mahométisme; « qu'au reste, il avait un paquet de lettres de grande im- « portance à mettre entre les mains du grand-vézir.... Ce « perfide déserteur découvrit au grand-vézir le commerce « de l'ambassadeur et lui dit que le paquet de lettres « qu'il lui remettait le lui ferait connaître clairement.... « Monsieur de la Haye, qui avait su le dessein de Verta- « mont, et ce qu'il allait faire à la cour, ne douta point « que le paquet intercepté ne fît une grosse affaire.... Il « était au lit, travaillé de la pierre, tellement qu'il ne put « se rendre à Andrinople quand il en reçut l'ordre. Il fit « dire au Kaïmakan qu'il enverrait son fils à sa place. « Tout ce que le grand-vézir avait trouvé dans le paquet « du capitaine général des Vénitiens était écrit en chiffres; « on avait en vain appelé les renégats et les interprètes « qui étaient à la cour ottomane, aucun n'avait été capable « de rien déchiffrer. Cela irritait toujours de plus en « plus le grand-vézir. M. de la Haye, le fils, le trouva « dans cette méchante humeur, quand il arriva à Andri- « nople, et, lui ayant répondu avec un peu plus de « fermeté que la circonstance ne le requérait, Kuprulí, que « la passion emportait, le fit outrager en sa présence et le

« fit emprisonner en une tour, en disant : « qu'il ne fal-
« lait pas endurer dans le député d'un ambassadeur,
« quoique son fils, ce qu'il faudrait endurer dans l'ambas-
« sadeur même[1]. »

L'ambassadeur de France, surmontant la douleur de la maladie, se rendit aussitôt à Andrinople pour essayer d'obtenir la liberté de son fils.

« Un mois avant son départ, il avait fait un coup hardi,
« qui mérite qu'on le raconte. Peu avant la venue de Ver-
« tamont à Constantinople, il arriva un Français nommé
« Quiclet, avec sa femme et un autre Français nommé
« Paulet. Ce Quiclet était grand déchiffreur, homme de
« lettres, mais de peu de jugement. Il était gueux autant
« presque qu'on peut le dire. On dit qu'ayant appris la
« récompense que le grand-vézir promettait à qui dé-
« chiffrerait les lettres du capitaine général, la femme de
« ce misérable alla dire aux gens de M. de la Haye : « Son
« Excellence refuse de prêter l'argent à mon mari, mais
« s'il veut, il peut en avoir du grand-vézir autant qu'il
« voudra. » M. de la Haye, qui savait la grande envie
« qu'avait Kupruli d'apprendre ce que contenaient les
« lettres interceptées, qui appréhendait qu'il n'y eût des
« choses qui le perdissent et tous les Français du Levant,
« et qui savait la pauvreté du déchiffreur français, l'en-
« voya quérir, le mena sur une terrasse du palais qui
« regarde le jardin, et après lui avoir fait faire quelques
« tours, l'entretenait de discours qu'on n'a point sus, il
« fit signe à des gens apostés qui lui firent sauter la ter-
« rasse ; d'autres gens postés aussi à l'endroit où il tom-
« ba, voyant qu'il n'était point mort de sa chute, l'ache-
« vèrent et l'ensevelirent secrètement[2] ».

Le grand-vézir demanda en vain à l'ambassadeur l'explication des lettres et partit pour la Transylvanie, laissant en prison le jeune homme qui ne fut rendu à la liberté qu'à son retour (1660). Mazarin, désireux d'éviter une

[1] Chardin, *Journal des voyages du chevalier Chardin.*
[2] Idem.

rupture, envoya à Constantinople M. de Blondel, maréchal de camp, avec une lettre du roi qui demandait des excuses et la destitution du grand-vézir. Kupruli reçut le négociateur avec hauteur et ne lui permit pas de voir Sa Hautesse.

Mazarin jugeait impolitique une guerre avec la Turquie; il se contenta de secourir ses ennemis : quatre mille Français furent envoyés à Candie; le sénat fut autorisé à recruter des volontaires en France, et les impériaux reçurent des subsides.

Tout pliait devant le terrible ministre; ceux qui avaient osé essayé de ruiner son crédit avaient succombé dans la lutte; vainqueur impitoyable, le vézir ne pardonnait jamais.

Malgré son grand âge, et quoique ressentant les premières atteintes du mal qui devait causer sa mort, il redoublait d'activité et d'énergie. Une prise d'armes d'Abaza-Pacha, en Asie Mineure, et une révolte de l'Egypte, furent noyées dans le sang de leurs chefs. Avant d'expirer il conseilla au sultan de se méfier de l'influence des femmes, de ne point s'enfermer dans le sérail, d'entretenir toujours les troupes en haleine et de ne point choisir un ministre trop riche. Sur la prière de Mohammed de désigner celui qu'il croyait le plus apte à recueillir sa succession : « Je ne connais personne, répondit le moribond, qui « soit plus capable que mon fils Ahmed ». Le Richelieu de la Turquie n'avait pas menti; son fils Kupruli-Ahmed-Pacha en héritant de ses fonctions et de son autorité hérita également de ses talents (1661).

Kupruli-Ahmed. Bataille de Saint-Gothard. Paix de Vasvar (1664).

Repoussant les ouvertures pacifiques des Vénitiens et de l'empereur, Kupruli-Ahmed passa le Danube à Gran, battant le comte de Forgacs, et vint mettre le siège devant Neuhœsel (17 août 1663) : six semaines après, cette place, le boulevard de la Hongrie, considérée jusqu'alors comme

imprenable, capitulait. La Hongrie, la Moravie, la Silésie, impitoyablement ravagées, voyaient quatre-vingt mille de leurs habitants emmenés prisonniers.

L'empereur Léopold était réduit à ses seules forces; le pape Alexandre VII, tout dévoué à la maison d'Autriche, conçut le projet d'une ligue des princes chrétiens contre les Turcs. Louis XIV, qui n'avait pas pardonné l'insulte faite à son ambassadeur, offrit trente mille hommes de ses alliés d'Allemagne. Mais l'empereur prit ombrage de ce déploiement de forces, et, par ses conseils, le pape déclina l'offre. Cependant Kupruli-Ahmed avançait toujours; le pape et l'empereur demandèrent de nouveau des secours à la France. Enfin après des négociations assez épineuses, Louis XIV consentit à envoyer six mille Français et vingt-quatre mille hommes de la ligue du Rhin commandés par le comte de Coligny. A cette armée se joignit toute la jeune noblesse de France, qui se disputa l'honneur de servir comme volontaire, et forma un corps d'élite, sous les ordres du duc de la Feuillade.

Le comte de Strozzi avait obtenu quelques légers succès, mais il fut tué dans une escarmouche sur les bords de la Muhr, et le célèbre Montecuculli prit le commandement en chef.

Kupruli, après avoir pris Serinwar et Petit-Kormorn, essaya de passer le Raab de vive force, mais il fut repoussé par Montecuculli et Coligny après un combat acharné; une nouvelle tentative échoua également. Enfin, le 31 juillet 1664, le grand-vézir se décida à traverser le fleuve en vue des Autrichiens et à risquer une bataille générale. L'armée ottomane, campée près de l'abbaye de Saint-Gothard, attaqua avec impétuosité : le Raab fut franchi à gué et le centre de l'armée chrétienne enfoncé; Coligny rétablit la bataille et la valeur de ses troupes décida la victoire [1].

[1] Le comte de Coligny était mal en cour: aussi tous les flatteurs et les courtisans exaltèrent-ils le favori La Feuillade aux dépens du frondeur. La Feuillade vola la gloire de Coligny; ce n'est que de nos jours que l'histoire a rendu justice au petit-fils de l'amiral.

Voyez Rousset, *Histoire de Louvois*, tome Ier.

On dit que, lorsque Kupruli vit déboucher les gentilshommes français, couverts de rubans et de soie, avec leurs perruques blondes, il s'écria : « Quelles sont ces jeunes filles ! » Il fut vite détrompé ; en un instant, les Janissaires furent culbutés par la *furia francese*. Ceux qui échappèrent à la mêlée répétèrent longtemps dans leurs exercices guerriers les cris de *Allons ! allons ! tue ! tue !* poussés par ces jeunes filles que les historiens ottomans appellent des hommes de fer. Dix jours après la bataille de Saint-Gothard, Kupruli-Ahmed signait avec l'Autriche le traité de Vasvar (1664).

La Transylvanie devait être évacuée par les deux partis ; Apafy était reconnu prince de ce pays, sous la suzeraineté de la Porte. Des sept comitats hongrois, entre la Transylvanie et la Theiss, trois devaient appartenir à l'empereur ; les quatre autres, enlevés à Rakoczy, restaient ottomans ainsi que Novigrad et Neuhœsel.

Démêlés entre la Porte et la France : prise de Candie (1669) ; ambassade du marquis de Nointel.

La paix était signée entre l'Autriche et la Turquie, mais les escadres françaises continuaient, dans la Méditerranée, la guerre contre le croissant ; Beaufort, Duquesne, d'Estrées, Tourville, faisaient la chasse aux barbaresques. Enfin, l'expédition de Gigéri, où Louis XIV voulait fonder un établissement militaire, excita au plus haut point la colère de la Porte.

« Les Turcs crièrent à la vengeance ; ils disaient haute-
« ment qu'il fallait exterminer tous les Francs qui étaient
« dans l'empire. Les Anglais, Hollandais et autres Francs
« qui sont dans les Échelles, se séparèrent de nous et
« affectèrent de dire qu'ils n'étaient pas Français et qu'ils
« n'avaient aucune part à la prise de Gigéri. On nous
« avertissait de toutes parts que nous étions dans un dan-
« ger suprême, et qu'il y avait apparence que les Turcs

« nous feraient éprouver la fureur des Vêpres siciliennes[1]. »

Colbert, héritier des idées de Mazarin, essaya une dernière tentative de conciliation : M. de la Haye fils fut envoyé en mission à Constantinople. Le choix était malheureux, vu la haine personnelle qui existait entre le gentilhomme français et le grand-vézir (1666). L'insolence brutale de Kupruli et la hauteur de M. de la Haye-Vautelet se trouvèrent aux prises. Outré par une dernière insulte, celui-ci jeta les capitulations aux pieds du vésir et sortit, déclarant qu'il quittait la capitale ; mais il fut arrêté à la porte et emprisonné dans un appartement du grand-vézir.

Le sultan ordonna à Kupruli de faire mettre l'ambassadeur en liberté, de se réconcilier avec lui, et de lui rendre tous les honneurs accoutumés. La Haye se prêta à tous les accommodements ; Kupruli l'accabla de prévenances, de politesses et de présents, mais la haine n'en subsista pas moins vive et le vézir et l'ambassadeur continuèrent à se nuire sourdement. Kupruli refusa de renouveler les capitulations et d'accorder le libre commerce pour les Français avec les Indes, par la mer Rouge et l'Égypte ; il donna aux Génois, ennemis de la France, des capitulations distinctes, pareilles à celles des Anglais. La cour de France, irritée, se vengea en secourant les Vénitiens.

Libre du côté de la Hongrie, Kupruli-Ahmed avait résolu de frapper un coup décisif et d'en finir avec Candie. Il prit lui-même la direction des opérations, et, le 28 mai 1667, ouvrit de nouveau la tranchée sous les murs de Candie. Les assiégés, commandés par Morosini et le marquis du Puy-Montbrun de Saint-André, soutinrent l'attaque avec une incroyable opiniâtreté ; à mesure que les remparts sautaient, de nouvelles fortifications sortaient de terre, « on eût dit que la ville ne faisait que resserrer son « enceinte devant les assiégeants. »

L'année suivante, les galères de Malte débarquèrent douze cents gentilshommes des meilleures familles de

[1] Chevalier d'Arvieux, *Mémoires*.

France, conduits par le duc de la Feuillade. Malgré l'avis de Morosini, ils voulurent tenter de suite une attaque : aidés seulement des chevaliers de Malte, ils sortirent, le fouet à la main, précédés de six moines, portant le crucifix.

Les Ottomans furent d'abord enfoncés et perdirent douze cents hommes, mais ils se rallièrent bientôt, enveloppèrent la petite troupe et la forcèrent à rétrograder, abandonnant une centaine de morts. Dégoûtés par cet insuccès, les Français se rembarquèrent (1668).

Par représailles la Porte accabla les marchands français du Levant d'avanies : Louis XIV, lassé, envoya quatre vaisseaux, commandés par d'Almeiras, avec ordre de ramener La Haye et tous les Français qui voudraient le suivre; en même temps il prépara un secours pour délivrer Candie, douze bataillons d'infanterie, trois cents chevaux, un détachement de la maison du roi, deux cents gentilshommes volontaires, en tout, six mille hommes, qu'un historien turc appelle : « six mille pourceaux, ayant de mauvais desseins. » Le duc de Navailles commandait le corps expéditionnaire qu'escortaient quinze vaisseaux de guerre sous les ordres du duc de Beaufort (janvier 1669).

Navailles voulut agir seul et refusa de prendre les avis de Morosini; la mésintelligence des chefs paralysa les opérations, et Navailles, mécontent, se rembarqua avec sa petite armée (21 août). L'exil fut la juste récompense de sa conduite. La garnison de Candie, réduite à quatre mille hommes, se décida alors à capituler. La paix fut signée le 6 septembre 1669; la république céda la Crète au sultan, sauf les trois ports de Corabusa, Suda et Spina-Longa.

« L'histoire ne présente pas une place forte dont la « conquête ait coûté autant d'argent, d'efforts et de temps, « que celle de Candie. On avait combattu vingt-cinq ans « pour sa possession, et, durant ce temps, elle avait sou- « tenu trois sièges dont le dernier s'était prolongé trois « années entières. Les Turcs avaient donné cinquante-six « assauts et poussé quarante-cinq attaques souterraines; « les assiégés mirent le feu à onze cent soixante-douze

« mines, les Turcs en firent sauter trois fois autant. La « perte des Vénitiens fut de cinquante mille hommes; « celle des Turcs de plus de cent mille....[1] »

Cependant M. de la Haye n'était pas parti : pour se maintenir dans sa place, il trompa son gouvernement, en assurant qu'il était traité avec tous les égards dus à sa qualité. Ses intrigues aboutirent à faire envoyer à Paris un *muteferrika* (officier des gardes), porteur d'une lettre du sultan. La lettre ne contenait que des paroles vagues et mensongères; et Louis XIV exigeait une réparation. Le roi de France, dans tout l'éclat de la jeunesse et de la puissance, penchait à suivre les conseils de son entourage, qui l'excitait à déclarer la guerre à la Porte, mais Colbert l'emporta encore : La Haye-Vautelet fut remplacé par le marquis de Nointel, conseiller au parlement de Paris (1670), qui arriva à Constantinople, accompagné d'une escadre de guerre. Le commandant, le marquis d'Apremont, pénétra dans le port en ordre de bataille, et sans saluer le sérail; cette conduite était motivée par le refus du Kapoudan-Pacha de rendre le salut royal. Un combat était imminent, quand la Sultane-Validé, ayant demandé à M. d'Apremont de la saluer quand elle se rendrait à Scutari, le galant amiral s'empressa d'accéder à son désir : les vaisseaux français se pavoisèrent aussitôt et saluèrent la sultane de toutes leurs pièces. Cette entrée arrogante ne disposa pas le divan à écouter favorablement les demandes du marquis de Nointel.

Les instructions de l'ambassadeur portaient le renouvellement des capitulations avec les changements suivants :

1° Le droit de douane réduit de cinq à trois du cent.

2° Le roi de France était reconnu protecteur *unique* des catholiques d'Orient.

3° Les marchandises françaises venant des Indes avaient le libre passage par la mer Rouge et l'Égypte.

Le vézir répondit par un refus méprisant, disant que les traités que concluait le grand seigneur étaient des grâces

[1] Hammer.

qu'il accordait et que l'ambassadeur pouvait quitter la Turquie, s'il n'était pas satisfait.

Le ressentiment de Louis XIV, trop longtemps contenu, éclata.

« Pour ne rien entreprendre légèrement dans une affaire « de cette importance, on ordonna à M. d'Oppède, pre- « mier président d'Aix, d'assembler à Marseille tous les « négociants du Levant et les autres gens éclairés dans « les affaires de Turquie et de prendre leur sentiment, sur « ce que beaucoup de gens faisaient entendre au conseil : « que la France pouvait se passer du négoce du Levant, « au moins durant plusieurs années, et qu'elle pouvait « aisément faire par mer tant de mal aux Turcs, que le « grand-seigneur, pour l'arrêter, serait contraint d'accor- « der au roi tout ce que sa Majesté demanderait. L'avis « de l'assemblée fut que ces propositions étaient vraies, et « que, si le roi envoyait seulement dix vaisseaux dans la « mer de Grèce et particulièrement aux Dardanelles, la « famine serait dans peu à Constantinople [1]. »

Un armement considérable fut préparé à Toulon ; une flotte de cinquante vaisseaux devait escorter une armée de débarquement de trente mille hommes. La guerre de Hollande détourna le coup qui menaçait l'empire ottoman et les négociations recommencèrent confuses, difficiles et embrouillées à dessein par le drogman de la Porte, le Grec Panajotti, vendu à l'Angleterre et à l'Autriche. La nouvelle de la conquête de la Hollande triompha du mauvais vouloir du Divan : les capitulations furent immédiatement établies et signées sur les mémoires mêmes de Nointel (1673). La France obtenait satisfaction principalement sur la question des Lieux-Saints.

Les relations devinrent alors plus amicales, mais sans reprendre leur ancien caractère d'intimité, et Louis XIV ne cessa, tout le temps de son règne, de nourrir des projets de conquête sur la Turquie. Il existe à la Bibliothèque nationale, à Paris, un manuscrit portant ce titre : « Estat

[1] Chardin.

« des places du Levant dont les plans ont été pris par « ordre du roi, à la faveur de la visite des Échelles, dans « les années 1685, 1686, 1687, avec les projets pour y « faire descente et s'en rendre maître. » Les principaux chapitres traitent « des forces nécessaires pour brûler « Constantinople. » « Des moyens de retirer d'abord l'am- « bassadeur et les autres Français. Du mauvais état de « l'empire ottoman. — État des dépenses nécessaires.... »

Guerre de Pologne. Mort de Kupruli-Ahmed (1676).

Grâce aux talents et aux lumières de Kupruli-Ahmed, l'empire ottoman était remonté au faîte de la puissance. La soumission volontaire des Cosaques vint encore reculer les frontières de la Monarchie. Les Cosaques formaient trois groupes distincts : les Cosaques du Don ou de Tcherkask, leur capitale ; les Zaporogues, « colonne errante de guer- « riers qui ne souffraient point de femmes parmi eux et « vivaient du butin qu'ils faisaient sur l'ennemi » ; enfin les Cosaques Berabach, du nom d'un de leurs chefs, les Cosaques Sari-Kamisch, à cause des marais entre le Don et le Dniester, et les Potkal, du nom d'un îlot voisin. Le siège de Candie durait encore quand Darozensko, hetman des Cosaques, vint offrir à Mohammed IV la suze-raineté de l'Ukraine.

« A cette nouvelle, les peuples voisins conçurent de « grandes inquiétudes... Les Cosaques habitent un pays « marécageux et coupé de défilés. Les Polonais et les Mos- « covites, ayant jusqu'alors vécu en bonne intelligence « avec eux, en avaient tiré de grands services, non seule- « ment à cause de leur situation, qui rendait leur province « une barrière impénétrable, mais encore parce que, ai- « mant le brigandage, ils couraient les frontières des Otto- « mans [1]... »

[1] Cantemir, *Histoire de l'agrandissement et de la décadence de la Turquie*.

Aussi les Polonais envahirent l'Ukraine ; Dorozensko appela les Osmanlys à son aide : la guerre fut déclarée à la Pologne, et le 18 août 1672, l'armée ottomane commandée par le sultan arriva devant Kaminiec. Au bout de dix jours, la place fut enlevée d'assaut, et Lemberg capitula peu après. Le roi de Pologne, consterné, demanda la paix et signa le honteux traité de Busacs (18 septembre 1672) : il cédait la Podolie aux Ottomans, laissant l'Ukraine aux Cosaques, et s'engageait à payer un tribut annuel de vingt-deux mille ducats. La nation refusa de ratifier le traité : le grand chancelier écrivit à Kupruli « que le roi de Po-« logne s'était soumis aux conditions de paix, sans le con-« sentement de la république, elle les déclarait nulles et « ne voulait rien payer, résolue de souffrir mille morts « plutôt que l'infamie attachée au nom de tributaire. »

Le général de la république, Sobieski, reprit Lemberg, battit les Tartares à Caluz, leur fit trente mille prisonniers et détruisit une armée ottomane à Choczim (1673). La mort du roi Michel rappela le vainqueur à Varsovie où la diète lui donna la couronne, en récompense de ses exploits. Malgré la jalousie de la noblesse polonaise, qui, dans la crainte de se donner un maître, marchandait au nouveau roi les subsides d'hommes et d'argent, Sobieski poursuivit ses succès : Adil Ghéraï, khan des Tartares, fut battu, le sérasker Chichman-Pacha essuya une défaite complète devant Lemberg et échoua au siège de Trembowla, défendue par le brave Chrazanowski (1674). Malgré ses victoires, la position du roi de Pologne était critique, réduit à ses troupes particulières, la diète ayant refusé d'ordonner les levées, il courait le risque d'être écrasé sous le nombre.

L'intervention du khan de Crimée amena la conclusion de la paix après la bataille indécise de Zurawna (1676). Kraminieck, la Podolie et l'Ukraine, sauf quelques villes, restaient aux Ottomans. Quelques jours après, Kupruli-Ahmed mourait, à peine âgé de 41 ans, après un vézirat de quinze ans (30 octobre). « Il ne se montra pas altéré de « sang comme son père, combattit toujours l'oppression et

« l'injustice et s'éleva si fort au-dessus de la corruption,
« de la cupidité et de toutes vues personnelles que les pré-
« sents, loin de le disposer en faveur d'une demande, l'en-
« gageaient à la repousser [1]. »

Au grand homme qui avait étendu et pacifié l'empire succéda un ministre incapable, Kara-Mustapha, gendre du vieux Kupruli et beau-frère d'Ahmed.

L'avènement de cet indigne héritier des Kupruli marqua le commencement de la décadence. Pour se procurer l'argent nécessaire à ses folles prodigalités, il vendit aux ambassadeurs le renouvellement des capitulations et les audiences du sultan; il mit à l'encan les gouvernements, les dignités, la justice. Aussi mauvais général que mauvais administrateur, il causa par son impéritie la ruine des armées ottomanes.

Dorozensko, mécontent de la Porte, s'était mis sous la protection de la Russie (février 1677); Mohammed IV tira alors de prison Georges Kiemienlniski, fils d'un ancien hetman, et lui donna l'investiture à la place de Dorozensko. Les Cosaques refusèrent de reconnaître le nouveau prince, et avec l'aide des Russes taillèrent en pièces les troupes du sérasker à Cohryn (1677). Kara-Mustapha prit le commandement et envahit l'Ukraine, à la tête d'une armée formidable : ses succès se bornèrent à la prise de Cohryn. La guerre traîna en longueur jusqu'en 1679, généralement peu heureuse pour les Ottomans; enfin, par la médiation du khan des Tartares, la paix fut signée à Radzin (1681) sur le pied du *statu quo*. La Porte avait besoin de toutes ses ressources pour faire face aux événements qui se produisaient en Hongrie.

[1] Hammer.

Guerre de Hongrie; siège de Vienne. Ligue de la Sainte-Alliance. Déposition de Mohammed IV.

Depuis 1665 la domination autrichienne était devenue odieuse aux Hongrois. Le fanatisme religieux de Léopold qui avait envoyé à la mort nombre de personnages de haute naissance, soupçonnés de pencher pour le protestantisme; les violences et les dilapidations des généraux et des administrateurs allemands qui traitaient la Hongrie en pays conquis, amenèrent une révolte générale. Le fils d'une des victimes de l'empereur, le comte Emeric Tekeli, s'échappa de prison et donna le signal de l'insurrection (1676). Sa devise : *Pro Deo et patria*, devint celle des Hongrois qui battirent partout les Autrichiens. L'empereur comprit alors la nécessité des réformes, et la diète d'Oldenbourg donna satisfaction aux plaintes de la Hongrie (1681). Cette adroite politique détacha la plupart des magnats du parti de Tekeli, qui implora alors les secours du sultan, offrant en échange de reconnaître la suzeraineté de la Porte. La trêve conclue en 1665 entre l'Autriche et la Turquie n'était pas expirée, mais, sans s'arrêter à cette considération, le Divan donna l'ordre au pacha de Bude de marcher au secours de Tekeli, et Kara-Mustapha envahit la Hongrie à la tête de cent cinquante mille hommes (1683).

Grisé par de rapides et faciles succès, le grand-vézir, malgré les avis de Tekeli, du pacha de Bude et de ses principaux officiers, résolut de mettre le siège devant Vienne. Stharemberg, chargé de la défense de la ville, n'avait que dix mille hommes de garnison. Pour compléter la défense, on forma cinq corps de bourgeois qui se partagèrent le service de la place. Au signal d'alarme donné par la grosse cloche de Saint-Stephane, les bourgeois devaient se réunir près du Hofburg (palais de l'empereur); les étudiants dans la place de Freyung; les marchands et les employés sur le marché neuf. Pendant soixante jours, quarante mines et dix contre-mines firent explosion: les

Turcs livrèrent dix-huit assauts et les assiégés firent vingt-quatre sorties.

La plupart des ouvrages avancés étaient tombés au pouvoir des assaillants ; les remparts croulaient de tous côtés ; Stharemberg écrivait au duc de Lorraine : « Il n'y a pas « un moment à perdre, monseigneur, pas un moment ! »

Si Kara-Mustapha eut ordonné une attaque générale, il est probable qu'elle eût réussi, mais l'avarice l'empêcha de profiter de l'ardeur de ses troupes. Convaincu que Vienne renfermait d'immenses trésors, il ne put se résoudre à les abandonner au pillage et se refusa obstinément à donner le signal de l'assaut. L'inaction du grand-vésir donna le temps à Sobieski d'accourir.

Léopold, aux abois, avait sollicité les secours de l'Europe ; le pape faisait appel à la piété du roi de France. C'était en vain : Louis XIV intriguait par toute l'Europe pour que l'empereur restât isolé. Il essaya de détourner Sobieski de secourir les Autrichiens, lui remontrant que ses vrais ennemis étaient l'Autriche, le Brandebourg et Sa Majesté russique ; il lui rappela que la maison d'Autriche, sauvée par les Français à la bataille de Saint-Gothard, leur avait témoigné sa reconnaissance en laissant mourir de faim les vainqueurs[1]. Tout fut inutile : la haine des infidèles l'emporta.

Après avoir opéré sa jonction avec le duc de Lorraine, les électeurs de Saxe et de Bavière, Sobieski marcha aux Ottomans. Le 12 septembre 1683, les escadrons polonais gravirent les pentes du Calemberg où s'étaient retranchés les Osmanlys. La valeur impétueuse du roi de Pologne décida la victoire : à sept heures du soir, Vienne était complètement délivrée. Le butin fut immense : trois cents pièces d'artillerie, cinq mille tentes, les caisses militaires et la chancellerie, tous les drapeaux, excepté le Sandjak-Chérif, tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Dix mille Turcs couvraient le champ de bataille. Kara-Mustapha, dont l'ambition avait rêvé l'empire d'Allemagne et le titre

[1] Rousset, *Histoire de Louvois*.

de sultan [1], Kara-Mustapha, réveillé de son rêve orgueilleux, rallia les débris de son armée sur la Raab et se replia sur Bude. Il traversa le Danube à Parkany, après un combat sanglant, où les Polonais lui tuèrent huit mille hommes et prirent douze cents prisonniers. Gran ouvrit ses portes à Sobieski à la première sommation. Exaspéré de ses revers, le grand-vézir se vengea de son incapacité sur les officiers, croyant étouffer dans le sang les voix accusatrices de cette armée qu'il avait conduite à la boucherie et à la défaite. Il ne put échapper à son sort : ses ennemis à Constantinople obtinrent l'arrêt fatal, et Mohammed IV envoya le grand chambellan à Belgrade, avec ordre de lui rapporter la tête de l'incapable général.

A Kara-Mustapha succéda le Kaïmakan Ibrahim-Pacha, qui, malgré sa répugnance, reçut le sceau. Jamais situation n'avait été plus critique : une ligue, dite de la Sainte-Alliance, venait de se former contre les Ottomans; elle comprenait l'Autriche ; la Pologne, sourde à la voix de la France ; les Vénitiens, qui brûlaient de venger la perte de Candie : les chevaliers de Malte et le pape toujours en guerre avec la Porte ; enfin les Russes que Léopold avait sollicités « de s'ouvrir la mer Noire et de marcher sur Byzance, la Grèce et l'Asie les attendant. » A tous ces ennemis la Porte ne pouvait opposer que des armées battues et démoralisées ; ses finances étaient épuisées; elle ne pouvait plus compter sur l'alliance de la France, exaspérée par de nouvelles insultes.

Le pavillon français, grâce aux victoires de Duquesne et de Tourville, régnait en maître dans la Méditerranée; seuls les barbaresques osaient le braver et ne cessaient leurs éternelles déprédations.

Alors commença contre eux une guerre d'extermination, et les escadres françaises ne furent occupées qu'à les traquer en tous lieux. Duquesne, pourchassant huit vaisseaux de Tripoli, les suivit jusque dans le port de Chio; le commandant turc lui ordonna de s'éloigner et sur

[1] Cantemir.

son refus fit ouvrir le feu contre la flotte française.

Duquesne riposta en bombardant le château qu'il détruisit et en brûlant deux mosquées; il ne cessa le feu que sur les supplications des habitants. Le Kapoudan-Pacha accourut avec quarante-deux vaisseaux; Duquesne lui signifia que, s'il n'obligeait les Tripolitains à se soumettre, et à rendre leurs esclaves français, il brûlait les huit vaisseaux de Tripoli, Chio, et la flotte ottomane.

La fureur régnait à Stamboul, l'ambassadeur de France, le marquis de Guelleraguès, menacé de mort, fut retenu prisonnier dans les appartements du grand-vézir. Duquesne arriva devant les Dardanelles avec dix vaisseaux et envoya dire au Divan que, si l'on faisait violence à l'ambassadeur et si les questions pendantes n'étaient pas réglées à l'entière satisfaction de la France, il irait chercher M. de Guelleragues jusque dans Constantinople. Le vézir proposa à l'ambassadeur d'arranger l'affaire en faisant en son nom personnel un présent au sultan; M. de Guelleragues y consentit, et, en échange de 15 000 livres, obtint tout les firmans qu'il demanda, soit pour les marchands, soit pour les missionnaires (1681).

Louis XIV cependant tirait une vengeance éclatante des Algériens; Alger, bombardée pendant deux mois par Duquesne, fut presque entièrement détruite : les barbaresques n'obtinrent la paix qu'en rendant tous leurs esclaves et en payant 1 200 000 piastres pour les frais de la guerre (1684). Tripoli eut le sort d'Alger; Duquesne y jeta cinq mille bombes (1685); Tunis effrayée se soumit; Château-Renaud bloqua les ports du Maroc, détruisit sa marine; enfin Gênes qui fournissait des navires et des munitions aux Algériens fut impitoyablement bombardée.

La Porte chercha alors à se rapprocher de la France; M. de Guelleragues fut accablé d'honneurs et de prévenances; toutes ses demandes furent accordées sans discussion; mais l'orgueil du Divan l'empêcha de demander l'alliance du prince qui venait de brûler des villes musulmanes. Il se contenta de réclamer sa médiation.

Cependant les désastres se succédaient rapidement. Le

duc de Lorraine envahissait la Hongrie, Sobieski menaçait la Moldavie et les Vénitiens tentaient la conquête de la Morée.

Du côté de la Pologne, les hostilités furent poussées avec peu de vigueur, grâce aux suggestions de la France.

Les Vénitiens, au contraire, faisaient des progrès rapides ; Sainte-Maure et Preveza tombèrent en leur pouvoir et Morosini s'empara de Coron après avoir battu Khalil et Mustapha-Pacha. Avec l'aide de Maïnotes, il prit Zernata, Calamata, Passava, et fit une descente en Albanie (1685). L'année suivante, renforcé par Kœnigsmark, il soumit successivement Navarin, Modon, Nauplie de Romanie, Arkadi, Patras, Lépante, Corinthe, Athènes; les lions de marbre qui semblaient garder l'entrée du Pirée furent envoyés à Venise.

Le buste de Morosini fut placé dans la grande salle du palais des doges, avec cette inscription : « *Le sénat à Morosini le Péloponésiaque de son vivant* » (1686).

Les Autrichiens n'étaient pas moins heureux : le duc de Lorraine prenait Wissegrad, Vaczen, après une brillante victoire sous les murs de cette place; entrait dans Pesth, battait les Turcs à Saint-André et investissait Bude.

La résistance héroïque du gouverneur, Ibrahim-Pacha, força les impériaux à la retraite. En même temps les généraux Leslie et Tautmandorff refoulaient les pachas de Bosnie et de Gradiska et s'emparaient de Verovitz et quelques autres places fortes en Croatie (1684).

La campagne de 1685 fut encore plus funeste aux Ottomans. Le duc de Lorraine débloqua Gran et enleva d'assaut Neuhœsel; le comte de Herbestein dévasta le territoire de Licea, la Corbavie, et la vallée d'Udwina, pendant que Leslie incendiait Ezsek et que le général Schulz forçait Tékéli à évacuer Eperies, Ungwar et Crasmahorka.

Le grand-vézir, pour éluder la responsabilité des revers, prit le parti de les imputer à ses lieutenants : Tékéli fut enfermé aux Sept-Tours; le commandant de Neuhœsel, Chéïtan-Ibrahim-Pacha, fut décapité. Mais Suleyman-Pacha, sérasker de l'armée de Pologne, prévint les coups

d'Ibrahim en le faisant destituer et exiler à Rhodes. Suleyman, nommé grand-vézir, ne réalisa point les espérances de ses compatriotes : il avait de l'activité, du courage, mais non les talents nécessaires pour lutter contre un adversaire tel que le duc de Lorraine, à l'école duquel tous les gentilshommes d'Europe tenaient à honneur d'apprendre l'art de la guerre.

Après avoir rendu Tékéli à la liberté, Suleyman marcha au secours de Bude, assiégée par les quatre-vingt-dix-mille hommes du duc de Lorraine. Le siège avait commencé le 18 juin 1686 ; le gouverneur Abdi-Pacha refusa de se rendre et fit bravement son devoir : deux assauts furent repoussés ; mais dans une troisième attaque, les impériaux pénétrèrent dans la ville qu'ils mirent à feu et à sang (2 septembre). Le brave gouverneur ottoman se fit tuer sur la brèche avec quatre mille des siens. La capitale de la Hongrie avait appartenu aux Turcs, pendant quarante-cinq ans ; ils la regardaient comme *le rempart de l'islamisme, le pivot de la guerre sainte, la clef de l'empire ottoman.*

Suleyman n'avait pu sauver Bude, il voulut venger la chute de cette place par un triomphe éclatant ; à la tête de soixante mille hommes et de soixante-dix pièces de canon, il marcha contre les chrétiens et leur livra bataille dans la plaine de Mohacz, lieu célèbre par le désastre des Hongrois, cent soixante ans auparavant.

Cette fois les Ottomans succombèrent ; cette défaite leur coûta vingt mille hommes, tous les bagages et l'artillerie (1er août 1687). La Transylvanie se soumit aux vainqueurs et les Turcs découragés abandonnèrent Essek, Valpo, quatorze châteaux forts de la Slavonie, et plusieurs places dans la Croatie et la Hongrie inférieure.

Ces nombreux revers excitèrent au plus haut point le mécontentement de l'armée : les Sipahis et les Janissaires se mutinèrent contre le grand-vézir qui s'enfuit à Belgrade.

Mais les officiers adressèrent au sultan une requête solennelle contre Suleyman-Pacha ; le sultan, effrayé, leur

envoya la tête de son ministre. Cette concession ne put arrêter la marche progressive de la révolte : abandonnant le théâtre de la guerre, les rebelles marchèrent sur Constantinople. Le Kaïmakan, Kupruli-Mustapha, sacrifia le padischah pour sauver l'empire : il fit signifier par les ulémas au sultan qu'il avait cessé de régner. « Que la « volonté d'Allah soit faite ! » s'écria Mohammed IV. Il fut enfermé dans le sérail et son frère Suleyman II le remplaça sur le trône (8 novembre 1687).

Suleyman II (1687-1691) et Ahmed II (1691-1695) : administration de Kupruli-Mustapha (1688-1691).

Suleyman II, qui avait passé quarante six ans de sa vie, enfermé dans le sérail, tout entier à l'étude des lois et de la religion, reçut avec terreur la nouvelle de son élévation au trône : il fallut lui faire violence pour le déterminer à accepter. Une distribution d'argent fut faite aux troupes révoltées, deux chefs des mutins furent pourvus des gouvernements de Roumélie et de Djedda. Ces mesures pusillanimes eurent les résultats qu'on pouvait en attendre : le Sipahis et les Janissaires massacrèrent leur aga et assiégèrent, dans son palais, le grand-vézir, Siawouch-Pacha, qu'ils avaient élu quelques mois auparavant. Le grand-vézir périt les armes à la main, et les forcenés, pénétrant dans son harem, mutilèrent sa femme et sa sœur qu'ils promenèrent par les rues, pendant que les autres femmes étaient grossièrement outragées. Ce spectacle immonde révolta le peuple : les ulémas déployèrent l'étendard du prophète, appelant tous les bons musulmans à courir sus aux soldats. Effrayés, ceux-ci se soumirent et le supplice de quelques chefs acheva de ramener l'ordre.

Les Autrichiens profitaient de ces troubles pour étendre le rayon de leurs conquêtes : Caraffa soumettait Erlau, Lippa, Munkars ; en même temps, Morosini prenait Thèbes et Cornavo, chassait les garnisons ottomanes des

places de la Dalmatie (1687). L'année suivante, Semendria, Columbaez, Stulhweissembourg, Belgrade, surnommée par les musulmans *le boulevard de la guerre sainte*, tombaient au pouvoir du margrave Louis de Bade (1688).

La Porte accablée de ces revers successifs demanda la paix : les vainqueurs posaient des conditions inadmissibles. Pourtant les Turcs auraient fait la paix même à ce prix, quand la diversion de la France força l'empereur à rappeler sur le Rhin la majeure partie de ses troupes (1689). Les hostilités continuèrent, mais les affaires étaient gérées par un ministre incapable, le grand-vézir Mustapha de Rodosto. Battus à Kortanitza en Croatie, à Baloudjina en Serbie, à Nissa, les Ottomans perdirent Widdin, Nissa; la Serbie s'insurgea et les Autrichiens menacèrent Uskup. « Encore une campagne, disait un Kupruli, et l'ennemi « campera sous les murs de Constantinople. » L'empire touchait à sa ruine : un divan solennel tenu à Andrinople en confia le salut à un troisième Kupruli.

Kupruli-Zadé-Mustapha se montra digne de son père et de son frère Ahmed. Il entreprit une réforme générale et l'exécuta, en peu de temps, sans employer les moyens violents que le vieux Kupruli avait crus nécessaires à la consolidation de l'édifice politique. Imbu de l'axiome que l'argent est le nerf de la guerre, il remplit les caisses du Trésor, en faisant rendre gorge à tous les voleurs qui, sous ses prédécesseurs, avaient pressuré le peuple. L'assiette de l'impôt fut établie sur de nouvelles bases, le Kharadj partagé en trois classes distribuées selon la fortune.

« Il fit rentrer au Trésor les fondations ou dépôts d'ar-« gent que la dévotion avait léguées anciennement aux « mosquées. Le mufti traita de sacrilège cette usurpation : « il répondit que les richesses destinées à des usages re-« ligieux devaient être employées à des guerres de reli-« gion ; que c'était leur véritable application et que l'in-« térêt des musulmans demandait de s'en servir pour « l'entretien de ceux qui défendaient les édifices sacrés,

« plutôt qu'à nourrir des ennemis et des voleurs[1]. »

Quand il eut pourvu par ces mesures à la solde et à l'entretien des troupes, il leur adressa un firman dans lequel, faisant appel aux sentiments religieux des musulmans, il leur rappelait que Dieu ordonne de combattre jusqu'à la mort les infidèles; déclarant qu'il ne voulait que des braves résolus à sacrifier leur vie, il laissait toute liberté aux tièdes et aux poltrons de quitter l'armée, sans qu'il fût exercé de poursuites contre eux. Ce langage énergique eut un plein succès et le vézir fut bientôt à la tête de forces nombreuses animées du plus grand enthousiasme. En même temps il s'appliquait à gagner par la douceur, les chrétiens de l'empire. Traitant tous les sujets du sultan « avec impartialité et sans égard à la différence des religions[2] », il défendit toute violence contre les chrétiens, ordonna que les troupes payassent tout ce qu'elles prendraient, argent comptant, et punit de mort tout soldat qui déroberait même un œuf à un paysan[3]. Il autorisa les chrétiens de Constantinople à rebâtir leurs vieilles églises et, rompant avec la tradition surannée qui exigeait qu'elles fussent reconstruites avec les mêmes pierres, les mêmes bois que l'ancien bâtiment : « Ce sont des fous qui ont in-« venté cette formule, s'écriait-il, et plus fous encore sont « ceux qui la suivent! »

Il posa en principe la liberté du commerce et la suppression des mesures prohibitives : « Le Koran ne contient « rien là-dessus, disait-il, la vente et l'achat doivent être « laissés à la libre volonté des deux parties. » Réforme qui profita surtout aux chrétiens et aux Juifs, les Ottomans dédaignant le commerce. La justice n'avait pas un besoin moins urgent de réformes : la vénalité s'étant emparée de tous les magistrats, le faux témoignage était devenu une profession s'étalant au grand jour. Sans se laisser arrêter

[1] Cantemir. *Histoire de l'agrandissement et de la décadence de l'Empire ottoman.*
[2] Idem.
[3] Idem.

ni par des considérations de personne, ni par les cabales. Kupruli révoqua impitoyablement tous les juges suspects et bientôt il put dire avec orgueil : « Voyez ce que produit « la tolérance! J'ai augmenté la puissance du padischah et « j'ai fait bénir son gouvernement par des gens qui le « haïssaient. »

Cette politique de sagesse et d'humanité conserva la Morée à l'empire. En effet, las du joug des Vénitiens qui voulaient, maladroitement, leur imposer le rite de l'Église latine, les Grecs du Péloponèse et de l'Attique, séduits par la douceur du grand-vézir, abandonnèrent le parti des Vénitiens, et les Maïnotes se soumirent d'eux-mêmes à la Porte.

L'ordre et la discipline régnaient dans l'empire et dans l'armée, Kupruli marcha alors à l'ennemi. Tandis que le khan de Crimée, Sélim-Ghéraï, étouffait l'insurrection de Serbie et battait un corps d'armée allemand à Kossovo, que Tékéli écrasait l'armée du général Hausler, à Ierneschť, le faisait prisonnier et se proclamait prince de Transylvanie, lui-même battit Seckendof à Dragoman, reprit Nissa, Widdin, Semendria, Belgrade (1690).

Pendant que la victoire revenait sous les drapeaux ottomans, Chypre et l'Egypte s'insurgeaient. Les révoltes furent promptement comprimées. A Chypre, Freng-Mohammed-Pacha fit graver sur une pierre du marché de Nicosie l'inscription suivante : « Si les troupes se révoltent de « nouveau, je jure d'envoyer à Constantinople cinquante « mille ducats, provenant de confiscations, et trente têtes « de rebelles. »

Quelques mois après, Suleyman II mourait laissant le sceptre à son frère Ahmet II (23 juin 1691).

Kupruli conserva sous ce prince l'influence toute-puissante qu'il avait acquise pendant le dernier règne; on assure même que le sultan prononça un jour les paroles suivantes : « J'abandonne entièrement à Kupruli le soin « de gouverner l'État, de crainte que mon intervention ne « gâte le bien que sa sagesse doit opérer. » Malheureusement l'empire ne devait pas tarder à perdre le plus grand

ministre qu'il ait possédé. Le 18 août 1691, Kupruli-Mustapha rencontra, près de Salankenem, l'armée impériale commandée par le margrave Louis de Bade : en chargeant, à la tête des Silihdars, le cimeterre au poing, il tomba frappé d'une balle à la tempe, entraînant dans la tombe la fortune de l'empire. Les Turcs laissèrent vingt-huit mille hommes sur le champ de bataille et abandonnèrent aux vainqueurs cent cinquante pièces de canon. Administrateur habile et intègre, général actif et audacieux, âme honnête et cœur droit, incapable de mentir à sa conscience comme au devoir, cet homme d'Etat emporta les regrets des musulmans et des chrétiens, et le peuple garda dans sa mémoire le souvenir de *Kupruli le Vertueux*.

Mustapha II (1695) : traité de Carlovitz (1699). Administration de Kupruli-Husséïn (1697-1702).

Pendant les quatre années suivantes (1691-1695) les opérations militaires languirent et n'offrirent de fait saillant qu'une tentative inutile des Ottomans sur Peterwardein.

L'avènement au trône de Mustapha II, fils de Mohammed IV, imprima une impulsion plus énergique aux affaires de l'empire. Dans un hatti-chérif, rendu trois jours après son élévation au trône, le sultan, blâmant la conduite des derniers padischahs, qui, esclaves des voluptés, abandonnaient les rênes de l'Etat à leurs ministres, annonça l'intention de prendre lui-même le commandement de l'armée. Aux objections de ses ministres, qu'il ne devait pas exposer sa personne sacrée, il ne répondit que ces mots : « Je persiste à marcher. » Le nouveau règne s'ouvrit par des succès ; Mezzomorto, ancien pirate de Tunis, battit deux fois la flotte vénitienne dans le canal de Chio et reconquit cette île ; le khan des Tartares envahit la Pologne et ne s'arrêta que devant la vigoureuse résistance de Lemberg ; les Russes durent lever le siège d'Azof, après avoir perdu trente mille hommes (oct. 1695).

enfin le Sultan pénétrait et Hongrie, et emportait d'assaut Lippa. Le général Veterani essaya avec six mille hommes d'arrêter les Osmanlys à Lugos; cerné par des forces supérieures, il fut écrasé, non sans avoir fait éprouver des pertes cruelles à l'ennemi qui laissa quinze mille morts sur le terrain; Veterani, blessé et fait prisonnier, eut la tête tranchée (22 septembre 1695).

A ces succès dont on avait perdu l'habitude, l'ardeur des Ottomans se réveilla : des dons volontaires pourvurent à la solde de l'armée; de riches particuliers équipèrent des corps de volontaires. La victoire d'Olasch remportée par le Sultan sur l'électeur de Saxe vint encore accroître l'enthousiasme (1696) et fit passer inaperçue de la foule la prise d'Azof par le tzar Pierre I[er].

Mais le sort des armées allait bientôt cesser d'être favorable aux Osmanlys : le célèbre prince Eugène de Savoie venait de prendre le commandement de l'armée impériale. Après des marches et des contre-marches savantes, il surprit l'armée ottomane, au passage de la Theiss, près de Zenta : vingt mille hommes périrent sous le feu des Autrichiens; dix mille se noyèrent dans le fleuve; le grand-vézir fut tué, le sultan s'enfuit et la Bosnie fut envahie (1697). L'empire était de nouveau en péril, ce fut encore un Kupruli qui fut pour la quatrième fois appelé à le restaurer. Kupruli-Husséïn, neveu du vieux Kupruli, reçut le sceau et l'étendard. Le Trésor était vide, Kupruli remédia à cette pénurie par d'habiles expédients : il improvisa en quelque sorte une armée, qui, confiée à Daltaban-Pacha, arrêta la marche triomphante des impériaux et les força à repasser la Save. Louis XIV venait de signer le traité de Ryswyck; il avait offert à la Porte de la faire comprendre dans les négociations: le Divan refusa, mais accepta la médiation de l'ambassadeur anglais. L'ambassadeur de France, marquis de Fériol, essaya en vain de lutter contre l'or de Guillaume d'Orange et de démontrer aux Turcs la faute qu'ils commettaient en signant la paix. Il promit, au nom de son maître qui se préparait à recommencer la guerre, que la France ne poserait

les armes que lorsque la Turquie aurait recouvré la Hongrie et toutes les provinces perdues. Tout fut inutile.

« Le Divan finit par l'inviter de ne pas se donner de mou-« vements inutiles; qu'on voulait la paix; que la paix se-« rait faite [1]. » Elle ne tarda pas à être signée à Carlowitz (26 janvier 1699).

L'Autriche et la Porte convinrent d'une trêve de vingt-cinq ans. La Turquie céda à Léopold la Hongrie et la Transylvanie; elle ne conserva que le territoire entre la Theiss et le Maros. Dans la Syrmie, une ligne conventionnelle, tirée du confluent de la Theiss et du Danube jusqu'à l'embouchure de la Bosna dans la Save ; à partir de ce point, le cours de la Save, puis celui de l'Unna, formèrent les frontières des deux empires. La Pologne recouvra Kaminiec, la Podolie, l'Ukraine. La Russie garda Azov. Venise reçut la Morée jusqu'à l'Hexamilon et presque toute la Dalmatie, etc. Tous les tributs payés précédemment par les puissances chrétiennes furent abolis.

Ce fut le premier démembrement de l'empire ottoman; il commença l'existence européenne des Russes en leur donnant une entrée sur les mers méridionales. « La paix « de Carlowitz contint les Turcs, du côté de la Pologne et « de la Hongrie, dans les limites du Dniester, de la Save, « de l'Unna. Ce traité proclama hautement la décadence « de l'empire ottoman, qui, suspendue quelque temps par « le bras de fer de Murad IV et les remèdes sanglants du « vieux Kupruli, ne put être arrêtée ensuite par la sagesse « politique des vézirs de la famille de ce dernier, ni dérobée aux regards du monde par les nuées de soldats in-« disciplinés que lançait la Porte dans sa détresse [2]. »

La désorganisation était dans toutes les branches de l'administration ; la révolte éclatait sur toutes les frontières de Perse, en Crimée, en Afrique, en Égypte, en Arabie. Les rebelles vigoureusement traqués durent se soumettre et Kupruli-Husséïn put se livrer aux projets de réforme

[1] Cantemir.

[2] Hammer.

qu'il méditait. Marchant sur les traces de Kupruli le Vertueux, il accorda aux habitants de la Bosnie et du Banat l'exemption de la capitation pour l'année courante ; il fit remise, aux raïas de Roumélie, d'un million et demi de contributions arriérées ; en Syrie, il les affranchit du droit de pâturage pour les troupeaux. Il fit adresser, par le mufti, à tous les magistrats de l'empire, une instruction détaillée, prescrivant la connaissance parfaite du Koran, du dogme et des formules de la prière, et ordonnant un contrôle sévère pour les directeurs des écoles. En même temps qu'il soulageait les chrétiens et s'efforçait de rappeler les musulmans à l'étude et à l'observance de la religion, le grand-vézir rétablissait l'ordre dans l'administration, la discipline dans l'armée, l'économie dans les finances, codifiait la législation maritime et donnait un large développement aux travaux d'utilité publique. Mosquées, écoles, marchés, casernes, s'élevèrent de tous côtés ; Belgrade, Temeswar, Nissa, virent leurs fortifications réparées et augmentées, et furent approvisionnées de munitions de toutes sortes.

La mort du Kapoudan-Pacha Mezzomorto priva Kupruli-Husséïn d'un de ses plus fidèles auxiliaires et laissa le champ libre aux menées hostiles du mufti. Ce dernier groupa autour de lui tous ceux qui jusqu'alors avaient vécu des abus et qui ne pouvaient pardonner au grand-vézir ses vertus et ses talents. Sous les intrigues de cette coterie tombèrent successivement les plus dévoués serviteurs de Kupruli, le Kaïmakan et le Tchaouch-Bachi Mustapha-Aga.

Enfin le supplice de Zybbeli-Zadé-Ali-Bey, neveu du ministre, accusé d'aimer une sultane, fit présager au vézir le sort qui l'attendait. Accablé de chagrin, atteint d'une maladie incurable, il renvoya au sultan le sceau de l'empire (5 septembre 1702) et mourut dix-sept jours après.

CHAPITRE XVI

LA TURQUIE DE 1702 A 1757.

Déposition de Mustapha (1703). Ahmed III. Kupruli-Nouman. — Guerre avec la Russie : traité de Falksen (1711) ; d'Andrinople (1713). Guerre avec l'Autriche et Venise : paix de Passarovitz (1718). — Guerre avec la Perse. Déposition d'Ahmed (1727). — Établissement de l'imprimerie. — Mahmoud Ier : traité avec la Perse. — Guerre avec la Russie et l'Autriche : traité de Belgrade (1739). — Mauvaise politique de la Porte. Les Fanariotes dans les principautés danubiennes. — Osman III (1754-1757).

Déposition de Mustapha (1703). Ahmed III. Kupruli-Nouman.

La mort de Kupruli raviva les désordres. Son successeur Daltaban-Pacha, soldat qui ne respirait que la guerre, voulut rompre le traité de Carlovitz : il tomba victime des intrigues du mufti et fut étranglé. Avant de mourir il s'écria, s'adressant aux bourreaux : « Tuez, infidèles mu- « sulmans, celui que n'ont pu tuer les ghiaours ! »

Le Réïs-Effendi Nami-Mohammed le remplaça ; partisan de la paix, il essaya d'achever l'œuvre de Kupruli.

Mais en voulant extirper les abus il souleva contre lui les ulémas et les Janissaires ; les troupes envoyées contre les rebelles pactisèrent avec eux et Mustapha déposé céda sans résistance le trône à son frère Ahmed III (22 août 1703).

Ahmed dut payer sa bienvenue, non seulement en gorgeant d'or les rebelles, mais en les abreuvant de sang. Le

mufti Feiz-ullah-Effendi, livré à la foule, fut mis à mort sur un fetwa de son successeur, Mohammed-Effendi, le seul qui ait osé donner cet exemple inouï. Mais aussitôt qu'il se vit affermi sur le trône, le sultan prit des mesures énergiques contre les chefs de la révolte ; plusieurs agas des Janissaires furent exécutés ; le grand-vézir, Ahmed-Pacha, nommé par les rebelles, fut exilé. Damad-Hassan-Pacha, promu grand-vézir, s'occupa immédiatement de rétablir l'ordre : la Géorgie et la Mingrélie furent sévèrement châtiées pour s'être révoltées ; des mesures énergiques furent prises pour la protection des caravanes et des pèlerins qui traversaient la Syrie ; des écoles et un arsenal furent construits. Malgré tous ces actes de bonne administration, malgré sa parenté avec le sultan dont il avait épousé la sœur, le ministre ne tarda pas à être renversé par une intrigue de harem.

A partir de ce moment, les grands-vézirs se succèdent avec une telle rapidité qu'on n'a pour ainsi dire qu'à enregistrer leur nom ; élevés par la brigue et la bassesse, ils tombent par la cabale et la trahison.

Louis XIV avait commencé la guerre de la succession d'Espagne : il donna l'ordre à Fériol de remontrer à la Porte que l'occasion était favorable pour se venger de ses défaites et reprendre son ancienne position. L'Italie et l'Espagne appartenaient à la maison de Bourbon ; Venise et la Pologne restaient neutres : il n'y avait donc pas à craindre le renouvellement de la sainte ligue. Mais le parti de la paix dominait au sérail et le sultan refusa obstinément de se mêler d'une guerre où les infidèles s'entre-égorgeaient. Profitant de cette apathie, et voyant l'Occident tout entier engagé dans la guerre de la succession d'Espagne, la Russie entama, avec la Turquie, cette lutte qui devait durer jusqu'à nos jours et faire pencher l'empire ottoman sur le bord de l'abîme.

« L'Eglise grecque, si fatale à l'Europe et à la civilisa-
« tion, avait enfanté, dans son extrême décrépitude, un
« chétif et dernier avorton du siège de Byzance, l'Église
« russe, qui reçut à peine en naissant un débile souffle de

« vie évangélique et qui ne s'en servit jamais que dans « les intérêts politiques du pouvoir qui la tient en servi- « tude. Sa prétention, dès les temps les plus anciens, fut « de réunir à elle tous les peuples qui avaient sa croyance, « ou d'hériter du pouvoir religieux de Constantinople et « de rétablir l'empire d'Orient au profit des tzars de Mos- « cou.

« Pierre le Grand ne possédait encore qu'un Etat sau- « vage, sans ports, sans armées, sans finances ; il avait de- « vant lui la Suède, la Pologne, la Turquie, qui interdisaient « à la Russie la vie européenne ; enfin il n'avait pas encore « un pouce de terre sur les bords du Pont-Euxin, qu'il « intriguait, déjà, par toute la Grèce, remuant les peuples « de race slave, combattant sourdement l'influence de la « France sur les chrétiens orientaux, minant l'empire otto- « man. Aussi les Grecs, qui avaient conservé dans l'escla- « vage toute leur haine pour les Latins, se tournèrent-ils « avec espoir vers les barbares du Nord, qu'ils regar- « dèrent dès lors comme leurs libérateurs [1]. »

La Porte méprisait ce nouvel ennemi ; elle laissa Pierre le Grand fortifier Azow, construire des vaisseaux ; elle regarda avec indifférence la guerre terrible où Charles XII essaya d'étouffer la Russie naissante. Elle leurra le roi de Suède par la promesse que le khan des Tartares marcherait à son secours; Charles XII crut à cette parole et s'aventura dans l'intérieur de la Russie avec seize mille hommes. Écrasé à Poltava, il se réfugia, à Bender, sur le territoire ottoman, et essaya d'entraîner Ahmed III à la guerre contre le tzar.

Les ambassadeurs de France, Fériol et Desalleurs, ainsi que le khan des Tartares, joignirent leurs instances à celles de Charles XII sans obtenir plus de résultats. Le grand-vézir, Kupruli-Nouman-Pacha, ne songeait qu'à entretenir de bonnes relations avec la Russie. Les partisans du roi de Suède mirent tout en œuvre pour le renverser. Juste, tolérant, consciencieux, actif, il manquait

[1] Lavallée, *Histoire de Turquie.*

du sens politique et de la hauteur des vues qui avaient jusqu'alors caractérisé les membres de sa famille. Ce ne furent cependant pas les intrigues du parti de la guerre qui causèrent sa chute, mais la noble fermeté qu'il déploya en refusant d'alimenter les folles prodigalités du sultan. Les prédécesseurs de Kupruli payaient les Janissaires non pas avec l'argent du trésor, mais avec le produit de leurs extorsions et de leurs rapines; sous l'intègre administration du nouveau grand-vézir cet abus cessa. Ahmed, qui ne pouvait plus puiser à sa guise dans le trésor, lui reprocha de préférer l'intérêt de ses sujets à celui de l'empereur : « Ton prédécesseur Chourlouli, lui dit-il, savait bien « trouver d'autres moyens de payer mes troupes. » Le grand « vézir répondit : « S'il avait l'art d'enrichir Sa Hautesse « par des rapines, c'est un art que je me fais gloire d'i- « gnorer[1]. »

La dynastie des Kupruli finissait dignement par un grand honnête homme, dont la disgrâce ajoutait encore un nouveau lustre à l'éclat de cette famille d'hommes d'État si éminents.

Les Kupruli eussent rendu à la Turquie le temps glorieux de Suleyman, si quelques hommes de talent et de génie, noyés dans une masse apathique et démoralisée, pouvaient former un peuple.

Guerre avec la Russie : traité de Falksen (1711), d'Andrinople (1713). Guerre avec Venise et l'Autriche : paix de Passarovitz (1718).

La chute de Kupruli fut le signal de la guerre, et le nouveau vézir Baltadji-Mohammed prit lui-même la direction des opérations.

Le tzar avait compté sur un soulèvement général des populations chrétiennes; personne ne bougea. Cerné sur les bords du Pruth par deux cent mille Turcs et Tartares,

[1] Voltaire, *Histoire de Charles XII.*

sans vivres, sans munitions. Pierre Ier était perdu sans ressources. C'en était fait de la puissance moscovite, mais la corruption suppléa à la force.

Le grand-vézir, Baltadji-Mohammed, se laissa gagner par les présents que lui envoya la tzarine Catherine et crut effacer la honte du traité de Carlovitz par celle du traité de Falksen (1711). Le tzar restituait Azow, s'engageait à raser les fortereses du Palus-Méotides, et à ne plus se mêler des affaires des Cosaques. Cette paix, tout avantageuse qu'elle était pour la Porte, le fut encore bien plus pour le tzar qu'elle tira d'une position désespérée. Charles XII ne put contenir son indignation ; il reprocha amèrement au grand-vézir de n'avoir pas fait prisonnier Pierre le Grand. « Eh ! qui donc aurait gouverné ses Etats,» répondit sèchement Baltadji, « il n'est pas bon que tous les « rois soient hors de chez eux. » Par cette impertinence, qu'il croyait spirituelle, le ministre ottoman pensait-il justifier son ineptie politique? L'empire devait chèrement payer plus tard la vénalité et l'impéritie d'un incapable.

Baltadji ne jouit pas de son œuvre : dénoncé hautement au padischah par le khan de Crimée, Dewlet-Gheraï, et par l'envoyé de Suède, le comte Poniatowski, il fut destitué et exilé à Lemnos. Son successeur, Yousouf-Pacha, opposé à la guerre, réussit à paralyser les velléités guerrières du sultan et conclut avec la Russie une trêve de vingt-cinq ans (1712). Charles reçut l'ordre de retourner dans son royaume ; mais le roi de Suède n'avait pas perdu l'espérance d'armer de nouveau les Ottomans contre les Moscovites : il refusa. On recourut à la force : ici se place le magnifique épisode de Bender où Charles XII avec trois cents Suédois, quelques officiers et ses domestiques, soutint l'attaque de vingt mille Tartares et six mille Ottomans[1]. La paix d'Andrinople (15 juin 1713), due à l'intervention de la Hollande et de l'Angleterre, acheva d'enlever au roi de Suède tout espoir. Après deux années de séjour en Turquie, il se décida à regagner ses États (1er octobre 1714).

[1] Voyez Voltaire, *Histoire de Charles XII.*

La politique oscillait au gré des intrigues du harem : nulle intelligence de la situation, nulle fixité dans les plans, nulle suite dans les idées. Le désir de reprendre la Morée aux Vénitiens avait poussé le grand-vézir Damad-Ali à rechercher l'amitié russe ; il commit une faute non moins grande en choisissant pour faire la guerre le moment où Louis XIV signait les traités d'Utrecht et de Rastadt et où la France épuisée posait les armes (1715). Le prétexte fut aisément trouvé dans l'appui secret donné par les Vénitiens aux Monténégrins. Une seule campagne donna aux Turcs Corinthe, Nauplie de Romanie, Modon et la Morée entière. En même temps les deux seules places que Venise possédait en Crète capitulaient ; Corfou seule, défendue par l'illustre Schullembourg, repoussa victorieusement les Osmanlys.

Venise implora l'aide de l'empereur Charles VI, garant du traité de Carlowitz, qui somma le Sultan de déposer les armes et de restituer à la République les provinces qu'il lui avait enlevées : c'était une déclaration de guerre. Damad-Ali, à qui la facile conquête de la Morée avait fait une grande réputation militaire, n'était pas de taille à lutter contre Eugène de Savoie. La défaite de Peterwardein coûta aux Ottomans six mille hommes, cent quatorze canons, cent quatorze drapeaux ; le grand-vézir désespéré se fit tuer sur le champ de bataille (5 août 1716). Temesvar capitula après quarante-quatre jours de siège, et l'investissement de Belgrade commença.

Le nouveau grand-vézir, Khalil-Pacha, marcha au secours de la place et essuya un désastre complet (17 août 1717) : deux jours après, Belgrade se rendit au vainqueur. Le traité de Passarovitz (21 juillet 1718) mit fin aux hostilités. L'Autriche acquit le banat de Temesvar, Belgrade et une portion de la Serbie, la Valachie jusqu'à l'Aluta ; Venise conserva ses places fortes d'Albanie, mais perdit la Morée. Enfin Pierre le Grand obtint une modification aux traités de Falksen, de Constantinople et d'Andrinople, qui démontra la profonde inintelligence des ministres incapables qui avaient succédé aux grands Kupruli.

La Turquie et la Russie, par ce nouveau traité, s'engageaient à empêcher par « *toutes les voies possibles* » que la couronne ne devînt héréditaire en Pologne et que le pouvoir royal pût devenir prépondérant. Le Divan n'avait pas compris que la force de la Pologne importait à la sécurité de l'empire, il ne voyait pas davantage que c'était une barrière vivante contre le flot de l'invasion russe.

Guerre avec la Perse. Déposition d'Ahmed (1727).

Le sceau avait été confié à Ibrahim ; le nouveau grand-vézir voulut compenser par d'autres acquisitions les pertes de l'empire en Europe; mais cherchant des ennemis plus faciles à vaincre que les chrétiens, il tourna vers la Perse l'activité militaire des Ottomans. Schah-Hussein, dernier prince de la dynastie des Séfis, avait abdiqué (1722) de force en faveur de Mir-Mahmoud, gouverneur de l'Afghanistan. La Porte profitant de l'état de trouble où cette révolution avait plongé la Perse, excita à la révolte les Sunnites du Chirvan persan. Mais en même temps Pierre I[er] s'emparait des pays voisins de la mer Caspienne et envahissait le Daghestan. Le khan de Crimée, vivement alarmé, manda à Constantinople « que si les Ottomans et les Tartares demeuraient dans l'inaction, la Russie s'étendrait tellement qu'elle environnerait toutes les possessions de « l'empire en Asie. »

Aussitôt les troupes turques envahirent l'Arménie et la Géorgie persannes, pendant que les Russes franchissaient le Caucase; la guerre était sur le point d'éclater entre les deux empires. Le tzar s'en inquiéta et sollicita la médiation de la France. Dubois accepta le rôle d'arbitre, mais pour concilier les exigences des deux rivaux, il viola le droit des gens par un traité qui laissait à chacun d'eux les provinces persannes qu'il occupait (24 juin 1724). Les Persans n'acceptèrent pas cet étrange arrangement. Hamadan (Ecbatane), Erivan, Tebriz furent enlevés d'assaut; partout les Persans furent enfoncés: (1725) en une seule

campagne toute la portion du territoire abandonnée à la Porte fut conquise.

L'anarchie désolait la Perse : Mir-Mahmoud, sorte de fou furieux, après avoir fait périr plus de cent fils, oncles et frères de Schah-Husseïn, périt étranglé par ordre de son cousin Eschref, qui s'empara du pouvoir. Son compétiteur, Schah-Tahmasp, offrit à la Porte de lui céder les provinces qu'elle avait conquises si elle voulait le reconnaître. Sa proposition fut accueillie et les négociations commencèrent. Mais Eschref, à la tête de dix-sept mille hommes, battit complètement une armée de soixante mille Ottomans et engagea à son tour des pourparlers avec le serasker : il ratifia les conditions consenties par son rival et, à ce prix, fut reconnu souverain de l'Iran. Eschref avait cru consolider sa puissance en abandonnant à la Russie et à la Turquie les plus belles provinces de son royaume; il ne tarda pas à être détrompé. Le souverain légitime, Schah-Tahmasp s'était réfugié dans le Khorassan dont il gagna à sa cause les plus puissantes tribus et confia le commandement de ses troupes à un jeune homme de génie, ancien conducteur de chameaux, ancien chef de brigands, Nadir-Kouli-Bek-Efchar.

L'usurpateur, battu dans trois rencontres successives, dut s'enfuir dans les déserts de Sistan où il trouva la mort, tandis que Schah-Tahmasp rentrait dans Ispahan.

A peine remonté sur le trône de ses pères, Schah-Tahmasp somma le sultan de restituer les provinces cédées par Eschref; et, sans attendre le résultat des négociations, Nadir envahit le territoire ottoman. Le sultan peu porté à la guerre, répugnait à entamer la lutte, il ne céda qu'à contre-cœur au cri unanime de ses sujets. Cette politique maladroite causa un tel mécontement, qu'une sédition formidable éclata bientôt à Constantinople.

Le 28 septembre 1730, les Janissaires, soulevés par l'un d'entre eux, un certain Patrona-Khalil, appelèrent la populace aux armes. Les prisons furent forcées, un ramassis de bandits se joignit aux insurgés qui demandèrent la tête du grand-vézir, du mufti, du Kapoudan-Pacha. Le sultan

essaya en vain de sauver ses ministres : le peuple consentit à épargner les jours du mufti, mais exigea impérieusement le supplice d'Ibrahim-Pacha. Il fallut obéir : les cadavres du grand-vézir et du Kapoudan furent jetés à la foule. Cette lâche condescendance, loin d'apaiser les rebelles, ne fit que les encourager et le cri : Vive Mahmoud ! annonça à Ahmed que son règne avait pris fin.

Établissement de l'imprimerie.

Ahmed aura devant l'histoire la gloire et l'honneur d'avoir introduit l'imprimerie en Turquie. Mais pour faire adopter cette innovation, il dut s'incliner devant l'arrêt des ulémas qui interdirent l'impression du Koran et des livres canoniques.

Voici la teneur du Fetwa rendu par le mufti :

Question. — Si Zéïd s'engage à imiter les caractères des livres manuscrits, tels que les dictionnaires, les traités de logique, de philosophie, d'astronomie et autres ouvrages scientifiques, pour fondre des lettres, faire des types, et imprimer des livres absolument conformes aux modèles manuscrits, peut-on l'autoriser légalement à faire cette entreprise?

Réponse. — Dès qu'une personne entendue dans l'art de la presse a le talent de fondre des lettres, et de faire des types pour imprimer des manuscrits exacts et corrects ; dès que son opération offre de grands avantages tels que la célérité du travail, la facilité de tirer un grand nombre d'exemplaires, et le bas prix auquel chacun pourra s'en procurer ; si l'on propose quelques personnes très instruites dans la littérature pour corriger les épreuves, on ne peut alors que favoriser l'imprimeur dans son entreprise qui est des plus belles et des plus louables.

Les principaux ulémas donnèrent également leur approbation par écrit.

D'après ces pièces solennelles, le sultan acccorda le hatti-chérif autorisant l'établissement de l'imprimerie.

Voici la liste des ouvrages sortis des presses de Basmadji-Ibrahim :

1° 2 volumes de *Wann-Couly :* dictionnaire arabe.

2° 2 vol. de *Fevhkeuk-Schonoûry :* dictionnaire persan.

3° 2 vol. de *Naima :* histoire ottomane de 1591 à 1659.

4° 2 vol. de *Raschid*, continuateur de cette histoire jusqu'en 1728.

5° 1 vol. *Djihhann-Nouma* (le belvédère du monde) par *Kiatib Tcheleby*, description géographique de l'Orient avec cartes géographiques, précis historiques, un discours sur les mathématiques et les éléments d'Euclide.

6° 1 vol. *Takwim-Twarikh*, par le même, tableau chronologique des monarques et grands hommes de l'Orient jusqu'en 1732.

7° *Tœuhhfeth'ul-Kubar*, par le même, description de la mer Méditerranée et histoire de la marine ottomane jusqu'en 1655.

8° *Golschen'y-Khouléfa* par Nazmizadé : précis historique des Khalifes et des différentes dynasties mahométanes depuis 744 jusqu'en 1643.

9° *Tarikh-Timour* (histoire de Timour), par le même.

10° *Tarikh-Missr* (histoire de l'Egypte) par Suhheïly. C'est seulement la conquête du royaume par Sélim.

11° *Tarikh-Aghwaniyann* (histoire des Afghans), avec un précis historique des Sophis de Perse.

12° *Tarikh-Bosna* (histoire de Bosnie), elle ne traite que des guerres de 1736 à 1739.

13° *Tarikh'ul-Hind'ul Gahrby*, précis historique des Indes Occidentales.

14° *Feyouzath-Miknattssiyé*, sur les propriétés de l'aimant et de la boussole.

15° *Oussoul'ul-Hikem* : traité d'économie politique et d'art militaire.

La mort de Basmadji-Ibrahim en 1746 amena la chute de l'imprimerie.

Son successeur Kutchuk-Ibrahim, ne s'occupa que d'une seconde édition de *Wann-Couly* puis abandonna l'imprimerie.

Abdul-Hamid Ier la rétablit par un hatti-chérif (12 mars 1784) et lui donna pour directeur Mohammed-Réchid-Effendi et Ahmed-Wassif-Effendi, historiographe de l'empire.

L'édit renouvela la défense de jamais toucher aux livres canoniques, accorda aux directeurs un privilège exclusif et leur donna liberté entière d'employer telles personnes qu'ils voudront.

L'imprimerie dès lors n'a cessé de fonctionner jusqu'au jour où Mahmoud lui a donné le plus grand essor.

Mahmoud Ier : traité avec la Perse.

Le chef de la révolte, Patrona-Khalil, était maître de la capitale ; quand il parut devant le prince qu'il avait placé sur le trône, il lui dit : « Je sais le sort qui m'est réservé, « car jamais aucun de ceux qui ont osé déposer des padis-« châhs n'a échappé à la mort, mais je ne suis pas moins « content de te voir assis sur le trône d'Osman et d'avoir « délivré l'empire de ses oppresseurs. » Le sultan, étonné, répondit : « Je fais le serment par les mânes de mes an-« cêtres, de ne point attenter à ta vie ; bien plus, demande « ce que tu voudras, tu l'auras. » Patrona se contenta de réclamer l'abolition d'un impôt vexatoire pour le peuple, les *malékianès* (baux à vie).

Mais avec la popularité, l'ambition était venue au simple janissaire ; ce qu'il voulait, c'était être le maître. Il exigea que la populace participât au denier d'avènement et poignarda le Segban-Bachi qui osait s'opposer à ses volontés ; il arracha au sultan l'ordre de démolir les maisons élevées par les pachas et les beys sur les bords des Eaux-douces, enfin il donna la principauté de Moldavie à un boucher, dont il était le débiteur.

Le grand-vézir essaya d'épargner à l'empire cette honte et cette humiliation en se retranchant derrière les ordres du sultan. « Allez donc trouver Sa Hautesse, lui dit « insolemment un des chefs des révoltés, mais songez,

« avant tout, à obéir à Patrona-Khalil. » La tyrannie de cette brute, appuyée par la populace, était insupportable; le Kyslar-Aga Bechir, le Kapoudan-Pacha Djanum Khodja et le khan de Crimée, Kaplan-Gheray, résolurent de soustraire leur maître à ce joug méprisable et odieux.

Les officiers supérieurs des Janissaires, irrités de l'audace de ce parvenu qui osait prétendre au commandement suprême de ce corps d'élite, entrèrent dans le complot. Patrona s'étant rendu au sérail pour contraindre Mahmoud à déclarer la guerre à la Russie, les conjurés saisirent ce moment pour se défaire de lui. A peine le padischah fut-il assis que le grand-vézir frappa dans ses mains : à ce signal Khalil-Pehliwan, colonel du 7e régiment des Janissaires, entra à la tête de trente-deux soldats dévoués.

Là, s'adressant à Patrona : « Quel est le misérable assez « hardi, lui dit-il, pour aspirer au grade d'agha des Janis« saires. »

A cette attaque imprévue, Patrona-Khalil ne répondit qu'en se précipitant, le poignard levé, sur celui qui le bravait. Mais enveloppé à l'instant, il fut massacré, et son escorte partagea son sort. Ses partisans se soulevèrent; mais la révolte, veuve de son chef, fut aisément comprimée et sept mille cadavres furent le gage du rétablissement de l'ordre.

La capitale pacifiée, la Porte reprit la guerre contre la Perse : Schah Tahmasp, battu à Kon'djan, demanda la paix.

Par le traité conclu le 10 janvier 1732, la Perse recouvrait Tebriz, Ardahan, Hamadan et tout le Louristan; elle cédait à la Turquie le Daghestan, le Karthli, le Kakhti, Nakhtchivan, Erivan, Tiflis ; l'Araxe devenait la frontière des deux empires du côté de l'Aderbaïdjan.

La paix ne fut pas de longue durée. Nadir, après avoir rétabli Schah-Tahmasp sur le trône, avait reçu en récompense le titre de Sultan et le gouvernement de Sistan, de l'Aderbaïdjan, du Mazenderan et du Khorassan. Pour ne pas éveiller l'envie, il se contenta du titre Tahmas-Kouli-

Khan (Khan esclave de Tahmas) et travailla en secret à sa propre élévation. Il protesta hautement contre le traité de paix, marcha sur Ispahan, détrôna Schah-Tahmasp, et se déclara régent du royaume pendant la minorité du fils du monarque déposé, Schah-Abbas III. Le premier acte du régent fut de dénoncer le traité; il envahit le territoire ottoman, battit les Osmanlys près du pont d'Adana et vint mettre le siège devant Bagdad. Topal-Osman-Pacha accourut avec quatre-vingt mille hommes au secours de la ville : une bataille terrible s'engagea sur les bords du Tigre, à Djouldjeïlik ; Tahmas-Kouli-Khan, grièvement blessé, fut entraîné dans la déroute de ses troupes (19 juillet 1733). Battus une seconde fois à Leithan, les Persans ne tardèrent pas à prendre une revanche éclatante : l'armée turque fut écrasée et le serasker périt dans la mêlée. La mort de Topal-Osman fut un malheur public pour l'empire ; en lui les Turcs perdaient non seulement un ministre vertueux et intègre, un administrateur éclairé et capable, mais un général habile et un chef énergique. Les revers se succédèrent alors sans interruption; enfin après le désastre de Baghawerd où fut battu et tué le sérasker Kupruli-Abdullah, fils de Kupruli-Mustapha, le Divan se décida à demander la paix. Les plénipotentiaires qu'il envoyait à Tiflis assistèrent au couronnement de Nadir-Schah et signèrent un traité qui enlevait aux Ottomans leurs dernières conquêtes et les frontières furent rétablies conformément au traité conclu en 1639 avec Murad IV.

Guerre avec la Russie et l'Autriche : traité de Belgrade (1739).

La Porte avait dû se hâter de traiter avec la Perse, car la guerre venait d'éclater avec la Russie.

La Pologne, désolée par l'anarchie depuis un siècle, était une proie désignée d'avance à l'ambition de ses voisins; seule, la France s'intéressait à son sort. Pour paralyser son action, la Russie, l'Autriche et la Prusse avaient conclu en

1732 un pacte secret, qu'on peut regarder comme le prologue du démembrement de la Pologne. A la mort d'Auguste, le parti national élut Stanislas Leckzinski (1733); aussitôt les armées russes et autrichiennes envahirent le territoire polonais. La France déclara la guerre à l'Autriche, et son ambassadeur près de la Porte sollicita le Divan de prendre les armes pour venger l'injure que lui faisait la Russie en intervenant dans ce pays, quand les traités de Falksen et de Constantinople avaient placé son indépendance sous la garantie du sultan. Les ministres ottomans restèrent sourds aux exhortations du marquis de Villeneuve. Le khan des Tartares, à l'instigation du baron de Tott, se préparait à envahir l'Ukraine, la Porte lui défendit de remuer, l'or d'Auguste II ruisselait dans le sérail.

Cependant Stanislas avait succombé, écrasé sous le nombre, les Russes étaient maîtres de la Pologne, la France occupée contre l'Autriche essaya encore d'ouvrir les yeux de la Turquie sur ses véritables intérêts et pour réussir, s'adressa au fameux comte de Bonneval.

Né en 1675, Bonneval[1] servit d'abord dans la marine; une affaire d'honneur l'obligea d'en sortir, il entra aux gardes françaises, et, en 1701, acheta un régiment et se distingua à la bataille de Luzzara. Il rançonna les petits princes d'Italie, et Chamillard qui le détestait voulut lui faire rendre gorge; le comte quitta alors l'armée, passa à l'ennemi en 1706, et devint un des meilleurs lieutenants du prince Eugène.

En 1716 il se couvrait de gloire dans la guerre contre les Turcs. Rentré en France, il se mariait, quittait sa femme le jour même des noces, retournait en Allemagne et prenait la plus grande part à la victoire de Belgrade. Il ne tarda pas à se brouiller avec le prince Eugène et à la

[1] Connu en Turquie sous le nom d'Ahmed-Pacha, mort en 1747. Il fut enterré à Péra; on lit sur son tombeau cette épitaphe : « Dieu est « permanent! Que Dieu glorieux et grand auprès des vrais croyants, « donne paix au défunt Ahmed-Pacha, général des bombardiers, l'an » de l'hégire 1160. »

Voyez sur le comte de Bonneval les *Mémoires du prince de Ligne*.

suite de sa querelle avec le marquis de Prié, gouverneur de Belgique, il provoqua en duel le prince Eugène (1724). Jeté en prison, il s'évada, se réfugia en Turquie et prit le turban pour échapper à l'extradition. Devenu musulman, général des bombardiers, pacha à deux queues, il était l'ami et le conseiller du grand-vézir.

« On lui avait confié un corps de troupes qu'il avait « exercé à l'européenne, et il voulut réformer toute l'armée « ottomane, quand les craintes du sultan et les représen- « tations de la Russie l'arrêtèrent dans ses projets. Ce fut « lui qui révéla à la Porte les secrets de la politique eu- « ropéenne, qui lui fit connaître, par des mémoires qu'il « adressa au sultan, ses véritables intérêts, qui lui suggéra « les moyens de continuer les guerres dans lesquelles elle « se trouva engagée [1]. »

Ennemi implacable de la maison d'Autriche, il crut le moment venu de rendre à l'alliance franco-ottomane, le caractère qu'elle avait eu sous François Ier et envoya à la cour de Versailles un projet d'alliance offensive et défensive par lequel les deux puissances s'engageaient à ne pas faire de paix séparée et à concerter leurs opérations.

Le timide cardinal Fleury rejeta l'alliance, tout en demandant une diversion des Turcs en Hongrie. L'empereur Charles II dont l'alliance de la France et de la Turquie aurait causé la perte, s'empressa alors de signer avec Fleury le traité de Vienne (1735). C'était un traité avantageux pour la France, mais en même temps une lourde faute politique ; à peine était-il signé que la Russie commença la guerre contre la Porte, encore aux prises avec Nadir-Schah. Une violation des frontières russes par les Tartares de Crimée servit de prétexte (mars 1736); les Russes envahirent aussitôt la Crimée : Lascy s'empara d'Azof, pendant que Münich enlevait successivement Orkapou, Kilburn, Khoslow, Baghtchi-Seraï, Simphéropol. L'Autriche, l'Angleterre et la Hollande offrirent leur médiation au Divan, où dominait encore le parti de la paix.

[1] Lavallée.

En vain Bonneval avertit le ministre « que l'empereur « n'avait dessein que de les amuser jusqu'à ce qu'il eût « rétabli les armées qui revenaient délabrées d'Italie[1] » ; les intrigues des Fanariotes vendus à la Russie l'emportèrent, la médiation de l'Autriche fut acceptée.

Pendant que les interminables conférences de Niemiron amusaient les Turcs, une armée autrichienne se massait sur les frontières et s'apprêtait à donner la main aux Russes. Le marquis de Villeneuve conseilla à la Porte d'acheter la paix au prix de la cession d'Azof ; il était trop tard maintenant pour faire la guerre ; c'était trois ans auparavant qu'il fallait entrer en campagne, quand l'Autriche avait à lutter contre la France, l'Espagne et la Sardaigne, quand la Russie était occupée en Pologne.

Pendant ce temps les impériaux, levant le masque, envahissaient la Serbie, la Bosnie et la Valachie. La mésintelligence qui régnait entre les généraux autrichiens causa la perte de leur armée. Battus à Banyaluka et à Waliewo, les Autrichiens durent évacuer précipitamment la Bosnie ; le prince d'Hildburghausen ne fut pas plus heureux en Serbie et fut contraint de repasser le Danube (1737)[2]. L'empereur demanda la paix; l'Angleterre et la Hollande offrirent de nouveau leur médiation. La Porte refusa, déclarant qu'elle n'accepterait de propositions de paix que par le canal de la France. Aussitôt Villeneuve se rendit au camp du grand-vézir et entama les négociations. L'habileté du négociateur fut puissamment secondée par les succès des Osmanlys. Malgré une défaite essuyée près de Konia, les Ottomans reprirent Semendria, Mohadia, Orsova ; Willis fut mis en déroute à Krozka, après une lutte acharnée de quinze heures (23 juillet 1739), et si le grand-vézir El-Hadj Mohammed avait su profiter de sa victoire,

[1] Rapports de Bonneval.

[2] C'est ce prince de Saxe-Hildburghausen qui commandait les troupes allemandes des cercles, qui formaient la grande majorité de l'armée de Soubise, à Rosbach. Ce fut à la lâcheté de ce général et de ces troupes que fut principalement due la perte de la bataille. — Voyez Pfister, *Histoire d'Allemagne*.

c'en était fait de l'armée autrichienne tout entière. Trois jours après Belgrade était investie. Du côté des Russes la fortune n'avait pas été si favorable aux Ottomans : Munich avait été battu sur les bords du Dniester pendant que la flotte moscovite était brûlée par le Kapoudan-Pacha, Suleyman ; mais les Russes avaient bientôt pris leur revanche. Vainqueur à Savoutchané, Munich s'était emparé de Choczim, d'Yassy et avait conquis toute la Moldavie.

Les efforts du marquis de Villeneuve réussirent enfin à faire signer une paix séparée à l'Autriche et à la Russie sous la garantie de la France (septembre 1739). L'Autriche rendait Belgrade, Schabatz, moins l'artillerie et les munitions, la Serbie et la Valachie autrichienne, l'île et la forteresse d'Orsova. Le traité devait durer vingt-sept ans.

La convention avec la czarine stipulait la démolition d'Azof, l'interdiction pour la Russie d'avoir des vaisseaux sur la mer Noire ou sur la mer d'Azof, l'obligation d'y commercer seulement par des navires étrangers. Enfin la Russie restituait toutes ses conquêtes.

Le traité de Belgrade conclu sous la médiation et la garantie de la France, annihila le traité de Carlowitz dont il effaça la honte. « L'influence de la France sur les affaires « ottomanes ne fut jamais aussi décisive ni avant ni après, « et la mission de M. de Villeneuve est assurément la « plus mémorable que signale l'histoire des relations di- « plomatiques de la France avec la Turquie. Villeneuve, « revêtu du titre éclatant d'ambassadeur extraordinaire, « était à la fois l'âme, le conseil et le guide de toutes les « négociations entamées à cette époque, auprès de la Porte, « par les divers cabinets européens [1]. »

Le premier emploi que fit le marquis de Villeneuve de son crédit fut de faire conclure entre la Porte et la Suède un traité d'alliance offensive et défensive : les deux puissances devaient se prêter un appui réciproque contre la Russie (1740).

Les capitulations de 1673 reçurent toutes les modifica-

[1] Hammer.

tions demandées par la France et le traité de 1740 a régi, jusqu'à nos jours, les rapports de la France et de l'empire ottoman.

Mohammed-Saïd, revêtu du titre d'ambassadeur extraordinaire, alla à Versailles présenter les capitulations à Louis XV. Reçu avec de grands honneurs, il revint à Constantinople avec deux bâtiments de guerre et un petit corps de canonniers français qui devait servir de noyau au comte de Bonneval pour régénérer l'artillerie ottomane et la mettre à la hauteur des progrès accomplis.

Mauvaise politique de la Porte : les Fanariotes dans les Principautés danubiennes.

Le traité de Belgrade était à peine signé qu'il se présenta une occasion unique pour la Porte de recouvrer son ancienne puissance. La mort de l'empereur Charles VI (20 octobre 1740) armait contre sa fille Marie-Thérèse les puissances européennes, avides de se partager les dépouilles de la maison d'Autriche. La France, âme de cette coalition, sollicita la Turquie d'envahir la Hongrie qu'elle garderait pour sa part (1741). Mais depuis qu'une paix glorieuse avait lavé la honte de son humiliation, la Porte était retombée dans son orgueil apathique : elle se croyait l'arbitre de l'Europe, lorsqu'elle n'était plus qu'un contrepoids trop faible à la puissance moscovite, née d'hier.

Non seulement le sultan refusa, mais il écrivit aux puissances pour les engager à la paix [1] : cette conduite

[1] On pourra juger de quelles illusions se berçait le Grand-Seigneur s'il pensait que les lieux communs de la lettre de son grand-vézir feraient quelque impression sur des hommes d'État :

« Quelle âme sensible, quel être humain ne frémit pas de tous les « maux qui accompagnent la guerre ! Des ruisseaux de sang abreuvent « les campagnes, les vainqueurs ne sont pas plus épargnés que les « vaincus par l'ange de la mort; les hideuses maladies contagieuses « suivent les pas des combattants, les saisissent, les terrassent jusque « dans les bras de la victoire, et les jettent enfin au charnier où la

honnête mais souverainement impolitique, ne pouvait avoir aucun résultat.

La médiation du sultan fut déclinée par de vagues remerciements; il s'en montra offensé et son amitié pour la France se changea en un vif ressentiment.

Les efforts de Bonneval, les démarches de l'ambassadeur français, le comte Desalleurs, pour éclairer les Turcs sur leurs véritables intérêts, tout fut inutile. L'or de l'Angleterre décida même le Divan à signer avec l'Autriche et la Russie un traité de paix perpétuelle (1748). Plus la Porte se montrait désireuse de conserver la paix, plus ses ennemis mettaient d'empressement à en violer les conditions. La Russie fondait une nouvelle province, sous le nom de la Nouvelle-Servie, dans le pays compris entre le Bug et l'Ukraine, territoire qui, en vertu du traité de Belgrade, devait rester inculte et désert. Ce nouvel établissement coupait, en temps de guerre, les communications des Turcs et des Tartares. Enfin la Russie reprenait ses anciens desseins sur la Pologne et excitait les Khabardiens et les Circassiens à secouer l'autorité des khans de Crimée.

Arslan-Ghéray dévoué à la France et à la Suède, soldat intrépide et général entreprenant ne cessait d'exciter la Porte à la guerre et ne négligeait rien pour lui forcer la main. Le khan des Tartares ne réussit pas plus que le pacha Bonneval, « le ministère ottoman persista à préfé-

« mort les ravale au rang des animaux avec qui elle les confond. Les
« hommes dégradés qui, dans leurs fureurs insensées, ont imité la
« férocité des fauves, reçoivent ainsi de ses mains leur châtiment.

« Le hideux génie du mal, en poussant le cri de guerre, tranche, de
« son glaive flamboyant, les liens des nations. Les frères se traitent en
« ennemis ; la raison du plus fort redevient la loi des enfants d'Adam ;
« le sang et les larmes des victimes écrivent sur ses tablettes d'airain
« l'outrage fait à toutes les vertus : la faiblesse a trouvé son bourreau ;
« l'innocence, son sacrilège; la pudeur, son contempteur. Désireux de
« prévenir le retour de tant de crimes et de malheurs, pour obéir à la
« volonté de Dieu, mon glorieux empereur qui n'est autre que l'ombre
« de Dieu sur la terre, invite les princes chrétiens à se réconcilier et
« leur offre sa puissante médiation. »

« rer une tolérance qui prolongeait les douceurs de la
« paix à une animadversion qui aurait rallumé la guerre. »

Non contente d'avoir manqué une si belle occasion de restaurer sa puissance, la Porte prenait, à l'égard de la Valachie et de la Moldavie, des mesures qui ont favorisé les intrigues de la Russie et porté un coup funeste à l'empire ottoman. Pour assurer la fidélité des deux principautés, elle en ôta l'administration aux boyards indigènes : mais au lieu d'en faire deux pachaliks, elle les fit gouverner par des rayas chrétiens que le Divan choisit parmi « les
« Grecs du Fanar, depuis longtemps les plus bas et les
« plus corrompus des serviteurs de la Porte [1]. » Il eût été impossible de trouver plus d'abjection unie à plus de vanité. Esclaves, ils se croyaient toujours les descendants d'Alexandre; insolents et barbares envers leurs subalternes, ils mendiaient, comme une grâce, un sourire de leurs maîtres.

« Ces Grecs dégénérés en étaient venus à se mépriser
« eux-mêmes ; leur mépris mutuel accrut leur avilisse-
« ment et sous cet aspect le Grand-Seigneur ne distingua
« plus rien dans ce vil troupeau. Le marchand fut élevé à
« la principauté; tout intrigant s'y crut des droits et ces
« malheureuses provinces mises à l'enchère, gémirent
« bientôt sous la vexation la plus cruelle.

« Une taxe annuelle, devenue immodérée par ces enchères,
« des sommes énormes empruntées par l'inféodé pour
« acheter l'inféodation ; des intérêts à vingt-cinq pour
« cent, d'autres sommes, journellement employées pour
« écarter l'intrigue des prétendants, le faste de ces nou-
« veaux parvenus et l'empressement avide de ces êtres
« éphémères sont autant de causes qui concourent pour
« dévaster les deux plus belles provinces de l'empire otto-
« man [2]. »

Le premier Fanariote qui gouverna la Valachie, Mavrocordato, paya son élévation en augmentant de cinq cent-

[1] Lavallée.
[2] Baron de Tott, *Mémoires*.

mille piastres le tribut dû à la Porte ; sa tyrannie ameuta contre lui toutes les classes de la société ; il fut déposé en 1741. Son successeur, Racovitza, augmenta encore le tribut ; il ne resta au pouvoir que trois ans et céda la place à Mavrocordato qui fut réintégré dans sa dignité. En 1748, Mavrocordato alla gouverner la Moldavie et fut remplacé par Grégoire Ghika. « Ce prince, dit un historien roumain, « comme ses prédécesseurs et ses successeurs de la même « souche ne regarda la principauté que comme un pays con- « quis où l'on avait la liberté de piller et de s'enrichir sans « songer aux pauvres habitants ni aux droits de l'humanité. »

Valets des Turcs, espions des Russes, trahissant tour à tour les deux gouvernements, uniquement occupés, *per fas et nefas*, d'amasser des trésors pour acheter du Divan le maintien de leur autorité précaire, les Fanariotes portèrent dans les principautés la servilité, la corruption, l'absence de sens moral qui les caractérisaient. Ces princes qui tremblaient devant un simple tchoadar, n'eurent d'énergie que pour le mal ; ils voulurent cacher l'infamie de leur origine sous une mare de sang : les parvenus se changèrent de suite en tyrans. Craignant que l'indignation et le désespoir ne poussassent les Roumains à la révolte, ils entreprirent l'extermination de la noblesse moldo-valaque ; l'insurrection devait ainsi se trouver sans chefs. Presque tous les boyards, dont les ancêtres s'étaient illustrés sur les champs de bataille contre les Turcs, les Hongrois ou les Polonais, tombèrent sous la hache du bourreau ou périrent en exil. Les titres de noblesse, mis à l'encan, furent vendus à la lie du Fanar : à la place de la vieille aristocratie roumaine, toujours prête à verser son sang pour la patrie, s'éleva une soi-disant noblesse sans honneur ni pudeur, sans foi ni loi ; son dieu était le veau d'or ; sa devise : tout pour l'argent et par l'argent[1].

[1] Les grands boyards actuels sont pour la plupart de race grecque, cigaine, albanaise, et ceux qui peuvent faire remonter leur origine à cent ans sont considérés comme de vieille roche. Il est juste de dire que la génération actuelle repousse toute solidarité avec les Fanariotes ; elle les renie et met son orgueil à être roumaine.

Aventuriers déguisés en princes; vilains à peine décrassés, affublés d'un titre de boyard; primats bâtonnés par le premier Turc venu [1], maîtres et laquais, n'eurent qu'une pensée : dévaliser le pays. Leur domination a lourdement pesé sur la Moldo-Valachie, et si la Roumanie n'a pas été gangrenée jusqu'à la moelle, elle le doit uniquement au tempérament vigoureux de son peuple et à l'esprit de vitalité et de résistance de la race latine.

« Les Valaques, du temps de Michel le Brave, refusaient « les Grecs même comme simples employés dans leur gou- « vernement ; les Valaques de 1650 acceptaient avec in- « différence ou le rebut du Fanar et de l'Albanie, ou des « serruriers ou des marchands d'huîtres; ils souffraient et « se taisaient [2]. »

Ils vidèrent le calice jusqu'à la lie, mais ils conçurent une haine violente contre les Turcs qui violaient les droits assurés aux principautés par les anciens traités; ils appelèrent de tous leurs vœux les Russes, qu'ils s'accoutumèrent à considérer comme leurs libérateurs désignés. Un jour même la Roumanie devait faire chèrement payer à la Porte les infamies qu'elle avait laissé commettre aux Fanariotes. L'abandon de la Suède et de la Pologne allait compléter les maladresses du Divan.

Osman III (1754-1757).

Le 13 décembre 1754, Mahmoud Ier mourut, après un règne de vingt-quatre ans. Doux, humain, affable, naturellement porté à la clémence, il fut universellement regretté. Osman III lui succéda.

Le grand-vézir, Ali-Pacha favori du sultan, crut pouvoir se livrer sans crainte à des concussions qui ne tardèrent pas à exciter un mécontentement général. Ces plaintes parvinrent au sultan dans les courses qu'il faisait inco-

[1] Voyez à ce sujet baron de Tott, *Mémoires*, II.
[2] Cogolniceano, *Histoire de la Valachie et de la Moldavie*.

gnito[1]; outré de fureur contre son favori, Osman donna l'ordre de le mettre à mort, et sa tête fut exposée dans un plat d'argent, à la porte du sérail avec cet écriteau :

« C'est ainsi que l'on traite ceux qui abusent de la fa-
« veur de leur maître. »

Le mufti, un de ceux qui avaient le plus contribué à la chute d'Ali-Pacha, crut pouvoir se saisir de l'autorité au profit du corps des ulémas, mais ces prétentions irritèrent tellement le sultan qu'il fit apprêter les instruments de supplice.

Cette mesure calma les velléités ambitieuses des ulémas et Muhammed-Raghyb-Pacha reçut le sceau.

Le nouveau ministre « joignait à l'esprit le plus sédui-
« sant beaucoup de force de caractère. Jamais vézir n'a
« mieux possédé que lui les talents de sa place ; il savait
« corrompre avec adresse et intimider les plus audacieux ;
« toujours perfide, mais toujours habile et maître de lui-
« même, il comptait les hommes pour peu de chose et
« leur vie pour rien. Ce ministre avait précédemment
« occupé le pachalik du Caire ; l'indiscipline des beys ma-
« melucks, étayés par la force, ne lui avait laissé que les
« ressources de la corruption pour se soutenir.... Raghyb
« joignait encore à tous ses talents des connaissances utiles,
« aux affaires de l'empire ; il les avait acquises au traité de
« Belgrade, pendant lequel il occupait la charge de Mek-
« toubtchy[2]. »

[1] Quand le comte de Vergennes, ambassadeur de France, se rendit à l'audience du grand-vézir Mohammed-Saïd, aussitôt après l'avènement d'Osman, le sultan se mêla au cortège sous un déguisement. « Nous le
« trouvâmes déguisé en homme de loi et seulement accompagné de
« son séliktar et de son divitdar, tous deux déguisés en tchoadars ; il
« s'était arrêté dans une rue pour nous voir passer, et notre marche
« pénétrant de là dans l'Atméidan, nous vîmes bientôt ce prince arriver
« en courant à côté de nous, en ralentissant sa marche près de l'ambas-
« sadeur ; il l'accompagna jusqu'au bout de la place ; recommençant
« alors à courir, il traversa la rue à la tête de la première file, entra par
« une des portes du sérail, en resortit vers la marine pour nous re-
« joindre à l'échelle où nous nous embarquâmes ; il y resta jusqu'à
« notre départ, après quoi il rentra de nouveau dans l'enceinte de son
« palais. » (Baron de Tott, *Mémoires*.)

[2] Baron de Tott.

Osman ne fit que passer sur le trône : les événements de son règne se bornent à un incendie qui consuma la moitié de Constantinople, à une émeute de femmes occasionnée par la famine, et à l'usurpation des Lieux Saints par les Grecs [1].

Osman III mourut le 29 octobre 1757, et eut pour successeur son neveu Mustapha III, fils d'Ahmed III.

[1] Nous aurons occasion de revenir sur cette question à propos de la guerre de Crimée.

LIVRE V

LES RÉFORMES

CHAPITRE XVII

MUSTAPHA III : PREMIER ESSAI DE RÉFORMES (1757-1789).

Raghyb-Pacha. — Guerre avec la Russie. Situation critique de l'empire. — Revers de la Porte. Réformes du baron de Tott. — Dernières années de Mustapha : sa mort (1774). Son caractère. — Abdul-Hamid. Traité de Kaïnardji (1774). — Annexion de la Crimée par la Russie (1784). La Porte lui déclare la guerre (1787). Mort d'Abdul-Hamid.

Raghyb-Pacha.

Le sultan, dès les premiers jours, manifesta hautement l'intention de changer la politique de la Porte. Quand il se rendit à Eyoub pour ceindre le cimeterre d'Osman, il s'arrêta devant la caserne des Janissaires : suivant l'usage, établi depuis Suleyman, l'agha des Janissaires lui présenta une coupe de *cherbet* : « Camarades, dit alors le Grand-« Seigneur, j'espère, au printemps prochain, la boire avec « vous sous les murs de Bender. »

Cependant son règne commençait au milieu du mécontentement général, excité par des lois somptuaires d'une violence et d'une vigueur extrêmes, et de l'indignation pu-

blique, causée par le massacre de la caravane des pèlerins de la Mecque et la perte du vaisseau amiral que les esclaves chrétiens avaient enlevé et conduit à Malte, pendant que la majeure partie de l'équipage était à terre.

Heureusement l'activité du padischâh trouva un autre aliment que les lois somptuaires. Le soin de mettre l'ordre dans les finances et de réprimer les abus l'occupa bientôt tout entier. Les dépenses du harem furent sévèrement contrôlées et l'article de l'habillement des femmes tarifé à deux cent cinquante livres par an ; le Kyslar-Agha perdit toute son importance en perdant l'administration des biens Vakoufs qui fut confiée au grand-vézir. Mais une mesure maladroite et néfaste fut l'altération des monnaies à point tel « que les faux monnayeurs travaillent aujourd'hui en « Turquie à l'avantage du peuple : quelque alliage qu'ils « emploient, le coin du Grand-Seigneur est encore au-des- « sous du titre qu'ils donnent à leurs espèces [1]... »

En même temps, Raghyb-Pacha établissait des lazzarets contre la peste, fondait, à ses frais, la première bibliothèque publique de Constantinople. Pour empêcher le renouvellement de la famine et soustraire le transport des céréales aux dangers et à l'incertitude de la navigation par mer, il avait formé le projet de couper l'Asie-Mineure par un canal navigable. Ce plan, dont l'idée appartient à Pline, consistait dans la réunion du fleuve Zacharie à la ville d'Isnik (Nicée), en se servant d'un lac situé à moitié chemin, dont les eaux auraient alimenté les écluses. Mais la mort empêcha Raghyb de donner suite à ses plans et de les réaliser (1762). Beaucoup plus instruit que ses compatriotes, il ne partageait pas leurs préjugés. Un Allemand se présenta un jour à la Porte et fit soupçonner par ses gestes plus que par son langage, qu'il désirait se faire Turc. Étonné, le grand-vézir voulut connaître le véritable motif de cette apostasie ; le candidat répondit dévotement que Mahomet lui était apparu pour l'inviter à mériter toutes les faveurs attachées à l'islamisme.

[1] Tott.

« Voilà un étrange coquin ! s'écria Raghyb, Mahomet « est apparu à Dantzick , à cet infidèle ! Depuis plus de « soixante-dix ans, je suis exact aux cinq prières, il ne m'a « jamais fait un pareil honneur. Dites-lui, drogman, qu'on « ne me trompe pas impunément, que certainement il a « tué père et mère ; s'il ne me dit pas la vérité, la po- « tence l'attend.... — Effrayé de cette menace, le voyageur « avoua qu'il avait été maître d'école à Dantzick, et qu'au « bout d'un certain temps il avait eu le malheur de donner « lieu à des soupçons fâcheux ; que les parents des enfants « qui lui étaient confiés l'avaient grièvement chicané, que « les magistrats s'étaient disposés à sévir contre lui d'une « manière un peu chaude ; que pour échapper à leur sen- « tence, et bien informé qu'à Constantinople on ne faisait « pas tant de bruit pour si peu de chose, il y était venu « changer de coiffure, dans l'espérance d'être bientôt lui- « même assez instruit pour contribuer aussi à l'éducation « de la jeunesse turque. — Faites-lui faire sa profession « de foi, répliqua le grand-vézir, et menez-moi ce néophyte « chez tel Mollah pour qu'il pourvoie à son entretien ; ils « sont faits pour vivre ensemble, c'est un camarade que je « lui envoie, mais qu'on charge l'imam du quartier d'aller « les instruire tous les deux, et de leur apprendre qu'au- « cune religion n'a jamais toléré leur régime...[1] »

Guerre avec la Russie. Situation critique de l'empire.

Le meurtre de Pierre III, l'avènement de Catherine II et la mort d'Auguste III, roi de Pologne, obligèrent la Porte à sortir de son repos au moment où elle perdait le seul homme d'État capable qu'elle possédait.

Depuis un demi-siècle la Russie travaillait à saper dans leurs fondements la Suède, la Pologne et la Turquie ; elle travaillait à détruire la triple barrière qui la séparait de l'Europe. Le traité de Nystadt avait enlevé à la Suède

[1] Baron de Tott.

les plus belles de ses provinces de la Baltique occidentale : c'était au tour de la Pologne. Maîtresse par la corruption ou la crainte de la Diète, la czarine assit sur le trône des Jagellons (1764) son ancien amant, le comte Stanislas Poniatowski. La France et la Turquie protestèrent contre cette honteuse élection et contre l'intervention des Russes. Mustapha III avait été insolemment joué par Catherine, car il avait juré de laisser l'élection libre, à condition que Poniatowski serait formellement exclu. Il voulait déclarer instanténement la guerre, mais les armées ottomanes étaient depuis vingt-cinq ans tombées dans le plus profond délabrement et le Divan était à la solde de l'Angleterre dont l'or aplanissait les difficultés à l'ambition moscovite, en haine de la France. « Que puis-je seul, disait-il au khan « de Crimée, Krim-Gheray ; tous mes pachas sont amollis « ou corrompus. Ils ne veulent que des kiosques, des mu- « siciens, de belles esclaves ; je travaille à mettre de l'ordre « dans l'empire, mais il n'y a personne qui veuille m'ai- « der. »

Le sultan se lassa enfin de la vénalité de ses ministres ; le grand-vézir fut destitué et le parti de la guerre prit possession du pouvoir.

Une ruse du khan des Tartares amena la violation du territoire ottoman : des Cosaques pénétrèrent dans Balta, à la poursuite de quelques Polonais, et massacrèrent tous les habitants. La guerre fut aussitôt déclarée et les Turcs commencèrent les hostilités.

Jamais l'empire ottoman n'avait été dans une situation aussi défavorable, pour s'engager dans une guerre. Les institutions militaires étaient en décadence complète ; l'indiscipline des soldats, la corruption des généraux, l'amollissement du courage étaient peu faits pour présager la victoire. Les premières notions de la géographie étaient inconnues des ministres ottomans[1] ; artillerie, fortifications,

[1] « Un ambassadeur de Venise venant à Constantinople avec deux « vaisseaux de guerre de la république, rencontra dans l'Archipel la « flotte du Grand-Seigneur, qui en temps de paix sort annuellement

discipline, manœuvres, tout était à créer. Le baron de Tott adressa à ce sujet plusieurs mémoires au sultan. Stupéfait de ces révélations, Mustapha, après quelques hésitations causées par la crainte du fanatisme de la populace[1], se décida à soumettre publiquement à l'inspection de Tott tous les travaux de l'artillerie ottomane.

« Quel ne fut pas l'étonnement de celui-ci en entrant « dans l'arsenal de Constantinople! Tout semblait y an- « noncer à des yeux attentifs la prochaine ruine de l'em- « pire, et, pour ainsi dire, on y lisait d'avance sur le « bronze et l'airain ses véritables destinées, la déroute de « ses armées, la prise de ses villes[2]. »

Les agents de Catherine, exploitant les passions religieuses, cherchaient à soulever les provinces chrétiennes de la Turquie. Un aventurier, officier d'artillerie au service russe, Papas-Oglou s'aboucha avec Bénaki, primat de Calamata, à qui son esprit et ses richesses avaient acquis une grande influence; il parcourut les côtes de l'Adriatique, la Thessalie, la Morée, appelant les Grecs aux armes. Il ne put s'entendre avec les Maïnotes : ces fiers montagnards ne voulaient pas plus de la tyrannie moscovite que du joug ottoman. Il réussit néanmoins à préparer un vaste soulèvement qui devait éclater aussitôt que la flotte russe paraîtrait.

Le moine Stéphano remuait la Serbie et la Croatie par ses prédications enthousiastes. « L'Allemagne et la Hon- « grie ne peuvent rien pour vous, répétait-il aux rayas; la

« pour percevoir le tribut des îles. L'amiral turc invita l'Excellence à « son bord pour la fêter, et dans la conversation lui demande si les « États de la République sont voisins de la Russie!...» (Baron de Tott.)

[1] Il faut lire les mémoires du baron de Tott, pour avoir une idée de l'aveuglement de la multitude. Une émeute faillit éclater parce que les refouloirs, garnis en brosse pour servir d'écouvillon, étaient faits en poil de cochon. La présence d'esprit du baron apaisa l'orage, il prouva à la foule que les pinceaux avec lesquels on peignait les mosquées étaient faits de poil de cet animal, et puisqu'il ne souillait pas les mosquées, il n'y avait nul inconvénient à s'en servir contre les ennemis. *Mémoires*, III, pages 78 à 83.

[2] Rulhières.

« France dort ; la Pologne agonise ; seule la Russie veille, « pense à vous, et vous tend la main, car elle est seule « orthodoxe. » Ses discours, ses aumônes et ses largesses soulevèrent la Serbie et l'Albanie, mais les Russes n'étaient pas encore prêts et l'insurrection fut écrasée par les Janissaires.

En Asie, l'autorité de la Porte sur les gouverneurs de provinces devenait de plus en plus illusoire et les pachas menaçaient l'empire d'un véritable démembrement. Ahmed-Pacha était réellement indépendant, dans le grand pachalik de Bagdad ; la Porte ne tirait aucun revenu de cette vaste province et ne pouvait obtenir aucun contingent militaire. Le sultan avait essayé de se débarrasser de ce sujet indocile en envoyant un Kapidji-Bachi chercher la tête du rebelle. Mais Ahmed, instruit par ses espions de la mission du Kapidji-Bachi, lui fit trancher la tête, et l'envoya insolemment au Divan à la place de la sienne.

Hadji-Ali-Yemkli, pacha de Trébizonde, régnait en maître absolu dans cette partie de l'empire.

« Dans le voisinage de Smyrne, il y a de grands agas : « ce sont des seigneurs indépendants qui entretiennent « des armées et qui mettent souvent la ville à contribu- « tion.... Tous les habitants des montagnes, depuis « Smyrne jusqu'à la Palestine, sont parfaitement indépen- « dants et considérés par les Turcs comme des ennemis « qu'ils combattent toutes les fois qu'ils en trouvent l'oc- « casion. Ils forment différentes nations qui ont leurs « souverains ou seigneurs particuliers, et qui sont même « de religions différentes. Celles qui sont près de Smyrne « sont mahométanes, plus loin sont les Kurdes, les Maro- « nites, les Druses[1]. »

« Les Mutualis qui habitent l'Anti-Liban jusqu'à Acre, « sont moins nombreux que les Druses, mais les châteaux « qu'ils habitent les rendent aussi prompts à se soulever « et aussi difficiles à se soumettre ; chaque cime de mon-

[1] Eton, *Tableau historique, politique de l'empire ottoman.*

« tagne est une forteresse, chaque propriétaire un grand « vassal.

« Ce peuple, fanatique des préceptes d'Ali, abhorre les « Mahométans sunnites qu'il massacre impitoyablement « lorsqu'il en trouve l'occasion. Les Mutualis sont conve- « nus de payer la redevance annuelle de deux mille bour- « ses pour jouir de leurs montagnes et de leurs seigneu- « ries; mais ils conservent plus soigneusement le bénéfice « qu'ils ne sont exacts à acquitter la charge : de sorte « que les Druses, ainsi que les Mutualis, également diffi- « ciles à contraindre, resserrent l'autorité du pacha dans « un très petit espace [1]. »

Le mameluck Ali-Bey dominait en Égypte et ne visait à rien moins qu'à se faire sultan d'Égypte.

« Toutes ses démarches furent relatives à ce but; il « chassa le pacha qui n'était plus qu'un être de représen- « tation, il refusa le tribut; enfin en 1768 il battit mon- « naie à son propre coin.... On tenta contre lui la voie « usitée des Kapidjis, mais le poison ou le poignard su- « rent toujours prévenir le cordon qu'ils portaient [2]. »

« Profitant des circonstances, il chercha par tous les « moyens à créer de nouveaux embarras à la Porte. Il « crut ne pouvoir gouverner tranquillement l'Égypte « qu'en établissant le scheïkh Taher maître de la Syrie et « de Damas. Il voulait en même temps assurer l'indépen- « dance aux Druses et aux Mutualis, et c'est après avoir « élevé cette muraille impénétrable à la puissance ottomane « qu'il comptait placer la couronne d'Égypte sur sa tête [3]. »

Revers de la Porte. Réformes du baron de Tott.

Le khan de Crimée, Krim-heray, ouvrit la campagne par une incursion dans la nouvelle Servie, incendia tous

[1] Baron de Tott, *Mémoires*.
[2] Volney, *Voyage en Syrie et en Égypte*.
[3] Baron de Tott.

les établissements russes et revint à Bender avec vingt-cinq mille prisonniers. La mort vint le surprendre au milieu de ses succès. Cependant le prince Galitzin avait passé le Dniester et attaqué Choczim. La vigoureuse résistance de la place le contraignit à lever le siège et à rentrer en Pologne. Emin-Pacha prit l'offensive, se fit battre complètement, et les Russes vinrent de nouveau investir Choczim où Potocki, un des chefs de la confédération de Bar, s'était jeté avec quelque mille hommes. Son énergique résistance donna le temps à Emin-Pacha d'accourir. « Le « Grand-Seigneur, le seul qui prît un véritable intérêt au « succès de ses armées, venait d'adresser à son vézir l'or-« dre d'une nouvelle disposition. Émin-Pacha osa pren-« dre sur lui d'y désobéir ; sa fausse politique fut trompée, « son armée battue et dispersée, et bientôt un ordre plus « ponctuellement exécuté plaça sa tête à la porte du sé-« rail[1]. »

Courtaud de boutique, puis scribe dans les bureaux de la trésorerie, il s'était élevé aux premières charges de l'État par l'intrigue et la bassesse ; son insolente présomption lui fit désirer le vézirat lors de la déclaration de guerre et briguer le commandement de l'armée. Sans aucun des talents nécessaires au vézirat et au généralat, il crut pouvoir conserver l'un avec tranquillité et remplir l'autre avec gloire en faisant la paix avant de commencer la guerre.

Moldovandji lui succéda : le nouveau vézir se montra plus actif mais il ne fut pas plus heureux. Franchissant le Dniester sur deux ponts, il assaillit le camp retranché des Russes. Une crue subite du fleuve vint ébranler les ponts; aussitôt craignant de se voir la retraite coupée, les soldats se précipitent en foule pour regagner la rive : les ponts cèdent sous le poids de cette multitude en désordre et tout disparaît dans l'abîme. Six mille hommes placés à la tête du pont pour protéger la retraite, restent isolés sur la rive gauche et sont anéantis par le feu des Russes.

[1] Baron de Tott.

L'armée ottomane se replia sur le Danube, évacuant Choczim, pendant que Galitzin envahissait la Moldavie et la Valachie (1769). En même temps une flotte russe pénétrait dans la Méditerranée et venait soulever la Morée. L'ambassadeur de France avait averti le Divan des projets des Russes sur la Grèce, mais ses avertissements furent accueillis avec l'incrédulité la plus marquée. Se fondant sur l'absence de communication entre la mer Baltique et l'Archipel, les ministres refusaient obstinément de croire à la possibilité du fait lorsqu'ils reçurent la nouvelle de la prise de Coron, du soulèvement de la Morée et de l'apparition de douze vaisseaux ennemis. L'insurrection de la Morée échoua et la flotte russe alla présenter la bataille à la flotte ottomane, dans le canal étroit qui sépare l'île de Chio de la côte d'Asie. Le combat dura quatre heures; les deux vaisseaux amiraux sautèrent. Les Turcs effrayés par cette explosion et bien que la perte des Russes fût plus forte que la leur, se retirèrent dans le plus grand désordre dans le port de Tchesmé.

Profitant de ce mouvement rétrograde, l'amiral Elphinston se présenta devant le port et y lança deux brûlots.

« L'aspect de ces deux petits vaisseaux qui se dirigeaient « vers le port, réveilla chez les Turcs l'idée de conquête; « et les prenant pour des transfuges, loin de s'occuper à « les couler bas, ils faisaient des vœux pour leur heureuse « arrivée, bien déterminés cependant à mettre l'équipage « aux fers, et jouissant déjà du plaisir de les conduire en « triomphe à Constantinople. Cependant ces prétendus dé- « serteurs, entrés sans difficultés, arrimèrent leurs gou- « vernails, lancèrent leurs grappins et vomirent bientôt « des tourbillons de flammes qui embrasèrent toute la « flotte. Le port de Tchesmé, encombré de vaisseaux, de « poudre et de canons n'offrit alors qu'un volcan dans le- « quel toute la marine des Turcs fut engloutie[1]. » (7 juillet 1770.)

[1] Baron de Tott. « Cette anecdote m'a été garantie par Hassan-Pacha. » (*Note de Tott.*)

Les Dardanelles n'étaient pas défendues, les Russes pouvaient arriver sans obstacles devant Constantinople. Elphinston voulait forcer immédiatement le détroit, mais l'amant de Catherine, Orloff, qui commandait en chef refusa et mit le siège devant Lemnos. Pendant ce temps le baron de Tott était chargé de fortifier les Dardanelles et de préserver la capitale. En quelques jours Tott improvisa tout un système de défense; des batteries furent construites et armées de canons, des navires de commerce furent transformés en brûlots, trente mille hommes occupèrent les ouvrages de défense et bientôt le passage fut impracable.

Sur terre, les Ottomans n'éprouvaient également que des désastres. Le successeur de Galitzin, Romanzoff, enveloppé près de Cahulu par cent quatre-vingt mille hommes, risqua la bataille, et après une lutte de huit heures, grâce à la supériorité de sa tactique, remporta une victoire complète : cinquante mille musulmans périrent dans cette fatale journée.

Cependant le cabinet de Versailles, à l'apparition de la flotte russe dans la Méditerranée avait proposé à la Porte une coopération maritime; il lui offrait quinze vaisseaux de ligne à condition qu'elle demanderait directement ce secours et qu'elle pourvoirait à son entretien; de plus il lui promettait l'aide de l'Espagne en échange d'un traité de commerce avec cette puissance.

Mais le sultan était seul d'avis de recourir à la France, tout le Divan était vendu à l'Angleterre : les ministres voulaient la paix à tout prix; ils demandèrent la médiation de l'Autriche. L'ambassadeur de France, le comte de Saint-Priest, aidé du baron de Tott qui possédait la confiance du sultan, ne négligea rien pour désiller les yeux des ministres et remédier aux vices de l'organisation ottomane.

L'artillerie était dans le plus triste état; les Ottomans qui avaient autrefois possédé la première artillerie de l'Europe, étaient restés stationnaires, ils en étaient encore se servir des pierriers du seizième siècle. Pour parer

à cette infériorité, qui n'avait pas peu contribué à amener des désastres, le sultan fit établir par le baron de Tott des fonderies destinées à la fabrication des obusiers et le chargea de la formation d'un nouveau corps d'artillerie.

« Ce n'était pas que les Turcs manquassent de troupes « destinées à ce service; mais plus de quarante mille « hommes enrôlés et soudoyés sous le nom de Topdjis « formaient déjà un corps trop nombreux et qui n'était en « effet qu'un ver rongeur dont l'entretien était aussi oné-« reux qu'inutile. Sans réunion, comme sans discipline, « cette troupe ainsi que celle des Janissaires, est répandue « dans la capitale et dans l'empire.

« Un billet nommé Essamé, dont chaque soldat est por-« teur, lui garantit sa paye soit qu'il le présente en per-« sonne, soit qu'il l'envoie par procureur; souvent, il vend « ce billet de paye, et dans tous les cas il ne rejoint ses « drapeaux que faute de pouvoir mieux faire et seule-« ment pour participer au dîner réservé à ceux qui veulent « bien résider à la chambrée[1]. »

Le nouveau corps, les *Suratchis*, fut caserné à Kiathana et introduisit dans l'armée turque l'usage de la baïonnette jusqu'alors inconnue aux Osmanlys. Une école d'artillerie et de génie fut également établie à Kiathana et un corps de pontonniers organisé.

La marine n'exigeait pas une moindre attention : « des « vaisseaux élevés de bords, dont les batteries basses « étaient cependant noyées au moindre vent, ne pouvaient « offrir à l'ennemi que beaucoup de bois et peu de feu. « Les manœuvres embarrassées, les cordages et les poulies « qui rompaient au moindre effort; trente hommes occu-« pés à la sainte-barbe à mouvoir la barre du gouvernail, « d'après les cris du timonier placé sur le gaillard. Aucun « principe d'arrimage, nulles connaissances nautiques, des « batteries encombrées, point d'égalité dans les calibres; « tel était l'état mécanique des armements.....

« Le Capitan-Pacha qui tient les grandes nominations

[1] Baron de Tott.

« dans son casuel, en distribuant les vaisseaux de la flotte « au plus offrant, donnait à chaque capitaine le même « droit de vendre les emplois de son vaisseau et ce petit « commerce mettait le comble aux malversations si capables « d'anéantir la marine turque[1]. »

Grâce à l'activité prodigieuse et au dévouement du baron de Tott, Mustapha créa une école de mathématiques destinée à former des officiers de marine et l'installa à l'arsenal.

Comme il était nécessaire de parer aux besoins les plus urgents, l'école ne fut composée d'abord que d'officiers en activité de service; plusieurs capitaines de vaisseaux à barbe blanche, avides de s'instruire, vinrent s'asseoir sur les bancs. Le baron de Tott n'eut qu'à se louer de l'ardeur au travail et de l'intelligence de ses élèves et en quelques mois il avait réussi à former des ingénieurs de campagne et des marins en état de prendre hauteur, de faire des relèvements et de calculer la route du vaisseau. Il fallait aussi transformer le matériel naval : on demanda des plans des nouveaux bâtiments au baron ; mais cette fois la routine fut la plus forte.

« Les proportions qui réduisaient la hauteur des ponts « furent rejetées par rapport à la hauteur des turbans ; « celles qui ajoutaient à la hauteur des mâts le furent par « la seule raison, qu'en faisant coucher le bâtiment, l'équi« page serait mal à son aise[2]. »

Dernières années de Mustapha : sa mort (1774). Son caractère.

La campagne de 1771 s'ouvrit plus heureusement pour les Osmanlys. Hassan-Bey, *le crocodile de la mer des batailles*, avait conçu le projet d'aller, avec quatre mille volontaires, montés en barques, et sans aucune artillerie, faire lever le siège de Lemnos.

[1] Baron de Tott.
[2] *Idem.*

L'entreprise réussit par son excès de témérité; les assiégeants avaient négligé les précautions les plus élémentaires pour se garder : attaqués à l'improviste, ils ne songent qu'à fuir sur leurs vaisseaux ; « Hassan et ses compagnons « le pistolet à la main, voient dessus la plage une escadre « de sept vaisseaux de ligne lever l'ancre avec précipi- « tation[1]. »

La dignité de Kapoudan-Pacha fut la récompense de cet exploit. Les Russes échouèrent également dans leurs tentatives sur Trébizonde et en Géorgie ; mais en Crimée la domination ottomane fut anéantie. En trois semaines le prince Dolgorouki s'empara de toute la presqu'île, dont il proclama l'indépendance, sous la souveraineté moscovite, et installa Schérim-Bey en qualité de khan.

L'Autriche, tout en trompant la Porte par de feintes négociations, avait conclu avec la Prusse et la Russie un traité secret, assurant le démembrement de la Pologne.

De concert avec la Prusse, elle fit conclure un armistice à Giurgewo, et un congrès s'ouvrit à Focksany en Moldavie. Les exigences des Russes rompirent les négociations et la guerre recommença. Le sultan Mustapha, qui ne voulait la paix qu'à des conditions honorables, poussa avec vigueur les hostilités et tout l'effort de la lutte se porta sur le Danube. Battus à Routschouck, les Russes échouèrent encore devant Silistrie ; ils se vengèrent lâchement de leurs défaites en massacrant à Bazardjik, ville ouverte, les femmes, les vieillards et les enfants qu'ils écrasèrent contre les murailles[2].

Le Kapoudan, Hassan-Pacha, qui n'avait plus de flotte à commander, à la tête d'un corps de sipahis, chassa les Russes au delà du Danube, prit leur artillerie, leurs munitions « et les marmites au feu avec la viande à moitié cuite[3] » (1773).

En Syrie et en Égypte, les Ottomans reprenaient égale-

[1] Baron de Tott.
[2] Journal militaire autrichien.
[3] Hammer.

ment l'avantage. Ali-Bey, battu sous les murs du Caire par Ebu-Schel, s'était réfugié auprès du pacha d'Acre, Taher, auquel la flotte russe fournissait des armes et des munitions. Osman-Pacha fut battu par les rebelles qui s'emparèrent de Jaffa et Ali-Bey revint au Caire; mais trahi par son fils adoptif, Mohammed-Bey, il tomba au pouvoir d'Ebu-Schel qui envoya sa tête à Constantinople en témoignage de sa fidélité.

Au milieu de ces triomphes inespérés, la mort surprit le sultan au moment où il partait pour se mettre à la tête de l'armée du Danube (21 septembre 1774). Par son activité, sa constance, son esprit éclairé de réformes, son désir de s'instruire et son ardeur à suppléer à l'incapacité ou à la paresse de ses ministres, Mustapha III mérita les regrets de son peuple. S'il ne put réparer les fautes de ses prédécesseurs, il faut l'imputer aux circonstances, à la corruption, à la vénalité et à l'ignorance de son entourage. Un seul fait témoignera de l'activité de son esprit. Il avait résolu le percement de l'isthme de Suez, il avait chargé le baron de Tott de faire un travail sur cet objet important « dont il réservait l'exécution à la paix. C'était à cette « époque qu'il voulait également attaquer les vices de son « gouvernement, et j'ai lieu de présumer qu'il eût sacrifié « jusqu'à celui de son propre despotisme, si ce prince « avait survécu [1]. »

Enfin l'honneur et la gloire de Mustapha, c'est d'avoir compris la nécessité des réformes, de les avoir inaugurées et d'avoir montré la voie du salut à Sélim III et à Mahmoud II.

Abdul-Hamid. Traité de Kaïnardji (1774).

Abdul-Hamid recueillait avec le sceptre de son frère un lourd héritage : Ahmed, pacha de Bagdad était indépendant; Taher, soutenu par les tribus arabes du désert,

[1] Baron de Tott.

avait pris le titre de scheïkh d'Acre et de Galilée ; l'Égypte sous le commandement de Muhammed-Bey, ne gardat, qu'une fidélité apparente ; Mahmoud, Pacha de Scutari d'Albanie était en pleine révolte ; et Ali, Pacha de Janinai jetait les fondements de sa puissance.

Le premier acte d'Abdul-Hamid fut de donner une entière liberté à son neveu Sélim, déclarant qu'il voulait lui servir de père. Cette conduite généreuse qui contrastait si fort avec celle de ses prédécesseurs lui attira la vénération de tous les musulmans.

Cependant Catherine avait fait des préparatifs formidables pour venger les dernières défaites. Renforcé par Souwarof et Kramenski, le comte Romanzoff força le passage du Danube, tourna l'armée ottomane et la sépara de Varna où se trouvaient tous ses magasins. La panique se mit dans les troupes qui se débandèrent ; douze mille hommes restèrent seuls auprès du sérasker. Le réïs-effendi qui voulut ramener les Janissaires au combat fut assassiné (juin 1774).

Avec de tels soldats la lutte était impossible ; le sultan se résigna à la paix : elle fut conclue à Kutchuk-Kaïnardji, en Bulgarie, le 21 juillet 1774.

Par ce fatal traité, la Porte reconnaissait l'indépendance de la Crimée, du Boudjak et du Kouban ; accordait aux Russes la libre navigation de la mer Noire, leur cédait Kilburm, Jenikalé, Kertch, Azof; enfin acceptait le partage de la Pologne. La Valachie et la Moldavie rentrèrent sous l'obédience de la Porte ; mais par une clause qui lui a été funeste, elle consentit « que suivant les circonstances où « se trouveront les principautés et leurs souverains, les « ministres et la cour de Russie puissent parler en leur « faveur, et elle promet d'avoir égard à ses représenta- « tions. » C'était mettre les principautés sous le protectorat des czars. L'article 7 ouvrait également le champ libre aux usurpations des Russes en leur accordant le droit de remontrance en faveur de la religion chrétienne et de ses églises. C'est de là qu'est née la guerre de 1854.

« Depuis la paix de Kaïnardji, dit M. de Hammer, la

« Russie a été l'oracle des négociations diplomatiques sui-
« vies près de la Porte, l'arbitre de la paix ou de la guerre
« l'âme des affaires les plus importantes de l'Empire. »
Quant à la France, son influence en reçut un coup mortel.

Le Kapoudan-Pacha, Hassan, entreprit de restaurer la marine ottomane ; il recruta des matelots dans les États barbaresques et sur le littoral adriatique et par sa sévérité impitoyable força les officiers à se plier à la discipline. Hassan eut l'art de lancer Mohammed-Bey contre Taher, en lui faisant espérer, pour prix de son concours, les dépouilles du vaincu.

Taher, assiégé par mer et par terre dans Acre, périt en cherchant à se sauver dans les montagnes de Sofad, mais on n'osa rien tenter contre les autres pachas de l'Asie.

L'ambitieux mameluck ne recueillit pas le fruit de toutes ses trahisons : un coup de feu, parti de la place dans les derniers jours du siège fit justice du parjure.

Annexion de la Crimée par la Russie (1784). La Porte lui déclare la guerre (1787). Mort d'Abdul-Hamid.

Les conséquences du traité de Kaïnardji ne tardèrent pas à se faire sentir. Les intrigues des agents moscovites excitèrent des troubles en Crimée; Dewlet-Gheray fut renversé et remplacé par Shahin-Gheray qui se mit sous la dépendance de Catherine. Les nobles se révoltèrent contre le nouveau khan qui implora les secours des Russes. (1783).

Aussitôt Potemkin, envahit la Crimée, à la tête de soixante-dix mille hommes : « nulle victoire n'honora cette
« conquête ; elle fut achetée par la proscription et procla-
« mée sur les échafauds. Des milliers de nobles tartares
« furent lapidés ou massacrés sous les yeux du Khan.....
« Le malheureux Schahin longtemps abusé par des pro-
« messes, forcé de rendre la souveraineté qu'il avait avilie
« envoyé prisonnier à Kalouga, réduit à la misère la plus
« profonde, exposé aux traitements les plus barbares, fut

« enfin abandonné à la vengeance ottomane : on le jeta à
« la frontière. Il fut saisi par les Turcs et envoyé à Rho-
« des, où malgré les efforts du consul français, il eut la
« tête tranchée. » [1]

La Crimée, le Kouban étaient réunis à l'empire russe. La Porte dut courber la tête et ratifier cette honteuse violation du droit des gens. (1784.)

L'Autriche continuait à se traîner à la remorque de l'*Ours du Nord* : Joseph II et Catherine, dans l'entrevue de Kherson, conclurent un traité de partage de la Turquie. L'intervention de la France arrêta ces projets, mais l'Angleterre en haine de la France, fit échouer ses négociations.

« Elle, dont les conseils, la médiation, la neutralité
« avaient été si longtemps funestes à la Porte, calomnia
« les intentions de la France qu'elle qualifia d'abandon et
« de trahison et excita le Divan à rejeter le plan de conci-
« liation. De concert avec la Russie, elle lui fit croire que
« la Russie reculait par crainte, que l'occasion était venue
« de lui reprendre ses conquêtes ; elle lui promit de con-
« tenir l'Autriche, d'armer la Suède et la Pologne, de lui
« donner l'assistance de tous ses vaisseaux[2]. »

La Porte abusée déclara la guerre (août 1787) : aussitôt l'Autriche prit parti pour la Russie. Joseph II essaya de surprendre Belgrade, mais échoua dans sa tentative. Le grand-vézir battit les Autrichiens à Lagos et saccagea le banat de Temeswar. Mais du côté des Russes, les Ottomans essuyèrent un désastre terrible. Pendant que Souwarow repoussait les attaques des Turcs à Kilburn, Romanzoff prenait Choczim et Potemkin mettait le siège devant Oczakow (1788).

Le Kapoudan, Hassan-Pacha, accouru au secours de la ville, se laissa attirer par l'escadre russe à l'embouchure du Danube et perdit, dans un combat sanglant, quinze vaisseaux et onze mille hommes. Cette victoire décida du

[1] Ruthières.
[2] Lavallée.

sort d'Oczakow ; la ville emportée d'assaut fut saccagée avec une fureur sauvage : vingt-cinq mille habitants furent égorgés.

Peu de temps après, Abdul-Hamid mourait accablé de tristesse et de chagrins (7 avril 1789). Son neveu Sélim lui succéda.

CHAPITRE XVIII

SÉLIM III. INSUCCÈS DES RÉFORMES (1789-1809).

Sélim III. Traité de Yassy (1792). — Kutchuk-Husséïn-Pacha : tentatives de réorganisation de l'armée. — Expédition française en Égypte : guerre entre la Porte et la France (1798-1801). — Réformes : insurrection des janissaires. — Ambassade de Sebastiani. Tentatives des Anglais sur Constantinople et sur l'Égypte (1807). — Déposition de Sélim. Kabaktchi-Oglou. Baraïktar-Pacha. Mort de Sélim. — Mahmoud II (1808). Administration de Baraïcktar (1808-1809).

Sélim III. Traité de Yassy (1792).

Sélim arrivait au pouvoir avec l'idée arrêtée de tirer l'empire de son abaissement et de le relever de ses ruines, en se mettant résolument à la hauteur des progrès accomplis par la civilisation moderne. Il entreprit de faire sortir la Turquie de son isolement stérile et de la faire participer à toutes les innovations heureuses, à toutes les améliorations réalisées en Europe. Tâche ardue et périlleuse à laquelle il ne faillit point, mais qui lui coûta le trône et la vie.

Ses premiers actes furent des actes de clémence et de

générosité : les prisonniers furent élargis. Pour délivrer les débiteurs insolvables il donna 30 pour 100 aux créanciers, aux frais du domaine impérial. Enfin il s'attacha à faire régner l'équité dans la justice.

L'horizon politique était des plus sombres, aussi l'avènement d'un prince, jeune, actif, au caractère noble et généreux fut-il salué par les acclamations du peuple tout entier. Cependant la victoire paraissait avoir délaissé pour toujours l'étendard du prophète : le kapoudan-pacha, Hassan, qui depuis la destruction de la flotte commandait l'avant-garde, était battu à Focksany (21 juillet 1789) ; deux mois plus tard, l'armée ottomane était détruite dans la bataille de Martinestji, sur le Rymnik. Ce dernier échec amena la destitution du grand-vézir qui reçut l'ordre de remettre le sceau à Hassan-Pacha.

La Valachie, la Moldavie, la Serbie étaient au pouvoir de l'ennemi ; Ismaïl, le dernier boulevard de l'empire sur le Danube, et qui seul empêchait la marche des Russes sur les Balkhans, était assiégé ; le Trésor était épuisé ; les cadres de l'armée vides ; un événement imprévu modifia tout à coup la situation : le 20 février 1790, Joseph II mourait subitement. Son successeur, Léopold, grand duc de Toscane, abandonna la politique suivie par son frère : il tourna toute son attention vers la France, qui apprêtait déjà l'échafaud de Louis XVI et signa, en toute hâte, avec la Porte étonnée, le traité de Sistowa (4 août 1790). L'Autriche rendait toutes ses conquêtes, sauf le vieux Orsova et le territoite limité par l'Unna ; elle gardait également Choczim, jusqu'à la conclusion de la paix entre la Russie et la Turquie. La défection des Autrichiens n'arrêta pas cependant les progrès des Russes. Souwarow n'hésita pas à donner l'assaut à Ismaïl, défendu par une garnison de 40,000 hommes. Après une lutte acharnée de douze heures, où il fallut faire le siège de chaque rue, de chaque maison, la ville tomba en son pouvoir. Tout fut massacré, sans distinction d'âge ou de sexe : le carnage dura trois jours (2 décembre 1790). A cette nouvelle, une émeute éclata à Stamboul, il fallait une victime à l'hydre popu-

laire : elle demanda la tête du vézir et le sultan dut céder aux mutins. Hassan-Pacha finit par le cordon une vie illustrée sur les champs de bataille. Né en Perse, il avait été enlevé dès son enfance et vendu comme esclave à Rodosto. Parvenu à l'adolescence, il s'évada, se réfugia à Alger où sa brillante valeur l'éleva bientôt aux plus hauts grades. Ses richesses ne tardèrent pas à le rendre suspect, il dut s'enfuir en Espagne et de là à Naples. Sur la recommandation du comte de Rudolf, ambassadeur de Naples, le grand-vézir, Raghyb-Pacha, l'appela à Constantinople et lui confia le commandement d'un vaisseau. Cette confiance fut justifiée car il fut le seul qui fit son devoir à Tchesmé.

Il eut fallu d'autres mesures pour arrêter l'ennemi ; le serasker Yousouf-Pacha venait d'éprouver une défaite complète à Matchin (juillet 1791), quand l'intervention de la Prusse et de l'Angleterre amena la paix. Le traité d'Yassy (9 janvier 1792) assura à la Russie la Crimée, la presqu''île de Taman, une partie du Kouban et de la Bessarabie, la ville d'Oczakow, les pays enclavés entre le Bug et le Dniester qui devint la frontière des deux empires.

Kutchuk-Husséïn-Pacha : tentatives de réorganisation de l'armée.

La signature de la paix amena un remaniement dans le Divan ; le grand-vézir fut destitué et la place de kapoudan-Pacha donnée à un jeune favori, Kutchuk-Husséïn-Pacha, beau-frère de Sélim. C'est un des hommes les plus distingués qu'ait produits la Turquie : les rapports d'Aubert du Bayet et du colonel Juchereau de Saint-Denys témoignent hautement de ses rares capacités. Il mourut en 1803 : l'opinion unanime des contemporains est que, s'il avait vécu, la révolution qui précipita Sélim du trône eût misérablement avorté.

Le nouveau ministre ne tarda pas à révéler de grands talents. La mer Égée fut débarrassée des pirates qui l'infestaient, notamment du fameux Lambro-Cazzioni, forban

qui élevait dans la Méditerranée une nouvelle puissance de flibustiers. Les places fortes des frontières furent réparées et mises sur le pied de guerre; des ingénieurs furent appelés de Suède et de France; des vaisseaux construits sur les modèles des chantiers de Toulon; l'école de marine et l'école d'artillerie, fondées par le baron de Tott, reçurent une nouvelle impulsion et furent mises sous la direction d'officiers supérieurs français. Le traité de l'attaque et de la défense des places de Vauban, déjà traduit en turc par un prince de Valachie, fut imprimé, ainsi que plusieurs autres ouvrages sur l'art militaire et les mathématiques. Une bibliothèque de quatre cents volumes, choisis parmi les meilleurs auteurs militaires français et contenant en outre l'encyclopédie, fut établie à l'école d'artillerie pour les professeurs et les élèves. La langue française fut enseignée, innovation dont la hardiesse parut excessive.

Les *Lewends* (infanterie de marine), les *kaliourdjis* (matelots), les *Aïlakdjis* (gabiers), une fois la campagne navale terminée [1], étaient, par leurs excès, le fléau de la capitale. La main de fer du Kapoudan-Pacha comprima tous les désordres: une croisière permanente fut établie dans les mers de Syrie et de l'Archipel. Les belles forêts du Taurus furent mises en coupe réglée et les riches mines de cuivre du Tokat exploitées régulièrement.

MM. Roy, Brun, Benoit, ingénieurs français, donnèrent aux vaisseaux turcs la coupe, les proportions et le gréement adoptés par la marine française.

La fonderie de Top-Hané coula des pièces de 12, de 8 et de 4 d'après le système Gribeauval adopté en France. On abandonna, dans la fonte des canons de bronze, l'usage des noyaux, et les pièces coulées entières, furent forées par des alézoirs verticaux et horizontaux. Les obusiers furent construits sur le modèle de ceux des Russes; les bombardiers du baron de Tott furent portés de six cents à trois mille. L'ambassadeur de la République française, le

[1] Les marins étaient engagés, au mois de mars, pour une campagne qui commence à la Saint-Georges et finit à la Saint-Dimitri (V. S.)

général Aubert du Bayet avait amené avec lui des ingénieurs, des officiers, des instructeurs de toutes armes, des soldats, des ouvriers d'artillerie, enfin, jusqu'à des pièces de canon, montées sur leurs affûts et attelées. Avec ces éléments, on forma un corps de 800 canonniers; un corps de cavalerie fut organisé, armé et exercé à l'européenne. On composa, avec des renégats étrangers, un bataillon d'infanterie, qui devint le noyau des nizam-djedid (1706). Tous ces corps furent placés sous le commandement d'un officier anglais renégat, Inglis-Mustapha (Campbell).

La Russie surveillait d'un œil jaloux cette renaissance de l'empire ottoman; elle épiait l'occasion de dénoncer le traité d'Yassy. Le sultan que la révolte du pacha de Widdin mettait dans le plus grand embarras, ne crut pas acheter la paix trop cher au prix de 250,000 piastres (1797). Passwan-Oglou, pacha de Widdin, s'était déclaré indépendant et se taillait un royaume sur les bords du Danube. En vain Kutchuk-Hussein marcha contre le rebelle; après une lutte acharnée mêlée de revers et de succès négatifs, la Porte céda au pacha la souveraineté absolue de Widdin, pour le reste de sa vie (1796-1803).

Expédition française en Égypte : guerre entre la Porte et la France (1798-1801).

La nouvelle du débarquement de Bonaparte en Egypte vint encore compliquer la situation.

Les défaites des Turcs, les désordres croissants de leur administration, les aspirations à l'indépendance de la Grèce et de la Serbie, les révoltes incessantes des pachas, tout portait l'Europe à croire à la fin prochaine de la domination ottomane. Le Directoire jugea qu'il devait non-seulement prendre sa part dans le démembrement de l'empire, mais se la faire à l'avance, tout seul et sans la participation de l'Europe : l'expédition d'Egypte fut résolue. Ce fut une grande faute. Cependant l'expédition avait de nombreuses chances de succès. Il était facile de

faire entendre à la Porte que la France n'avait d'autre but que de châtier les Mamelucks, de rétablir son commerce et de chercher un passage dans les Indes ; enfin avec de l'argent, on aurait obtenu une cession complète. Mais sur ces entrefaites, Aubert du Bayet mourut et l'ambassade resta gérée par un simple chargé d'affaires.

Les divisions intestines des mamelucks devaient paralyser leur résistance. Les populations chrétiennes auraient fourni de nombreux auxiliaires ; l'émir Beschir qui commandait aux Maronites et aux Druses pouvait réunir 740,000 hommes en Syrie, et l'Egypte comptait plus d'un demi-million de chrétiens. Mais il eut fallu arborer la croix, sans laquelle aucune expédition ne peut réussir en Orient, et la République française avait proscrit Dieu ! Les soldats de Bonaparte respectèrent les mosquées mieux que les monastères ; à Jaffa, ils massacrèrent les chrétiens comme les musulmans, aussi les chrétiens de Syrie restèrent-ils immobiles.

L'Angleterre ne laissa pas échapper cette occasion de rompre l'antique alliance de la Porte avec la France. Les explications assez embarrassées du chargé d'affaires, Ruffin ne purent convaincre le Divan : la guerre fut déclarée à la France. (1er septembre 1798). Ruffin fut conduit aux Sept-Tours, tous les français établis à Constantinople, jetés en prison, Spencer Smith, au mépris de toute dignité, s'empara du palais de l'ambassade de France et le pilla entièrement; tous nos comptoirs en Grèce, en Syrie, en Asie, furent ruinés, pendant qu'à Smyrne et qu'à Beyrouth, les marchands français étaient arrêtés par les Anglais.

Ali-Pacha s'empara de Butrinto et de Preveza cédées à la France par le traité de Campo-Formio, pendant qu'une flotte russe partie de Sébastopol venait bloquer les îles Ioniennes. Une triple alliance réunissait la Turquie, l'Angleterre et la Russie. Le grand-vézir concentra, sous les ordres des pachas de Syrie et d'Anatolie, deux armées destinées à chasser les Français de l'Egypte. Les mamelucks avaient été écrasés dans les batailles des Pyramides et d'Embabeh, le Caire et toute la Haute-Egypte étaient

tombés au pouvoir des vainqueurs. Mais la destruction de la flotte française à Aboukir par les Anglais enlevait à Bonaparte toute possibilité de recevoir des renforts : il était prisonnier dans sa conquête. Mustapha-Pacha débarqua 18,000 hommes à Aboukir pour prendre Bonaparte à revers, mais la rapidité du jeune général déjoua les plans du serasker. Sans leur laisser le temps de se retrancher, Bonaparte fond sur les Ottomans et les taille en pièces. (1799). Poursuivant ses succès, il envahit la Syrie, et malgré la peste qui décime son armée, met le siège devant Saint-Jean d'Acre. La ville prise, rien n'arrêtait plus la marche conquérante du nouvel Alexandre : Acre défendu par l'émigré Philippeaux, secouru par Sydney Smith arrêta la fortune de Bonaparte qui dut battre en retraite. Malgré ses victoires, l'armée française était dans une position des plus critiques : les Anglais, maîtres de la mer, interceptaient toutes les communications ; le grand-vézir approchait à la tête d'une armée considérable; les troupes françaises, réduites de plus de la moitié par les combats et les maladies étaient en outre découragées par l'abandon de leur chef. Bonaparte avait remis le commandement à Kléber et était parti secrètement pour la France, où, l'appelait le pressentiment de sa haute destinée. Kléber entama avec les Anglais des négociations pour l'évacuation de l'Egypte, mais Sydney Smith exigea que l'armée française se rendit à discrétion. Kléber, indigné, déchira le traité et dans une magnifique proclamation : « Soldats « s'écria-t-il, on ne répond à de pareilles insolences que « par des victoires. » Il marcha à la rencontre du grand-vézir avec 6,000 hommes et anéantit l'armée turque près des ruines d'Héliopolis (1800). Mais le poignard d'un assassin délivra la Porte de ce redoutable adversaire; Menou, qui lui succéda, se fit battre à Canope par les Anglais et évacua l'Egypte (1801 sept.). Un mois plus tard, Ali-Essa'ad-Effendi signait à Paris les préliminaires de la paix.

Réformes : insurrection des janissaires.

Le sultan avait hâte de terminer cette guerre; la situation intérieure de l'empire réclamait impérieusement toute son attention. A Belgrade, les Janissaires protestaient contre les innovations du sultan par une révolte déclarée : ils avaient massacré le pacha et s'étaient emparés de la citadelle. La Bulgarie, la Thrace et la Macédoine étaient au pouvoir de bandes de brigands, semblables aux grandes compagnies du moyen âge. Les Anglais prolongeaient leur séjour à Alexandrie d'une façon inquiétante; enfin les Wahabites étendaient leur domination en Arabie et menaçaient d'en expulser les Ottomans.

Les Anglais remirent, cependant, Alexandrie à Korchid-Pacha. Kutchuk-Husseïn et Ali-Pacha purgèrent la Thrace et la Macédoine des Khirsdalis. Défaits en plusieurs rencontres, traqués comme des bêtes féroces, ils se réfugièrent auprès de Paswan-Oglou qui leur donna asile et les couvrit de sa protection. Ces difficultés étaient à peine surmontées que d'autres surgissaient plus menaçantes.

Les Serbes, à la voix de Kara-Georges, venaient de se soulever et revendiquaient, les armes à la main, leur liberté tombée dans la plaine de Kossovo.

Ali-Tebeleni, pacha de Janina, se déclarait indépendant en Épire ; Ismaïl-Pacha bravait, dans Acre, l'autorité du sultan ; enfin les Wahabites entraient à Médine et à La Mecque.

Une révolte occasionnée par les réformes de Selim vint encore ajouter à ses embarras. Les ulémas avaient vu d'un mauvais œil les innovations introduites sous l'impulsion du général Aubert du Bayet. Après sa mort, ils réussirent à faire dissoudre les nouveaux corps et à faire renvoyer les instructeurs. Le Kapoudan-Pacha, bravant le courroux des fanatiques, prit à sa solde les soldats congédiés ; et, lorsque Saint-Jean d'Acre repoussa Bonaparte, les nizam-djedid de Kutchuk-Husséïn s'y couvrirent de gloire. Sur les conseils du Kapoudan-Pacha et du mufti Vely-Zadé,

son compagnon d'enfance, Selim mit à profit l'absence des principaux officiers des Janissaires, alors en Syrie avec le grand-vézir, pour porter les premiers coups à l'odjak. Un iradé impérial sépara le corps des canonniers de celui des Janissaires et institua, sur de nouvelles bases, les marins, les bombardiers et les ingénieurs militaires. Deux escadrons de cavalerie et deux régiments d'infanterie à l'européenne, furent créés à Constantinople même ; à chaque régiment fut adjointe une batterie d'artillerie. Une dernière mesure fit éclater la révolte.

Le gouvernement rassemblait à Andrinople une armée destinée à opérer contre les Serbes. Une partie des troupes devait être fournie par les nizam-djedid (nouvelle ordonnance). Kadi-Pacha [1], gouverneur de Karamanie reçut l'ordre d'encadrer dans ces régiments tous les jeunes gens au-dessous de 25 ans, et de se rendre à Andrinople. Mais le sultan commit la faute de retenir, à leur passage à Constantinople, les troupes de Kadi-pacha pendant trois mois. Ce furent trois mois perdus, uniquement pour le plaisir de faire parader les nouveaux bataillons. Les Janissaires, revenus de leur première stupeur, profitèrent de ce répit pour organiser la résistance, et quand les 16,000 hommes de Kadi-Pacha arrivèrent enfin à Andrinople, ils trouvèrent les portes fermées et l'armée en pleine révolte.

Repoussé par les rebelles retranchés à Baba-Eski, Kadi-Pacha battit en retraite sur Stamboul; mais les Janissaires l'avaient devancé et occupaient Tchorlou. Une attaque contre cette place échoua et le pacha se replia sur Silistrie. L'insurrection était victorieuse; Kutchuk-Husseïn que la mort avait fauché, n'était plus là : le sultan céda. L'agha des Janissaires reçut le sceau; les ministres furent exilés, mesure qu'ils avaient été les premiers à conseiller; les nizams retournèrent en Asie (1806).

[1] Abd-Er-Rhaman-Kadi-Pacha avait d'abord été juge. Poussé par une irrésistible vocation, il abandonna la magistrature pour la vie des camps et gagna bientôt, par son courage et ses talents militaires, le grade de pacha.

Ambassade de Sebastiani. Tentatives des Anglais sur Constantinople et sur l'Egypte (1807).

Au milieu de ces troubles, arrivait à Constantinople le général Sébastiani, envoyé par Napoléon Ier pour entraîner la Porte dans la guerre contre la Russie. Il réussit à faire destituer les voïvodes de Valachie et de Moldavie, les princes Ypsilanti et Morousi, créatures du czar. L'empereur Alexandre répondit en faisant occuper les deux principautés par le général Michelson. La guerre était déclarée.

L'Angleterre fit une tentative hardie pour arracher le Divan à l'alliance française : une escadre, commandée par lord Duckworth menaça les Dardanelles et l'ambassadeur anglais, sir Arbuthnot, remit au grand-vézir l'ultimatum suivant :

1° Alliance de la Porte avec la Russie et l'Angleterre.

2° Remise immédiate à l'Angleterre de la flotte ottomane, des forts et des batteries des Dardanelles.

3° Cession de la Moldavie et de la Valachie à la Russie.

4° Expulsion du général Sébastiani et déclaration de guerre à la France.

Malgré les avertissements de l'ambassadeur français, qui prévint le Divan que les forts et les batteries des Dardanelles étaient dans un tel état de délabrement qu'ils ne pourraient arrêter l'ennemi, on ne prit aucune précaution contre une attaque. Le colonel Juchereau de St-Denys, chef du génie militaire de l'empire ottoman, adressa au sultan un rapport sur l'état des Dardanelles et sur la défense de Constantinople. Le rapport démontrait qu'une flotte dirigée par un marin entreprenant et hardi, passerait sans beaucoup de danger, à l'aide d'un vent favorable, le canal des Dardanelles, à cause de la promptitude du passage et de l'insuffisance notoire des forts.

Il proposait la construction de batteries, fermées à la gorge, sur la pointe de Nagara, sur l'espace compris entre cette pointe et les châteaux de Kélidik-Bazar et de Sulta-

nié Kalessi. Derrière la pointe de Nagara, sous la protection de batteries de terre, une flotte de douze vaisseaux de ligne prendrait position, sur deux rangs, en échiquier. Le coude formé au cap de Nagara et les bas-fonds qui en sont le prolongement devaient forcer les vaisseaux anglais déjà maltraités par le feu des forts à n'aborder que successivement la flotte ottomane.

Le sultan donna l'ordre d'exécuter sans retard le projet du chef du génie militaire, mais le grand-vézir par haine des européens, le Kapoudan-Pacha par lâcheté et par mollesse restèrent inactifs, tout en abusant Sélim par des rapports erronés.

Le 20 février (1807), l'amiral anglais, profitant du vent du Sud, franchissait le détroit, en dépit de quelques coups de canon : le Kapoudan-Pacha, indigne successeur de Kutchuk-Husséïn, donna l'exemple de la fuite ; il ne resta dans les batteries que les officiers français désignés pour les commander. L'escadre ottomane ancrée devant Gallipoli fut détruite sans opposer de résistance, à l'exception de deux frégates, aux ordres de Seïd-Ali et d'Ibrahim-Agha, qui firent une belle défense.

La terreur et la confusion régnaient au sérail qui retentissait des lamentations des femmes, des gémissements des eunuques, des cris des esclaves : les ministres affolés ne virent de salut que dans une prompte soumission aux exigences de l'ennemi. L'ambassadeur français fut invité à s'éloigner. Sébastiani reçut le messager au milieu de ses officiers et de ses secrétaires, et répondit avec hauteur qu'il ne sortirait de Constantinople que par la violence.

En même temps il essayait de réveiller l'orgueil et la confiance des membres du Divan, des ulémas et des soldats. Malgré la fierté de son langage, croyant à un échec complet, il avait tout préparé pour son départ et détruit les papiers importants.

Mais la population était loin de souscrire à la lâcheté des ministres : les topdjis couraient aux batteries, les Janissaires s'armaient en toute hâte; les vieillards, les enfants s'empressaient aux travaux de défense. Profitant de

l'enthousiasme de la population, Sébastiani gagne à sa cause le réïs-effendi qui décide le grand-vézir à conduire l'ambassadeur chez le sultan. Sélim, qui n'avait cédé qu'à contre-cœur, ordonne l'achèvement des batteries commencées ; Sébastiani offre au sultan les services de deux cents Français, il désigne lui-même l'emplacement des batteries et ses aides de camp en surveillent la construction et l'établissement.

Les secrétaires d'ambassade Lablanche et de Latour-Maubourg, les capitaines de Lascours, Boutin, Leclerc, Coutaillout, Desacres de Fleuranges et Gérard, sous la direction du colonel Juchereau de Saint-Denys impriment aux travaux une impulsion qui tient du prodige.

Le marquis d'Alménara, ambassadeur d'Espagne, qui, avec Ali-Effendi, ministre de la marine, n'avait cessé de combattre auprès du Divan l'influence anglaise, se tint nuit et jour dans les batteries avec ses secrétaires d'ambassade et organisa une compagnie de canonniers pris parmi les marins espagnols, présents à Constantinople.

Le sultan inspectait sans relâche les travaux de défense, prodiguait les exhortations, les encouragements et donnait lui-même l'exemple du travail.

Sir Arbuthnot, malade avait laissé à l'amiral Duckworth le soin de conduire les négociations : au lieu d'attaquer de suite, ce dernier perdit un temps précieux en pourparlers. Pendant qu'il se laissait amuser, les fortifications s'élevaient à vue d'œil à Constantinople : au bout de cinq jours, la ville était armée de neuf cents pièces de canon et dix vaisseaux de guerre étaient embossés à l'entrée du Bosphore. L'occasion était manquée : l'amiral Duckworth n'osa tenter l'attaque, et, craignant de se voir fermer les Dardanelles, battit en retraite. En repassant le détroit il perdit deux corvettes et six cents hommes.

Le cabinet de Saint-James essaya de venger cet échec en s'emparant de l'Egypte. La retraite de l'armée française avait laissé le pays au pouvoir des Turcs et des mamelucks ; la Porte voulut achever l'œuvre commencée par Bonaparte et entreprit d'abattre les Mamelucks. Sur son or-

dre, Khosrew-Pacha interdit la vente des esclaves circassiens et géorgiens qui recrutaient ce corps redoutable. Mais les mamelucks, sous la conduite des beys Bardissy et Mohammed l'Elfy battirent le pacha à Sarè-Chesmé. Khosrew imputa sa défaite à l'inaction d'un chef albanais et donna l'ordre de le faire périr : ce chef était Méhémet-Ali. Prévenu à temps, il passa à la solde de Bardissy et lui ouvrit les portes du Caire; Khosrew, bloqué dans Damiette dut capituler (1803). Les discordes perpétuelles et la tyrannie des beys mamelucks fournirent à Méhémet-Ali le moyen d'augmenter ses troupes et de s'attirer l'affection des populations. Les cruautés de Bardissy soulevèrent, contre lui, tout le monde, et Khosrew, délivré, reprit le pouvoir : mais les chefs albanais refusèrent de le reconnaître et l'embarquèrent de force, pour Constantinople. Le nouveau pacha, Khorchid-Pacha, essaya de se débarrasser de Méhémet-Ali; le peuple qui le considérait comme son protecteur, courut aux armes, déposa Khorchid et le nomma à sa place. La Porte fut obligée de sanctionner cette usurpation, s'estimant encore heureuse que le puissant feudataire voulut bien lui payer un tribut annuel de 7 millions (1805).

Les mamelucks appelèrent les Anglais à leur aide contre Méhémet et les Turcs : Alexandrie tomba au pouvoir du général Fraser (1807); mais il ne disposait que de cinq mille hommes, il ne put tenir contre les forces supérieures de Méhémet-Ali : il fut forcé de s'enfermer dans Alexandrie et la famine le contraignait bientôt à se rendre (septembre 1807).

Cette double agression décida le sultan à déclarer la guerre à la Grande-Bretagne; mais il importait à la politique anglaise de ne pas rompre complètement avec la Porte; les vaisseaux britanniques s'éloignèrent des côtes de Syrie et de l'Archipel. Instruit de leur départ, Seïd-Ali, nommé Kapoudan-Pacha, attaqua avec 18 navires, la flotte de l'amiral Siniawin qui bloquait l'entrée des Dardanelles. La bataille fut opiniâtre et se termina par la défaite de Seïd-Ali qui en rejeta la responsabilité sur le vice-amiral

et le fit décapiter. Le but poursuivi n'en fut pas moins atteint : l'escadre russe avait tellement souffert qu'elle dût se retirer à Corfou pour réparer ses avaries.

Déposition de Sélim. — Kabaktchi-Oglou. — Baraïcktar-Pacha. — Mort de Sélim.

Sur ces entrefaites, le mufti Vely-Zadé vint à mourir et fut remplacé par le Kazi-Asker de Roumélie qui, pour gagner la faveur du souverain, s'était, jusqu'alors, montré zélé partisan des réformes. Le grand-vézir était à l'armée ainsi que les ministres ; il ne restait dans la capitale que le kaimakan (substitut) du grand-vézir et les ministres *vekils* (suppléants). Le nouveau Scheïkh-ul-Islam mit à profit cette situation pour ourdir, de complicité avec le kaimakan, Mustapha-Pacha, les ulémas et les Janissaires, un vaste complot contre le sultan. La crainte d'un soulèvement des Janissaires avait empêché Selim d'envoyer les nizams sur le Danube ; une partie fut commise à la garde des forts et des batteries du Bosphore et le gros du corps demeura en Asie.

On adjoignit aux premiers deux mille soldats *yamaks tabialis* (servants de batteries) qui occupèrent les mêmes casernements et reçurent la même solde ; on espérait ainsi amener, peu à peu, la fusion des deux corps. Les menées perfides du kaïmakan firent tourner à mal cette mesure : il fit répandre le bruit, parmi les yamaks, que le sultan voulait les encadrer de force dans les nizams, et, quand il crut les esprits assez excités, il envoya un des siens, Mahmoud-Effendi, porter aux yamaks l'ordre de revêtir l'uniforme des nizams. Une révolte éclata aussitôt, qui coûta la vie au messager que les nizams essayèrent en vain de défendre. Les yamaks beaucoup plus nombreux chassent leurs rivaux, après une lutte sanglante, des châteaux du Bosphore et marchent sur Constantinople, sous la conduite d'un certain Kabaktchi-Oglou.

Le Divan trompé par les faux rapports du kaimakan

n'avait pris aucune précaution ; de plus Mustapha avait eu soin de consigner les nizams dans leurs anciennes casernes. Kabaktchi-Oglou, renforcé de 800 Janissaires, de 200 *kalioundjis* et du corps des topdjis occupe l'Et-Meïdani, et, dans une harangue à la populace, déclare qu'il revendique la destruction des nizams et le châtiment des ministres qui ont osé violer les antiques règlements du vénérable Scheïkh Becktach. Le Defterdar, le Zarabkhanè-émini sont immédiatement massacrés ; les listes de proscription dressées par le kaimakan sont lues à la foule qui se charge avec allégresse du rôle de bourreau : bientôt, dix-sept têtes des plus hauts personnages de l'empire sont rangées sur une ligne parallèle à celles des kazans des Janissaires. En tête de cette liste figurait le Bostandji-Bachi, mais il occupait le sérail à la tête des icht-oglans, des bostandjis et des baltadjis [1] en armes. Les clameurs de la foule furieuse intimidaient les ministres qui pressaient le sultan de livrer la victime que réclamaient les séditieux. Selim n'avait pas eu assez d'énergie pour combattre la révolte, il n'avait pas su se mettre à la tête des nizams, mais il refusa noblement de souscrire à la lâcheté qu'on lui proposait. Le Bostandji-Bachi, voyant que son maître ne savait pas agir, espéra le sauver en se sacrifiant lui-même : il réclama l'honneur d'être abandonné aux yamaks. Après un long combat, vaincu par l'insistance de son fidèle serviteur, le sultan, donnant un libre cours à ses larmes, s'écria : « Puisque « tu veux que ce douloureux sacrifice s'accomplisse, « meurs, ô mon fils, et que la bénédiction d'Allah t'accom-« pagne ! »

Les massacres duraient depuis deux jours ; tous les partisans importants des réformes étaient morts ou s'étaient

[1] Les Baltadjis formaient un corps de 400 hommes armés de la hache (balta). Ils étaient affectés spécialement au service direct du sultan et des princes du sang. Les *zulufli baltadjis* portaient le même uniforme que les baltadjis ; ils étaient ainsi appelés à cause des deux tresses de laine qui s'échappent de leur bonnet. La garde du sultan comprenait encore les *apekis*, armés de sabres et de lances, les *solacks* dont l'arme principale était l'arc.

enfuis : enhardis par l'inaction du gouvernement, enivrés de leur succès, les rebelles résolurent de déposer Selim. Kabaktchi-Oglou posa au mufti cette question insidieuse : « Un padischâh qui, par sa conduite et ses règlements, « attaque les principes religieux du Koran, mérite-t-il de « rester sur le trône? »

Le mufti prévenu d'avance répondit : « *Olmaz* » (cela ne se peut), ajoutant hypocritement « mais Dieu sait ce qui est « le mieux ». S'appuyant sur ce fetwa ambigu, Kabaktchi décréta la déchéance du sultan et proclama empereur Mustapha, le fils d'Abd-ul-Hamid I. Restait à signifier à Selim sa déposition; le mufti se chargea de cette mission. Au drame succédait la comédie : Mustapha avait, on ne peut mieux rempli son rôle de traître et de bourreau : le Scheïkh-ul-Islam ne devait pas déployer moins d'habileté dans celui de fourbe et d'hypocrite.

Feignant la plus profonde tristesse, le visage couvert du masque d'une insultante commisération, il annonça à son maître la fatale nouvelle. Il lui peignit vivement la puissance et la force des mutins, l'engagea à se soumettre à la volonté de Dieu et termina en disant que toute résistance ne servirait qu'à faire massacrer inutilement les fidèles de Sa Hautesse. Selim écouta patiemment ce discours, et, sans répondre, se rendit de lui-même dans le (*kafess*. Il charma les loisirs de sa captivité en faisant l'éducation politique de son cousin Mahmoud que l'avenir réservait pour être son vengeur (juillet 1808).

La terreur régnait dans la ville : chacun redoutait les excès de la soldatesque ; on s'attendait à un pillage général. Kabakchi-Oglou maintint cependant l'ordre : ses yamaks, gorgés d'or, retournèrent au Bosphore dont leur chef obtint le commandement; les Janissaires, satisfaits du licenciement des nizams, rentrèrent dans leurs casernes. Rien ne resta debout des institutions de Selim si ce n'est les taxes établies pour l'entretien des nizam-djedid, car il est presque sans exemple qu'un impôt une fois établi soit supprimé. La nouvelle de la déposition du sultan fut accueillie, à l'armée du Danube, par les cris de joie des

Janissaires qui assassinèrent leur agha et remplacèrent le grand-vézir par Tchélébi-Mustapha. Ces changements intempestifs dans le commandement ne pouvaient que nuire aux opérations militaires.

Le mufti et le kaïmakan gouvernaient sous le nom de Mustapha IV, tout le pouvoir était concentré dans leurs mains; mais la mésintelligence ne tarda pas à éclater entre les deux complices et Kabaktchi-Oglou en profita pour élever sa fortune sur la ruine de leurs espérances. Il embrassa d'abord le parti du mufti et l'aida à faire exiler Mustapha, à qui succéda Taïar-Pacha. Celui-ci voulut faire acte d'indépendance, il fut aussitôt destitué et se réfugia auprès du pacha de Routschouk, Mustapha-Baraïcktar, partisan déclaré de Selim à qui il devait ses dignités et ses honneurs. Baraïcktar méditait la restauration du prince déchu, l'arrivée de Taïar-Pacha le décida à agir. Il envoya au camp du grand-vézir son confident, Beiji-Effendi, ennemi acharné des ulémas et des Janissaires, avec mission de sonder les ministres.

L'émissaire de Baraïcktar persuada au grand-vézir que le pacha de Routschouk en voulait seulement au mufti et à Kabaktchi-Oglou ; quant au Kapoudan-pacha, Seïd-Ali, il s'engagea complètement dans la conspiration. Mustapha-Tchélébi, croyant travailler seulement à la ruine de rivaux qui annihilaient toute son autorité, laissa Baraïcktar marcher sur Andrinople à la tête de 16,000 hommes d'élite. Les ministres s'étaient laissés prendre à l'assurance que leur donna le Kapoudan-pacha, que Baraïcktar regagnerait son pachalik aussitôt après la destruction des Yamaks. Hadji-Ali, muni du firman du grand-vézir condamnant Kabaktchi à mort, se chargea d'enlever, à la tête de 100 cavaliers, le chef des Yamaks dans son château de Fanaraki

Surpris au milieu de la nuit, dans son harem, le redoutable Kabaktchi-Oglou est poignardé sans avoir pu opposer de résistance. Hadji-Ali, le firman à la main, court aux Yamaks, leur apprend la mort de leur chef, la marche du de pacha Routschouk et les somme de le reconnaître pour

leur commandant. Consternés, les Yamaks allaient obéir quand les larmes et les prières des femmes et des enfants de Kabaktchi-Oglou changèrent leurs dispositions. Hadji-Ali, retranché dans la tour du fanal y soutint un siège de trois jours et parvint à faire une trouée et à rallier Baraïcktar.

Dans l'espoir de désarmer les rebelles, Mustapha IV licencia les Yamaks, destitua le mufti et prononça la confiscation des biens des ministres vekils.

Baraïcktar campait aux portes de Stamboul, il feignit d'être satisfait et annonça son départ de la capitale. Tout semblait fini, le Sultan reprenait le cours interrompu de ses plaisirs, quand le complot éclata. Le 28 juillet, Mustapha allait passer la journée dans le kiosque de *Gueuk-Soui*, aussitôt Baraïcktar fait arrêter le grand-vézir et donne l'ordre aux troupes de conduire au sérail le Sandjak-chérif (étendard sacré)[1]. Les Janissaires de garde à la porte extérieure n'opposent aucune résistance, mais le Bostandji-Bachi refuse d'ouvrir les portes intérieures. Les conjurés se préparaient à les enfoncer quand parut Sultan-Mustapha. L'imprudence des conjurés qui avaient négligé de cerner le sérail avait permis à Mustapha, prévenu par la sultane Validé, de rentrer dans le palais. Il fit dire à Baraïcktar que Selim allait lui être rendu.

Aussitôt le Kyslar-Agha reçoit l'ordre de poignarder l'ex-sultan : quoique sans armes, Selim, doué d'une force athlétique, terrassa plusieurs des assassins, mais la lutte était trop inégale : il ne tarda pas à tomber, frappé au cœur. Mustapha contempla un instant le cadavre de son cousin, puis il dit froidement :

« Remettez Sultan-Selim au pacha de Routschouk puis-
« qu'il le demande. »

Les portes s'ouvrent, Baraïcktar se précipite pour saluer son souverain, il ne trouve qu'un cadavre sanglant. A ce

[1] Cet étendard accompagne toujours le sultan ou le grand-vézir, en temps de guerre.

triste spectacle, le farouche guerrier s'abîme dans sa douleur, mais Seïd-Ali s'écrie : « Est-ce au pacha de Routs-« chouk de pleurer comme une femme ? Vengeons Sultan-« Selim ! Punissons ses assassins ! Surtout sauvons Sultan « Mahmoud qu'un nouveau crime peut nous ravir. » Baraïcktar retrouve toute son énergie, Sultan-Mustapha est arrêté, emprisonné, et son frère, Mahmoud, proclamé padischâh (28 janvier 1808).

Mahmoud II (1808). Administration de Baraïcktar (1808-1809).

Baraïcktar, nommé grand-vézir, fit de sanglantes funérailles à Selim III : ses meurtriers, les favoris de Mustapha, tous les chefs des Yamaks qu'on put saisir périrent dans les tourments. A peine maître du pouvoir, Baraïcktar se débarrassa de tous ses rivaux. Taïar-Pacha fut décapité, Seïd-Ali envoyé en exil dans une île de l'Archipel et sa place donnée à Ramiz-Pacha.

Beijï-Effendi entra au ministère qui ne compta que des membres dévoués au grand-vézir. Stimulé par Ramiz-Pacha et Beïji-Effendi, tous deux élèves de l'école d'artillerie, il reprit la tâche redoutable d'extirper les abus enracinés dans le corps des Janissaires. Pour atteindre ce but, il appela à un Divan solennel tous les pachas et les principaux aïans. Les deux tiers des dignitaires convoqués s'y rendirent : le grand-vézir exposa la nécessité de réformer, sans le détruire, le corps des Janissaires devenu si indiscipliné et si ignorant de l'art de la guerre. Il proposa diverses mesures propres à régénérer cette milice, appuya sur l'urgence qu'il y avait à former une armée régulière qui fût au niveau des troupes européennes.

« Personne n'a plus de vénération que moi pour le glo-« rieux corps des Janissaires auquel j'ai l'honneur d'ap-« partenir. Il serait invincible à présent comme il l'était « autrefois, si des abus pernicieux ne s'y étaient glissés « et n'avaient altéré les admirables institutions d'Hadji-

« Becktach. Les emplois au lieu d'être donnés au courage
« et au mérite sont vendus au plus offrant, les casernes
« ne servent qu'à ceux qui n'ont ni feu, ni lieu, ni pro-
« fession et qui redoutent le travail et la peine. Les plus
« grands désordres, les vices les plus honteux règnent
« dans les odas. Les exercices prescrits par les ordon-
« nances du grand Suleyman sont oubliés. Les Janissaires
« employés aux gardes et aux patrouilles rançonnent nos
« rayas au lieu de s'occuper à la sécurité publique. Qu'en
« résulte-t-il ? une ignorance crasse dans l'art militaire,
« une indiscipline complète et la presque inutilité d'un
« corps qui a été, pendant tant de siècles, la gloire
« de l'empire et qui a fait trembler l'univers... Les prin-
« cipaux magistrats du corps respectable des ulémas font
« salarier leurs domestiques par la caisse des Janissaires,
« et, par suite de transactions honteuses, on voit souvent
« plusieurs soldes de vétérance et des pensions secrètes
« accumulées sur la tète d'un homme qui n'a jamais fait
« le service dans le corps ou porté les armes pour la dé-
« fense de la religion et du souverain.

« Un agiotage honteux, favorisé par les chefs du corps,
« et dont les principaux instruments sont des Juifs, les
« plus vils de nos rayas, enlève souvent par des dépenses
« usuraires, au soldat zélé et exact à ses devoirs, la solde
« que le gouvernement lui accorde pour récompenser ses
« peines et assurer son existence.

« Le sultan, notre redoutable maître qui travaille à
« rendre à cet empire sa gloire et sa puissance, sent qu'il
« est indispensable de revenir aux anciennes institutions
« militaires et me charge de vous faire connaître ses inten-
« tions. »

En conséquence, le vézir proposait :

1° De détruire la vénalité des grades d'officiers des Janissaires ;

2° D'obliger tous les Janissaires non mariés à habiter la caserne ;

3° De ne payer de solde qu'aux Janissaires casernés et faisant un service actif ;

4° De défendre, sous les peines les plus sévères, la vente anticipée de la solde, sur des certificats signés du commandant de l'oda.

5° De reviser la liste générale des pensions accordées sur la caisse des Janissaires ;

6° D'obliger les Janissaires à exécuter les exercices prescrits par Suleyman et de rétablir une discipline sévère ;

7° D'ordonner l'adoption immédiate dans toutes les troupes ottomanes des armes perfectionnées et de la tactique savante des infidèles, mesure sanctionnée par les fetwas des muftis.

« Cependant l'abolition subite de ces abus et le réta-
« blissement immédiat de l'ancienne discipline pouvant
« entraîner de graves inconvénients, Sa Hautesse est dé-
« cidée à choisir parmi les Janissaires valides et parmi
« les jeunes musulmans inscrits sur les registres des odas
« des recrues volontaires pour former des compagnies
« agrégées aux seymens. Celles-ci seront armées de ma-
« nière à combattre les infidèles avec avantage, auront une
« discipline conforme à celle des anciens Janissaires et
« recevront dans leurs exercices, leur ordre de bataille et
« leur campement, les modifications que les progrès des
« européens, dans l'art de la guerre, rendent indispen-
« sables. »

A l'unanimité, l'assemblée approuva ces idées : tous les membres donnèrent leur adhésion par écrit; Kadi-Pacha, ancien chef des nizams, offrit son concours : le mufti accorda, sans difficulté, le fetwa qui légitimait les réformes ; tout marchait au gré des désirs de Baraïcktar. Le succès le grisa : son orgueil mécontenta ses partisans ; il irrita l'armée en donnant pour chefs aux *Seymens* réguliers les anciens officiers des nizams ; il s'attira la haine des ulémas en annonçant hautement l'intention de séculariser les biens des mosquées et en ne dissimulant pas le mépris profond qu'il ressentait pour leur caste ; enfin le sultan voyait avec jalousie les talents et craignait l'ambition de son tout-puissant vézir.

L'orage s'amoncelait : Baraïcktar n'avait pour soutien que les 16,000 hommes qu'il avait amenés de Routschouk et les 3,000 hommes de Kadi-Pacha ; il commit la faute de se priver de ses fidèles soldats, en envoyant 12,000 hommes contre l'aïan de Philippopolis, Mollah-Agha, qui s'était révolté et ne garda auprès de lui que 7,000 hommes, disséminés dans la capitale.

En vain ses amis lui signalaient-ils le danger, en vain lui conseillaient-ils de se rendre avec le Sultan à Andrinople; il ne prit aucune précaution et continua de mépriser ses adversaires. Le 14 novembre, 3e jour avant la fin du Ramazan, la mine fit explosion; les soldats de Baraïcktar, attaqués à l'improviste, se débandèrent après une courte résistance. Six mille Janissaires marchent sur le sérail pour délivrer Mustapha et lui rendre la couronne ; le grand Vézir à la tête des Seymens réguliers leur barre le passage ; accablé sous le nombre il se retranche dans une des tours fortifiées du palais. Bravant jusqu'au bout ses ennemis, il leur fait jeter le cadavre du sultan Mustapha. La fureur des Janissaires redouble : l'incendie leur ouvre un passage jusqu'au terrible pacha qui, plutôt que de tomber en leurs mains, met le feu à un magasin de poudres et s'ensevelit avec les assaillants sous les débris de la tour [1].

Pendant que le vézir succombait ainsi en héros, Ramiz-pacha ordonnait à deux vaisseaux de ligne de s'embosser en face du quartier des Janissaires et d'ouvrir le feu ; lui-même, à la tête des marins et des topdjhis, marchait au secours du grand Vézir, En même temps, Kadi-pacha accourait au sérail avec 3,000 hommes pour protéger le Sultan. Après une journée de lutte, les Janissaires cédaient

[1] Il existe une autre version sur la mort de Baraïcktar, d'après laquelle le pacha, perdant la tête, se serait réfugié avec sa favorite et ses trésors dans une tour en pierre à l'abri du feu. Caché dans un souterrain, il aurait été asphyxié par la fumée. — Voyez Juchereau de Saint-Denis, *Révolutions de Constantinople*. — Nous avons suivi la version qui nous a paru la plus conforme au caractère du pacha de Routschouk.

du terrain; Ramiz pacha était d'avis d'offrir une amnistie aux rebelles, s'ils posaient les armes, mais Kadi-pacha ne voulait pas abandonner l'occasion qui lui était offerte de se venger des Janissaires ; il fit décider une sortie générale.

Quatre mille hommes, précédés de quatre pièces de canon attaquèrent les révoltés, les refoulèrent sur tous les points et arrivèrent au palais du grand Vézir. Ignorant son sort et ne pouvant pénétrer dans l'habitation en proie aux flammes, Kadi-pacha marcha sur le palais de l'agha des Janissaires, massacrant tout sur son passage. Les Janissaires eurent alors recours à l'incendie : le feu éclate de tous les côtés à la fois; les Seymens périssent, les armes à la main, dans leurs casernes embrasées et Kadi-pacha se voit contraint de reculer devant les flammes. L'incendie, dont personne ne s'occupait, prenait cependant des proportions gigantesques : la ville toute entière, construite en bois, était menacée d'une destruction totale. L'imminence du sinistre suspendit la fureur des combattants et l'on travailla à mettre un terme au progrès du terrible élément, il était trop tard ; l'œuvre de destruction était déjà à moitié accomplie. En déblayant le palais du grand-vézir, on retrouva son corps qui fut empalé et exposé pendant trois jours aux insultes de la populace.

Resté seul vivant de la famille d'Osman, Mahmoud II n'avait rien à craindre des révoltés : il était sacré pour eux. Il n'y avait, pensa-t-il, qu'un moyen d'apaiser la révolte et d'empêcher la ruine de Constantinople, c'était de donner satisfaction aux demandes populaires. Ramiz-pacha Kadi-pacha, Beïji-Effendi qui avaient toujours espéré en Baraïcktar pour sauver la situation, convaincus de sa mort, et se voyant sur le point d'être abandonnés par le Sultan, se réfugièrent à Routschouk. Là, ils essayèrent d'organiser la résistance : ce fut en vain. Ramiz-pacha, né en Crimée, se réfugia à Pétersbourg ; Kadi-pacha et et Beïji-Effendi tentèrent de passer en Asie pour soulever la Karamanie, mais atteints en route par leurs ennemis, ils furent massacrés. Ce nouvel essai de réformes avait encore coûté la vie à ses auteurs.

Elève de Selim, Mahmoud partageait les idées de ce dernier, mais instruit par les catastrophes où avaient succombé les précédents réformateurs, il dissimula jusqu'au jour où il se sentit assez fort pour briser toutes les résistances.

CHAPITRE XIX

MAHMOUD II (1809-1820).

Traité de Buckharest (1812). — Situation de l'empire : Méhémet-Ali et les Wahabites. — Insurrection de la Serbie : Kara-Georges. — Milosch : assassinat de Kara-Georges. — Ali-Pacha : les Souliotes. — Révolte d'Ali (1820).

Traité de Buckharest (1812).

Cette longue crise intérieure avait profondément ébranlé l'empire; il aspirait au repos. La paix fut conclue avec le gouvernement britannique (6 janvier 1809), mais les négociations entamées avec la Russie échouèrent complètement. Zia-Yousouf-Pacha, le vaincu d'Héliopolis, succéda à Baraïcktar : il était impossible de faire un plus mauvais choix. Le prince Bagration battit les Osmanlys à Ibraïla, franchit le Danube et les écrasa devant Silistrie : Makof et Platow prirent Ismaïl, Mangalia et Karama pendant qu'Essen s'emparait d'Ibraïla. La levée du siège de Silistrie par les Russes fut une mince compensation à tant d'échecs successifs. La campagne de 1810 ne fut pas plus heureuse : le grand-vézir, qui n'osait sortir de ses retranchements de Schoumla, laissa Kamensky enle-

ver Silistrie, Routschouk, Nicopolis et Bazardjik. Ahmed-Pacha le remplaça et marcha à l'ennemi avec soixante mille hommes et soixante-dix huit canons. Inférieur en forces, le généralissime russe Kutuzow se replia sur Routschouk et attendit l'armée turque à Kadikeuy : après une lutte sanglante, les trente mille hommes de Kutuzow rejetèrent les Turcs en désordre. Malgré ce succès, Kutuzow évacua Routschouk, après en avoir fait sauter les fortifications et mis le feu à la ville (5 juillet 1811). Les Ottomans franchirent le fleuve à sa suite, mais, par une marche savante, les Russes, faisant un brusque retour offensif, tombèrent sur le flanc de l'armée ennemie, la culbutèrent dans le fleuve et reprirent les places évacuées. Des renforts arrivaient au général russe et allaient lui permettre de terminer la campagne par un coup décisif, quand la guerre éclata entre la Russie et la France. Le cabinet de Saint-Pétersbourg s'empressa d'offrir la paix à la Porte et de signer le traité de Buckharest (28 mai 1812). Le Pruth devenait la frontière des deux empires ; le czar abandonnait à la vengeance des Turcs la Moldavie, la Valachie et la Serbie, il ne gardait que les bouches du Danube et une portion de la Bessarabie. En vain le général Andréossy essaya de démontrer au Divan l'énormité de la faute qu'il commettait, il ne put lutter contre l'or anglais. La nouvelle de la victoire de Borodino fit repentir le sultan de sa précipitation, sans le décider à reprendre les armes : il était tout entier sous l'influence anglaise. Il se contenta de destituer le grand-vézir et les plénipotentiaires qui avaient signé le traité (août 1812). Le traité de Buckharest a été aussi funeste à la Turquie que le traité de Falksen : par deux fois, l'inintelligence des ministres ottomans a sauvé la Russie.

Situation de l'empire : Méhémet-Ali et les Wahabites.

A la faveur de l'anarchie intérieure et de la guerre étrangère, plus de la moitié des provinces s'étaient sous-

traites à l'obéissance du grand-seigneur; aussitôt libre du côté de la Russie, Mahmoud s'occupa activement de reconstituer l'intégrité de l'empire.

Les Tchiapan-Oglou dominaient dans le nord de l'Asie Mineure, les Kara-Osman-Oglou étaient pour ainsi dire souverains des riches territoires qui avoisinent Smyrne. Quoique composées de plus de cent branches collatérales, ces familles restaient riches et puissantes par leur réunion volontaire et compacte sous un chef de leur sang : les beys de Serès dans la Macédoine, l'aïan de Philippopoli dans la Thrace, entretenaient de véritables armées et la Porte devait compter avec eux.

L'Arabie était au pouvoir des Wahabites; l'Égypte obéissait à Méhémet-Ali ; la Serbie était en pleine révolte ; Ali, pacha de Janina, régnait en Épire et en Thessalie ; Molla-Agha, avait succédé à Paswan-Oglou dans la principauté de Widin. Celui-ci éprouva le premier les armes impériales : il fut battu et obligé de faire sa soumission. Ramiz-Pacha crut pouvoir rentrer en Turquie après la conclusion du traité de paix. Vendu par l'hospodar Karadja et surpris à Buckharest par une troupe de cavaliers aux ordres d'un aide de camp du grand-vézir, l'ancien kapoudan-pacha succomba après une lutte désespérée : il expiait ainsi son ambition et ses talents. Enfin le Sultan se servit de Méhémet-Ali pour abattre les Wahabites.

Vers 1746 était apparue dans l'Yemen une secte, faible et méprisée à sa naissance, mais qui devait être un jour la terreur de l'empire ottoman ; c'étaient les Wahabites, fanatiques austères et ambitieux qui prétendaient ramener le Koran à sa pureté primitive. Un scheïkh, nommé Muhammed [1], entreprit de refaire en Orient un deïsme pratique et rationnel ; le Calvin de l'islamisme dépouillait le prophète du culte que la vénération des fidèles lui rendait ; « les Turcs ont fait un Dieu de leur prophète, disait-il, et prient sur son tombeau comme des idolâtres. Maudits

[1] Ses disciples prirent le nom de Wahabites en l'honneur du père du réformateur Abd-ul-Wahab.

soient ceux qui donnent au créateur un égal! que le sabre les extermine. » On voit par ces paroles que le réformateur était loin d'être mu par des idées de tolérance. La nouvelle doctrine se propagea rapidement dans les trois Arabies; l'émir Ibn-Se'oud l'embrassa et cent mille missionnaires armés menacèrent de changer la face des choses en Orient. Il détruisit les garnisons turques, s'empara de Médine et de la Mecque qu'il livra au pillage, enlevant les richesses que pendant dix siècles la piété des fidèles y avait entassées. Les caravanes étaient attaquées et massacrées sans pitié; le pélerinage de la Mecque ne pouvait plus s'accomplir; le tombeau du prophète était profané. Hors d'état d'agir, Mahmoud chargea le pacha d'Égypte d'exterminer les Wahabites et de délivrer les villes saintes. Méhémet-Ali accepta avec empressement une mission qui devait le poser comme le protecteur de la religion; mais auparavant, il voulut asseoir solidement son autorité en Égypte. La force avait échoué contre les mamelucks; il eut recours à la trahison : par ses présents, ses caresses, ses flatteries, ses protestations d'amitié et ses serments, il endormit leurs défiances. A l'occasion du départ de son fils Toçoum-Pacha, qui devait commander l'expédition d'Arabie, il convia tous les beys à des fêtes magnifiques. A peine les beys mamelucks eurent-ils pénétré dans la cour intérieure du palais, qu'une fusillade terrible les accueillit à bout portant : ils périrent tous dans cet infâme guet-apens, sans même avoir pu vendre leur vie. Le même jour, dans toutes les provinces, eut lieu un massacre général des mamelucks. Leur domination était anéantie pour jamais; leurs cadavres servaient de marchepied à l'ambitieux albanais (1811).

Maître absolu de l'Égypte il dirigea une armée contre les Wahabites. Ibn-Se'oud battit Toçoum-Pacha dans les défilés de Djedidé; mais débordé par des forces supérieures il ne put empêcher la chute de Bahr-Djedidé et de Médine (1813). Deux mois après, le fils de l'émir évacuait la Mecque. La lutte continua, sans désavantage pour les Wahabites, jusqu'à la mort d'Ibn-Se'oud (1815); son fils

traita alors avec Taçoum-Pacha. Les exigences de Méhémet-Ali, qui prétendait que l'émir se constituât prisonnier, rallumèrent la guerre. Ibrahim-Pacha, second fils de Méhémet-Ali, éprouva d'abord plusieurs échecs, mais des renforts considérables lui permirent de reprendre l'offensive; et, l'émir, abandonné par une partie des tribus arabes achetées à prix d'or, fut contraint de capituler dans Derr-iié, sa capitale, après un siège de sept mois (1818). Sa tête roula sous le sabre du bourreau à Constantinople ; les Wahabites étaient vaincus mais non détruits; douze ans ne s'étaient pas écoulés, qu'ils avaient repris Médine et enlevaient aux portes de la Mecque les caravanes et interdisaient de nouveau l'accès de la Caaba aux fidèles. Les expéditions faites dans l'Yemen, sous le règne d'Abd-ul-Aziz, n'ont pas eu des résultats plus efficaces. Le wahabisme est plus florissant que jamais; les garnisons turques sont en quelque sorte prisonnières dans la Mecque et dans Médine; le danger pour l'empire ottoman croît tous les jours, car les Wahabites travaillent activement à réunir toutes les tribus arabes dans une union commune, pour chasser les Osmanlys.

Méhémet-Ali tourna alors tous ses soins vers l'administration intérieure de l'Égypte. Il fit creuser le canal d'Alexandrie au Caire; forma une armée dressée à l'européenne, dont l'organisation fut confiée à des officiers français, notamment au colonel Seves ; il créa une marine de guerre, établit des arsenaux, des fonderies. Le sort des fellahs fut amélioré ; les exactions et les violences châtiées avec la dernière rigueur; des écoles s'ouvrirent et les pachas et les beys reçurent l'ordre d'envoyer leurs fils en Europe, pour y faire leurs études.

Pendant ce temps, ses fils soumettaient les pays voisins de l'Égypte, l'oasis de Syouah, le Kordofan, le Darfour, etc. Sauf le tribut qu'il payait, Méhémet-Ali était un véritable souverain.

Insurrection de la Serbie : Kara-Georges.

Pendant que l'Égypte se détachait de l'empire, la Serbie arrachait à la Porte la reconnaissance de son autonomie.

Après la conquête ottomane, la Serbie avait été partagée en fiefs distribués aux sipahis. Cependant le paysan serbe n'était point attaché à la glèbe ; le sol lui appartenait ; il était seulement astreint à payer une redevance au feudataire. Il nommait lui-même ses *kmet* (maires) : c'était à eux qu'incombaient le soin de répartir l'impôt et la tâche de maintenir l'ordre. Mais les vexations des pachas et la tyrannie des feudataires rendaient ces garanties illusoires et le paysan serbe était traité comme une bête de somme. Un raya ne pouvait entrer à cheval dans une ville ; s'il rencontrait, sur la route, un musulman, il devait mettre pied à terre et se prosterner ; l'acte de porter une arme quelconque était puni de la peine de mort. Le voisinage de la Hongrie, les excitations de leurs compatriotes qui, pour fuir le joug des Turcs avaient été lui demander un asile et une patrie, avaient maintenu, chez le peuple serbe, l'amour de la liberté et le sentiment de la nationalité. Les mécontents s'étaient jetés dans les montagnes et les poésies populaires entouraient d'une auréole glorieuse les exploits des *keïducks*. Dans la guerre de 1787, les Serbes servirent en foule dans les armées autrichiennes et y acquirent des connaissances militaires qu'ils ne devaient pas tarder à déployer aux yeux des Ottomans déconcertés.

Le pacha de Belgrade, Ebnet-Bekri essaya de ramener les Serbes par la douceur : il eut recours à des mesures équitables et pleines d'humanité. Une amnistie fut proclamée en faveur de ceux qui avaient pris parti pour l'Autriche ; les Janissaires furent contenus d'une main ferme et les excès réprimés. Les rayas reconnaissants acclamèrent le pacha et le péril parut conjuré. Les Janissaires appelèrent alors Paswan-Oglou : le pacha de Widdin, qui venait de recueillir les débris des Krisdalis chassés de

Thrace et de Macédoine, envahit la Serbie et marcha sur Belgrade. Ebnet-Bekri chercha un abri chez les Serbes qui répondirent avec enthousiasme à son appel ; mais les Janissaires se révoltèrent ouvertement, assassinèrent le pacha, dépossédèrent les sipahis. La tyrannie la plus atroce pesa alors sur la population : une députation se rendit à Constantinople et tint ce langage au sultan :

« Es-tu encore notre czar? viens nous délivrer! si tu ne « le veux pas, dis-nous-le pour que nous nous sauvions « dans les montagnes et les forêts ou que nous finissions « notre vie dans les fleuves! »

Aux ordres du padischâh de mettre un terme à leurs cruautés, les Janissaires répondirent par le massacre de tous les rayas que leur naissance, leur position, leur courage ou leurs richesses désignaient comme les chefs possibles d'un mouvement national. Cette sanglante précaution produisit un effet opposé à celui qu'en attendaient les auteurs : le désespoir rendit des forces aux rayas ; un soulèvement universel éclata et en peu de jours les Janissaires furent réduits à s'enfermer dans les villes et les places fortes. Un ancien heïduck, qui avait commandé un corps franc contre les Turcs, en 1787, Georges Petrovitch, surnommé *Kara* (le noir), fut élu chef suprême des insurgés. Il refusa d'abord, alléguant son caractère violent qui le portait à châtier sans pitié ; les knez répondirent que dans les circonstances actuelles, la sévérité était une qualité indispensable. Il objecta son ignorance de l'art de gouverner les hommes ; les knez lui promirent leurs conseils.

Les faits suivants donneront au lecteur une idée suffisante du caractère du futur libérateur de la Serbie.

Il fuyait sa patrie pour se joindre aux Autrichiens ; il attendait, sur les bords de la Save, les bateaux hongrois qui devaient le transporter avec ses compagnons de l'autre côté, lorsque son père ne put se résoudre à quitter le sol qui l'avait vu naître. Il conjura son fils de renoncer à son dessein et lui parla de se soumettre ; voyant que ses prières étaient inutiles le vieillard eut recours aux menaces : il

déclara sa ferme résolution de dénoncer Georges et tous les siens. Kara-Georges essaya de faire revenir son père sur sa décision; il embrassa ses genoux au nom de la patrie; tout fut inutile. Alors, se relevant, le pistolet au poing. « Misérable vieillard, s'écria-t-il, mieux vaut pour « toi mourir que trahir ta patrie et les tiens. » En même temps il fait feu et son père tombe mort à ses pieds.

Un dernier trait achèvera de peindre ce terrible justicier.

Un paysan venait de perdre son père; le prêtre grec, avide comme tout le clergé orthodoxe, refusait de célébrer les funérailles, à moins d'une somme de cinquante piastres. Toutes les ressources de l'orphelin ne pouvaient arriver au chiffre fixé; le cadavre de son père allait donc rester exposé aux injures de l'air et aux outrages des fauves et des oiseaux de proie. Désespéré, il va trouver Kara-Georges qui lui donne, avec les cinquante piastres, l'ordre de creuser deux fosses. La cérémonie funèbre commençait à peine que Kara-Georges, accompagné de quelques soldats portant un cercueil, arrivait au cimetière. Quand le corps du paysan eût été rendu à la terre, Kara-Georges demande brusquement au pope combien il a d'enfants. Le ciel m'en a accordé cinq, répond le prêtre. « Eh bien! réplique son « interlocuteur d'une voix tonnante, il se peut, si tu ne « laisses point de fortune, qu'ils se trouvent un jour acculés dans la même impasse que ce jeune homme; aussi « je veux pourvoir, moi-même, aux frais de ta sépulture. » A un geste du kniaz les soldats saisissent le pope, et, malgré ses pleurs et sa résistance le couchent sanglant dans le second cercueil.

Sous un chef aussi énergique, l'insurrection gagne rapidement du terrain : Schabatz et Semendria tombent en son pouvoir et Kara-Georges vient mettre le siège devant Belgrade où il est rejoint par le pacha de Bosnie que le sultan envoyait contre les Janissaires. La ville se rend et Bekir-Pacha invite les Serbes à déposer les armes et à retourner à leurs travaux. Instruits par l'expérience, les Serbes refusent, et implorent alors la protection de la

Russie (1804) qui appuya leurs réclamations à Constantinople. Le Divan fit jeter en prison les envoyés et donna l'ordre au pacha de Nissa de ramener la Serbie à l'obéissance. Hafiz fut battu et une proclamation datée de Semendria appela aux armes la population tout entière. Bekir, pacha de Bosnie, et Ibrahim, pacha de Scutari, ne furent pas plus heureux. Pendant que Pierre Dobrynias arrêtait Ibrahim à Deligrad, Kara-Georges, avec 7,000 fantassins et 2,000 cavaliers, culbute Hadji-Bey à Petzka et écrase les Bosniaques à Schabatz (8 août 1806). La convention de Smaderewo, conclue entre Ibrahim et Kara-Georges, accorda aux Serbes l'autonomie; les sipahis devaient recevoir une indemnité de 600,000 florins et les garnisons turques occuper les principales forteresses. Le Sultan refusa de ratifier le traité; la guerre recommença alors avec fureur.

Belgrade succombe et le pacha, Soliman, abandonné à ses propres forces, rend la citadelle à condition de se retirer avec armes et bagages. La capitulation est consentie, mais aussitôt violée. A quelques lieues de la ville, Soliman est attaqué et massacré avec tous les siens par l'escorte même, chargée de veiller à sa sûreté. Les Serbes, devenus les plus forts, vengent par d'horribles massacres quatre siècles d'oppression et de misères. La Serbie n'avait échappé au joug musulman que pour tomber dans l'anarchie : les chefs militaires se disputaient le pouvoir, les armes à la main. Cependant les insurgés prenaient l'offensive : Milan Obrenovitch et Dobrynias marchèrent sur Nissa pendant que Kara-Georges envahissait la Bosnie et assiégeait Novi-Bazar (1809). La défaite de Milan et de Dobrynias, à Nissa, forcèrent Kara-Georges à évacuer la Bosnie; Kurchid-Pacha s'avançait à la tête de 30,000 hommes, Kara-Georges court à sa rencontre et 3,000 Serbes dispersent l'armée ottomane, dans les plaines de Wawarin; les Bosniaques écrasés à Losnitza repassent la Drina, en désordre.

Ces triomphes avaient donné à Kara-Georges la prédominance sur tous les voïvodes. Dobrynias et Milenko, qui

ne voulurent pas la subir, partirent pour l'exil. La Porte offrit alors de le reconnaître pour hospodar sous la garantie de la Russie à condition de rendre Belgrade aux Turcs et de livrer les armes. Kara-Georges, qui avait en vain sollicité la protection de Napoléon Ier, s'était complètement rejeté du côté de la Russie : il refusa les propositions du Divan et les envoya au czar. Le traité de Buckharest le récompensa de sa bonne foi : l'empereur Alexandre abandonnait la Serbie à la vengeance de la Porte. Toutes les forces de la Turquie fondirent alors sur ce malheureux pays. Veliko, assiégé dans Negotin, meurt en héros, mais son trépas décourage ses troupes qui se débandent; Mladen et Sima, battus par Kourchid-Pacha, ne peuvent empêcher la chute de Schabatz et de Belgrade; Kara-Georges, abandonné par plusieurs voïvodes jaloux de son autorité, est entraîné dans la déroute générale : il désespère du salut de la patrie, et s'enfuit en Hongrie.

Milosch : assassinat de Kara-Georges.

Tous les anciens fonctionnaires turcs reprirent leurs places; les sipahis rentrèrent en possession de leurs timars; le pays fut livré aux pillages et aux exactions des bandes albanaises; toute velléité de résistance noyée dans le sang. A Kladowo, toute la population fut empalée; à Belgrade, trois cents têtes tombèrent sous le sabre du bourreau. Ces mesures sanguinaires portèrent leurs fruits; l'indignation et le désespoir réveillèrent le patriotisme et l'énergie des rayas : une nouvelle prise d'armes eut lieu.

Milosch Obrenovitch[1], seul de tous les chefs, n'avait pas quitté la Serbie; hors d'état de résister, il avait fait

[1] Milosch s'appelait Theodorevitch. Sa mère s'était mariée deux fois; son premier mari s'appelait Obren; elle en eut un fils nommé Milan. Devenue veuve elle épousa un des porchers de son premier mari : de cette union naquit Milosch. Milan, par générosité, autorisa son frère utérin à porter le nom d'Obrenovitch, et après sa mort, les troupes qu'il commandait passèrent sous les ordres de Milosch.

sa soumission; en récompense, Soliman l'avait nommé knez de Rudnik. Mais sa soumission n'était qu'apparente : il épiait le moment favorable pour jeter le masque et satisfaire son ambition. Le jour des rameaux de 1825, il déploie l'étendard dans le cimetière de Takovo, et proclame l'indépendance de la Serbie. La défaite d'un corps albanais à Maïdan amène un soulèvement général; les Turcs, surpris par l'impétuosité de l'attaque, sont refoulés de tous côtés. Le kehaya du pacha est battu et tué sur les bords de la Morawa; un autre de ses lieutenants est écrasé à Sienitza; et Adem-Pacha se voit bloqué dans Novi-Bazar. Mais Kourchid-Pacha se préparait à envahir la Serbie à l'ouest pendant que Maraschli-Pacha pénétrerait par la vallée de la Morawa; profitant de la jalousie et de la haine réciproques des deux généraux ottomans, Milosch entama des négociations qui finirent par aboutir. Amnistie générale, levée des impôts par les habitants; création d'une assemblée de douze knez, élus par la population et chargés de la répartition de l'impôt; autonomie civile, religieuse et judiciaire; droit pour les Serbes de rester armés et d'élire un chef qui aurait sur eux le pouvoir civil et militaire, telles furent les clauses de ce pacte. Maraschli-Pacha, nommé au pachalik de Belgrade, eut ordre de traiter les Serbes comme ses enfants. Après avoir triomphé des opposants, par le meurtre ou l'exil, Milosch, élu kniaz (prince) établit un gouvernement despotique et tint en quelque sorte la pacha prisonnier dans la citadelle de Belgrade. L'assassinat de Kara-Georges le délivra du seul compétiteur qui pût lui inspirer des craintes sérieuses et lui permit de régner en autocrate. Kara-Georges, parfaitement accueilli par le czar qui lui avait donné le grade de général et la croix de Sainte-Anne, avait bientôt senti l'inaction lui peser. Il accepta avec empressement les ouvertures des chefs de l'Hétairie et se dirigea secrètement sur la Serbie. On espérait qu'à sa voix les Serbes reprendraient les armes; ce devait être le signal d'une insurrection générale des Grecs et des Roumains. Kara-Georges en Serbie, c'en était fait de la

puissance de Milosch ; le kniaz n'hésita pas : à peine celui-là avait-il mis le pied à Semendria qu'il tombait sous les coups des sicaires de son rival. Milosch n'eut pas honte de se déshonorer en envoyant à Constantinople, comme un gage éclatant de sa fidélité, la tête du héros de l'indépendance nationale. Le vainqueur de Sienitza faisait hommage au sultan de la tête du vainqueur de Schabatz, de Wawarin et de Losnitza ! Cette tête sanglante fut exposée sur les murs du sérail avec cette inscription : « Ceci est la tête du brigand Kara-Georges » (1817).

Ali Pacha : les Souliotes.

Absorbé par les affaires intérieures de l'empire, Mahmoud dut assister en simple spectateur au remaniement de la carte de l'Europe qui suivit la chute de Napoléon. Lord Exmouth, pour tirer vengeance des insultes faites à des pêcheurs anglais, bombarda Alger et détruisit toute sa marine, sans que le sultan intervînt. Le dey fut trop heureux de sauver son trône en souscrivant à toutes les conditions des vainqueurs (août 1816). Le sultan ne protesta pas davantage contre l'occupation des îles ioniennes par les Anglais et feignit de se contenter de la cession de Parga, qu'au mépris de ses serments, l'Angleterre vendit à Ali-Pacha.

Cependant, sans se laisser arrêter par les difficultés de toute sorte, Mahmoud poursuivait la tâche ardue d'abattre la féodalité turque, qui, à l'inverse de la féodalité européenne du moyen âge, était née de la défaite. Le plus redoutable de ces sujets qui s'étaient taillé des principautés dans l'empire, Ali-Pacha, tyran de l'Epire, lui jeta le gant. Dans ce duel, le pacha succomba, mais son agonie devait ébranler le trône jusque dans ses fondements ; c'est, en effet, à l'instigation du terrible rebelle que commença la lutte sanglante qui devait aboutir à la reconstitution de la nationalité hellénique.

Ali était né à Tebelen, dans la haute Albanie. Son père

Vely-Bey était un des brigands les plus renommés de la montagne; sa mère Khameco, après la mort de son mari, continua le même métier, mais un jour elle tomba entre les mains des habitants de Kardiki, qu'elle avait maintes et maintes fois dévalisés. Elle subit ainsi que sa fille les derniers outrages et fit jurer à son fils, encore enfant, de tirer vengeance de cet affront. Il ne devait pas manquer à sa parole. A dix-huit ans, il était chef d'une bande nombreuse de brigands et son nom répandait déjà la terreur. A la suite de la révolte des Grecs, en 1770, un grand nombre de beys s'étaient rendus indépendants; à l'abri de leurs châteaux perchés au sommet des rochers, ils narguaient le padischâh. Ali se mit au service de la Porte, lui envoya la tête de trois pachas de Delvino, dont l'un était son beau-père et un autre son beau-frère; nommé en récompense *Dervend-Pacha* (pacha des routes), il fut autorisé à lever un corps de 4,000 hommes et chargé de donner la chasse aux bandits. Tous les beys rebelles éprouvèrent successivement la vigueur de son bras et avec le produit de ses rapines, il acheta du ministère le pachalik de Janina (1788).

Devenu tout puissant, il remplit la promesse solennelle faite à sa mère. Kardiki fut rasée; la population entièrement exterminée; tous ceux qui étaient accusés d'avoir pris part aux outrages dont Khameco avait été victime, furent tenaillés, embrochés vifs et rôtis à petit feu.

Souple, adroit, insinuant, faisant parade de son dévouement à la Porte envers qui il acquittait exactement ses redevances, sceptique au dernier point, il adorait Allah avec les derviches et brûlait l'encens avec les popes, devant la statue de la Vierge. Il ne laissait jamais échapper aucune occasion d'augmenter son autorité. En 1792, quand la France fut devenue maîtresse des possessions vénitiennes, il entama des négociations secrètes avec la République. Aussitôt que la guerre eût éclaté entre la Porte et la France, il s'empara de Butrinto, écrasa à Nicopolis, avec 20,000 hommes, un corps de 200 Français, et livra Preveza au pillage. En même temps, il assurait

César Berthier, gouverneur général des îles ioniennes, qu'il n'avait agi ainsi que pour empêcher ces villes de tomber au pouvoir des Anglais.

Promu pacha à trois queues, il reçut la mission (1802) de réduire les Souliotes, Albanais chrétiens qui depuis un siècle et demi avaient su garder leur fière indépendance. Ce n'était pas la première fois qu'Ali se mesurait avec ces redoutables adversaires : ils lui avaient fait éprouver plus d'un échec. Mais ces montagnards, pillards comme tous les skipetars, ne respectaient personne dans leurs déprédations; ils eurent l'inprudence de se brouiller avec les armatolis chrétiens ; Paléopoulo, chef de ces derniers ramena ses valeureuses bandes dans le parti d'Ali, sur la promesse du pacha de ne faire aucune distinction entre musulmans et chrétiens, s'il parvenait à se rendre indépendant.

En 1792, le pacha de Janina, à la tête de quinze mille hommes, avait essayé de forcer les défilés de Sainte-Vénérande; il avait essuyé un désastre complet, et sans les armatolis chrétiens, il eut perdu la vie ou la liberté. Suppléant à la force par l'intrigue et la corruption, il sema la division parmi les chefs souliotes, toujours ennemis les uns des autres et « plus attachés à l'argent qu'à la gloire. » Un détachement considérable de ces montagnards commandés par Tzavellas entra même à sa solde et fut chargé d'opérer contre Argyro-Castron.

Ils ne connaissaient pas encore Ali : à la première halte, Tzavellas et les siens, entourés, désarmés, furent conduits prisonniers à Janina. Espérant décider les Souliotes à la soumission, le pacha rendit la liberté à Tzavellas; la vie de son fils Photos et de ses compagnons, lui répondait, croyait-il, du héros albanais. Arrivé dans ses montagnes, Tzavellas écrivit à Ali-Pacha.

« Ali de Tébélen, je me félicite d'avoir trompé un im-
« posteur. Je suis prêt avec tous mes compatriotes à dé-
« fendre ma patrie contre un brigand tel que toi. Mon fils
« peut périr, mais je saurai le venger ; d'ailleurs ne l'é-
« gorgerais-tu pas, ce fils, si tu devenais maître de nos

« montagnes. Consomme ton crime, perfide, je suis impa-
« tient de me venger. »

Ali n'osa commettre le crime dont son ennemi le défiait, et après trois années de luttes où Tzavellas et sa femme Moscho déployèrent la plus brillante valeur, le pacha, désespérant de réussir, relâcha sa proie.

La mort de Tzavellas et la défection de Christo Botzaris, furieux de l'élection de son cousin Georges, relevèrent les espérances d'Ali, mais Photos Tzavellas et surtout un moine, nommé Samuel, repoussèrent toutes ses attaques.

Muni du firman du Divan, le pacha de Janina leva une nombreuse armée et cerna les montagnes de Souli.

Photos, invité à se rendre à une conférence pour conclure et signer un traité définitif, fut traîtreusement arrêté et jeté dans un cachot de l'île du lac; en même temps, l'appât de l'or engageait plusieurs chefs à trahir leur patrie. Polios-Gousis que sa lâcheté dans un combat avait fait noter d'infamie vendit au fils d'Ali, Vély-Pacha, les passes des montagnes : l'ennemi était au cœur de la Silleïde. Animés par les exhortations et l'exemple de l'intrépide Samuel, les Souliotes ne désespérèrent pas; chaque roche fut arrosée du sang musulman et la forteresse de Sainte-Vénérande défia tous les efforts du croissant. Mais bientôt la famine vint exercer ses ravages parmi les Souliotes et l'hiver rendit leur position intenable, en les empêchant de se ravitailler et de s'approvisionner.

Photos, tiré de sa prison, vint porter à son peuple les propositions d'Ali : les Souliotes devaient abandonner leurs montagnes pour aller s'établir en Épire, dans des terres cultivables qui leur seraient gratuitement concédées, ou pour se rendre dans les îles Ioniennes.

L'indomptable Samuel refusa et un combat, où les musulmans perdirent sept cents morts, leur apprit que leurs adversaires étaient toujours à craindre.

Cependant les vivres et l'eau manquaient complètement; la détresse fut portée à un tel point que la foule en vint à réclamer impérieusement une capitulation.

La convention conclue entre Photos et Vely-Pacha stipulait les conditions suivantes :

1° Les Souliotes avaient la liberté de se retirer avec armes et bagages, où bon leur semblerait.

2° Vély-Pacha s'engageait à leur fournir, gratuitement, tous les moyens de transport nécessaires.

3° Tous les prisonniers souliotes étaient mis en liberté.

4° Ceux qui désireraient se fixer en Albanie devaient recevoir, gratis, et en toute propriété, des terres et des villages (25 décembre 1803).

Le groupe le plus nombreux des Souliotes se dirigea sur Parga conduit par Photos Tzavellas. Caïdéo, sa sœur, la carabine à la main, se tenait au milieu des femmes et des enfants. Les prêtres revêtus de leurs insignes, et portant la croix, précédaient la colonne.

Une deuxième colonne sous les ordres de Georges Botzaris et de Koutzonicas-Palaska se rendit au monastère de Zalongas, dans les montagnes, à sept lieues de l'Achéron. D'autres prirent la route de l'Étolie, pour se joindre aux armatolis. Samuel, à la tête de quelques braves, repoussa la capitulation et continua à défendre Sainte-Vénérande.

Ils se sacrifiait pour donner le temps aux fugitifs de gagner leurs nouveaux abris. Mais débordé de tous côtés, écrasé sous le nombre, il couronna une vie de dévouement et d'abnégation par l'héroïsme de sa mort. Il se fit sauter avec la forteresse qu'il avait juré de ne jamais rendre à l'ennemi.

Dans sa colère, Ali, au mépris de la foi jurée, donna l'ordre de poursuivre les Souliotes et de les exterminer jusqu'au dernier. Atteint par les musulmans au moment où il touchait aux frontières de Parga, Photos, avec un corps d'élite, se forma en carré et protégeant la marche des femmes et des enfants, il repoussa toutes les attaques et sauva le peuple qu'il conduisait vers une terre hospitalière.

Furieux d'avoir manqué leur proie, les Turcs se dirigèrent à marche forcée sur la colonne de Georges Botzaris. Après une défense désespérée une partie des Souliotes par-

vint à se jeter dans les forêts d'où ils purent gagner Parga. Leurs femmes réfugiées sur les rochers qui surplombent les gouffres de l'Achéron, assistaient à la lutte; quand elles virent les Souliotes écrasés sous le nombre, elles se prirent par la main et commencèrent une ronde funèbre en entonnant le chant de guerre de la tribu. Chaque fois que la ronde passait auprès du bord du précipice, une femme se détachait et se lançait dans l'abîme. La ronde continuait rétrécissant de plus en plus ses anneaux et accélérant sa cadence, jusqu'à ce que le sacrifice fut entièrement consommé!

Les Souliotes de Christo et de Nothi Botzaris qui essayaient d'opérer leur jonction avec Paléopoulo, redevenu l'ennemi d'Ali, périrent presque tous au passage de l'Achéloüs; Christo Botzaris, seul avec une vingtaine de ses compagnons, se fraya un passage sanglant au milieu des Turcs. Admis dans la suite avec son frère au service de la France, il ne démentit pas la vaillance dont il avait toujours fait preuve; son fils Marco Botzaris devait venger un jour le massacre de sa nation.

Révolte d'Ali (1820).

La longue résistance et l'héroïsme des Souliotes mirent le comble à la gloire de leur vainqueur. La Porte lui décerna le titre de *Romili valici*, qui lui donnait le commandement des armées en l'absence du grand-Vézir. A la tête de quatre-vingt mille hommes, il battit les Krisdalis et les chassa de la Macédoine. Une insurrection de la Thessalie, fomentée par le capitaine armatoli, Euthyme-Blacharas fut étouffée.

Cependant la Porte commençait à trouver qu'Ali devenait trop puissant; elle lui enleva la charge de Romili valici pour la donner à Khourchid-pacha, ami de Kutchuk-Husseïn, homme intègre, probe et valeureux : Ali dissimula, licencia son armée et revint en Epire. La mort de tous les chefs influents lui ayant assuré la domination

exclusive du pays, il se crut alors assez fort pour braver ouvertement le Sultan : un des favoris du pacha de Janina, tombé en disgrâce auprès de son maître, fut le principal artisan de sa ruine. Poursuivi par les émissaires d'Ali, Ismaïl-Pacho-bey s'était réfugié à Constantinople, et, soutenu par tous les ennemis d'Ali de Tébélen, il avait obtenu une audience de Mahmoud qui le prit sous sa protection et le nomma Kapidji-Bachi.

Halet-Effendi, favori du padischâh, jusqu'alors pensionné par Ali, se tourna contre lui dès qu'il cessa de le payer et s'unit à Pacho-Bey pour le renverser. La destitution de son fils Vély-Pacha, gouverneur de la Thessalie, décida Ali à se débarrasser de son ennemi : il donna l'ordre d'assassiner Pacho-Bey, en plein jour, dans la mosquée de Sainte-Sophie, au moment où le sultan faisait ses dévotions.

C'en était trop : mis au ban de l'empire, il fut sommé de comparaître, en personne, devant le tribunal du padischâh, et cela dans un délai de quarante-quatre jours.

Ali répondit en prenant les armes ; aussitôt toutes les forces de l'empire se préparèrent à marcher sur Janina. Le tyran de l'Épire songea alors à se créer des auxiliaires parmi les populations dont il avait été le bourreau ; il essaya d'intéresser les Grecs à sa cause : ses agents parcoururent la Morée, l'Attique, la Béotie, la Valachie, la Moldavie et firent entendre le mot magique de Liberté aux malheureux rayas.

Les armatolis et les montagnards du Pinde s'empressèrent de répondre à son appel. Odysseus, fils d'un des compagnons de Lambroni, le plus brillant palikare de l'Épire, Tachos, chef des bandes chrétiennes de l'Achéloüs ; les deux frères Hyscos, commandant des palikares de l'Étolie, accoururent sous ses drapeaux. La proclamation suivante, adressée au chrétiens fut répandue à profusion (24 mai 1820).

« Moi, Ali de Tébélen, Chrétiens, mes frères, je vous « salue. Je vous fais savoir qu'ayant besoin de soldats vous « ayez à me faire le plaisir d'en rassembler. En consé-

« quence je vous fais la remise des redevances que vous « payez à ma maison. Expédiez vos contingents à Janina, « afin que je les emploie où besoin sera ; comptez-moi au « nombre des vôtres. »

Mais les chrétiens se défiaient de celui qui les avait tant persécutés : le chef des Mirdites, Lecchi, au nom des Albanais catholiques, refusa de faire cause commune avec le proscrit. Les Grecs attendirent.

L'armée chargée de réduire le pacha rebelle avait été confiée à Ismaïl-Pacho-bey : Odysseus, battu à Arta, évacua la ville et se replia sur Janina ; Ali, défait au défilé de Crio-Néro, en Thessalie, se voit trahi par ses meilleurs lieutenants Omer-Vrione et Tahir-Abbas qui passent à l'ennemi avec quinze mille hommes, et s'enferme dans Janina . En même temps, ses trois fils faisaient défection et livraient au Kapoudan les places qu'ils avaient mission de défendre. Ils avaient cru par leur lâcheté sauver leur vie et leurs trésors ; ils comptaient sur la clémence du sultan : ils ne savaient pas que l'échafaud les attendait. A la nouvelle de cette infamie, Ali s'écria que depuis longtemps il était convaincu que ses fils étaient indignes de leur père :

« A compter de ce jour, dit-il, en s'adressant aux chefs « de la garnison, je n'ai plus d'autres héritiers que les dé- « fenseurs de ma cause. »

L'enceinte de Janina avait été évacuée et Ali avait concentré toutes ses ressources dans le château du Lac ; ses trésors étaient enterrés dans le magasin aux poudres ; il était résolu à se faire sauter avec ses richesses. Le blocus avait commencé, mais la résistance des assiégés croissait de jour en jour : une sortie heureuse chassa les Turcs de Janina, livra leur camp et leur artillerie aux rebelles. Ismaïl, irrité de sa défaite, s'en prit aux auxiliaires chrétiens qui, insultés et menacés, abandonnèrent le siège et se retirèrent dans leurs montagnes.

Ne ménageant plus rien, Ali appela les Grecs et même les Souliotes à sa défense et, pour exciter ces derniers à prendre les armes, fit courir une lettre, vraie ou fausse,

d'Halet-Effendi, favori du sultan, lettre qui révélait le projet d'un massacre général des chrétiens. Rentrés en Albanie, lors de la mise au ban de l'empire de leur persécuteur, les Souliotes avaient offert leurs services au sérasker; séduits par la promesse de la restitution de leurs territoires, de leurs forteresses et de leurs châteaux, ils avaient apporté un précieux concours aux opérations des troupes ottomanes : la capitulation de Vély-Pacha, à Parga, leur était due en grande partie. Mais quand ils réclamèrent le prix de leurs services, le sérasker les accueillit avec mépris et colère : furieux, ils prêtèrent l'oreille aux propositions d'Ali, toujours à l'affût de ce qui pouvait semer la désunion parmi ses ennemis. Ali leur promit une partie de ses trésors, un agrandissement territorial, et consentit à leur donner des otages pris dans sa famille; malgré tout ils hésitaient encore à se fier à sa parole. La dernière manœuvre du pacha de Janina les jeta dans la révolte : six mille Souliotes marchèrent à son secours; et, sous le commandement de Marco Botzaris, cette héroïque peuplade devint le noyau d'une ligue formidable contre les Turcs.

CHAPITRE XX

GUERRE DE L'INDÉPENDANCE GRECQUE (1820-1832).

La société grecque : les montagnards et les insulaires. — L'hétairie. Soulèvement de la Grèce : Ypsilanti (1821). Progrès de l'insurrection. Mort d'Ali (1822). — Congrès d'Épidaure (1822). Botzaris. Ypsilanti sauve la Grèce (1822). — La flotte grecque : Canaris et Miaulis. — Premier siège de Missolonghi (1823-1824). Mort de Botzaris (1825). Les philhellènes. — Divisions des Grecs : Ibrahim-Pacha. Deuxième siège de Missolonghi (1826). — Sièges d'Athènes (1827). Guerre civile en Grèce : deuxième congrès d'Épidaure (1826). Assemblée de Trézène. — Intervention de l'Europe. Convention d'Akkerman. Triple alliance : bataille de Navarin (1827), protocole de Londres (1828). — Guerre avec la Russie (1828-1829). Traité d'Andrinople (1829). — La Grèce et le comte Capo-d'Istria.

La société grecque : les montagnards et les insulaires.

Les Grecs du Bas-Empire, mélange confus de tous les barbares qui avaient envahi l'empire romain, n'avaient conservé de la Grèce ancienne que le nom : ils en avaient renié toutes les grandes qualités. Ils acceptèrent le joug ottoman, sinon avec joie, du moins avec résignation. Les Osmanlys, nous l'avons dit précédemment, respectèrent la religion et les institutions des vaincus dont l'administration civile fut confiée aux primats ou *khodja-bachi*, choisis parmi eux.

« Intermédiaires entre le gouvernement et les raïas, les « primats acquirent nécessairement du pouvoir dans leurs « provinces et en abusèrent trop souvent, d'une manière

« honteuse pour eux-mêmes et fâcheuse pour le peuple. « A peu d'exception près, ils se montrèrent, pendant la « révolution, aussi bas qu'on pouvait l'attendre du système « sous lequel ils avaient vécu. Efféminés par une vie passée « au milieu des adulations de leurs suivants, rampant « sous les Turcs qui, ne pouvant se passer de leur finesse » et de leurs connaissances, les regardaient comme des « maux nécessaires, ayant juste ce qu'il fallait pour trom- « per les maîtres et tyranniser les esclaves, vivant dans une « terreur continuelle, quoique gonflé, d'une vanité stérile « ils étaient des instruments tout formés d'oppression [1]. »

Le haut clergé était le complice des primats; quant au bas clergé, il croupissait dans l'ignorance, la paresse et la débauche. Pendant que les prêtres séculiers, infidèles à l'esprit de l'Évangile, se disputaient la palme de l'opprobre, le goût de l'étude, le souvenir de l'antique Hellade, enfin le sentiment de la patrie perdue avaient trouvé un asile dans les couvents, auprès des moines, et dans les cellules des cénobites.

Ce sont ces hommes obscurs et ignorés, pauvres et dédaignés, mais grands dans leur humilité, qui, à travers les siècles, ont conservé et entretenu le feu sacré qui devait un jour embraser l'âme des habitants du Péloponèse, de l'Attique, de la Béotie et des îles; c'est à eux que l'hellénisme doit sa résurrection.

Au milieu de l'effondrement de l'empire de Byzance, deux classes de la société échappèrent à la domination musulmane. Les montagnards du Pinde, du Parnasse, des monts de Messénie et de Laconie devinrent des brigands [2] comme ceux de la Serbie; les Klephtes et les Palikares sont les frères des Heïducks. Comme eux ils ont préféré au lâche avilissement de leurs compatriotes la liberté dans la montagne, avec ses luttes de tous les instants, ses rudes labeurs et ses dangers sans cesse renaissants.

[1] Gordon, *Hist. de la révol. grecque.*

[2] Il faut prendre le mot brigand dans son ancienne signification de banni.

Les insulaires et les habitants des cités maritimes ne subirent que tardivement la conquête ottomane ; ils restèrent en contact avec l'Europe et furent les intermédiaires entre les Osmanlys et les Occidentaux. Enrichis par le commerce, vivifiés par le souffle puissant de l'Occident, plus instruits que leurs compatriotes, nourris des souvenirs de l'antiquité, ils s'élevèrent à un idéal de patrie plus haut que la conception du village et de la tribu : ils rêvèrent de refaire l'Hellade.

L'expédition française en Égypte avait amené la ruine de tous les établissements commerciaux de la France dans le Levant; ce furent les Grecs qui en héritèrent. Profitant de la lutte de l'Angleterre contre Napoléon, lutte qui leur abandonnait la Méditerranée, ils accaparèrent le transit commercial à ce point qu'en 1815 les armateurs d'Hydra et de Psara possédaient 600 bâtiments, montés par 30,000 matelots. L'influence des armateurs et des négociants balança bientôt celle des primats ; ils envoyèrent leurs enfants acquérir une instruction solide à l'étranger; ils fondèrent des écoles partout, dans les îles, en Asie-Mineure, à Constantinople ; ils agirent sur les masses au moyen de nombreuses associations, soi-disant littéraires, mais dont la politique était le seul but. En tête il faut placer l'Hétairie.

L'Hétairie. Soulèvement de la Grèce : Ypsylanti (1821).

Fondée sous le prétexte de répandre et de développer l'instruction parmi les Grecs, cette Société ne travaillait en réalité qu'à leur émancipation. Elle prit naissance à Vienne, au moment de la chute de Napoléon, sous les auspices de trois Grecs obscurs: Scontas, Xanthos et l'archimandrite Dicée, dit Papa Fléchas, et, en peu de temps, elle acquit un immense développement. L'empereur de Russie en était, disait-on, le chef suprême ; c'était de Pétersbourg que partait le mot d'ordre. Les affiliés juraient de mettre toute leur fortune à la disposition de la Société, d'être toujours prêts à sacrifier leur vie pour le succès de

l'entreprise et de garder un silence absolu sur son existence et ses projets. Un comité central de trois chefs fut établi à Constantinople et des émissaires chargés de parcourir toutes les grandes villes de la Turquie (1817). Charles Callimachi, hospodar de Valachie, s'affilia à l'association ; à Constantinople, Papa Giorgi enrola 17,000 adhérents. En 1818, des éphories secrètes furent créées à Smyrne, Chio, Samos, Calamata, Missolonghi, Janina, Buckharest, Yassy, Trieste, Pesth et Moscou. Chaque éphorie agissait comme bon lui semblait, plan vicieux qui substituait souvent les intérêts locaux et particuliers à l'intérêt général. L'association comptait à peine deux ans d'existence qu'elle avait pour affiliés les Klephtes de Pinde, les Maïnotes de la Morée, les armateurs et les négociants des îles, les marins de l'Archipel et tout ce que Constantinople et les provinces renfermaient de Grecs riches et instruits. Elle recruta même des savants, des grands seigneurs, des ministres de toutes les nations. La guerre entre Ali-Pacha et la Porte précipita la crise et fit passer les Hétairistes de la propagande occulte à la lutte au grand jour.

La licence de soldats turcs, en marche pour Janina, amena un soulèvement à Patras : ce fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres (12 février 1821). Le kaïmakan de Tripolitza ordonna à tous les évêques et primats du Péloponèse de se rendre auprès de lui : leur mort avait été décidée. Mais l'archevêque de Patras, Germanos, refusa d'obéir et arbora l'étendard de la croix. Il repousse les Turcs, les contraint de se replier sur Lépante et à la tête de 10,000 hommes, investit la citadelle de Patras. Le pacha de Serès, Yousouf disperse ces bandes indisciplinées et massacre toute la population, sans pouvoir empêcher la révolte de gagner tout le Péloponèse, l'Attique, la Béotie et la Macédoine.

La mort de Kara-Georges avait privé les insurgés de la coopération de la Serbie, mais la Valachie et la Moldavie sont entraînées dans le mouvement.

Alexandre Ypsilanti, fils de l'ancien hospodar de Vala-

chie, aide-de-camp du czar et chef de l'Hétairie, lance à Yassy une proclamation : « Hellènes, l'heure a sonné ; il « est temps de venger notre religion et notre patrie. Par- « tout nos frères et nos amis sont prêts à nous seconder... « En avant, Hellènes, en avant ! et nous verrons une puis- « sance formidable protéger nos droits » (5 mars 1821). Michel Soutzo, hospodar de Moldavie, se déclare en faveur de l'Hétairie ; mais la domination des Fanariotes avait laissé des souvenirs trop honteux et trop néfastes dans les principautés ; les Moldo-Valaques se refusèrent à voir leur cause dans celle de l'hellénisme : une révolte éclata contre Soutzo. En même temps le tzar désavouait Ypsilanti et l'Autriche manifestait hautement son peu de sympathie.

La nouvelle du soulèvement de la Morée avait porté le Divan à des mesures extrêmes : tous les Grecs durent livrer leurs armes, sous peine de mort : les Janissaires leur coururent sus ; les églises furent pillées : le patriarche Grégoire, accusé d'avoir *vraisemblablement* pris part à la révolte, fut pendu à la porte de son palais (22 avril 1821), bien qu'il eût, un mois auparavant, fulminé l'excommunication contre les rebelles. Il est juste, cependant, de dire que le supplice du chef de la communauté grecque fut la conséquence des atrocités commises par les insurgés contre le Mollah de la Mecque qui, en revenant à Constantinople était tombé dans leurs mains avec tout son harem. Ni l'âge du vieillard, ni le sexe des femmes ne purent les sauver : après avoir subi les plus infâmes outrages, les prisonniers périrent au milieu d'horribles supplices. Mais les représailles ne s'arrêtèrent pas là : quatre-vingts évêques ou archimandrites éprouvèrent le sort du patriarche et dans la Thrace, la Macédoine, l'Asie-Mineure, les Grecs furent égorgés, leurs femmes et leurs enfants réduits en esclavage.

L'hellénisme avait ses martyrs ; leur sang versé pour la cause nationale engendra l'enthousiasme : les insurgés jurèrent de vaincre ou de mourir. Hydra, Spezzia, Ipsara, équipèrent une flotte de cent quatre-vingts voiles ; une

femme, nommée Bobelina, dont le mari avait succombé sous les coups des Turcs, arma trois vaisseaux et les commanda elle-même; Lazare Condouriotis offrit toute sa fortune :

« Depuis trente ans je travaille pour amasser des tré-
« sors. Je les offre à la patrie et je m'estimerai heureux
« s'ils peuvent servir à l'indépendance de la Grèce. Je
« pense que mon exemple sera suivi par tous les riches
« d'Hydra et des îles qui nous sont alliées ; mais s'ils re-
« culent devant des sacrifices d'argent, ne perdez pas cou-
« rage mes frères, je suis en état de faire, à moi seul, les
« dépenses de la marine. »

Ce noble désintéressement trouva des imitateurs enthousiastes, les dons affluèrent. Pendant la guerre de l'indépendance, les deux frères Condouriotis donnèrent 1,500,000 francs, les frères Stamati et Basile Bondouris 500,000 francs, Tsamados 400,000 francs; les frères Tombazis 350,000 francs; Jean Orlandos 300,000 francs; Miaulis 250,000 francs; la famille Bulgaris 450,000 francs; les frères Economos 250,000 francs; Anagosti Phonos 150,000 francs. Un million fut encore produit par les souscriptions volontaires des Hydriotes suivant leurs ressources personnelles.

Spezzia et Ipsara ne restèrent pas en arrière et rivalisèrent de sacrifices.

Progrès de l'insurrection. Mort d'Ali (1822).

Cependant les Ottomans étaient entrés dans les principautés : le prince Cantacuzène est battu à Galatz et la flottille hétairiste du Danube détruite, Alexandre Ypsilanti, écrasé à Dragochan, se réfugie sur le territoire autrichien, où le prince de Metternich le fait arrêter et emprisonner (juin 1821) : il meurt dans son cachot. Son frère Démétrius le vengea.

La Haute-Arcadie s'insurgeait à la voix de Canélos, chef de la famille de Delyanni qui prétend descendre des sires de Champagne, autrefois princes de Morée. L'albanais

Odysseus, un des capitaines armatolis, favori d'Ali à la cour duquel il avait été élevé, réunissait les armatolis du Pinde, du Parnasse, de l'Oeta et soulevait l'Élide et la Béotie, de concert avec Diacos chef des armatolis de la Doride. Gouras, Coletti, Karaiskakis, Marco et Nothi-Botzaris, Kridgialis, Callergis, Nikitas le Turcophage dans la Grèce continentale; Pierre Mavromichalis, prince des Maïnotes, Colokotroni, Orfanos, Papa Fléchas, ancien lieutenant d'Alexandre Ypsilanti, Mavrocordato, Zaïmis dans le Péloponèse; Tombazis, Miaulis, Canaris, Criseës, Tsamados, Pepinos Kyriakos, sur mer; Melidoni en Crète, furent les chefs les plus marquants de cette guerre d'où devait sortir triomphante et libre, après plusieurs siècles d'esclavage, la Grèce moderne.

Reconnu, à Hydra, chef suprême de l'insurrection, Ypsilanti bat les Turcs à Cassandra (septembre), aux Thermopyles (octobre), Colokotroni et Mavromichalis mettent en déroute Nazir-bey, lieutenant de Kourchid-Pacha et assiègent Tripolitza; Gouras et Odysseus repoussent victorieusement Bairam-Pacha qui essaye en vain de débloquer la place. Tripolitza tombe au pouvoir des vainqueurs qui la livrent au plus effroyable pillage et égorgent la population tout entière. En vain Petro-Bey Mavromichalis, le prince des Maïnotes, fit les plus nobles efforts, au péril même de sa vie, pour faire cesser le massacre : sa voix est méconnue. 18,000 prisonniers étaient entre les mains des Hellènes; deux jours après la prise de la ville, on les conduisit hors des murs et on les tua de sang-froid : douze mille victimes succombèrent, on épargna seulement les hommes qui pouvaient payer rançon ; les jeunes filles et les enfants furent réservés pour être vendus comme esclaves[1].

Les jalousies et les divisions des chefs hellènes menaçaient de rendre stériles leurs efforts; heureusement pour eux l'hiver paralysait les opérations militaires, et Kourchid-Pacha était retenu sous les murs de Janina, avec les meilleures troupes de l'empire. Ali était aux abois ; les Sou-

[1] Rapport du consul d'Angleterre à Patras, M. Green.

liotes voulaient marcher à son secours ; mais le pacha, jaloux de leurs succès refusa leur aide. Bientôt il fut étroitement bloqué dans son château du Lac et le siège fut vigoureusement poussé par le serasker. La bravoure indomptable du proscrit déjouait toutes les tentatives de Kourchid ; celui-ci eut alors recours à la trahison. Les Arnautes à la solde d'Ali sont achetés et livrent le château aux assiégeants. Ali s'ouvre un passage sanglant au milieu des bataillons ennemis, parvient à gagner un île située au milieu du lac et se retranche dans une tour dont les souterrains sont remplis de barils de poudre, résolu à se faire sauter plutôt que de se rendre. Mais ses soldats se mutinent et refusent de continuer la lutte ; il prête alors l'oreille aux propositions de Kourchid. Le serasker fit les offres les plus brillantes et promit solennellement, au nom du sultan, un sauf-conduit. Cette conduite cachait un piège : il était nécessaire d'endormir les défiances du terrible pacha et l'on voulait s'emparer de ses trésors qu'on supposait immenses. Bientôt arriva le firman qui ordonnait la mort d'Ali. Ce délai avait été habilement employé par Kourchid qui avait corrompu les derniers serviteurs du rebelle. Quoique trahi de toutes parts, l'intrépide vieillard ne perdit rien de son énergie. Mis dans l'impossibilité de faire sauter la tour, par suite de la trahison, il n'en vendit pas moins chèrement sa vie. Quand les officiers de Kurchid se présentèrent pour le saisir : « Lâches, s'écria-t-il, croyez-« vous prendre Ali comme une femme. » A ces mots, il fait feu ; une lutte terrible s'engage, il tombe percé de plusieurs coups. Sa tête plantée au bout d'une pique effrayait encore les soldats ottomans (5 février 1822).

Congrès d'Epidaure. Botzaris. Ypsilanti sauve la Grèce (1822).

Pour mettre fin à l'anarchie qui paralysait les efforts des Hellènes, Ypsilanti, de concert avec Mavrocordato et Negris, avait réuni, au mois de janvier 1822, les représen-

tants de la nation à Epidaure. Des délibérations de cette assemblée sortit une constitution qui proclamait la tolérance religieuse, l'égalité devant la loi ; l'inviolabilité de la propriété. Les pouvoirs publics, au nombre de deux comprenaient : le Sénat, composé de cinquante-un députés, élus par les provinces et les îles ; le conseil exécutif, formé de trois membres, choisis par le peuple, hors du sénat. Le conseil exécutif avait droit de nommer à sept ministères : 1° l'intérieur ; 2° les finances ; 3° la guerre ; 4° la marine ; 5° la justice et les cultes ; 6° la police ; 7° les affaires étrangères.

Le pouvoir judiciaire était indépendant du conseil exécutif et du sénat. Ypsilanti fut élu président du corps législatif et Mavrocordato président du conseil exécutif.

Cette constitution péchait par la base ; elle ne pouvait que redoubler l'anarchie par les conflits de prédominance qui devaient forcément éclater entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif.

Délivré de son redoutable vassal, le sultan tournait toutes ses forces contre l'Hellade. Kourchid adressa aux insurgés une proclamation où respirait un sauvage orgueil : « Si vous désirez, disait-il, manger le pain de l'obéissance, « que vos primats viennent obtenir grâce à mes pieds ; ôtez « dorénavant vos vêtements de couleur et couvrez-vous « d'un habit grossier ; renoncez à la folie de bâtir des « églises et à l'insolence de célébrer ouvertement vos « mystères. »

L'armée turque se répandait dans la Grèce occidentale, portant partout la désolation ; Ypsilanti, maître de l'Acro-Corinthe grâce à la connivence des Albanais, se préparait à marcher au secours de ses frères quand la maladie le força de s'arrêter. Ses soldats découragés se dispersèrent. En ce moment arriva à Corinthe un grand homme dont la présence devait donner plus d'énergie aux opérations militaires et enflammer davantage les courages. C'était l'albanais Marco-Botzaris. Les exploits du chef Souliote faisaient l'admiration de tous ; son nom était la terreur des Turcs. Avec une poignée d'hommes il avait

battu et dispersé des armées entières. A Variadès, trois mille Albanais commandés par Abbas-Guegan avaient dû poser les armes ; à Bassexa il avait écrasé les 6,000 soldats d'élite de Hassan-Bey ; à Silova il avait fait 1,300 prisonniers ; les lieutenants de Kourchid avaient été successivement écrasés à Trivitzano, à Stiwina, à Zirincassa. Il fut reçu avec beaucoup d'honneurs et Colocotroni lui fit un tableau emphatique des exploits des Péloponésiens.

« Camarade, lui répondit le héros de la Selléïde, j'ad-
« mire le courage de tes soldats, mais on aurait dû les
« empêcher de commettre les excès qui ont souillé notre
« cause sacrée. Au lieu d'égorger des femmes et des en-
« fants, ne valait-il pas mieux concilier l'intérêt national
« avec les devoirs de l'humanité, et envoyer à Patras, à
« Coron et à Modon les populations turques de Tripolitza,
« de Navarin. Forcées de nourrir 20,000 affamés de plus,
« ces places n'auraient pas pu tenir et nous en serions
« maîtres depuis longtemps. »

Dans le conseil de guerre, Marco Botzaris fit prévaloir l'idée de l'offensive. Ypsilanti devait entrer en Thessalie et y arrêter dans les défilés des montagnes Kourchid-Pacha; Mavrocordato devait dégager les Souliotes cernés par 30,000 hommes; Élie Mavromichalis, fils de Petro-Bey, contiendrait les Turcs de Négrepont, tandis que son frère à la tête d'un corps de Maïnotes débarquerait en Albanie pour prendre à dos Kourchid.

Ypsilanti et Nikitas opérèrent leur jonction avec Odysseus, mais un échec essuyé devant Zeitoune les força à se séparer, et Ypsilanti reprit le chemin du Péloponèse. Odysseus, accusé de trahison et sommé de comparaître devant les chefs du gouvernement refusa et fit fusiller les envoyés.

Mavrocordato échoua également dans l'entreprise de débloquer la Selléïde. Attaqué par Omer-Vrione à Peta (16 juillet 1822), il fut écrasé, grâce à la trahison de Goge qui passa du côté des Turcs. A cette vue la panique s'empara des Hellènes ; seuls les Souliotes de Marco Botzaris

et les volontaires étrangers tinrent ferme et se firent hacher sans reculer d'une semelle. Les deux fils de Petro-Bey n'avaient pas été plus heureux : la mort de Kyriacoulis, tué à Funari, découragea les Maïnotes qui, sans essayer de porter secours aux Souliotes, se rembarquèrent et regagnèrent leurs rochers. Elie Mavromichalis, débarqué en Eubée, se vit cerné, et pour ne pas tomber aux mains de l'ennemi, se coupa la gorge avec un tronçon de sabre qui lui restait. En apprenant la mort de ses deux fils, le prince des Maïnotes dit à ses amis :

« Je me console de leur perte : ils ont rempli leurs obli-
« gations envers la patrie : ils sont morts tous deux pour
« la défense de la Grèce ; mon devoir est de les imiter. »

A ce langage stoïque on reconnaissait un véritable descendant des vieux Spartiates d'autrefois.

Prenant l'offensive, les Turcs envahissent la Morée, massacrant tout sur leur passage ; Corinthe capitule, le gouvernement provisoire s'enfuit sur les galères d'Hydra. Tout semblait perdu : Ypsilanti seul ne désespéra pas du salut de la Grèce. A la tête de trois mille cinq cents hommes il s'enferma dans Argos pour s'ensevelir sous les murs ou opposer une digue à l'invasion ottomane. Ranimés par ce noble exemple, les Mavromichalis, Colokotroni, Nikitas rivalisent d'ardeur et d'efforts pour voler au secours d'Argos. Reconnaissant l'impossibilité d'enlever la place de vive force, Drem-Ali prit le parti de se replier sur Corinthe pour y rallier Kourchid. Mais Ypsilanti l'avait devancé ; les Ottomans sont surpris et écrasés dans les défilés de Stefani et de Perpati, et Drem-Ali va mourir à Corinthe, des suites de ses blessures.

En même temps, Odysseus anéantissait aux Thermopyles l'armée de Kourchid-Pacha (août 1822). Le serasker, ne voulant pas survivre à la honte de sa défaite, se donna la mort en avalant du poison, et les faibles débris de son armée se dispersèrent. Le divan n'eut pas honte de faire exhumer le cadavre à peine refroidi du valeureux général, dont le seul crime était d'avoir été malheureux : on décapita le cadavre et sa tête alla orner les murs du sérail.

Malgré ces succès, les Souliotes, laissés à eux-mêmes, succombaient : ils acceptèrent les conditions d'Omer-Vrione, savoir : de se retirer à Assos, dans l'île de Céphalonie sous la protection de l'escadre anglaise. Le 15 septembre 1823, ils quittèrent pour jamais leur terre natale; une partie passa dans les îles Ioniennes, le reste se joignit aux armées grecques et continua à verser son sang pour la cause de la liberté.

La flotte grecque : Canaris et Miaulis.

Malgré l'héroïsme et les talents d'Ypsilanti, c'en eût été fait de la Grèce si les flottes ottomanes avaient été maîtresses de la mer. Les Turcs auraient pu se porter sur tous les points maritimes soit pour ravitailler leurs places fortes, soit pour tourner les positions occupées par les Hellènes, soit pour couper toute communication entre eux et l'étranger. La marine grecque par les éclatants services qu'elle a rendus à la cause nationale peut revendiquer la plus grande part à l'honneur de la délivrance.

La piraterie avait toujours régné dans l'Archipel. « La « navigation y était devenue pour les neutres plus péril« leuse que sur les côtes des régions barbaresques. On « n'était pas arrêté par le calme aux abords surtout du « cap Matapan et du cap Saint-Ange, sans courir de sé« rieux dangers. Il y avait toujours dans ces parages « quelques barques embusquées pour guetter les navires « au passage. Dès que le signal convenu avait été donné, « les laboureurs se hâtaient de quitter la bêche et la « charrue et redevenaient pirates pour avoir leur part du « butin ;... le navire capturé était conduit dans quelque « île écartée, là on rançonnait de son mieux l'équipage et « l'on visitait le fond de cale à loisir[1]... » Pour supprimer les témoins qui auraient pu les reconnaître et les accuser, ils tuaient et jetaient à la mer toutes les personnes qui se

[1] Amiral Jurien de La Gravière, *Missions extérieures du Levant.*

trouvaient à bord des bâtiments capturés. Tout le monde connaît l'épisode de Bisson, officier de la marine royale de France, qui se fit sauter et périt avec tous les bandits qui avaient envahi par surprise son navire. Cette basse piraterie alla si loin qu'en novembre 1827 le conseil de l'amirauté de la Grande-Bretagne donna l'ordre aux bâtiments de guerre anglais d'arrêter tout navire portant pavillon grec, ou équipé et armé dans un port de la Grèce. N'étaient exceptés que les bâtiments de guerre du gouvernement hellénique, naviguant d'après ses ordres. Cet exemple fut bientôt suivi par la France et la Russie.

« Le patriotisme aux abois n'est pas toujours maître de « répudier le concours des plus tristes auxiliaires. Les « écumeurs de mer devaient fatalement s'imposer aux « flottes de la Grèce, comme les klephtes de la montagne « à ses armées[1]. »

Si les compagnons indisciplinés de Miaulis et de Canaris ternirent parfois par leurs violences la cause de l'indépendance hellénique, ils rachetèrent noblement, il est juste de le dire, leurs torts par un héroïsme de tous les jours, de tous les instants. L'incapacité des amiraux ottomans vint singulièrement en aide à la bravoure des capitaines hydriotes et les lourds vaisseaux de ligne fuyant devant les brûlots de Canaris, attestèrent autant les hauts faits des uns que l'inhabilité des autres.

Jacob Tombazis, le plus distingué des hydriotes, par ses talents comme marin, et ses qualités comme homme, avait été nommé navarque de la marine hellénique (28 avril 1821); le sénat d'Hydra vota, sur sa demande, la loi suivante :

1° La famille de tout marin, mort pour la patrie, sera nourrie aux frais du gouvernement; son nom commémoré et publié dans les églises.

2° Les blessés seront traités, jusqu'à leur guérison, aux dépens de la patrie; s'ils restent estropiés, ils seront nourris, eux et leur famille, par la caisse commune.

[1] *Idem.*

3° Chaque année, dans l'église du couvent d'Hydra, sera célébré un service funèbre, dans lequel on rappellera les noms des défenseurs de la patrie, morts pendant la guerre.

4° Tout traître à la patrie sera excommunié de l'église, puni comme impie et ennemi du salut commun.

Spezzia, Ipsara prirent des résolutions semblables.

Le 2 mai 1821 l'escadre combinée d'Hydra et de Spezzia prit la mer; renforcé par les bâtiments ipsariotes, aux ordres d'Apostolis, Tombazis cingla à la rencontre de la flotte ottomane dont « les équipages consistaient alors en « galériens tirés du bagne de Constantinople, en hommes « de tous métiers ramassés dans les rues de cette capitale, « en musiciens et joueurs de marionnettes, qui, inutiles « dans les manœuvres nautiques, encombraient les entre- « ponts[1]. »

Les vaisseaux ottomans étaient sous la protection des canons de Mytilène, Tombazis allait néanmoins ordonner l'attaque, quand un marin ipsariote, vétéran de Tchesmé, proposa d'incendier la flotte turque avec des brûlots. Papa-Nicolas accroche son brûlot aux flancs d'un vaisseau de ligne et dans un instant le navire fut en flammes. Le commandant épouvanté sauta dans un canot et se dirigea vers la terre, mais un matelot indigné de la lâcheté de son chef, lui plongea son yatagan dans le cœur. Le vaisseau sauta, engloutissant ses 950 hommes d'équipage.

Samos avait embrassé avec enthousiasme la cause nationale : la flotte du Kapoudan-Pacha, forte de quatre vaisseaux de ligne, cinq frégates, douze corvettes, reçut l'ordre de châtier les Samiens. Leur résistance acharnée donna le temps à la flotte grecque d'accourir. Le 20 juillet, cinquante bricks vinrent présenter la bataille à l'amiral turc, mais à la vue des brûlots dirigés contre sa ligne, celui-ci se replia précipitamment sur Ténédos, abandonnant huit bâtiments de transports.

Battue devant Patras par Miaulis, successeur de Tom-

[1] Juchereau de Saint-Denys, *Histoire de l'empire ottoman.*

bazis, la flotte ottomane, après avoir réparé ses pertes, se porta sur Chio. Cette île qui jouissait d'une prospérité inconnue dans le reste de l'empire n'avait pris aucune part à la révolte : elle avait prétendu garder la neutralité et les Chiotes s'étaient contentés de faire des vœux pour les Hellènes. Ils en furent cruellement punis. Les Samiens assiégeaient la citadelle ; les habitants, comme gage de leur fidélité avaient remis au commandant du château, cent-vingt otages. L'approche du Kapoudan-Pacha fit lever le siège ; les otages sont alors pendus, malgré l'attitude pacifique de la population qui n'essaya même pas de se défendre. 10 000 Asiatiques débarquèrent dans l'île, y promenèrent le viol, le meurtre et l'incendie ; ils se gorgèrent d'or et de débauches ; ils se vautrèrent dans le sang. Tout ce qui échappa à leur rage fut vendu comme esclave : de 100 000 habitants, il en restait 900 ! A ces épouvantables hécatombes de chair humaine, offertes en holocauste au prophète, Canaris répond en incendiant la flotte ottomane.

Les Turcs célébraient la fête du Rhamazan ; l'air retentissait de leurs chants ; au milieu de leur joie, le vengeur apparaît ; Canaris, qui a osé s'aventurer seul au milieu de l'ennemi, accroche son brûlot au vaisseau-amiral et s'éloigne heureusement dans un canot. La vue du vaisseau-amiral en flammes change l'allégresse des musulmans en consternation ; Pepinos jette les grappins de son brûlot sur le navire du vice-amiral, les Turcs parviennent à les couper ; mais la barque incendiaire n'en continue pas moins son œuvre de destruction : le vaisseau du contre-amiral prend feu à son tour. Les explosions retentissent de tous côtés ; la flotte turque est détruite ; 3,000 hommes, parmi eux le Kapoudan-Pacha, touvent la mort dans ce désastre (18 juin 1822).

Le Divan déploya la plus grande activité pour réparer cet échec et bientôt six vaisseaux de ligne, seize frégates, dix-huit corvettes, soixante-quatorze bricks prirent la mer. Si cette armée navale pouvait appuyer l'armée de Dram-Ali qui envahissait alors le Péloponèse, tout était perdu : les

défenseurs de la Morée n'avaient plus qu'à mourir glorieusement. Miaulis n'hésita pas un instant; avec cinquante bricks il osa affronter devant Spezzia l'amiral Abd'ullah-Pacha. La ligne de bataille des Grecs comportait deux divisions dont l'une fut placée par échelons dans le détroit de l'île de Spezzia; la seconde devait attirer l'ennemi entre Hydra et Hermione et couper sa ligne. La bataille s'engagea acharnée de part et d'autre: Pepinos, avec son brûlot, aborda une frégate ennemie qui périt dans les flammes avec tout son équipage. La victoire penchait pour les Turcs quand Miaulis vint prendre part à l'action. Après quatre heures de combat, gênés dans la manœuvre de leurs lourds vaisseaux par le peu de largeur du canal, écrasés par le feu des batteries de la côte, les Turcs se retirèrent en désordre et regagnèrent Ténédos (septembre 1822). Miaulis partageait avec Ypsilanti la gloire d'avoir sauvé la patrie.

La flotte ottomane se radoubait dans la baie de Besika, Canaris « le brave des braves, l'âme la plus franche et la « plus loyale qu'il fût possible de rencontrer[1] » conçoit l'audacieuse pensée de l'incendie, seul avec Kyriakos. Feignant de prendre la chasse devant trois bricks grecs, les deux hardis marins se réfugièrent au milieu de la flotte ottomane; regardés comme amis, ils peuvent librement prendre leurs dispositions. Le vaisseau-amiral est encore la proie de Canaris et au milieu de la nuit l'incendie dévore les vaisseaux turcs. Au bruit des détonations, les batteries de la côte, croyant à une attaque des Hellènes, tirent à toute volée sur les navires mouillés dans la rade. Ils veulent fuir les flammes des brûlots d'un ennemi invisible, mais une tempête furieuse les assaille et la flotte entière s'abîme dans les flots (novembre 1822).

[1] Rapport du commandant le Play, aide-de-camp de l'amiral de Rîgny, cité par l'amiral Jurien de La Gravière.

Premier siège de Missolonghi (1823-1824). Mort de Botzaris (1825). Les philhellènes.

A la suite de la conquête de la Selleïde, n'ayant plus à craindre pour ses communications, Omer-Vrione avait investi Missolonghi. L'enceinte de la ville tombait en ruines ; quelques faibles ouvrages en terre défendaient à peine les approches ; le développement des fortifications exigeait une garnison de 4,000 hommes, et les défenseurs de Missolonghi ne dépassaient pas quinze cents ; quatre vieux canons de marine et quelques pièces de campagne formaient toute l'artillerie, mais Marco Botzaris commandait les assiégés. Pendant que Mavrocordato s'efforçait de mettre la place en état de défense, Botzaris essaya d'arrêter l'ennemi au défilé de Crio-Nero, mais débordé par le nombre, il dut se renfermer dans la ville. Omer-Vrione essaya d'enlever la ville par escalade (7 novembre 1823) ; repoussé avec des pertes énormes, il proposa un armistice de six jours, accepté avec empressement par Mavrocordato. Omer-Vrione espérait acheter, à prix d'or, quelques chefs, et entrer ainsi, sans effusion de sang, en possession de ce point stratégique important. Botzaris, qui cherchait à gagner du temps pour compléter ses lignes de défense, amusa Omer-Vrione par de feintes négociations. Reschid-Pacha qui voulait emporter Missolonghi de vive force, accusait la lenteur de son collègue ; de son côté Yousouf-Pacha, commandant de la flotte de blocus, négociait avec les Grecs, espérant les décider à se rendre à lui seul. La mésintelligence qui régnait entre les trois chefs paralysait les opérations du siège. L'arrivée de 1,200 péloponésiens, commandés par Pierre Mavromichalis, qui forcèrent les lignes turques, redoubla l'énergie des assiégés. Il fallait en finir ; les Grecs, victorieux dans la Grèce occidentale, menaçaient la base d'opérations de l'armée d'investissement ; le 6 janvier 1824, une attaque de nuit fut ordonnée : les deux pachas comptaient surprendre l'ennemi plongé dans les distractions des fêtes de Noël, mais Botzaris veil-

lait. Après une lutte sanglante, les Turcs durent abandonner les remparts avec une perte de 900 hommes. Les vivres commençaient à manquer, l'armée était démoralisée; Omer-Vrione leva le siège et décampa. Poursuivi avec acharnement, il perdit 1,700 hommes au passage de l'Achéloüs et sa marche à travers l'Acarnanie fut un combat perpétuel.

La campagne de 1823 avait débuté par des succès pour l'insurrection : Nauplie était tombée en son pouvoir (janvier). Une Assemblée nationale, convoquée à Cestros, avait nommé Colocotroni, généralissime du Péloponèse ; Marco Botzaris, commandant de l'Étolie et de l'Acarnanie ; Orlandos président provisoire du sénat; Pierre Mavromichalis (Petro-Bey) président du conseil exécutif ; Mavrocordato, secrétaire d'État.

Le sérasker Sélim-Pacha s'avançait avec vingt mille hommes pour venger la défaite de Dram-Ali. Colocotroni, Odysseus et Nikitas dispersent l'ennemi près du couvent de Saint-Luc et poursuivent ses débris jusqu'à Tricala (juillet). Bagages, artillerie, chevaux, le matériel entier de Sélim-Pacha tomba aux mains des vainqueurs.

« On conçoit difficilement comment ayant des forces » considérables sous leurs ordres, et n'étant attaqués que » par des corps grecs, généralement faibles et isolés, les » généraux turcs ont été constamment repoussés dans » leurs tentatives, coupés dans leurs communications, et » battus de manière à être contraints, après de grandes » pertes, à quitter précipitamment les pays qu'ils avaient » envahis. L'ignorance des généraux et des officiers supé» rieurs, l'indiscipline des soldats et la nature coupée et » accidentée du sol de la Grèce furent les principales » causes de ces désastres[1]. »

Les chefs Grecs se disputaient le pouvoir les armes à la main ; pendant ce temps, Marco-Botzaris donnait sa vie pour la Grèce. Le pacha de Scutari, Mustapha, envahissait l'Étolie, Botzaris marche contre lui à la tête de deux

[1] Général Juchereau de Saint-Denys, *Histoire de l'empire ottoman.*

mille cinq cents hommes : le 11 août, il surprend, à Karpénitza, l'avant-garde ottomane commandée par le pacha lui-même et lui tue deux mille hommes, mais l'héroïque Albanais, atteint de deux coups de feu, meurt enseveli dans son triomphe, laissant, comme Épaminondas, des filles immortelles. Transporté à Missolonghi, il fut enterré au milieu d'un deuil universel et honoré comme un martyr. Marco Botzaris, au milieu de tous ces chefs de bandes guidés autant par l'intérêt que par l'amour de la patrie, est une figure exceptionnelle. C'est avec Ypsilanti et Canaris le plus beau caractère de la guerre de l'indépendance.

La fortune souriait aux efforts des Hellènes ; Corinthe retombait en leur pouvoir, les Ottomans ne possédaient plus dans la Morée que quelques places maritimes telles que Coron, Modon, etc. L'Europe s'était émue en faveur de l'insurrection et si les gouvernements sympathisaient avec les Osmanlys, l'opinion publique avait pris en main la cause des Grecs : les peuples n'avaient pas ratifié le verdict porté par les souverains contre la Grèce au congrès de Vérone. En France, en Angleterre, en Allemagne, la jeunesse nourrie des souvenirs de l'antiquité classique, élevée dans l'admiration d'Athènes, de Sparte et de Rome embrassa avec ardeur la défense des Hellènes.

Des sociétés de philhellènes se formèrent, ouvrirent des souscriptions, envoyèrent de l'argent, des armes, des munitions ; C. Delavigne, Victor Hugo, chantèrent les exploits de Canaris et de Botzaris ; les volontaires étrangers affluaient. Les plus marquants furent : le comte André Métaxas, débarqué en Morée, dès le début de l'insurrection, à la tête de six cents Ioniens ; le colonel Fabvier ; le colonel Philippe Jourdain ; le colonel Toutier ; le brillant comte de Santa-Rosa qui devait trouver une mort glorieuse au champ d'honneur ; le comte Porro ; M. Raybaud, plus tard consul de France en Amérique, le capitaine Balerte, tué en Crète ; Washington, descendant du fondateur des Etats-Unis le général Norman ; sir Edward Church,

auparavant général au service de Naples; lord Cochrane, qui avait commandé l'escadre du Chili; Hastings; le colonel Stanhope; lord Byron. Le grand poète que le *cant* anglais avait forcé à s'expatrier avait consacré sa fortune, sa vie et son talent à la cause de la liberté. Sous son inspiration parut un journal, les *Chroniques helléniennes;* il établit un service de poste et négocia un emprunt en Angleterre. Ce sont ces Philhellènes qui ont fait la Grèce contemporaine, ce sont eux qui, par leur héroïsme, ont permis aux insurgés d'attendre Navarin. Sans Fabvier, le général Maison serait arrivé trop tard. Comment les Hellènes ont-ils reconnu les services de ces hommes, qui, entraînés par une généreuse folie, avaient dévoué leur existence, dépensé leur fortune et versé leur sang pour les faire libres? Par la plus noire ingratitude [1].

Divisions des Grecs. Ibrahim-Pacha. Deuxième siège de Missolonghi (1826).

Malheureusement, les chefs hellènes usaient leurs forces dans des querelles intestines qui les empêchaient de profiter de leurs victoires. Colocotroni, soutenu par le parti militaire, fut battu par Mavrocordato et déclaré traître à la patrie. La mort de lord Byron eut pour conséquence de faire échouer l'emprunt; la guerre civile entrava la levée des contributions et les caisses du gouvernement se trouvèrent sans argent.

Khosrew-pacha débarqua à Ipsara : cinq cents têtes et deux mille oreilles expédiées à Constantinople furent les trophées de cette expédition. La flotte hellénique, arrivée trop tard pour sauver Ipsara, attaqua les Musulmans à l'improviste et reprit l'île : tous les prisonniers furent massacrés. Aux cruautés exercées par les Ottomans sur les chrétiens, les Hellènes répondaient par de terribles représailles; la guerre se faisait sans pitié de part et

[1] Voyez Edmond About, *Grèce contemporaine.*

d'autre : la vieille barbarie renaissait en plein dix-neuvième siècle (1824).

La Turquie cependant commençait à se lasser de cette lutte sans trêve ni merci ; le mufti attribuait les défaites à la justice divine « qui punissait les excès commis par les « Mahométans sur les rayas désarmés, les femmes et les « enfants » ; les provinces d'Asie refusaient les levées ; Mahmoud se décida alors à recourir au pacha d'Égypte. Un hatti-chérif (16 janvier 1824) investit Méhémet-Ali des pachaliks de Morée et de Candie et Ibrahim-pacha partit à la tête de quinze mille hommes de débarquement et de soixante-trois bâtiments de guerre. Candie dut se soumettre, mais l'escadre turco-égyptienne battue à Halycarnasse par Miaulis fut forcée de rentrer aux Dardanelles et à Alexandrie. Sur terre Dervisch-pacha essuyait une défaite à Ampliana et Omer-Vrione était battu à Carvassara.

Avec la victoire reviennent la discorde et la guerre civile : Colocotroni et Condouriotis se disputent le pouvoir, les armes à la main, et le premier est battu à Corinthe.

La nouvelle du débarquement d'Ibrahim ramène la concorde, mais trop tard ; la valeur brillante et désordonnée des Hellènes se brise contre la tactique savante des troupes égyptiennes, disciplinées à l'européenne. En vain Miaulis incendie deux frégates, deux corvettes et treize bricks devant Modon (12 mai 1825) ; Navarin, Arkadi, Calamata, Tripolitza, tombent successivement ; Colocotroni est défait à Tricorpha et Ypsilanti à Rizès et à Ardova.

Ibrahim s'honora par la modération, jusqu'alors inusitée, dont il fit preuve : la garnison de Navarin se retira librement avec ses bagages et les habitants n'eurent pas à souffrir la moindre insulte. C'était non seulement de l'humanité et de la générosité, mais aussi de l'habile politique ; mais trop de sang innocent avait été versé pour que ces sages mesures pussent porter leurs fruits : toute la population de Navarin s'enfuit dans les montagnes (18 mai 1825).

Le découragement régnait parmi les insurgés; Ibrahim s'avançait sans rencontrer de résistance : tout se dispersait devant lui. Papa-Fléchas, un des anciens hétairistes et un des premiers auteurs de la révolution, seul ne faillit pas à son devoir.

Connaissant l'importance du plateau supérieur de l'Arcadie, il se porta, le 9 juin, avec deux mille cinq cents hommes, au bourg de Maniates, point central de plusieurs débouchés.

Le lendemain, les colonnes égyptiennes assaillaient ses positions. Après six heures d'une lutte obstinée, les Grecs lâchèrent pied; seuls trois cents Arcadiens se groupèrent autour de Papa-Fléchas qui, le sabre au poing, les excitait à combattre et à gagner le ciel par le martyre. Ils luttèrent jusqu'au soir et ne succombèrent qu'après avoir tué huit cents Égyptiens. Papa-Fléchas résistait encore; étonné de sa bravoure, Ibrahim lui cria : « Papa, rends-« toi, je t'accorde la vie. » — « Je ne veux aucune grâce « de toi, répondit le prêtre-soldat; j'ai su faire révolter la « Grèce contre ses tyrans et je saurai mourir en la défen-« dant. » Il ne restait plus aux Hellènes que Nauplie, Athènes et Missolonghi.

Les succès d'Ibrahim avaient permis à Reschid-pacha de faire, sans obstacles, tous les préparatifs nécessaires pour un nouveau siège de cette dernière ville. Missolonghi avait alors une garnison de quatre mille Roméliotes commandés par Nothi Botzaris, frère de Marco : une junte locale, chargée de diriger les affaires civiles et militaires de l'Étolie, résidait dans ses murs; elle était composée de Jean Papa-Diamantopoulos, George Canaris et Démétrius Tchémélis. Le siège commencé au printemps fut poussé d'abord avec vigueur et des lignes de circonvallation entourèrent la place, pendant que la flotte ottomane interceptait la mer. Sommé de se rendre, Botzaris répondit que les clefs de la ville étaient suspendues à ses canons. Furieux de cette fière réponse, Reschid ordonne aussitôt l'assaut : dix mille Albanais s'élancent escaladant le bastion Botzaris et y plantent le drapeau du Croissant. Mais

le cri de « Défendons les cendres de Marco Botzaris » exalte le courage des assiégés ; les Souliotes se précipitent dans la mêlée et rejettent l'ennemi dans ses retranchements. Les assauts se succédèrent sans interruption, toujours repoussés.

Dans les premiers jours de septembre, Miaulis, passant au travers de la flotte ottomane, débarque dans la ville une grande quantité de vivres et de munitions ; en même temps, Kristos Tzavellas, Kostas Frotomaras et George Valtinos perçaient les lignes ottomanes et venaient avec leurs bandes renforcer les défenseurs de Missolonghi. Le 16 décembre, Reschid résolut de donner un assaut décisif : les bastions Rhigas, Macris et Montalembert devaient être attaqués simultanément. Mais au moment où les Osmanlys allaient toucher la contr'escarpe du fossé, des mines préparées d'avance jouèrent tout à coup. Éperdus en sentant la terre trembler et s'entrouvrir sous leurs pieds, les soldats jettent leurs armes et s'enfuient en désordre.

L'armée de Reschid-pacha était décimée par les combats, ses troupes démoralisées réclamaient impérieusement la levée du siège, prêtes à se mutiner ; enfin Karaïskakis tenait la campagne et avait coupé les communications avec Salone et Arta : le sérasker se décida alors à appeler Ibrahim à son aide. A peine arrivé, le fils de Méhémet-Ali, sur les conseils de Reschid, ordonna l'assaut (27 décembre) : il essuya un échec. Ibrahim, loin de s'obstiner dans un système d'attaque qui ne pouvait produire aucun résultat, commença l'inspection du terrain, autour de Missolonghi, ce qu'avaient toujours négligé de faire les généraux ottomans. Il fallait d'abord isoler la place pour l'empêcher de renouveler son effectif et ses approvisionnements ; les postes de Iasilidi, d'Anatolica et de Dolmas furent emportés dans le courant de mars, leur perte ferma aux Hellènes toute communication avec la mer. Quand Miaulis parut avec sa flotte, le 14 avril, il ne put entrer en communication avec les assiégés. Missolonghi était perdu : la famine allait accomplir l'œuvre que la force

avait été impuissante à exécuter. Bientôt la détresse fut au comble : après avoir épuisé tous les vivres, on mangea les chevaux, les chiens, puis on eut recours aux herbes salées du rivage. Ibrahim offrit une capitulation ; les Souliotes, qui formaient la majeure partie de la garnison, la rejetèrent avec mépris.

Le colonel Fabvier proposa au gouvernement provisoire d'aller avec quinze cents réguliers se joindre à Karaïskakis et tenter une attaque sur les lignes des assiégeants.

Son offre fut repoussée: « Missolonghi, lui répondit-on, « devait succomber, il était inutile de la secourir! » Le dernier acte du drame approchait : pressés par la faim, les assiégés écrivirent à Karaïskakis que, le 22 avril, à l'entrée de la nuit, ils exécuteraient une sortie générale, lui demandant de la seconder par une attaque sur les derrières de l'ennemi. Karaïskakis, malade, ne fit aucun mouvement pour favoriser ses compatriotes et Ibrahim, prévenu par un déserteur, prit toutes ses dispositions pour faire échouer la tentative désespérée des assiégés.

Au jour fixé, la population entière, composée de trois mille combattants et de six mille femmes, enfants et vieillards, sortit dans le plus grand silence ; les Souliotes s'étaient élancés en avant aux cris de « *Frères, en avant,* « *mort aux barbares!* » Mais l'ennemi était sur ses gardes et les accueille par un feu meurtrier; la colonne qui renfermait la population non combattante, effrayée, se rejette dans la ville. Profitant de la confusion, les Egyptiens pénètrent dans les batteries, pêle-mêle avec les fuyards. Kristos Kapsalis réunit autour de lui dix huit cents femmes, enfants ou vieillards infirmes, et se barricada dans un grand édifice qui contenait les munitions de guerre.

Il attendit, sombre et résigné, que les ennemis fussent en foule autour de l'édifice et s'écriant alors : « Seigneur, « ayez pitié de nous », il mit le feu aux poudres : deux mille Egyptiens périrent avec les chrétiens de l'héroïque Kapsalis.

Les Souliotes avaient cependant franchi les retranchements des Turcs, mais au lieu de trouver devant eux les troupes de Karaïskakis, ils se heurtèrent aux Albanais postés en observation par Ibrahim. Environnés par des forces décuples, ils réussirent à briser le cercle de fer qui les étreignait et à gagner Salone : ils n'étaient plus que dix-huit cents.

Apprenant que la chute de Missolonghi avait jeté la consternation dans la Grèce, ces vaillants soldats écrivirent (7 mai) au gouvernement central :

« Gouverneurs de la Grèce, ne perdez pas courage! Si « vous avez confiance en nous, nous sommes encore en « état de rendre d'utiles services à la patrie et de venger « les tombes renversées de l'immortel Marco Botzaris et « du généreux Anglais qui nous consacra ses chants poé- « tiques, sa fortune et sa vie. Missolonghi n'existe plus « que dans ses ruines, mais il est partout avec nous; le « sang qui coule dans nos veines est toujours le même. « Nous sommes les mêmes hommes qui avons défendu les « droits sacrés de la patrie et ceux de la liberté, tant sur « les montagnes escarpées de Souli que dans les murs « croulants de Missolonghi. »

Siège d'Athènes (1827). Guerre civile en Grèce : deuxième congrès d'Épidaure (1827). Assemblée de Trézène.

La chute de Missolonghi avait mis fin aux mouvements de l'Étolie, de l'Acarnanie et de la Grèce occidentale. Les deux généraux victorieux se séparèrent : Ibrahim essaya en vain de pénétrer dans le Maïna et alla se reposer à Modon de ses fatigues et de ses victoires; Reschid marcha sur Athènes dépourvue de troupes.

Karaïskakis et Fabvier volèrent au secours de la ville, à la tête de sept mille hommes. Reschid battu dans deux rencontres à Chaïdari (10 et 20 août 1826) dut abandonner le Pirée et Phalère, et Fabvier, forçant les lignes des assiégeants, pénétra avec quinze cents *Sachios* (réguliers) dans

l'Acropole dont il avait consenti à diriger la défense. Karaïskakis voulait affamer l'armée musulmane, mais le général Church et lord Cochrane, dont l'opinion était de livrer bataille, attaquèrent le 4 juin 1826. La victoire favorisa les Hellènes, mais Karaïskakis, frappé d'une balle au bas-ventre, succombait à sa blessure et sa mort amena la malheureuse journée du 6 juin.

Ce jour-là une attaque générale avait été résolue contre les Turcs : quatre mille hommes devaient débarquer à Munychie et s'en emparer; en même temps les corps du Pirée et d'Éleusis devaient commencer leur mouvement offensif. L'opération mal exécutée échoua complètement : les corps grecs agirent isolément, sans s'inquiéter les uns des autres; enveloppés par la cavalerie ennemie, ils ne surent pas se former en carrés et leurs colonnes de division furent sabrées. Church et lord Cochrane durent se rembarquer précipitamment. Tous les prisonniers, furent décapités. Church alors entra en pourparlers avec Reschid et arrêta les bases d'une capitulation : il envoya à la garnison de l'Acropole l'ordre d'évacuer la forteresse et de la remettre aux mains des Turcs : Fabvier refusa. Mais la famine vint mettre la division parmi la garnison : Fabvier ne fut plus maître de ses soldats. Obligé de céder, il évacua l'Acropole, sortit librement avec armes et bagages et avec les honneurs de la guerre.

Que faisaient les chefs hellènes pendant la douloureuse agonie d'Athènes? Ils usaient dans de sanglantes rivalités les forces de la nation et se disputaient, à main armée, le pouvoir éphémère d'un État encore incertain. Les primats voulaient traiter avec les Turcs, tandis que les chefs militaires, rejetant toute idée d'accommodement, ne voulaient poser les armes qu'après la reconnaissance de l'indépendance de la Grèce. Le parti militaire lui-même se divisait en deux fractions : les Péloponésiens et les Roméliotes. Les premiers avaient un moment songé à se donner à l'Angleterre; l'énergique résistance des chefs de la Grèce occidentale fit échouer ce projet. En vain Ypsilanti, Con-

douriotis essayent-ils de faire entendre le langage de la raison et du patriotisme, leurs paroles ne trouvaient pas d'écho dans les cœurs. Les récriminations se croisaient, les haines se déchaînaient : on ne reculait devant aucun moyen pour les satisfaire. Odysseus, le plus brillant des palikares de la Grèce occidendale, était assassiné par ordre de son lieutenant Gouras et de Mavrocordato. Son beau-frère, l'Anglais Trelawnay, n'échappait qu'avec peine au poignard des assassins dépêchés pour faire main basse sur les trésors d'Odysseus. Mavrocordato faisait expulser le colonel Jourdain, emprisonner Varnakiotis opposés au projet de vendre la Morée à la Grande-Bretagne et excitait à Hydra une sédition populaire qui faillit coûter la vie aux frères Condouriotis. Zaïmis, Delyanni, détournaient les Péloponésiens de marcher au secours de la Grèce occidentale.

Le deuxième congrès d'Épidaure décida (24 avril 1826) de s'adresser à l'Europe entière et d'implorer son secours au cas où la Porte refuserait d'accéder aux demandes suivantes des Hellènes :

1° Incapacité des Turcs à résider et à posséder en Grèce ;

2° Évacuation des forteresses par les Turcs et leur cession aux Hellènes ;

3° Liberté pour les Hellènes de s'organiser comme ils l'entendraient ;

4° Organisation d'une force militaire et d'une marine de guerre nationale pour maintenir la sécurité à l'intérieur et protéger le commerce maritime ;

5° Extension des lois et droits de la Grèce à tous les habitants du continent, des îles, de Négrepont, de Candie, qui s'étaient incorporés au gouvernement hellénique ;

6° Droit de battre monnaie et de garder un pavillon spécial ;

7° Tribut annuel à la Porte, établi conformément aux ressources de la Grèce.

Le congrès d'Épidaure n'avait remédié à rien ; pour mettre fin aux intrigues des primats et clore les dissen-

sions qui déchiraient la Grèce, les Condouriotis invitèrent les représentants de la nation à se réunir à Hermione. Zaïmis leur opposa une assemblée rivale à Égine : la guerre civile éclata ; heureusement l'intervention de sir Ed. Church et de lord Cochrane décida les deux assemblées à se réunir à Trézène et à élire président de la république hellénique le comte Jean Capo d'Istria.

Né à Corfou, Capo d'Istria avait toujours soutenu la cause des Grecs qu'il regardait comme ses compatriotes. Doué de talents supérieurs, il était devenu ministre des affaires étrangères de Russie, et, au congrès de Vienne, en 1815, il avait tenté d'intéresser les souverains au sort de la Grèce. Lors des premiers mouvements hétairistes en 1820, il avait fait tous ses efforts pour empêcher les cabinets européens de confondre les insurgés avec les carbonari. Ses chaleureux plaidoyers pour les Grecs, au congrès de Vérone, le firent presque tomber en disgrâce auprès de l'empereur Alexandre. Il n'en continua pas moins de se dévouer pour la Hellade et de lui rendre d'importants services.

Intervention de l'Europe : Convention d'Akkerman ; triple alliance, Navarin (1827), protocole de Londres (1828)

La prise de Missolonghi et d'Athènes avait anéanti l'insurrection dans la Grèce occidentale. Dans la Morée, Ibrahim avait reçu la soumission de l'Élide et de l'Achaïe; les Grecs ne possédaient plus que les trois places fortes de Nauplie, d'Acro-Corinthe et de Monembasie. Le pacha se préparait à terminer la guerre d'un seul coup et prenait ses dispositions pour investir les derniers refuges de l'indépendance hellénique. L'argent manquait totalement aux Grecs : les sommes provenant des emprunts contractés à Londres et les dons volontaires des philhellènes avaient été gaspillés dans des luttes fratricides. Les marins et les insulaires retournaient à leurs habitudes de piraterie, ne respectaient aucun pavillon et pillaient tous les bâtiments

marchands, malgré la présence des escadres européennes.

La cause hellénique était perdue, quand la France, l'Angleterre et la Russie sommèrent les belligérants de suspendre les hostilités. Les Hellènes se hâtèrent de saisir la planche de salut qui leur était tendue et adhérèrent à l'armistice. La Porte, elle, refusa de traiter avec des esclaves révoltés et continua les opérations militaires. Les trois puissances résolurent alors de venir à bout, même par la force, de la résistance du sultan.

L'Hétairie avait grandi sous la protection russe, mais Alexandre Ier, croyant voir dans l'insurrection les agissements du parti révolutionnaire, avait annoncé hautement son intention de rester fidèle aux traités. L'incarcération du banquier de l'ambassade de Russie à Constantinople amena une protestation du comte Strogonoff qui quitta la capitale avec éclat. L'Angleterre s'interposa pour prévenir un conflit. Le czar proposa la division de la Grèce en trois principautés, soumises au même régime que la Moldavie et la Valachie, sous le protectorat de l'Europe (1824). Ce projet fut repoussé à la fois par le Divan et par les insurgés; les négociations continuèrent jusqu'à la mort d'Alexandre (décembre 1825), sans amener de solution. Le nouveau czar, Nicolas Ier, appuyé par l'Angleterre, imposa au sultan la convention d'Akkerman.

La navigation de la mer Noire était ouverte à la Russie; la Moldavie et la Valachie rentraient en possession du droit d'élire leurs princes pour une période de sept ans, les hospodars ne pouvaient être destitués sans le consentement du czar; la Serbie devenait principauté vassale; il ne restait aux Turcs que le droit de tenir garnison à Belgrade et dans trois autres forteresses, et un faible tribut (octobre 1826).

Pour la question hellénique il fut décidé que l'Angleterre et la Russie uniraient leurs efforts afin de mettre un terme à la lutte. Les cabinets de Paris, de Vienne et de Berlin donnèrent leur adhésion. Le 5 février 1827, l'Angleterre offrit au Divan la médiation des puissances. La réponse du reïs-effendi fut catégorique : « Sa Hautesse

« n'admettrait jamais d'intervention entre elle et ses rayas, « et à l'avenir elle ne répondrait plus à des propositions « de ce genre » (10 juin).

La Porte était incontestablement dans son droit, mais en politique *la force prime le droit.* La Russie, exploitant le refus hautain des ministres ottomans, signa avec les cabinets de Saint-James et des Tuileries le traité du 6 juillet 1827. Les puissances alliées s'engageaient à intervenir pour amener la conclusion d'un arrangement basé sur la séparation civile des deux populations; la Grèce devait former une principauté tributaire. Un article secret fixait à un mois le délai d'acceptation.

L'ultimatum de la triple alliance trouva la Porte impassible, elle déclara s'en tenir à la note du 10 juin. Les flottes alliées reçurent l'ordre d'empêcher tout mouvement des forces turques et égyptiennes. L'amiral Codrington et l'amiral de Rigny communiquèrent leurs instructions à Ibrahim. Le pacha consentit à attendre des ordres nouveaux de son père et du sultan; il s'engagea, sur l'honneur, à ne pas faire sortir sa flotte de la rade de Navarin. L'armistice accepté, de fait, par Ibrahim, restait à le faire observer des Grecs. Sur les instances de l'amiral Codrington, lord Cochrane renonça à une expédition projetée sur les côtes d'Albanie, mais Hastings, avec six bâtiments, attaqua et détruisit, devant Missolonghi, une flottille turque de onze voiles (30 septembre).

A cette nouvelle, la fureur d'Ibrahim fut sans bornes : « Comment, s'écria-t-il, les Grecs protégés par les Euro-« péens pourront poursuivre les hostilités, pendant qu'on « lie les mains aux Ottomans? » Se jugeant dégagé de son serment, il donna l'ordre d'appareiller pour surprendre Hastings et l'anéantir.

Les escadres anglaise et française avaient quitté leur croisière pour aller s'approvisionner à Zante et à Milo. Avertis par les frégates laissées en observation, les deux amiraux reviennent à toutes voiles et rallient, en route, l'escadre russe de l'amiral de Heyden. Le commandant Spencer, du *Talbot*, reçut l'ordre de se présenter devant

l'amiral turc, Halet-Bey, pour lui signifier de s'arrêter. L'amiral turc répondit qu'il allait rejoindre Ibrahim sous les ordres duquel il se trouvait placé et remit à la voile, dans la direction de Navarin, suivi par les navires anglais.

En ce moment Ibrahim reçut des instructions de Constantinople, datées du 21 septembre, et lui enjoignant de reprendre immédiatement les opérations. Aussitôt les troupes turco-égyptiennes envahirent la Messénie et l'Arcadie et commirent à Calamata de tels excès que le capitaine Hamilton, témoin oculaire, écrivit à sir Codrington : « Si « Ibrahim reste en Grèce, plus d'un tiers des habitants « mourront de faim. »

Les instructions de sir Codrington lui prescrivaient d'éviter tout acte d'hostilité envers les Turcs; cependant les récits du temps prétendent qu'en marge des instructions remises par le premier lord de l'amirauté, duc de Clarence, plus tard Guillaume IV, il y avait : « Ceci ne vous empê- « chera pas, mon cher Edward, de brûler de la poudre « quand l'occasion s'en présentera. »

En tout cas, l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, Strafford-Canning, écrivait à l'amiral :

« Nous sommes d'accord, que si les mesures à prendre « ne doivent pas dégénérer en hostilités, et, bien que l'in- « tention manifeste des gouvernements alliés soit d'éviter « une guerre, autant que possible, néanmoins vous devez, « selon vos instructions, empêcher l'arrivée des renforts, « et pour cela, lorsque tout autre moyen aura été épuisé, « recourir au canon. »

Le 16 octobre, les commandants des escadres sommèrent Ibrahim de rappeler ses troupes, de renvoyer sa flotte aux Dardanelles et à Alexandrie et d'évacuer la Morée. On répondit qu'Ibrahim était absent et qu'on lui transmettrait la communication. Le 18, un conseil de guerre tenu entre les trois amiraux décida de faire une démonstration imposante, sans toutefois en venir aux mains. En conséquence, deux jours après, la flotte combinée, forte de vingt et quelques bâtiments de toute grandeur, pénétrait dans la rade de Navarin; les vaisseaux ottomans, au nombre de

quatre-vingts, étaient rangés sur une triple ligne en forme de croissant. Des deux côtés on n'avait pas l'intention de combattre; un déplorable malentendu amena l'effusion du sang. Un coup de feu, parti du côté des Turcs, atteignit un parlementaire anglais, envoyé pour faire changer de place à des brûlots ottomans. Le capitaine Follows, du *Darmouth*, répondit par une vive fusillade. Le contre-amiral de Rigny héla le commandant de l'*Emina*, frégate égyptienne, dont les vergues touchaient celles de son navire, et lui dit que si les Égyptiens renonçaient à la lutte, il agirait de même. Les Égyptiens accueillirent cette exhortation par un feu de tous leurs canons dirigé sur le vaisseau français. Cependant l'amiral Codrington envoya encore une chaloupe à Moharrem-Bey, commandant de l'escadre égyptienne, pour l'avertir qu'il était disposé à éviter tout acte d'hostilité; mais un coup de fusil, tiré du vaisseau-amiral turc, tua le timonier de la chaloupe, et l'*Asie* reçut une bordée de mitraille. La bataille était engagée; elle dura cinq heures : le soir, il ne restait plus de la flotte ottomane qu'une quinzaine de bricks ou corvettes.

Ibrahim était absent lorsqu'eut lieu la destruction de ses vaisseaux. Loin de songer à en tirer vengeance en molestant les chrétiens, il déclara qu'il punirait de mort quiconque oserait porter la main sur un Franc.

Le désastre de Navarin ne fut connu à Constantinople que le 2 novembre; aussitôt le Reïs-Effendi remit aux ambassadeurs des puissances alliées, le mémorandum suivant :

1° Les alliés renonceront à toute ingérence dans les affaires des Grecs.

2° Ils payeront à la Porte une indemnité pour les vaisseaux détruits à Navarin et lui feront des excuses.

Pour appuyer ce langage, il aurait fallu 500,000 hommes; les ambassadeurs des trois puissances déclarèrent les rapports rompus et s'embarquèrent (8 décembre).

Dix jours après un hatti-chérif appela les musulmans à la guerre sainte : « Le but des infidèles, disait la procla-

« mation, est d'anéantir l'islamisme et de fouler aux pieds « la nation musulmane. Que tous les fidèles sachent que « le combat est un devoir pour nous ; qu'il se gardent donc « bien de songer à une solde mensuelle ou à une paye « quelconque. Au contraire nous devons faire le sacrifice « de notre vie, remplir avec zèle les devoirs que nous im- « pose l'honneur de l'islamisme, unir nos efforts pour « le maintien de la religion jusqu'au jour du jugement. « C'est le seul moyen pour les musulmans d'obtenir leur « salut dans ce monde et dans l'autre. »

La Russie, que visait surtout le hatti-chérif, répondit par une déclaration de guerre qui trouvait la Turquie privée de son ancienne armée et sans avoir eu le temps d'en former une nouvelle. Mahmoud venait de détruire enfin les insolents prétoriens qui, depuis plus d'un siècle, avaient causé les désastres de l'empire.

L'appui des puissances alliées permit aux Hellènes de reconquérir le terrain perdu : les Turcs, renfermés dans Patras, Coron, Navarin, Modon, se bornèrent à garder leurs positions. Enfin, un corps d'armée français se préparait à débarquer dans la Morée. Ibrahim conclut une convention, en vertu de laquelle il devait s'embarquer sur ses propres vaisseaux, rendre les prisonniers et ne laisser que 12,000 hommes dans les places occupées par les Ottomans (3 août 1828). L'embarquement commença le 7 septembre ; toutes les places se rendirent sans coup férir au général Maison ; Patras essaya seule de résister, elle fut enlevée d'assaut. La Morée était libre.

La conférence du 16 novembre 1828 discuta la question de l'indépendance hellénique et la délimitation du nouvel État. Invité à s'y faire représenter, le sultan refusa, fidèle à son système de ne point traiter avec des rebelles. Le protocole de Londres (16 nov. 1828) plaça la Morée et les Cyclades sous la garantie des trois puissances et proclama son indépendance sous un prince chrétien, choisi par les alliés. La principauté devait payer à la Porte un tribut de 500,000 piastres et indemniser les propriétaires musulmans expulsés. Cette décision ne satisfaisait aucune des

deux parties; les hostilités reprirent. Les victoires de la Russie allaient triompher des dernières résistances de la Porte.

Guerre avec la Russie (1828-1829); Traité d'Andrinople (1829).

La paix était à peine rompue entre la Porte et la Russie que les armées du czar avaient franchi le Pruth et occupé les principautés. Le général Roth devait rester en observation devant Silistrie, le général Valof investir Braïla, pendant que l'armée principale s'engagerait dans les défilés du Balkhan oriental et que la flotte appuierait son mouvement.

Le serasker Husseïn-Pacha avait son quartier général à Schoumla; Yousouf Pacha de Sérès commandait à Varna, et Khosrew, favori du sultan, protégeait la capitale.

Le serasker repoussa les Russes de Silistrie, mais le 16 juin 1828 Braïla capitulait devant le grand-duc Michel. La chute de cette place entraînait la perte de la Dobroudja, et le 6 juillet les Cosaques entraient à Bazardjik. L'alarme était à Stamboul; un grand divan tenu le 18 juillet, en présence du sultan, agita la question de la cessation des hostilités. Les avis étaient partagés quand Mahmoud s'écria : « Qu'on laisse le cheval en liberté, il « arrivera bientôt au but. » Le parti de la guerre l'emporta et le grand-vézir partit pour l'armée.

Cependant la victoire volait avec les aigles moscovites. Le czar avait pris le commandement en personne, et établi son quartier général à Bazardjik; Pravadi était occupé par le général Beckendorf; Schoumla était tourné et la possession d'Eski-Stamboul permettait aux Russes de menacer la capitale; enfin Silistrie était bloquée et le siège de Varna commençait. Mais bientôt la famine et les maladies déciment les Russes; une attaque sur Schoumla échoue; Eski-Stamboul est évacué; le kapoudan-pacha, Izzet-Mohammed, parvient à ravitailler Varna et le grand vézir marche

avec 20,000 hommes, au secours de la place. Malheureusement pour les Ottomans, Yousouf-Pacha vendit la ville (10 octobre); le kapoudan-pacha, abandonné par la garnison entraînée par l'exemple de son indigne chef, s'empara de la citadelle, avec 300 braves, et menaça de se faire sauter. Le czar accorda à cette poignée de héros le libre passage et leur fit rendre les honneurs dus à leur valeur. Yousouf, condamné à mort, alla jouir en Russie de l'or qui avait payé son infamie.

En Asie, les Osmanlys n'avaient éprouvé que des revers: Poti et Anapa étaient tombés au pouvoir du prince Mentschikoff. Son successeur, le comte Paskievitch, prit successivement Kars, Ardahan, Toprakkalé, et battit une armée de 30,000 hommes près d'Akhalzick.

Inquiète des succès de la Russie, l'Autriche essaya d'entraîner la France et l'Angleterre dans une intervention en faveur de la Turquie. L'Angleterre était favorablement disposée, mais Charles X s'opposa formellement à toute intervention. Les Bourbons voulaient exclure les Anglais de la Méditerranée et reprendre toute la rive gauche du Rhin : pour arriver à son but, le gouvernement français laissait la Russie libre de marcher sur Constantinople, en échange de son aide contre l'Allemagne [1].

Le sceau de l'empire avait été confié au brave Reschid-Pacha, le vainqueur de Missolonghi et d'Athènes; pour débloquer Silistrie, il investit Pravadi et assaillit inopinément le général Roth. Le général en chef russe, comte Diébitch, laissant à Krassofsky le soin de contenir la gar-

[1] Lorsque éclata la révolution de Juillet, M. de Polignac était en train de conclure avec le czar un traité d'alliance offensive et défensive. La Russie s'emparait de Constantinople ; la France prenait la Belgique, la Hollande et le Rhin. On achetait la neutralité bienveillante de l'Autriche par le don de la Bosnie, de la Serbie et de la Valachie. L'Autriche immobilisait la Confédération germanique, tandis que la France entraînait à sa suite les Bourbons d'Espagne et d'Italie. La Prusse restée seule avec l'Angleterre était incapable de s'opposer à ce bouleversement de l'Europe.

(Pièces diplomatiques trouvées à la révolution de Juillet dans les papiers du prince de Polignac.)

nison de Silistrie, marche au secours de son lieutenant, opère sa jonction, et remporte sur le grand-vézir la sanglante victoire de Kolewtcha (11 juin 1829).

Dix-neuf jours après, Silistrie ouvrait ses portes aux vainqueurs. Diébitch avait désormais ses communications assurées et ses derrières garantis : laissant un faible corps amuser le grand-vézir retranché sous Schoumla, il tourne cette position, s'enfonce hardiment dans les Balkhans, franchit la passe de Kamtchlik et le défilé de Nadir-Derbend et arrive à Bourgas, sans que l'ennemi ait soupçonné cette marche audacieuse. Reschid, trop tard éclairé, s'efforce en vain de réparer sa faute : son avant-garde est défaite à Aïdos, lui-même est battu à Slivno. Diébitch marche sur Andrinople; malgré une garnison de 10,000 hommes, la seconde ville de l'empire se rend, sans tirer un coup de fusil; Kirk-Klissa; Dimetoka, Ipsala, Enos sont occupés et l'armée victorieuse donne la main aux deux escadres des amiraux Greigh et de Heyden, dont l'un bloquait l'entrée des Dardanelles, tandis que son collègue mouillait devant Kara-Bounar.

En Asie, Paskiévitch battait successivement le pacha d'Erzeroum, le pacha de Trébizonde, s'emparait d'Erzeroum, de Baïbourt et marchait sur Trébizonde. La nouvelle de la conclusion de la paix vint arrêter ses succès.

En Grèce, la campagne de 1829 avait été toute à l'avantage des Hellènes. Le général Church avait pris Vonitza; Lépante s'était rendue à Augustin Capo d'Istria, après un blocus de quarante jours (mars) ; Missolonghi appartenait de nouveau aux Hellènes (8 mai), et Arslan-Bey, battu à Castello di Pietra par Démétrius Ipsilanti, évacuait Livadia et Fontana (26 septembre). Ce fut le dernier acte de la guerre.

La Porte effrayée de la marche de Diébitch, et se croyant impuissante à défendre Constantinople, avait sollicité un armistice pour débattre les conditions de la paix. Les négociations commencèrent sous la médiation de la Prusse, et le 14 septembre était signé le traité d'Andrinople.

Le Pruth restait la limite des deux empires en Europe,

mais la Russie acquérait les bouches du Danube, la libre navigation de la mer Noire dans la Méditerranée, Poti et la partie supérieure du bassin du Kour en Asie. Cette dernière clause isolait la Turquie des populations belliqueuses du Caucase et préparait leur soumission. Les privilèges de la Moldavie et de la Valachie étaient confirmés; les hospodars, élus à vie, ne pouvaient être destitués que dans certains cas et du consentement du czar; il était interdit à tout musulman d'habiter dans les principautés; un délai de dix-huit mois leur était accordé pour se défaire de leurs propriétés. Quant à la Serbie, sa situation restait telle que la convention d'Akkermann l'avait établie. La Porte payait en outre une indemnité de guerre de 125 millions, amortissable en dix annuités, plus 16 millions aux négociants russes, à titre de compensation pour les pertes que la guerre leur avait fait éprouver. Les troupes russes devaient évacuer Andrinople, après le premier payement de l'indemnité; se replier derrière les Balkhans après le second; repasser le Danube après le troisième. L'occupation militaire des principautés servait de gage pour le payement des autres annuités. Enfin le sultan adhérait au traité de Londres et au protocole du 22 mars.

Quelques mois plus tard (1830), la Porte reconnaissait l'indépendance de la Grèce et acceptait la délimitation fixée par les puissances. Le nouvel Etat comprenait les Cyclades, Négrepont, la Morée; dans la Grèce continentale, une ligne conventionnelle, tirée du golfe de l'Arta au golfe de Volo, la séparait de la Turquie. Cette frontière irrationnelle qui devait plus tard susciter de graves difficultés, fut surtout l'œuvre de l'Autriche et de l'Angleterre.

La Grèce était libre, mais ses éternelles dissensions allaient forcer l'Europe à intervenir encore pour assurer l'établissement d'un gouvernement stable et régulier.

La Grèce sous le comte Capo d'Istria.

Le comte Capo d'Istria était arrivé en Grèce en 1828, après s'être assuré l'appui des ministres de France et d'Angleterre. Ses fonctions n'étaient pas définies : l'assemblée de Trézène n'avait désigné aucun conseil, aucun corps chargés de l'aider et de partager avec lui le pouvoir législatif : il était, par le fait, investi d'une véritable dictature. C'était le seul moyen d'imposer silence aux factions et de les maintenir dans l'obéissance.

Les premiers soins du nouveau président se portèrent sur la piraterie ; il se concerta avec les amiraux européens, chargea Miaulis, Criesis et Canaris de faire la chasse aux forbans et rendit responsables des dommages toutes les communes maritimes qui leur donneraient asile dans leurs ports. Ces mesures vigoureuses portèrent leurs fruits; en moins de trois ou quatre mois les mers de la Grèce étaient purgées des brigands. Mais bien des haines couvèrent dans l'ombre, et elles devaient aboutir à l'assassinat du comte.

Les puissances signataires du traité de Londres avaient invité le président Capo d'Istria à désigner le candidat qu'il jugeait convenable de placer sur le trône de Grèce; il proposa le prince Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha. Les pourparlers entamés avec le prince échouèrent par suite de la duplicité du comte Capo d'Istria, comme l'en accusèrent ses ennemis[1]. Les primats, dont il avait entrepris de détruire l'influence, les chefs des palikares qu'il entendait plier à l'obéissance et au respect de la loi, crièrent à l'ambition et à la tyrannie. Pendant que Colocotroni, Nikitas, Karavias, embrassaient le parti du président, les insulaires et les Maïnotes se soulevaient contre lui. Le prétexte de la révolte était la délivrance de la Grèce gémissant sous le joug d'un tyran; le véritable motif prenait sa source dans une vengeance particulière.

[1] Saint-René Taillandier : *Le roi Léopold et la reine Victoria.*

Dans sa répression de la piraterie, le comte Capo d'Istria avait été inexorable ; satisfaction avait été donnée à toutes les plaintes, et les tribunaux grecs avaient appliqué la loi sans se laisser arrêter aux considérations de personnes. Sur les réclamations reconnues fondées d'un négociant de Marseille, nommé Godbout, la puissante famille des Mavromichalis avait été convaincue d'avoir fait piller, en 1827, dans le golfe de Calamata, un brick richement chargé appartenant à ce négociant. Les Mavromichalis avaient été condamnés à la restitution et à des dommages-intérêts; par égard pour leurs services on avait écarté la question criminelle. Mais les Mavromichalis, ces beys du Maïna, qui ne relevaient que de leur sabre, regardèrent cette condamnation comme une insulte et menacèrent hautement le président qui fit arrêter le vieux Petro-Bey. Aussitôt tout le Maïna s'insurge ; pour éviter la guerre civile, le comte Capo d'Istria consent à rendre la liberté à son captif, mais Petro-Bey déclare qu'il n'acceptera la liberté que si le président souscrit aux changements qu'il proposera dans le régime administratif. Le président de la Grèce ne pouvait accepter cette condition humiliante ; il refusa et Petro-Bey resta en prison.

Les Hydriotes excités par Miaulis qui reprochait au comte Capo d'Istria de sacrifier les insulaires aux Péloponésiens et de favoriser la Russie, levèrent l'étendard de la révolte et s'emparèrent du grand arsenal national établi à Paros. Dans cette position critique, le comte Capo d'Istria réclama l'assistance des ministres résidents des trois puissances alliées. Les représentants de la France et de l'Angleterre se bornèrent à des protestations platoniques d'appui, le ministre de Russie agit seul activement. D'après ses ordres, l'amiral Record établit un blocus rigoureux devant Paros et repoussa à coups de canon les vaisseaux qui tentèrent de sortir. Pour empêcher la flotte grecque de tomber au pouvoir du président, Miaulis ne recula pas devant son incendie (13 août 1831). L'action de Miaulis, célébrée comme un trait d'héroïsme par tous les ennemis du comte Capo d'Istria, excita leur haine jus-

qu'à la frénésie. Un complot s'ourdit : le 9 octobre, dans l'église de Saint-Spiridion, le comte Capo d'Istria tombait frappé d'un coup de poignard par George Mavromichalis, pendant que Constantin Mavromichalis lui fracassait la tête d'un coup de pistolet.

Le crime trouva des apologistes; dans plusieurs endroits, les étudiants entonnèrent l'hymme d'Harmodius et d'Aristogiton; mais en général le peuple rendit justice à la bonne administration du comte et honora sa mémoire.

L'anarchie, un moment comprimée, déchira la Grèce avec plus de violence que jamais. Les palikares de la Romélie livrèrent bataille à ceux de la Morée et la Grèce fut en proie aux chefs militaires et à la rapacité de leurs soldats. Les trois puissances alliées intervinrent encore une fois et imposèrent aux Grecs, pour souverain, le fils cadet du roi de Bavière (mai 1832), et dans les derniers jours de décembre le nouveau roi débarquait à Nauplie, avec un corps de troupes bavaroises.

CHAPITRE XXI

LES RÉFORMES (1826-1839).

Destruction des Janissaires (1826). — Les réformes. — Révolte de Méhémet-Ali (1831). Bataille de Konieh (1832) : traité d'Unkiar-Skélessi. — Rapports entre l'Égypte et la Turquie : bataille de Nézib (1839). Mort de Mahmoud ; son caractère.

Destruction des janissaires (1826).

Imbu des idées réformatrices de son cousin Sélim III, Mahmoud avait attendu patiemment le moment propice pour mettre ses projets à exécution. Avant tout, il fallait réorganiser l'armée d'après la tactique européenne afin de faire disparaître l'infériorité militaire des Osmanlys et remédier à l'indiscipline, source des revers des armes ottomanes. Ce résultat ne pouvait être obtenu tant que les Janissaires ne seraient pas brisés; ils étaient la pierre d'achoppement de toutes les innovations, de toutes les améliorations. Cette milice, autrefois si redoutable à l'ennemi, n'était plus que la terreur des sultans et de la population paisible; elle constituait une charge des plus onéreuses pour le Trésor en même temps qu'une non-valeur militaire.

Elle comprenait quatre divisions : *Djemaat* (troupe), *Beuluk* (troupe), *Seymen* ou *Segban* (valets de chien), *Adjemi-Oglans* (novices), composant un ensemble de 229 ortas ou odas, dont 77 tenaient garnison dans la capitale. La division Adjemi-Oglan, forte de 34 ortas, restait

constamment à Constantinople, même en temps de guerre. C'était dans ces compagnies que les recrues faisaient leur apprentissage militaire et y étaient instruites dans la religion musulmane par des Khodjas préposés à cet effet. « On ne forçait cependant pas les jeunes « chrétiens à changer de foi ; les principes du gouverne- « ment s'y opposaient aussi bien que les préceptes du « Cour'ann, et si des officiers, mus par leur fanatisme, « usaient quelquefois de contrainte, leur conduite à cet « égard pouvait être tolérée, mais elle n'était jamais auto- « risée par les chefs [1]. »

Dans la suite on négligea insensiblement d'enrôler les chrétiens, on donna la préférence aux enfants et aux parents des Janissaires. Mais les troubles intérieurs et les revers éprouvés à l'extérieur, le manque de soldats, forcèrent Ouzdemir-Osman-Pacha, et après lui Sinan-Pacha, à recevoir dans le corps des Janissaires des gens de toutes les classes et de toutes les nations de l'empire ; il y entra même des vagabonds et des brigands. Dès lors ce corps se recruta parmi toutes sortes d'aventuriers ; les nègres seuls en furent exclus. Fixé par Mohammed II à 12,000 hommes, porté par Suleyman à 40,000, par Murad III à 60,000, par Mohammed III à 101,600, le nombre des Janissaires atteignit le chiffre de plus de 200,000 dans les premières années de Mohammed IV. En 1652, le grand-vézir Terkhoudji-Ahmed-Pacha essaya de ramener à des proportions normales le corps des Janissaires : il fixa le chiffre de 55,000 hommes, mais une révolte des soldats réformés força Murad-Pacha (1655) à le doubler.

Il était impossible d'évaluer l'effectif réel des Janissaires ; l'agha, lui-même, l'ignorait à cause de l'infidélité des états de solde qui lui étaient présentés par les chefs des ortas que l'on payait toujours comme si elles étaient au grand complet. Les billets de solde que s'appropriaient ainsi les officiers se négociaient couramment dans le pu-

[1] D'Ohsson.

blic. On cachait avec soin le décès d'un soldat, soit en activité de service, soit vétéran ou invalide, et dans le premier cas l'officier de la compagnie, dans le second, un parent, continuaient à toucher la paye. Mustapha III tenta de faire cesser ces abus. Traversé par ses ministres dans ses projets de réformes, il s'adressa directement à l'agha des Janissaires, Kior-Husseïn, et réclama son assistance pour mettre fin à ces dilapidations. L'agha répondit franchement qu'il le seconderait de toutes ses forces, et qu'au lieu de quinze cents bourses qu'il recevait de l'État, par quartier, il se contenterait de la moitié et qu'il répondait de ses Janissaires, mais d'eux seuls. « Que voulez-vous dire? » interrompit le sultan. « Vous ignorez donc, Seigneur, » répondit l'agha, « que les Janissaires de la capitale ne « touchent effectivement que sept cent cinquante bourses « par quartier, et que le reste de la somme passe dans la « maison des ulémas, des ministres, des officiers du « sérail. Il ne faut qu'un ordre, qu'un mot de Votre Ma- « jesté pour arrêter ces déprédations ; mais ce mot doit « être prononcé avec force et soutenu avec constance. » Mustapha n'osa le prononcer ce mot que lui demandait l'agha, et le désordre prit de telles proportions, qu'en 1778 l'agha Tchélébi-Mohammed-Pacha étant tombé en disgrâce et ayant été condamné à voir ses biens confisqués, on trouva chez lui pour 38,609 piastres (150,000 fr.) par an, de billets de solde et chez son trésorier pour la valeur de 28,700

Le nombre des soudoyés s'élevait, à la fin du dix-huitième siècle, à 400,000 ; on en comptait à peine 20,000 rassemblés [1]. Par leur turbulence, leur esprit d'insurbordination, leur amour du désordre, leurs insolences et leurs séditions perpétuelles, les Janissaires étaient une menace journalière pour la sécurité et la prospérité de l'empire. « Ces coursiers fougueux, bondissant en liberté « dans les pâturages du désordre, se considéraient comme « les rois du pays, entretenaient le feu sous la chau-

[1] Baron de Tott.

« dière de la sédition et limaient le collier de l'o-
« béissance[1]. »

Ce n'était plus qu'un ramassis de gens sans aveu, sortis de la lie de la population, et qui s'enrôlaient uniquement pour s'assurer l'impunité. Les uns s'emparaient des boutiques des maraîchers, faisaient main basse sur les provisions, les vendaient à leur profit et poussaient l'audace jusqu'à réclamer aux propriétaires spoliés de l'argent pour frais de criée et de pesée. D'autres, sous prétexte de protéger la cargaison des navires exigeaient une part des bénéfices et ils avaient soin de prendre la plus grosse. L'incendie était un des moyens qu'ils employaient le plus fréquemment pour satisfaire leur soif de pillage et de débauches.

L'opinion publique, lasse de leurs excès, s'était tournée contre eux : l'armée les méprisait à cause de leur lâcheté devant l'ennemi : « ce sont des vieilles femmes, qui vivent
« sur leur ancienne réputation, disait un pacha, et qui ne
« sont plus bonnes à rien. » Les ulémas, qui jusqu'alors les avaient couverts de l'égide de la religion, commençaient à les abandonner, irrités de leurs railleries et du manque de respect. En 1826, le sultan résolut d'agir : « il crut
« enfin le moment venu de s'ouvrir par le glaive un chemin
« au bonheur public en coupant ces buissons d'épines qui
« s'opposaient à sa marche et déchiraient son manteau
« impérial[2]. »

Une assemblée générale de tous les hauts fonctionnaires de l'empire et des principaux officiers des Janissaires fut convoquée chez le mufti. Le grand-vézir Mohammed-Selim-Pacha fit ressortir l'avilissement où l'insubordination, l'ignorance et la lâcheté avaient fait tomber le corps des Janissaires; il fit appel aux lumières des membres de l'assemblée pour sauver l'empire. La nécessité des réformes ayant été unanimement reconnue, le mektoubdji du grand-vézir lut un projet d'ordonnance pour la formation d'un corps d'infanterie régulière, instruit à l'européenne.

[1] Essaad-Effendi, *Histoire de la destruction des janissaires.*

[2] Id., *ibid.*

« Autrefois les Janissaires étaient des soldats actifs,
« touchant la solde portée en leurs noms sur les rôles. En
« campagne ils étaient tous sous les drapeaux, obéissant
« aux ordres de leur chefs. En l'année 1152 [1], lors de la
« guerre de Morée et de la conquête de Napoli, des
« akindjis, par l'entremise de personnages imprévoyants,
« obtinrent, quoique valides, des traitements de retraite et
« introduisirent parmi les retraités la funeste coutume de
« vendre des billets de paye à des individus étrangers à
« l'armée. Insensiblement cet abus a pris de telles propor-
« tions que l'*odjak* n'a presque plus compté d'hommes de
« guerre ; la désorganisation s'est mise dans ce corps ; à la
« faveur du désordre des espions s'y sont glissés et ont
« attisé le feu de la sédition. Nos ennemis n'ont pas man-
« qué de saisir cette occasion de nous nuire, ils ont osé
« porter leurs mains impures sur la blancheur éclatante
« de l'œuf de l'honneur musulman. Vengeance ! peuple
« de Mahomet... Unissons nos efforts pour élever devant
« notre pays le rempart d'une armée aussi instruite que
« brave, dont les coups, dirigés par la victoire, iront détruire
« l'arsenal des inventions guerrières de l'Europe chré-
« tienne.

« Les éléments de force résident aujourd'hui dans l'étude
« et la pratique des arts militaires ; leur connaissance est
« indispensable pour lutter contre un ennemi discipliné.
« Le Koran nous a tracé notre devoir ; ne dit-il pas :
« Employez pour vaincre les infidèles tous les moyens qui
« sont en votre pouvoir... » Certain d'obéir aux pres-
« criptions de la religion, le gouvernement, animé de
« l'esprit du prophète, a résolu, pour affermir la puissance
« ottomane et rendre au nom musulman tout son lustre,
« de créer un nouveau corps d'akindjis, tirés de l'odjak
« des Janissaires. » Tels sont les considérants du projet.
Suivaient 46 articles dont voici la substance : réorgani-
sation du corps des Janissaires ; formation d'un corps,
composé à raison de 150 hommes pour chacune des cin-

[1] De l'hégire.

quante et une odas des Janissaires à Constantinople; introduction des exercices européens ; avancement réglé par un tableau de roulement ;allocation de pensions de retraite aux officiers et aux soldats qui se distingueraient.

Tous les assistants apposèrent leurs cachets au bas de l'engagement écrit d'employer toutes leurs forces à faire triompher les projets de Sa Hautesse ; le mufti rendit un fetwa menaçant des peines les plus sévères quiconque blâmerait les réformes ou chercherait à exciter des troubles. L'acte fut lu ensuite aux officiers et aux sous-officiers des Janissaires et reçut leur approbation. Le 12 juin, commencèrent sur l'Et-Meïdani les leçons d'exercice pour les officiers.

Mais la nouvelle ordonnance était à peine promulguée qu'une révolte éclatait. Tous les admirateurs du passé, tous les fanatiques crièrent au sacrilège et ceux-là mêmes des chefs des Janissaires, qui avaient, les premiers, applaudi à ces réformes, conspiraient en secret pour les faire avorter. Le grand-vézir, « pour couper avec les ciseaux de la menace « la langue des bavards dangereux[1] », lança une proclamation édictant la peine de mort contre ceux qui se permettraient de critiquer les mesures arrêtées par le gouvernement. Cette menace hâta l'explosion du complot. Dans la nuit du 16, les officiers subalternes et les soldats des Janissaires se réunissent sur l'Et-Meïdani, et, au point du jour, s'ébranlent aux cris de « Mort aux donneurs de fetwas. » Mahmoud se trouvait alors à Béchiktach ; pendant qu'il revenait en toute hâte au sérail, le grand-vézir ordonnait aux chefs de corps de réunir leurs troupes. Le mufti, accouru un des premiers, convoqua à la défense du padischâh les docteurs de la loi, les professeurs et les étudiants des médressés. Bientôt le sultan arrive, déploie le sandjak-chérif et appelle les vrais croyants sous l'oriflamme sainte. A la vue du drapeau du prophète, la population entière se lève, se précipite sur la place du sérail, et se groupe autour « du cyprès « majestueux du jardin de la victoire, de l'étendard vert « du prince des prophètes.[2] »

[1] Essaad-Effendi.
[2] Id.

Les Janissaires avaient formulé leurs exigences : ils ne poseraient les armes que lorsqu'on leur aurait livré les auteurs de la nouvelle loi. Mais Mahmoud n'était pas un de ces princes pusillanimes, trop heureux d'apaiser une sédition hurlante, en lui jetant quelques têtes en pâture : des armes et des munitions sont distribuées au peuple qui marche sur la mosqué d'Ahmed, aux cris d'Allah eckbar !

Les avant-postes des rebelles occupaient la mosquée de Sultan-Bayezid et toutes les rues conduisant à Sultan-Akmed ; ils furent rapidement forcés et refoulés dans l'Et-Meïdani [1] : le sanglier était acculé dans sa bauge. Avant de commencer l'attaque, Ibrahim-Aga essaya de faire rentrer les Janissaires dans le devoir ; « mais vouloir persuader « des têtes opiniâtres, c'est vouloir faire tenir une boule « sur un dôme. [2] » Le feu est ordonné, mais les canonniers hésitent ; un moment de faiblesse et tout est perdu : un officier déterminé, Kara-Djehennen, court à un des canons, et tire son pistolet sur l'amorce de la pièce : « La mitraille « ouvrit une rue sanglante dans les rangs des rebelles ; « l'action était engagée. L'artillerie tonna de toutes parts, « une fusillade bien nourrie crépita comme grêle sur les « masses confuses des Janissaires éperdus et la bataille « dégénéra bientôt en massacre. Ce fut une véritable bou-« cherie, on ne fit pas de quartier : les casernes où les « fuyards s'étaient retranchés furent incendiées et ceux « qui avaient évité le fer, périrent dans les flammes. On « varie beaucoup sur le nombre des morts, les uns le « portent à 10,000, les autres à 20,000, quelques-uns plus

[1] Il ne faut pas confondre l'Et-Meïdani (marché à la viande) avec l'At-Meïdani, l'hippodrome des Grecs du Bas-Empire.

L'At-Meïdani se trouve derrière le sérail; cette place est bornée, d'un côté, par la mosquée de Sultan-Ahmed, des autres, par des ruines ou des bâtiments particuliers.

L'Et-Méïdani se trouve au bout de l'At-Meïdan. C'était sur cet emplacement que se faisaient les distributions de viande aux janissaires; leurs casernes se trouvaient tout autour.

[2] Essaad-Effendi.

« haut encore. On jeta tous ces cadavres à la mer, et pen-
« dant plusieurs mois, les poissons, putréfiés de chair
« humaine, ne furent pas mangeables [1]. »

Profitant de la terreur inspirée par cette terrible repression, Mahmoud publia le hatti-chérif suivant : « Nul
« n'ignore parmi les musulmans que c'est grâce à la puis-
« sante influence de l'esprit religieux, que la monarchie otto-
« mane a pris naissance et a grandi de manière à embrasser
« successivement l'Orient et l'Occident. Les Janissaires, ré-
« gulièrement organisés, ont rendu à l'État de grands ser-
« vices et souvent fixé la victoire sous nos drapeaux. Mais un
« mauvais esprit s'est introduit parmi eux ; depuis un siècle,
« ils ont maintes et maintes fois bravé l'autorité de leurs
« chefs; ils ont fui devant l'ennemi. Leur indiscipline,
« leur lâcheté, ont livré nos provinces et nos forteresses aux
« ennemis de la religion. Il fallait mettre fin à ces désor-
« dres. Le grand-vézir, le mufti, les ulémas et tous les
« grands de l'empire, réunis en assemblée générale, autour
« de l'étendard du prophète, dans la mosquée de Sultan-
« Ahmed, ont décidé à l'unanimité la suppression de l'od-
« jak des Janissaires et la création de corps nouveaux qui,
« par leur discipline et leur instruction militaires, soient
« capables de lutter contre les ennemis. Les nouvelles
« troupes porteront le nom de soldats victorieux de Maho-
« met. L'illustre vézir Hussein-Pacha les commandera.
« Quiconque osera agir ou parler contre le vœu univer-
« sel sera châtié par le glaive. »

Les réformes.

Mahmoud ne s'arrêta pas là ; tous les gens sans feu ni lieu durent quitter la capitale : 20,000 vagabonds furent expulsés et internés dans l'intérieur. L'abolition de l'ordre des derviches Becktachis suivit de près celle des Janissaires. Ces moines fanatiques, adversaires déclarés de toute innovation, affiliés aux Janissaires, jouissaient d'une

[1] Théophile Gautier, *Constantinople*.

grande influence sur le bas peuple, ils pouvaient devenir dangereux. On les accusa de professer des maximes contraires au Koran et de faire de leurs tékés des lieux de débauche et de prostitution : sur un fetwa, rendu par le mufti et les principaux ulémas, les trois chefs les plus influents furent décapités, les tékés détruits, l'ordre proscrit, tous ses membres chassés de Constantinople (10 juillet). Les sipahis, les silihdars, les ouloufedjis disparurent, les autres milices subsistèrent, mais entièrement modifiées et réorganisées d'après les principes suivis en Europe. A la fin de l'année, 20,000 hommes étaient déjà rompus à la nouvelle tactique.

On a agité la question de savoir si la suppression des Janissaires a été un bien ou un mal pour l'empire ottoman. Les lignes suivantes du comte Pozzo di Borgo, ambassadeur de Russie à Paris, écrites deux ans après, démontrent victorieusement que Mahmoud, en détruisant cette soldatesque ingouvernable, a trouvé une de ces illuminations du génie qui sauvent les empires.

« L'empereur a mis le système turc à l'épreuve et Sa Majesté l'a trouvé dans un commencement d'organisation qu'il n'avait pas eue jusqu'ici. Si le Sultan a pu nous opposer une résistance plus vive et plus régulière, tandis qu'il avait à peine réuni les éléments de son nouveau plan de réformes et d'améliorations, combien l'aurions-nous trouvé formidable dans le cas où il aurait eu le temps de lui donner plus de solidité [1] ! »

La main de fer du Sultan avait broyé tous les obstacles, mais la révolte, foudroyée dans la rue, n'avait pas renoncé à la lutte et à la vengeance.

Au mois d'août, un incendie, allumé par les partisans des institutions condamnées, détruisit la huitième partie de la ville : les pertes s'élevèrent à 150 millions de francs. Mahmoud ne fut pas au-dessous des circonstances : il donna un abri dans le sérail et les palais impériaux à tous les malheureux sans asile, il prodigua les secours de tout

[1] Dépêche du 19 novembre 1828.

genre et fit rebâtir, à ses frais, les marchés publics et une partie des boutiques. Il fut impitoyable pour tous ceux contre qui s'élevait la moindre charge et combattit le fanatisme par la terreur. Vers le milieu d'octobre, un vaste complot ourdi par un ex-derviche, Souledji-Ahmed fut étouffé dans le sang.

La guerre avec la Russie entrava un moment, sans les arrêter, les nobles efforts que tentait Sa Hautesse pour mettre son peuple au niveau des autres nations de l'Europe. « Je veux, disait-il, faire le bien de mon pays et recon-« struire, sur les bases de la religion et d'après les prin-« cipes de la loi, l'édifice qui doit assurer le bonheur et « le repos de mes sujets. » Son ardeur et sa persévérance croissaient avec les difficultés : tout en poursuivant activement la réorganisation de l'armée, il créait un ordre civil et militaire le *Nichan-Iftikar*[1], et faisait publier un journal, le moniteur ottoman. Pour mieux braver les préjugés, il introduisait les coutumes et les usages de l'Occident, il donnait des fêtes, des concerts, des bals à l'européenne, établissait la formalité des passeports, prohibait le port du turban et prêchait d'exemple, en s'habillant à la franque. En vain Mustapha-Pacha soulève l'Albanie, Reschid-Pacha, après une année de combats et négociations, triomphe de la rébellion (1830). En vain les insurrections se multiplient en Macédoine, en Bosnie, à Bagdad ; en vain le peuple de Constantinople témoigne son mécontentement par plusieurs tentatives de brûler la ville, rien ne put faire dévier le réformateur de la ligne de conduite qu'il s'était tracée. La plus effrayante de ces manifestations populaires fut l'incendie du faubourg de Pera, résidence des Européens : 10,000 maisons furent réduites en cendres : « Dieu est grand, s'écrièrent les fanatiques, il a puni les « ghiaours de leur crime de Navarin. C'est ainsi que le

[1] Sélim III avait créé, en 1798, une décoration représentant le soleil et une étoile en or et en diamants, qu'il donna à des généraux, à des ministres européens et à plusieurs de ses sujets chrétiens, mais il n'avait osé la conférer à aucun Ottoman.

« prophète avertit le renégat padischâh d'obéir à ses lois « et de ne pas souiller le siège de son empire par ses « liaisons avec les infidèles. »

En août 1834, fut créée une milice régulière et permanente sous le nom d'*akaciri-redifeï-mançouri*, destinée à remplacer ces levées en masse qui ne produisaient que des bandes de pillards, mais de soldats, point. Les écoles de marine, d'artillerie et du génie, fondées par Mustapha III, s'ouvrirent de nouveau ; une école militaire fut instituée sur le modèle de l'école de Saint-Cyr. Des bateaux à vapeur sillonnèrent le Bosphore étonné ; un fetwa du mufti ordonna l'établissement de quarantaines et de lazarets contre la peste. En même temps la Porte renonçait à son système d'isolement et accréditait des ambassadeurs en Europe. Enfin le sultan osa violer ouvertement une des prescriptions les plus absolues du Koran : il fit frapper des monnaies à son effigie [1] et placarder son portrait dans toutes les casernes [2]. C'en était trop pour les zélés musulmans, ils coururent aux armes, à l'instigation des ulémas ; ils furent écrasés : 4,000 cadavres furent jetés à la mer. Mahmoud était résolu à faucher, sans relâche, tout ce qui se dresserait sur sa route. Le moindre propos hostile fut puni de mort ; il fut interdit de stationner dans les cafés, hors le temps nécessaire pour boire une tasse de café et fumer un tchibouk. Le fanatisme poussait cependant les dévots à braver le sultan ; ils recherchaient toutes les occasions de monter au ciel par le martyre. Entouré de ses gardes, le padischâh traversait le pont qu'il avait fait construire entre

[1] Mohammed II, le conquérant de Constantinople, avait été le seul souverain ottoman qui eût fait frapper des pièces à son effigie. Elles portent en exergue : *Magnus princeps et magnus amiras Mahomet* ; d'autres portent cette inscription : *Magni sultani Mahomet II imperatoris*.

[2] Au dix-huitième siècle, d'après d'Ohsson, qui affirme l'avoir vue, il existait, au sérail, une collection des portraits de tous les sultans. Il était de la plus grande difficulté, même pour les ambassadeurs, d'obtenir la permission de visiter cette galerie. Ils ignoraient même presque tous ce fait. — Voyez d'Ohsson, *Tableau de l'empire ottoman*, tome IV (première partie).

Stamboul et Galata, quand un derviche, appelé Scheïkh-Satchili, et que le peuple vénérait comme un saint, saisit la bride du cheval, en s'écriant :

« Ghiaour Padischâh, n'es-tu pas repu d'abominations? Allah te demandera compte de ton impiété. Tu ruines l'islamisme et attires la malédiction du prophète sur nous tous! » Les officiers essayèrent de lui faire lâcher prise et le sultan, haussant les épaules dit : « C'est un fou! » « Fou, reprit le derviche avec indignation, non! je ne suis point fou. C'est toi, Padischâh ghiaour, ce sont tes infâmes conseillers, c'est vous autres qui êtes des insensés. L'esprit de Dieu parle par ma bouche; je dois lui obéir et confesser la vérité; il m'a promis en récompense, la couronne du martyre. » Son vœu fut exaucé : il fut conduit au supplice. Ce duel gigantesque entre un homme et toute une nation dura tout le règne de Mahmoud : l'homme ne faiblit pas un instant.

Voulant se rendre un compte exact de la situation de l'empire, et persuadé qu'il est des choses que, seul, l'œil du maître peut apercevoir, il visita en détail les provinces de l'Europe, « afin de mettre sous la protection de son « ombre éternelle les peuples et les rayas de ces contrées, « en faisant luire à leurs yeux la lumière d'équité et de « miséricorde [1]. » Les établissements militaires, les hôpitaux, les mosquées, furent surtout l'objet de sa sollicitude; il accueillit toutes les réclamations, écouta toutes les plaintes, redressa tous les torts, donna satisfaction à tous les griefs et affirma hautement sa volonté de voir la plus parfaite harmonie régner entre tous ses sujets, *sans distinction d'origine ni de culte* (1837). Enfin, reconnaissant l'insuffisance du Koran, jusqu'alors base de la jurisprudence ottomane, il couronna son œuvre en préparant un code plus complet et en rapport avec les mœurs modernes.

[1] Essaad-Effendi.

Révolte de Méhémet-Ali (1831). Bataille de Konieh (1832) : traité d'Unkiar-Skélessi.

Pendant que Mahmoud tirait l'empire de sa léthargie, de nouvelles complications surgissaient qui menaçaient l'existence de la dynastie.

La paix était à peine signée avec la Russie que la Porte perdait Alger. L'insolence du dey avait décidé le gouvernement français à en finir une bonne fois avec ce nid de pirates. Malgré la jalousie et l'attitude menaçante de l'Angleterre, malgré l'intervention du sultan, l'amiral Duperré appareilla, et le 5 juillet le comte de Bourmont débarquait devant Alger, écrasait les Arabes sur le plateau de Staouëli et s'emparait de la ville (1830).

Alger était depuis longtemps indépendant de fait, sa chute ne blessait que l'orgueil ottoman, mais dans la lutte qui allait s'engager entre l'Egypte et la Porte, le trône d'Osman était en jeu.

Plus heureux que son suzerain, Méhémet-Ali avait accompli dans ses États les mêmes réformes, sans se heurter aux mêmes résistances. Mahmoud ne s'était pas encore mesuré avec le préjugé et la routine, que le pacha avait transformé son gouvernement ; son armée, organisée par le colonel Selves (Soliman-Pacha), commandée par des officiers français, abondamment pourvue d'un matériel perfectionné, sans cesse tenue en haleine par des expéditions contre les peuples voisins de l'Egypte, avait une discipline qui manquait aux recrues ottomanes. Les embarras occasionnés au sultan par la résistance du vieux parti turc, parurent à Méhémet-Ali offrir le moment favorable pour la conquête de son indépendance ; cependant résolu à ne jeter le masque qu'à la dernière extrémité, il chercha des prétextes pour colorer sa révolte. Il commença par refuser de payer le tribut arriéré de dix-huit mois, arguant que les sacrifices qu'il s'était imposé pendant la dernière guerre en étaient largement l'équivalent ; enfin, ses démêlés avec Abdullah, pacha d'Acre, lui fournirent

l'occasion désirée. Sommé de retirer la protection qu'il accordait à la contrebande des denrées de l'Égypte et de livrer des fellahs qui avaient cherché un asile dans son gouvernement, Abdullah refusa : aussitôt 50,000 kommes, commandés par Ibrahim, envahirent la Syrie (20 octobre 1831). Dans l'espace de quelques jours, Jaffa, Gaza, Kaïffa, sont enlevées et Abdullah est cerné dans Acre. Le sultan ordonne à Méhémet-Ali de rappeler ses troupes et de lui soumettre le différend, promettant bonne et prompte justice. Le pacha répond en mettant pour condition à son obéissance l'investiture de la Syrie. Un hatti-chérif le déclare *fermanli* (excommunié), et Hussein-Pacha reçoit l'ordre de marcher contre les Égyptiens. Cependant Acre, quoique vaillamment défendue, était à la dernière extrémité; le 27 mai 1832, Ibrahim donna l'assaut et, après une lutte désespérée, Abdullah fut forcé de se rendre. L'armée ottomane, qui s'avançait au secours de la place, est battue devant Damas qui ouvre ses portes au vainqueur (14 juin); le pacha d'Alep essaye en vain d'arrêter Ibrahim à Homs, sur l'Oronte, il perd 3,000 hommes et toute son artillerie; Hussein-Pacha, l'exterminateur des janissaires, écrasé à son tour à Beïlan, entre Alexandrette et Antioche, peut à peine rallier 10,000 hommes (29 juillet).

Méhémet-Ali renouvela alors sa demande des quatre pachaliks de la Syrie; le sultan ne voulut rien entendre, et une nouvelle armée fut confiée à Reschid-Pacha. Brave, intelligent, énergique, doué de remarquables talents militaires, le nouveau serasker ne pouvait compter sur ses troupes, inexpérimentées, encore mal exercées et démoralisées par leurs récents désastres. 30,000 Ottomans restèrent sur le champ de bataille de Konieh; Reschid, désespéré de la fuite de ses soldats, se jeta, le sabre au poing, au milieu des rangs ennemis : la mort ne voulut point de lui; il fut fait prisonnier et conduit à Ibrahim qui le traita avec les plus grands égards (21 décembre). Le vainqueur était libre de marcher sur Constantinople; rien ne pouvait l'arrêter. L'entourage européen de Ibrahim l'engageait vivement à précipiter sa marche; il ne s'agissait plus de la

Syrie, mais de substituer une dynastie à une autre et de reconstituer l'empire arabe. Méhémet-Ali n'avait pas cette hauteur de vues ni cette élévation d'ambition, il ne désirait que l'indépendance et un agrandissement territorial : ce conflit, qui pouvait devenir la lutte de deux nationalités, resta circonscrit dans la sphère d'une guerre entre suzerain et vassal.

Cependant Ibrahim s'était avancé jusqu'à Brousse et menaçait Scutari ; Mahmoud effrayé accepta les offres de secours que lui faisait, au nom du czar, le général Mouravieff. Les représentations de l'ambassadeur de France, M. de Varennes, portèrent cependant la Porte à reprendre les négociations avec Méhémet-Ali ; mais les exigences de ce dernier avaient augmenté : il ne se contentait plus de la Syrie, il voulait en outre le district d'Adana. Le Divan déclara ces conditions inadmissibles et Ibrahim marcha sur Scutari. Mahmoud appelle alors les Russes qui débarquent 15.000 hommes dans la ville et se préparent à la défendre. Effrayés de cette intervention, les ambassadeurs de France et d'Angleterre démontrent au sultan le danger de laisser la Russie prendre pied au cœur de l'empire; mieux vaut encore capituler devant le sujet rebelle. Le sultan se laisse persuader et le 5 mai 1833, le vice-roi consent à évacuer l'Asie Mineure, moyennant la cession des pachaliks d'Acre, d'Alep, de Tripoli et de Damas, avec leurs dépendances. Ibrahim recevait l'investiture du pachalik d'Adana.

L'occident avait abandonné la Turquie ; seule la Russie lui avait témoigné une sympathie effective, et en apparence désintéressée ; Mahmoud, aveuglé par le ressentiment, séduit par les promesses de Saint-Pétersbourg, signa avec Nicolas un traité d'alliance offensive et défensive. Ce traité d'Unkiar-Skelessi annihilait l'indépendance politique de la Porte, en reconnaissant à une puissance étrangère le droit d'intervenir dans les troubles intérieurs de l'empire : la Turquie se mettait à la merci de l'autocrate de toutes les Russies.

Rapports entre l'Égypte et la Turquie : bataille de Nezib (1839). Mort de Mahmoud : son caractère.

La querelle entre l'Égypte et la Turquie n'était pas vidée, elle n'était qu'assoupie; des deux côtés, en prévision d'une rupture, on pressait activement les armements, et on se préparait en silence. Au commencement de 1834, une prise d'armes des montagnards de la Palestine, dont Ibrahim avait châtié sévèrement les brigandages; le mécontentement de la population musulmane de Syrie, qui ne pouvait pardonner au fils de Méhémet-Ali d'avoir proclamé et mis en pratique l'égalité des mahométans et des chrétiens; toutes ces causes firent concevoir au sultan l'espoir de se venger de son rival et une armée ottomane envahit la Syrie. Ibrahim, vainqueur de l'insurrection, prit position sur l'Euphrate et observa les mouvements de son adversaire. La diplomatie européenne s'entremit : la Russie et l'Angleterre poussaient le Grand-Seigneur à la guerre; la France était ouvertement disposée en faveur du vice-roi d'Égypte. Méhémet-Ali demanda l'hérédité de ses possessions territoriales; la Porte accéda à cette demande pour l'Égypte, Acre et Tripoli, mais réclama la restitution du reste de la Syrie. Le vice-roi brûla ses vaisseaux : il cessa de payer le tribut et se déclara indépendant. La diplomatie travailla vainement à un accomodement; sur les con seils de la Russie, Mahmoud donna l'ordre à Hafiz-Pacha d'ouvrir les hostilités. Le 21 avril 1839, la première colonne de l'armée turque franchit le fleuve près de Bir, tandis qu'Ibrahim établissait son quartier général à Alep et occupait Nezib, à trois lieues de Bir. Le sérasker n'avait pas l'intention de forcer Ibrahim dans Alep; son plan consistait à marcher rapidement sur Damas. Il comptait sur un soulèvement des habitants de cette ville, la plus fanatique de tout l'Orient musulman, sur la coopération des montagnards de Naplouse et des Mutualis du Liban. Les Druses et les Maronites de l'émir Beschir accoururent sous les drapeaux d'Ibrahim; Méhémet, profitant de la

haine des Arabes contre les Ottomans, fit appel au désert. Les scheikhs des Bédouins envoyèrent 20,000 cavaliers et le chérif de la Mecque offrit toute la population valide de l'Hedjaz.

Le 29 juin, les deux armées se heurtèrent à Nezib : l'armée ottomane fut anéantie; Hafiz-Pacha se retira sur Marasch, abandonnant 160 pièces de canon.

« Les bagages, l'artillerie, un immense butin et bon « nombre de prisonniers sont entre nos mains, écrivait « Ibrahim à son père. Je veux poursuivre les ennemis, « mais je n'en trouve plus. Après un combat de deux « heures, l'armée ottomane s'est débandée et a pris la « fuite avec une telle précipitation que nous n'avons pu la « rejoindre. »

Mahmoud n'eut pas la douleur d'apprendre le triomphe du rebelle. Le 1er juillet, il mourait subitement.

Si Mahmoud a été moins heureux que Pierre le Grand dans sa tentative de rénovation, cela tient surtout à ce que Pierre le Grand a trouvé une nation encore barbare, par cela même neuve, et qu'il était plus facile de façonner et de pétrir ; Mahmoud, au contraire se heurtait à des institutions séculaires: elles étaient nées et avaient grandi avec l'empire dont elles avaient autrefois fait la force et la puissance. Le sabre les avait établies, la victoire les avait consacrées, la religion les avait sanctifiées. La Russie, née d'hier, n'avait pas à proprement parler d'histoire nationale, il était moins dangereux d'innover; elle n'avait pas fait trembler l'Europe, elle qui était restée tributaire des Mongols pendant deux siècles; il n'y avait pas à lutter contre les souvenirs glorieux du passé; elle faisait partie de la religion de toute l'Europe, le christianisme, il n'était pas à craindre de voir le fanatisme religieux s'élever contre les institutions empruntées à des peuples chrétiens. Mahmoud devait obliger une nation ignorante et pleine de mépris pour les autres peuples à reconnaître la supériorité intellectuelle politique et militaire de ceux qu'elle dédaignait. Pour la contraindre à adopter les idées, les mœurs, les coutumes de ceux qu'elle regardait comme

des chiens, il devait s'attaquer à tout ce qui était l'objet du respect et de la vénération des musulmans. Il devait, lui chef suprême de la religion, lui le khalife, l'ombre d'Allah sur terre, violer les prescriptions les plus absolues de la loi religieuse et entrer en lutte avec le livre saint, dicté au prophète par un messager céleste! Cette tâche, Mahmoud l'a entreprise sans hésiter.

La nation ottomane n'était pas mûre, a-t-on dit, pour ces réformes; il eut fallu d'abord dissiper la nuit de l'ignorance et du fanatisme, et préparer lentement les esprits à l'introduction de la civilisation moderne. On a blâmé la violence déployée pour briser les résistances et le despotisme avec lequel il a imposé ses réformes. Mais quand il s'agit de faire table rase des croyances et des institutions d'un peuple, quand il s'agit de lui faire adorer ce qu'il a brûlé, toutes les subtilités du parlementarisme échoueraient; l'autocratie seule a la force nécessaire pour vouloir et pour pouvoir. Si la civilisation est fille du temps, si elle répugne à la force brutale, il n'en est pas moins vrai que Mahmoud, en portant une main hardie sur l'arche sainte, a ouvert au progrès une voie tellement large, qu'il ne faudrait qu'un autre padischah, doué de la même force de volonté, pour parachever son œuvre et triompher des derniers obstacles. Pouvait-il, du reste, choisir ses moyens et ajourner l'exécution de ses plans? Non. L'empire croulait de toutes parts, sous le poids des désordres intérieurs, de la mauvaise administration, de la routine et de l'affaissement général des institutions; ses jours semblaient comptés. Aux situations désespérées il faut des remèdes héroïques. Ce n'est point avec des constitutions qu'on sauve les empires; croit-on que Mahmoud eût pu accomplir ses réformes s'il avait dû les soumettre à l'approbation d'une chambre élective? Poser la question, c'est la résoudre.

A quelque point de vue qu'on envisage son œuvre, quel que soit le jugement sur l'opportunité et l'efficacité de ses réformes, sur les moyens adoptés pour les mener à bonne fin, Mahmoud II n'en restera pas moins la figure la plus énergique et la plus grande de la Turquie moderne.

LA TURQUIE CONTEMPORAINE

CHAPITRE XXII

ABD'UL MEDJID (1839-1861).

La quadruple alliance et Méhémet-Ali. — Question du Liban. — L'Angleterre au Liban : massacres de 1845. — Le Tanzimat. Convention de Balta-Liman (1849). Question des Lieux Saints. — Guerre avec la Russie : opérations sur le Danube. Campagne de Crimée. Traité de Paris (1856). — Hatti-Humayoun de 1856. — Massacres des chrétiens à Djedda, au Liban et en Syrie : héroïsme de l'émir Abd-el-Kader. Intervention de la France. — Mort d'Abd'ul Medjid : son caractère.

La quadruple alliance et Méhémet-Ali.

Le fils aîné de Mahmoud, Abd'ul Medjid, lui succéda. Son premier acte fut de confier le sceau à Khosrew-Pacha et d'imprimer une nouvelle impulsion aux opérations militaires. Mais la Porte n'avait pas d'armée à opposer à Ibrahim, et la défection du kapoudan-pacha Ahmed qui, en haine du grand-vézir, passa avec toute la flotte à l'ennemi, lui porta le dernier coup. Le Divan allait se plier aux exigences de Méhémet-Ali, quand les puissances européennes intervinrent et invitèrent le sultan à ne rien décider sans leur concours (28 juillet 1839).

La *question d'Orient* était officiellement posée; un moment, on put croire qu'elle allait entraîner une conflagra-

tion universelle. L'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Prusse, signèrent avec la Porte (15 juillet 1840) un traité par lequel le vice-roi conservait la possession héréditaire de l'Égypte et la possession viagère d'Acre, à condition d'évacuer, dans un délai de dix jours, l'Arabie, la Syrie, Candie, etc.... En cas de refus, Méhémet-Ali était dépouillé de tous ses États, et les quatre puissances, faisant l'office de gendarmes, se chargeaient de l'exécution de la sentence de déchéance. En France, l'opinion publique prit fait et cause pour l'Égypte; le ministère Thiers fit de grands préparatifs militaires sur le Rhin et sur la Méditerranée : il était décidé à la guerre. Mais le gouvernement de Louis-Philippe avait inauguré en France la théorie de l'alliance anglaise, il ne voyait que par les yeux de la vieille Angleterre, il oubliait que les alliés de la Grande-Bretagne ont toujours été ses dupes. En outre, bien qu'elle fût née au bruit de la fusillade des *trois glorieuses*, la monarchie de Juillet répugnait à toute démonstration belliqueuse qui eut pu compromettre la prospérité des intérêts matériels. Devant la volonté expresse du roi de rester inactif, le ministère Thiers donna sa démission, et la France abandonna Méhémet-Ali, qui pensait pouvoir, à bon droit, compter sur son appui.

Le vice-roi essaya, malgré tout, de faire tête à la coalition, mais la disproportion des forces était trop écrasante. Une escadre anglaise bombarda Beyrouth, brûla la flotte égyptienne, débarqua un corps d'armée de 9,000 hommes qui, aidé des Maronites, chassa Ibrahim-Pacha du Liban. Latakiéh, Tortose, Tripoli, Saïda, Tyr, tombèrent successivement au pouvoir des alliés; Acre opposa une vive résistance : la ville est écrasée de bombes, l'arsenal fait explosion et Acre, aux trois quarts détruit, capitule. C'était la base d'opérations d'Ibrahim ; là étaient concentrés tous ses magasins de vivres et de munitions; la perte de cette place le forçait à la retraite. En même temps, l'amiral Napier se présentait devant Alexandrie et arrachait à Méhémet-Ali un traité qui ne lui laissait que l'Égypte (27 novembre 1840). La Porte voulut pousser jusqu'au bout la

victoire de ses alliés; elle nomma à la place du vice-roi, un autre pacha et proscrivit le vaincu. Mais l'Angleterre la contraignit à ratifier la convention conclue par sir Napier (2 juin 1841). Enfin le traité du 15 juillet 1841, revisant les traités d'Andrinople et d'Unkiar-Skelessi, ferma les détroits aux bâtiments de guerre de toutes les nations.

Question du Liban.

L'évacuation de la Syrie par les troupes d'Ibrahim avait livré la province à l'anarchie et au désordre. N'étant plus contenus par l'impitoyable justice d'Ibrahim, les musulmans coururent sus aux chrétiens qui avaient à expier la prédominance que leur avait accordée le fils du vice-roi.

Lors de l'extinction de la famille de Maan, au commencement du dix-huitième siècle, le sceptre du Liban était passé dans la famille de Chehab. L'émir Chehab, descendant du prophète, époux de la fille du dernier émir de la famille de Maan, avait été reconnu prince du Liban par tous les chefs de la montagne et le pacha de Saint-Jean-d'Acre. Ce fut sous la famille de Chehab que se constitua. la féodalité au Liban; pour récompenser les principaux chefs qui l'aidèrent dans ses guerres, l'émir leur donna, à titre de gouvernement, divers districts du Liban. A côté de la famille musulmane de Chehab grandissait la famille Druse des Djomblatt, qui comptait plusieurs pachas parmi ses ancêtres et avait dû, par cela même, faire profession publique d'islamisme (les mahométans seuls pouvaient alors parvenir à ce haut grade). La mort du chef de cette famille, Scheïkh-Béchir-Djomblatt, étranglé à Saint-Jean-d'Acre par ordre d'Abd'ullah-Pacha, affermit irrévocablement l'autorité de l'émir Beschir-Chehab. Quand Méhémet-Ali s'empara de la Syrie, l'émir Beschir embrassa son parti, mais Ibrahim s'aliéna les montagnards en voulant les astreindre à livrer leurs armes. Les Anglais intriguèrent auprès des Maronites pour les exciter à se soulever contre les Égyptiens et répandirent parmi eux le bruit

qu'Ibrahim allait établir de force la conscription militaire. Un émissaire du cabinet de Saint-James, M Wood, fut l'âme de ces menées; il promit, au nom de son gouvernement, la reconnaissance solennelle et la confirmation de tous les privilèges du Liban, en récompense de la coopération des montagnards. Le 29 mai, l'établissement d'un cordon sanitaire autour de Beyrouth, nécessité par la peste de Damas, fit croire aux montagnards à des mesures coërcitives pour les punir de leur opposition au désarmement. Une insurrection éclata et en peu de jours Beyrouth, Tripoli, Saïda, furent bloquées par les Maronites. Bien que battus par Osman-Pacha, les montagnards, en harcelant les Égyptiens, en enlevant leurs convois, en permettant aux anglo-autrichiens de débarquer tranquillement, en leur laissant le libre passage des défilés de la montagne, eurent la plus grande part à la ruine des espérances de Méhémet-Ali. En vain la France s'efforça d'éclairer les Maronites sur leurs véritables intérêts; en vain l'émir Beschir adressa à son peuple la proclamation suivante :

« L'arrivée des Anglais dans la rade de Beyrouth n'a « d'autre but que de vous séduire en vous induisant dans « une fatale erreur.

« En conséquence, quiconque recevra des écrits révolu« tionnaires de leur part devra les remettre à mes fils, les « émirs; en cas contraire, il sera puni de mort.

« Quiconque recevra des armes, des munitions ou des « provisions sans l'autorisation de mon gouvernement, sera « puni de mort.

« Quiconque fera bon accueil aux espions qui vien« draient exciter à la révolte sera également puni de « mort. »

Rien n'y fit : les Maronites persistèrent dans leur aveuglement et l'émir Beschir, traîtreusement emmené en captivité par les Anglais et vendu par eux aux Turcs, alla mourir prisonnier à Kadikeuy.

A l'émir succéda son neveu, l'émir Beschir-el-Kassem, que la Porte avait investi du pouvoir le 3 septembre 1840. Prince faible et incapable, le nouvel émir n'était pas à la

hauteur de la situation; les Anglais qui n'avaient qu'un but, ruiner l'influence française en Syrie, s'attachaient à fomenter dans le Liban des troubles qui leur permissent d'y prendre pied. Ils exploitèrent les différences de races, les divergences de religion; ils excitèrent les Druses contre les Maronites, les musulmans contre les chrétiens, et firent naître dans la montagne, jusqu'alors unie, l'antagonisme des races et les haines religieuses. Les Maronites, catholiques et attachés à la France par des liens séculaires parurent aux Anglais trop difficiles à être gagnés; leur perte fut résolue. Les Druses, qui affectaient toutes les religions et qui au fond n'en avaient probablement aucune, devinrent les auxiliaires et les instruments des intrigues britanniques. Les Maronites, cependant, avaient combattu contre Ibrahim pendant que les Druses lui restaient fidèles; ils avaient la parole de l'Angleterre, qui s'était engagée d'honneur envers eux, mais des considérations de ce genre n'ont jamais eu qu'une médiocre valeur aux yeux des politiciens anglais.

Les excitations des agents anglais ne tardèrent pas à porter leurs fruits : une insurrection druse renversa l'émir. Dirigés surtout par Scheïkh-Hamoud-Abou-Naked, les Druses incendièrent les villages de Balaadda et de Haddet en vue même de Beyrouth et attaquèrent Déir-El-Kamar; mais après un combat de quatre jours dans les rues de la ville, ils durent se retirer précipitamment (octobre 1841). M. Wood, celui dont les promesses avaient procuré aux Anglo-Turcs l'appui des Maronites prenant ouvertement parti pour les Druses, osait écrire au général turc : « L'opiniâtreté avec laquelle les chrétiens tâcheront de maintenir leur position et leur ascendant dans « le mont Liban, prolongera cette guerre civile, ce qui « fournira l'occasion aux ennemis des intérêts de la Sublime-Porte de détruire à jamais l'autorité turque dans « ces provinces. »

Sélim-Pacha envoyait à Deïr-El-Kamar deux officiers qui, insultés, maltraités par les Druses, étaient amenés à présider eux-mêmes au désarmement illégal et à la reddition

de la ville. Malgré leur présence, la ville était pillée et l'émir maltraité et dépouillé de ses armes. Nedjib-Pacha, gouverneur de Damas approvisionnait les Druses et leur fournissait en abondance toutes les munitions dont ils avaient besoin. Des troupes irrégulières expédiées de Damas, campaient dans la montagne et y commettaient les plus grands excès. Dans les derniers jours d'octobre 1841, Scheïkh-Chebli-El-Hanan, chef des milices irrégulières de Nedjib-Pacha, à la tête des Druses du Haouran, se présentait au village maronite d'Hassébéyah, au nom de Sélim-Pacha, opérait le désarmement des habitants et les faisait massacrer ensuite. Le viol, le pillage, l'incendie, attestèrent la rage des Druses : des femmes enceintes furent éventrées, des enfants écartelés. La Porte, saisissant l'occasion, destitua brusquement l'émir Beschir, envoya dans le Liban le sérasker Mustapha-Pacha à la tête d'un corps de troupes et plaça à Deïr-El-Kamar un gouverneur ottoman, Omer-Pacha, dont l'administration juste et ferme fut accueillie avec joie par les chrétiens. Les puissances signataires du traité de 1840, protestèrent contre l'établissement du gouvernement direct des Turcs dans le Liban, et la France demanda le rétablissement de la famille de Chehab. La Porte était disposée à céder sur le premier point. « Quant à Omer-Pacha, on ne tient guère à sa per- « sonne, » écrivait le ministre des affaires étrangères, Sarim-Effendi ; quant au second, elle proposa aux ambassadeurs l'envoi d'un commissaire adjoint à Mustapha, chargé de faire une enquête sur la situation du Liban, Vély-Pacha Zadé Sélim-Bey, un des petits fils d'Ali de Tébélen, échappé au massacre de sa famille (17 mars 1842). Pendant toute sa mission, Sélim-Bey ne bougea pas de Beyrouth et refusa de recevoir, sans le consentement préalable de Mustapha-Pacha, les pétitions qui lui furent présentées en faveur de la famille de Chehab. Il adressa à son gouvernement des rapports où il représentait la population comme répugnant profondément au retour de la famille de Chehab et briguant la faveur d'être gouvernée par un pacha. Il fabriqua de faux cachets et les apposa au

bas de prétendues pétitions d'habitants de la montagne. Le 15 septembre, la Porte proposa aux puissances la destitution d'Omer-Pacha, le seul Turc qui, avec Essad-Pacha, ait laissé des regrets au Liban, et la nomination de kaïmakans musulmans pour les Druses et les chrétiens. Le Divan ne deviait pas une minute de la ligne de conduite qu'il s'était tracée : mettre le Liban sous l'obédience directe de la Porte. Après neuf mois de négociations ardues et épineuses, l'institution de deux kaïmakans, un Druse, un chrétien, fut adoptée à titre provisoire. La diplomatie se flattait d'avoir remporté une victoire, mais la Porte ne s'y trompa pas, et Sarim-Effendi, dans un mémorandum remis aux ambassadeurs, n'hésita pas à déclarer cette mesure mauvaise et Rifaat-Pacha la qualifiait de guerre civile organisée. La Porte fidèle à ses plans, détacha du Liban le district de Djebaïl et l'incorpora au pachalik de Tripoli. Les Maronites protestèrent contre cette décision, violation formelle de leurs privilèges et des promesses faites par la Turquie et les coalisés de 1840 et contraire à l'arrangement de 1842. L'archevêque maronite Murad, dans un mémoire adressé aux représentants des cinq puissances à Constantinople, s'écriait :

« Ainsi tout un pays exclusivement chrétien, qui s'étend aux plus hautes cimes du Liban, avec la vallée sainte, berceau des chrétiens maronites, de ces chrétiens qui seuls ont résisté avec succès en Syrie, dès les premiers temps de l'islamisme, au torrent de l'invasion musulmane, Canabine, la résidence vénérée de leur patriarche, les villages d'Édir et de Behéirra ombragés par les cèdres où jamais les Turcs n'avaient pu parvenir et d'où en dernier lieu encore les troupes albanaises de Mustapha-Pacha avaient été victorieusement repoussées; en un mot tous les lieux les plus chers et les plus vénérés des chrétiens libanais devraient subir le gouvernement direct d'un pacha turc. Si jamais cette nouvelle usurpation, aussi exorbitante qu'essentiellement contraire à l'engagement conclu dernièrement entre la Porte et les puissances médiatrices dans l'affaire libanaise, pouvait être tolérée par elles, il ne

resterait plus aux chrétiens du Liban qu'à choisir entre un effort désespéré pour défendre le berceau sacré de leur nation, se mettant en lutte ouverte avec les autorités de la Porte ou bien émigrer de leur chère patrie qu'ils avaient su défendre en de meilleurs temps. »

Ce pays de Djebaïl, composé de sept districts était une des possessions de la famille de Chehab ; c'était une des raisons qui avaient décidé le gouvernement ottoman à l'annexer au pachalik de Tripoli. On affaiblissait ainsi l'élément chrétien dans la montagne et on diminuait le nombre de ceux qui élevaient la voix en faveur des Chehab.

Le gouvernement de la Syrie avait été confié à un vieillard doué d'une haute raison, d'une grande tolérance, animé d'un profond esprit de douceur et d'équité, Essad-Pacha. Dès les premiers jours, il se heurta à une inextricable difficulté, l'organisation des districts mixtes. Deux systèmes étaient en présence, à Stamboul : celui d'une ligne géographique séparant les territoires druse et maronite ; celui de sous-kaïmakans druse et maronite résidant, le premier dans le territoire soumis à l'émir chrétien, le second dans le territoire soumis au chef druse. Dans le premier système, on laissait des districts de chrétiens tout entiers sous la juridiction des Druses, tandis que mille Druses à peine se trouvaient enclavés dans celle des Maronites. On livrait les Maronites à leurs adversaires, les victimes étaient sous la dépendance des bourreaux. C'était le système du consul général d'Angleterre en Syrie, c'était celui que défendait l'ambassadeur d'Angleterre. Le second plaçait à côté de l'émir une autorité subalterne rivale et assez peu compatible avec l'organisation féodale des Druses. C'était le plan du consul de France à Beyrouth, le seul qui permît de sauvegarder les intérêts des Maronites et empêchât de sacrifier indignement une majorité honnête et laborieuse, à une minorité féroce, pillarde et indisciplinée. Essad-Pacha déclara nettement à la Porte qu'il ne pouvait exécuter les ordres qu'il avait reçus sans recourir à la force des armes, il concluait en proposant la restauration de l'émir Beschir. A la lecture du

rapport d'Essad-Pacha, la Porte décida l'envoi d'un nouveau commissaire, Halil-Pacha, favori et gendre du sultan, grand amiral de l'empire. Elle voulait savoir, disait-elle à l'ambassadeur de France, si la présence d'un des grands officiers de l'empire ne faciliterait pas, par son seul effet moral, la tâche qu'Essad-Pacha avait reconnue impossible, et si les lumières de Halil-Pacha ne feraient pas disparaître les obstacles. La Porte se déclarait prête à consentir au retour au gouvernement unique de la montagne, confié aux mains d'un prince de la famille de Chehab, si l'examen des faits amenait Halil-Pacha à partager les idées d'Essad-Pacha. Le premier acte de Halil-Pacha, à son débarquement, fut une proclamation où il déclarait *que la restauration de la famille de Chehab était impossible* et qu'il n'y aurait aucun pardon pour ceux qui oseraient élever la voix en faveur de l'émir Beschir et des Chehab. Il combattit vigoureusement l'opinion d'Essad-Pacha et déclara nettement qu'il n'y avait qu'un gouverneur turc, relevant du muchir de Saïda qui put faire régner l'ordre au Liban (juillet 1844).

L'Angleterre au Liban : massacres de 1845.

L'Angleterre n'avait jamais pu voir sans jalousie la prépondérance politique et commerciale que la France exerçait en Syrie ; elle cherchait toutes les occasions de la détruire et d'élever son influence sur les ruines de l'influence française. La restauration de la famille de Chehab eut porté un coup mortel à ses espérances, aussi ne négligea-t-elle rien pour combattre Essad-Pacha et faire triompher auprès du Divan, déjà trop disposé à les accueillir, les idées de Halil-Pacha. Le catholicisme assurait à la France les sympathies de la population chrétienne du Liban. Avant tout il fallait détruire le catholicisme en Syrie. L'Angleterre commença une énergique propagande protestante, mais les missionnaires anglicans, calvinistes, piétistes, méthodistes, échouèrent complètement auprès

des Maronites invinciblement attachés à leur foi. Les Druses, sans religion positive, toujours prêts à pratiquer extérieurement tous les rites et à professer toutes les croyances, offraient des esprits plus faciles à convertir en apparence. Dès les premiers jours ils avaient offert leurs services à la Grande-Bretagne qui les prit sous sa protection et les couvrit de son égide : l'établissement de la domination druse dans le Liban devait, pensait-elle, lui donner la prééminence en Syrie. La lutte contre l'influence française et le catholicisme réunit l'Angleterre épiscopalienne, la Prusse luthérienne, l'Amérique calviniste et la Russie schismatique, guidées, les unes, par la passion religieuse, les autres par la haine politique. Le consul général britannique en Syrie était alors le colonel Rose, depuis chargé d'affaires à Constantinople en 1853, commissaire de la reine auprès de l'armée française en Crimée, pair d'Angleterre sous le nom de lord Strathnairn et commandant général des troupes anglaises en Irlande. Il manifesta hautement sa préférence pour les Druses, se fit leur avocat, appuya leurs prétentions, produisit leurs réclamations, pallia leurs torts, excusa leurs crimes, calomnia leurs adversaires. Quand le consul de France lui rappelait que c'était en faveur des Maronites qu'avait lieu l'intervention européenne : « Vous pouvez, « disait-il, tenir un pareil langage, mais je ne saurais m'y « associer. »

Quand la Porte ordonna que les chrétiens des districts mixtes seraient soumis aux Druses, le colonel Rose pressa Essad-Pacha d'employer la force pour imposer ce décret; il alla même jusqu'à menacer le vézir. Ce fut lui qui émit le projet de transplanter en masse les Maronites des districts mixtes et parvint à le faire adopter en principe par la conférence des ambassadeurs. Mesure tellement odieuse et révoltante que la Porte refusa d'y adhérer !

« Il a tout fait auprès du pacha pour nous contraindre « à nous soumettre, écrivaient à lord Aberdeen, les députés « du Liban (3 avril 1844), et il a dit qu'il ne cesserait « d'employer tous les moyens pour nous obliger à subir ce

« joug. Il a parlé ainsi : « Puisque vous êtes ruinés et « massacrés vous devez vous soumettre aux Druses. »

Cependant la diplomatie française, grâce à l'énergie du chargé d'affaires à Constantinople, M. His de Butenval, avait obtenu de la Porte la mise en pratique des idées du consul de France à Beyrouth, M. Poujade. Dans les villages mixtes furent installés deux vekils (sous-gouverneur), l'un pour les chrétiens, l'autre pour les Druses, relevant, les uns du kaïmakan chrétien, les autres du kaïmakan druse (sept. 1844). L'ambassade d'Angleterre essaya par tous les moyens d'empêcher la Porte de souscrire à cet arrangement équitable : elle ne put y parvenir, mais sir Strafford fit insérer, après coup, dans des ordres émanés du Divan, que les vekils chrétiens relevraient du kaïmakan druse. Les Maronites refusèrent d'obéir : plutôt que d'être soumis aux Druses, ils préféraient relever du muchir de Saïda. Le kapoudan-pacha, entièrement circonvenu par le colonel Rose, voulait faire marcher les troupes contre les Maronites ; Essad-Pacha, dont la mésintelligence avec Halil-Pacha croissait de jour en jour, refusa péremptoirement.

« Le grand amiral ignore la nature des choses et du « pays, dit-il au consul de France, j'ai eu beaucoup de « peine à lui résister et à l'empêcher de faire des actes qui « auraient amené dans la montagne une conflagration que, « seul, j'ai pu conjurer jusqu'à présent. » Le rappel d'Essad-Pacha et son remplacement par Mohammed-Vedgi-Pacha (mars 1845), laissèrent le kapoudan-pacha et le colonel Rose libres de toute entrave.

Le projet de soumettre les vekils chrétiens au pacha de Saïda, ne pouvait qu'être accepté par la Porte ; les Druses se voyaient arracher leur proie ; l'influence anglaise avait le dessous ; le protestantisme allait, par cet insuccès, perdre le fruit des soi-disant conversions opérées parmi les Druses. Ceux-ci, excités par le colonel Rose, sûrs de l'appui du kapoudan-pacha et de la complaisance des autorités ottomanes, préludaient par des menaces et des assassinats isolés aux massacres qui allaient rendre l'année 1845

si tristement célèbre. Halil-Pacha, tout en protestant de son désir de maintenir l'ordre et de son impartialité, massait les troupes ottomanes dans les villages chrétiens, faisait désarmer les Maronites quand l'occasion se présentait et autorisait la rentrée des scheïkhs exilés à la suite des massacres de 1841. Le 30 avril, les Druses couraient sus aux chrétiens dans tout le Liban, et les massacres commencèrent. Bien qu'inférieurs en nombre, mais organisés féodalement et militairement, commandés par des chefs braves et habitués aux armes, secourus par les troupes turques lorsqu'ils étaient les plus faibles, les Druses écrasèrent les Maronites, malgré leur résistance désespérée. Le commandant des troupes turques, Daoud-Pacha, prit ouvertement parti pour les Druses; il appartenait à ce parti fanatique pour qui le meurtre d'un chrétien est une œuvre pie et un moyen assuré de gagner le ciel. Scheïkh Seyd Djomblatt, que les Anglais voulaient faire nommer kaïmakan druse, annonça à tous les scheïkhs qu'ils pouvaient compter sur la complicité du général ottoman.

« Chers frères, illustres scheïkhs et notables de Har-« roub, vous n'ignorez pas que la nation des infidèles chré-« tiens s'est levée contre les musulmans qui reconnaissent « un Dieu unique. La Sublime-Porte nous a accordé la « faveur de tomber sur eux et d'effacer leurs traces; et « Son Excellence, notre maître, l'illustre Daoud-Pacha, « nous a autorisés et nous a aidés à leur faire la guerre « avec les troupes impériales. Venez attaquer Dublie; les « soldats qui s'y trouvaient en sont sortis, par ordre de « S. E. Mustapha-Bey; faites donc une guerre de religion « et ne craignez rien, car nous et la Porte nous ne faisons « qu'une seule main. »

Le 5 mai, Hamoud-Abou-Naked, le même qui avait pillé Deïr-El-Kamar en 1841, et Scheïkh-Hattar, entraient à Abbey, occupé par les troupes ottomanes. Des ordres sévères avaient été donnés pour qu'on respectât les propriétés et la vie des missionnaires protestants américains et anglais qui habitaient le village; seul le couvent français des capucins n'était protégé par aucune force. Les

Druses envahirent le couvent, et pendant que les troupes turques assistaient à cette scène l'arme au pied, massacrèrent le supérieur, le père Charles de Lorette, ainsi que deux prêtres maronites, mirent le feu à l'église et brûlèrent les cadavres des victimes. Les chrétiens réfugiés dans le palais de l'émir Essad-Chehab, forte et massive construction, se battirent en désespérés; les missionnaires américains, tranquilles spectateurs du meurtre des prêtres catholiques, intervinrent alors auprès de Mustapha-Bey et firent accorder une capitulation aux débris de la population d'Abbey. Pour bien apprécier le rôle joué pendant toute cette période par les propagandistes protestants, il suffit de citer quelques paroles échappées au consul des Etats-Unis. La veille de l'assassinat du père Charles, ce diplomate disait, à Beyrouth, dans un salon : *Nos missionnaires n'ont rien à craindre puisque ce sont les Druses qui mettent le feu aux villages chrétiens*[1]. Cette phrase sinistre n'a pas besoin de commentaires, mais quelle lumière ne jette-t-elle pas sur les agissements de la philantropique Angleterre et de la libérale Amérique.

Ce qui avait donné à Abou-Naked la hardiesse d'égorger des Français et d'incendier des établissements où flottait le drapeau tricolore, c'était la certitude de l'impunité et l'assurance qu'il avait reçue de la connivence des autorités ottomanes. C'était le scheïkh Seyd-Djomblatt qui lui avait tracé sa marche d'opérations; la lettre suivante, mise par le consul de France sous les yeux de Vedgi-Pacha et reconnue par lui comme émanant bien du prince de Moktara, en fait foi.

« Illustre frère, père de Kassem, vénérable scheïkh Hamoud, vous avez sans doute appris ce que la nation des infidèles chrétiens a fait chez nous dans le Chouf; *si la Porte et ses troupes ne nous avaient pas secourus*, ils nous auraient dispersés. Maintenant nous avons été autorisés, ainsi que les autres rassemblements des Druses, par S. E. l'illustre Daoud-Pacha à tomber sur la nation chré-

[1] Poujade, consul de France à Beyrouth, *La Syrie et le Liban.*

tienne et à l'anéantir. Conformément à cette autorisation, il est de votre devoir de vous lever, sur-le-champ, avec vos hommes, de tomber sur les chrétiens du Chabbar et de Dublie, de brûler leurs maisons, et *de faire en un mot contre eux ce que vous avez fait la première fois. Ne craignez rien, les troupes mêmes qui sont à Abbey ont l'ordre de vous aider;* c'est donc le moment de profiter de l'occasion pour anéantir cette nation perverse. »

Malgré les plaidoyers des agents anglais en faveur des Druses, malgré le colonel Rose, malgré le secrétaire oriental de l'ambassade anglaise, M. Alison qui vantait *la tolérance religieuse* des Druses, les ambassadeurs, à Constantinople, firent d'énergiques remontrances à la Porte. On leur donna un semblant de satisfaction par la feinte destitution de Halil-Pacha qui passa du ministère de la marine au ministère du commerce, et le ministère des affaires étrangères annonça pompeusement qu'il allait lui-même, sur les lieux, donner satisfaction aux demandes de l'Europe.

Le consul de France à Beyrouth avait déployé, pour protéger les Maronites, une énergie et une activité non moins grandes que celles que le colonel Rose dépensait pour les persécuter; mais M. Poujade était, à chaque instant, arrêté par les ordres du ministère Guizot, dout la timidité n'osait envisager l'effrayante perspective d'un désaccord avec l'Angleterre, tandis que son collègue avait carte blanche pour agir et était toujours sûr d'être soutenu par sir Strafford. Abou-Naked, l'assassin du père Charles de Lorette, avait cependant sur les instances de M. Poujade, fini par être arrêté, après avoir promené la dévastation dans le Liban. Les prêtres égorgés, les enfants écorchés, les femmes violées, traînées nues à la queue des chevaux, toutes les atrocités imaginables avaient marqué le passage de ce bandit. Chékib-Effendi, le ministre des affaires étrangères, le déféra à un tribunal musulman, *pour être jugé sans passion, avec impartialité, suivant la loi musulmane et après la déposition des témoins*. Déclaré innocent, il sortit triomphalement de Beyrouth, entouré d'une

brillante cavalcade de cavaliers druses armés jusqu'aux dents, et escorté de Chékib-Effendi qui l'accompagna jusquà Deïr-El-Kamar. Pour bien prouver aux Maronites qu'ils n'avaient rien à attendre de la France, pour leur démontrer qu'elle était impuissante à leur faire rendre justice, les autorités ottomanes allèrent plus loin; elles s'attaquèrent directement au consulat de France.

Chékib-Effendi, débarqué à Beyrouth, le 14 septembre, eut le lendemain une entrevue avec les consuls et leur demanda de faire retirer, dans un délai qu'il fixerait, tous les nationaux qu'ils avaient dans la montagne. Adhérer aux injonctions du commissaire de la Porte c'était livrer à la merci des troupes ottomanes tous les couvents occupés par des religieux, sous la protection de la France, les églises, les écoles, les bibliothèques; c'était la ruine certaine des couvents de femmes, des établissements religieux, maronites et melkites, qui couvrent le Liban. Chékib-Effendi déclara qu'il ne pouvait protéger la vie de ceux qui n'obtempéraient pas à ses injonctions. Ordre fut donné de désarmer la montagne; les troupes de Namyck-Pacha, commandant l'armée d'Arabistan, étaient venues renforcer celles de Daoud-Pacha, mais c'était uniquement aux Maronites qu'on s'attachait à enlever les armes. La plupart du temps les armes enlevées aux chrétiens étaient données aux Druses. Les troupes ottomanes ne respectaient rien, elles s'installaient dans les couvents, pillaient les églises, les profanaient; le couvent des jésuites à Gazir était saccagé par les soldats d'Ibrahim-Pacha, enfin Halil-Medaouar, interprète arabe du consulat de France, envoyé pour s'opposer aux massacres dont les chrétiens étaient menacés, était arrêté, à Souk, à cinq heures de Beyrouth, et jeté en prison. M. Poujade réclama énergiquement auprès du muchir; pour toute réponse on administra la bastonnade au drogman du consulat.

M. Poujade « heureusement n'avait pas d'instructions : » il ne prit conseil que de l'honneur et de la dignité du nom français ; il donna l'ordre à la frégate *la Belle-Poule*, alors en rade à Beyrouth, de débarquer et de délivrer, par

la force, le prisonnier. Le commandant d'Ornano s'apprêta à bombarder Beyrouth; les chaloupes furent mises à la mer, et une compagnie de débarquement prit position sur le rivage pendant que la frégate s'apprêtait à la soutenir de son feu. Ibrahim-Pacha effrayé, céda et remit Halil-Medaouar aux mains de l'officier français.

Le scandaleux acquittement du scheïkh Hamoud-Abou-Naked avait eu le don de lasser la patience de l'ambassadeur de France. Le 16 octobre 1845 il adressa à Ali-Effendi un ultimatum ainsi conçu :

1° Réintégration immédiate des sujets français dans leurs établissements avec dommages-intérêts pour ceux qui ont été contraints de les quitter par suite du refus de protection.

2° Appel à Constantinople de Scheïkh-Hamoud, pour qu'il y soit statué sur sa conduite.

3° Recherche de ses complices.

4° Payement des indemnités dues pour les couvents d'Abbey.

Ali-Effendi essaya d'user de moyens dilatoires; M. de Bourqueney exigea une réponse catégorique; le 18 la Porte acceptait intégralement l'ultimatum de la France; Scheïkh-Hamoud était exilé *comme réparation politique*, et l'officier qui commandait Abbey traduit devant un conseil de guerre.

Depuis cinq ans l'anarchie désolait le Liban; la Porte ne pouvant établir une autorité directe, finit par s'occuper sérieusement de l'organisation de la montagne. Le principe de la séparation des deux races sous deux chefs distincts prévalut; l'institution des vekils subsista dans les districts mixtes; deux conseils siégèrent auprès du kaïmakan druse et du kaïmakan chrétien, présidés, le premier par l'émir druse, le second par l'émir chrétien. Chaque Divan eut dix membres, cinq juges et cinq conseillers dont deux Druses, deux Maronites, deux melkites, deux Grecs, deux musulmans. Les deux conseils répartissaient les impôts dont la perception et le recouvrement étaient confiés aux kaïmakans, aux mokatadjis,

aux vekils. Dans chaque conseil les juges prononçaient dans les questions judiciaires; toutefois, le kaïmakan, sur l'appel de la partie condamnée, était tenu de faire reviser le procès. Si dans les questions d'impôts, le conseiller et le juge d'une secte se refusaient à signer le rôle d'impôt en prétextant qu'il était préjudiciable aux intérêts de ceux qu'ils représentent, l'affaire était déférée au muchir qui statuerait en dernier ressort. Toute sentence devait être au préalable revêtue de la signature du kaïmakan. Les appointements des membres des conseils étaient fixés à 1,500 francs par an, ceux du substitut du kaïmakan à 1,800 francs, ceux du kaïmakan à 48,000 francs. Lorsque les deux divans possédaient l'appui de la Porte, ils annihilaient le pouvoir des kaïmakans qui n'étaient alors que les premiers commis des medjliss. Les chrétiens étant en majorité dans le divan (six contre quatre), avaient un organe légal pour faire entendre leurs plaintes en cas de lésion de leurs intérêts. C'était l'établissement du régime municipal qui ne pouvait qu'amoindrir le pouvoir féodal de l'émir et des mokatadjis druses. Les Druses n'acceptèrent pas sans murmurer cette organisation qui leur arrachait leur proie; le Liban continua à s'agiter sourdement jusqu'au jour où une immense tuerie des chrétiens dût, cette fois, amener l'intervention armée de la France.

Le Tanzimat. Convention de Balta-Liman (1849).

Les réformes se poursuivaient activement, malgré l'opposition du parti rétrograde. Dès son avènement, Abd-ul-Medjid avait montré qu'il entendait marcher résolument sur les traces de son père. Le 3 novembre 1839, en présence de tous les hauts dignitaires de l'empire, de tous les représentants des puissances, le ministre des affaires étrangères donna lecture du célèbre hatti-cherif de Gulkhané. Cet acte portait principalement : 1° sur les garanties qui sauvegardaient la vie, la fortune et l'honneur des citoyens de l'empire; 2° sur un mode régulier de l'assiette

et de la perception de l'impôt; 3° sur le fonctionnement assuré du recrutement militaire et sur la durée du service. La suppression des monopoles; la répartition de l'impôt proportionnellement à la fortune de chacun; la fixation à quatre ou cinq ans de la durée du service militaire; la promesse d'établir un contrôle pour les dépenses de la guerre et de la marine; la publicité des débats, dans toutes les causes; l'égalité de tous devant la loi[1]; liberté des transactions immobilières[2]; abolition de la confiscation et retour aux héritiers légaux des biens des criminels. Tel est le programme des réformes que se proposait d'accomplir le nouveau sultan. Elles reçurent le nom de *Tanzimat* (pluriel du mot arabe Tanzim, ordre, organisation); poursuivies pendant le règne d'Abd'ul Medjid et de ses successeurs, elles furent en partie réalisées, et restèrent en partie lettre morte. Les *vieux Turcs*, changeant de tactique, au lieu de combatre les projets gouvernementaux par l'insurrection, se bornèrent à leur opposerla force d'inertie; ils ont aussi jusqu'à ce jour paralysé les meilleures intentions et rendu stériles les meilleures mesures de la Porte.

Voici ce qu'écrivaient, en 1867, les consuls anglais de Kustendjé et de Salonique :

« Quelles que soient les intentions dn gouvernement, ses « mesures sont éludées et privées de toute signification « par la mauvaise volonté des autorités locales.

« Devant un tribunal, si un Turc se porte partie plai- « gnante ou défendante, le témoignage d'un chrétien, fut- « il en état de produire cinquante témoins chrétiens, n'est « pas admis; il est obligé d'acheter le témoignage de « deux musulmans[3] ...

[1] « Tant qu'un jugement régulier ne sera point intervenu, *personne* « ne pourra secrètement ou publiquement faire périr une autre per- « sonne par le poison ou tout autre moyen. »

Le sultan n'en a pas moins le droit d'exiler sans jugement qui bon lui semble.

[2] Ce n'est cependant qu'à partir de 1871 que les étrangers ont pu acquérir des biens-fonds en Turquie.

[3] Sur ce sujet de l'achat de témoins musulmans par un chrétien, achat obligatoire, voyez les *Mémoires* du baron de Tott.

« Si le plaignant veut en appeler aux tribunaux supé-
« rieurs, on lui oppose des obstacles, des délais de toute
« nature, et d'ordinaire il retire sa plainte, après avoir
« encouru des dépenses considérables, outre les vexations
« et les tracas de tout genre auxquels il s'est exposé[1].

« Le principal grief des chrétiens, c'est-à-dire la non-
« admission de leurs témoignages devant les tribunaux
« civils, n'a été écarté qu'en apparence, car, dans les cours
« mixtes établies depuis, la proportion entre chrétiens et
« musulmans est telle que les décisions de ces tribunaux
« ne dépendent que des Turcs...

« Quant aux contributions, n'étant pas lourdes, elles
« n'auraient pas été oppressives, si elles étaient impar-
« tialement et équitablement réparties; mais malheureu-
« sement tout le poids retombe exclusivement sur les classes
« pauvres et plus particulièrement sur les agriculteurs
« chrétiens[2].

Si les chrétiens continuaient à subir toutes les avanies, toutes les humiliations de l'hilotisme, les musulmans n'étaient pas moins en butte aux violences de la tyrannie.

« L'Europe s'imagine que les chrétiens seuls sont sou-
« mis, en Turquie, à l'arbitraire, aux souffrances, aux avi-
« lissements de toute nature, qui naissent de l'oppression;
« il n'en est rien ! Les musulmans, précisément parce que
« nulle puissance étrangère ne s'intéresse à eux, sont peut-
« être plus indignement spoliés, plus courbés sous le joug
« que ceux qui méconnaissent le prophète...

« Vos sujets de tout culte sont divisés en deux classes :
« ceux qui oppriment sans frein, et ceux qui sont oppri-
« més sans pitié. Les premiers trouvent, dans le pouvoir
« illimité que vous exercez et qu'ils s'arrogent, une tenta-
« tion à tous les vices; mais les seconds se dégradent eux-
« mêmes au contact pernicieux de leurs maîtres. Obligés
« sans cesse de se soumettre à des caprices odieux, ne

[1] Rapport de M. Stankey, vice-consul à Kustendjé, adressé à l'ambassadeur anglais à Constantinople.

[2] Rapport de M. Wilkinson, consul à Salonique, adressé à lord Stanley, chef du *Foreing-office*.

« pouvant même faire parvenir jusqu'au pied de Votre « trône leurs plaintes légitimes (car leurs tyrans verraient, « dans cet appel respectueux, à votre pouvoir, la pire des « séditions), ils contractent l'habitude d'une incroyable « lâcheté morale. »

Quel est l'auteur d'une peinture si sombre? un homme dont personne ne pourra récuser l'autorité ni la compétence, Mustapha-Fazil-Pacha[1] !

Tel est le système dont le maintien est désiré par les adversaires des réformes; voilà pour quelle cause ils combattent, sous le couvert du zèle religieux. Et ils se disent animés de patriotisme !

La loi du recrutement militaire (1844) amena, en Albanic, une révolte aussitôt réprimée par Reschid-Pacha.

La création de l'université ottomane ; l'institution d'un conseil supérieur de l'instruction; la division de l'enseignement en enseignement primaire, en partie existant, et en enseignement secondaire, tout à créer, jettent les bases de l'organisation de l'instruction publique (1845). L'année suivante sont établis les tribunaux de commerce mixtes, composés mi-partie de musulmans, mi-partie de chrétiens (1846). Enfin, une ordonnance du 15 juin 1850 porte « que l'impôt personnel sera perçu dans les provinces par « les primats des quatre nations; ils procéderont d'après « l'état et la fortune de chaque sujet et consigneront l'im- « pôt perçu au patriarcat ou dans les mains du *khakham* « *bachi* d'où il sera versé au trésor impérial. »

On a vu, par les citations ci-dessus, comment les fonctionnaires de la Porte ont exécuté ses ordres. L'opposition, écrasée dans la rue, s'est retranchée dans la bureaucratie; là elle défie les ministres et les grands-vézirs. Le pays attend le grand homme qui nettoyera ces écuries d'Augias.

Le contre-coup des événements de 1848, en France, s'était fait sentir dans toute l'Europe ; partout les peuples opprimés se levaient pour la revendication de leur nationalité et de leur liberté; partout les trônes chancelaient

[1] Rapport adressé à Sa Hautesse Abd'ul-Azis.

sous les coups de la révolution. La Valachie et la Moldavie ne restèrent pas en arrière : à la nouvelle de l'insurrection de Vienne, tout le pays prit les armes. Le prince Bibesco s'enfuit, et un gouvernement provisoire s'installa, qui appela aux armes la Bukovine, la Transylvanie, la Bessarabie, et rêva la formation d'un empire roumain. Omer-Pacha envahit les principautés ; aussitôt les Russes entrèrent en Moldavie (20 juin 1848). Le gouvernement provisoire prit la fuite et 60,000 Russes occupèrent la Valachie. Au moment où les relations menaçaient de se rompre entre le sultan et le czar, intervint la convention de Balta-Liman. La Porte recouvrait le droit de nommer les hospodars ; un corps d'occupation mixte devait tenir en bride les deux principautés (1849).

Question des Lieux Saints.

La Turquie était tout entière à sa réorganisation intérieure, quand se ralluma la vieille querelle des Lieux saints, querelle qui devait amener la guerre de Crimée. La possession des Lieux saints[1] avait été de tous temps une pomme de discorde entre les Latins, les Grecs et les Arméniens.

D'après les usages de Terre-Sainte, la possession exclusive d'une église par une communauté chrétienne, n'interdit pas aux autres d'y officier : les possesseurs seuls ont le droit de garder les clefs, de réparer et d'entretenir l'édifice, d'allumer les lampes, enfin de balayer (ce qui, aux yeux des musulmans, est le signe le plus remarquable du droit de possession). De tout temps, la garde des Lieux saints avait appartenu aux religieux catholiques, sous la protection de la France. Le firman de 1561 s'exprime ainsi :

[1] La possession des Lieux saints n'impliquait que le droit d'usufruit et non celui de propriété, la loi musulmane s'opposant à ce que les ghiaours possèdent dans le pays des fidèles.

« Les clefs des portes de la grotte où est né Jésus, sont « dans la main des Francs et ce, tant avant que depuis la « prise de cette ville par le sultan Selim Ier jusqu'à la « présente date, sans avoir passé par d'autres mains que « les leurs..... On n'a point connaissance qu'ils aient « cessé de posséder lesdites clefs ni que personne les leur « ait contestées et les en ait dépossédés. *Ils en sont en « possession constante et non interrompue depuis les « temps les plus reculés jusqu'au jour de la date du pré- « sent acte.* »

Un firman d'Osman II (1620) porte :

« Les religieux francs, anciens possesseurs exclusifs de « la grande église de Bethléem et de l'église du tombeau « de la Vierge, ont *volontairement* accordé aux autres « communions chrétiennes des sanctuaires dans l'église « supérieure. Mais la partie inférieure, l'endroit où est né « Jésus-Christ (que le salut soit sur lui !), est le sanctuaire « des religieux francs; aucune autre nation n'y peut pré- « tendre et il est défendu à chacune d'elles d'usurper « désormais ledit lieu ». Le firman fait ensuite défense expresse à tout autre que les religieux francs d'y célébrer la messe.

Le firman de 1633 n'est pas moins précis : il constate *d'après des documents anciens et authentiques*, que les religieux francs sont en possession des Lieux saints depuis la conquête de Jérusalem par le khalife Omar, que cette possession a toujours été effective; il ordonne : « que « les Francs aient, comme par le passé la possession et la « jouissance de la grotte située à Bethléem, dont les Grecs « se sont emparés *par fraude et en produisant de faux « titres*..... en un mot, de tous les lieux dont ils ont eu « jusqu'à présent la possession incontestée et que ni les « Grecs, ni les Arméniens, ni aucune autre nation chré- « tienne ne les trouble et les inquiète..... que dans l'exer- « cice du culte, le préfet des religieux francs ait, *comme « par le passé*, la préséance de tous les religieux des « autres nations. »

Cependant, l'année suivante les Grecs, profitant des

démêlés de la Porte avec la France, crurent le moment venu de déposséder les religieux francs. Le divan fut acheté et leur donna gain de cause. Cette usurpation dura jusqu'en 1673, époque où fut reconnu à la France le droit formel et exclusif de protection des Lieux saints. Les Grecs ne se tinrent pas pour battus, ils mirent en jeu tous les ressorts de l'intrigue, dans laquelle ils étaient, depuis longtemps, passés maîtres. Les drogmans de la Porte, tous de religion et de race grecques, ne se faisaient aucun scrupule de travestir les rapports transmis au Divan et d'altérer impudemment la vérité; ils avaient du reste, pour les seconder, tous les ennemis de la France.

Dignes précurseurs de Basile, les Grecs usèrent habilement de la calomnie; ils ne cessèrent de représenter les religieux francs comme les espions de la France et les instigateurs d'une nouvelle croisade. Ils employaient, en même temps, des moyens plus efficaces et encore plus indignes de gens qui se prétendaient chrétiens : ils s'engagèrent à payer, en outre de l'impôt, des redevances annuelles, au profit des mosquées. C'est ainsi qu'en 1676, ils obtinrent de Mahmoud Ier les clefs, les tapis et les lampes du sanctuaire de Jérusalem : ils les avaient payés mille piastres de rente pour la mosquée de Sultan-Ahmed. Suleyman II restitua aux religieux francs tout ce dont ils avaient été dépouillés (1690). Les Grecs, sans se décourager, continuèrent sourdement leurs menées, et, en 1757, grâce à un odieux guet-apens, leurs bassesses, leurs perfidies et leur trahisons furent enfin couronnées de succès.

« Des pèlerins grecs ayant pillé le couvent catholique de « Jaffa, cette escarmouche amena une attaque générale. « En effet, peu de jours après, à Jérusalem, les schisma- « tiques assaillirent les religieux et les catholiques « enfermés dans l'église du Saint-Sépulcre, brisèrent leurs « lampes, dispersèrent leurs ornements; puis, armés de « procès-verbaux achetés à grands frais, ils se déclarèrent « insultés eux-mêmes et se plaignirent au Divan de la « prétendue irruption des Latins. Enfin trouvant le grand- « vézir favorable à leurs vœux, ils levèrent le masque et

« présentèrent une requête tendant à déposséder entière-
« ment les prêtres francs des Lieux saints..... Le grand-
« vézir fit paraître un hatti-cherif qui porta la première
« et la plus vive atteinte à nos privilèges. Cette ordonnance
« chassait les Latins de l'église de la Vierge et de la grande
« église de Bethléem, et mettait sous la protection des
« Grecs le Saint-Sépulcre et plusieurs autres sanctuaires.
« Les protestations des ambassadeurs français contre cette
« spoliation, fréquemment renouvelées dans la suite,
« furent toujours sans succès[1] ». Les usurpations marchèrent alors rapidement surtout pendant la Révolution française : en 1808, grâce à l'appui incessant et infatigable que leur prêtait la Russie, les Grecs s'étaient emparés de tous les Lieux saints. Cet état de choses dura pendant la première moitié du dix-neuvième siècle, mais au mois de mai 1851, la France, invoquant les capitulations de 1740, réclama de la Porte la formation d'une commission mixte pour procéder à l'examen des titres des Latins et des Grecs. Le cabinet des Tuileries revendiquait : le monument du Saint-Sépulcre, dans l'église du même nom, à Jérusalem ; la grande coupole bâtie au-dessus du Saint-Sépulcre ; la pierre de l'Onction ; les tombeaux des rois francs ; les sept arceaux de la Vierge ; l'église de Gethsémani et le tombeau de la Vierge ; l'église supérieure de Bethléem, avec toutes ses dépendances ; la possession mixte de l'autel du Calvaire.

La Russie opposa son veto aux demandes de la France. Sous cette pression, la commission des Lieux saints, tout en reconnaissant la justesse des réclamations françaises, proposa le maintien du *statu quo*, hors l'admission des Latins dans le sanctuaire de la Vierge et celle des Grecs dans le sanctuaire de l'Ascension.

Les Grecs triomphaient ; leur insolence ne connut plus de bornes. Confiants dans la protection de la Russie, regardant le czar comme l'arbitre de l'Europe, persuadés de son omnipotence, ils en vinrent à ce degré de folie

[1] Comte de Marcellus, *Souvenirs de Grèce.*

vaniteuse de prendre leurs rêves insensés pour des réalités : ils songèrent sérieusement à reconstituer le Bas-Empire. Le czar croyait le moment venu de s'assurer l'héritage de *l'homme malade :* l'Autriche, sauvée par la main puissante de Nicolas, était sous sa dépendance ; l'Allemagne et la Prusse se remettaient à peine de la secousse révolutionnaire de 1848 ; la France était paralysée par des discordes intérieures. L'occasion était favorable, aussi entretint-on les espérances des Grecs et excita-t-on leur outrecuidance. Bientôt la Russie, levant le masque, formula nettement ses prétentions. Le 5 mai 1853, le prince Mentschikoff, arguant d'une interprétation forcée du traité de Kaïnardji, exigea *des garanties solides et invariables dans l'intérêt de l'église orthodoxe.* Ces garanties, c'était en réalité le protectorat de tous les sujets ottomans de religion grecque.

La Porte, mise en demeure de répondre dans un délai de cinq jours, se déclara prête à donner satisfaction pour les demandes relatives aux pèlerins et aux sujets russes ; « quant aux immunités de l'église grecque, elle prouvait « par sa sollicitude constante envers ses sujets chrétiens « son intention de ne jamais porter atteinte à ces pri- « vilèges. Souscrire à l'engagement exigé par la Russie, « ce serait annuler son indépendance. »

Le 18, les relations diplomatiques étaient rompues et le 21, le comte de Nesselrode annonçait à la Porte que les armées russes allaient occuper les principautés jusqu'au jour où elle adhérerait à l'ultimatum du prince Mentschikoff. Deux mois après, les Russes entraient en Moldavie et en Valachie.

Guerre avec la Russie : opérations sur le Danube.

A cette injuste agression, la nation ottomane s'émut : le corps des ulémas somma le sultan de déclarer la guerre ou d'abdiquer. Un grand conseil national, composé de toutes les notabilités civiles et militaires, laïques et reli-

gieuses, se réunit au sérail, et, sur son avis, la guerre fut décidée (4 octobre).

Les hostilités commencèrent immédiatement. L'objectif de l'armée moscovite était Widdin ; la prise de cette ville lui permettait de gagner la route de Nissa à Sophia, de tourner les Balkhans, d'insurger les provinces grecques de l'empire et de donner la main au royaume hellénique. Le serasker, Omer-Pacha, avait deviné ce plan : il passa le Danube, occupa Kalafat, en face de Widdin, et, par une fausse démonstration, attira l'ennemi sur Oltenitza. Après une sanglante bataille de trois jours, Omer-P[illegible] instruit de l'achèvement des fortifications de Kalafat, évacue Olteniza et se retire sur la rive droite du Danube (2 novembre). Widdin pouvait désormais braver les Russes.

Mais en Asie, les Turcs étaient battus à Orbelian et rejetés derrière l'Arpatschaï, pendant que leur principal corps d'armée essuyait une défaite complète à Akhalzick (14 novembre). Quelques jours après, l'amiral Nachimof surprenait la flotte ottomane mouillée devant Sinope et l'incendiait (30 novembre) : douze vaisseaux brûlés, 4,000 hommes tués ou noyés, la ville détruite, tels étaient les résultats de cette victoire.

Le sultan invoqua alors l'aide de l'Angleterre et de la France dont les flottes se tenaient en observation dans la baie de Besika. Les deux puissances occidentales offrirent leur médiation : la Russie refusa tout accommodement ; et à Constantinople, les ulémas essayèrent de soulever le peuple pour protester contre les négociations. Le 27 février 1854, l'Angleterre et la France adressent un ultimatum au cabinet de Saint-Pétersbourg, le sommant d'évacuer les principautés et posant le *casus belli* en prévision d'un refus. En même temps elles signent avec la Turquie un traité d'alliance offensive et défensive, par lequel elles garantissent l'indépendance de l'empire ottoman et les droits du sultan. La Porte, en retour, s'engageait à accomplir les réformes suivantes :

Égalité devant la loi et admissibilité à tous emplois de tous les sujets ottomans, sans distinction de religion ;

droit de témoigner en justice accordé aux chrétiens ; établissements de tribunaux mixtes dans tout l'empire ; abolition du kharadj (12 mars 1854).

L'Angleterre, l'ancienne alliée de la Russie et de l'Autriche dans toutes leurs guerres contre la Turquie, et cela en haine de la France, l'Angleterre prenait de concert avec la France la défense de l'empire ottoman. C'est que la Grande-Bretagne n'a jamais fait de politique de principes, elle ne fait que de la politique d'intérêts.

Les opérations militaires avaient repris sur le Danube et donnaient lieu à des combats sanglants, la plupart du temps indécis ; elles ne pouvaient avoir aucun influence sur le sort de la campagne. Selim-Pacha, vainqueur à Litate, refoule l'ennemi sur Radowa (12 janvier 1854), mais il est bientôt à son tour obligé de rétrograder et investi dans Kalafat (28 janvier). Les Russes, prenant l'offensive, passent le Danube sur trois points, Galatz, Ibraïla, Ismaïl, s'emparent de la Dobroudja, battent l'armée ottomane, mettent le siège devant Silistrie, et abandonnant leur plan primitif, concentrent toutes leurs forces devant cette dernière ville. Le siège fut poussé avec vigueur ; dans le courant de mai, six assauts consécutifs furent livrés. Malgré l'héroïsme de ses défenseurs, la ville était aux abois, quand la marche des troupes anglo-françaises et l'attitude malveillante de l'Autriche décidèrent les assaillants à se retirer (28 juin). Défaits à Kavakal et à Giurgewo, les Russes évacuent les principautés que les troupes autrichiennes occupent aussitôt, de l'aveu de la Porte (20 septembre).

La Russie avait entrepris la guerre sainte pour l'exaltation de la religion orthodoxe, elle avait tiré l'épée pour donner Constantinople aux Grecs : c'était, du moins ce que répétaient ses agents, ce que croyait la population grecque de l'empire ottoman. Des prophéties annonçaient que l'année verrait finir la domination musulmane et que le patriarche officierait de nouveau dans Sainte-Sophie rendue à la croix. Les Grecs ont toujours nourri ces illusions, ils s'en repaissent encore. Après la guerre de 1877,

lorsque l'armée russe campait aux portes de Stamboul, ils annonçaient hautement que le czar allait leur faire donner Sainte-Sophie ; c'était, disaient-ils, une condition *sine qua non* de la paix : ils se voyaient déjà maîtres de la ville. Quand la Russie les abandonna comme des instruments usés, ils ont renié la sainte Russie, et les libérateurs d'hier sont devenus d'affreux oppresseurs. Ils se sont tournés vers l'Occident, cet Occident qu'ils détestent et maudissent tout en l'implorant ; ils ont essayé, en exploitant les souvenirs de l'antiquité, d'intéresser à leur cause ces peuples latins qu'ils ont tant insultés et calomniés [1].

Les provinces grecques, cependant, étaient dans la plus grande fermentation : l'Épire, l'Étolie, l'Acarnanie, s'insurgent ; Larisse tombe au pouvoir des rebelles et la Thessalie participe au mouvement. En même temps, le cabinet d'Athènes faisait de grands préparatifs militaires et encourageait la formation de bandes de volontaires qui, sous le commandement d'officiers de l'armée régulière, allaient rejoindre les insurgés. Les réclamations de la Porte appuyées par la France et l'Angleterre, restèrent sans résultat. Un corps d'armée français occupe alors Athènes et le Pirée, et les puissances déclarent la Grèce en état de blocus. Devant cette démonstration, le ministère hellénique s'engage à faire respecter la neutralité. En même temps, les insurgés de l'Acarnanie commandés par Tzavellas étaient battus à Arta et ceux de la Thessalie, commandés par Grivas, écrasés à Mezzovo.

[1] Nous n'exagérons rien : en 1870, à la nouvelle des revers de la France, une incroyable explosion de joie s'est fait jour parmi la population byzantine de Constantinople ; fonctionnaires de la Porte, journalistes, particuliers, tous ont entonné un dithyrambe en l'honneur de la Prusse. Ils ont tous triomphé de l'humiliation des armes françaises ; tous ont essayé de donner le coup de pied de l'âne au lion blessé.

Les Hellènes montrèrent seuls quelque reconnaissance des services que la France leur avait autrefois rendus. Bravant les ordres de son gouvernement, M. Gennadios, professeur à l'Université d'Athènes et rédacteur en chef de l'*Étoile*, forma une petite légion de volontaires qui prit part aux opérations de l'armée de l'Est.

Campagne de Crimée. Traité de Paris (1856).

L'armée anglo-française était arrivée à Gallipoli et à Constantinople : après plusieurs discussions assez vives sur la direction à imprimer aux opérations militaires, on se décida à débarquer en Crimée et à investir Sébastopol. Après un siège d'un an, pendant lequel les Russes sont successivement battus à l'Alma, à Balaklava, à Inkerman, à Traktir par les alliés, à Eupatoria par Omer-Pacha, la tour Malakoff, clef des positions ennemies est enlevée d'assaut par les Français, à la suite d'une lutte terrible qui leur coûte 10,000 hommes (8 sept. 1855). Les flottes alliées bombardent tous les ports russes du littoral de la mer Noire, tandis que dans la Baltique elles s'emparent de Bomarsund. La prise de Kars (28 nov. 1855) est la seule compensation de tant de revers. Accablée par ses défaites, la Russie entame des négociations pour traiter de la paix. Au congrès de Vienne (1er février 1856), les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Turquie et de la Russie, signent les préliminaires de la paix. La conférence de Paris (25 février) aboutit au traité de Paris (30 mars) conclu entre la France, l'Angleterre, la Sardaigne[1] et la Porte d'une part, et la Russie, d'autre part. La Prusse et l'Autriche y adhèrent comme puissances garantes.

Ce traité reconnaissait solennellement l'indépendance et consacrait l'intégrité de l'empire ottoman; il interdisait à n'importe quelle puissance d'intervenir dans les affaires intérieures de la Turquie.

L'article 10 maintenait la fermeture des détroits aux vaisseaux de guerre de tous les pays.

[1] Grâce à l'habileté du comte de Cavour, la Sardaigne était entrée dans la Triple-Alliance, et un corps de 15.000 Piémontais, sous les ordres du général A. de La Marmora, était venu renforcer les troupes anglo-françaises. Les Piémontais prirent une part glorieuse à la bataille de Traktir.

Les articles 11 et 12 ouvraient la mer Noire à la marine marchande de l'Occident.

Les articles 13 et 14 enlevaient à la Russie et à la Porte le droit d'élever des arsenaux militaires sur le littoral du Pont-Euxin.

Par les articles 20 et 21, la Russie cédait à la Moldavie une portion de la Bessarabie et les bouches du Danube, lesquelles étaient placées sous la surveillance d'une commission européenne.

Enfin le protectorat de la Russie sur la Serbie, la Valachie et la Moldavie était aboli. Les principautés conservaient tous leurs privilèges, sous la suzeraineté de la Porte, et étaient placées sous la protection de l'Europe; elles jouissaient d'une administration indépendante et nationale, de la liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

Quelques jours auparavant avait paru un hatti-humayoun (18 février 1856) qui confirmait les promesses du hatti-chérif de Gulkhanè, proclamait la liberté des cultes, reconnaissait l'égalité civile de tous les sujets de l'empire, établissait une nouvelle assiette de l'impôt et admettait les non-musulmans au service militaire.

Hatti-Humayoun de 1856.

Étaient abrogées : la loi qui condamnait à mort tout chrétien qui, après avoir embrassé l'islamisme, retournait à sa foi première; la loi qui, en cas de mariage-mixte, exigeait que les enfants fussent élevés dans la religion musulmane.

L'article 8 formulait le principe de l'admissibilité des chrétiens à tous les emplois et l'article 6 défendait « toute qualification blessante ou injurieuse pour une « classe quelconque des sujets de l'empire. » Le hatti-chérif de Gulkhanè avait eu beau vouloir abolir l'ancienne distinction entre musulmans et rayas, elle n'en subsistait pas moins à l'égard de ces derniers, il n'était pas d'ap-

pellation injurieuse ou grossière qu'on n'employât. On lit dans un rapport de Pertew-Effendi à Mahmoud II, en date de 1828 : « Comme les règlements du porc qu'on « appelle le pape..... Par l'effet de ces mille ruses et ca- « lomnies qui sont d'accord avec la nature perverse de « cette troupe de cochons..... [1] »

Voici la teneur d'un teskéré d'inhumation délivré en 1855 à un prêtre arménien par le kadi de Mârdin :

« Permis au prêtre de Marie d'enterrer l'impure et « puante carcasse du nommé Saïdah damné ce jour « même[2]. » Signé, Saïd-Méhémed-Faïzi.

Les rayas avaient été jusqu'alors exclus de l'armée; l'impôt du kharadj remplaçait pour eux l'impôt du sang. La population ottomane, sur qui pesaient presque entièrement les charges militaires, s'épuisait et s'appauvrissait journellement par suite des guerres continuelles où elle jetait en holocauste les meilleurs de ses enfants. L'admission des chrétiens dans l'armée remédiait à cette situation inquiétante pour l'avenir; c'était en outre le meilleur moyen pour arriver à l'unité de l'empire et préparer, peut-être, la fusion des races. Faire de la Turquie un régiment, inspirer à tous ses habitants l'amour et le respect du drapeau, c'était fonder la *patrie ottomane*. Le projet du gouvernement était juste et logique; on n'y donna point de suite. Musulmans et chrétiens s'unirent dans une opposition commune. Les premiers ne pouvaient tolérer que ces rayas, leurs esclaves d'hier, portant encore au front les stigmates honteux de la servitude, eussent le droit de porter des armes, devinssent non seulement leurs égaux, mais encore leurs chefs. Plusieurs même, parmi les partisans les plus chauds des réformes, voyaient celle-ci non sans inquiétude et effroi; qui les assurait de la fidélité de ces rayas si longtemps opprimés, si longtemps abreuvés de dégoûts et de vexations? N'était-il pas à craindre que ces chrétiens ne tournassent un jour contre

[1] Ubicini, *Lettres sur la Turquie*.
[2] Docteur Sandwith, *Siège de Kars*.

l'empire les armes qu'il leur aurait mises à la main, l'instruction et la science militaires qu'il leur aurait données? Les chrétiens, eux, réclamaient une loi réglant l'avancement dans l'armée et des garanties pour que la différence de religion n'eût aucune influence dans les promotions; enfin ils voulaient pouvoir parvenir aux grades les plus élevés, même celui de muchir (maréchal). Le gouvernement battit en retraite devant cette résistance; le système du remplacement fut admis à titre provisoire : il fonctionne encore. A l'ancien kharadj fut substituée une taxe d'exonération *Bedel-i-askeriyeh*.

Pourquoi la Porte ne tenterait-elle pas l'expérience de former des régiments exclusivement composés de chrétiens. Les musulmans qui répugnent à obéir à des chrétiens seraient affranchis de cette nécessité, et les chrétiens n'auraient plus l'appréhension de se voir sacrifiés aux musulmans dans la répartition des grades. La Porte n'a aucun motif plausible de douter de la fidélité de ces régiments chrétiens, n'est-ce pas parmi eux que le grand-vézir Ibrahim avait trouvé ses soldats les plus dévoués? L'exemple des régiments arabes, au service de la France, n'est-il pas fait pour prouver à la Porte que les différences de religion s'effacent sous le drapeau? Dans toutes les insurrections de l'Algérie, tentées au nom d'Allah et du prophète, jamais les régiments de turcos et de spahis n'ont tourné; ils se sont toujours battus contre leurs coreligionnaires, fidèles aux devoirs militaires.

Le règne d'Abd'ul Medjid se poursuivit au milieu de ces utiles travaux : création du ministère de la justice et du ministère de l'instruction publique (1858), appendice au code de commerce, code de procédure commerciale.

Les dernières années furent attristées par des événements malheureux qui compromirent un instant les relations de l'empire avec l'Europe et faillirent amener une rupture entre la Turquie et les puissances occidentales.

Massacre des chrétiens à Djedda, au Liban et en Syrie : héroïsme de l'émir Abd-el-Kader. Intervention de la France.

« Il y a deux partis en Turquie, disait M. Guizot à la tribune en 1845; il y a un parti intelligent, modéré, qui croit, que pour raffermir l'empire ottoman, pour y remettre un peu d'ordre et de force gouvernementale, il faut y introduire de grandes réformes. Mais à côté il y a un parti fanatique, le vieux parti turc, toujours porté à pratiquer l'ancienne politique, la politique violente, sanguinaire, astucieuse de l'empire ottoman. La lutte entre ces deux partis se reproduit dans toutes les provinces de la Turquie comme à Constantinople, et elle se reproduit encore plus vivement et plus déplorablement dans les provinces qu'à Constantinople. »

La situation n'avait pas changé; le parti rétrograde cherchait par tous les moyens à faire avorter misérablement l'œuvre de régénération entreprise par Mahmoud. Ses excitations à toutes les passions haineuses de la foule ignorante, ses appels réitérés au fanatisme ne furent que trop couronnés de succès, et les massacres de Djedda et de Damas vinrent jeter à l'Europe un sanglant défi.

La guerre de Crimée avait excité au dernier point la haine des musulmans contre les Européens. Ils s'étaient aperçus facilement que les peuples n'avaient pas ratifié l'alliance des gouvernements. Tout en combattant les Russes, tout en réprimant les prises d'armes des chrétiens de l'empire, tout en imposant à la Grèce une inaction forcée, les alliés ne cachaient pas leurs sympathies pour les adversaires de celui qu'ils venaient défendre. « Le « passage des libérateurs ne laissa qu'une haine sourde « contre l'Européen et le chrétien..... Les musulmans « avaient été profondément blessés de la supériorité écrasante de la civilisation et de la puissance des Européens.

« Pendant la guerre, les populations chrétiennes de la « Turquie d'Europe et du littoral de l'Asie Mineure avaient

« fait des vœux ouvertement pour le triomphe des Russes,
« et avaient même tenté un soulèvement.

« La France et l'Angleterre avaient été obligées pour
« contenir la Grèce, d'envoyer des troupes ; malgré tous
« ces faits, la sympathie de l'Europe était restée du côté
« des chrétiens, jugés sévèrement, surveillés avec fer-
« meté, mais inspirant plus d'intérêt que leurs maîtres
« musulmans qui combattaient à côté des alliés, et pour
« la même cause.

« Au congrès de Paris, malgré les ménagements que
« l'on eût pour la Porte ottomane, l'Europe ne dissimula
« pas l'intérêt qu'elle portait aux chrétiens.

« Toutes ces causes portèrent chez les musulmans la
« haine des chrétiens, européens ou rayas, à un haut degré
« d'intensité, et cette haine se répandit dans tout le
« monde musulman ; l'insurrection et les cruautés exer-
« cées dans l'Inde, bien que préparées depuis longtemps,
« éclatèrent à la suite de la guerre d'Orient ; les mas-
« sacres de Djedda suivirent de près et partout, dans les
« pays où domine l'islam, on voyait se préparer des
« Vêpres siciliennes [1]. »

Le 15 juillet 1858, à Djedda, une foule furieuse conduite par des hadjïs (pèlerins), excitée par les derviches, se ruait sur les chrétiens : le consul de France, le vice-consul d'Angleterre étaient assassinés en essayant de protéger leurs nationaux ; le sang coulait à flots à Djedda, sous les yeux du muchir ottoman qui restait avec les troupes, impassible spectateur de la boucherie.

La vengeance suivit de près l'offense : le 25, une escadre anglo-française bombardait Djedda et le 4 août les deux commandants faisaient pendre dix des principaux meurtriers. Il eut fallu un châtiment exemplaire, tel que l'anéantissement de Djedda ; la mort de quelques obscurs scélérats n'intimida pas les fanatiques ; leur audace s'accrut de leur haine ; les scènes de Djedda se renouvelèrent, en Syrie, mais dans des proportions gigantesques.

[1] Poujade, *La Syrie et le Liban.*

Les Druses n'avaient jamais considéré comme définitif le règlement de la question du Liban en 1845. Ils avaient toujours espéré que les chrétiens des districts mixtes leur seraient livrés, pour être taillables et corvéables à merci. Comptant sur la haine des musulmans pour les chrétiens, ils ne cessaient de vexer les Maronites, assurés qu'ils étaient de l'appui des fonctionnaires de la Porte.

Kurchid-Pacha, gouverneur général de Beyrouth et Ahmed-Pacha, muchir de l'armée d'Arabistan, appartenaient tous deux à ce vieux parti turc décrit par M. Guizot. Au lieu de réprimer les excès des Druses, ils les encouragèrent et les poussèrent à l'égorgement d'un peuple entier. Les Druses n'avaient pas besoin de ces excitations : l'extermination des Maronites comblait leurs vœux les plus chers, elle satisfaisait leur soif de sang, leur amour du pillage et de l'orgie.

Au mois de mai 1860 les troubles commencèrent et en peu de temps le Liban et l'Anti-Liban furent noyés dans le sang. Dans les districts d'Hasbeyha et de Rascheyha, gouvernés par des princes de la famille de Chehab, restés fidèles à l'islamisme ; à Zahlé, ville florissante, entièrement peuplée de chrétiens, les égorgeurs druses ne s'arrêtèrent que lorsqu'il n'y eût plus personne à tuer, que lorsqu'il n'y eût plus rien à piller. Scheïkh Abou-Hamoud-Nak ed, l'assassin de 1841 et de 1845, le protégé de Chékib-Effendi ; Scheïkh-Seyd-Djomblatt, l'ami des Anglais ; les scheïkhs de la famille Assad s'abattirent sur Deïr-El-Kamar comme une nuée de vautours. Les horreurs de tout genre, qu'ils commirent dépassent l'imagination humaine ; les chrétiens cependant s'étaient rachetés par une rançon et s'étaient confiés à l'autorité militaire turque : elle les livra sans défense aux bourreaux. La fièvre de meurtre est contagieuse ; les musulmans, les Bédouins vinrent prendre part à la curée et Damas, la ville la plus fanatique de l'empire, tint à honneur de ne pas rester en arrière.

« Là, ni les religieux européens, ni les officiers consulaires ne furent épargnés; les consulats d'Angleterre et de Prusse furent seuls respectés. Le fer moissonna les

hommes, les femmes et les enfants ; le feu détruisit les maisons que les égorgeurs, aidés des troupes ottomanes, avaient d'abord pillées et saccagées [1]. »

Il ne serait pas resté, dans Damas, un seul chrétien vivant sans l'émir Abd-El-Kader.

Le héros arabe, qui, pendant seize ans, avait fait en Algérie une si rude guerre aux Français, vivait retiré à Damas. Aux premières lueurs des incendies, aux premiers cris des victimes, il n'hésita pas à se placer entre les chrétiens et les massacreurs. A la tête d'une petite troupe, il arracha les victimes des mains de la populace, ouvrit son palais aux chrétiens qui vinrent s'y réfugier par milliers, entoura d'un cordon de ses cavaliers arabes le quartier où les débris de la population chrétienne se pressaient affolés et risqua plus d'une fois sa vie, lui musulman, lui descendant du prophète lui, l'ancien ennemi de la France, pour repousser les bandes féroces qui déshonoraient l'islamisme et la Turquie. Il fit plus : il dépensa l'argent à pleines mains, pour vêtir les malheureux qu'il avait arrachés à la mort, il conduisit lui-même les convois de chrétiens qu'il dirigeait sur Beyrouth, pour les mettre en lieu sûr. La grandeur d'âme, la noblesse de son caractère, son dévouement héroïque ne se démentirent pas un instant; cette page de sa vie est toute une épopée, devant laquelle pâlit plus d'une gloire bruyante du siècle.

Aux récits de cette épouvantable tragédie, l'Europe entière s'émut, l'opinion publique exerça sur les gouvernements une irrésistible pression qui ne laissait à la diplomatie aucun faux-fuyant. L'accord fut unanime pour stigmatiser ces boucheries, qui reportaient au temps des Djenghis-Khan et des Timour; lord Palmerston lui-même dénonça à la tribune la partialité des autorités ottomanes et le *Times* flétrit leur conduite. Il se trouva cependant quelques hommes pour chercher à excuser les Druses. Un M. Hervey, propriétaire du *Yacht Claymore* allait jusqu'à rougir d'avoir sauvé des victimes.

[1] Poujade.

« Ils (les Druses), écrivait-il, ont pour nous les plus « grands égards et les plus grands respects. Craignant « que le rôle que j'ai joué ici ne leur inspirât des senti-« ments hostiles aux Anglais et n'affectât la sécurité « future des voyageurs, dans le Liban, j'écrirai, à mon ami « Seyd-Bey-Djomblatt de Moktara, prince des Druses, pour « lui dire que je n'ai fait que protéger des femmes et des « enfants. »

La Porte fut consternée de cette explosion de fanatisme qui pouvait mettre son existence en jeu. Le sultan adressa aux valis des provinces d'Asie des instructions de la plus grande lucidité et de la plus grande énergie; Ahmed-Pacha, amené à Constantinople, fut dégradé et renvoyé en Syrie pour y passer en jugement; Kurchid-Pacha fut jeté en prison; et Fuad-Pacha envoyé en Syrie avec pleins pouvoirs pour châtier les coupables. Mais pour rétablir l'ordre et faire cesser les massacres il fallait une force militaire capable de réduire les assassins qui continuaient leur œuvre de sang; on ne pouvait compter sur les troupes ottomanes complices des massacres. Une convention entre la Porte et la France, approuvée par les puissances signataires du traité de Paris, décida l'envoi en Syrie d'un corps d'armée français.

Dès son arrivée en Syrie, Fuad-Pacha montra qu'il comprenait sa mission autrement que Chekib-Effendi ne l'avait fait en 1845. Sans se laisser arrêter par les considérations de rang et de nom, sans craindre de soulever contre lui des rancunes et des haines, sans faire attention aux malédictions lancées contre lui par les musulmans fanatiques, il fit bonne et prompte justice. Le maréchal Ahmed-Pacha, convaincu d'avoir organisé le massacre, fut fusillé; cent quatre-vingt-cinq musulmans appartenant à toutes les classes de la société, reconnus coupables d'être les instigateurs de la tuerie, subirent la peine capitale.

Mort d'Abd'ul Medjid : son caractère.

Les graves préoccupations causées par la question du Liban, les échecs essuyés par les troupes impériales au Monténégro, la situation embarrassée du trésor, la découverte d'une conspiration tramée dans le sérail abrégèrent les jours du sultan.

Le 25 juin 1861, Abd'ul Medjid expirait, laissant le trône à son frère Abd'ul-Aziz.

Le fils de Mahmoud n'avait pas menti à son origine; il avait été le digne héritier des grandes idées de son père; il avait vaillamment marché en avant. Prince humain, éclairé et tolérant, rempli de sollicitude pour l'amélioration du sort de ses sujets et l'accroissement de leur bien-être, convaincu de l'utilité et de la nécessité des réformes qui devaient faire entrer l'empire dans le courant européen, animé d'un vif sentiment de modération, d'équité et de justice, il manquait de la force nécessaire pour imposer ses volontés et briser les résistances intéressées. Ses prodigalités ont obéré le trésor de l'État et commencé les embarras financiers contre lesquels la Turquie se débat en vain aujourd'hui [1].

C'est néanmoins un des meilleurs souverains dont puisse s'enorgueillir la nation ottomane. Abd'ul Medjid a emporté dans la tombe les regrets de son peuple et l'estime de l'Europe.

[1] Lors du mariage de sa fille avec Ali-Galib, on dépensa pour le trousseau de la mariée 180 millions de piastres (plus de 40 millions de francs).

CHAPITRE XXIII

ABD'UL-AZIZ (1861-1876).

Abd'ul-Aziz. Situation de l'empire. — Le Monténégro : guerre de 1862. — La Porte et la Serbie : bombardement de Belgrade. — Roumanie : le prince Couza et les couvents dédiés; élection du prince Charles de Hohenzollern. — Administration de Fuad-Pacha : les finances ottomanes. — Vézirat de Méhémed. — Ruschdi-Pacha. Insurrection de la Crète. — Vézirat d'Ali-Pacha : pacification de la Crète. — Le canal de Suez. — Administration d'Ali-Pacha. — Dernières années d'Abd'ul-Aziz : sa déposition (1876). Mourad V. Abd'ul-Hamid II.

Abd'ul-Aziz. Situation de l'empire.

Le 27 juin le sultan Ald'ul-Aziz ceignit le sabre dans la mosquée d'Eyoub, suivant le cérémonial accoutumé.

Né en 1829, il avait, depuis l'âge de dix ans, passé sa vie dans une claustration absolue où la chasse et l'élevage des moutons constituaient ses seules distractions. Possédant à fond les langues orientales, profondément versé dans la scholastique mahométane, il avait été tenu dans une ignorance complète de tout ce qui touchait à l'Europe. Son avènement était attendu avec anxiété par les partisans des réformes, avec impatience par le vieux parti turc qui croyait pouvoir fonder des espérances sur lui. L'héritier présomptif du trône en Turquie, pris dans les lignes collatérales, est toujours mal vu du souverain, désireux de léguer son sceptre à ses enfants; autrefois le sultan faisait étrangler tous ses proches, mais l'époque n'était plus à ces

moyens extrêmes, et l'héritier, tenu en suspicion, emprisonné en quelque sorte dans son palais, cherchait à se ménager un parti dans la population et conspirait sourdement contre le padischâh régnant. Tant que vécut Abd'ul Medjid, son frère parut professer les plus grandes sympathies pour les idées rétrogrades des ulémas et des softas; aussi tous les adversaires des nouvelles idées soutenaient-ils avec ardeur les intérêts du prince héritier. Mais quand il prit le pouvoir en main, il comprit qu'il ne pouvait revenir en arrière et trompa l'attente des fanatiques : de là la haine qu'il lui vouèrent et la rigueur avec laquelle le sultan réprima toutes leurs velleités de résistance.

Ses premiers actes furent de nature à satisfaire l'opinion publique; dans un hatti-cherif adressé au grand-vézir, il annonça sa ferme résolution de poursuivre l'application des réformes; les ambassadeurs étrangers reçurent les assurances les plus formelles que le nouvel empereur suivrait résolûment la ligne de conduite tracée par ses prédécesseurs. Les prisons s'ouvrirent; les adversaires politiques des ministres du dernier sultan furent rendus à la liberté; les hommes que la voix publique accusait de malversations et de concussions furent traduits en justice, destitués et flétris publiquement. Le harem d'Abd'ul Medjid fut licencié et le sultan déclara qu'il n'aurait qu'une femme.

En montant sur le trône, Abd'ul-Aziz avait confirmé dans leurs charges tous les ministres de son frère, sauf Riza-Pacha qui fut remplacé par Namyck-Pacha; quelques jours après, par suite d'une intrigue de sérail, le grand-vézir, Mehemet-Kibrisli-Pacha, cédait le sceau à Ali-Pacha (6 août). Malgré l'heureuse issue de la guerre de Crimée, malgré les promesses libérales contenues dans le hatti-cherif de Gulkhanè et dans le hatti-humayoun de 1856, l'empire était dans une situation des plus critiques. Le désarroi des finances obérées, l'épuisement du trésor impuissant à suffire aux engagements de l'État, l'insurrection des provinces slaves qui menaçait de gagner

toutes les populations chrétiennes de la péninsule, la question du Liban ajournée mais non réglée, les aspirations ouvertes de la Serbie et de la Moldo-Valachie à l'indépendance réclamaient impérieusement des mesures promptes et énergiques qui remédiassent au mal.

Le Monténégro : guerre de 1862.

Dans le démembrement de l'empire serbe qui suivit la mort de Douschan et l'assassinat de son fils Ourosch, un noble serbe nommé Balcha ou Bascha s'empara de la forteresse de Skadar (Scutari), fit reconnaître son autorité dans la Léta et l'étendit jusqu'à Cattaro. Le Monténégro actuel, Podgoritza, Spuz et Jabliak, les îles du lac de Scutari, le territoire de Bari composaient ses domaines. Chassé de sa capitale, Jabliak, en 1484 et refoulé par les Ottomans dans les montagnes de la Tsernagora, un de ses successeurs, Ivan Tsernoïevitj, fixa sa résidence à Tsettinje et fit voter par une assemblée générale une loi ainsi conçue :

« En temps de guerre contre les Turcs, aucun Monté-
« négrin ne pourra, sans l'ordre de son chef, quitter le
« champ de bataille; celui qui prendrait la fuite serait
« déshonoré à tout jamais, méprisé et banni du milieu
« des siens qui lui donneraient un vêtement de femme et
« un fuseau : les femmes le chasseraient à coups de fuseau
« comme lâche et traître à la patrie. » Les Monténégrins commençaient cette lutte sans trève ni merci, qui devait durer sans interruption jusqu'à nos jours. Tantôt vainqueurs, tantôt vaincus, ils ne courbèrent jamais le front sous le joug musulman; jamais les Ottomans ne réussirent à prendre pied dans ces âpres montagnes où régnait le culte de la liberté.

L'abdication de Georges Tsernoïevitj (1499) remit le pouvoir dans les mains du métropolitain (*vladika*) et inaugura le gouvernement théocratique. En 1687, l'avènement de Danilo Petrovitj Stchieptchevitcha ouvrit une nouvelle

ère pour le Monténégro; c'est sous son règne que fut livrée la bataille de Marchouliou, la plus grande qui ait eu lieu entre les Monténégrins et les Turcs, et dans laquelle, s'il faut en croire la légende, 20,000 Ottomans mordirent la poussière (1711). Un an auparavant, avaient commencé les relations entre le Monténégro et la Russie : vers la fin de 1710, Pierre le Grand, sur le conseil du comte Sava Vladisavitch, conclut avec le vladika un traité d'alliance contre les Turcs. A partir de ce moment, la Tsernagora devint en quelque sorte un fief moscovite : les vladikas allèrent recevoir à Saint-Pétersbourg la consécration épiscopale; pensionnés par le czar, ils prirent l'habitude de soumettre à son autorisation, leurs démarches les plus importantes. Pendant le long règne de Pierre Ier (1782-1830), l'influence russe devint tellement prépondérante que les sujets du vladika portèrent plainte contre lui à l'empereur de Russie, l'accusant de n'être pas assez bon orthodoxe et de ne pas assez multiplier les couvents. Pierre Ier daigna se justifier devant le consul russe de Raguse et ne protesta pas contre cette juridiction que s'arrogeait l'autocrate de toutes les Russies.

Pierre II rendit le pouvoir absolu en s'affranchissant du contrôle des chefs de *Nahie* et de *plemena*. Ce vladika est la plus grande figure historique de la Montagne-Noire : « on le vit, tantôt capitaine, donner à la tête des troupes, « et le glaive en main, l'exemple de toutes les vertus mili- « taires; tantôt prêtre et prédicateur, ne portant que la « croix, ramener à la mansuétude ses sauvages compa- « gnons; d'autrefois, juge inexorable, faire exécuter les « coupables en sa présence, ou chef incorruptible, refuser « avec hauteur toutes les faveurs avec lesquelles on voulut « enchaîner son indépendance[1]. »

Depuis deux siècles, la dignité de prince-évêque était dans la famille des Petrovitj; le neveu succédait à l'oncle. A la mort de Pierre II, son neveu Danilo, peu soucieux des honneurs spirituels et profondément épris de la belle

[1] Friley et Wlahovitj, *Le Monténégro*.

Darinka Kuechiet, sécularisa le pouvoir, après s'être assuré des principaux chefs et de l'approbation de la Russie. La dignité d'évêque fut néanmoins réservée à un des membres de la famille princière ou, à leur défaut, aux plus nobles familles du pays. La Porte qui avait toujours affiché des prétentions sur la Tsernagora, bien qu'elle n'y possédât pas un pouce de terrain, se formalisa de ces changements et Omer-Pacha reçut l'ordre de châtier la principauté (1852). Après une lutte sanglante de trois mois qui coûta à la Turquie 4500 morts, 5000 blessés et 31 millions de piastres, l'intervention de l'Autriche et de la Russie força le sultan à suspendre les hostilités (mars 1853). Danilo se départant de la politique de ses ancêtres et se souciant plus des intérêts du Monténégro que de ceux de la Russie, rechercha l'amitié de l'Autriche; malgré les excitations parties de Saint-Pétersbourg, malgré les récriminations et les révoltes de ses sujets, il garda la neutralité pendant la guerre de Crimée. Quand le congrès de Paris se réunit et que la Porte voulut faire reconnaître par l'Europe sa souveraineté imaginaire sur le Tsernagora, Danilo adressa aux puissances un memorandum, où il demandait :

1° La reconnaissance de l'indépendance du Monténégro dans les formes diplomatiques.

2° L'agrandissement de ses frontières du côté de l'Herzégovine et de l'Albanie.

3° La délimitation exacte de ses frontières.

4° La cession d'Antivari.

La diplomatie, s'imaginant peut-être qu'on dispose des peuples comme d'une marchandise, répondit aux demandes du prince en l'engageant à se soumettre à la Porte; en échange, celle-ci consentirait à lui octroyer quelques parcelles de terres en Herzégovine, sous condition d'en percevoir la dîme; elle pensionnerait le prince qui descendrait au rang de muchir, et elle donnerait aux Monténégrins un libre accès dans tous ses ports. La Turquie appuya ses propositions par la présence d'une armée sur la frontière : le prince fit en vain appel à Paris, à Vienne, à Saint-

Pétersbourg; partout il fut éconduit. Seul le gouvernement français lui témoigna quelque intérêt et promit de faire respecter, diplomatiquement, l'indépendance de la Tsernagora. Les hostilités s'ouvrirent le 4 mai 1858 : le 13, Husseïn-Pacha, écrasé à Grahovo, par Mirko Petrovitj frère du prince, laissait 3000 hommes sur le terrain et perdait toute son artillerie. L'intervention des puissances arrêta encore une fois l'effusion du sang. Les choses restèrent dans le *statu quo*; tout ce que le Monténégro gagna fut de voir régler par une commission internationale, où l'Europe admit son délégué, la délimitation de ses frontières. Le 13 août 1860 Danilo était assassiné à Cattaro ne laissant qu'une fille.

Son neveu Nicolas Petrovitj, fils du vainqueur de Grahovo, lui succéda et abandonna la direction des affaires à son père Mirko. La bataille de Grahovo avait réveillé les espérances des rayas des provinces slaves de l'empire ottoman : l'Herzégovine foulée aux pieds par les bachibozouks, épuisée par les exactions des Beys, lasse de plusieurs siècles d'oppression et de misères se souleva tout entière. Le Monténégro contenu par la politique de Danilo resta spectateur de cette levée de boucliers; mais quand l'ardent Mirko gouverna au nom de son fils, les Monténégrins saisirent l'occasion de satisfaire leur haine invétérée des Turcs : des bandes nombreuses de volontaires s'élancèrent de la Tsernagora au secours de leur frères d'Herzégovine et les aidèrent à enlever le fortin de la Suttorina et à prendre Niksich. La Porte établit un cordon d'observation sur la frontière monténégrine et ordonna à sa flotte de tenir en état de blocus les ports de l'Adriatique. Le prince protesta sans succès et Omer-Pacha arriva en Herzégovine à la tête de nombreux renforts. Enhardis par leurs succès à Duga (4 octobre 1861), à Djubo (25 octobre), les insurgés opérèrent un mouvement de concentration et commirent la faute d'attendre Omer-Pacha à Piva (21 novembre). Le résultat ne pouvait être douteux : ils furent écrasés. La lutte continua cependant, lutte sans pitié de part et d'autre, où les troupes ottomanes souf-

frirent cruellement de cette guerre d'embuscades et de surprises.

Le prince de Monténégro, tout en déclarant sa neutralité, massait des troupes dont la concentration inquiétait le général ottoman. La Porte somma la principauté de désarmer, et, sur son refus, déclara le blocus de ses frontières : au printemps de 1862, Omer-Pacha ouvrait la campagne contre le Monténégro, avec une armée de 60,000 hommes.

Le Monténégro se compose de deux triangles juxtaposés par le sommet et réunis l'un à l'autre par la vallée des Biélopavitj que commandent au N.-O. et au S.-O. les forteresses de Niksich et de Spuz. Deux corps d'armée aux ordres de Dervisch-Pacha et d'Abdi-Pacha devaient partir de ces deux points pour forcer l'entrée de la vallée et le défilé de Duga et opérer leur jonction au centre du pays. Un troisième corps, commandé par Husseïn-Avni-Pacha, devait assurer la réussite de ce plan, en attirant, par une diversion dans les Berda, l'attention de l'ennemi. Husseïn-Avni battu au passage de la Lin, fut rejeté en désordre sous les murs de Spuz; pendant deux mois Dervisch-Pacha, et Abdi-Pacha, tenus en échec par Mirko, ne purent gagner un pouce de terrain. Enfin, une habile manœuvre de Dervisch-Pacha, en tournant le défilé de Duga, amena les Ottomans au-dessous d'Ostrog; Peter Voukotich essaye inutilement d'arrêter l'ennemi à Golia et à Orca-Louko; ses troupes se dispersent, et Mirko, pris entre deux feux, ayant à lutter contre toutes les forces d'Omer-Pacha, est contraint de battre en retraite. Au lieu de pousser vigoureusement leurs succès, les Turcs s'amusèrent à dévaster les Biélopavitj, à incendier les villages, à couper les arbres fruitiers, à brûler les moissons et les forêts. Mirko met ce temps à profit; les troupes ottomanes battues à Lagaratj et à Kokoti sont forcées de se replier sur la Moratcha.

La situation n'en était pas moins grave, et cette fois, les cabinets européens restaient sourds aux appels désespérés de ce petit peuple qui donnait si héroïquement sa vie pour la liberté. Une seule voix s'éleva en Europe pour plaider

sa cause, ce fut celle du Pape : le Souverain Pontife « tendait une main paternelle aux chrétiens opprimés de la Tsernagora, et, par une admirable encyclique adressée aux évêques d'Albanie, défendait aux catholiques de ce pays de prêter le concours de leurs armes aux Turcs dans la guerre contre les Monténégrins. Mais le noble exemple donné par le pape ne trouvait pas d'imitateurs ; et Pie IX, hors d'état de donner aux Slaves chrétiens l'appui matériel que Pie VII avait pu prêter aux Grecs, ne pouvait leur donner qu'un appui moral, impuissant à arrêter les canons et les baïonnettes des Ottomans [1].» Omer-Pacha, modifiant son plan primitif, remonta la Tsernoïevitchka-Rieka : il refusa tout engagement à fond, et foudroya de son artillerie les Monténégrins, dépourvus de canons. Mirko tenta un effort désespéré ; le 23 août il attaqua les Turcs à Rieka : tout ce que la nature humaine peut déployer de bravoure et d'héroïsme, Mirko le dépensa ; mais la lutte était trop inégale : les Monténégrins furent écrasés. Omer-Pacha put marcher sur Tsettinje [2]. La diplomatie sortit alors de son apathie et le 31 août la paix fut signée. Les conditions imposées par Omer-Pacha étaient des plus dures, et calculées de façon à placer pour jamais le Monténégro dans la dépendance de la Porte. Le séjour de la principauté était interdit à Mirko ; la Turquie avait le droit de construire des forts sur tout le parcours de la route de Scutari à l'Herzégovine qui traverse la Tsernagora et d'y tenir garnison. Les Turcs n'insistèrent pas pour l'expulsion de Mirko *l'épée du Montenegro* ; c'eut été une vengeance misérable, ils s'honorèrent en y renonçant. Quant au second point, la Porte se montra intraitable. Le cabinet de Saint-Pétersbourg protesta bruyamment, mais en vain : le gouvernement ottoman, fit procéder immédiatement, dans le Monténégro même, à la construction d'un

[1] Lenormant, *Turcs et Mahométans.*

[2] Les Turcs ne sont jamais entrés à Tsettinje, comme l'ont annoncé des télégrammes ottomans. Pour y arriver, Omer-Pacha eut été obligé de livrer une seconde bataille à Mirko et à Voukotich.

blockhaus. L'Autriche et la France en réclamèrent la démolition. Le 3 mars 1863, le grand-vézir annonça au prince Nicolas que le sultan renonçait à l'exécution de l'article 6 du traité de Scutari, à condition que la route, sur laquelle devaient être construits les blockhaus, resterait toujours ouverte, et que le gouvernement princier indemniserait les voyageurs des pertes qu'ils pourraient faire sur cette route. Le Monténégro, s'empressa d'adhérer à ces propositions; cependant, ce ne fut qu'au mois de juin 1864 que les Turcs démolirent le fort qu'ils avaient élevé ; mais en revanche, ils bâtirent sur leur territoire, à la limite même de la frontière, de nouveaux blockhaus dont le feu commandait tout le pays monténégrin.

La défaite du Monténégro avait entraîné la soumission de l'Herzégovine qui expia durement sa révolte.

La Porte et la Serbie : bombardement de Belgrade.

Les Obrenovitch, remontés sur le trône de Serbie, avaient à payer le vote de la Skuptchina qui, en 1860, avait rendu la couronne héréditaire dans leur famille : ils s'appliquèrent à parfaire l'indépendance de la Serbie.

Les traités donnaient aux Turcs le droit de mettre garnison dans six forteresses serbes : Belgrade, Semendria, Sokod, Oujitza, Feth-Islam et Schabatz. La convention de 1830 interdisait aux musulmans de résider en dehors de ces six places fortes et soumettait tout le reste du territoire à la juridiction princière. Le Turquie n'avait jamais observé ces stipulations; à Belgrade, les Turcs occupaient tout un quartier dans la ville chrétienne, et le pacha, qui commandait la citadelle, tentait une perpétuelle ingérence dans les affaires du pays. Des Turcs, établis dans les villages en violation de la convention, refusaient de reconnaître les lois serbes. Le gouvernement serbe envoya à Constantinople M. Garachanine exposer ses griefs; la mission fut infructueuse, elle n'aboutit qu'à la promesse vague de faire étudier la question par une commission mixte. L'insur-

rection de l'Herzégovine et la guerre du Monténégro avaient fait craindre au Divan que la Serbie n'entrât en lice à son tour ; il avait concentré sur sa frontière de nombreuses bandes de bachi-bozouks qui, par leurs incursions réitérées et leurs déprédations journalières, semblaient prendre à tâche d'amener un conflit. Le 16 décembre 1861, Ali-Pacha annonçait au chargé d'affaires de Serbie la nomination de Saïd-Effendi comme commissaire ottoman, mais celui-ci, malgré les instances de M. Ristich ne quitta jamais Stamboul. La situation devenait de jour en jour plus grave; des rixes quotidiennes avaient lieu entre musulmans et chrétiens ; les passions surexcitées étaient arrivées au plus haut degré d'exaspération : une catastrophe était imminente. Elle ne tarda pas à se produire. Le 10 juin 1862, un soldat turc tua un pauvre diable inoffensif qui puisait de l'eau à une fontaine; le seul crime du serbe était d'avoir refusé de céder le pas au soldat, arrivé le dernier. Un gendarme serbe, accouru au secours de son compatriote, voulut arrêter l'assassin; le poste de police turque fit feu sur lui et tua le drogman de la police serbe. Aussitôt la population de Belgrade court aux armes; les corps de garde turcs échelonnés dans la ville sont assaillis et plusieurs enlevés de vive force. Le premier ministre Garachanine parvint cependant à calmer les esprits; il renvoya dans la citadelle les soldats turcs faits prisonniers, sous la protection d'un détachement de soldats serbes. Mais arrivés près des glacis de la forteresse, quand ils n'eurent plus rien à craindre, les soldats turcs fusillèrent traîtreusement leur escorte. Il fut alors impossible de contenir la population; la ville se hérissa de barricades qui furent poussées jusqu'aux portes de la citadelle.

Des pourparlers très actifs n'en continuaient pas moins entre les ministres serbes et le pacha. Une convention écrite, conclue sous les auspices du corps consulaire, décida l'évacuation de la ville par les postes turcs; en retour, M. Garachanine répondait de leur sûreté jusqu'à leur rentrée dans la forteresse et s'engageait à faire res-

pecter les propriétés et les personnes des habitants musulmans. Les Serbes exécutèrent loyalement la convention, mais quand les soldats ottomans et les familles turques furent à l'abri derrière les remparts de la citadelle, une pluie de bombes s'abattit sur Belgrade. Cet attentat au droit des gens souleva l'opinion publique en Europe, et la France proposa la réunion d'une conférence à Constantinople, pour aviser aux moyens de prévenir le retour de scènes aussi déplorables. L'enquête ordonnée resta stérile par suite du refus du gouvernement turc d'y admettre les consuls étrangers; c'était lui enlever toute autorité. Les séances de la conférence furent orageuses; l'Autriche, dont le consul à Belgrade, M. Wassitch, était véhémentement soupçonné d'avoir excité le pacha à ce « *bombardement malheureux déploré par la Porte et blâmé par toutes les puissances* », l'Autriche se montrait ouvertement hostile aux Serbes. L'Angleterre était encore plus malveillante : sir Henri Bulwer formula une proposition, en douze articles, qui donnait au gouvernement impérial, avec le droit de bombarder la ville, des facilités plus grandes pour effectuer ce bombardement. Le marquis de Moustier, au nom de la France, demanda vainement l'abandon de la citadelle par les Turcs; il dut se borner à réclamer des garanties pour les habitants. Le protocole du 8 septembre 1862 rendit aux Serbes les forteresses de Sokod et d'Oujitza, relégua tous les musulmans dans les forteresses et supprima les corps de garde turcs dans l'intérieur de Belgrade. La citadelle continuait à être occupée par une garnison ottomane; la Porte restait libre de donner aux fortifications le développement qu'une commission mixte jugerait nécessaire au point de vue militaire; elle devait seulement s'entendre avec le gouvernement serbe pour indemniser les propriétaires, qu'elle serait obligée d'exproprier; toutefois, il était défendu de toucher aux édifices religieux.

Bien que ces dispositions fussent avantageuses à la Serbie, la population ne cacha pas son désappointement et sa colère. La Skuptchina de 1864, dans sa réponse au

message du prince, se fit l'interprète des sentiments de la nation :

« Ce qui nous contriste le plus, disait-elle, c'est de voir,
« même après le bombardement de Belgrade, les canons
« des forteresses turques braqués sur la plus importante
« de nos villes. Prince, tout progrès réel est interdit à la
« Serbie aussi longtemps que les forteresses entretiendront
« le pays dans de continuelles appréhensions. Les habi-
« tants de la Serbie ne peuvent se rassurer tant que, sous
« ce rapport, satisfaction ne sera pas donnée aux récla-
« mations légitimes de Votre Altesse et de la nation. »

La diplomatie française soutenait les revendications de la Serbie ; en septembre 1865 intervint une convention avec la Porte par laquelle celle-ci, moyennant une indemnité pécuniaire renonçait à tout ce qu'elle possédait, à Belgrade, en dehors des limites de la citadelle.

La Serbie avait réussi à briser en partie la chaîne qui la rivait à la Turquie ; les provinces moldo-valaques allaient réaliser le vœu de tous les patriotes roumains en ne formant plus qu'un seul et même Etat.

Roumanie : le prince Couza et les couvents dédiés ; élection du prince Charles de Hohenzollern.

Depuis la révolution qui avait chassé les Fanariotes, les principautés danubiennes n'avaient laissé échapper aucune occasion de manifester leurs vœux pour leur réunion en un seul État. Malgré les intrigues de la Russie, malgré la résistance de la Porte, elles avaient marché vers leur but. Dans la conférence de Paris, le gouvernement français avait mis en avant le principe de l'union de la Moldavie et de la Valachie, mais il s'était heurté à l'opposition de la Porte poussée et soutenue par la Grande-Bretagne dont la politique consistait à contrecarrer partout la France. L'élection d'un même hospodar dans les deux principautés vint surprendre la diplomatie ; malgré les réserves des hommes d'État ottomans, la conférence de Paris ratifia cette

double élection du colonel Couza. Devant l'agitation de jour en jour croissante des principautés, la Porte se résigna à accepter le fait accompli et le 4 décembre 1861, elle consentit à l'union législative et administrative de la Moldavie et de la Valachie. Un firman du 10 décembre établit un seul ministère et une assemblée unique pour les deux pays, et limitait l'union au règne du prince Alexandre-Jean Ier.

L'assemblée où dominait le parti avancé entra de suite en lutte avec le ministère conservateur et le prince. Le président du conseil, M. Barbo Catardji, déploya dans les débats parlementaires un grand talent oratoire et une rare énergie : le 20 juin 1862, répondant aux attaques du parti révolutionnaire il s'écriait :

« Vous avez beau faire, vous ne m'intimiderez pas; vous m'écraserez plutôt à cette place! Et tant qu'il y aura une goutte de sang dans mes veines, je défendrai la société, la famille, la propriété et l'ordre public.» Quelques instants après, au sortir de l'assemblée, M. Catardji, frappé de deux balles à la tête, tombait raide mort. Le désaccord était complet entre le prince et la Chambre; ils conspiraient l'un contre l'autre. Pendant que l'assemblée se préparait à le renverser, le prince méditait un coup d'État pour changer la constitution et établir sa dictature. La question des couvents dédiés réunit un moment le prince et la représentation nationale, mais l'entente dictée par le patriotisme ne fut pas de longue durée.

Depuis qu'ils étaient délivrés des Fanariotes qui suçaient l'or et le sang des principautés, les Moldo-valaques revendiquaient la propriété des biens ecclésiastiques détenus par les moines grecs, dont les revenus allaient s'engloutir dans les coffres du patriarcat du Fanar, et, qui, sous le nom de couvents dédiés, relevaient des lieux saints de Jérusalem, du mont Athos et du Sinaï. La commission européenne envoyée en 1857 pour examiner la question formulait ainsi son opinion.

« Les commissaires d'Autriche, de France, de la Grande-
« Bretagne, de Prusse et de Sardaigne, après mûr examen,

« adoptent les faits suivants comme base de leurs apprécia-
« tions. Les propriétés attachées aux couvents étaient des-
« tinées d'abord à soutenir les communautés y appartenant
« et à remplir des actes de charité et de bienfaisance dans
« le pays. Il n'y avait que le superflu de leur revenu qui
« était approprié aux besoins des saints lieux. Un assez
« grand nombre de ces couvents ont été dédiés, postérieu-
« rement à leur fondation, non par les fondateurs, mais
« par des princes des deux principautés qui, trouvant les
« couvents indigènes et leurs propriétés mal administrés,
« les ont placés, par des actes de dédicace, sous la sur-
« veillance de couvents étrangers jouissant d'une grande
« réputation. Leur but qui était de pourvoir plus ample-
« ment aux besoins des communautés et aux charités
« imposées par les fondateurs peut être encore constaté
« par plusieurs actes de dédicace, qui ont été reproduits
« dans une brochure imprimée sous les auspices des cou-
« vents des saints lieux.

« Mais il est à remarquer que dans certains passages de
« cet opuscule, *le mot valaque qui signifie dédicace a été*
« *traduit par le mot donation*, ce qui implique une con-
« tradiction avec la pensée qui a dicté l'acte. Les commis-
« saires se croient en outre autorisés à considérer les
« biens des couvents dédiés comme des biens religieux
« *appartenant au pays moldo-valaque, destinés princi-*
« *palement à soutenir les œuvres pies indigènes, et sub-*
« *sidiairement à l'entretien des couvents des saints*
« *lieux.* »

Les cinq délégués concluaient, « pour mettre fin à un
« état de choses déplorable qui a fait passer la huitième
« partie du sol national en des mains étrangères, » à
l'abandon des biens des couvents dédiés au gouvernement
moldo-valaque, en échange d'une rente annuelle. La Russie
combattit vivement cette manière de voir; dans la croi-
sade entreprise par l'orthodoxie contre l'islamisme et le
catholicisme, dans l'oppression systématique et la tyran-
nie qu'elle fait peser sur les peuples qu'elle a spoliés, la
Russie a toujours trouvé parmi les moines grecs ses plus

précieux auxiliaires. La Porte, dupe des intrigues des Fanariotes, et méconnaissant ses véritables intérêts, appuya la protestation de la Russie. La conférence de 1858 invita le patriarcat et les principautés à s'entendre à l'amiable, déclarant que, passé un certain délai, le débat serait déféré à un arbitre nommé par la Porte d'accord avec les puissances. Néanmoins la question ne fit aucun progrès, et, en 1863, le prince Couza, s'arrêtant à une résolution énergique, décréta le séquestre des biens des couvents dédiés et ordonna le dépôt des revenus dans les caisses de l'État. Le patriarche de Constantinople cria à la spoliation; la Russie prit hautement sa cause en main, et, entraînant à sa remorque l'Angleterre et l'Autriche, poussa la Porte à exiger du prince la levée du séquestre, sous peine de voir les troupes ottomanes occuper la Roumanie. L'opposition déclarée de la France à ces mesures de coercition rompit l'intrigue moscovite; mais la Porte, de plus en plus aveuglée, refusa sa sanction à une combinaison indiquée par le prince Couza, et que tout juge impartial aurait trouvée des plus raisonnables. Peu importait au patriarcat du Fanar la raison; ce qu'il voulait avant tout, c'était le maintien intégral et absolu de ses usurpations. Il sut empêcher la Porte de consentir aux demandes du prince qui proposait que le gouvernement ottoman, agissant au nom des moines ses sujets, réglât directement la question avec le gouvernement roumain. Le prince Couza passa alors outre; le 12 septembre 1863, il fit savoir à la Porte qu'une somme de 84 millions de piastres turques (19,068,000 fr.) serait donnée, une fois pour toutes, aux couvents des saints lieux, pour être affectée exclusivement à des œuvres pies. Le capital serait placé sous la garantie collective de la Turquie, des puissances et de la Roumanie; les couvents devraient, chaque année, rendre un compte détaillé de leur gestion. Le gouvernement roumain consacrerait en plus une somme de 10 millions de piastres à l'érection, à Constantinople, d'un hôpital et d'une école laïque pour les chrétiens de tous rites. Ali-Pacha accepta de négocier sur ces bases, mais les moines grecs refusèrent

tout arrangement. Le 24 décembre, la Chambre roumaine vota la sécularisation de tous les couvents de la Roumanie, dédiés ou non dédiés. Le patriarcat, qui tirait ses plus forts revenus de l'exploitation des couvents dédiés, fit jouer tous les ressorts de l'intrigue, de la corruption et de la diplomatie, pour détruire l'œuvre du prince Couza. La Russie se fit son avocat auprès de la Porte et le Divan signifia à son vassal qu'il regardait comme nulle et non avenue la loi de sécularisation; l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse s'unirent également à la Russie pour maintenir un abus dont leurs délégués avaient autrefois reconnu la criante injustice. Mais l'Italie et la France refusèrent d'adhérer à la protestation de la Porte, et la France déclara qu'elle s'opposerait à toute mesure violente contre la Roumanie. Ali-Pacha qui avait toujours penché pour une solution pacifique, proposa au prince Couza, après s'être entendu avec le marquis de Moustier et sir Henri Bulwer, d'élever le chiffre de l'indemnité à 150 millions de piastres. Le gouvernement roumain y consentit, mais les moines grecs répondirent à Ali-Pacha que, « dans aucun cas, leurs convictions religieuses, ni la conscience de leurs devoirs ne leur permettaient d'admettre l'expropriation de l'église ni une indemnité quelconque » (22 septembre 1864). Le clergé grec avait beau faire, la Roumanie lui échappait. Une loi du 26 mai avait remis au prince la nomination des métropolitains et des évêques diocésains, les rendant justiciables du synode national pour les délits spirituels, et de la cour de cassation pour les autres : le 13 décembre 1865, le premier synode national de Roumanie tint sa première séance et affirma l'indépendance de l'église roumaine vis-à-vis du patriarcat œcuménique de Constantinople.

La bonne harmonie entre le prince et la Chambre n'avait pas duré : devant l'attitude systématiquement hostile de l'assemblée, ce prince, fort de sa popularité auprès des paysans, eût recours à un coup d'État : le 14 mai 1864, le Corps législatif était dissous; une loi électorale d'esprit démocratique, était proclamée et les modifications à la

constitution étaient ratifiées par un plébiscite qui donnait 713,285 oui, contre 57,000 non et 70,000 abstentions. Après quelques hésitations la Porte approuva la conduite du prince et reconnut à la Roumanie le droit de modifier son administration intérieure, sans avoir à en référer au pouvoir suzerain. Le prince s'était arrogé la dictature; il en profita pour précipiter les réformes : la loi rurale (26 août) qui abolit la corvée et permet au paysan de devenir propriétaire; le système décimal des poids et mesures; l'institution des actes de l'état civil et du mariage civil; l'instruction publique rendue obligatoire; le Code civil calqué sur le Code Napoléon; l'introduction du jury en matière criminelle; la création d'écoles militaires, de l'école des beaux-arts, d'hôpitaux, l'établissement des comices agricoles firent sortir la Roumanie de l'ornière où l'avaient plongée l'oppression fanariote et les intrigues de la Russie. Mais l'accroissement des impôts, la mauvaise administration des deniers publics, des scandales financiers, causés par l'entourage du prince font peu à peu oublier les grands services qu'il a rendus à sa patrie; des émeutes éclatent, elles sont rigoureusement réprimées. Aussitôt la Porte envoya à Buckharest une note comminatoire :

« Si réellement des causes de légitimes plaintes existent, « Votre Altesse ne saurait trop se hâter de prendre les « mesures nécessaires pour satisfaire, dans les limites « de la légalité, les désirs de la nation moldo-valaque en « ce qu'ils peuvent avoir de juste et de raisonnable; ni Sa « Majesté Impériale le Sultan, ni ses augustes alliés ne « peuvent voir avec indifférence que la force matérielle « devienne le seul moyen d'apaisement. » Toutefois, aucun effet ne suivit ce message, et après un échange de lettres entre le prince et Fuad-Pacha, l'affaire fut enterrée (19 novembre 1865). Le triomphe du prince Couza ne fut pas de longue durée : dans la nuit du 22 au 23 février 1866, une conspiration militaire, dirigée par le journaliste Rosetti, député et directeur du *Romànul*, surprenait le prince dans son palais et le forçait d'abdiquer. La couronne est offerte

au comte de Flandre : les représentants des puissances signataires du traité de 1856, se réunissent en conférence, à Paris (10 mars), et se prononcent, à l'exception de la Russie, pour le maintien de l'union, mais contre l'élection d'un prince étranger. Les Roumains n'en persistent pas moins, et, et le 19 avril, le prince Charles de Hohenzollern, de la famille royale de Prusse, est appelé à régner en Roumanie.

Administration de Fuad-Pacha : les finances ottomanes.

Pendant que les nationalités chrétiennes, abattues autrefois par les Ottomans, relevaient partout la tête, la Porte poursuivait la tâche difficile de sa réorganisation et luttait contre des embarras financiers qui compromettaient son avenir.

Ali-Pacha n'avait fait que passer au vézirat ; il avait signalé sa courte administration par la reconnaissance du royaume d'Italie et la conclusion d'un traité de commerce avec la France et l'Angleterre. L'influence britannique amena sa chute (novembre 1861) au profit de Fuad-Pacha.

Fils de Mollah-Izzet, poète distingué, mort en exil en Asie Mineure, sous le règne de Mahmoud II, élève de l'école impériale de médecine, il avait pris part, en qualité de chirurgien militaire, à l'expédition de 1830 contre les Arabes révoltés de Tripoli de Barbarie. Cette carrière ne pouvait suffire à son ambition ; il la quitta bientôt et entra dans les bureaux de traduction de la Sublime-Porte. Les événements de 1848 le mirent en lumière ; Dans sa mission en Moldo-Valachie, il entama, avec l'ambassadeur russe, le baron de Budberg, une lutte dont le succès fut un triomphe pour son habileté diplomatique. Ministre des affaires étrangères, démissionnaire en 1853 ; commissaire de la Porte en Thessalie ; plénipotentiaire de la Turquie au Congrès de Paris ; chargé de l'enquête au Liban, lors des massacres de 1860, il avait fait preuve dans toutes ces circonstances de véritables talents. Professant

des idées libérales, partisan des réformes, mais peu scrupuleux sur le choix des moyens, il rachetait une ambition démesurée par une capacité hors ligne.

Il voulut être libre de gouverner à sa guise et obtint du sultan l'éloignement de son beau-frère, le kapoudan-pacha Méhémet-Ali, mais ses allures indépendantes indisposèrent le sultan et il dut se retirer (1863). Nevriez-Pacha, chargé de former un autre ministère, ne put y parvenir, et le sceau fut confié à Kiamil-Pacha, gendre du vice-roi d'Égypte. Ali-Pacha resta aux affaires étrangères, Mustapha-Fazyl-Pacha aux finances, et Fuad reçut la présidence du conseil de justice et bientôt après le portefeuille de la guerre. Cette combinaison dura peu; en juin 1863, Fuad redevenait grand-vézir, tout en conservant la surveillance directe de la guerre, où il plaça une de ses créatures, Husseïn-Avni-Pacha, l'ennemi d'Omer-Pacha.

La question financière a toujours été une des grandes préoccupations du gouvernement ottoman; déjà, en 1656, un historien musulman déplorait en termes énergiques le désordre des finances et les malversations scandaleuses qui s'étalaient au grand jour. Mahmoud II, pour subvenir aux besoins impérieux que lui créaient les guerres continuelles qu'il eut à soutenir, avait eu recours au papier-monnaie. Une première émission de 32,000 bourses, remboursables en huit années, et portant intérêt 8 pour 100, eut lieu en janvier 1830. Les émissions se succédèrent bientôt rapidement et l'intérêt fut supprimé. Au début de son règne, Abd'ul-Medjid avait voulu opérer le retrait du *caïmé* (papier-monnaie), à cours forcé, qui entravait le développement financier de la Turquie; mais la guerre de Crimée et les prodigalités du harem avaient vite englouti l'emprunt de 1855 et porté au comble le désarroi du Trésor. La Porte tenta de faire appel aux capitaux européens, mais rebutée par la France et l'Angleterre qui refusèrent leur garantie, découragée par l'insuccès de l'emprunt Mirès, elle en était réduite aux expédients. On essaya de parer au déficit par une nouvelle émission de *caïmés*, pour une

somme de 1 milliard 200 millions de piastres[1] (14 avril 1861). Ces *caïmés* avaient cours forcé; les douanes seules étaient autorisées à les refuser; 250 millions de piastres devaient former les deux tiers du capital de monnaie *de bon aloi*, affecté au maintien du change avec l'Europe; le reste devait servir : 1° à retirer les anciens *caïmés;* 2° à payer les arriérés de 1860 et des années antérieures. Jusqu'à l'émission totale qui se ferait en mars 1862, il serait mis en circulation, à titre provisoire jusqu'à cette date, 30 millions de piastres pour l'usage exclusif de la capitale, plus de 150 millions qu'on distribuerait aux populations de l'intérieur, *en échange de monnaie d'or et d'argent.* Un timbre apposé au dos des titres de ces 150 millions de *caïmés* empêchait de les mettre en circulation avant le mois de mars 1862. La combinaison, comme on le voit, était assez ingénieuse pour frapper les contribuables d'un emprunt forcé. Les *caïmés* devaient être retirés graduellement de la circulation, pendant une période de dix-huit ans, au moyen d'une somme annuelle de 750 millions de piastres prélevées sur les revenus affectés à la garantie de l'emprunt Mirès.

Si la Porte avait cru remédier au mal, le succès ne répondit pas à ses espérances; le sultan le reconnut dans un hatt du 20 janvier 1862, adressé au grand-vézir Fuad-Pacha, qui le chargeait de réformer les finances et lui confiait la direction générale de tous les revenus de l'État. Dans un remarquable rapport (6 février), Fuad rendit compte au souverain de la situation :

« Le papier-monnaie qui n'a pour équivalent aucune valeur réelle, n'est qu'un mode factice du crédit; il équivaut à la réduction de la valeur des changes, il apporte dans les relations commerciales des perturbations incessantes qui réagissent sur le crédit de l'État et dont celui-ci ou le public, et quelquefois l'un et l'autre, ne manquent jamais d'éprouver les suites funestes....

« Il est hors de doute que l'émission du papier-monnaie

[1] Environ 283 millions de francs.

n'est pas une saine mesure financière pour le gouvernement de Votre Majesté, mais un expédient évidemment dangereux, qui n'est adopté que dans le cas d'urgence. »

Le *caïmé* était rapidement tombé : la livre turque valait 350 piastres en papier. Le gouvernement se décida à le retirer; un arrêté du 17 juin prescrivit :

1° Le retrait complet du *caïmé;*

2° La liquidation des dettes flottantes des diverses administrations;

3° La publication du budget des recettes et des dépenses et la réduction de ces dernières.

Grâce à un emprunt de 8 millions de livres sterling conclu à l'étranger, le retrait du caïmé s'opéra du 1er juillet au 13 septembre : 1,000,907,720 piastres furent remboursées aux porteurs de titres, sur la valeur nominale, à raison de 40 pour 100 en métallique et de 60 pour 100 en consolidés au pair.

Cependant le déficit allait croissant : le sultan supprima les 5,000 bourses mensuelles qui formaient la réserve de la liste civile et ordonna de réduire les sommes allouées aux sultanes (13 février 1863). La création de la banque, fondée avec le concours de capitalistes français et anglais, permit au gouvernement de contracter, par l'entremise des fondateurs de la banque, un nouvel emprunt de 8 millions de livres sterling. Six étaient destinés au service de la dette, le reste au retrait de la monnaie de titre inférieur.

Grâce aux réductions suivantes opérées dans les différents départements :

Liste civile, 60,000 bourses ; guerre, 131,000 bourses; marine, 35,000; intérieur, 18,000; affaires étrangères, 3,300; commerce, 2,500; instruction publique, 2,400; police, 6,000; finances, 25,000;

Le ministre des finances, Mustapha-Fazyl-Pacha, arrivait à présenter un excédent de recettes de 43,000 bourses. Il proposait en outre :

1° D'imposer la propriété immobilière à Constantinople ;

2° De proportionner les redevances perçues sur les immeubles *vakoufs* aux dépenses des fondations pieuses

dont ils relevaient, ce qui permettrait au Trésor de reporter sur les travaux publics et l'instruction publique les 40,000 bourses qu'il versait annuellement à la caisse centrale de l'administration des *vakoufs;*

3° D'améliorer les douanes et les contributions indirectes pour délivrer les populations de la tyrannie fiscale qui pesait sur elles et augmenter les revenus de l'État.

4° D'exécuter, par tout l'empire, aussi vite que possible, les opérations du cadastre.

« Ces travaux contribueront à mettre au grand jour les soustractions et les injustices commises dans la répartition de l'impôt; ils permettront d'alléger les charges de la partie indigente de la population, de faire contribuer les riches aux dépenses publiques dans la mesure de leur fortune et d'assurer le recouvrement intégral du revenu[1]. »

Malheureusement, Fuad-Pacha, pour mieux dominer l'esprit du sultan, flatta le penchant de son maître à la dépense et le laissa s'engager dans une voie ruineuse de prodigalités fastueuses et inutiles. Revenant sur ses premières résolutions, Abd'ul-Aziz prit trois femmes légitimes et se forma un harem qui compta bientôt 900 femmes et 3,000 eunuques, chambellans, cochers, bateliers, etc. Le nombre des tables servies dans les palais impériaux s'élevait à 500, et chacune comprenait douze plats.

L'inimitié qui couvait entre Mustapha-Fazyl-Pacha et Fuad-Pacha ne tarda pas à éclater au grand jour; cette inimitié datait du jour où Fuad avait été désigné comme arbitre pour régler le partage de la succession du père de Mustapha-Fazyl : Mustapha l'accusait d'avoir, par ses intrigues, semé la désunion entre ses frères et lui. Le prince égyptien refusa d'adhérer aux mesures financières du grand-vézir et adressa au sultan un rapport où il mettait à nu les plaies de l'empire et faisait entendre un langage auquel on n'était pas habitué au sérail. L'influence du grand-vézir l'emporta, et Mustapha-Fazyl, destitué et

[1] Rapport de Mustapha-Fazyl-Pacha au grand-vézir, en date du 13 septembre 1863.

remplacé par Kiani-Pacha (mars 1864), quitta brusquement Constantinople et se rendit à Paris. La Porte ordonna le séquestre de ses biens; grâce à l'intervention du gouvernement français, cette mesure ne fut pas suivie d'effet, et Mustapha-Fazyl devint président de la Cour des comptes. Dans cette nouvelle situation, la lutte se poursuivit entre les deux rivaux, toujours sur le terrain de la question financière. Voulant écraser son adversaire, Mustapha-Fazyl demanda une audience au padischâh et lui exposa de vive voix la gravité de la situation et les périls que faisaient courir à l'État les agissements de Fuad-Pacha, qui ne pouvaient aboutir qu'à la banqueroute. La hardiesse de ses paroles déplut au sultan : il fut exilé.

Sur le rapport de Kiani-Pacha, en date du 19 mars 1865, l'institution du grand livre de la dette publique de l'empire et l'inscription au grand livre de la dette générale d'une somme de 40 millions de livres turques ; la conversion de la dette publique intérieure, c'est-à-dire la transformation en obligations de la dette générale des *Eshami-Djehidés*, des *Tahvelati-Mumtazi*, des *Serghis* de dix ans, furent décrétées les 29, 30 et 31 mars. Le Trésor, épuisé par les prodigalités du palais, était vide; il se trouvait dans l'impossibilité de payer le prochain semestre de la rente, récemment inscrite au grand-livre. On essaya de se procurer les fonds nécessaires en émettant, par le canal de la banque ottomane et du crédit mobilier de Paris, un emprunt de 150 millions de francs, à 12 pour 100. L'emprunt, lancé au mois de décembre 1865, produisit à peine de quoi payer le trimestre échu de la dette générale.

Les travaux publics cependant, sous la direction d'Ethem-Pacha, avaient pris un essor assez rapide. Une route reliait Trébizonde à Erzeroum; les travaux du chemin de fer de Varna à Roustchouk étaient commencés; l'amélioration des bouches du Danube offrait de nouvelles facilités au transit commercial. La Porte céda ses droits sur le delta du Danube à un syndicat européen, à condition que les travaux achevés, une commission des puissances rive-

raines déterminerait le règlement de la navigation du bas Danube et veillerait à son exécution.

A la suite de l'épidémie de choléra qui désola tout le bassin de la Méditerranée, sur les pas des pèlerins de la Mecque (1865), une commission internationale se réunit, à Constantinople, pour étudier les moyens de prévenir le retour de pareilles calamités. Un conseil sanitaire fut institué et chargé de veiller à l'établissement de lazarets et de quarantaines. Un hôpital fut fondé par Server-Pacha, président de la municipalité de Pera, pour recevoir gratuitement les malades pauvres, sans distinction de culte ni de nationalité. Le gouvernement ottoman ne craignit point de mettre sous la direction des sœurs de charité un hôpital où l'immense majorité des malades appartient à la religion mahométane ; jamais il n'a eu à s'en repentir et les musulmans n'ont jamais eu qu'à se louer du choix fait par le sultan. Malgré la modicité de la subvention qui lui est allouée sur le budget de la municipalité, et dont le payement se fait bien souvent attendre, cet hôpital n'a cessé de remplir sa mission, grâce au zèle et à l'abnégation des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, aidées, il faut le reconnaître, par la charité publique.

Vézirat de Méhémet-Ruschdi-Pacha. Insurrection de la Crète.

La crise financière exploitée contre Fuad-Pacha par ses ennemis, la mort de lord Palmerston et la nouvelle ligne de politique étrangère adoptée par le gouvernement anglais déterminèrent la chute du grand-vézir. Le 4 juin 1866, Méhémet-Ruschdi-Pacha formait un ministère nouveau et l'influence française devenait prépondérante à Stamboul. Le nouveau vézir essaya de relever le crédit en régularisant et en assurant pour l'avenir le payement des intérêts de la dette ottomane : il céda à la banque ottomane le revenu de certaines provinces de l'empire, en garantie du payement des coupons trimestriels, en échange de l'engage-

ment, pris par la banque, de liquider les obligations résultant des emprunts turcs. Mais pour satisfaire aux besoins urgents il fallait de l'argent de suite ; à deux reprises différentes on tenta un emprunt : chaque fois on échoua. On revint alors à l'ancien système de vivre au jour le jour, au moyen de petits emprunts négociés avec les banquiers de Galata.

La situation politique n'était pas meilleure que la situation financière. Le Monténégro, à peine remis du désastre de 1862, ne pouvait susciter d'embarras à la Porte, mais du côté de la Serbie et de la Roumanie les complications atteignaient un haut degré de gravité. L'élection du prince Charles de Hohenzollern au trône de Roumanie avait soulevé les protestations de la Porte qui se refusait à reconnaître l'union définitive des principautés danubiennes. La conférence de Paris confirma néanmoins la nomination du prince Charles et les puissances reconnurent le gouvernement roumain. Le Divan concentra un corps d'armée sur le Danube, mais les événements de Crète le forcèrent bientôt à rappeler ses troupes, et Méhémet-Ruschdi-Pacha reconnut le prince de Roumanie, auquel on accorda même les honneurs royaux : les Turcs se contentèrent d'une légère augmentation de tribut. Les conseils de la France n'avaient pas été étrangers à cette décision et la Porte avait fait acte de sage politique. Son intérêt bien entendu était de faire une Roumanie forte et puissante qui pût rétablir, entre l'empire et la Russie, la barrière qu'on avait laissé si maladroitement détruire, en abandonnant la Pologne aux trois puissances du Nord. Les Roumains, peuple latin, étaient une sentinelle avancée contre les envahisseurs du pangermanisme et du panslavisme. Enfin il eût mieux valu pour la Turquie avoir un allié fidèle qu'un vassal indocile qui pouvait (les événements de 1877 ne l'ont que trop prouvé) devenir dangereux.

La Serbie, peu satisfaite de la convention de septembre 1865, ne cessait de réclamer l'évacuation des quatre forteresses qu'occupaient encore les troupes ottomanes. La Porte, totalement dépourvue d'argent, obligée de faire face

à l'insurrection candiote qui menaçait d'allumer la guerre entre la Grèce et la Turquie, la Porte ne pouvait songer à se créer des embarras sur le Danube : un conflit avec la Serbie eût provoqué un soulèvement général de toutes les provinces chrétiennes de l'empire. Elle céda : en mars 1867, la Serbie était délivrée de la menace des baïonnettes turques, et le drapeau aux trois couleurs flottait sur la citadelle de Belgrade.

Dans l'île de Crète, le sang coulait à flots : l'exagération des taxes et des droits de douane, la perception arbitraire des impôts, les fréquents dénis de justice des tribunaux turcs, avaient soulevé des plaintes générales chez les Crétois. Ils adressèrent à la Sublime Porte une requête contre le gouverneur général, Ismaïl-Pacha, énumérèrent dans une supplique leurs griefs et exposèrent les réformes qu'ils souhaitaient. Ismaïl-Pacha défendit les rassemblements, menaça de traiter comme rebelles tous ceux qui se rendraient aux réunions publiques et concentra des troupes sur les points stratégiques. Le 1er août 1866 arriva la réponse du Divan aux demandes des habitants ; elle ne contenait que de vagues promesses d'améliorer leur sort, refusait de discuter leurs griefs et annonçait un châtiment sévère pour ceux qui ne se soumettraient pas aux volontés du sultan. L'insurrection éclata aussitôt et l'assemblée générale des Crétois proclama l'union de l'île au royaume hellénique. Hérissé de montagnes, aux flancs abrupts et couverts de forêts épaisses, aux gorges profondes et étroites, où les lits des torrents desséchés et les pistes des fauves forment les seuls chemins, nul pays n'est plus propre à la guerre de guérillas. Le massif de Sphakia, le plus élevé de l'île (2400m), habité par une race de rudes montagnards qui prétendent descendre des Romains, a toujours tenu tête à tous les conquérants. Ni les Sarrasins, ni les Vénitiens ne purent soumettre les Sphakiotes et les Turcs les trouvèrent toujours devant eux, comme une barrière infranchissable, chaque fois qu'il s'est agi de l'indépendance des *montagnes blanches*. En 1770, en 1821, en 1841, en 1858, ce furent eux qui donnèrent le signal de l'insurrection, ce furent eux qui posèrent les armes les

derniers ; en 1866, ce sont encore eux qui fournissent à la cause nationale ses champions les plus intrépides et les plus dévoués.

Les détachements musulmans surpris dans les défilés des montagnes, coupés les uns des autres, sont refoulés en désordre sur Candie et sur la Canée; Ismaïl-Pacha est battu à Vrissès et capitule à Apocorono, pendant qu'une autre division est écrasée à Selino. Pour étouffer la révolte, la Porte envoie 40,000 hommes qu'elle fait accompagner, sur les remontrances de la France et de l'Angleterre, par un commissaire muni de pleins pouvoirs, Kiritli-Pacha, ancien gouverneur de l'île. Ce choix n'était pas habile : Kiritli était, il est vrai, un homme énergique, connaissant parfaitement les hommes et le pays ; mais son administration avait laissé des souvenirs néfastes dans l'île, et la haine réciproque que se portaient le commissaire ottoman et les Crétois frappait d'avance d'insuccès les négociations entamées. Après quelques pourparlers infructueux, Kiritli-Pacha dépouillant son caractère de médiateur, recourut à la force et prit la direction des opérations militaires.

Effrayé de la gravité de la situation, Méhémet-Ruschdi donna sa démission de grand-vézir : le fardeau était trop lourd pour ses épaules (11 fév. 1867).

Vézirat d'Ali-Pacha ; pacification de la Crète.

Le nouveau ministère ayant à sa tête Ali-Pacha, grand-vézir, avec Fuad-Pacha aux affaires étrangères et Méhémet-Ruschdi-Pacha à la guerre, ne fut guère que le remaniement de l'ancien ministère : on n'avait, à vrai dire, fait que changer les places. Ancien élève de Reschid qui a formé presque tous les hommes d'État qui, depuis Mahmoud, ont joué un rôle en Turquie, Ali-Pacha était le diplomate le plus renommé de l'empire, réputation dont il était digne par ses talents. Chargé d'affaires à Londres en 1838, ambassadeur en 1841, président du conseil du Tanzimat, grand-vézir en 1852, plénipotentiaire de la Turquie au congrès

de Paris en 1856, grand-vézir en 1857, en 1861, ministre des affaires étrangères depuis cette époque, travailleur acharné, d'une grande probité qui ne s'était jamais, chose rare en Turquie, abaissée jusqu'à accepter des backchichs (pots-de-vin), il était un des chefs les plus marquants du parti réformateur et le plus convaincu que la régénération de l'empire ne pouvait s'accomplir efficacement qu'avec le concours de l'Europe.

Kiritli fut remplacé par Omer-Pacha, qui entreprit de rejeter la population insurgée dans les montagnes de Sphakia, de la cerner et de l'exterminer. Ce plan échoua, vu l'insuffisance des forces dont disposait le général ottoman, et par suite de l'incapacité de ses lieutenants. Les femmes et les enfants des insurgés purent s'embarquer sur des vaisseaux européens, malgré la surveillance des croiseurs turcs, dont le feu balayait le rivage. Les colonnes ottomanes, mal dirigées, mal commandées, furent battues et dispersées. Ces échecs répétés exaltèrent la colère du sultan ; il allait s'abandonner à des mesures violentes quand les ambassadeurs de France, d'Italie, de Prusse et de Russie firent une démarche auprès du gouvernement impérial pour demander l'envoi en Crète d'une commission internationale, chargée de constituer une administration, garantissant la sécurité et le bien-être. Encouragée par l'abstention de l'Angleterre et de l'Autriche, la Porte refusa, mais se déclara prête à envoyer un plénipotentiaire ottoman traiter avec les insurgés. Ali ne voulut s'en rapporter à personne et se rendit lui-même en Crète (4 octobre 1867).

Il essaya d'abord de gagner les principaux chefs : décorations, honneurs, argent, il n'épargna aucun moyen de séduction. S'il faut en croire la correspondance musulmane de la Canée du journal turc le *Mukbir*, le grand-vézir n'aurait pas reculé devant des moyens plus expéditifs : il aurait essayé de faire assassiner les chefs qu'il n'avait pu gagner. La vie tout entière d'Ali-Pacha proteste contre une pareille imputation qui n'est qu'une calomnie dictée par l'esprit de parti. On ne put arriver à un compromis ; le vézir irrité s'en prit à Omer-Pacha, qui prétendit avec

raison que les bévues de la marine et l'ingérence inepte de la bureaucratie avaient paralysé les opérations militaires. Dégoûté, le maréchal offrit sa démission, et Hussein-Avni-Pacha lui succéda dans le commandement des troupes et fut nommé gouverneur général de l'île. Au commencement de 1868, Ali-Pacha retourna à Stamboul, où l'attitude de la Grèce réclamait sa présence.

L'insurrection crétoise ne pouvait manquer de provoquer toutes les sympathies des Hellènes : des comités installés à Athènes recueillaient des fonds, organisaient des souscriptions et équipaient des corps de volontaires à destination de Candie; de tous les ports sortaient des corsaires qui, bravant l'escadre d'Hobart-Pacha, allaient audacieusement ravitailler les insurgés. Le général Kalergis sollicitait l'empereur Napoléon III en faveur de ses compatriotes; le colonel Coroneos débarquait en Crète et prenait le commandement de toutes les guérillas. Le cabinet Coumonduros achetait des fusils, mettait l'armée sur le pied de guerre, mais, ne trouvant pas chez le roi une ardeur égale à la sienne, donnait sa démission (décembre 1867). Cependant le parti de la guerre, qui avait la majorité dans le peuple et dans la Chambre, l'emporta : les relations diplomatiques furent sur le point de se rompre (30 avril 1868). L'Angleterre et la France arrêtèrent la Grèce, mais la rentrée au pouvoir de M. Coumonduros fit entrer la crise dans une période aiguë. Des corps de volontaires crétois quittèrent Athènes, en plein jour, enseignes déployées, et vinrent braver l'ambassadeur ottoman jusque dans le local de la légation ; le ministre déclara à la Chambre que l'opinion publique réclamait l'annexion de la Crète au royaume de Grèce. La Porte rappela son ambassadeur (2 décembre), adressa un ultimatum au roi Georges (11 décembre), et Hobart-Pacha menaça de saisir de vive force, dans le port de Syra, le corsaire hellénique *l'Enosie*. L'ultimatum fut rejeté et la Grèce se prépara à la guerre.

Les Hellènes de Crète n'avaient pas la sympathie des cabinets de l'Europe : l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse, se prononçaient ouvertement contre eux ; la France, qui

avait d'abord semblé incliner en leur faveur, appuyait vigoureusement la Turquie. Des bâtiments français furent accusés de connivence avec la flotte ottomane, et le consul de France était intervenu pour décider l'énergique Pétropolaki à poser les armes. La diplomatie résolut d'empêcher l'explosion d'une guerre qui pouvait embraser l'Europe ; une conférence se réunit à Paris, qui n'admit la Grèce qu'avec voix consultative et la contraignit à assister frémissante et inactive à la ruine des derniers défenseurs de l'indépendance crétoise (janvier-février 1869). Les Candiotes, dépourvus d'argent, de munitions, de canons, ne pouvaient tenir plus longtemps contre les masses de troupes que la Porte lançait contre eux : la résistance se concentrait tout entière dans les districts de Sphakia et d'Apocorono où Pétropolaki et Limbrakaki refusaient de poser les armes. Les Turcs n'avancèrent qu'au prix des plus grands sacrifices : l'épisode le plus célèbre de cette période de la lutte est celui du couvent d'Arcadion que les femmes crétoises firent sauter, au moment où l'ennemi franchissait la dernière enceinte sur les cadavres de ses derniers défenseurs.

Bien que l'insurrection eût été écrasée, les Crétois réussirent cependant à obtenir une amélioration à leur sort. Un iradè du 18 septembre 1867 avait doté la Crète d'une constitution et fait remise aux habitants de deux années de dîme, à partir du 1er mars 1868. En outre, les chrétiens étaient exemptés de la contribution pour le service militaire, aussi longtemps que la population musulmane ne serait pas astreinte au service militaire.

Auprès du gouverneur général, des gouverneurs et des sous-gouverneurs siégeaient des conseils d'administration composés des autorités locales, des présidents du tribunal, de l'évêque et de six membres, dont trois chrétiens et trois musulmans, élus par leurs communautés respectives.

Tous les procès commerciaux, civils et criminels entre chrétiens et musulmans devaient être jugés par les tribunaux mixtes, dont les juges seraient élus sur une liste dressée par les kaïmakans, les mutessarifs et le vali.

Le canal de Suez.

L'année 1869 vit s'accomplir une œuvre qui intéressait le commerce du monde entier et particulièrement l'empire ottoman : le percement de l'isthme de Suez.

« La jonction de la mer Méditerranée et de la mer Rouge,
« par un canal navigable, est une entreprise dont l'utilité
« a appelé l'attention de tous les grands hommes qui ont
« régné ou passé en Égypte : Sésostris, Alexandre, César,
« le conquérant arabe Amr, Napoléon I[er] et Mohammed-
« Ali [1]. »

Un canal mettant en communication le golfe arabique avec la branche pélusiaque du Nil avait existé dans l'antiquité. Nécos, père de Psammeticus, en commença les travaux qui furent achevés sous Darius I[er]. « Ce canal, dit « Hérodote, a quatre journées de navigation de longueur, « et offre assez de largeur pour que deux trirèmes puissent « y passer. L'eau qui le remplit provient du Nil et y entre « un peu au-dessus de Bubastis. Il aboutit à la mer Éry- « thrée (mer Rouge), près de Patumos, ville d'Arabie. Il « commence dans la plaine, se dirige d'abord d'occident « en orient, passe par les ouvertures de la montagne et « se porte au midi, vers le golfe d'Arabie. » Selon Diodore de Sicile, le canal n'aurait été terminé que sous Ptolémée II Lagide. Ensablé par suite de la négligence des autorités égyptiennes, il fut rétabli par les Romains, et fonctionnait encore sous les Arabes. Ce fut le khalife abbasside, Abou-Jafar-El-Manzor, qui ordonna de le combler pour empêcher qu'il ne servît à ravitailler Médine, insurgée contre son autorité par Mohammed-bey-Ali-Taleb (159 de l'hégire). Mustapha III avait conçu l'idée de percer l'isthme de Suez et confié au baron de Tott le soin de faire les études préparatoires ; sa mort empêcha la réalisation de ce plan. Bonaparte, à peine débarqué

[1] F. de Lesseps, *Percement de l'isthme de Suez.*

en Égypte, chargea une commission d'ingénieurs et de savants de rechercher si le rétablissement de la communication entre les deux mers était possible. La réponse fut affirmative. Le temps manqua à Bonaparte pour faire quelque chose; au moment de son départ, il dit au rapporteur de la commission : « La chose est grande, ce ne sera pas moi qui maintenant pourrai l'accomplir; mais le gouvernement turc trouvera peut-être un jour sa conservation et sa gloire à l'exécution de ce projet. »

La véritable jonction des deux mers consistait, non dans un canal intérieur, mais dans la section de l'isthme qui devait permettre aux nâvires de passer sans décharger. La dépression de Péluse à Suez qui renferme les lacs amers était la voie naturelle qui s'offrait au tracé direct, celle qui servait le mieux les intérêts du commerce universel et les intérêts politiques de l'Égypte et de la Turquie. Un préjugé qui remontait aux temps anciens, déclarait le tracé direct impossible, à cause de la différence de niveau des deux mers. Cette erreur était passée à l'état de vérité depuis les travaux de la Société scientifique de 1779, qui avait trouvé une élévation de $9^{m},90$ pour la mer Rouge : Laplace seul n'avait pas voulu admettre la possibilité d'une telle dépression. En 1840, des officiers anglais constatèrent que la différence du niveau était nulle, et en 1847, une commission d'ingénieurs français, envoyée par M. Talabot et dirigée par M. Bourdaloue, mit ce fait hors de doute. De nouvelles expériences, faites en 1853 par l'ingénieur en chef du vice-roi, M. Linant de Bellefonds, confirmèrent la justesse des précédentes observations. Le 30 novembre 1854, le vice-roi Mohammed-Saïd-Pacha délivrait à M. de Lesseps, qui depuis longtemps s'était fait le champion infatigable et dévoué du percement de l'isthme, un firman l'autorisant à constituer une compagnie universelle pour le percement de l'isthme et l'exploitation d'un passage propre à la grande navigation. La concession était donnée pour quatre-vingt-dix-neuf ans, à partir du jour de l'ouverture du canal. La Compagnie était autorisée à rattacher, par une voie

navigable, le Nil au passage direct, et le gouvernement égyptien abandonnait à la Compagnie les terrains du domaine public, alors incultes, qui seraient arrosés et cultivés à ses frais. La convention devait être soumise à la ratification du sultan, et l'autorisation de la Sublime Porte était nécessaire pour que les travaux commençassent.

L'entreprise avait, dès l'abord, excité les défiances de la Grande-Bretagne, toujours jalouse de l'influence de la France en Orient. Elle fit craindre à la Porte, primitivement favorable au projet, des dangers imaginaires; elle lui fit envisager le percement de l'isthme de Suez comme le signe précurseur de l'indépendance de l'Égypte. La Turquie était cependant intéressée au plus haut point à la réussite de l'œuvre : « La puissance des sultans successeurs des khalifes, écrivait M. de Lesseps, est à la fois un pouvoir politique et un suprême pontificat. Le Grand Seigneur est le chef suprême et le protecteur de la religion musulmane, en même temps que le souverain des territoires dont se composent ses États. Personne n'ignore l'importance attachée par les musulmans à la possession des villes saintes, regardée par eux comme une condition essentielle de l'autorité spirituelle du sultan. Mais l'on connaît aussi les difficultés et les lenteurs des communications actuelles entre la Turquie et l'Arabie, les espaces dévorants à franchir, les déserts à traverser pour envoyer directement des forces suffisantes au maintien d'une suprématie nécessaire.

« L'ouverture du canal de Suez fera disparaître tous ces obstacles; Constantinople pourra communiquer en quelques jours avec la côte d'Arabie; une route maritime, toujours praticable et facile, lui permettra de pourvoir à toutes les éventualités et replacera réellement les sanctuaires de la foi sous l'action directe du pontife souverain....

« De tous les grands ports européens, Constantinople est celui que le canal maritime rapproche le plus des Indes et de la Chine; il en est aujourd'hui le plus éloigné : il est à 6.000 lieues de Bombay, il n'en sera plus qu'à

1,800 lieues; il deviendra nécessairement l'entrepôt d'une partie du commerce qui s'établira entre les mers orientales et la mer Noire; et l'on peut se faire une idée de ce mouvement en remarquant que Trébizonde et Odessa sont moins éloignées de Suez que Trieste et Marseille[1]. »

Néanmoins, cédant aux suggestions de l'Angleterre, la Porte donna l'ordre d'interrompre les travaux (19 septembre 1859). La Compagnie, sous prétexte qu'il ne s'agissait que d'études préparatoires, éluda les injonctions du gouvernement ottoman, et, le cabinet des Tuileries intervenant, porta l'affaire sur le terrain diplomatique. L'avènement d'Ismaïl-Pacha en Égypte sembla devoir compromettre complètement le succès de l'entreprise de M. de Lesseps : le nouveau vice-roi chercha des chicanes de détail à la Compagnie. Loin d'imiter son prédécesseur, Saïd-Pacha, qui avait toujours paru disposé à se passer de l'autorisation de la Porte, Ismaïl-Pacha, qui tenait à ménager le sultan pour transmettre son autorité à son fils, rendit le gouvernement ottoman arbitre des destinées du canal. Fuad-Pacha, entièrement sous l'influence de l'Angleterre, ne cachait pas ses mauvaises dispositions pour M. de Lesseps et la compagnie du canal de Suez ; sur son ordre, Ali-Pacha adressa (le 6 avril 1863) à la France et à l'Angleterre une communication portant que la Porte ne pouvait donner son consentement :

1° Que si des stipulations internationales garantissaient la neutralité du canal, à l'exemple du Bosphore et des Dardanelles; 2° qu'à des conditions de nature à protéger et à assurer les importants intérêts qu'elle était appelée à sauvegarder.

Or, continuait la note, le plan actuel n'offrait à la Turquie aucune des garanties réclamées : les travaux se faisaient par la voie de la corvée qui absorbait 60,000 travailleurs; la Porte qui avait interdit la pratique d'une telle mesure dans l'empire ne pouvait la sanctionner en Égypte. Enfin la concession des terrains environnant le

[1] De Lesseps, *Égypte et Turquie.*

canal d'eau douce aurait pour résultat la création, sur territoire ottoman, de colonies indépendantes à Suez, Timsah, Port-Saïd, et sur les frontières de Syrie. Le consentement était subordonné « à la stipulation de la neutralité du « canal, l'abolition du travail forcé, l'abandon par la Com-« pagnie de la clause qui concerne le canal d'eau douce et « les terrains environnants. » La pensée secrète du gouvernement ottoman perçait dans les derniers paragraphes : si la Compagnie ne se soumettait pas, elle devait faire remise des travaux et des terrains au sultan qui s'entendrait avec le vice-roi pour leur continuation et rembourserait à la Compagnie les sommes déboursées. Un délai de six mois était accordé pour accepter les conditions de la note du 6 avril. A l'expiration du délai, Nubar-Pacha, au nom du vice-roi, signifiait à M. de Lesseps la réduction du nombre des travailleurs de 20,000 à 6,000, et le retrait de la concession des terrains bordant les canaux d'eau douce (12 octobre 1863). La Compagnie repoussa énergiquement ces prétentions: le conflit pouvait entraîner des complications de la plus haute gravité ; le vice-roi offrit de s'en rapporter à l'arbitrage de l'empereur Napoléon III. Un compromis fut alors signé entre le gouvernement égyptien et la Compagnie :

1° Les engagements résultant du contrat du 25 juillet 1856 étaient obligatoires pour les deux parties contractantes.

2° La Compagnie recevait une indemnité de 28 millions de francs en compensation de sa renonciation aux avantages de ce règlement dont la Porte réclamait la suppression, comme établissant la corvée.

3° La Compagnie rétrocédait au vice-roi le canal d'eau douce compris entre le Ouad, Timsah et Suez, mais elle en gardait la jouissance exclusive pendant toute la durée de la concession. Elle devait achever, elle-même, les travaux et le gouvernement égyptien payer 10 millions pour les frais d'exécution.

4° Les terrains concédés à la Compagnie étaient réduits à 10,264 hectares pour le canal maritime, à 9,000 pour le

canal d'eau douce. En échange des 6,000 hectares qu'elle rendait, la Compagnie touchait une indemnité de 30,000,000 de francs. Le payement des sommes dues par le vice-roi devait s'effectuer en seize versements dont le dernier était fixé au 1er novembre 1879 (6 juillet 1864).

Ismaïl-Pacha, qui avait protesté si haut contre la corvée, montra quelle était sa sincérité en faisant travailler, dans le courant de 1865, 70,000 fellahs réunis par ce moyen.

Les conditions posées par la Porte se trouvaient remplies, cependant Fuad-Pacha, poussé par l'ambassadeur anglais, fit écrire par le sultan à Napoléon III (mai 1856) pour lui demander l'envoi d'une commission chargée de déterminer la quantité de terrains nécessaires à la Compagnie et d'en faire la délimitation. Malgré le mauvais vouloir du grand-vézir, un traité fut signé entre la Compagnie et le gouvernement égyptien (30 janvier 1866), traité qui aplanissait toutes les difficultés pendantes, et le contrat général passé au Caire, un mois après, fut approuvé par la Porte.

Les travaux marchèrent alors rapidement, et en novembre 1869, l'inauguration du canal de Suez avait lieu en présence de plusieurs têtes couronnées et des sommités littéraires et scientifiques du monde entier. Le sultan, en froid avec son vassal, ne quitta pas sa capitale et se contenta d'exercer envers les hôtes illustres qui vinrent lui rendre visite l'hospitalité la plus fastueuse.

Administration d'Ali-Pacha.

Ali-Pacha avait pris pour programme de poursuivre la réalisation des idées de Mahmoud. Le caractère ombrageux et despotique d'Abd'ul-Aziz rendait cette tâche difficile. Profondément imbu de l'idée de son omnipotence, il ne pouvait concevoir qu'un sujet fût assez audacieux pour songer à mettre des bornes au pouvoir illimité qu'il tenait d'Allah: Dieu, le Prophète et le padischah, c'était en cela que se résumait le monde pour lui. Grâce à son habileté et à sa fermeté, Ali-Pacha parvint à s'imposer au sultan, et, s'il ne

justifia pas toutes les espérances qu'on avait mises en lui, il s'efforça du moins de maintenir l'empire dans une voie correcte et de développer les ressources vitales du pays. Reprenant les plans que les grands ministres d'autrefois avaient caressés, il travailla à séculariser les *vakoufs :* le droit de succession fut étendu aux terres du domaine et aux propriétés rurales des *vakoufs coutumiers*[1]. Les étrangers furent admis à posséder des immeubles dans toute l'étendue de l'empire, le Hedjaz excepté (18 juin 1868). Un conseil d'État, composé mi-partie de musulmans, mi-partie de chrétiens, fut institué : son inauguration fournit au sultan l'occasion de déclarer que tous ses sujets étaient égaux à ses yeux, quelles que fussent leurs croyances religieuses. « Pour moi, dit-il, il n'existe aucune distinction entre les « musulmans et les chrétiens. La religion et les droits des « chrétiens étaient sauvegardés jusqu'à ce jour, mais les « chrétiens n'étaient pas appelés aux grandes fonctions de « l'État. C'était l'ancien système ; maintenant la porte de « toutes les fonctions, y compris le grade de vézir, est « ouverte aux chrétiens. Le seul mérite décidera des « fonctions publiques. Comptez sur mes intentions, je « veux la prospérité de tous mes sujets, sans distinction « de croyances et de races » (juin 1868).

La création du ministère de l'intérieur dont dépendra désormais la liste civile, la reconstitution des tribunaux (avril 1869), un premier essai de code civil (juillet), l'autorisation de l'usage du système décimal des poids et mesures (20 janvier 1870), tels sont les principaux actes intérieurs du grand-vézir.

A l'extérieur il s'efforça, tout en conservant de bonnes relations avec l'Europe, de maintenir dans l'obédience de la Porte les principautés vassales qui tendaient de plus en plus à se détacher de l'empire. La Serbie et la Roumanie fomentaient des troubles dans la Bulgarie, travaillée par les agents panslavistes : des bandes se formaient sur le territoire roumain et tentaient de forcer le passage du

[1] Voir page 503.

Danube à Sistova (18 juillet 1868). Midhat-Pacha, gouverneur du vilayet du Danube, étouffa l'insurrection bulgare, dont les débris se réfugièrent dans la montagne, pour y vivre de brigandages. En même temps qu'il favorisait le coup de main des Bulgares enrôlés par les comités slaves, le ministère Bratiano faisait adopter aux chambres roumaines une loi qui devait porter l'effectif de l'armée à 87,000 hommes en temps de paix et à 174,000 hommes en temps de guerre. Aux remontrances d'Ali-Pacha, il répondit par une fin de non-recevoir des plus arrogantes et pressa activement l'organisation de l'armée roumaine. Le prince Charles, comptant sur les sympathies de la Prusse et de la France, affectait de plus en plus des allures de souverain indépendant.

Ce n'étaient pas seulement les principautés chrétiennes qui cherchaient à secouer le joug ; le vice-roi d'Égypte, exploitant les embarras financiers de son suzerain, lui arrachait, tous les jours, argent comptant, de nouvelles prérogatives. En 1867, il obtient le titre de *khédive* (maître, seigneur) avec presque tous les attributs de la souveraineté; 1868 (4 août), un firman impérial accorda l'investiture du khédivat au fils d'Ismaïl-Pacha au détriment des princes Mustapha-Fazyl-Pacha et Halim-Pacha. Le khédive contracte des emprunts, achète des vaisseaux cuirassés, convoque au Caire un corps législatif et invite, en son nom personnel, les souverains à l'inauguration du canal de Suez. Ces agissements amènent un échange de notes diplomatiques entre Stamboul et le Caire; le 29 août 1869, Ali-Pacha pose un ultimatum au khédive et le met en demeure de livrer sa flotte cuirassée, de réduire l'effectif de ses troupes de terre, d'envoyer chaque année à la Sublime Porte l'exposé de sa situation budgétaire et lui interdit de contracter des emprunts et de signer des conventions politiques sans l'autorisation préalable du sultan. Sous la pression de l'Angleterre le khédive céda (9 décembre).

L'écrasement de la France dans la guerre 1870-71 a pour contre-coup la dénonciation des traités de 1856. Forte de l'appui de l'Allemagne, la Russie déclare qu'elle cesse de

considérer la mer Noire comme neutre et qu'elle n'entend plus se soumettre aux obligations que les alliés lui ont imposées (31 octobre 1870). La conférence de Londres souscrit aux demandes de la Russie, malgré les protestations de la Porte (13 mai 1871). Quelques jours plus tard, l'empire perdait le seul grand homme de guerre qu'il possédât : Omer-Pacha mourait le 18 avril, et Ali-Pacha le suivait bientôt dans la tombe (18 septembre).

Dernières années d'Abd'ul-Aziz : sa déposition (1876). Mourad V. Abd'ul-Hamid II.

La mort d'Ali-Pacha fut un malheur pour la Turquie, car sous son successeur, Mahmoud-Neddim-Pacha, l'influence moscovite supplanta, dans les conseils du sultan, l'influence de l'Occident. Abd'ul-Aziz avait une idée assez juste de la conduite politique que la Porte devait tenir vis-à-vis des puissances européennes. La Prusse et l'Autriche, dont les intérêts en Orient étaient minimes, comparés à ceux de la France, de l'Angleterre et de la Russie, comptaient pour peu de chose dans ses calculs. Il considérait la France comme l'alliée la plus sincère et la plus désintéressée de la Turquie et croyait son alliance d'autant plus indispensable que, sans elle, l'Angleterre ne pouvait prêter à l'empire ottoman un appui efficace.

La Russie était l'ennemie invétérée des Osmanlys, mais la comparaison des forces respectives des deux empires avait convaincu le sultan qu'une lutte ne pouvait qu'être désastreuse pour la Porte, si elle se trouvait exposée seule aux coups de son adversaire. De là, les ménagements continuels qu'il eut pour la Russie, malgré les intrigues soutenues de cette puissance auprès des populations slaves de la Turquie d'Europe.

La mort d'Ali-Pacha, en élevant au vézirat Mahmoud-Neddim-Pacha qui s'exagérait encore la puissance moscovite, permit au général Ignatiew, ambassadeur du czar à Constantinople, de prendre un ascendant complet sur

l'esprit du sultan. Avec la plus grande habileté, il fit luire aux yeux du commandeur des croyants la perspective séduisante de l'union, sous son sceptre, avec l'aide de la Russie, de tous les États musulmans ; il lui persuada que le panslavisme était l'allié du panislamisme. Il exploita non moins adroitement l'idée dominante du sultan qui voulait changer l'ordre de succession au trône et transmettre la couronne à son fils aîné, Yousouf-Izzeddin. C'était l'objet de toutes les préoccupations d'Abd'ul-Aziz ; il ne dissimulait pas son antipathie pour ses neveux, surtout pour Murad l'héritier présomptif du trône : à plusieurs reprises, son entourage fut exilé, sans motifs, par simple mesure préventive.

En 1866, le gouvernement français ayant demandé que le prince Murad fût autorisé à venir passer quelques mois à Paris, pour s'initier à la pratique gouvernementale, le sultan refusa sèchement. En 1867, lors de son voyage en Europe, s'il emmena avec lui ses neveux Murad et Abd'ul-Hamid, c'est qu'il craignait de les laisser à Stamboul et qu'il préférait les surveiller lui-même. Le général Ignatiew promit au sultan l'appui de l'empereur Alexandre pour la réalisation de ses plans. Ne l'abordant jamais qu'avec les marques du plus profond respect et du plus grand dévouement, il capta à ce point la confiance d'Abd'ul-Aziz que celui-ci s'écria un jour qu'il n'avait qu'un seul et véritable ami, l'ambassadeur russe.

Mahmoud-Neddim-Pacha est renversé par Midhat-Pacha (mars 1873) ; jusqu'au 23 août 1875, trois grands-vézirs se succèdent rapidement, Midhat-Pacha, Husseïn-Avni-Pacha, Essad-Pacha ; Mahmoud-Neddim-Pacha, remonté au pouvoir, décrète la banqueroute (6 octobre 1875), vide, au profit du sérail, les caisses de l'État, se plie à toutes les exigences de la Russie et tombe devant une manifestation des *softas*, sous le poids de son impopularité (24 mai 1876). Le nouveau grand-vézir, Méhémet-Ruschdi-Pacha, conçoit le projet de déposer le sultan : une conspiration conduite par Midhat-Pacha, Husseïn-Avni-Pacha, ministre de la guerre, Redif-Pacha, président du grand conseil de la guerre, Suleyman-Pacha, Nedjib-Pacha, s'our-

dit dans l'ombre. Le Scheikh-ul-Islam, Hassan-Haïroullah, délivre le fetwa nécessaire, dans les termes suivants :

« *Demande.* Si le commandeur des croyants tient une « conduite insensée et s'il n'a pas les connaissances poli- « tiques exigées pour gouverner, s'il fait des dépenses « personnelles que l'empire ne peut supporter, si son main- « tien sur le trône doit avoir des conséquences funestes, « faut-il, oui ou non, le déposer?

« *Réponse.* La loi du Chéri dit : oui. »

Dans la nuit du 29 au 30 mai, Husseïn-Avni-Pacha se présentait chez le prince Murad, le revolver au poing, et l'entraînait au seraskerat où se trouvaient réunis tous les hauts dignitaires au courant du complot, et le proclamait padischah. En même temps, un régiment d'infanterie cernait le palais d'Abd'ul-Aziz, pendant que les élèves de l'école militaire occupaient les appartements intérieurs, et le chef des eunuques notifiait au sultan qu'il avait cessé de régner. Deux jours après, le public apprenait que l'ex-sultan s'était suicidé, en s'ouvrant les veines avec des ciseaux.

Murad V ne régna que trois mois : les émotions qui avaient précédé son élévation au pouvoir, la mort tragique de son oncle, l'assassinat de plusieurs des auteurs de la révolution du 29 mai par le tcherkess Hassan-Bey, avaient porté atteinte à ses facultés mentales. En août il était déposé à son tour, et le sceptre d'Osman passait à son frère Abd'ul-Hamid II.

La mauvaise administration de l'empire ottoman avait porté ses fruits : *l'homme malade* entrait en agonie, la Bosnie et l'Herzégovine étaient en feu; la Bulgarie agonisait dans le sang et les ruines; le Monténégro et la Serbie avaient audacieusement affiché leur résolution d'émanciper par la force des armes les populations slaves soumises à la Porte; l'Europe attendait dans une attitude hostile et la Russie guettait l'instant pour fondre sur la proie qu'elle convoitait depuis si longtemps. Une nouvelle guerre d'Orient commençait, qui devait aboutir au démembrement de la Turquie.

CHAPITRE XXIV

LA GUERRE D'ORIENT (AOÛT 1875-JUILLET 1878).

Insurrection de l'Herzégovine. — Massacres de Bulgarie. — Guerre de la Turquie contre la Serbie et le Monténégro (juillet 1876-mars 1877). — La constitution ottomane. — Conférence de Constantinople. — Protocole de Londres (31 mars 1877). Rupture entre la Porte et la Russie. — Guerre turco-russe (1877-1878). — Traités de San-Stefano (3 mars 1878) et de Berlin (13 juillet 1878).

Insurrection de l'Herzégovine.

Dans aucune province de l'empire, la condition des paysans chrétiens n'était plus misérable qu'en Bosnie et en Herzégovine ; la féodalité y subsistait dans tout ce qu'elle avait de pire. La conversion à l'islamisme des nobles bosniaques avait encore accru leur puissance seigneuriale et leur avait permis de faire peser sur les paysans un joug plus écrasant. « Les haines de caste s'ajoutant à la haine religieuse, ils dépassèrent bientôt les Turcs en fanatisme et réduisirent les paysans à un véritable esclavage; on montre encore, près d'une porte de Serajevo, le poirier sauvage où les notables de l'endroit allaient, de temps en temps, se donner le plaisir de faire pendre quelques malheureux rayas[1]. »

L'excès de la misère, le voisinage du Monténégro qui gardait fièrement les derniers vestiges de l'indépendance

[1] Élisée Reclus

serbe engendrèrent de fréquentes révoltes en Herzégovine. Les mêmes causes qui avaient provoqué les prises d'armes de 1857 et de 1867 amenèrent celle de 1875.

Las de souffrir, les Herzégoviniens adressèrent une supplique à la Porte, demandant :

1° La diminution de la taxe sur les moutons ; 2° la réduction de la taxe d'exonération du service militaire ; 3° la promesse qu'il ne serait pas établi de nouveaux impôts ; 4° l'organisation d'une gendarmerie indigène. On ne leur fit pas l'honneur d'une réponse : ils recoururent alors à la force. Dans les premiers jours d'août, Stolatz, petite ville située près du Monténégro, donna le signal de l'insurrection et un manifeste appela aux armes la Bosnie et l'Herzégovine.

« Frères, il y a longtemps qu'a été livrée la bataille « dans les plaines de Kossovo, mais depuis ce moment la « nation endure, sans trêve ni merci, les injustices, le « pillage, les mauvais traitements. Chaque pouce de terre « est arrosé du sang et des larmes de nos aïeux. Les Turcs « foulent aux pieds la foi, la liberté, l'honneur et les biens « des descendants des Niemanitch. »

La Porte se préoccupa peu au début de cette levée de boucliers ; le grand-vézir, Essad-Pacha, négligea même d'en prévenir le sultan, tant il y attachait peu d'importance. Mais, en quelques jours, le mouvement embrassa toute l'Herzégovine et s'étendit en Bosnie : Niksich et Piva furent bloquées, et Mouktar-Pacha battu complètement en essayant de dégager la première de ces places. La position de la garnison de Piva devint bientôt si critique qu'on agita à Stamboul la question de son évacuation. Mais le sérasker, Namyck-Pacha, s'indigna à l'idée d'un pareil affront infligé aux armes ottomanes ; il ordonna à Reouf-Pacha, dans les termes les plus énergiques, de sauver l'honneur du drapeau :

« Que la malédiction d'Allah, du prophète et de tous « les Ottomans soit sur vous, lui télégraphia-t-il, si vous « ne vous hâtez pas de dégager le bataillon cerné à Piva. »

Piva fut ravitaillé, mais ce succès n'influa en rien sur le

moral des insurgés. Du Monténégro et de la Serbie partaient, chaque jour, de nombreux volontaires qui venaient grossir leurs rangs ; des sociétés s'organisaient dans les pays slaves pour leur venir en aide et leur fournir des armes et des munitions ; les comités panslavistes de Moscou attisaient la révolte et envoyaient de l'argent et des officiers. La Porte crut pacifier le pays en promettant par un firman (12 décembre 1875) : la séparation du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire, la nomination des juges à l'élection, l'unification de l'impôt, l'égalité civile et politique. Les insurgés ne se fièrent pas à ces belles promesses et exigèrent des garanties. L'Autriche, qu'on a accusé d'avoir, sous main, encouragé le mouvement, après une entente préalable avec la Russie et l'Allemagne, adressa à la Porte une note l'*invitant* aux concessions suivantes : liberté religieuse, abolition de l'affermage de l'impôt, emploi du produit des contributions directes pour les besoins locaux, revision des lois régissant la propriété, nomination d'une commission de contrôle mixte. Après d'assez longues hésitations, le sultan adhéra à la note Andrassy (12 février 1876) ; mais les insurgés refusèrent de poser les armes tant que les troupes turques n'auraient pas évacué l'Herzégovine. L'assassinat des consuls de France et d'Allemagne à Salonique, assassinat commis par une bande de fanatiques avec la complicité des autorités ottomanes [1], en soulevant l'indignation publique en Europe, parut à la Russie une occasion propice pour amener l'Europe à intervenir en faveur des Slaves de Turquie. Le *memorandum* de Berlin, œuvre collective des trois chanceliers du Nord, somma la Porte d'appliquer les réformes contenues dans la note Andrassy, sous peine de s'y voir contrainte par la force, et de conclure avec les insurgés

[1] *Sélim bey*, chef de la police, condamné à quinze ans de travaux forcés dans la forteresse de Rhodes ; *Riza bey*, capitaine de corvette, condamné à dix ans de détention dans la forteresse de Rhodes, *Atta bey*, colonel d'infanterie, commandant la forteresse de Salonique, condamné à trois ans de prison dans la forteresse de Rhodes.

En réalité, les condamnés n'ont pas subi leur peine.

un armistice de deux mois, pour arriver à une entente complète (1er mai). Le *memorandum* reçut l'approbation de toutes ces puissances; seule, l'Angleterre refusa la sienne. La Porte, encouragée par cette attitude de la Grande-Bretagne, refusa également de souscrire à un acte attentatoire à sa dignité et à son indépendance.

Massacres de Bulgarie.

Aux embarras occasionnés à la Porte par l'insurrection de l'Herzégovine vinrent tout à coup s'ajouter les complications issues des massacres de Bulgarie.

Les Bulgares n'étaient guère moins malheureux que les Bosniaques et les Herzégoviniens ; seulement, en Bulgarie, les tcherkess remplaçaient les beys. Lors du grand exode de 1863-1864, qui fit refluer en Turquie quelques cent milliers de montagnards du Caucase, le gouvernement ottoman en répartit le plus grand nombre dans la Bulgarie et conçut le projet de former avec eux des colonies militaires, le long du Danube. L'arrivée des Circassiens fut une calamité pour les localités où ils s'établirent : aux environs d'Andrinople et de Philippopoli, les paysans durent nourrir les immigrants pendant tout l'hiver de 1864 à 1865. Les tcherkess se faisaient servir par les villageois, les maltraitaient et se seraient crus déshonorés de travailler : ils étaient, disaient-ils, des guerriers et non des hommes de peine. En 1865, quand on les établit dans la Dobroudja et sur les bords du Danube, ils firent main basse sur les vêtements, les chariots et les bestiaux de la population chrétienne. Cinq familles bulgares durent construire une maison pour une famille tcherkess et ensemencer son champ. Les Circassiens se trouvaient trop bien de cet état de choses pour ne pas chercher à le maintenir par tous les moyens possibles, et bientôt les Bulgares ne furent plus que leurs bêtes de somme. En même temps, le gouvernement s'efforçait d'empêcher la diffusion des lumières, la renaissance intellectuelle de la Bulgarie

devant nécessairement avoir pour corollaire sa renaissance politique. En 1869, l'imprimerie n'avait pas encore pénétré dans la Bulgarie ; sous le moindre prétexte, et parfois sans raison, comme à Sistova, les professeurs coupables d'initier la jeunesse bulgare aux idées de l'Occident étaient emprisonnés et déportés au fond de l'Asie. La province était écrasée d'impôts : taxe sur les moutons, à un franc par tête; capitation, même pour les nouveau-nés; dîme, le plus ordinairement doublée; enfin une foule de taxes extraordinaires et supplémentaires. Les tentatives de révolte de 1867 et de 1868 avaient donné l'éveil aux musulmans et provoqué leur défiance ; l'insurrection des provinces slaves raviva les espérances des Bulgares en même temps qu'elle réveilla le fanatisme des Turcs. Partout la population s'arma et se tint prête à courir sus aux chrétiens. Malgré les rapports des consuls étrangers, malgré les avertissements des feuilles officieuses elles-mêmes, le gouvernement ne prit aucune mesure de précaution.

En octobre et en novembre 1875, le village de Sulmchi fut le théâtre de scènes hideuses; la majeure partie de la population bulgare périt dans des tortures raffinées et subit les derniers outrages. Exploitant l'indignation soulevée par cet attentat, les comités slaves parvinrent à organiser une faible insurrection. A Otlukeuy et à Strielitza, quelques centaines d'insurgés massacrèrent tous les musulmans et arborèrent les couleurs bulgares (avril 1876). Le grand-vézir, Mahmoud-Neddim-Pacha, affolé par cette prise d'armes d'un peuple jusqu'alors humble et timide, courbé, hier encore, jusqu'à terre, s'arrêta à la mesure la plus déplorable. Il eût suffi de deux ou trois bataillons pour venir à bout de l'insurrection; mais au lieu d'envoyer des troupes régulières, il lâcha sur la Bulgarie dix mille tcherkess et bachibozouks.

Cette malheureuse contrée fut changée en un lac de sang; pendant trois mois, les incendies des villages bulgares éclairèrent le massacre d'une population entière. A Batak, où ne s'était jamais développé le moindre ferment

de révolte, sur 7,000 habitants, 5,000 furent égorgés. A Pierouslitza, du moins, les Bulgares ne voulurent pas mourir sans vengeance : retranchés dans l'église, monument massif en pierres de taille, ils se défendirent avec la sombre énergie du désespoir. Le combat dura quatre jours; pour venir à bout de cette résistance, il fallut employer du canon. Tout fut tué; les quelques enfants et jeunes filles qui échappèrent au sabre des bourreaux allèrent alimenter les marchés secrets d'esclaves de Stamboul. A Yamboli, les massacres eurent lieu sous la présidence de Chevfket-Pacha, et sur les dénonciations d'un certain Antoniades, commissaire de surveillance du gouvernement ottoman auprès du chemin de fer. Pour s'approprier une somme de 500 livres turques que lui avait prêtées M. Zankoff[1], il le dénonça comme le chef d'une vaste conspiration et l'instigateur d'un massacre général des Turcs. Chevfket-Pacha, arrivé d'Andrinople, à la tête d'une colonne expéditionnaire, fut trop heureux de trouver dans les calomnies et les inventions du sieur Antoniades un prétexte pour satisfaire sa haine des Ghiaours. Dans un seul petit village, aux environs de Yamboli, 300 Bulgares (toute la population masculine du village) furent fusillés sans autre forme de procès. M. Zankoff ne dut la vie qu'à l'intervention du chef de gare de Yamboli, M. Scheffer-Brouwer, qui, en dépit de sa qualité d'Européen, fut arrêté, jeté en prison, et resta vingt-deux jours exposé aux menaces des bachibozouks, rendus furieux par le sang dont ils s'abreuvaient. L'enquête anglaise, dont il est impossible de nier la partialité en faveur des Turcs, avoue 12,000 victimes; les rapports de l'ambassade de France en portent le nombre à 20,000. La Porte chercha à atténuer l'horreur qu'excitèrent en Europe ces massacres, en les rejetant sur la population musulmane qui, menacée d'extermination, aurait été saisie de fureur à la suite des cruautés perpétrées sur des compatriotes par des insurgés bulgares; elle nia les crimes imputés aux bachibozouks,

[1] Depuis préfet de Yamboli.

mais ces explications ne pouvaient détruire l'effet des rapports adressés à leurs gouvernements par les représentants des puissances étrangères. L'ambassadeur de France écrivait au ministre des affaires étrangères : « Grâce à « leurs habitudes laborieuses et morales, malgré bien des « avanies, les populations chrétiennes des Balkhans allaient « grandissant en richesse et en instruction, par la force « des choses, elles gagnaient chaque jour du terrain sur « les musulmans. C'est à ce progrès si naturel et si légi- « time que certains patriotes ottomans entendent mettre « un terme par le massacre et l'incendie [1]. » La publication du rapport d'enquête de M. Baring, les révélations des correspondants du *Daily-News*, soulevaient l'indignation publique en Angleterre, et lord Derby télégraphiait, à l'ambassadeur britannique, sir Elliot, à l'occasion des premières victoires remportées par les Turcs sur les Serbes :

« Il paraît au gouvernement de Sa Majesté que la prise « de Zaïtchar peut probablement conduire à l'occupation « d'une partie considérable de la Serbie par les forces « turques. J'ai par conséquent à donner pour instructions « à Votre Excellence d'insister fortement auprès de la « Porte sur la nécessité absolue de tenir ses troupes sous « un contrôle suffisant ; sur ce que la population désar- « mée doit être épargnée et que tout renouvellement des « outrages commis en Bulgarie doit être évité. Votre « Excellence doit communiquer que tout renouvellement « de pareils outrages serait plus désastreux que la perte « d'une bataille. *L'indignation de l'Europe deviendrait « irrésistible et l'intervention hostile à la Turquie s'en- « suivrait immédiatement.* »

La guerre avait en effet éclaté entre la Porte et les princes de Serbie et de Monténégro.

[1] Livre jaune, 1875-1876.

Guerre de la Turquie contre la Serbie et le Monténégro (juillet 1876-mars 1877).

Dès le début de l'insurrection des rayas slaves, la Serbie et le Monténégro leur avaient prêté un appui à peine déguisé; les volontaires des deux principautés entraient au moins pour la moitié dans l'effectif des guérillas insurgées; des bataillons entiers de Monténégrins auraient même combattu dans leurs rangs, au dire de Mouktar-Pacha. Les esprits étaient surexcités par la propagande infatigable de *l'Omladina;* à Belgrade, on réclamait la guerre pour refaire l'unité serbe. Fondée dans le dessein de contribuer au développement de la littérature slave et à la propagation de l'instruction primaire, *l'Omladina* « avait fait converger ses forces vives vers la grande idée qui se retrouve au fond de tous les mouvements qui ont lieu dans les provinces slaves de la Turquie d'Europe : l'union de tous les Yougo-Slaves, sous un sceptre commun. C'est comme un vaste carbonarisme qui unit tous les patriotes serbes; ils ont fait alliance à l'abri de ces idées de propagande en faveur de l'instruction élémentaire, et on peut dire qu'il n'y a pas de ville importante, depuis Prague jusqu'au Danube, qui n'ait sa *vente* où l'on reçoit le mot d'ordre parti d'Agram. Il n'y a plus, selon les propres paroles du président de l'Académie de la ville, « ni fleuve, ni montagne entre le Serbe, le Croate, le Slovène et le Bulgare [1]. »

Le gouvernement serbe partageait les aspirations de la nation : il achetait des chevaux, des canons, des fusils; un général russe, à qui la prise de Taschkend avait fait une réputation, Tchernaïew, venait prendre le commandement de l'armée serbe. Inquiète de ces démonstrations, la Porte avait concentré à Nisch un corps d'observation de 40,000 hommes et rassemblait à Scutari d'Albanie une

[1] Ch. Yriarte, *la Bosnie et l'Herzégovine pendant l'insurrection.*

armée destinée à contenir la Tsernagora. Le 8 juin 1876, le grand-vézir mit les deux princes en demeure de s'expliquer sur leurs armements. Le prince Milan se rejeta sur la nécessité de réprimer les incursions des Albanais et des tcherkess, sur la présence des troupes ottomanes à Nisch, enfin sur la nécessité de faire respecter les frontières et de veiller à la sécurité du pays. Le prince Nicolas justifia également ses armements par ceux de la Porte et protesta de ses intentions pacifiques. En même temps il signait avec la Serbie un traité d'alliance offensive et défensive. A la fin de juin, le prince Milan, levant le masque, somma la Porte de confier le soin de réprimer l'insurrection bosniaque aux troupes serbes. Le prince de Monténégro, de son côté, réclamait la cession d'une partie de l'Herzégovine. Le 1er juillet, les troupes serbes passaient la frontière et 20,000 Monténégrins envahissaient l'Herzégovine. La défaite de Mouktar-Pacha à Trébigne, le désastre essuyé par Mahmoud-Pacha (général Freund), près de Podgoritza, permirent aux Monténégrins de bloquer Niksich, Podgoritza et Medun; la guerre se concentra autour de ces trois places; mais les succès des Monténégrins restèrent stériles par suite de la défaite des Serbes.

Le seul plan rationnel qui se présentait au gouvernement serbe était de porter le gros de ses forces sur la Drina pour envahir la Bosnie, marcher sur Sienitza et donner la main aux Monténégrins. C'était le plan du colonel Oreskovitch. La Bosnie était le prétexte et l'objectif de la guerre; c'était là qu'il fallait frapper les grands coups. La jonction opérée avec le Monténégro, la Bosnie isolée du reste de l'empire, privée de tout secours, où la population chrétienne n'attendait que l'apparition de l'armée libératrice pour se lever en masse. la Bosnie était conquise. Mais les conseillers du prince Milan craignaient de mécontenter l'Autriche et redoutaient que l'invasion de la Bosnie n'amenât le cabinet de Vienne à céder aux excitations des Hongrois qui réclamaient l'occupation de la Serbie. En outre, les insurgés de la Bosnie

avaient commis le crime, irrémissible aux yeux d'un Obrenovitch, de choisir pour chef le prince Pierre Karageorgevitch, le prétendant au trône de Serbie : le prince Milan avait peur que ce rival ne le frustrât du fruit de ses travaux. Pour toutes ces raisons, on adopta les idées du général Tchernaïew qui proposait d'envahir la Bulgarie par les vallées de la Morawa et du Timok, pendant qu'on ferait une diversion sur la Drina et sur l'Ibar. Ce plan avait le grave inconvénient d'éparpiller les forces serbes aux quatre points cardinaux, de rendre l'offensive divergente et d'empêcher les corps serbes de combiner leurs mouvements. Tchernaïew comptait sur un soulèvement général de la Bulgarie, mais il s'illusionnait et sur l'énergie des Bulgares, terrorisés par les massacreurs, et sur les ressources de la Serbie. L'armée régulière ne comptait que 15,000 hommes; si les officiers, surtout ceux des armes spéciales, ne laissaient rien à désirer sous le rapport de l'instruction et de la capacité, l'armement était des plus défectueux. Le passage au ministère de la guerre du régent Blasnavatz avait été néfaste pour la Serbie : à sa mort, le pays était désarmé, les arsenaux étaient vides; les fusils, les canons, les munitions manquaient totalement. Le colonel Nicolitch fit les plus grands efforts pour remédier au mal et déploya de véritables talents d'organisateur. Grâce à lui, la Serbie put mettre en ligne 80,000 combattants, armés pour la plupart de fusils à tir rapide, bien pourvus d'artillerie et parfaitement approvisionnés.

En Russie et dans les pays slaves de l'Autriche, l'entreprise téméraire de la Serbie avait fait déborder l'enthousiasme. Le métropolitain de Belgrade recueillait en Russie un million de ducats de dons volontaires; les comités slaves envoyaient des officiers, des soldats, des médecins, des ambulances. De la Slavonie, du Banat, de la Croatie accourait une foule d'anciens soldats des régiments confinaires qui passaient la Save, malgré la surveillance du gouvernement austro-hongrois et venaient, à Schabatz, rejoindre l'armée serbe. Ces volontaires, aug-

mentés des réfugiés bosniaques, formèrent une brigade de dix bataillons, sous le commandement du major Putnik, ancien officier de l'armée autrichienne. Malgré l'arrivée d'un assez grand nombre d'officiers étrangers, les troupes serbes manquaient de cadres; des lieutenants de l'armée régulière commandaient les bataillons; des capitaines, des demi-brigades et même des brigades. La cavalerie n'existant pour ainsi dire pas; à l'armée de la Drina, il n'y avait que deux escadrons; à l'armée de la Morawa, outre quelques escadrons, d'un effectif très restreint, la principale force de la cavalerie consistait dans quatre sotnias de Cosaques et de tcherkess russes, et dans un corps d'éclaireurs formé par un officier anglais, ancien compagnon d'armes de Stonewall-Jackson, le colonel Mac-Ivor. L'artillerie seule avait ses cadres à peu près au complet.

A l'Est, sur le Timok, le colonel Leschanin qui n'avait à opposer aux vieilles troupes d'Osman-Pacha que des miliciens inexpérimentés, échouait dans toutes ses attaques sur les positions de Veliki-Isvor et, malgré une résistance acharnée, se voyait contraint d'abandonner Zaitchar et de se replier sur Prestovatz. A l'Ouest, le colonel Ranko Alimpitch, officier de salon, que, malgré sa nullité, on avait mis à la tête de l'armée de la Drina, à cause du dévouement fanatique dont il faisait parade pour la dynastie régnante, le colonel Alimpitch, se conformant du reste aux ordres secrets du gouvernement, immobilisait ses troupes devant la bicoque de Bjelina. Il compromit par son incapacité le sort de son armée; heureusement pour les Serbes, le chef d'état-major, le colonel Oreskovitch et le major Putnik réparèrent chaque fois les bévues du général. Au Sud-Ouest, sur l'Ibar, le général Zach, et après lui le colonel Tcholak Antitch, malgré l'infériorité de leurs forces, maintenaient leurs positions et annihilaient tous les efforts de l'ennemi.

Tout l'effort de la guerre était concentré dans la vallée de la Morawa. Tchernaïew avait débuté par des succès; dans un brillant combat, il avait enlevé le camp fortifié de Babina-Glava, et, tournant Nisch, il avait poussé ses avant-gardes sur la route de Pirot. Menacé par des forces

supérieures et craignant pour sa droite, à cause de l'échec de Leschanin, il rétrograda sur les lignes d'Alexinatz et de Déligrad. L'armée turque, forte de 200,000 hommes, dont moitié d'irréguliers, prit alors l'offensive : Suleyman Pacha se jetant sur Horvatovich, isolé à Gramada avec 6,000 hommes, l'écrase malgré une belle défense et menace le flanc gauche de Tchernaïew (25 juillet); les victoires de Pandirolo (30 juillet) et de Kniajevatz (31 juillet) permettent aux Ottomans de s'établir sur la rive droite de la Morawa. Ahmed-Eyoub-Pacha, à la tête de 50,000 hommes, essaya d'emporter Alexinatz ; après cinq jours de combat, il fut repoussé avec de grandes pertes (20-24 août). Désespérant d'enlever Alexinatz de vive force, le serasker entreprit de tourner les Serbes et de marcher directement sur Belgrade par la rive gauche de la Morawa. Mal renseigné sur les mouvements de l'ennemi à cause de l'insuffisance de sa cavalerie, trompé par des démonstrations menaçantes exécutées pour détourner son attention, Tchernaïew ne put empêcher Ahmed-Eyoub-Pacha et Ali-Saib-Pacha de franchir la Morawa au-dessus de Supovatz (25-30 août). Le 1er septembre, reconnaissant qu'il n'avait devant lui qu'un rideau de troupes, il passa à son tour la Morawa pour assaillir les Turcs, avant qu'ils eussent achevé leur mouvement de concentration ; l'attaque des positions ottomanes échoua. Abd'ul-Kerim-Pacha se disposait à marcher en avant, quand il reçut l'ordre de suspendre les hostilités.

Le 24 août, le prince Milan que des conseillers maladroits avaient retenu à Paratchin, loin du champ de bataille, avait sollicité l'intervention des représentants des puissances européennes. La diplomatie se mit à l'œuvre : le 14 septembre, la Porte fit connaître les conditions qu'elle prétendait imposer à la Serbie. Le prince devait venir à Constantinople rendre hommage au sultan ; les forteresses évacuées en 1867 seraient réoccupées, conformément aux dispositions du protocole du 8 septembre 1862 ; les milices seraient dissoutes et la force militaire de la principauté ne pourrait excéder 10,000 hommes et deux batteries d'artillerie. A ces exigences, la Russie répondit en proposant à

l'Autriche une occupation simultanée de la Bosnie, de l'Herzégovine et de la Bulgarie. Cette proposition ne fut pas accueillie et l'Angleterre, d'accord avec les autres puissances, déclara les conditions de la Turquie inadmissibles et rédigea un *memorandum* demandant le *statu quo* pour la Serbie et le Monténégro; l'autonomie administrative locale pour la Bosnie et l'Herzégovine; des garanties contre les abus de l'administration pour la Bulgarie, garanties qui devraient être ultérieurement réglées; la conclusion immédiate d'un armistice de six semaines à deux mois pour signer la paix définitive (25 septembre). La Porte refusa et donna l'ordre à ses généraux de reprendre les hostilités. Tchernaïew avait établi son quartier général à Djunis; Abd'ul-Kerim lui présenta la bataille (19 octobre); ce fut la plus sanglante de toute la guerre; elle dura trois jours et, malgré des pertes cruelles, les Serbes maintinrent leurs positions. Le 29, le général ottoman, renforcé de Dervisch-Pacha, renouvela la lutte. La redoute de Crevett qui commandait Djunis, et à la possession de laquelle était attaché le sort de la journée, fut abandonnée par ses défenseurs; en vain, Tchernaïew, ramassant tous les volontaires russes, tous les officiers étrangers et les bataillons réguliers, chargea pour reprendre la redoute; son corps d'élite se fit héroïquement tuer sans pouvoir débusquer l'ennemi. La panique se mit dans l'armée serbe : Horvatovich essaye de tenir avec l'aile droite, il est coupé de Tchernaïew et forcé d'évacuer Kruschevatz que les vainqueurs livrent aux flammes; Tchernaïew, menacé d'être cerné, abandonne Deligrad et Alexinatz capitule.

L'émotion fut grande à Belgrade à la nouvelle du désastre. La levée en masse fut décrétée; le prince partit en toute hâte avec tous les renforts disponibles rejoindre Tchernaïew qui essayait de réformer son armée et s'apprêtait à tenter un suprême effort pour sauver la capitale. La Russie qui avait fait la guerre officieuse par l'intermédiaire des Serbes ne pouvait, sous peine de perdre tout prestige auprès des populations slaves, laisser anéantir la Serbie. Sur l'ordre du prince Gortschakoff, le général Ignatiew remit à la Porte un ultimatum se terminant ainsi : « Le soussi-

« gné est chargé de déclarer à la Sublime-Porte, au nom
« de Sa Majesté, que si, dans l'espace de deux fois vingt-
« quatre heures, après la remise de la présente note, un
« armistice effectif et inconditionnel de six semaines à
« deux mois, embrassant tous les combattants, n'est pas
« conclu, et des ordres péremptoires ne sont pas donnés
« aux commandants des troupes ottomanes pour arrêter
« immédiatement toutes les opérations militaires, il devra
« quitter Constantinople avec tout le personnel de l'ambas-
« sade impériale. »

La Porte céda devant cette menace et signa avec les deux principautés un armistice de deux mois qui fut plus tard prolongé jusqu'au mois de mars 1877. Le rôle de la Serbie était fini ; le principal acteur, resté jusqu'alors dans les coulisses, la Russie, allait entrer en scène. Le 12 novembre, le czar, dans un discours à la municipalité de Moscou, exaltait la valeur des Monténégrins et témoignait hautement des sympathies de la Russie pour les souffrances de ses frères de race et de religion. Le 13 une circulaire du prince Gortschakoff annonçait à l'Europe la mobilisation de six corps d'armée dans le but d'assurer la sécurité des chrétiens *par tous les moyens possibles*. L'Angleterre, reprenant alors la proposition qu'elle avait émise le 5 octobre, revint à l'idée d'une conférence européenne à Constantinople, pour trancher le différend et fit partager sa manière de voir aux autres puissances.

Constitution ottomane (23 décembre 1876).

Le parti de la jeune Turquie essaya de prévenir l'immixtion de l'étranger dans les affaires intérieures de l'empire en prenant l'initiative des réformes. Il porta son chef au pouvoir et le 13 décembre Midhat-Pacha remplaçait Mehemed-Ruschdi-Pacha et redevenait grand-vézir. Mutessarif de Nisch, gouverneur général du vilayet de Touna, président du conseil d'État, gouverneur général de Bagdad, il avait dans tous ces différents postes fait preuve de

talents d'administrateur et d'organisateur; ministre de la justice il avait voulu soustraire les juges au bon plaisir du Scheikh-ul-Islam et faire décréter leur inamovibilité. Abd'ul-Aziz le détestait, tout en rendant justice à son mérite et le tenait autant que possible éloigné de Constantinople; il le considérait comme le chef des partisans de son neveu Murad. Grand admirateur des Anglais, partisan de leur constitution, Midhat-Pacha ne voyait de salut pour la Turquie que dans la gestion directe des affaires par le pays lui-même et croyait que le parlementarisme serait assez puissant pour faire disparaître les abus. Le 23 décembre, jour de l'ouverture de la conférence, un hatt impérial, adressé au grand-vézir, promulguait une constitution qui proclamait :

L'indivisibilité de l'empire; l'irresponsabilité du sultan; l'égalité, devant la loi, de tous les sujets de l'empire, indistinctement appelés Ottomans, et leur admission aux fonctions publiques, selon leurs aptitudes, leur mérite et leurs capacités; l'inviolabilité de la liberté individuelle et du domicile; l'abolition de la confiscation, de la corvée, du *Djerime* (exaction sous forme de pénalité pécuniaire), de la torture et de la question, sous toutes les formes; la liberté de l'enseignement; l'indépendance complète des tribunaux; l'équilibre effectif du budget; la décentralisation dans les provinces, tout en réservant l'action et les pouvoirs du gouvernement central.

Le système représentatif prenait triomphalement sa place en Turquie par l'institution d'un sénat dont les membres étaient nommés à vie par le sultan, et d'une chambre de députés élus pour quatre ans, au scrutin secret, à raison de un député pour 50,000 Ottomans du sexe masculin. Les chambres avaient droit de contrôle sur tous les actes du gouvernement, et les ministres étaient responsables devant elles, mais l'initiative des lois appartenait au gouvernement seul et le sultan, en vertu de l'article 44. était libre d'avancer ou de retarder l'époque de l'ouverture, de prolonger ou d'abréger les sessions.

Midhat ne jouit pas longtemps de sa victoire et ne vit

pas fonctionner l'œuvre qu'il avait créée ; le 5 mars 1877 il était renversé par une intrigue de palais, arrêté, jeté à bord d'un vaisseau, exilé sans jugement. Autrefois quand un grand-vézir tombait du pouvoir, il recevait le cordon fatal, dernier présent du padischah, aujourd'hui les choses étaient bien changées. Le Sultan, pensant que son Vézir manquerait peut-être d'argent pour un voyage aussi brusque et aussi imprévu, lui fit remettre une somme de 500 livres turques. Midhat-Pacha, qui, en Bulgarie et à Bagdad, avait contracté l'habitude d'agir, pour ainsi dire, à sa guise, qui avait été un des principaux acteurs de la loi des vilayets qui donnait une plus grande latitude à l'initiative des gouvernements généraux et restreignait l'ingérence directe du pouvoir central dans les détails administratifs, Midhat-Pacha avait profondément blessé le sultan par les allures autoritaires et l'espèce de tutelle qu'il prétendait lui imposer. En outre certains familiers du sultan, intéressés à la chute de Midhat-Pacha, ne cessaient de le représenter comme regrettant Murad V et ne cherchant qu'une occasion de le remettre sur le trône.

Conférence de Constantinople.

La conférence réclamée par l'Angleterre s'était réunie à Constantinople : il s'agissait de déterminer, tout en prenant pour base l'intégrité de l'empire, la nature des garanties que l'Europe demanderait à la Porte pour une meilleure administration. La Russie essaya d'empêcher l'admission de la Turquie à la conférence, prétention qui fut repoussée par les autres puissances ; toutefois, les délégués ottomans se virent exclus des séances préparatoires, tenues à l'ambassade de Russie : un projet fut rédigé, sans leur participation, et remis le 24 décembre à Savfet-Pacha. Il portait :

1° Annexion de Mali-Zvornik à la Serbie et rétablissement du *statu quo ante bellum*.

2° Annexion au Monténégro de Spizza et de douze districts d'Albanie et d'Herzégovine.

3° Autonomie de la Bosnie et de l'Herzégovine, sous un gouverneur général chrétien nommé par la Porte, pour cinq ans.

4° Autonomie de la Bulgarie (pays compris entre le Danube et les Balkhans).

5° Établissement de milices indigènes dans les provinces autonomes. La langue de la majorité, le slave, deviendra la langue officielle; la moitié des revenus sera affectée aux besoins locaux.

6° Libertés municipales, telles qu'élection des maires et des juges; milices indigènes, etc... pour la province de Philippopoli et les districts de la Haute-Macédoine, voisins de cette province.

7° Occupation de ces provinces, pour un laps de temps à fixer, par des troupes belges, aux frais de la Porte.

Ces exigences révoltèrent le sentiment national des Osmanlys; non seulement l'Europe leur enlevait les fruits de leur victoire, mais encore elle les traitait en vaincus. Les Grecs, jaloux de la prépondérance qu'allait acquérir l'élément slave faisaient cause commune avec les Ottomans.

La Porte répondit en se retranchant derrière la constitution qui proclamait l'indivisibilité du territoire et devait donner satisfaction à tous les sujets de l'empire. La conférence exigea une réponse catégorique; elle reçut un refus formel de la Porte d'adhérer au mémorandum. Les négociations continuèrent cependant, et, le 15 janvier 1877, les commissaires notifièrent aux délégués ottomans leur *minimum* définitif.

Tsernagora. — Annexion au Monténégro de divers districts, et rectification de frontières.

Serbie. — *Statu quo ante bellum;* règlement de la frontière bosniaque par une commission arbitrale; évacuation immédiate par les troupes des belligérants des territoires situés hors des limites fixées; échange des prisonniers.

Bosnie, Herzégovine et Bulgarie. — Nomination de

gouverneurs généraux pour cinq ans (pour la première période ils seront choisis avec l'agrément préalable des puissances);

Subdivision des provinces en sandjaks avec mutessarifs nommés par la Porte et autorités cantonales élues par les populations;

Assemblées provinciales élues, pour quatre ans, par les conseils municipaux, chargées de répartir et de percevoir les contributions, de concert avec les conseils cantonaux, sauf les douanes, les postes et télégraphes, le tabac et les spiritueux;

Abolition du régime de l'affermage des impôts; remise des impôts arriérés; fixation du budget tous les cinq ans sur la moyenne du revenu;

Réorganisation de la justice; publicité des séances et enquête judiciaire obligatoire;

Liberté des cultes et garanties contre les conversions forcées; entretien du clergé et des établissements religieux à la charge de chaque communauté;

Emploi simultané de la langue du pays et de la langue turque dans les tribunaux et l'administration;

Prohibition de l'emploi de troupes irrégulières et de la colonisation des Tcherkess; création d'une milice et d'une gendarmerie mixtes, dont les officiers subalternes seront nommés par les valis;

Amnistie générale pour les chrétiens condamnés ou poursuivis pour délits politiques;

Nomination par les puissances de deux commissions de contrôle.

La Porte fut avertie, en même temps, que dans le cas où elle refuserait d'acquiescer aux réformes demandées par l'Europe, les plénipotentiaires quitteraient sur-le-champ Constantinople. Soutenu en dessous main par l'Angleterre, le gouvernement turc ne s'effraya pas de cette menace platonique, et Midhat-Pacha fit rejeter les propositions de la conférence par un conseil national composé de 180 membres musulmans et de 60 rayas chrétiens, sur la docilité desquels il pouvait compter. Le 20 janvier, Savfet-Pacha

notifia ce refus aux délégués européens. La conférence avait avorté; le jour de sa clôture, le général Ignatiew laissa tomber ces paroles, signe précurseur de la tempête qui allait fondre sur la Turquie :

« Je me hâte de déclarer qu'au cas où à la suite de la rupture des négociations de paix, la guerre que l'Europe voulait empêcher éclaterait de nouveau entre la Porte et la Serbie et le Monténégro, et au cas où la sécurité des chrétiens serait le moins du monde en danger, soit dans les villes de l'intérieur, soit dans les ports de mer, mon gouvernement considérerait ces faits comme des faits ayant pour but de pousser l'Europe à la guerre. »

Le refus de la Porte prenait sa source dans les excitations à la résistance que prodiguait l'ambassade d'Angleterre et dans l'attitude de la Russie devenue subitement conciliante et dont la modération inattendue avait surpris tout le monde. C'est que l'empereur Alexandre flottait irrésolu entre le général Ignatiew, le général Milutine et les comités slaves qui poussaient à la guerre et le prince Gortschakoff et M. de Reutern qui se montraient peu désireux d'en courir les chances. Le prince de Bismarck, pour la réussite de combinaisons futures, désirait voir la Russie user ses forces dans une guerre coûteuse : il mit tout en œuvre pour influer sur les décisions du gouvernement moscovite et le décider à tirer l'épée. Le général de Schweidnitz, ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg, et le général Werder, agent militaire allemand attaché à la personne du czar, reçurent l'ordre d'agir dans ce sens. Un plan de campagne fut envoyé de Berlin à Livadia, dans lequel l'état-major allemand prouvait que le Danube n'était pas une frontière défendable, que la vraie ligne stratégique était les Balkhans; que, vu la négligence des Turcs et le mauvais état des défenses, les Balkhans pouvaient être facilement franchis. Enfin 250,000 hommes devaient suffire pour écraser la Turquie, mais il fallait se hâter (1).

[1] Jules Hansen, *Les coulisses de la diplomatie. Quinze ans à l'étranger.*

Cependant, à la suite de l'insuccès de la conférence de Constantinople, le prince Gortschakoff adressa le 31 janvier aux ambassadeurs russes à Londres, Berlin, Rome, Paris et Vienne une note circulaire, dans laquelle il insistait sur la nécessité d'imposer à la Turquie le respect des décisions de l'Europe. L'Angleterre se déclara contraire à toute mesure qui nécessiterait l'emploi de la force contre l'empire ottoman et se défendit d'intervenir en faveur des chrétiens. Mettant à profit ces divergences de la diplomatie, la Porte faisait parade des réformes qu'elle allait exécuter et concluait la paix avec la Serbie, à des conditions honorables pour la principauté (1er mars) :

Statu quo ante bellum, au point de vue territorial ; évacuation du territoire serbe dans un délai de douze jours ; amnistie générale ; égalité civile et politique accordée aux Arméniens et aux Juifs habitant la Serbie.

L'accord avec le Monténégro ne devait pas être si facile, eu égard aux prétentions de la Porte et aux revendications de la Tsernagora victorieuse. Le Monténégro allait même servir de prétexte à la rupture de la paix.

Protocole de Londres. Rupture entre la Porte et la Russie.

Le parti de la guerre en Russie, à la tête duquel marchaient le général Ignatiew, le général Milutine, le grand-duc Nicolas, commandant en chef de l'armée de Kischenew, le docteur Bolkine, un des chefs panslavistes, l'emportait à Livadia. Le général Ignatiew fut chargé de parfaire son œuvre ; il partit proposer aux différents cabinets une entente mutuelle pour mettre la Turquie en demeure de procéder à l'exécution des réformes proposées par la conférence. En cas d'un nouveau refus de la Porte, les puissances seraient libres de recourir à une intervention armée, collective ou isolée. Accueilli avec défiance ou hostilité, le diplomate russe se heurta à l'opposition de la Grande-Bretagne ; après quatre semaines de négociations, plusieurs fois interrompues, plusieurs fois reprises, le

comte Schouvaloff signa, à Londres, le protocole du 31 mars.

Les puissances invitaient la Porte à désarmer, prenaient acte de ses promesses de réformes et se proposaient « de veiller avec soin, par l'intermédiaire de leurs représentants à Constantinople et de leurs agents locaux, à la façon dont les promesses du gouvernement ottoman seraient exécutées. »

En cas de violation de ces promesses, les puissances « se réservent d'aviser en commun aux moyens qu'elles jugeront les plus propres à assurer le bien-être des populations chrétiennes et les intérêts de la paix générale. »

En même temps, lord Derby, dans une déclaration annexée au protocole, le frappait de nullité éventuelle si le but du cabinet de Saint-James, *le désarmement général*, n'était pas atteint. De son côté, le comte Schouvaloff, dans une annexe pareille, subordonnait la démobilisation de l'armée russe à la conclusion de la paix avec le Monténégro et à l'envoi à Saint-Pétersbourg d'un ambassadeur spécial, pour traiter du désarmement.

Le protocole de Londres fut remis le 3 avril au gouvernement ottoman par le chargé d'affaires anglais. Le successeur de Midhat-Pacha (Edhem-Pacha), partageait ses idées, du moins, quant à la guerre avec la Russie : les Turcs ne voulaient pas entendre parler de cession territoriale et les Monténégrins exigeaient Niksich et Spuz.

Le parlement ottoman avait ouvert ses séances; mais la grande majorité, élue sous la pression de l'administration et des ulémas, n'avait d'autre volonté que celle du gouvernement et se laissait guider par les inspirations du parti rétrograde. Chaque fois que les députés de la Syrie, de Janina et quelques autres, voulurent secouer l'apathie de la nation et réclamèrent des réformes sérieuses, leur voix fut couverte par les clameurs de l'assemblée : on étouffa la discussion, on rejeta les projets de loi avec ce seul argument : « Ceci est contraire à la loi du Chéri. » Enfin cet essai malencontreux de parlementarisme, dans un pays où l'esclavage existe, où le gouvernement théocratique punit

de mort l'expression d'un doute contre la loi religieuse qui prime la loi civile avec laquelle elle est toujours confondue, cet essai de parlementarisme devait finir par l'exil des députés assez hardis pour se prendre au sérieux et par la dissolution de la Chambre pour une période illimitée. La seule idée de faire la moindre concession aux exigences de l'Europe révoltait les Ottomans ; aussi le grand-vézir n'eut-il pas de peine à faire rejeter tout accord avec le Monténégro et à faire voter la continuation de la guerre (11 avril). Le lendemain, la Porte refusait d'adhérer au protocole et, dans une circulaire adressée à ses ambassadeurs à l'étranger, elle protestait contre l'ingérence de l'Europe dans ses affaires intérieures et faisait dépendre son désarmement de celui de la Russie et invitait les puissances à faire entendre à Tsettinje *des conseils de modération*. La Turquie ne pouvait souscrire aux ordres des puissances européennes sans aliéner son indépendance ; elle préférait la lutte à l'avilissement. Les hommes d'État ottomans, du reste, se faisaient illusion sur les véritables dispositions de l'occident ; trompés par les assurances de l'ambassade anglaise qui outrepassait ses instructions, prenant au sérieux les démonstrations bruyantes des partisans de Kossuth à Pesth, ils se croyaient encore dans la même situation qu'à la veille de la guerre de Crimée. Ils oubliaient que la Russie était forte de l'appui moral de l'Allemagne et de la neutralité de l'Autriche ; que la France, écrasée en 1870, se recueillait, et que l'Angleterre, complètement isolée en Europe, ne pouvait, avec ses vaisseaux, que faire des démonstrations inutiles. La masse croyait fermement à une suite non interrompue de triomphes ; les journaux turcs la berçaient d'exagérations, acceptées d'autant plus aveuglément qu'elles étaient plus éloignées de la vérité. L'armée ottomane s'élevait d'après eux à 900,000 hommes de troupes régulières ; l'émir de Kaschgar, Yakoub-Khan, devait envoyer 50,000 Turcomans ; l'Égypte 25,000 hommes, Tunis 12,000 ; enfin l'Inde et la Chine, un million de volontaires.

« Le passage du Pruth par les Russes, écrivait le

Bassiret, sera considéré tout simplement comme une déclaration de guerre. Par conséquent nos muchirs et commandants de l'armée du Danube ont reçu l'ordre de passer le fleuve et de châtier, comme il faut, les Moskofs dans ce bas-monde. Nos armées de Kars et de Batoum ont reçu les mêmes ordres.

« En cas de déclaration de guerre, nous ne doutons pas que les Français, les Anglais et les Hongrois ne marchent avec la Turquie contre les Russes. Et cela est tellement vrai qu'un Anglais vient de télégraphier à la Sublime-Porte, sollicitant la permission de s'unir à l'armée impériale, avec 5,000 de ses braves compatriotes. Le seraskérat, tout en remerciant, a déclaré que notre empire n'a pas besoin de soldats, et qu'en cas d'urgence il peut trouver aisément *un million* de volontaires dans le pays.

« L'Allemagne semble maintenant être avec la Russie et l'Autriche-Hongrie observe une neutralité bienveillante. Mais il est certain qu'aussitôt le premier coup de feu tiré, l'Autriche sera la première à implorer la protection de la Turquie... Quant à l'Allemagne, elle comprendra qu'elle n'a d'autre moyen de se sauver que de se déclarer contre la Russie et de suivre une politique conforme à ce principe.

« Mais avant tout, n'oublions pas qu'en dehors des 800,000 hommes sous les armes, des 400,000 soldats de l'armée territoriale et des 400,000 volontaires qui n'attendent que l'ordre du padischah pour fondre sur les Russes, il y a encore tous les musulmans de Roumélie, d'Anatolie, d'Arabie, d'Égypte, de Tunis, de l'Asie centrale qui, au moindre signe de tête du sultan, s'ébranleront en masse. »

La réalité ne répondait guère à toute cette fantasmagorie : les bataillons qui, sur le papier, comptaient un effectif de 1,000 hommes, atteignaient à peine, pour la plupart, la moitié du chiffre parlementaire ; certains même n'avaient pas plus de 200 hommes. Le service sanitaire était si incomplet qu'au quartier général de l'armée du Danube, à Schoumla où se trouvaient les magasins et

les hôpitaux centraux, il n'y avait que deux pharmaciens diplômés, l'un belge, l'autre hongrois. Tant en Europe qu'en Asie, la Porte ne disposait guère que de 300,000 hommes. L'armement ne laissait rien à désirer et, sous le rapport de l'outillage, l'armée ottomane pouvait rivaliser avec n'importe quelle armée européenne, mais au point de vue des éléments constitutifs, elle offrait une grande infériorité. Une grande partie de l'armée était formée de bandes d'irréguliers de toutes sortes, bachibozouk zeïbecks, kurdes, tcherkess, etc., soldats indisciplinés et maraudeurs, toujours les derniers au feu et les premièrs au pillage, qui ne faisaient qu'encombrer sa marche et lui étaient d'une médiocre utilité. Quant aux troupes régulières, les soldats étaient excellents, mais les cadres étaient loin de les valoir. « Le soldat turc, dit l'amiral Julien de la Gravière[1], a de grandes vertus militaires. Le jour où on lui donnerait pour le commander des officiers instruits et sensibles au point d'honneur il pourrait étonner encore le monde. Ce qui manque à l'armée ottomane, ce ne sont pas les soldats, ce ne sont même pas les généraux, c'est l'officier subalterne. La classe moyenne est inconnue dans l'organisation militaire de la Turquie, parce qu'elle n'existe pas dans la société turque. Une réforme sociale pourrait seule donner à l'armée du sultan des officiers qui méritassent plus de confiance. »

En repoussant le protocole de Londres, la Turquie avait jeté le gant à la Russie; celle-ci le releva sans hésiter : le 24 avril, un manisfeste du czar déclarait la guerre à l'empire ottoman. La Porte répondit par une note très digne, envoyée aux puissances, dans laquelle elle s'attachait à faire ressortir l'iniquité de la guerre entreprise par la Russie, qui ne pouvait invoquer aucune lésion de ses intérêts et ne pouvait même pas s'appuyer, pour justifier son agression, sur le protocole. La Porte terminait en faisant appel à la médiation de l'Europe, en vertu de l'art. 8 du traité de Paris. Ce fut en vain : les traités ne valent qu'au-

[1] *La marine d'aujourd'hui.*

tant qu'on est assez fort pour les faire respecter. C'est ce que proclamait lord Derby, du haut de la tribune quand, le 19 avril, il s'écriait dans le parlement anglais : « les traités tombent en désuétude avec le temps et par la force des choses. »

Guerre turco-russe (1877-1878).

Le jour même où le czar lançait son manifeste, les troupes russes avaient franchi la frontière sur trois points et un détachement, exécutant une marche forcée de cent verstes en vingt-quatre heures, s'était emparé du pont de Barboche sur le Sereth, point où aboutissent les principales routes qui traversent la Roumanie.

La Roumanie, depuis 1866, s'était peu à peu habituée à considérer comme purement nominale la souveraineté de la Porte ; elle avait protesté contre le texte de la constitution ottomane qui proclamait l'unité et l'indivisibilité de l'empire y compris les provinces privilégiées, et donnait à tous les sujets du sultan, sans distinction de races ou de religion, le nom d'Ottomans. La diplomatie ne tint aucun compte de cette protestation et l'Angleterre déclara qu'elle considérait la Roumanie comme partie intégrante de l'empire ottoman; les Roumains se résolurent alors à secouer, pour jamais, le joug que l'Europe persistait à vouloir faire peser sur eux. Le 16 avril, une convention secrète, signée avec la Russie mettait à la disposition des troupes moscovites toutes les ressources de la principauté, sans l'entraîner cependant dans l'action. La Turquie dénonça aux puissances signataires du traité de Paris, la violation flagrante commise par la Roumanie et réclama l'intervention de l'Europe qui refusa de se faire le gendarme de la Porte. Le bombardement de Kalafat, par les monitors turcs du Danube, provoqua la déclaration de guerre de la Roumanie et, le 14 mai, elle se proclamait indépendante : 60,000 Roumains allaient former l'aile droite de l'armée russe.

Au lieu de concentrer ses forces dans le quadrilatère, le gouvernement ottoman les dissémina : il dépensa beaucoup d'argent et perdit beaucoup de temps dans l'inutile expédition de Soukhoum-Kalé et lança 50,000 hommes de ses meilleures troupes, sous le commandement de Suleyman-Pacha, contre le Monténégro.

Le *Serdar-Eckrem* (généralisisme) Abd'ul-Kerim n'avait fait aucun mouvement pour inquiéter la concentration des troupes russes; immobile dans son camp de Schoumla, il ne quittait pas sa tente et ne cessait de fumer son narghilè. A la fin du mois de mai, l'armée du grand-duc était échelonnée le long du Danube et faisait de nombreuses démonstrations pour tromper et fatiguer l'ennemi. Le 22 juin, le général Zimmermann franchissait le fleuve à Hirsova et à Galatz, s'emparait de toute la ligne du Bas-Danube et de la Dobroudja à la suite du combat de Boudjak. Quelques jours après (27 juin), le gros de l'armée forçait le passage à Sistova. Le baron de Krüdner enlevait Nicopolis et y prenait 7,000 prisonniers, 113 pièces de canon, deux monitors et 10,000 fusils (15 juillet), pendant que le général Gourko, à la tête de 10 bataillons, de 81 escadrons et de 38 bouches à feu, chassait les Turcs des Balkhans, occupait les défilés situés entre les passes de Khain-Keuy et de Schipka (17-19 juillet) et exécutait une pointe audacieuse dans la Thrace.

La panique régnait à Constantinople : la foule s'en prit au général en chef et au ministre de la guerre, Redif-Pacha, dont l'impopularité était extrême. Fanatique à l'excès, haïssant de toute son âme les Européens, ignorant, brave et doué d'une énergie peu commune, le Serasker pouvait se vanter à bon droit d'avoir mis l'empire en état de lutter : il avait fait proclamer la guerre sainte; il avait enlevé à Stamboul ses anciens privilèges qui l'exemptaient du service militaire et en avait enrôlé la population valide; enfin il était parvenu par son activité à combler, en peu de jours, les vides des bataillons. Néanmoins il porta la peine des vices de l'organisation du pays; le 22 juillet, Abd'ul-Kerim-Pacha et Redif-Pacha étaient destitués et traduits devant

une cour martiale. On n'osa les juger et on s'en débarrassa en les envoyant en exil. Suleyman-Pacha fut, en toute hâte, rappelé du Monténégro, avec ses troupes, pour couvrir la capitale, et Méhémet-Ali-Pacha nommé Serdar-Eckrem.

Devant les forces supérieures de Suleyman-Pacha, le général Gourko dut reculer : après la défaite de sa colonne de droite, à Eski-Zaghra, il se replia sur les Balkhans, poursuivi par Suleyman-Pacha qui tenta de reprendre la passe de Schipka.

Pendant les opérations du général Gourko, le grand-duc avait partagé ses forces en deux corps principaux : l'un, sous le commandement en chef du Czarevitch, devait manœuvrer sur la Yantra et faire face à l'armée de Méhémet-Ali ; l'autre, aux ordres directs du grand-duc, restait massé autour de Sistova, pour se porter, soit sur les Balkhans, soit contre l'armée d'Osman-Pacha qui menaçait la droite des lignes russes. Sorti de Widdin avec 40 bataillons, Osman-Pacha marchait au secours de Nicopolis, quand il apprit la reddition de cette place. Il se porta à Plevna, nœud des routes qui conduisent dans la Bulgarie occidentale et aux défilés des Balkhans et entoura cette position d'une série de terrassements, de tranchées et de batteries. L'état-major russe, ignorant la force de l'ennemi, ordonna au général Schilder-Schüdner d'enlever Plevna, qu'on croyait défendu seulement par 6,000 hommes : le général Schilder-Schüdner attaqua avec une division d'infanterie et une brigade de Cosaques ; il fut écrasé (20 juillet). Le général de Krüdner, ralliant son lieutenant, renouvela l'attaque le 30 juillet avec 30 bataillons, 30 escadrons et 186 bouches à feu, mais il ne put entamer les retranchements des Turcs et dut se replier en désordre. Les Turcs prirent alors l'offensive : sur la ligne du Kara-Lom, Mehemet-Ali, essaya de déborder le czarevitch et de tourner ses ailes. Les combats d'Ayaslar (22 août), de Kara-Hassankeuy (24 août), de Katzelew et d'Ablovo (5 septembre) ne furent pour les Ottomans que des succès négatifs et la défaite de Tserkovnia (21 septembre) mit

Mehemet-Ali dans l'impossibilité de marcher au secours d'Osman-Pacha.

Celui-ci avait également pris le rôle d'assaillant pendant que Suleyman-Pacha attaquait Schipka ; ce point important au pouvoir des Turcs, les trois généraux ottomans pouvaient opérer leur jonction et la position des Russes devenait critique. Mais Osman-Pacha battu à Skalevitzé fut rejeté dans Plevna (31 août); et Suleyman-Pacha, malgré une série de combats sanglants livrés du 16 août au 17 septembre, ne put réussir à déloger les Russes.

L'entrée en ligne des Roumains, l'arrivée des renforts expédiés de Russie, notamment de la garde impériale, permirent aux Russes de reprendre l'offensive contre Plevna. « Mais de son côté, Osman-Pacha avait mis à profit le temps qui s'était écoulé depuis la mi-juillet jusqu'à la fin d'août. Les tranchées et les redoutes insignifiantes avaient disparu pour faire place à un véritable camp retranché, couvert par des ouvrages ayant le type et le profil d'ouvrages de fortification permanente et dans lesquels on avait mis en batterie une nombreuse et puissante artillerie. Osman-pacha avait de plus renforcé son armée en appelant à lui les garnisons des points fortifiés de la Bulgarie, ainsi que les défenseurs d'un certain nombre de places situées de l'autre côtés des Balkhans. Enfin le général turc avait pendant tout ce temps réquisitionné sur une grande échelle tout le pays, et, grâce aux communications encore ouvertes avec la Roumélie, il avait réussi à accumuler à Plevna des approvisionnements et des munitions de guerre en quantité considérable [1]. »

Lovatz, clef des positions turques sur la ligne de l'Osma, tomba au pouvoir des Russes, après une lutte acharnée (3 septembre); du 7 au 12, les Russes donnèrent l'assaut aux ouvrages dits « *les montagnes vertes* », mais ne purent, dans cette bataille de six jours, occuper que la première ligne des retranchements, la redoute de Grivitza. Devant

[1] La guerre d'Orient. — Résumé des opérations militaires. (*Extrait de l'Invalide russe.* (Traduction du capitaine Weill.)

la difficulté d'enlever Plevna de vive force, l'état-major russe se résolut à faire un siège en règle : le défenseur de Sébastopol, Totleben, fut appelé au commandement en chef de l'armée d'investissement. Il fallait avant tout envelopper complètement la place et isoler Osman-Pacha du reste de la Turquie. Le général Gourko, chargé de l'exécution de ce plan, réussit à souhait : le 24 octobre il écrasait les Turcs à Gorny-Dubniak et à Dolny-Dubniak, enlevait Tellisch et fermait à Osman-Pacha sa principale ligne de communications par Sophia. Poursuivant ses succès, il occupa successivement après des combats vivement disputés, les défilés des Balkhans, de Rosalitz, de Beteren, d'Iablowitz, d'Etropol et d'Orkhanié : le chemin était fermé aux armées de secours. Le 9 novembre, le général Skobeleff enlevait les montagnes vertes et tous les efforts des Turcs pour les reprendre échouaient. La chute de Plevna n'était plus qu'une question de temps : privé de l'espoir d'être secouru, menacé de la famine, encombré de blessés et de malades dénués de tout secours médical, ne pouvant plus réparer les pertes qu'il faisait chaque jour dans des engagements incessants, Osman-Pacha tenta une sortie générale (10 décembre). L'armée ottomane fit des prodiges de valeur, mais impuissante à briser le cercle de fer qui l'enserrait, elle dut poser les armes après une résistance héroïque de quatre mois.

L'armée turque du Lom, contenue par le Czarevitch, n'avait pu réussir à débloquer Plevna : Mehemet-Ali, à qui des ordres contradictoires et parfois impossibles à exécuter, envoyés de Stamboul et du palais, ôtaient toute liberté d'action, s'était vu destituer et remplacer par Suleyman-Pacha. Le nouveau général avait porté toutes ses forces sur le flanc des Russes ; les combats de Trostianik et de Matchka livrés à l'aile gauche furent infructueux (19 et 20 novembre), mais à l'aile droite, la victoire d'Elena menaça un moment les communications des Russes sur Osman-Bazar. Il était trop tard ; la chute de Plevna fut la réponse à la défaite d'Elena ; et Suleyman, assailli par des

forces supérieures, essuya un échec complet à Matchka (11 décembre).

En Asie, le sort des armes n'était pas moins contraire aux Osmanlys. Le général Loris-Melikoff s'était porté sur Kars, pendant que le général Der Hougassof[1] menaçait Bayazid, à gauche, et que les généraux Devel et Oklobijo, sur la droite, devaient faire tomber Ardahan et opérer contre Batoum. Le général en chef, Loris-Melikoff, ralliant la colonne du général Devel, emporta d'assaut Ardahan (17 mai), investit Kars et menaça Erzeroum. Le général Der-Hougassof, après avoir occupé Bayazid (20 avril), culbutait les Turcs à Dram-Dagh (10 juin), à Daïar (21 juin). Mais le chef d'état-major de Mouktar-Pacha, le renégat hongrois Kohlman (Feïzr-Pacha), officier d'un rare mérite, avait réorganisé l'armée turque d'Asie, qui jusqu'alors avait été à peine digne de ce nom. Mouktar-Pacha avait pris position sur les hauteurs de Zewin avec 59 bataillons d'infanterie, 4,000 cavaliers et 60 pièces de canon; et Ismaïl-Pacha, à la tête d'un corps nombreux de Kurdes menaçait la base d'opérations du général Der-Hougassof. La supériorité numérique avait passé du côté des Turcs; néanmoins, le général Loris-Mélikoff, pour dégager le général Der-Hougassof, aventuré au milieu des forces ottomanes, livra bataille à Mouktar-Pacha (26 juin). Écrasé par le nombre à Zewin, il dut lever le siège de Kars et se replier sur Alexandropol poursuivi par le vainqueur. Le général Der-Hougassof, malgré 3,000 familles chrétiennes qui fuyaient les vengeances des Turcs et encombraient sa marche, parvint à opérer sa retraite en bon ordre, tenant l'ennemi à distance respectueuse et regagna Igdir avec son corps d'armée intact. Ismaïl-Pacha resta pour le contenir, avec 40 bataillons et 55 pièces de canon, pendant que Mouktar-Pacha, à la tête du corps principal, devait écraser le général Mélikoff. Les combats de Kerkhana, d'Ani, de Iagnia, d'Ipak-Tepessi, d'Avliar, de Kizil-

[1] Arménien, ainsi que le général Loris-Mélikoff. — La particule *der* indique, en arménien, qu'on est fils d'un ecclésiastique.

Tépé, bien qu'à l'avantage des Turcs, ne produisirent aucun résultat; les Russes se bornaient à des démonstrations, sans s'engager à fond, en attendant l'arrivée de renforts. Vers la fin de septembre, le général Loris-Mélikoff, que venaient de rejoindre plusieurs divisions d'infanterie et une nombreuse artillerie, reprit l'offensive. Mouktar-Pacha concentra ses troupes en arrière de Kizil-Tepé, mais enveloppé à l'Aladja-Dagh il fut écrasé, et les débris de ses troupes n'eurent d'autre ressource que de se jeter dans Erzeroum (14-16 octobre). Kars fut de nouveau investi et enlevé à la baïonnette (18 novembre); 17,000 prisonniers, 300 canons tombèrent aux mains des vainqueurs. Mouktar-Pacha essaye en vain d'arrêter la marche victorieuse de son adversaire; il essuie un nouveau désastre à Débé-Boïn (4 novembre) et est bloqué dans Erzeroum.

La lutte touchait à sa fin; la Turquie, écrasée en Europe et en Asie, épuisée d'hommes et d'argent, allait être contrainte de subir la loi inexorable du vainqueur Après la chute de Plevna, elle avait voulu demander la paix; l'ambassadeur anglais à Constantinople, sir Layard, fit revenir la Porte sur cette résolution en la leurrant de l'espoir d'une intervention armée de l'Angleterre. La rigueur de l'hiver allait, pensait-on dans les cercles militaires, arrêter les opérations des belligérants et donner le temps aux Turcs de se remettre de leur désarroi; tous ces calculs furent trompés de la manière la plus complète et des succès foudroyants amenèrent les troupes du grand-duc sous les murs de Stamboul.

Le général Totleben opinait pour qu'on investit Routschouk, Widdin et Schoumla, avant de marcher en avant, et l'empereur, pour récompenser les services rendus par le Csarevitch sur le Lom, annonçait l'intention de lui conférer au printemps le commandement suprême. Le grand-duc Nicolas ne voulut pas laisser à un autre la gloire et l'honneur de terminer la guerre; il donna l'ordre au général Gourko dont il connaissait la hardiesse et l'énergie, de

franchir les Balkhans, coûte que coûte[1]. Malgré des obstacles sans nombre accumulés par la nature, le général Gourko, faisant traîner les canons à bras au milieu des glaciers et à travers les ravins et les précipices, faisant porter à dos les munitions et les approvisionnements, escalade les Balkhans d'Etropol, anéantit l'armée de Chakir-Pacha et entre à Sophia (4 janvier 1878). Dans le Balkhan central, Vessel-Pacha capitule à Schipka avec 41 bataillons et 93 bouches à feu, devant les généraux Radetzky et Skobeleff (9 janvier). Suleyman-Pacha, après une bataille de trois jours en avant de Philippopoli, voit son armée détruite par le général Gourko et est forcé de se jeter dans le Rhodope pour éviter d'être obligé de mettre bas les armes (16-19 janvier). Le 20, l'avant-garde du général Skobeleff occupait Andrinople.

En même temps la Serbie, qui depuis le 13 décembre avait recommencé la guerre, s'emparait de Nisch, ses troupes donnaient la main aux troupes russes de Sophia et cernaient Hafiz-Pacha; les Monténégrins, déjà maîtres de Niksisch, de Spuz, de Medun enlevaient Antivari et menaçaient Scutari ; Widdin assiégé par les Roumains était aux abois.

Les avant-postes russes étaient en face de Stamboul : la Turquie demanda la paix.

Traités de San-Stefano et de Berlin.

Le 5 février, les préliminaires de la paix furent signés à Kezanlik. L'Angleterre fit alors une démonstration tardive en envoyant une flotte dans la Marmara et mena grand bruit de velleités belliqueuses (14 février). La Russie ne s'effraya pas de cet appareil guerrier et, le 3 mars, le général Ignatiew imposait à la Porte le traité de San-Stéfano.

Par ce traité, le Monténégro voyait son territoire triplé et recevait les ports de Spizza et d'Antivari.

[1] J. Hansen, *Les coulisses de la diplomatie.*

La Serbie, devenue indépendante, s'accroissait du liva de Nisch.

La Roumanie, également indépendante, recevait la Dobroudja en échange de la Bessarabie qu'elle rétrocédait à la Russie.

La création d'une principauté vassale de Bulgarie, s'étendant du Danube à la mer Egée, ne laissait en Europe à la Turquie que Constantinople, Gallipoli, Salonique et leurs banlieues, l'Épire et la Thessalie, l'Albanie et la Bosnie.

En Asie, la Russie prenait Kars, Ardahan, Batoum, Bayazid.

Enfin la Porte payait une contribution de guerre de trois cent millions de roubles (1,200,000,000 fr.). La nouvelle de ce traité excita au plus haut point la colère de l'Angleterre : le cabinet Beaconsfield appela sous les drapeaux la réserve de l'armée active et menaça de jeter dans la balance le poids des bataillons de cipayes de l'impératrice des Indes. Mais il était dangereux de dégarnir de troupes l'Hindoustan; on n'en put tirer que 7,000 hommes. Laissée à ses propres forces par suite de l'hésitation de l'Autriche tenue en respect par l'Allemagne, la Grande-Bretagne était impuissante à arrêter la Russie. En 1854 elle n'avait pu mettre en ligne que 25,000 hommes et depuis cette époque son organisation militaire n'avait pas progressé [1].

En vain, l'ambassadeur anglais, sir A. Layard, plus philoturc que les Turcs, essayait-il d'amener un conflit entre les troupes ottomanes et les troupes russes campées devant Tchataldja; en vain envoyait-il de l'argent et des officiers aux montagnards du Rhodope [2], soulevés contre les Russes; l'insurrection de la Crète et de la Thessalie, la menace d'une guerre avec la Grèce faisaient à la Porte un devoir de ne pas suivre les conseils de son trop bouillant

[1] Voyez *Revue des Deux-Mondes*, 1er mars 1876. L'Armée anglaise au dix-neuvième siècle.

[2] Voyez sur l'insurrection de Rhodope, le *Courrier d'Italie*, Révélations sur le Rhodope (janvier 1880).

conseiller. Après un échange suivi de notes entre Londres et Saint-Pétersbourg, l'intervention du prince de Bismarck et la mission du comte Schouvaloff amenèrent une entente secrète entre la Russie, l'Angleterre et l'Autriche (30 mai) et la Russie consentit à soumettre à un congrès européen le traité de San-Stéfano. En même temps, lord Beaconsfield concluait avec la Turquie un traité d'alliance défensive, portant « que dans le cas où Ardahan, Batoum, Kars, ou « aucune de ces places seraient retenues par la Russie, et « aucune tentative serait faite à une époque quelconque « par les Russes pour s'emparer d'aucune autre position « des territoires de S. M. I. le sultan, en Asie, fixés par « le traité définitif de paix, l'Angleterre s'engage à s'unir « à S. M. I. le sultan pour la défense du territoire en ques- « tion par les armes.

« En revanche, S. M. I. le sultan promet à l'Angleterre « d'introduire les réformes nécessaires (à être arrêtées plus « tard par les deux puissances) ayant trait à la bonne admi- « nistration et à la protection des sujets chrétiens et autres « de la Sublime-Porte qui se trouvent sur les territoires en « question, et afin de mettre l'Angleterre en mesure d'as- « surer les moyens nécessaires pour l'exécution de son « engagement, S. M. I. le Sultan, accepte en outre, d'as- « signer l'île de Chypre, pour être occupée et administrée « par elle (4 juin). » Une annexe, en date du 1er juillet, stipulait « que dans le cas où la Russie restituerait à la Turquie « Kars et les autres conquêtes faites par elle en Arménie « pendant cette dernière guerre, l'île de Chypre sera évacuée « par l'Angleterre, et la convention en date du 4 juin 1878 « cessera d'être en vigueur. »

Les avantages que la Turquie retirait de cette convention du 4 juin étaient fort peu considérables : non seulement l'Angleterre sacrifiait les possessions européennes de la Turquie, mais elle se faisait payer, par une cession de territoire, un appui hypothétique et elle escamotait l'Asie-Mineure.

Le 13 juin s'ouvrit à Berlin le congrès européen, sous la présidence du chancelier d'Allemagne. L'Angleterre

était représentée par lord Beaconsfield, lord Salisbury, lord Odo Russel ; l'Allemagne, par le prince de Bismarck, le prince de Hohenlohe et le baron de Bulow ; l'Autriche-Hongrie, par le comte Andrassy, le comte Karolyi et le baron de Haymerlé ; la France par M. Waddington, le comte de St-Vallier et M. Desprez ; l'Italie par le comte Corti et le comte de Launay ; la Russie, par le prince Gortschakoff, le comte Schouvaloff et le baron d'Oubril ; la Turquie, par Mehemet-Ali-Pacha, Caratheodory-Pacha, et Sadullah bey. Le gouvernement ottoman avait cru faire acte d'adroite politique en choisissant Mehemet-Ali comme plénipotentiaire : il pensait que ce maréchal, d'origine allemande, serait favorablement accueilli par le prince de Bismarck. Le contraire eut lieu : la cour d'Allemagne, empreinte du mysticisme piétiste, ne pouvait oublier que Méhémet-Ali était un renégat, et l'aristocratie prussienne tenait à distance le fils du tailleur. La violence avec laquelle le prince de Bismarck interrompit Méhémet-Ali et lui imposa silence dans une séance du congrès, fut portée à un tel degré d'intensité que le muchir s'abstint de paraître à plusieurs délibérations.

La France et l'Italie jouèrent au congrès un rôle singulièrement effacé : elles se bornèrent à approuver et à enregistrer les décisions des autres puissances. M. Waddington, au lieu de défendre la Roumanie, le seul peuple de race latine en Orient, préféra se faire le champion des revendications de l'hellénisme : sur sa motion, le congrès *invita* la Turquie à s'entendre avec la Grèce pour une rectification de frontières, en prenant pour base de la ligne de démarcation la vallée du Calamas et celle du Selymbria.

Le traité sorti des délibérations du congrès (13 juillet) scindait en deux la Bulgarie créée, au traité de San-Stéfano, par le général Ignatiew ; la partie septentrionale formait la principauté tributaire de Bulgarie; la partie méridionale devenait la province turque autonome de Roumélie orientale. Il eût été pourtant une solution qui aurait dû rencontrer l'approbation et l'appui de l'Angleterre, de la France, de l'Italie, et même de la Turquie, et qui ne pou-

vait porter ombrage qu'à l'Autriche et à la Russie, c'était la réunion de la Bulgarie à la Roumanie. La race roumaine plus vivace, plus énergique, plus intelligente et plus instruite que la race bulgare eut bientôt absorbé cette dernière ; les Bulgares eussent été roumanisés aussi rapidement et aussi facilement qu'ils ont été slavisés et le nouvel empire danubien eut barré la route à la Russie. Tout ce que la Roumanie retira de ses sacrifices fut de conquérir son indépendance et de troquer la province fertile et saine de la Bessarabie contre les marécages pestilentiels de la Dobroudja.

La Serbie, affranchie de la suzeraineté de la Porte, reçut Nisch ; le Monténégro vit enfin la Porte reconnaître officiellement son indépendance et garda avec Antivari le tiers du territoire que lui assignait le traité de San-Stéfano.

La Russie reprenait la Bessarabie que lui avait enlevée le traité de 1856, gardait Kars, Ardahan, Batoum, déclaré port franc, et dont les fortifications devaient être rasées, renonçait à Bayazid et à la vallée d'Alaschgerd. Quant à l'indemnité de guerre, il fut décidé que la Russie ne viendrait, comme créancière de la Porte, qu'en dernière ligne, son titre fondé sur le traité de San-Stéfano ne pouvant primer les droits antérieurs des créanciers de la dette ottomane.

La Perse et l'Autriche prirent aussi leur part de la curée. La première annexa le district de Khotour, la seconde se fit donner Spizza et le mandat d'occuper la Bosnie et l'Herzégovine pour un temps indéterminé afin de les organiser à sa guise.

La Porte prenait l'engagement : d'admettre sans différence de religion le témoignage de tous devant les tribunaux (art. 63) ; d'appliquer scrupuleusement dans l'île de Crète le règlement organique de 1868, d'introduire des règlements analogues, adoptés aux besoins locaux, dans les parties de la Turquie d'Europe pour lesquelles une organisation particulière n'a pas été prévue (art. 23) ; de réaliser, sans plus de retard, les améliorations et les réformes qu'exigent les besoins locaux dans les provinces

habitées par les Arméniens, de garantir leur sécurité contre les Circassiens et les Kurdes et de *donner connaissance périodiquement des mesures prises à cet effet aux puissances qui en surveilleront l'application* (art. 61).

Le premier partage de la Turquie venait d'avoir lieu : le traité de Berlin lui enlevait non seulement toutes les principautés vassales, mais encore la moitié de son territoire en Europe; la convention du 4 juin mettait l'Asie sous la tutelle de la Grande-Bretagne et l'ambassadeur anglais allait essayer de jouer auprès du Sultan le rôle que remplirent autrefois les résidents anglais à la cour du Grand-Mogol. Et cependant le congrès de Berlin n'a nullement résolu la question d'Orient : la Grèce, se fondant sur le vœu du congrès, exige Larissa et Janina; les Albanais refusent de se soumettre aux décisions du congrès, parlent hautement de reconstituer un royaume d'Albanie et peuvent, à chaque instant, susciter un conflit nouveau entre la Porte et le Monténégro; les Arméniens, dont le sort est toujours aussi digne de pitié, attendent en vain la réalisation des promesses de l'article 61 et fatiguent de leurs plaintes les ambassades étrangères.

Le moment est décisif pour l'empire ottoman : des mesures qu'adopteront les hommes qui président à ses destinées, sortira sa ruine totale ou son salut.

CHAPITRE XXV

ÉTAT ACTUEL DE LA TURQUIE

Gouvernement. — Administration. — Finances : dette; perception de l'impôt. — Justice : tribunaux du Chéri; tribunaux nizamiyèhs. — Instruction publique. — Armée : écoles militaires. — Marine. — Agriculture : le brigandage. — Industrie et commerce : forêts; mines; le monopole.

Gouvernement

Le gouvernement de la Turquie, malgré la constitution de 1877, est une monarchie absolue dans toute la force du terme. Le souverain n'a d'autres bornes à son pouvoir discrétionnaire que celles qu'il s'impose lui-même.

Son titre officiel est padischâh (empereur). La qualification de sultan s'emploie pour tous les princes de la famille impériale : pour les hommes, elle précède le nom ; pour les femmes au contraire, elle le suit.

Khan, mot d'origine tartare, signifie haut et puissant seigneur.

La liste civile du sultan, fixée par la loi organique des finances de 1855 à 30,000,000 fr., a été réduite dernièrement à peu près à vingt millions. La cassette impériale est censée payer les pensions des membres de la famille régnante, défrayer toutes les dépenses du palais et pourvoir à l'entretien des officiers de la maison du sultan. Le padischâh a consenti à renoncer à son droit de puiser à volonté dans les coffres de l'État; cependant, il y a encore trois ans, le sérail absorbait, à lui seul, 41 millions par

an, pour son entretien. Dans un seul trimestre, il fut fourni au harem pour quatre cent mille francs de sucre en poudre! De 1861 à 1875, le sultan dépensa en construction de palais, de kiosques, etc., 179 millions; quant aux sommes employées en achat de belles esclaves, de bijoux, de diamants, de chevaux, etc., elles sont incalculables [1].

Dans la personne sacrée du padischâh résident tous les pouvoirs : il n'exerce pas directement son autorité spirituelle; il la délègue au Sckeïkh-ul-Islam.

La charge de grand-vézir, supprimée une première fois en 1878 et remplacée par celle de premier ministre, créée pour Ahmed-Vefik-Pacha[2], avait été rétablie à la chute de ce dernier. La dernière crise ministérielle, qui a provoqué la démission du grand-vézir, Kaïr-Eddin-Pacha, a amené l'abolition du grand-vézirat (juillet 1879).

Les ministres, le Scheïkh-ul-Islam, le mustéchar du premier ministre, le président et le vice-président du conseil d'État, les directeurs des contributions indirectes[3] et des archives, le préfet de Constantinople, quatre membres des conseils supérieurs forment le conseil privé, *Medjliss-i-khass*. Ses membres portent le titre de *vukalâ-i-Sultanât-Seniyéh vé aga-i-medjlissi-khass!* (délégués de la puissance élevée et membres du conseil privé). C'est le divan. Dans les circonstances exceptionnelles on convoque le divan extraordinaire; là, assistent tous les ministres et anciens ministres, les muchirs civils et militaires, les chefs des grandes administrations, et les principaux ulémas.

Après le divan viennent le conseil des réformes, *medjliss-i-ali idjaçarât*, composé de quinze membres, et le conseil d'État, *choura-i-devlet*.

[1] Économiste français.

[2] Successivement commissaire impérial en Anatolie, ambassadeur, président de la Chambre des députés, grand-vézir, premier ministre, actuellement gouverneur de Brousse.

[3] Les contributions indirectes ayant été cédées à un syndicat de banquiers, le Directeur Général, lequel est européen, ne fait plus partie du conseil.

Créé en 1868 sur le modèle du conseil d'État français et divisé en cinq sections, il fut, après diverses modifications, réorganisé en 1875 et réduit à trois sections : administrative, législative et du contentieux. Il se compose de vingt-un membres, dont trois conseillers non musulmans, un Grec, un Arménien, un juif, plus un secrétaire, cinq assesseurs et huit auditeurs.

Au-dessous de ces deux grands conseils sont les conseils spéciaux des ministères et des grandes administrations.

Conseil de la guerre.	*Dar-i-choura-i askeri.*
Artillerie et génie.	*Medjliss-i-Tophanèh-i-amirèh.*
Marine.	*Tahriyeh-medjliss.*
Instruction publique.	*Medjliss-i-kebir-i-meârif.*
Cour des comptes.	*Maliyeh-medjliss.*
Commerce et agriculture.	*Medjliss-i-tidjaret-u-ziraât.*
Travaux publics.	*Nafiyeh-medjliss.*
Police.	*Medjliss-i-idâreh-i-zaptièh.*
Contributions indirectes.	*Rucoumât-medjlissi.*
Postes et télégraphes.	*Télégraf-u-posta-nayâreti-medjliss.*
Conseil sanitaire.	*Sahiyèh-nayâreti-medjlissi.*

ADMINISTRATION

Dans les premiers temps de l'empire, l'Europe et l'Asie ne formaient, chacune, qu'un seul gouvernement général à la tête duquel était un beylerbey. Chaque gouvernement était distribué en sandjaks, administrés par des sandjaks-bey, pachas à une queue. En 1574, Murad III partagea l'empire en plusieurs gouvernements, *eïalets*, contenant chacun plusieurs sandjaks-beys. Les gouverneurs des eïalets, pachas à trois queues, eurent le rang de vézir ; ceux des sandjaks se recrutèrent parmi les pachas à deux queues. En 1834, Mahmoud inaugura une nouvelle organisation en vingt-huit gouvernements, trente-un sandjaks, cinquante-quatre voïvodies indépendantes. Après l'introduction du tanzimât, on revint à l'ancienne classification par

eïâlets ; ils furent subdivisés en sandjaks ou *livâs* : les livâs en *cazâhs*; les cazâhs en *nahiehs*.

En 1864, Sahi-bey, Djewdet-Effendi, Ahmed-Vefik-Effendi et Riza-Effendi furent chargés d'inspecter, les deux premiers, les provinces d'Europe, les deux derniers, les provinces d'Asie. Hommes intègres et laborieux, les commissaires apportèrent la plus louable énergie dans l'accomplissement de leur mission ; ils eurent le courage de dire hautement la vérité et de ne rien céler au souverain.

« Les fonctionnaires, dit leur rapport, se gorgent d'im-
« pôts ; le peuple souffre et travaille comme un nègre sous
« le fouet, en tournant ses regards vers Stamboul. Votre
« Majesté doit connaître la vérité tout entière. La préva-
« rication est à l'ordre du jour; le produit de l'impôt est
« partagé entre les employés au lieu de rentrer dans les
« caisses de l'État. Nous avons dû destituer deux pachas
« et faire arrêter leurs complices. » A la suite de ce rapport fut décrété le régime des vilayets, actuellement en vigueur; c'était l'application du principe de la décentralisation : le gouvernement local devait, en quelque sorte, se suffire à lui-même. Chaque vilayet a pour chef un *vâli*, nommé par le sultan et résidant au chef-lieu de la province. Il a la haute main sur tout, excepté la justice et l'armée.

Le gouvernement étudie en ce moment un projet de modifications à la loi des vilayets. Les vâlis, entre autres changements, seraient nommés pour un temps déterminé, (trois ou cinq ans), et ne pourraient être révoqués que pour certains cas spécifiés. Selon nous ce projet irait contre les intentions réformatrices de la Porte (au cas où elle serait fermement résolue à exécuter de sérieuses réformes), car il ne peut qu'affaiblir l'autorité du pouvoir central, déjà trop ébranlée. De plus l'excessive décentralisation, qui naîtra nécessairement de cette sorte d'inamovibilité des fonctionnaires politiques, rendra encore plus formidables les obstacles qui barrent la route au progrès.

Quoi qu'il en soit, ce système est à l'essai en Syrie, où Midhat-Pacha a carte blanche pour mettre ses idées en

pratique. Nous faisons des vœux pour qu'il réussisse, sans cependant croire beaucoup au succès [1].

Au siège du gouvernement résident également le *muâvim* ou sous-gouverneur ; le *defterdar*, directeur des finances, personnellement responsable envers le maliyèh ; le *mektoubji*, secrétaire général, chargé de la correspondance officielle ; le chef de la police ; le commandant de la gendarmerie ; enfin tous les chefs des services administratifs.

Le livâ est administré par un *mutessarif*, qui, ainsi que le vali, est nommé par Iradé impérial. A la tête du cazâh est un kaimakan promu par simple décret ministériel.

Chaque village, renfermant au moins deux cents maisons, forme une commune qu'administrent un *mudir*, un muâvim, élus par les habitants, et un *mouktar*, maire, nommé par le gouvernement. Dans les villages mixtes, le mûdir est choisi parmi la communauté la plus nombreuse ; en compensation le muâvim appartient à la minorité. Le mudir, chargé à la fois de l'administration générale, de la police et des finances du village, a une situation analogue à celle du président du conseil municipal de Paris. Les fonctions purement administratives sont remplies par le mouktar.

La capitale et sa banlieue forment un vilayet à part dépendant du ministère de la police.

Au point de vue municipal, Constantinople forme une préfecture divisée en 14 cercles. Un seul a reçu un commencement d'organisation ; il ne fonctionne que très irrégulièrement.

FINANCES.

L'institution du ministère des finances date de 1838 et c'est en 1861 qu'a été établi, pour la première fois, le budget régulier, prescrit par le règlement organique de 1855.

[1] Midhat-Pacha n'a pu faire agréer ses idées en haut lieu et a quitté la Syrie pour allèr administrer Smyrne (vilayet d'Aïdin).

C'est à partir de 1855 que commencèrent les embarras financiers de la Turquie; les recettes cessèrent d'équilibrer les dépenses et le déficit alla toujours croissant. En 1859 il s'élevait à 18 millions, en 1861 à 80. On essaya de le combler avec des emprunts; ils allèrent s'engloutir sans résultat dans ce gouffre sans fond; le déficit de l'exercice 1875-76 était de 116 millions.

La dette publique créée en 1785 par l'aliénation de certains revenus de l'État, en faveur de particuliers, en échange de l'argent prêté par eux à l'État, la dette publique comprend :

1° La dette générale, représentant les emprunts contractés de 1854 à 1874[1] : 6 063 860 600 fr.

2° La dette flottante, c'est-à-dire les emprunts conclus avec les banquiers de Galata, les mandats du Trésor, les bons des ministères, environ 220 000 000 fr.

3° Les rentes viagères payées par le Trésor à des titres divers, la subvention à la Banque, etc., 35 000 000 fr.

Les recettes découlent de quatre sources principales : contributions directes; contributions indirectes; recettes diverses; tributs des pays vassaux.

Les contributions directes comprennent :

1° *Revenu immobilier :* avant la guerre il rapportait 332 750 000 p. (76 532 500 fr.), en 1879, 210 000 000 p. (48 300 000 fr.); il figure à l'exercice 1880 pour une somme de 225 000 000 p. (51 750 000 fr.).

2° *Exonération militaire* pour les non-musulmans[2] : elle rapportait avant la guerre 80 000 000 p. (18 400 000 fr.), en 1879, 34 000 000 p. (7 820 000 fr.), le budget de l'année courante accuse 46 000 000 p. (10 580 000 fr.).

Les contributions indirectes contiennent douze sections :

1° Les *dîmes* perçues sur tous les produits du sol. Le paye-

[1] Il faut ajouter l'indemnité de guerre due à la Russie, en vertu du traité de Berlin, 802 millions de francs, défalcation faite de la valeur des territoires cédés à la Russie.

[2] Les membres du clergé séculier en sont exempts.

ment s'effectue en trois versements, septembre, décembre et mars[1]. Elles sont affermées

avant la guerre, 870 000 000 p. (200 100 000 fr.);
en 1879, 450 000 000 p. (103 500 000 fr.);
pour l'exercice 1880, 500 000 000 p. (115 000 000 fr.).

2° *La taxe sur les moutons :*

en 1879, 140 000 000 p. (32 200 000 fr.);
pour l'exercice 1880, 165 000 000 p. (37 950 000 fr.).

3° *La taxe sur les cochons :*

en 1879, 700 000 p. (161 000 fr.);
pour l'exercice 1880, 844 000 p. (194 120 fr.).

Ces deux taxes réunies produisaient avant la guerre
870 000 000 p. (200 100 000 fr.).

4° *Les Douanes :*

avant la guerre, 207 500 000 p. (47 725 000 fr.);
en 1879, 160 000 000 p. (36 800 000 fr.);
pour l'exercice 1880, 180 000 000 p. (41 400 000 fr.).

5° *Les tabacs :*

avant la guerre, 96 500 000 p. (22 195 000 fr.);
en 1879 et en 1880, 100 000 000 p. (23 000 000 fr.).

6° *Soies :*

avant la guerre, 5 500 000 p. (1 265 000 fr.);
en 1879 et en 1880, 3 500 000 p. (805 000 fr.).

7° Les *spiritueux*, frappés d'un droit de 20 pour 100 :

avant la guerre, 80 000 000 p. (18 400 000 fr.);
en 1879 et en 1880, 18 000 000 p. (4 140 000 fr.).

8° *Tapou* (permis de culture, droits de vente, de mutation, etc.). Le tapou est littéralement le titre de possession délivré aux détenteurs des terres du domaine public. Par extension, on a appelé tapou les différents droits que payent ces titres dans les transactions où ils figurent.

avant la guerre, environ 90 000 000 p. (20 700 000 fr.);
en 1879, 20 000 000 p. (4 600 000 fr.);
en 1880, 18 000 000 p. (4 140 000 fr.).

9° *Papier timbré :* 14 000 000 p. (3 220 000 fr.).

[1] L'année financière turque commence au mois de mars vieux style.

10° *Titres immobiliers et droits de perception :*

en 1879, 8 800 000 p. (2 024 000 fr.);
pour 1880, 10 000 000 p. (2 300 000 fr.).

11° *Contrats :*

en 1879, 250 000 p. (57 500 fr.);
(ne figurent pas au budget de 1880).

12° *Divers :*

avant la guerre, 52 500 000 p. (12 075 000 fr.);
en 1879, 35 000 000 p. (8 050 000 fr.);
pour 1880, 30 649 000 p. (7 049 270 fr.).

Sous la rubrique « recettes diverses » sont compris les produits de diverses administrations dont les plus importantes sont :

1° *Le domaine de l'État :*

avant la guerre, 10 000 000 p. (2 300 000 fr.);
en 1879, 8 500 000 p. (1 955 000 fr.);
pour l'exercice 1880, 5 200 000 p. (1 196 000 fr.).

2° *Forêts :*

avant la guerre, 15 000 000 p. (3 450 000 fr.);
en 1879, 8 000 000 p. (1 840 000 fr.);
pour l'exercice 1880, 6 070 000 p. (1 396 100 fr.).

3° *Mines :*

avant la guerre, 18 000 000 p. (4 140 000 fr.);
pour l'exercice 1880, 2 306 000 p. (531 070 fr.).

4° *Postes et télégraphes :*

avant la guerre, 22 225 000 p. (5 113 750 fr.);
pour l'exercice 1880, 22 000 000 p. (5 060 000 fr.).
Ils coûtent le double de ce qu'ils rapportent.

5° *Salines :*

avant la guerre, 80 000 000 p. (18 400 000 fr.);
(ne figurent pas à l'exercice 1880).

Le rapport du sel comme celui du tabac est presque réduit à néant par la contrebande qui se fait avec des proportions inconnues dans les autres pays.

Les tributs se répartissent ainsi :

Égypte.	76 500 000 p.	(17 595 000 fr.);
Samos.	300 000 p.	(69 000 fr.);
Mont-Athos.	72 000 p.	(16 560 fr.);
Roumélie orientale.	24 000 000 p.	(5 520 000 fr.).
Bulgarie.		
Excédent des recettes de l'île de Chypre.	13 000 000 p.	(2 990 000 fr.).

Une grande partie du tribut de l'Égypte est donnée en garantie de divers emprunts et n'entre pas dans les coffres de l'État.

Le budget de 1875-1876 se soldait par un déficit de 504,615,500 p. (116,061,565 fr.); le budget de 1880 accuse un déficit de 88,000,000 p. (20,240,000 fr.)[1]. Ce n'est pas que la situation financière de la Porte se soit améliorée; au contraire, la banqueroute décrétée en 1875 a été complétée par l'altération des monnaies; depuis plusieurs années l'armée n'est pas payée, et les fournisseurs qui approvisionnent les troupes sont sur le point de cesser leurs fournitures faute de payement. La mauvaise organisation des services publics prive l'État d'une partie notable de ses revenus. Les bureaux sont encombrés d'une foule d'employés parasites qui ne sont d'aucune utilité; mais il faut bien placer tous ceux qui ont des attaches plus ou moins lointaines avec la domesticité de quelque harem tant soit peu influent. Les hauts fonctionnaires émargent au budget pour des sommes élevées tandis que les employés subalternes ont à peine de quoi vivre, et encore leurs modiques appointements ne leur sont payés qu'irrégulièrement et à de longs intervalles. Ils sont obligés par

[1] Le déficit *réel* pour l'année 1880 est de 3 millions de livres turques (69 000 000 fr.), de l'aveu même d'un journal semi-officiel. Les déficits des budgets antérieurs atteignent le chiffre de 20 millions de livres turques (460 000 000 fr.), ce qui empêchera de consacrer au service de la dette la somme qui figure au budget de 1880. Cela montre quelle créance on doit accorder aux chiffres fabriqués par le ministère des finances.

la force des choses de chercher à se créer des ressources extra légales et les revenus de l'État, qui ne s'élèvent pas à la moitié du chiffre qu'ils devraient atteindre, sont livrés à un effroyable gaspillage. Au lieu de couper le mal dans sa racine, en renvoyant cette nuée de scribes de toutes catégories, de ne garder que les employés strictement nécessaires, de leur assurer des émoluments convenables et fixes, la Porte préfère garder toutes ces nullités ruineuses; elle se borne à rogner chaque jour les traitements de tous ses employés, mesure qui n'a d'autre résultat que de généraliser les fraudes et l'abus du *backchich*.

Le budget des dépenses comprend :

1° *Dette publique :*

avant la banqueroute, 1 486 924 500 p. (341 992 635 fr.);
depuis la banqueroute, 650 700 987 p. (149 661 227 fr.);
en 1879, 366 737 724 p. (88 969 686 fr.);
pour l'exercice 1880, 491 324 348 p. (113 004 599 fr.).

2° *Liste civile :*

a. avant la guerre, 276 235 404 p. (63 534 143 fr.);
en 1879, 76 233 359 p. (17 534 670 fr.);
pour l'exercice 1880, 62 747 112 p. (14 431 836 fr.).

b. Dotations des princes et princesses de la famille impériale :

attribution précédente, 29 687 764 p. (6 828 186 fr.):
en 1879, 31 154 886 p. (7 165 624 fr.);
pour l'exercice 1880, 23 760 212 p. (5 464 844 fr.).

La liste civile s'élève donc pour 1880 à 19 896 680 fr., mais ce chiffre est purement fictif, et les dépenses extraordinaires du palais sont réparties sur les budgets des différents ministères et atteignent un chiffre autrement élevé.

3° Les services généraux des administrations et des ministères :

a. Sénat, Chambre des députés, Cour des Comptes, conseil d'État, 14 919 040 p. (3 431 380 fr.);

b. Premier ministre et son département :

en 1879, 4 507 675 p. (1 036 765 fr.);
pour l'exercice 1880, 2 291 364 p. (527 013 fr.).

c. *Ministère de l'intérieur :*

avant la guerre [1], 293 377 500 p. (67 476 825 fr.);
en 1879, 89 633 253 p. (20 615 647 fr.);
pour l'exercice 1880, 87 063 230 p. (20 024 542 fr.).

Ministère des finances :

avant la guerre, 194 377 500 p. (67 476 825 fr.);
en 1879, 87 400 000 p. (20 112 000 fr.);
pour l'exercice 1880, 133 200 717 p. (30 636 165 fr.).

Ministère des affaires étrangères :

avant la guerre, 17 500 000 p. (4 025 000 fr.);
en 1879, 19 450 169 p. (4 364 688 fr.);
pour l'exercice 1880, 19 810 222 p. (4 486 351 fr.).

Ministère de la justice :

avant la guerre, 47 897 000 p. (11 016 310 fr.);
en 1879, 38 230 128 p. (8 792 929 fr.);
pour l'exercice 1880, 32 809 850 p. (7 546 265 fr.).

Ministère de la guerre, police [2] *:*

avant la guerre, 723 738 575 p. (166 459 875 fr.);
en 1879, 481 381 056 p. (110 717 642 fr.);
en 1880, 536 304 944 p. (123 350 137 fr.).

Ministère de la marine :

avant la guerre, 98 000 000 p. (23 540 000 fr.);
en 1879, 60 804 000 p. (13 984 922 fr.);
pour l'exercice 1880, 81 154 650 p. (18 665 569 fr.).

Ministère de l'artillerie :

avant la guerre, 128 762 159 p. (29 515 295 fr.);
en 1879, 91 200 000 p. (20 976 000 fr.);
pour l'exercice 1880, 86 144 487 p. (19 813 232 fr.).

Ministère de l'instruction publique :

avant la guerre, 12 705 000 p. (2 922 265 fr.);
en 1879, 9 500 000 p. (2 185 000 fr.);
pour l'exercice 1880, 8 100 093 p. (1 863 021 fr.).

[1] Avec la police.

[2] Il existe cependant un ministère séparé de la police dont le titulaire actuel est Hafiz-Pacha.

Travaux publics :

avant la guerre, 78 573 000 p. (17 072 905 fr.);
en 1879, 5 462 500 p. (1 256 375 fr.);
pour l'exercice 1880, 10 330 004 p. (2 375 901 fr.).

Commerce, agriculture, forêts :

avant la guerre, 17 179 800 p. (3 996 354 fr.);
en 1879, 13 300 000 p. (2 959 000 fr.);
pour l'exercice 1880, 10 530 004 p. (2 375 901 fr.).

Ministère de l'Evcaf (*wakouf*) *et Lieux saints :*

avant la guerre, 42 359 416 p. (9 842 666 fr.);
en 1879, 43 600 029 p. (10 028 006 fr.);
pour l'exercice 1880, 38 573 414 p. (8 771 085 fr.).

Clergé :

allocation, 15 621 800 p. (3 593 014 fr.);
en 1879, 20 037 087 p. (4 608 087 fr.);
pour l'exercice 1880, 15 081 848 p. (3 568 844 fr.).

« Chez les mahométans, tous les biens consacrés aux temples ou à des fondations pieuses portent la dénomination générale de *wakf* vulgairement dit *wakouf*. Ce mot, qui répond à ceux de cession, consignation, abandon, dépôt, emporte cependant dans son acception ordinaire l'idée d'une chose sacrée, d'un objet voué aux besoins de l'humanité et du culte public, par un sentiment de piété et d'amour envers Dieu. Ces wakoufs se partagent en trois classes : la première comprend ceux des mosquées qui forment pour ainsi dire les biens ecclésiastiques de la nation ; la seconde, les wakfs publics ou fondations établies pour le soulagement des pauvres et le bien général de l'humanité ; la troisième, les wakfs coutumiers qui relèvent des mosquées [1]. »

Les wakoufs des deux premières catégories s'appellent *wakf-scher'y* (wakf légal), parce qu'ils s'appuient sur la législation religieuse même; ils sont généralement inaliénables, car la propriété, d'après la loi, appartient à Dieu et les hommes n'en ont que la jouissance.

[1] D'Ohsson.

Les wakoufs coutumiers sont des biens cédés aux mosquées par les propriétaires à titre de *wakf* pour une somme qui n'excède guère dix ou douze pour 100. Le propriétaire garde le bien, comme usufruitier et acquitte envers la mosquée une redevance annuelle, qui n'est autre que l'intérêt de la somme payée par la mosquée. Les wakoufs sont exempts d'impôts, ils ne peuvent être vendus pour dettes. La mosquée hérite de tout immeuble dont le propriétaire ne laisse pas à sa mort d'enfants mâles de la première génération, à l'exclusion des héritiers naturels, même des petits-fils. Le but que poursuivaient les propriétaires qui cédaient aux mosquées leurs immeubles était d'assurer leur fortune contre l'esprit de dissipation des héritiers et de la soustraire à l'arbitraire des confiscations. Les trois quarts des immeubles de la Turquie appartiennent aux mosquées, à titre de wakouf de l'une ou l'autre de ces catégories. A plusieurs reprises des grands vézirs comme Kupruli, Raghib, Baraïktar, essayèrent de séculariser les wakoufs. Aali-Pacha reprit leurs idées ; la loi du 8 juin 1867 décida qu'à défaut d'héritier du premier degré, la succession au lieu de tomber en déshérence et de revenir à l'evkaf serait attribuée aux héritiers naturels jusqu'au 7ᵉ degré. Un iradé de 1873 et la loi du 23 août 1875 opérèrent une sécularisation partielle des wakoufs qui furent assujettis à un droit fixe de transmission et à une imposition annuelle frappée sur le fonds.

Le hatti-humayoun de 1876 supprima l'ancien mode de perception des impôts qui consistait à les donner à ferme et établit le système de la régie par l'État.

Quelque temps après, on retourna aux anciens errements, pour les dîmes. L'impôt, fixé par le conseil du cazâh, est réparti dans chaque commune par le mouktar assisté du conseil des anciens du village. Le mouktar est en même temps percepteur ; il verse dans la caisse du cazâh les sommes recueillies. Après avoir passé par les caisses du livâ, du vilayet, l'argent arriva au Trésor, souvent bien diminué, ainsi que le constate le rapport de Sahi-Bey et de Ahmed Vefik-Pacha. Les rayas payent par-

fois le double de l'impôt légal, mais le gouvernement n'en sait rien et le Trésor ne reçoit pas même les sommes prévues par le budget.

JUSTICE.

L'organisation judiciaire comprend les tribunaux du *Chéri*, ou musulmans, et les tribunaux *nizamiyèhs*, communs aux musulmans et aux non-musulmans. Du scheïkh-ul-islam relèvent les tribunaux du Chéri ;

1° Une haute cour d'appel, *arz-odaçi*, partagée en deux chambres, Roumélie et Anatolie, composées chacune d'un kazi-asker et de quatorze juges ;

2° Un nombre de grands ressorts judiciaires égal à celui des vilayets. Stamboul et les villes saintes ont seules conservé l'ancien fonctionnement judiciaire ; les autres ressorts sont administrés par des naïbs, nommés par le sultan et révocables à son gré [1] ;

3° Les kadiliki établis au chef-lieux du liva et du cazâh. Les kadi sont nommés sur la proposition du scheïkh-ul-islam. Chaque partie, munie d'un fetwa du mulfti sur la question, plaide elle-même sa cause et produit ses témoins; l'*ayak-naïb*, sorte de greffier, résume les débats et le kadi prononce sa sentence.

Les tribunaux nizamiyèhs relèvent directement du ministre de la justice. Sauf le mode de nomination des juges qui sont à la discrétion absolue du pouvoir, l'organisa-

[1] Midhat-Pacha, lors de son passage au ministère de la justice, en 1875, voulut soustraire les naïbs au scheïkh-ul-islam et faire décréter leur inamovibilité. Il échoua contre la résistance opiniâtre du scheikh-ul-islam dont ces mesures blessaient surtout les intérêts pécuniaires : en effet, chaque nomination, chaque mouvement dans le personnel des naïbs, rapportent au scheikh-ul-islam un droit de mutation ; ces droits forment un de ses principaux revenus.

Le naïb préside la cour d'appel, qui statue sur les décisions des tribunaux nizamiyèhs; il a le droit de reviser les décisions des tribunaux du vilayet.

tion de ces tribunaux est plus ou moins calquée sur celle des tribunaux européens.

Les tribunaux de première instance, au chef-lieu du cazâh, statuent sur toute action civile n'excédant pas 1000 piastres et toute action correctionnelle passible d'une semaine d'emprisonnement et d'une amende de 100 piastres. Ils connaissent, à charge d'appel, des actions civiles au-dessus de 1000 piastres et des actions correctionnelles entraînant trois mois de prison et 500 piastres d'amende.

Les *temyzi-houkouk-medjlisseri* servent de cour d'appel pour les tribunaux de première instance et jugent en dernier ressort les actions civiles jusqu'à 5000 piastres.

Les cours de justice, établies au chef-lieu du vilayet comprennent deux sections, civile et criminelle. Elles examinent les recours en appel des autres tribunaux et jugent les crimes et délits emportant des peines afflictives.

La cour suprême, à Constantinople, se compose également de deux sections. La première, cour de cassation, est divisée en deux chambres, civile et criminelle, chargées de décider des pourvois en cassation. La seconde, haute cour d'appel, est divisée en trois chambres, civile, criminelle et commerciale : elle prononce définitivement sur les questions litigieuses, déjà tranchées par un arrêt formel.

Quant à la composition du personnel, sur 20 inspecteurs généraux, 17 sont Turcs, 3 Arméniens; sur 23 procureurs généraux, 22 sont Turcs, 1 Syrien; les 127 vice-présidents se décomposent ainsi : Turcs 110; Arméniens 6; Grecs 8; Syriens 3, Bulgares 2.

Les tribunaux de commerce, institués en 1847 et organisés en 1860, appliquent une copie du code de commerce français.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Jusqu'en 1846, l'instruction était une des prérogatives et une des fonctions des ulémas; dans leurs mains, l'enseignement n'avait pas fait un pas en avant : il était encore tel qu'aux premiers jours de l'empire.

A côté de chaque mosquée s'élevait un médressé ; le collège dépendait du temple ; on n'y recevait que les personnes vouées à la carrière des ulémas. Les études ne roulaient que sur le droit et la théologie, elles comprenaient dix classes :

1° La grammaire *Ilm-Sarf ;*
2° la syntaxe *Ilm Nahhw ;*
3° la logique *Ilm Manntik ;*
4° la morale *Ilm Adab ,*
5° la science allégorique *Ilm Medwy ;*
6° la théologie *Ilm Kelam ;*
7° la philosophie *Hikmeth ;*
8° la jurisprudence *Fikihh ;*
9° le Kour'ann (Koran) et ses commentaires ;
10° les lois oracles du prophète (*Ilm-Hadiss*).

Le turc, le persan et l'arabe étaient les seules langues connues des Ottomans.

La réforme de 1846 sépara l'enseignement civil de l'enseignement religieux. Le scheïkh-ul-islam eut toujours la haute main sur les médressés, mais les *mektebs* passèrent dans celle de l'État.

L'enseignement primaire est gratuit et obligatoire, de six à onze ans pour les garçons, de six à dix pour les filles. Chaque quartier ou chaque village doit posséder au moins une école. En 1864, il existait 15 071 écoles primaires, comptant 6 640 000 élèves ; elles se répartissaient ainsi : écoles musulmanes 12 509, élèves 524 771; écoles non-musulmanes 25 62, élèves 135 229.

L'enseignement primaire supérieur est gratuit, mais non obligatoire. Chaque agglomération de 500 maisons doit avoir une école *ruediyèh ;* dans les localités mixtes il doit y en avoir deux, une musulmane, une non-musulmane.

L'enseignement secondaire comprend :

1° Les écoles préparatoires, ouvertes à tous les sujets ottomans;

2° Les lycées, à chaque chef-lieu de vilayet.

L'enseignement secondaire n'existe à vrai dire que sur le papier; il n'est représenté que par une école de bureaucratie, une école d'administration et le lycée impérial de Galata-Seraïl [1].

L'enseignement supérieur comprend :

1° L'université impériale (facultés des lettres, des sciences, de droit). Elle n'a qu'un semblant d'existence. L'école des hautes humanités, fondée en 1855, tient lieu de faculté des lettres; l'école des ponts et chaussées (1874) représente la faculté des sciences ; le cours de droit élémentaire et d'économie politique du lycée de Galata-Seraïl a été transformé (1874) en faculté de droit ;

2° Les écoles spéciales supérieures, savoir : l'école impériale de médecine (1826) qui forme deux sections. C'est le meilleur établissement d'instruction publique de la Turquie ;

L'école normale supérieure destinée à pourvoir au recrutement du corps enseignant.

Du ministère des travaux publics dépendent les écoles des arts et métiers, *sanaï mektebi*. Il en existe deux, une pour chaque sexe.

L'école des mines, l'école forestière, l'école télégraphique, relèvent du ministère des finances.

La liberté de l'enseignement existe en Turquie, de droit [2] et de fait. Les écoles non-musulmanes jouissent de la plus grande indépendance, et n'ont à redouter en rien l'ingérence de l'Etat qui se borne à veiller à ce que l'enseignement ne contienne rien de contraire à la morale et soit étranger à la politique. La France républicaine supprime la liberté de l'enseignement et met hors la loi toute une classe de citoyens; la Turquie musulmane et despotique proclame cette liberté et voit, sans s'effrayer, fonctionner les écoles de cette Compagnie dont l'image empêche le gouvernement français de dormir !

[1] Fondé en 1868 par le sultan Abd-ul-Aziz. Le personnel enseignant et dirigeant est français et l'enseignement s'y donne en langue française.

[2] Loi de 1869, article 130.

De tous les rayas de l'empire, les Grecs sont incontestablement les plus instruits et c'est chez eux que l'instruction est la plus répandue. Aucune autre communauté ne compte autant d'écoles, et, tous les jours, il s'en fonde de nouvelles. Mais ce n'est pas par amour de la science, ce n'est pas pour les résultats moraux et intellectuels qu'elle produit, ce n'est pas pour être aptes à chercher la solution des grands problèmes qui intéressent l'humanité, ce n'est pas même pas dans le but politique de *gréciser* l'Orien, que les rayas grecs apportent tant d'ardeur à l'étude, c'est uniquement par amour du lucre. Ils n'apprennent que ce qui peut les mettre à même de gagner de l'argent, car pour eux tout se réduit à faire des transactions avantageuses et à réaliser de gros bénéfices.

ARMÉE.

Le système militaire qui fonctionne actuellement a eu pour auteur Hussein-Avni-Pacha[1] (juin 1869). L'armée se divise en :

armée active, *nizam* ;
armée active en congé illimité, *ichtidlt* ;
réserve, *rédif* ;
armée territoriale, *mustahfiz*.

L'armée se recrute au moyen du tirage au sort et des engagements volontaires ; elle n'est ouverte qu'aux musulmans, et, même parmi la population musulmane, le service n'est pas égal pour tous. Constantinople, la Crète, le Kurdistan, une partie de l'Albanie, de l'Arménie, de la Syrie, l'Arabie, sont totalement exempts du service militaire.

La durée totale du service est de vingt ans :

[1] Grand-vézir, Sérasker, fauteur de la révolution qui détrôna Sultan-Aziz. A été assassiné par Hassan-Bey (juin 1876).

1° Nizam, cinq ans pour l'infanterie, cinq pour la cavalerie et l'artillerie ;

2° Ichtidt, deux ans pour l'infanterie, un pour la cavalerie et l'artillerie;

3° Redif, six ans ;

4° Mustahfiz, huit ans.

Le contingent annuel était fixé à 37,000 hommes.

Dans l'armée ne sont pas compris :

1° La gendarmerie de Constantinople, les *zaptiés* chargés de la police des villes et des campagnes ;

2° Les troupes irrégulières (bachibozouks). Il est impossible d'évaluer le nombre de ces irréguliers ; il dépend d'une foule de circonstances, du théâtre de la guerre, des dispositions de la tribu, surtout de l'argent distribué aux chefs, etc... En 1855, les troupes irrégulières s'élevaient au chiffre de 40 000 hommes. Dans la dernière guerre, ce chiffre a été dépassé ;

3° Le contingent auxiliaire fourni par le khédive. Chaque corps d'armée est sous les ordres d'un *muchir* (maréchal). L'état-major du corps d'armée dirige la partie tactique; *l'ordoucinum-medjliss*, conseil de l'ordou, la partie administrative.

Les rédifs ont leurs cadres spéciaux.

Le ministre de la guerre (*serasker*) est le chef de toute l'armée ; il la dirige et l'administre avec l'aide du grand conseil de la guerre, composé d'un muchir, de six *feriks* (généraux de division), d'un liva (général de brigade), et du conseil de l'intendance de l'artillerie.

En 1877, l'armée ottomane comptait, pour l'effectif de guerre, 311 000 hommes, nizam et rédif. Par suite des désastres de la campagne de 1877-1878, les forces militaires de la Turquie ont subi une notable diminution ; le soin de les réorganiser a été confié à Ghazi-Osman-Pacha, le défenseur de Plevna. La division en sept corps d'armée a été conservé; les quartiers généraux sont : Constantinople [1], Andrinople, Monastir, Erzinghiam, Damas, Bag-

[1] Le corps d'armée de Constantinople est le plus nombreux. Dans ce

dad et Sanaa. L'armée sur le pied de paix se composera de 134000 hommes d'infanterie, 22400 de cavalerie, 9600 d'artillerie, 3600 pionniers, 40000 gendarmes et 573 canons. En temps de guerre, à l'armée active s'ajouteront 200000 hommes de réserve et 310 canons, sans compter le contingent égyptien et les irréguliers.

Cette force de 500000 hommes n'existe que sur le papier, et, d'après l'état-major allemand, la Turquie, d'ici une dizaine d'années, ne pourra, même en appelant toutes ses réserves, mettre plus de 300000 hommes sous les armes. Actuellement, elle ne pourrait disposer que de 150000 combattants (troupes régulières) qui sont ainsi répartis : 18000, Constantinople ; 14000, Tchataldja ; 300000, dans les districts évacués par les Russes ; 25000, Salonique ; 17000, en Albanie ; 30000, sur les frontières de Grèce ; 20000, en Asie [1].

L'armement et l'outillage de l'armée ottomane, achetés en Europe et en Amérique, peuvent rivaliser avec ceux de n'importe quelle puissance. L'infanterie est armée du fusil se chargeant par la culasse, système Henry-Martini ; l'artillerie est munie de canons Krupp. La grosse cavalerie n'existe pas, il n'y a que de la cavalerie légère : les cavaliers portent le sabre, le revolver et la carabine Martini.

Ce qui laisse à désirer le plus ce sont les équipages de pont et du train, et surtout l'organisation des services sanitaires, aux défauts de laquelle ne peuvent suppléer le zèle et le dévouement des médecins militaires.

L'artillerie, le génie, la fourniture et le contrôle du matériel de guerre relèvent de la grande maîtrise d'artillerie. Le grand maître, nommé par le sultan et relevant directement de lui, est en réalité indépendant du serasker. La nature de ses attributions en fait même une sorte de ministre tout aussi important. Il est assisté d'un conseil, *medjliss-i-tophanèh-i-amirèh*.

corps sont compris les tcherkess de la garde et le régiment des Cosaques. Ce dernier, commandé par un Polonais, ne se compose plus que de musulmans.

[1] *Rapports militaires de Berlin*

L'avancement n'est pas réglé par une loi spéciale; comme partout ailleurs, la volonté de padichâh est la loi.

Le corps des officiers se recrute parmi les sous-officiers et parmi les élèves des écoles militaires de Coumbar-Hanè et de Pancaldi.

L'école de Coumbar-Hanè, commandée par un général de division, forme les officiers du génie et de l'artillerie [1]. Les élèves y entrent à quinze ans, passent quatre ans dans la division préparatoire, deux ans dans la division supérieure, sont alors promus sous-lieutenants, restent encore un an à l'école et sortent dans l'armée avec le grade de lieutenants. La division inférieure reçoit la solde de soldat (30 piastres par mois) [2], la première classe de la division supérieure celle de caporal (50 piastres), la deuxième classe, celle de sous-officier (70 piastres).

L'école de Pancaldi, commandée par un général de brigade, fournit les officiers d'infanterie, de cavalerie, et d'état-major [3]. Les élèves y entrent à quinze ans, restent quatre années dans la division inférieure, deux dans la division supérieure et sortent dans l'armée avec le grade de sous-lieutenants. Ceux qui se destinent à l'état-major passent une troisième année sur les bancs de l'école et sortent avec le grade de capitaines.

Outre ces deux grandes écoles, il existe six écoles militaires préparatoires, *mekteb-i-idahyeh-harbyeh*, établies à Stamboul, à Monastir, à Brousse, à Erzeroum, à Damas, à Bagdad (celle de Bosna-Seraï est supprimée;

[1] Fondée par le baron de Tott, sous Mustapha III, l'école d'artillerie fut d'abord installée à Kiathana. Réorganisée par Sélim III, puis par Mahmoud II, elle fut transférée à Coumbar-Hanè. Supprimée pendant la dernière guerre et réunie à l'école de Pancaldi, elle a été de nouveau ouverte en 1878 et réinstallée à Coumbar-Hanè.

Elle dépend exclusivement de la grande maîtrise d'artillerie.

[2] La piastre vaut 0 fr. 21.

[3] Il n'existe pas, à proprement parler, d'état-major général en Turquie. C'est même à cette cause qu'on peut attribuer surtout les derniers revers des Ottomans. Le corps d'état-major est encore tout entier à organiser. On ne peut considérer comme tels les états-majors particuliers de chaque arme.

celle d'Andrinople ne fonctionne pas). La première est dirigée par un général, les autres par des lieutenants-colonels ou des chefs de bataillon. On y entre à douze ans et on y passe trois années.

Les écoles préparatoires se secrutent au moyen des écoles militaires élémentaires, *ruchdiyeh-i-askeryèh*, créées en 1875. Celle de Constantinople est seule ouverte; les autres sont encore à établir.

Toutes ces écoles ne reçoivent que des musulmans; sous le vézirat de Fuad-Pacha, les écoles préparatoires ont reçu un certain nombre de chrétiens, mais après la mort de cet éminent homme d'État on a renoncé à poursuivre l'exécution de son idée. L'école militaire de médecine reçoit tous les sujets ottomans, sans distinction de religion [1].

MARINE.

C'est au sultan Abd-ul-Aziz que l'empire ottoman est redevable de sa flotte cuirassée. La marine militaire comprend :

4 vaisseaux cuirassés,
7 frégates »
8 corvettes »
4 frégates en bois,
9 corvettes,
60 bâtiments de toutes grandeurs,

portant 25 000 hommes d'équipage [2]. Il existe, en outre, un régiment d'infanterie de marine, fort de 3600 hommes, commandé par un général de brigade.

La flottille cuirassée du Danube a perdu dans la dernière guerre un tiers de son effectif. Les bâtiments qui restent sont, d'après l'amiral Hobbart-Pacha, incapables de tenir la mer [3].

[1] Toutes les écoles militaires sont gratuites.

[2] Le chiffre *réel* est bien inférieur : le nombre des matelots turcs ne dépasse guère 10 à 12 000.

[3] Lettre d'Hobbart-Pacha dans le *Levant-Herald*.

La durée du service est de huit ans. Une école de canonniers est installée à Ismidt; l'école navale de Halki, réorganisée en 1868 par Hobbart-Pacha, forme les officiers de marine.

Agriculture : le brigandage

Douée par la nature d'un sol d'une rare fertilité et qui, dans plus de la moitié de son territoire, pourrait produire deux récoltes par an; riche d'inappréciables richesses minières, houillères et forestières ; abondamment pourvue de tout ce qui importe à l'existence et à la prospérité d'un grand peuple; possédant, grâce à sa position géographique, les plus grandes facilités de commerce et d'échanges, la Turquie est dans une situation économique déplorable et voit se dresser devant elle le spectre inexorable de la banqueroute. En avril 1867, dans un rapport adressé à Sa Hautesse, Mustapha-Fazil-Pacha s'écriait :

« Les embarras financiers de votre gouvernement ne « sont rien par eux-mêmes. Ce qui est effrayant, c'est la « situation secrète qu'ils révèlent. Le gouvernement de « Votre Majesté est, en définitive, un de ceux qui, eu égard « au chiffre de la population, vivent avec le budget le plus « modeste. Pourquoi donc ce budget médiocre écrase-t-il « l'empire? C'est d'abord parce que l'impôt est prélevé par « les procédés les plus vicieux, mais c'est surtout « *parce que la population, travaillant peu et ignorant tout, est arrivée au dernier degré de la misère.* — « *L'agriculture, le commerce, l'industrie, tout décline dans* « *l'empire, les peuples semblent avoir perdu le besoin et* « *l'art de produire; ils voient leur détresse et cette détresse ne secoue pas leur léthargie et ne les pousse à* « *aucun effort.* »

L'empire ottoman pourrait disputer à la Russie et à l'Amérique le marché européen des céréales; il exporte à peine pour quelques millions de maïs et achète les blés de la Russie et de la Hongrie! « Labourage et pâturage sont

les mamelles de la France », disait Sully ; les Ottomans feront bien de méditer ces paroles du grand ministre et surtout de les mettre en pratique. Les trois quarts des terres arables sont en friche ; aux portes mêmes de la capitale de vastes terrains, des terres végétales, n'offrent à l'œil étonné que des pierres ou bien des plantes parasites dont le vent a apporté les germes. En Asie, il y a des districts où on laisse le blé pourrir sur pied, faute de moyens de transport et à cause de l'insécurité des chemins. Dans le Kurdistan et la Mésopotamie, les routes n'existent même pas ; dans la plus grande partie de l'empire ce sont, pendant l'hiver, des lacs de boue infranchissables aux voitures comme aux piétons, pendant l'été, des amas de poussière où les *arabas*[1] enfoncent jusqu'au moyeu. Kurdes, Bédouins, Antartés, heïducks, tcherkess, réfugiés de tous les pays perdus par la Porte et que la misère conduit au crime, tous écument à l'envi les routes. Le brigandage fleurit sous toutes les formes ; il règne en maître dans les campagnes ; ces écorcheurs et ces tard-venus du dix-neuvième siècle livrent de véritables combats aux troupes. Aux portes d'Ismid, les maraîchers sont assassinés et dévalisés ; il y a même des pirates dans la mer de Marmara et dans le Bosphore !

Cette situation, qui devrait préoccuper au plus haut point le gouvernement ottoman, le laisse impassible. Constantinople est un coupe-gorge où l'on assassine en plein jour ; les villages de la banlieue de la capitale sont audacieusement pillés par les forbans qui y massacrent des familles entières : il n'y a de sécurité que pour les malfaiteurs. Dans les provinces, les brigands lèvent des contributions sur les villes et traitent de puissance à puissance avec le gouvernement. Quand ils sont fatigués de rançonner le pays, quand ils sont las de la vie d'aventures et qu'ils veulent jouir en paix, comme d'honnêtes citoyens, du fruit de leurs travaux, ils vendent leur soumission en échange d'une amnistie sans réserve et souvent même d'un grade militaire. En vain les plaintes arrivent de toutes parts au

[1] Voiture non suspendue servant aux transports.

gouvernement central, en vain les journaux musulmans se joignent aux feuilles chrétiennes pour réclamer à cor et à cri des mesures énergiques et efficaces, rien ne trouble la sérénité du pouvoir. Depuis un an les *zaptiés* (gendarmes) de Constantinople n'ont pas touché un sou de solde; tous les jours on réduit leur effectif. Il est tombé à un chiffre tellement dérisoire que le ministre de la police, à qui l'on refuse les moyens d'action, a protesté et a voulu donner sa démission : pour une ville comme Constantinople, il n'y a que 800 zaptiés. Lors de la conférence de Constantinople, le gouvernement avait affiché hautement la prétention de former une gendarmerie modèle : le colonel Baker devait, avec tout un cadre d'officiers anglais, l'organiser et la commander. Cette gendarmerie n'a même jamais existé sur le papier; Baker-Pacha a été éloigné, avec la mission d'ouvrir, sur les méfaits des Kurdes en Arménie, une enquête dans laquelle, selon ses propres expressions, il ne découvrira que ce que les autorités voudront bien lui laisser voir. Les officiers anglais viennent d'être congédiés; on n'a plus besoin de leurs services : tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possible.

Industrie et commerce : forêts; mines; le monopole.

L'industrie ne périclite pas moins que l'agriculture voici ce qu'écrivait, il y a quelques années, un illustre homme d'état musulman, le général Khair-Eddin-Pacha, dernièrement Grand-Vézir :

« Nous ne possédons, dans notre état actuel, comme « produits, que les matières premières. En effet, chez « nous, le cultivateur de coton, le sériciculteur, l'éleveur « de bétail, passent toute l'année dans des travaux pénibles « et finissent par vendre, à bas prix, leurs produits aux « Européens, qui, dans un court délai, les leur revendent « transformés par leur industrie, à un prix dix fois plus « élevé.... Le besoin de recourir à l'étranger, pour presque « tous les objets de première nécessité, démontre l'état

« arriéré des sciences, des arts et de la fabrication du « pays[1]. »

La Turquie est un des pays les plus favorisés sous le rapport des forêts et des mines de toutes sortes : tout cela est improductif; le Trésor en retire seulement 7 500 000 fr. La Turquie, qui pourrait fournir toute l'Europe de bois de construction, n'exploite pas ses forêts; elle les laisse brûler par l'ignorance et la stupidité des paysans. Chaque année, l'incendie dévore plusieurs milliers d'hectares de bois : ce sont les bergers qui y mettent le feu afin de ménager à leurs troupeaux un pacage pour l'année suivante. Le gouvernement a essayé de tirer un meilleur parti de ces ressources : des règlements ont été édictés, ils sont restés lettre morte; des comités consultatifs ont été institués, ils ont fait peu ou prou; une école forestière a été fondée; il n'y a pas encore assez de temps pour qu'elle ait pu produire les résultats qu'on en attend. Pendant ce temps, la flamme poursuit son œuvre et le déboisement marche à pas de géant. Il faut néanmoins espérer que les efforts du gouvernement seront couronnés de succès, mais en attendant il serait bon de sévir, avec la dernière rigueur, contre les incendiaires.

Argent, plomb, cuivre, fer, mercure, existent à profusion, mais on les laisse, pour la plus grande partie, dormir en paix dans les entrailles de la terre. Les mines d'Asie produisent : argent, 693 589 kilogrammes; plomb, 175 437 kilogrammes; cuivre, 1 206 775 kilogrammes. Ce rendement est bien inférieur à la richesse réelle de ces mines; il pourrait être facilement quadruplé. La construction des hauts fourneaux est des plus mauvaises, et les procédés employés appartiennent à l'enfance de l'art métallurgique. Il arrive souvent que des fragments de roche et de minerai sortent du feu, sans avoir subi la moindre transformation.

« En moyenne, dit M. de Tchihatcheff[2], on peut ad-

[1] Khaïr-Eddin : *Des réformes nécessaires aux États musulmans.*
[2] Tchihatcheff : *L'Asie Mineure.*

« mettre que dans les fontes et l'affinage de l'argent, du
« cuivre et du plomb, les métallurgistes turcs perdent
« 32 pour 100 sur le premier, 12 pour 100 sur le second
« et 40 pour 100 sur le troisième. Comme l'Asie Mineure
« fournit annuellement 2 075 801 kilogrammes de différents
« métaux, il s'ensuit que, chaque année, on perd dans les
« usines plus de 400 000 kilogrammes de métal. »

Les mines de mercure sont complètement inexploitées.

Les gisements de charbon sont tout aussi riches et tout aussi improductifs. Cependant le gouvernement est en pourparlers avec une Compagnie française pour la concession des charbonnages d'Héraclée.

Le tabac rapporte à la France 550 millions; il rapporte à la Turquie une quarantaine de millions.

Les tapis, les laines (20 millions), les soies sont les sources principales de l'exportation ottomane. La culture du mûrier a pris une grande extension dans les districts de Brousse, d'Ismidt, de Smyrne, de Kutahiéh, d'Andrinople et de Salonique. En 1863, l'exportation de la soie grège atteignait 100 millions de francs; dans ce compte, Brousse figurait pour 40 millions et Andrinople pour 14. De 1871 à 1874, ce chiffre a presque doublé.

La Turquie achète tout de l'étranger, quand elle devrait non seulement se suffire à elle-même, mais voir les autres pays ses tributaires. Depuis les cuirassés et les canons Krupp, jusqu'aux fez qui viennent d'Orléans et de Vienne, elle a recours pour tout à l'industrie européenne. Tout le commerce est entre les mains des Grecs ou des Européens; à ces derniers appartiennent les filatures les plus importantes de Brousse et les fabriques de châles de Bagdad.

En dehors de l'apathie, en dehors de l'esprit de routine, il est une autre cause qui entrave le commerce et tue l'industrie, c'est le monopole. En Turquie, tout est matière à monopole; à chaque branche de l'industrie correspond une corporation dont le chef et le conseil fixent le prix de la marchandise. La concurrence ne peut exister, et par suite l'amélioration des produits. Le gouvernement peut, il est

vrai, établir un *maximum*, mais le remède est pire que le mal; il atteint le commerce tout entier ; il frappe de stagnation complète toutes les transactions sans arriver à son but, la protection du consommateur contre les exigences du vendeur. Les commerçants protestent contre le *maximum* en se mettant en grève, comme l'ont fait les boulangers en avril 1879. La population, plutôt que d'être affamée, est obligée de subir leurs conditions, à moins qu'elle ne préfère construire des barricades et se faire mitrailler. De plus, les corporations sont riches et puissantes, elles mettent en avant des arguments *irrésistibles* et le dernier mot leur reste toujours.

Sans décréter le libre-échange absolu qui ne serait que funeste à un pays sans industrie ni moyens mécaniques de production, la Porte peut, tout en établissant un système de droits compensateurs, faire table rase de toutes ces entraves intérieures qui maintiennent le pays dans un état d'infériorité regrettable.

Conclusion : les réformes et la Turquie.

En résumé, la Turquie a tout ce qu'il faut pour acquérir un haut degré de prospérité; que lui manque-t-il donc pour cela ? De *vouloir*. Les réformes introduites depuis Mahmoud ne pourront porter leurs fruits tant que la constitution de la société ottomane sera en contradiction avec les progrès de l'humanité.

Pour donner quelque apparence de satisfaction aux exigences de l'Europe, pour l'éblouir d'un mirage plus ou moins trompeur de réformes, le gouvernement du sultan légifère à perdre haleine. Les hatti-humayoun succèdent aux hatti-cherif, mais toutes les lois édictées, toutes les réformes pompeusement décrétées et solennellement promulguées dorment dans la poudre et l'oubli des sacs des ministères. On octroie une constitution, mais on se garde bien de l'appliquer et l'on continue à se traîner dans la même ornière, pratiquant les errements suran-

nés des siècles passés. Dans une récente publication, Midhat-Pacha déclare que, hors de la pratique sincère du régime parlementaire, il n'est point de salut pour la Turquie. La récente expérience a montré quelles réformes on pouvait attendre du parlement ottoman; on a vu quel sort attendait les députés assez hardis pour oser dire la vérité. La nation ottomane n'est point mûre pour le système parlementaire; il n'aurait d'autre effet que d'entraver la marche d'un gouvernement sérieusement et sincèrement résolu à se lancer dans la voie du progrès. Le sultan est tout en Turquie; il peut dire, d'une façon bien autrement juste que le Grand Roi : l'*État c'est moi;* toute réforme qui ne viendra pas de lui sera frappée de stérilité, mais il faut qu'il *veuille* ces réformes; il faut qu'il en fasse d'abord l'application à lui-même et à son entourage. Sur huit millions de livres turques que produit réellement le budget de l'empire, plus des deux tiers passent au palais; voilà pourquoi tous les services publics restent en souffrance. Autrefois, quand le sultan se déclarait franchement un despote, quand il revendiquait comme sa propriété personnelle la fortune de l'empire, il assurait d'abord le fonctionnement régulier de l'administration et se contentait de prendre le reste pour son usage particulier. Aujourd'hui que le sultan est censé rendre des comptes, aujourd'hui qu'il fait publier des exposés budgétaires, le sultan commence par prélever sa part avant celle de l'État. Comme les revenus de l'empire ont baissé, que les besoins du sérail ont toujours été croissant, il ne reste presque plus rien pour les différents ministères qui, selon l'expression d'un pacha, « sont obligés de gratter la terre pour vivoter ». Le sultan enfermé dans son harem d'où il ne sort que pour aller, le vendredi, à la mosquée, à travers une double haie de baïonnettes qui le cachent aux regards effarés de ses sujets, le sultan, l'ombre de Dieu sur terre, ne connaît que ce que veut bien lui laisser connaître la valetaille du palais qui se gorge des deniers publics. Si le sultan voulait se résoudre à mettre à la porte son harem, ses odalisques, ses eunuques de toutes les cou-

leurs, ses cavehdjis, ses tchiboukdjis, etc.; si, à l'exemple des grands padischâhs des premiers âges de la monarchie, il voulait être un homme et non un sybarite; s'il mettait en pratique, lui, successeur du Prophète, le précepte du Koran qui déclare que c'est faire une œuvre agréable à Dieu que de n'avoir qu'une seule femme, la solution de la réforme sociale serait considérablement facilitée. L'abolition du harem, en brisant les entraves de la femme, entraînerait forcément son émancipation et créerait le foyer domestique qui manque à peu près complètement chez les Turcs.

La femme turque est d'une ignorance qui n'a d'égal que son fanatisme; sous ce dernier rapport, elle laisse bien loin derrière elle les illuminés du vieux parti turc. Les enfants, dont la mère s'occupe peu ou point, restent dans le harem, livrés aux soins mercenaires des domestiques ou des esclaves. Les premiers exemples qu'ils ont sous les yeux sont mauvais, les premières leçons qu'ils reçoivent sont pernicieuses et déposent dans leur âme un germe précoce de corruption. Adulés, encensés, habitués à voir tout plier sous leurs volontés, s'entendant répéter qu'ils sont les beys, les seigneurs, les maîtres [1], ils se persuadent qu'ils n'ont besoin de rien apprendre, de rien savoir. La famille l'entretient dans ces idées; la mère trouve étrange que son fils aille à l'école; le père est, les trois quarts du temps, incapable de résister aux séductions du harem; il laisse faire. Pour accroître encore la vanité et l'outrecuidance de l'enfant, on l'affuble des insignes paternels, si le père occupe uue position officielle quelconque. On voit journellement avec stupéfaction dans les rues de la ville des bambins de six à sept ans portant gravement des uniformes d'officiers, depuis le grade de sous-lieutenant jusqu'à celui de muchir. La femme turque, achetée les trois quarts du temps à droite et à gauche, n'a pas, à proprement parler, de patrie; sa pensée ne franchit point les murs du harem, elle ignore totalement ce

[1] Nous ne parlons ici, bien entendu, que des classes dirigeantes.

que c'est que le patriotisme. Comment du reste le saurait-elle? Devoir, abnégation, sacrifice, ces mots, qui résument l'idée de la patrie, sont pour elle vides de sens; on ne les a jamais murmurés à son oreille. Ce n'est pas elle qui dirait comme cette mère spartiate présentant le bouclier à son fils : « Reviens dessus ou dessous. »

De l'émancipation de la femme découleraient fatalement son instruction et la suppression de la polygamie. La femme libre, tous les geôliers employés à la garder, muets, eunuques, et tout ce personnel ruineux, encombrant et inutile, spécial aux harems, n'a plus de raison d'être. La polygamie n'existe en Turquie que chez les riches et dans les classes élevées; on conçoit aisément que le peuple ne puisse se passer le luxe dispendieux de plusieurs femmes. Mais où il atteint des proportions inouïes, c'est au palais du sultan. Pendant la dernière guerre on a pu former un régiment entier avec une partie de la domesticité du sérail, sans que le service du palais s'en ressentît aucunement. Les premiers padischâhs n'entretenaient pas sept à huit mille personnes dans leur palais; en revanche, ils conquéraient des royaumes. A la mort de chaque sultan, il faut constituer un douaire à ses femmes, les loger, les entretenir dans les palais impériaux. Il suffirait d'un mot du padischâh; il suffirait qu'il donnât l'exemple pour que la polygamie disparût de Turquie.

La femme libre voudra sortir de l'ignorance dans laquelle elle est plongée; elle en aura honte et elle voudra savoir. Actuellement beaucoup d'Ottomans de la classe élevée se soucient peu de faire donner de l'instruction à leurs filles, car, la science, disent-ils, ne leur fera que plus vivement sentir l'esclavage dans lequel elles sont condamnées à vivre; il vaut mieux qu'elles restent dans la tranquillité et la quiétude de l'ignorance. Ces idées, le grand poète de la Turquie moderne, Kemal-Bey, les a éloquemment exprimées dans ses comédies.

Dans l'ordre politique, abstraction faite de la mauvaise administration, de la corruption officielle et patentée, vices auxquels une volonté énergique peut apporter un prompt

remède, il est une cause primordiale qui s'oppose à la renaissance de l'empire : la confusion de la loi civile avec la loi religieuse et la prédominance de la seconde sur la première. Certes on ne saurait prétendre à mettre en pratique en Orient la doctrine de Cavour : « *Libera chiesa in libero stato* » ; la société orientale est essentiellement théocratique, à tel point que religion y est synonyme de nationalité et réciproquement. Toute théocratie vit forcément dans les souvenirs du passé et répugne à accepter les modifications qui s'opèrent et les changements qui s'accomplissent sous ses yeux. Le sultan, qui est en même temps khalife et vicaire du Prophète, réunit à l'omnipotence temporelle la toute-puissance spirituelle ; il a tous les moyens pour pouvoir, *s'il le veut*, arriver à établir un concordat qui, tout en réservant à la religion sa part d'action légitime, la limite uniquement aux questions religieuses et soumette à la loi civile tous les sujets de l'empire.

Il est de mode parmi la presse officieuse de rejeter sur l'ingérence et les intrigues de l'Europe tout ce qui se fait de mal en Turquie : on lance contre elle des diatribes furibondes dont la moindre aménité est de déclarer *urbi et orbi* que la civilisation européenne dégoûte les Ottomans. On s'élève avec la plus grande virulence contre les capitulations, cause de tous les malheurs de l'empire, boulet rivé à son pied qui l'empêche de bouger. Les capitulations ont, il est vrai, engendré des abus ; à leur faveur, il s'est formé une certaine race, les *Levantins*, rayas de la Porte qui se font inscrire dans les différentes légations, qui ont toutes les nationalités ou n'en ont aucune, selon les besoins de leur cause, qui, véritables protées, échappent à toute repression. Depuis trente ans, la Porte n'a cessé de poursuivre, avec la plus grande tenacité, l'abrogation des capitulations. Le succès, malheureusement obtenu par le khédive en pareille occurrence, a redoublé ses espérances, et à l'heure actuelle elle tente par toutes les voies ouvertes ou détournées d'arriver à ses fins. Mais les puissances européennes ne pourront abandonner les capitulations, seule sauvegarde des Européens en Orient, tant que

l'arbitraire sera la base de la justice en Turquie, tant que la loi religieuse primera la loi civile, tant que les magistrats ne connaîtront d'autre code que le Koran et n'obéiront pas à d'autres principes.

Le peuple ottoman n'est pas plus que toute autre nation rebelle à la civilisation; il a des qualités natives qu'on chercherait vainement chez les autres races de l'empire : il est honnête et probe. L'ignorance dans laquelle il est plongé, le fanatisme dont il donne trop souvent des preuves sanglantes, tout cela doit être imputé à ceux qui sont chargés de ses destinées. On a, par une loi, prescrit l'ouverture d'écoles primaires dans tous les villages; il suffit de jeter un coup d'œil sur la somme allouée à l'instruction publique, dans la répartition du budget, pour voir comment cette loi a été exécutée et pour se convaincre que le gouvernement n'a jamais voulu sincèrement l'instruction des masses. Dernièrement encore à une pétition d'Albanais réclamant l'installation d'écoles dans leur pays, l'organe officieux du palais qui s'intitule pompeusement l'interprète de la vérité (*Terdjumani Hakikat*) répondait avec désinvolture que c'était l'affaire des conseils municipaux et nullement celle du gouvernement. Ce sont les diatribes des feuilles turques contre l'Eurepo qui maintiennent et développent dans le peuple le fanatisme et la haine du ghiaour. c'est en cherchant à excuser un Vely-Mehemed que la presse ottomane donne aux mauvaises passions de la multitude un encouragement funeste. Dans chaque catastrophe qui a abouti à l'égorgement des chrétiens, en Syrie comme en Bulgarie, la Porte a toujours cherché à faire peser la responsabilité sur la population ottomane; la Porte a calomnié ses sujets. Les musulmans ne se sont baignés dans le sang que parce que les autorités locales, comptant sur la connivence du gouvernement central, ont préparé, organisé et commandé les massacres.

Tout dépend du sultan. Le gouvernement ottoman était autrefois au pouvoir absolu tempéré par les fetwa des muftis et les insurrections de l'armée. Aujourd'hui les scheikh-ul-islam sont les premiers domestiques du padischâh et

l'armée ottomane a érigé à la hauteur d'un dogme la théorie de l'obéissance passive. Jadis un simple retard de quelques jours dans le payement de la solde occasionnait une sédition qui ébranlait le trône et forçait le sultan à passer sous le sabre des milices. Depuis trois ans, officiers et soldats ne touchent pas de solde; les derniers sont en haillons, ils manquent de chaussures, et cependant ils ne se plaignent pas, ils obéissent sans murmurer. La bureaucratie a remplacé les ulémas et les janissaires; elle reste seule en face du sultan omnipotent : il est le maître d'un troupeau d'esclaves; il est la loi, il est le droit. C'est pour cela que lui seul peut mener à bonne fin la double révolution, à la fois sociale et politique, mais surtout sociale, sans laquelle la Turquie ne peut se régénérer.

BIBLIOGRAPHIE

Il serait impossible de donner ici une bibliographie complète de l'histoire de l'empire ottoman; nous nous contenterons d'indiquer, en outre des ouvrages déjà cités dans cette histoire, ceux que le lecteur curieux de détails pourra consulter avec fruit [1].

Histoire générale. Indépendamment des œuvres remarquables de d'Ohsson et de Hammer, des histoires de Cantemir; de Juchereau de Saint-Denis, de Lavallée; Collection du journal asiatique. — Chalcondyle et d'Embry : *Histoire de la décadence de l'empire grec et de l'établissement de celui des Turcs*, par Chalcondyle, Athénien, *avec continuation de la mesme histoire depuis la ruine du Péloponèse jusqu'en* 1612, par Artus Thomas, sieur d'Embry (1 vol., Paris 1632). — Hadji-Kalfa, dit Kiatilb Tchelebi : *Chronologia historica, etc.* (traduit du turc en italien, par Rinaldo Carli; 1 vol., Venise 1697). — Petis de la Croix : *État général de l'empire ottoman depuis sa fondation jusqu'à présent et l'abrégé des vies des empereurs par un solitaire turc* (3 vol., Paris 1695). — Francesco Sansovino : *Historia universale delle origine et imperio de' Turchi* (1 vol., Venise 1582). — D'Herbelot : *Bibliothèque orientale* (*continuée par Galland et Visdelou*); (1er vol., Maestricht 1776 ; 2e vol., La Haye 1779). — Abbé Mignot : *Histoire de l'empire ottoman depuis son origine jusqu'à la paix de Belgrade* (4 vol., Paris 1771). — Comte de Salaberry : *Histoire de l'empire ottoman jusqu'en* 1792 (4 vol., Paris 1813). — Alix : *Précis de l'his-*

[1] Nous ne donnons dans cette nomenclature que les ouvrages orientaux traduits en langues latines.

toire de l'empire ottoman (3 vol., Paris 1822-1824). — Jouanin et Van Gaver. : *Histoire de Turquie* (1 vol., Paris 1840. — Collection de l'Univers pittoresque). — Chopin et Ubicini; *Bosnie, Servie, etc.* (1 vol., Paris 1856). — Collection de l'Univers pittoresque). — Chopin, Famin, Boré : *Russie, Crimée, Arménie* (2 vol., Paris 1838. — Collection de l'Univers pittoresque). — Poujoulat : *Histoire de Constantinople comprenant le Bas-Empire et l'empire ottoman* (2 vol., Paris 1853). — Lamartine : *Histoire de la Turquie* (8 vol., Paris 1861).

Livre premier. Élisée Reclus : *Géographie universelle.* — Vivien de Saint-Martin : *Description historique et géographique de l'Asie Mineure* (2 vol., Paris 1852). — Idem : Dictionnaire *de géographie* (en cours de publication). — Général Andreossy : *Voyage à l'embouchure de la mer Noire* (2 vol. Paris 1828). — De Tchihatchef : *Le Bosphore et Constantinople* (1 vol., Paris 1877). — Ch. de Mouy : *Lettres sur le Bosphore* (1 vol., Paris 1870). — E. de Amicis : *Constantinople* (traduit de l'italien par Mme H. Loreau, 1 vol., Paris 1878). — Guys : *Voyage en Syrie* (1 vol., Paris 1855). — Baron d'Avril : *L'Arabie contemporaine* (1 vol., Paris 1868). — Ubicini : *Les Slaves de Turquie* (1 vol., Paris 1863). — Cyprien Robert : *Les Slaves de Turquie* (1 vol., Paris 1862). — Lejean : *Ethnographie de la Turquie d'Europe* (1 vol., Gotha 1861). — Wiett : *Le district d'Alessio et de la Mirditia* (1 vol., Paris 1866). — Marino-Vreto : *Mélanges néo-helléniques* (1 vol., Athènes 1855). — Bolinteano : *Voyage chez les Roumains de la Macédoine* (en roumain, 1 vol., 1863). — Thuman : *Vocabulaire vlaque* (1 vol., Venise 1773). — S. de Sacy : *Essai sur la religion des Druses* (2 vol., Paris 1838). — Ricaut : *Histoire de l'Église grecque et de l'Église arménienne* (traduit de l'anglais par Rosemond, 1 vol., Paris 1692). — Dulaurier : *Histoire, dogmes, traditions et liturgies de l'église arménienne orientale* (1 vol., Paris 1855). — V. Langlois : *Le Mont Athos et ses monastères* (1 vol., Paris 1867). — Michaud et Poujoulat : *Cor-*

respondance d'Orient (7 vol., Paris 1833-1835). — Saint-Martin : *Mémoire historique et géographique sur l'Arménie* (2 vol., Paris 1818). — Lazdivertzi : *Histoire d'Arménie* (traduit de l'arménien par Prudhomme (2 vol., Paris 1867-69). — Anonyme : *La Bulgarie et le haut clergé grec* (brochure. Constantinople 1860). — *La vérité sur la question bulgare* (broch. Paris 1860. — *La Bulgarie schismatique et la Bulgarie catholique* (broch. Paris 1874). — Baron d'Avril : *La Bulgarie chrétienne* (1 vol., Paris 1867).— Caussin de Perceval : *Essai sur l'histoire des Arabes avant l'islamisme, pendant Mahomet* (4 vol., Paris 1847). — Carsten Niebühr : *Voyage en Arabie* (traduit de l'allemand, 2 vol., Amsterdam 1776). — *Description de l'Arabie* (traduit de l'allemand, 2 vol., Paris 1779). — Albufeda : *Vie de Mohammed* (traduit de l'arabe par Noël des Vergers, 1 vol., Paris 1837). — Washington Irving: *Vie de Mahomet* (traduit de l'anglais par Henry Georges, 1 vol., Paris 1865). — De la Roque : *Voyage fait par ordre de Louis XIV en Palestine, vers le grand émir, chef des princes arabes du désert, comprenant la description de l'Arabie par le sultan Ismaël Albufeda* (1 vol., Paris 1717). — Garcin de Tassy : *L'islamisme d'après le Coran* (1 vol., Paris 1874). — Nicolas de Tormanauw : *Le Droit musulman* (traduit du russe par Eschbach, 1 vol., Paris 1860). — El-Macin : *Histoire mahométane ou les quarante-neuf chalifes du Macin*, traduit par Pierre Vattier (1 vol., Paris 1657). — Ibn-Khaldun : *Ibni-Khalduni narratio de expeditionibus Francorum in terras islamismo subjectas* e codicibus Boldejanis edidit et latine vertit C. J. Tornberg (1 vol., Upsal 1841). — Michaud : *Histoire des Croisades* (6 vol., Paris 1841, édition Poujoulat). — Bentick : *Histoire généalogique des Tatars, traduite du manuscrit tartare d'Abulgasi Bayadur-Chan* (1 vol., Leyde 1726). — Sedillot : *Histoire des Arabes* (1 vol., Paris 1854). — Ducange : *Histoire de Constantinople sous les empereurs français* (1 vol., Paris 1657).

Livre deuxième. Cousin: *Histoire de Constantinople depuis Justin l'Ancien jusqu'à la fin de l'empire* (8 tomes en 10 vol., Paris 1785). — Lebeau : *Histoire du Bas-Empire* (22 vol., Paris 1757-1779). — Ducange : *Historia byzantina* (1 vol., Paris 1680). — Comte de Ségur : *Histoire du Bas-Empire* — Saad'eddin : *Saad'ed'dini annales turcici usque ad Muram I* turcice et latine curâ Ad. Kollar de Kerensten (1 vol., Vienne 1755). — Comte Daru : *Histoire de la république de Venise* (9 vol., Paris 1853). — Hecquard : *Histoire et description de la Haute-Albanie* (1 vol., Paris 1859). — H. Thiers : *La Serbie, son passé et son avenir* (1 vol., Paris 1862). — Belin : *Du régime des fiefs militaires dans l'islamisme et particulièrement en Turquie* (vol., Paris 1870). — Ahmed-Effendi : *L'histoire du grand Tamerlan traduite de l'Arabe d'Ahmed, fils de Gueraspe*, par Pierre Vattier (1 vol., Paris 1658). — Scherit'éddin-Ali : *Histoire de Timur-Beg*, etc. (traduit du persan par Petis de la Croix, 4 vol., Paris 1722). — Georgievitz : *De origine imperii Turcorum eorumque administratione et disciplinâ* (1 vol., Paris 1568). — Georges de Hemgaria : *Tractatus de ritu et moribus Turcorum auctore Vallacho quodam vel Ungarico qui ab anno* 1436 *ad annum* 1455 (1458) *in captivitatem a Turcis abductus est* (1 vol., Leipzig 1488). — Barletius : *De vitâ et rebus gestis G. Castrioti* (1 vol., Frankfort 1578). — S. de Sacy : *Relation de l'Égypte, par Abd'allatiph, médecin arabe de Bagdad, suivie de divers extraits d'écrivains orientaux et d'un état des provinces et villages de l'Égypte dans le* XIVe *siècle*, le tout traduit de l'arabe (1 vol., Paris 1810). — Takki'Eddin-Amed-Makrisi : *Histoire des sultans Mamelucks d'Égypte* (traduit de l'arabe par Quatremère, 1 tome en deux parties, Paris 1837-1840). — Comte de Salaberry ; *Essai sur la Valachie et la Moldavie* (Paris 1821).

Livre troisième. Vertot : *Histoire de Malte* (7 vol., Paris 1772). — Busbeck : *Lettres du baron de Busbec, traduites en français avec notes*, par l'abbé de Foy (3 vol.,

Paris 1748). — Armand Baschet : *La diplomatie vénitienne et les princes de l'Europe au* XVIe *siècle, etc.* (1 vol., Paris 1862). — Alberi : *Relazione degli ambasciatori veneti al senato* (XVIe siècle) (15 vol., Florence 1839-1863). — L. de Ranke : *Histoire de la papauté pendant les* XVI *et* XVIIe *siècles* (traduit de l'allemand par Herber, 4 vol., Paris 1844). — Du même : *L'empire ottoman et la monarchie espagnole* (en allemand, 1 vol., Lepzig 1857). — Kemal-Pachazade : *Histoire de la campagne de Mohacz* (traduit du turc par Pavet de Courteille, 1 vol., Paris 1869). — Flassan : *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française depuis la fondation de la nationalité jusqu'à la fin du règne de Louis XVI* (6 vol., Paris 1809). — César Famin : *Histoire de la rivalité et du protectorat des églises chrétiennes en Orient* (1 vol., Paris 1853). — Depping : *Histoire du commerce entre le Levant et l'Europe* (2 vol., Paris 1830). — Charrière : *Négociations de la France dans le Levant* 1515-1580). (4 vol., Paris 1848-1853). — Champollion-Figeac : *La captivité de François I*^{er} (1 vol., Paris 1847). — Ribier : *Lettres et mémoires d'État* (2 vol., Paris 1666). — Pouqueville : *Mémoire historique et diplomatique* (dans les mémoires de l'académie des inscriptions et belles-lettres, IX). — Sander Rang et F. Denis : *Fondation de la régence d'Alger; histoire de Barberousse. Chronique arabe du* XVIe *siècle. Expédition de Charles-Quint* (2 vol., Paris 1837). — *Relation des voyages de M. Savary de Brèves tant en Grèce, terre-sainte, Égypte qu'aux royaumes de Tunis et Alger, ensemble un traité fait en l'an* 1604 *entre le roi Henry le Grand et l'empereur des Turcs* (1 vol., Paris 1628).

LIVRE QUATRIÈME. Galland : *Relation de la mort du sultan Osman et du couronnement du sultan Mustapha* traduit du turc (1 vol., Paris 1678). — Petis de la Croix : *Canon de Suleyman représenté à sultan Murad IV pour son instruction ou état politique et militaire tiré des archives les plus secrètes des princes ottomans*, etc., tra-

duit du turc (1 vol , Paris 1725). — De la Roque : *Voyage en Syrie et au mont Liban contenant l'histoire du prince Furnès, maronite, mort pour la religion* (2 vol., Paris 1728). — *Relation du siège de l'île de Candie* (1 vol., Paris, sans date, XVIIe siècle). — Leibnitz : *Epistola ad regem Franciæ de expeditione ægyptiaca* (Paris 1672), traduit en français par Valet, sous le titre : *Mémoire pour la conquête d'Egypte* (1 vol., Paris 1840). — Montecuculli : *Mémoires; art militaire; Guerre contre les Turcs; Campagne de* 1664 (traduit de l'italien avec commentaires de T. de Crissé, 3 vol., Paris 1769). — Ricaut : *État présent de l'empire ottoman* (traduit de l'anglais par Briot, 2 vol., Paris 1670). — Petis de la Croix : *Mémoires* (2 vol., Paris 1684). — De Salvandy : *Histoire de Jean Sobieski et du royaume de Pologne* (2 vol., Paris. ?) — Chardin : *Le couronnement de Soleyman* (1 vol., Paris 1691). — Voltaire : *Histoire de Pierre le Grand* — Golovin. *Pierre Ier* (1 vol., Leipzig 1861). — Comte de Bonneval : *Mémoires* (2 vol., Paris 1806). — La Mamie-Clairac : *Histoire de Perse depuis le commencement de ce siècle* (3 vol. Paris 1750). — La Mottraye : *Voyage en Europe, en Asie et en Afrique* (3 vol., La Haye 1727). — Otter : *Voyages en Turquie et en Perse avec une relation des expéditions de Tahmas-Kouli-Khan* (2 vol., Paris 1748). — Anonyme ; *Histoire de Tahmas-Kouli-Khan, nouveau roi de Perse ou histoire de la dernière révolution de Perse* (1 vol., Paris 1748). — Comte de Saint-Priest : *Mémoire sur l'ambassade de France en Turquie* (1 vol., Paris 1878).

LIVRE CINQUIÈME. Rulhières : *Histoire de l'anarchie de Pologne et du démembrement de cette république* (4 vol., Paris 1807). — Lady Craven : *Voyage en Crimée* (traduit de l''anglais par Guedon de Berchères, 1 vol., Paris 1789). — Lady Montagne : *Lettres* (traduit de l'anglais par Auson, 2 vol., Paris 1891). — Vassif-Effendi : *Précis historique de la guerre des Turcs contre les Russes, de* 1769 à 1774 (traduit du turc par Caussin de Perceval, 1 vol., Paris 1822).

— Comte de Ségur : *Mémoires.* — Volney : *Voyage en Syrie, en Palestine et en Égypte* (2 vol., Paris 1787). — A Sorel : *La question d'Orient au* XVIIIe *siècle. Origines de la triple alliance* (1 vol., Paris 1878). — Volney : *Considérations sur la guerre actuelle des Turcs* (1 vol., Paris 1788). — *Journal d'Abderrahman C'barti pendant l'occupation française*, suivi *d'un précis de la même campagne* fait par Nicolas El Turki, *secrétaire du prince des Druzes* (traduit de l'arabe par Alex. Cardin, 1 vol., Alexandrie 1835). — Nakoula-El-Turk : *Histoire de l'expédition française en Égypte* (traduit de l'arabe par Desgranges, 1 vol., Paris 1839). — Richardet : *Nouveaux mémoires sur l'expédition d'Égypte* (1 vol., Paris 1848). — Juchereau de Saint-Denys : *Révolutions de Constantinople* (2 vol., Paris 1814). — Thornton : *État actuel de la Turquie* (traduit de l'anglais, 2 vol., Paris 1812). — Saint-René-Taillandier : *Kara-Georges et Milosch; La Serbie au* XIXe *siècle* (1 vol., Paris 1875). — Cunibert : *Essai historique sur la révolution et l'indépendance de la Serbie* (2 vol., Leipzig 1855). — Pouqueville : *Vie d'Ali-Pacha* (1 vol., Paris 1822). — Buchon : *La Grèce continentale et la Morée* (1 vol., Paris 1843). — Pouqueville : *Voyage de la Grèce* (6 vol., Paris 1825). — Du même : *Régénération de la Grèce* (4 vol., Paris 1826). — Gervinus : *Insurrection et régénération de la Grèce* (traduit de l'allemand par Minnsen et Léonidas Sgouto, 2 vol., Paris 1863). — Maxime Raybaud : *Mémoires sur la Grèce pour servir à la guerre de l'indépendance* (2 vol., Paris 1825). — Comte de Moltke : *Campagnes des Russes dans la Turquie d'Europe en* 1828 *et* 1829 (traduct Demmier, 2 vol., Paris 1834). — Félix de Fonton : *La Russie en Asie-Mineure ou campagnes du maréchal Paskiévitch en* 1828 *et* 1829 (1 vol., Paris 1840). — C. Rousset : *La conquête d'Alger* (1 vol., Paris 1871). — Merruau : *l'Égypte contemporaine* (1 vol., Paris 1858). — D'Aubignosc : *La Turquie nouvelle* (2 vol., Paris 1839). — De Caldavène et Barrault : *Histoire de la guerre de Méhémet-Ali avec la Porte* (2 vol., Paris 1836). — Des mêmes : *Deux ans de l'histoire d'Orient* (2 vol.,

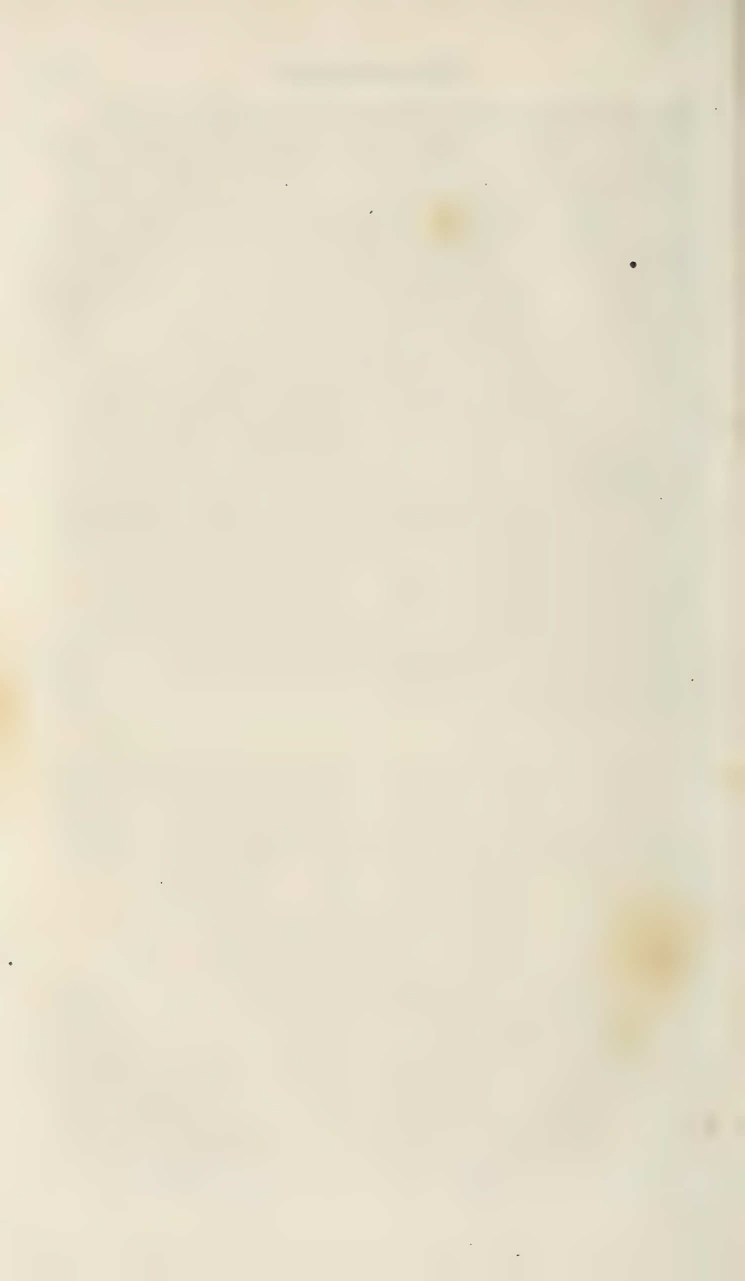
Paris 1840). — Ferrier: *La Syrie sous le gouvernement de Méhémet-Ali* (1 vol., Paris 1840).

Livre sixième. Houry: *De l'intervention européenne en Orient; son influence sur la civilisation des musulmans et sur la condition sociale des chrétiens d'Asie* (1 vol., Paris 1843). — Destrilhes: *Confidences sur la Turquie* (1 vol., Paris 1855). — Poujoulat: *La France et la Russie à Constantinople. La question des lieux saints* (1 vol., Paris 1853). — *Histoire diplomatique de la crise orientale de* 1853 *à* 1856, etc., *suivie d'un mémoire sur la question des lieux saints* (1 vol., Bruxelles 1858). — C. Rousset: *Histoire de la guerre de Crimée* (1 vol., Paris 1877). — Kinglake : *Invasion de la Crimée* (traduit de l'anglais par Th. Karcher, 3 vol., Bruxelles 1864, — écrit dans un esprit hostile aux Français). — Niel : *Le siège de Sébastopol* (1 vol., Paris 1858). — Fay : *Souvenirs de la guerre de Crimée* (1 vol., Paris 1869). — A. Rambaud : *Français et Russes. Moscou et Sébastopol* (1 vol., Paris 1880). — Anitschkoff : *La campagne de Crimée* (traduit de l'allemand de Baugmarten par Soye, 2 vol., Paris 1858-68). — Ed. de Todleben : *La défense de Sébastopol* (traduit en français, 4 vol., Saint-Pétersbourg 1864). — Gourdon : *Histoire du congrès de Paris* (1 vol., Paris 1857). — Ubicini : *La question des principautés devant l'Europe* (1 vol., Paris 1858). — Dufaure : *Les Maronites et la France* (1 vol., Paris 1860). — Louet : *Expédition de Syrie* (1 vol., Paris 1862.) — Saint-Marc-Girardin : *La Syrie en* 1861 (1 vol., Paris 1862). — L. de Baudicour: *La France au Liban* (1 vol., Paris 1879). — *Joseph Karam aux gouvernements chrétiens d'Europe* (brochure, 1868). — Pasco Wasa : *Le Monténégro d'après les traditions de l'Albanie* (brochure. Constantinople 1878). — Iovanovitj : *Les Serbes et la mission de la Serbie dans l'Europe d'Orient* (1 vol., Paris 1870). — Ballot : *Histoire de l'insurrection crétoise* (1 vol., Paris 1868). — *Documents diplomatiques sur le conflit turco-grec* (1 vol., Paris 1864). — Colas : *La Turquie en* 1864 (1 vol., Paris 1864). — Belin: *Essai sur l'his-*

toire économique de la Turquie (1 vol., Paris 1865). — Chertier : *Les réformes en Turquie* (1 vol., Paris 1868). — Duc de Valmy : *La Turquie et l'Europe en* 1867 (1 vol., Paris 1867). — Osman-Bey [1] : *La Turquie sous Abd'ul-Aziz* (1 vol., Bruxelles 1868). — Brunswick : *La crise financière en Turquie* (brochure. Paris 1874). — Ali-Suavi-Effendi : *A propos de l'Herzégovine* (1 vol., Paris 1875). — Cl. Lecomte : *Guerre d'Orient* 1876-1877 (tomes I et II, 2 vol., Lausanne 1877-78. En cours de publication). Gladstone : *Bulgarian horrors and the question of the East* (brochure. Londres 1876). — Léouzon-le-Duc : *Midhat-Pacha* (1 vol., Paris 1877). — Brunswick : *La vérité sur Midhat-Pacha* (brochure. Paris 1877). — Ubicini : *La constitution ottomane* (1 vol., Paris 1879). — *La guerre d'Orient* 1877-1878 par un tacticien (en cours de publication). — Genton : *De la juridiction française dans les échelles du Levant, — les Capitulations* (brochure. Lyon 1873). — Gavillot : *Essai sur les droits des Européens en Turquie et en Égypte* (1 vol., Paris 1873). — Général Husseïn Tevfik-Pacha [2] : *Turkey and Mohammedanism* (lecture faite à la société historique de Rhod'Island 1878, n'a pas été mis dans le commerce).

[1] Frederick Millingen, connu aussi sous le nom de major Wladimir Andriewitch.

[2] Nommé ministre des finances en décembre 1880, homme d'État du plus haut mérite, le premier mathématicien de la Turquie.



INDEX ALPHABÉTIQUE.

A

Adana, v. de la Turquie d'Asie, chef-lieu du vilayet du même nom, sur la rive droite du Sihoun (Sarus), dans l'ancienne Cilicie.

Aïan-Guéli, b. de la Turquie d'Asie, vilayet de Koudavend-Kiar, près de Yeni-Schehir, sur les bords d'un petit lac.

Aidin (*Guzel-Hissar*), v. de la Turquie d'Asie, vilayet du même nom, sur le penchant du Messagis, près du Mendèré (Méandre). — Ancienne *Tralles*, fondée, selon Strabon, par les Argiens.

Aïdos, v. de la Turquie d'Europe, Roumélie orientale, au débouché d'une vallée des Balkhans, sur un ruisseau qui se perd dans le golfe de Bourgas.

Aïdos, v. de la Turquie d'Asie, vilayet de Stamboul, liva d'Ismid, au pied du mont Onia et près de Scutari.

Ainœgel (*Angelokoma*), v. de la Turquie d'Asie, vilayet de Koudavend-Kiar, près du petit lac de Yeni-Schehir, dans une vallée de l'Olympe.

Akkerman, v. de la Russie, Bessarabie, sur le lac côtier où débouche le Dniester.

Akhalzick, v. de la Russie transcaucasique, sur un affluent de gauche du Kour, près de la frontière turque.

Ak-Hissar. Voy. *Croïa*.

Ak-Hissar, v. de la Turquie d'Asie, vilayet de Koudavend-Kiar, près du Saaria (Sangarius).

Aklat, v. de la Turquie d'Asie, vilayet de Bitlis, sur le lac de Van.

Ak-Seraï, v. de la Turquie d'Asie, vilayet de Konieh, entre Konieh et Kaïssaryeh, près de l'extrémité S. du lac Touz-Gueulu.

Aladja-Hissar. Voy. *Kruschevatz*.

Alaïa, v. de la Turquie d'Asie, vilayet de Konieh, sur le golfe de Satalieh, dans la Méditerranée. — Ancien *Coracesium*.

Ala-Schehir, v. de la Turquie d'Asie, vilayet d'Aïdin, non loin du Kousou-Tschaï, affluent de l'Hermus. — Ancienne *Philadelphia*, fondée par Attale Philadelphe, frère d'Eumène, roi de Pergame.

Alaschgerd (*Toprakkalé*), v. de la Turquie d'Asie, vilayet de Bitlis, près du Mourad-Tschaï (Euphrate oriental).

Alessio (*Lesch*), v. de la Turquie d'Europe (Mirditie), vilayet de Scodra, sur la rive gauche du Drin.

Alexandrette, v. de la Turquie d'Asie, sur le golfe du même nom, vilayet d'Adana.

B

C

D

H

I

L

M

N

O

P

R

S

Z



TABLE DES MATIÈRES.

L'ISLAMISME ET LES TURCS.

LA CONQUÊTE.

L'APOGÉE.

LA DÉCADENCE.

LES RÉFORMES.

LA TURQUIE CONTEMPORAINE.



Gravé par Erhard 12, R. Duguay-Trouin Paris.
HACHETTE et Cie Paris.
Imp. Dufrénoy, 34 R. du Four St Germain Paris

Turcs
nans
ares
laves
orthodox
musulm
catholiqu

Danu
Drina R.
TIGNE
Ninje
Alles
urazzo
na
orfou
Par



Gravé par Erhard, 12 R. Duguay Trouin Paris.

HACHETTE et Cie Paris

Imp. Dufrénoy 34 R. du Four St Germain, Paris.

avan
la Turq
nanie
la Ro
à la
ant la
la Turq
ie

Vukova
Danu
Schaba
Drina
Tcha
orfou



Gravé par Erhard, 12 R. Duguay-Trouin Paris.
HACHETTE et Cie Paris
Imp. Dufrenoy 34 R. du Four St Germain, Paris

32

N

R A

ekhehr

Nigde

ADANA

Latar

ouste

us-i-Seb

ripoli

yrouth

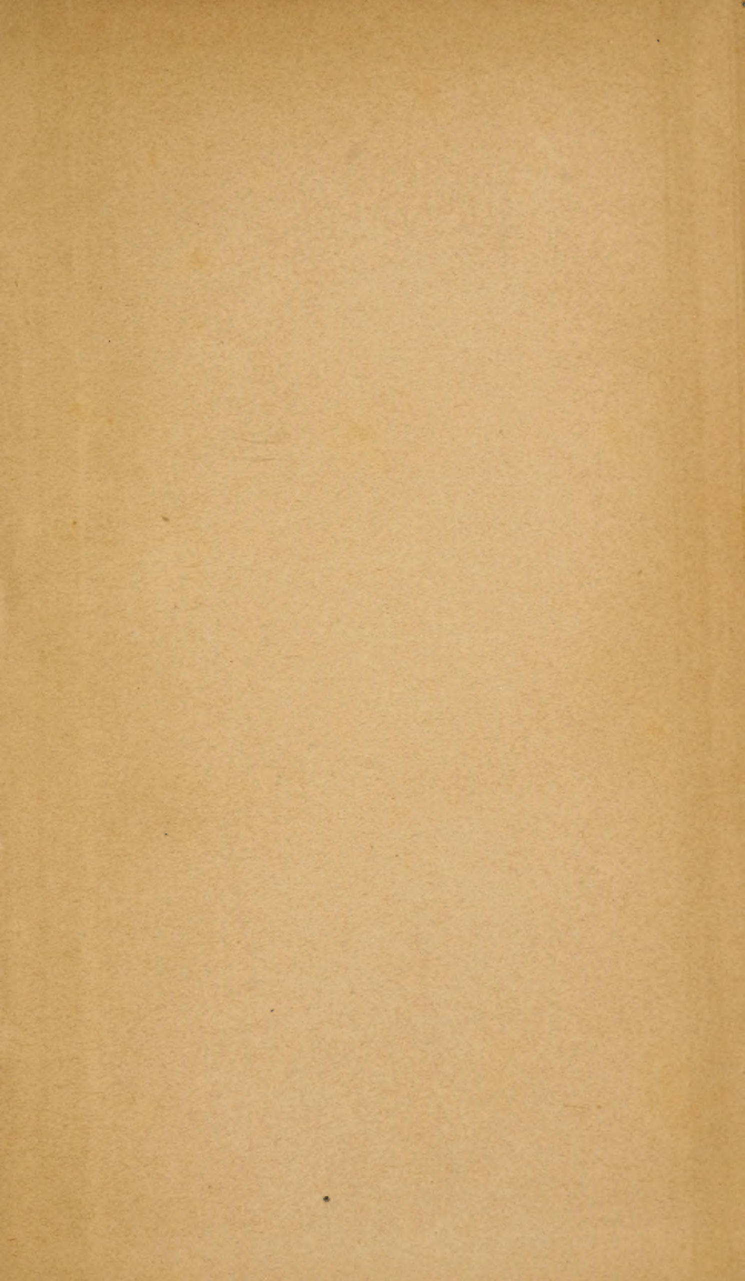
EMO



Gravé par Erhard, 12 R. Duguay-Trouin Paris
HACHETTE et Cie Paris
Imp. Dufrenoy, 34 R. du Four St Germain, Paris.

950. — PARIS, IMPRIMERIE GÉNÉRALE A. LAHURE
Rue de Fleurus, 9






UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 632 439 6

